

- FONDO "COMISION ESPECIAL MALVINAS"
- SECCION "INTELIGENCIA"
- CAJA 9
- CARPETA 1

INF. PRENSA

FRANCIA

C/Indice

22_Abril 82 / 18 Mayo 82

Nº

DIA 27 de ABRIL DE 1982.

LE MONDE: El desembarco británico en Georgia del Sur.

LE QUOTIDIEN: La hazaña de los comandos de la Royal Navy.

Malvinas: la falsa guerra.

Las reacciones en el mundo.

LE MONDE: El desembarco británico en Georgia del Sur compromete el arreglo del conflicto de las Malvinas.

TIMES: Numerosas tropas británicas obligaron a Argentina a entregarse.

TIMES: Se dijo que una unidad británica avanzada está en las Falklands.

TIMES: El status de los presos es confuso.

TIMES: La Junta prepara una ofensiva.

TIMES: Refuerzos en camino. - Empleadores avisados de las obligaciones.

LE FIGARO: Después de la victoria británica.

Los Argentinos no se consideran vencidos.

O.E.A. Un sostén muy teórico.

LE MATIN: En Argentina: la indignación.

Las próximas batallas:

LE MATIN: Argentina se refuerza.

TRADUCCION

DIARIO LE MONDE DEL 28 DE ABRIL DE 1982

LA ROYAL NAVY SE ALISTARIA PARA ENTRAR EN ACCION EN EL ARCHIPIELAGO DE LAS MALVINAS.

La prensa británica de este martes 27 de abril, evoca la posibilidad de una acción militar muy proximamente en el archipiélago de las MALVINAS, a 1400 km de la isla de GEORGIA DEL SUR, ocupada desde el domingo pasado por los fusileros marinos británicos. Según el TIMES de LONDRES, un comando habría desembarcado ya en las MALVINAS. Esta información fue desmentida por el Ministro de Defensa y por las autoridades argentinas.

La Sra THATCHER, sin cerrar la puerta a las negociaciones, indicó claramente el lunes, que el tiempo apremiaba. Por su lado, el Contra Almirante WOODWARD, Comandante de la Flota Británica, declaró a bordo del porta aviones HERMES, que la Marina Real " estaba lista para pegar ".

En BUENOS AIRES, dónde la Junta no admitió todavía la pérdida de la GEORGIA DEL SUR, una reunión sindical se transformó, por primera vez desde el inicio de la crisis, en una manifestación popular contra la dictadura militar. En WASHINGTON, el organismo de consultación del Tratado Interamericano de Asistencia recíproca (TIAR) debía continuar sus debates este martes, pero el señor HAIG, excluyó ya cualquier recurso al Tratado de Rio en el conflicto de las MALVINAS.

DE NUESTRO CORRESPONSAL:

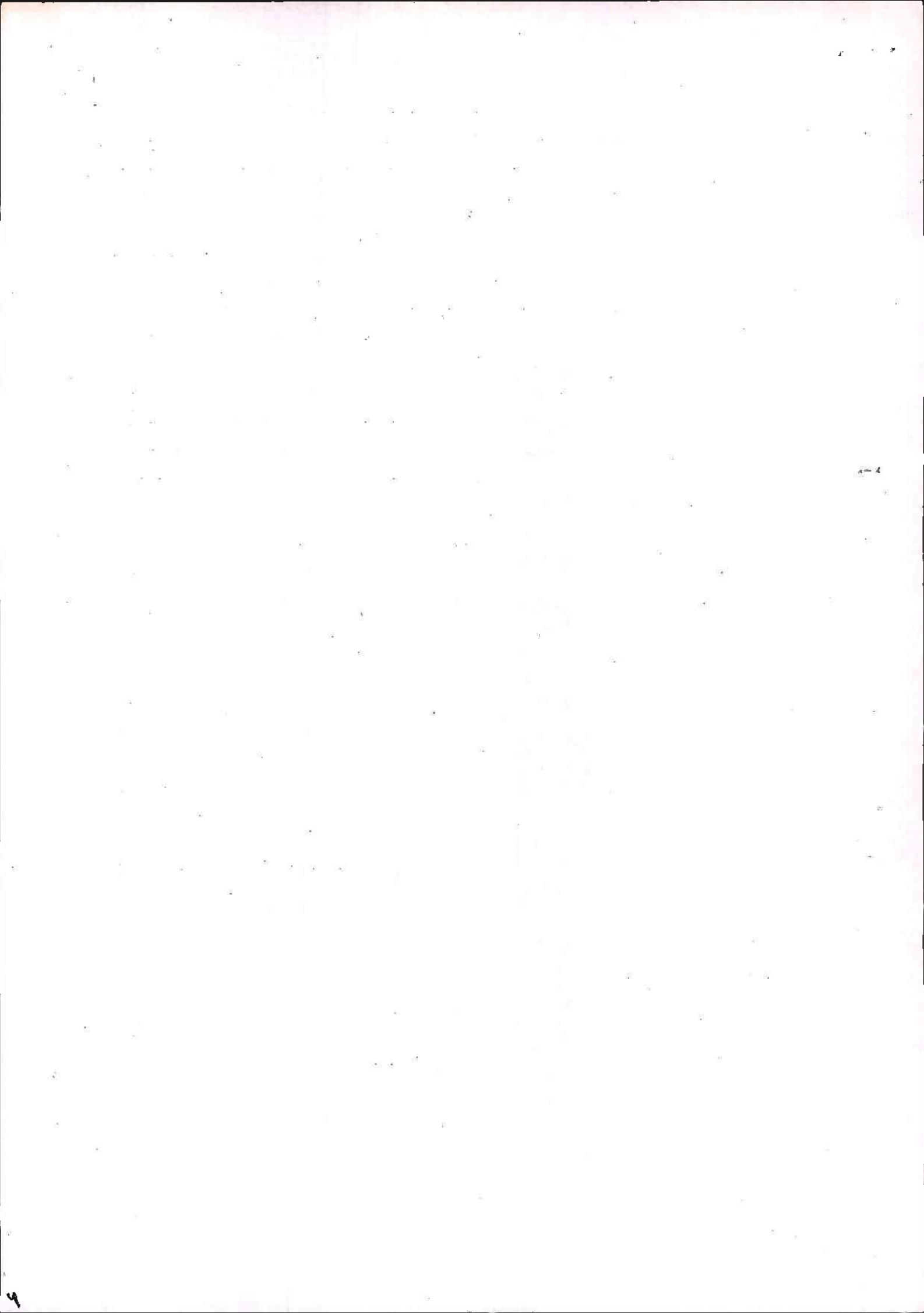
LONDRES: Calma pero segura de sí, satisfecha sin ser triunfante la señora THATCHER preparó la opinión pública a la eventualidad de un desembarque de la Marina REAL en las ISLAS MALVINAS. Ante el PARLAMENTO, como durante la conversación televisada el lunes 26 de abril, ella mostró que el éxito en GEORGIA DEL SUR no la había vuelto más conciliadora. Al contrario, más bien ha reforzado su determinación. Todo el mundo está de acuerdo en pensar en LONDRES que los próximos días serán decisivos.

La reconquista de la isla GEORGIA DEL SUR no modifica para nada la voluntad del gobierno de hallar una solución negociada, de ser posible por medios pacíficos, pero agregó la señora THATCHER, "más fuerte es la presión militar, mejores son las probabilidades de obtener un arreglo negociado". Se estima , en LONDRES, que la misión HAIG representa siempre la

mejor esperanza de una solución pacífica, pero se cuenta con que los EEUU tomen una posición abiertamente a favor de GRAN BRETAÑA, y que imponga por ejemplo sanciones económicas a ARGENTINA si la tentativa de mediación fra casa.

La reconquista de las GEORGIA DEL SUR debe ser interpretada por los argentinos como la última advertencia seria; si no la tienen en cuenta declaró el Jefe del Gobierno británico , no se podrá evitar el uso de la fuerza y la responsabilidad de todo ello recaerá sobre la Junta. La "Dama de Hierro", quien tal vez nunca mereció tanto como ahora su apodo, agregó que el tiempo apremiaba cada vez más. La llegada de la fuerza de interven ción en las aguas de las MALVINAS es inminente. El invierno se instala y la tempestad azota. Después de tres semanas de viaje en mar, el cuerpo ex pedicionario no podrá esperar mucho tiempo que se tome una decisión sobre su utilización.-

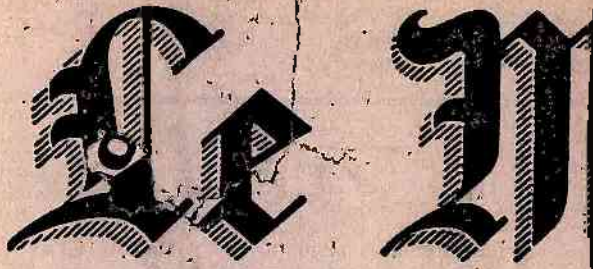
DANIEL VERNET



APRÈS L'ÉVACUATION DU SINAI

Israël veut consolider
ses implantations
en Cisjordanie

LIRE PAGE 3



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

BULLETIN DU JOUR

M. Mauroy
le Canada
et le Québec

Le voyage de M. Pierre Mauroy au Canada et au Québec devrait s'achever, mercredi 28 avril, sauf incident de parcours de dernière minute, sur un constat de satisfaction officiel des trois parties intéressées : Paris, Ottawa et Québec. Ce résultat n'est pas mince.

La tâche de M. Mauroy n'était pas facile. Le premier ministre arrivait quelques jours à peine après la proclamation à Ottawa, par la reine Elizabeth, de la nouvelle Constitution canadienne, contre laquelle s'élevait de toutes ses forces le gouvernement indépendantiste de René Lévesque. Dans ce climat passionnel, où la moindre petite phrase peut déclencher des réactions en chaîne, M. Mauroy devait à la fois beaucoup parler, car son emploi du temps prévoyait nombre de déclarations, et se garder comme de la peste de prendre parti, sans pour autant passer pour un indifférent ou un froid diplomate.

Force est de reconnaître que le premier ministre a su tenir un langage à peu près homogène tout au long de son voyage, exaltant à chaque occasion les liens « particuliers » et « privilégiés » de la France avec le Québec, tout en affirmant, dans le même souffle, que ceux-ci ne devaient pas « entacher » ses relations avec le Canada, « dictées par l'amitié, l'appartenance à une même alliance et une communauté d'intérêts et d'idéaux démocratiques ».

Au-delà des sourires de circonstance et des soupirs de soulagement, il faut cependant noter les différences très sensibles d'atmosphère entre les deux « volets », fédéral et québécois, de cette visite. M. Mauroy partait avec l'idée qu'il fallait pratiquer une « ouverture », essentiellement économique, sur le Canada tout entier. M. Trudeau lui faisait écho en se félicitant que Paris adoptât désormais une attitude « moins romantique et plus réaliste ». Tous comptes faits, c'est au Québec que le réalisme a été à l'honneur, sous la forme de la coopération économique la plus concrète, avec la signature du contrat entre Pechiney et Hydro-Québec pour la future usine d'aluminium de Becancour. Ottawa, en revanche, ne parvenait pas à faire aboutir des projets, certes importants, voire grandioses, mais qui restent encore en pointillé.

La délégation française a pu avoir en outre l'impression que les « fédéraux » cherchaient à l'entraîner dans une querelle avec le Québec et que certaines avances d'Ottawa

La Royal Navy s'apprêterait
à entrer en action
dans l'archipel des Malouines

La presse britannique de ce mardi 27 avril évoque la possibilité d'une action militaire très prochaine de la Royal Navy sur l'archipel des Malouines, à 1400 kilomètres de l'île de Georgie du Sud, occupée dimanche par les fusiliers marins britanniques. Selon le Times de Londres, un commando aurait déjà débarqué aux Malouines. Cette information a été démentie par le ministère de la défense et par les autorités argentines.

Mme Thatcher, sans fermer la porte aux négociations, a cependant clairement indiqué, lundi, que « le temps pressait ». De son côté, le contre-amiral Woodward, commandant de la flotte britannique, a déclaré, à bord du porte-avions Hermes, que la Royal Navy « était prête à frapper ».

A Buenos-Aires, où la junte n'a pas encore admis la perte de la Georgie du Sud, un rassemblement syndical a tourné, pour la première fois depuis le début de la crise, à une manifestation populaire contre la dictature militaire. A Washington, l'organisme de consultation du traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR) devait reprendre ses débats, ce mardi, mais M. Haig, secrétaire d'Etat américain, a déjà exclu tout recours au traité de Rio dans le conflit des Malouines.

De notre correspondant

Londres. — Calme, mais sûre d'elle-même, satisfaite sans être triomphante, Mme Thatcher a préparé l'opinion britannique à l'éventualité d'un débarquement de la Royal Navy sur les îles Malouines. Devant le Parlement, comme au cours d'un entretien télévisé le lundi 26 avril, elle a montré que le succès remporté en Georgie, du Sud ne l'avait pas rendue plus conciliante. Au contraire, il aurait plutôt renforcé sa détermination. Tout le monde s'accorde à penser, à Londres, que les prochains jours seront décisifs.

La reconquête de la Georgie du Sud ne change rien à la volonté du gouvernement de trouver une solution négociée, si possible par des moyens pacifiques ; mais, a ajouté Mme Thatcher, « plus la pression militaire est forte, meilleures sont les chances d'obtenir un règlement négocié ». On pense, à Londres, que la mission Haig représente toujours le meilleur espoir d'une solution pacifique, mais on s'attend que les États-Unis prennent ouvertement position en faveur de la Grande-Bretagne et imposent, par exemple, des sanctions économiques à l'Argentine si la tentative de médiation échoue.

La reconquête de la Georgie du Sud doit être comprise par les Argentins comme le dernier avertissement sérieux ; s'ils n'en tiennent pas compte, a déclaré, en substance, le chef du gouvernement britannique, l'usage de la force ne pourra pas être évité et la responsabilité en retombera sur la junte. La « Dame de fer », qui n'a peut-être jamais autant mérité son surnom, a ajouté

que le temps pressait de plus en plus. L'arrivée de la force d'intervention dans les eaux des Malouines est imminente. L'hiver s'installe et la tempête fait rage. Après trois semaines de voyage en mer, le corps expéditionnaire ne pourra pas attendre longtemps qu'une décision soit prise sur son utilisation.

DANIEL VERNET.

(Lire la suite page 3.)

Lumières
1939

Raymond

La goutte d'eau

DES Argentins résidant en France ont récemment publié leur opinion sur le conflit des îles Malouines. Je suis tout à fait d'accord avec leur déclaration et je pense même qu'il faut ajouter quelques précisions.

Depuis longtemps, nous savions tous — les gouvernements des dix pays de la Communauté européenne compris — que la junte militaire argentine était responsable de l'assassinat d'environ dix-huit mille Argentins et de plusieurs étrangers. Nous savions tous que cette bande était responsable d'une politique économique qui a réduit le peuple argentin à la misère, tout en augmentant sa « dette » extérieure : on parle de 9 milliards de dollars, seulement envers les Etats-Unis ; comme il y a environ vingt-cinq millions d'Argentins, chaque nouveau-né est déjà redevable de 360 dollars aux banques américaines le jour même de sa naissance. Nous savions tous que cette bande, afin de forcer le peuple argentin à accepter la loi du plus fort, utilise toutes les méthodes de torture apprises avec les gorilles brésiliens et nord-américains, ainsi que d'autres plus inhumaines encore qu'elle a inventées de son côté.

Les gouvernements des Dix n'en ont pas moins continué à vendre des armes aux militaires argentins tout en sachant à quoi ces armes allaient servir et à leur acheter des produits tout en sachant à quelles poches vert olive iraient les profits ainsi réalisés.

Il est vrai que c'était une question diplomatique et économique délicate. Il faut bien faire du commerce, les Dix en ont fait, même avec cette junte et avec d'autres junte ou variantes, au Salvador,

par AUGUSTO BOAL (*)

tées un peu partout, y compris à la Communauté des Dix.

Tout cela nous le savions tous, ou presque, même si nous n'en parlions pas. Diplomatie oblige.

Et pourtant un petit événement change la diplomatie des Dix. Vingt-cinq millions d'Argentins subissent la violence des gorilles, c'était supportable. Maintenant ils veulent étendre leur domination à quelque sept mille huit cents Britanniques, c'en est trop, c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Les Dix disent non ! On envoie une super-flotte ! On arrête les importations ! On demande au secrétaire d'Etat américain d'essayer de rétablir la démocratie anglaise aux Malouines et d'expulser les gorilles gauchos.

Et nous qui le savions tous, nous sommes mis dans une situation délicate. Pouvons-nous condamner les Dix quand ils prennent conjointement des mesures sévères, énergiques, contre une bande d'assassins qui veut étendre son pouvoir fasciste ? Evidemment non. Devons-nous applaudir leur action ? Pas davantage.

Mais nous pourrions, nous voudrions, les applaudir. Pour peu qu'ils décident clairement de défendre non leur commerce, non leur argent, non la possibilité de trouver du pétrole dans les îles contestées, mais les droits des hommes, qu'ils soient Argentins ou Britanniques, Malouins ou Brésiliens, Guatémaltèques ou Haïtiens. Dans ce cas-là, oui, nous tous devons applaudir toutes les

mesures prises contre les fascistes argentins si elles sont aussi appliquées aux autres fascistes de la région : les gorilles paraguayens, chiliens, honduriens, etc. Si nous étions des Allemands sous Hitler, nous applaudirions à toutes les mesures prises contre lui. Voilà. Nous, la quasi-totalité des Latino-Américains subissons des Hitler régionaux. Il faut que l'Amérique latine se libère, il faut l'aider à se libérer. Les Dix savent comment l'aider : avec les mêmes mesures que celles qu'ils viennent de prendre.

Mais si ces mesures sont prises contre l'Argentine seulement, il devient clair que leur motivation est strictement économique : on se bat pour le pétrole probable, pour une partie d'Antarctique certaine, pour une région stratégique.

Si ces mesures sont prises contre l'ensemble des fascistes au pouvoir, leur motivation aussi deviendra claire : on se battra pour l'humanité, pour la civilisation.

Dans le premier cas, nous devons être farouchement contre la flotte colonialiste qui navigue pour piquer le drapeau anglais sur les terres de Nuestra America.

Dans le deuxième cas, nous devons être féroceement contre les bandes en uniformes qui veulent mettre sous leur joug chaque fois davantage de terres et de citoyens.

Dans les deux cas, nous devons être totalement en faveur du peuple argentin, qui a tout le droit du monde de jouir des îles Malouines, qui lui appartiennent sans aucun doute.

(*) Metteur en scène brésilien résidant en France.

Deux situations intolérables

Par PIERRE LE CLERCQ (*)

LE conflit des Malouines a brusquement remis en lumière deux situations intolérables : le colonialisme britannique résiduel et le totalitarisme argentin signant et persistant.

La situation coloniale des îles Malouines est indiscutable pour qui veut bien considérer non seulement l'extraordinaire éloignement géographique du Royaume-Uni, mais aussi et surtout l'histoire et les différentes prises de position internationales. Lorsque le gouvernement d'outre-Manche s'appuie sur le fait que la population des îles est entièrement britannique pour rejeter en bloc les revendications territoriales argentines, il oublie simplement de préciser que ce n'est que la conséquence logique d'un exil forcé de la population argentine autochtone, en 1833, juste après l'invasion des îles australes par la flotte britannique. Les Anglais de l'époque ne faisaient en cela que suivre une politique inaugurée au Canada, avec la déportation massive, au dix-huitième siècle, des Français d'Acadie vers la Louisiane. Ces dernières années, de nombreux pays de par le monde ont d'ailleurs reconnu le bien-fondé des thèses argentines. Seuls, des pays comme la France ou les Etats-Unis, qui ont intérêt à ce qu'on oublie leur présence discu-

table sur des îles telles que Mayotte et Porto-Rico, préfèrent soutenir la position britannique.

Cela dit, il serait contraire à la morale la plus élémentaire d'abandonner mille huit cents natifs des îles Malouines à l'arbitraire sanglant du totalitarisme argentin. Puisqu'il est d'ores et déjà certain que le rétablissement pur et simple du *statu quo ante* n'est guère crédible, puisqu'il est déjà acquis que le statut à venir des îles Malouines ne peut aller que dans le sens des revendications légitimes du peuple argentin, pourquoi le gouvernement britannique ne profiterait-il pas de l'occasion qui lui est offerte de faire avancer la cause des droits de l'homme en Amérique latine ? Il suffirait qu'il déclare ne vouloir se départir de sa souveraineté sur les îles Malouines au profit de l'Argentine qu'à deux conditions : que le gouvernement argentin actuel dise enfin ce qu'il est advenu des nombreux « disparus » recensés par Amnesty International, et que l'Argentine fasse la preuve, sur une période à déterminer, qu'elle est capable de vivre sous un régime démocratique dans le respect des droits individuels et des libertés publiques.

(*) Gardien de nuit à Aubervilliers.

TRADUCCIONDIARIO LE MONDE DEL MIERCOLES 28 DE AVRIL DE 1982REPLICAS AL EMBAJADOR ARGENTINOINVENTAR UNA FE

Del Señor J-C BERNARDEZ , franco-argentino residente en FRANCIA.

La carta del Embajador del régimen militar argentino merece una respuesta por lo menos.

No quisiera hacer aquí referencia a la legalidad jurídica de las acciones que han sido emprendidas, o a la soberanía argentina o inglesa sobre las ISLAS MALVINAS. Es un problema muy complejo, y no es lo esencial. Quisiera por el contrario llamar vuestra atención sobre el contexto en el cual se efectúa el desembarco argentino, y sobre el momento que se eligió para hacerlo, puesto que pienso que los verdaderos objetivos de los dirigentes y de las Fuerzas Armadas argentinas no son los que proclaman.

Veamos en primer lugar el contexto. La situación de ARGENTINA es catastrófica en todos los planos. La deuda exterior es de 37 mil millones de dólares, lo que hace de los argentinos los hombres más endeudados del mundo. El producto Interno Industrial por habitante bajo de un 16 % entre 1976 y 1981. El dolar que valía 55 pesos en 1976, cuesta hoy 12.000 pesos, los salarios reales han bajado de un 50% entre 1976 y 1979, y podríamos continuar esta lamentable enumeración analizando la recesión generalizada, el desempleo, la inflación, la agricultura, la ganadería, las inversiones, el deficit presupuestario, etc...

Pero para ser exacto, hay que saber que para un pequeño sector, ligado a las elites dirigentes, las cosas no han cambiado tan para mal. En efecto se constata, a partir de las cifras oficiales, la desaparición de circuitos económicos nacionales de unos 20 mil millones de dólares "embarcados" por grupos financieros especulativos por el biés del juego entre las tasas de cambio y la inflación, con destino desconocido.

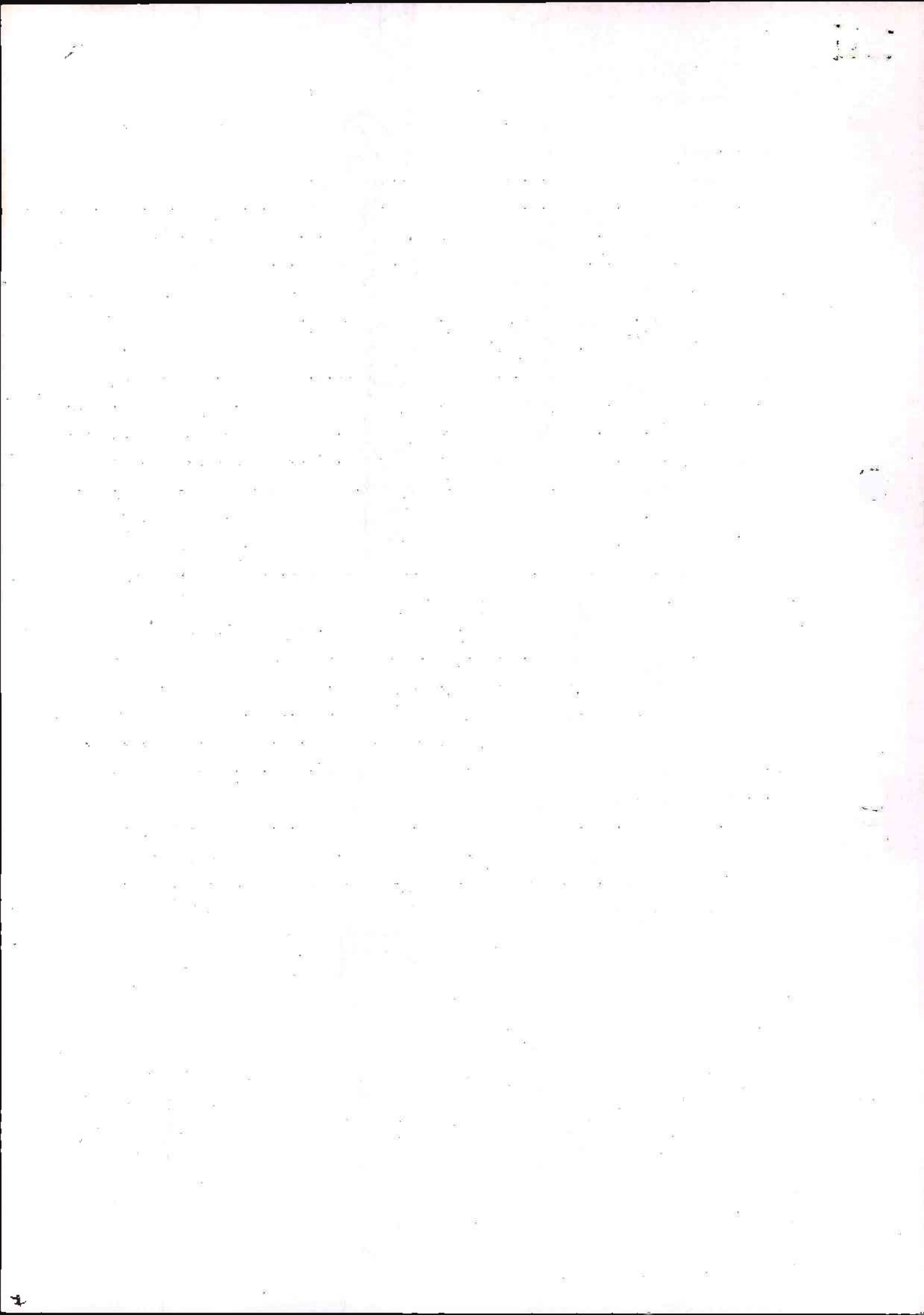
El balance desastroso se logró, no obstante en condiciones sociales y políticas excepcionales: aniquilación de los opositores, terror blanco censura, miedo, 15.000 desaparecidos, y entre 6000 y 10.000 asesinados, torturados etc. Con este enorme despliegue depresivo, las Fuerzas Armadas y sus especialistas económicos gozaron de una 'paz romana' para poner en marcha todas estas recetas que venimos de enumerar y exponer el resultado.

El desembarco de los militares en ARGENTINA (parte continental)

no es verdaderamente un éxito.

El momento elegido para efectuar el otro desembarco también es significativo. Desde hace dos años, las Fuerzas Armadas trataban de encontrar una fórmula capaz de permitirles una réplica táctica honorable y la transferencia a los partidos políticos de la gestión de la crisis. En el plano interno, los esfuerzos intentados para crear las condiciones favorables para esta transferencia no hicieron más que profundizar la crisis y hacer que pierdan todo crédito. (...)Entonces hubo que buscar por otro lado. Hace falta una operación de prestigio para devolver (o simplemente dar?) peso a las Fuerzas Armadas, hacer que se olviden sus recientes proezas, y transformarlas si es posible en un componente esencial del panorama político argentino. El mercado existe: los argentinos - y los peronistas- conocen desde siempre esta historia con rasgos nacionalistas de las MALVINAS argentinas. Que mejor, y más rentable en el plano interior que despertar esta ola nacionalista "valorizandó", cuando todos los valores han caído? Qué mejor que agitar un cierto orgullo nacional cuando no se tienen razones, y que se ha devastado la Nación? En un momento en que los argentinos no creen más en nada que mejor que inventar una fé? Es una tentativa - el Mundial de football, y el conflicto con CHILE no están lejos, pero es de todas formas audaz.

Las fuerzas democráticas no van a dialogar de ahora en más con los administradores del capital financiero, con los torturadores o con los destructores de la economía y de la sociedad argentinas. No, se negociará con los defensores de la Patria, y en tanto y en cuanto la situación sea tensa -y hasta después- las Fuerzas Armadas tendrán un peso muy distinto en la política interior, aparentemente a causa de la lucha contra el imperialismo! No se pueden minimizar los riesgos que corren las Fuerzas Armadas actuando de esta forma. Pero si se puede imaginar el peso que tienen que equilibrar, del otro lado de la balanza -para provocar mejor dicho - estos riesgos. Y se ve que llegan hasta disfrazarse de libertadores, sin recular ante nada, para las necesidades de la liberación !



Inventer une foi

De M. J.-C. Bernardez, Franco-Argentin résidant en France :

La lettre de l'ambassadeur du régime militaire argentin publiée dans votre journal mérite, pour le moins, une réponse.

Je ne voudrais pas faire ici référence à la légalité juridique des actions entreprises, ou à la souveraineté argentine ou anglaise sur les îles Malouines. C'est un problème très complexe, et ce n'est pas l'essentiel. Je voudrais par contre attirer votre attention sur le contexte dans lequel le débarquement argentin se réalise, et sur le moment choisi pour le faire, car je crois que les véritables objectifs des dirigeants et des forces armées argentines ne sont pas ceux qu'ils proclament.

Voyons d'abord le contexte. La situation actuelle de l'Argentine est catastrophique, dans tous les domaines. La dette extérieure est de 37 milliards de dollars, ce qui fait des Argentins les hommes parmi les plus endettés du monde. Le produit brut industriel par habitant a baissé de 16 % entre 1976 et 1981. Le dollar, qui valait 55 pesos en 1976, coûte aujourd'hui 12 000 pesos. Les salaires réels ont chuté de 50 % entre 1974 et 1979, et nous pourrions continuer cette lamentable énumération... analysant la récession généralisée, le chômage, l'inflation, l'agriculture, l'élevage, les investissements, le déficit budgétaire, etc.

Mais, pour être exact, il faut savoir que, pour un petit secteur, lié aux élites dirigeantes, les choses n'ont pas si mal tourné. En effet, on constate, à partir des chiffres officiels, la disparition des circuits économiques nationaux de quelque 20 milliards de dollars, « embarqués » par des groupes financiers spéculatifs par le biais du jeu entre les taux de change et l'inflation, vers une destination inconnue.

Ce bilan désastreux a été obtenu, néanmoins, dans des conditions sociales et politiques exceptionnelles : liquidation des opposants, terreur blanche, censure, peur ; quinze mille disparus, de six mille à dix mille assassinés, torturés, etc. Avec cet énorme déploiement dépressif, les forces armées et ses spécialistes économiques ont profité d'une « paix romaine » pour mettre en œuvre des recettes dont nous venons d'exposer le résultat. Le « débarquement » des militaires sur l'Argentine (partie continentale) n'est pas, à vrai dire, un succès.

Le moment choisi pour effectuer cet autre débarquement est aussi significatif. Depuis deux ans, les forces armées essaient de trouver une formule capable de leur permettre un repli tactique honorable et le transfert aux partis politiques de la gestion de la crise. Sur le plan intérieur, les efforts tentés pour créer des conditions favorables à ce transfert n'ont fait qu'approfondir la crise et les rendre encore moins crédibles. Pas d'issue par là, surtout quand on veut partir, mais pas trop loin. Alors, il faut chercher ailleurs. Il faut une opération de prestige pour redonner (ou simplement donner ?), du poids aux forces armées, faire oublier ses récents exploits, et les transformer, si possible, en une composante essentielle du panorama politique argentin. Nous y voilà, pour les objectifs de l'opération. Le marché existe : les Argentins – et les péronistes, petit clin d'œil – ont toujours connu cette histoire, aux contours nationalistes, des Malouines argentines. Quoi de mieux, de plus rentable sur le plan intérieur, que de réveiller ce vague nationalisme « valorisant », quand toutes les valeurs sont en déroute ? Quoi de mieux que d'agiter un certain orgueil national, quand on n'a pas lieu d'être fier et que l'on a ravagé la nation ? En un moment où les Argentins ne croient plus en rien, quoi de mieux que de leur inventer une foi ? Ce n'est pas le coup d'essai – le Mondial de football, le conflit avec le Chili ne sont pas loin, – mais c'est quand même audacieux.

Les forces démocratiques ne dialogueront pas, dorénavant, avec les administrateurs du capital financier, avec les tortionnaires ou avec les destructeurs de l'économie et de la société argentines. Non, il faudra négocier avec les défenseurs de la patrie, et tant que la situation restera tendue – ou même par la suite – les forces armées pèseront d'un poids nouveau dans la politique intérieure, apparemment à cause de la lutte contre l'impérialisme ! On ne peut pas minimiser les risques que les forces armées prennent en agissant de la sorte. Mais on peut, oui, imaginer le poids qu'elles doivent équilibrer, de l'autre côté de la balance, pour accepter – que dis-je, pour provoquer – ces risques. Et l'on voit qu'elles ne reculent devant rien, allant jusqu'à se déguiser pour les besoins de la cause en libérateurs !

Le « tiers-p

Il y a un risque réel pour la gauche à apparaître comme une majorité simplement bicolore P.C.-P.S. Comme un simple binôme limité à deux composantes. A l'évidence, il est indispensable d'ancrer aussi dans la majorité tous les électeurs qui ont voté pour elle en 1981 sans être des

par ROGER-GÉRARD
SCHWARTZENBERG (*)

électeurs socialistes ou communistes. Ils sont nombreux. Ils forment ce qu'on pourrait appeler le « tiers-parti » ou la troisième famille de la majorité. Ils se situent généralement sur ce territoire politique décisif qui s'appelle le centre gauche. Loin de demander une « radicalisation », ils souhaitent depuis plusieurs mois un « recentrage ». Un rééquilibrage de l'action gouvernementale.

Ces Français du « tiers-parti » ont beaucoup de points communs. Certes, ils ne sont pas pour la « rupture ». Mais ils sont authentiquement pour le changement. Pour des réformes concrètes, qui inscrivent dans la matière des faits les mots progrès, justice, liberté. Aux antipodes du pouvoir froid et fade, qui, jusqu'en mai 1981, administrait la France comme une province assoupie. De ce pouvoir d'hier, l'ibat pour les promesses, mais impouant pour

(*) Président du Mouvement des radicaux de gauche.

AU JOUR LE JOUR

TECHNIQUE

D'abord on s'était précipité sur les Atlas en ricanant. Puis on s'était moqué de cette escadre britannique, hautaine et vengeresse, traversant l'Océan avec le secret espoir d'arriver le plus tard possible. Et voici que les troupes de Mme Thatcher débarquent dans un îlot glacé sous le regard stupéfait des manchots !

On a atteint, dis-les spécialistes, « l'état de guerre technique ». On en serait volontiers resté à l'état de guerre rhétorique. C'est le bon temps.

BRUNO FRAPPAT.

ere crue
-1945.

Tournoux

YAUME
TTO

1939-1945

Tournoux

ui ont choisi l'Allemagne, racontée
es, tel le "Journal de guerre"
laboration. Une lumière crue sur
408 pages. 70 F.

TRADUCCION

DIARIO LE MONDE DEL 28 DE ABRIL DE 1982

REPLICAS AL EMBAJADOR ARGENTINO (en respuesta a la carta publicada por el Embajador Argentino en PARIS S.E. JORGE GERARDO SCHAMIS

Por que no un condominio ? (señor RENE MALTERRE)

La carta en la cual el Embajador Argentino expone la historia del diferendo que opone su país a GRAN BRETAÑA no hace más que sacar a la luz los argumentos que son favorables a la tesis de su país. Para apreciar los derechos respectivos hay que remontar a los orígenes.

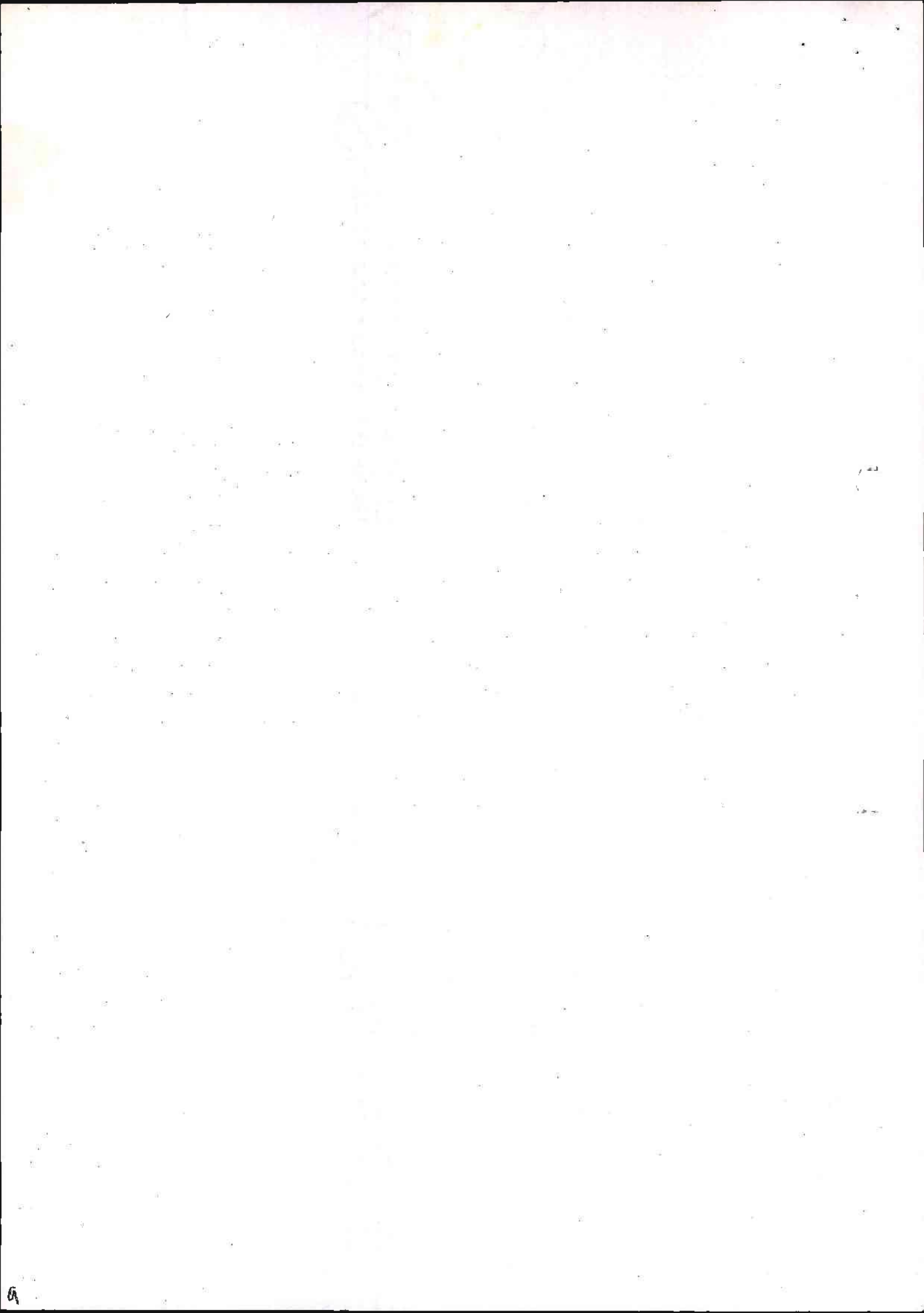
Los descubridores de las islas fueron navegantes ingleses.

El primero fue JOHN DAVIS (que dió su nombre al estrecho que separa las dos islas) en 1592. Dos años más tarde RICHARD HAWKINS las descubría dándoles el nombre de "TIERRA DE LA REINA VIRGEN" en honor a la Reina ELISABETH. Navegantes ingleses y holandeses las recorrieron, pero fue JOHN STRONG quien hizo la exploración completa: y en el curso de la exploración dió el nombre de FALKLANDS al estrecho que separa las dos principales islas en honor al LORD inglés que financió la operación , esta expedición tuvo lugar en 1690, y el nombre otorgado fue enseguida atribuido al archipiélago por los cartógrafos.

A partir de 1714 fueron marinos de SAINT MALO que frecuentaron las islas. En 1763, FRANCIA se estableció de manera permanente sobre las islas y colonos que habían sido echados de ACADIA por los ingleses se instalaron en las islas, en los mapas franceses las islas aparecían con el nombre de MALOUI-NES.

En 1765 , el Comodoro BYRON toma posesión de las islas en nombre del Rey de Inglaterra. FRANCIA no quiere tener un conflicto con INGLATERRA en un teatro de operaciones tan alejado de toda base nacional. Con gran habilidad diplomática, cede lo que ya no puede guardarle a ESPAÑA, que reivindicaba oportunamente el archipiélago como dependencia del continente americano. El Almirante BOUGAINVILLE fue encargado de la entrega a los españoles el 12 de abril de 1765. El tratado de cesión autoriza a los sujetos franceses a permanecer bajo la jurisdicción española. Por cortesía bien española , las islas fueron llamadas MALVINAS, perpetuando de esta forma el recuerdo de los marinos malvinenses.

Pero desde 1770, los ingleses se instalan en ese territorio y en una de las islas crean la base PORT EGMONT, combates contra los españoles prime



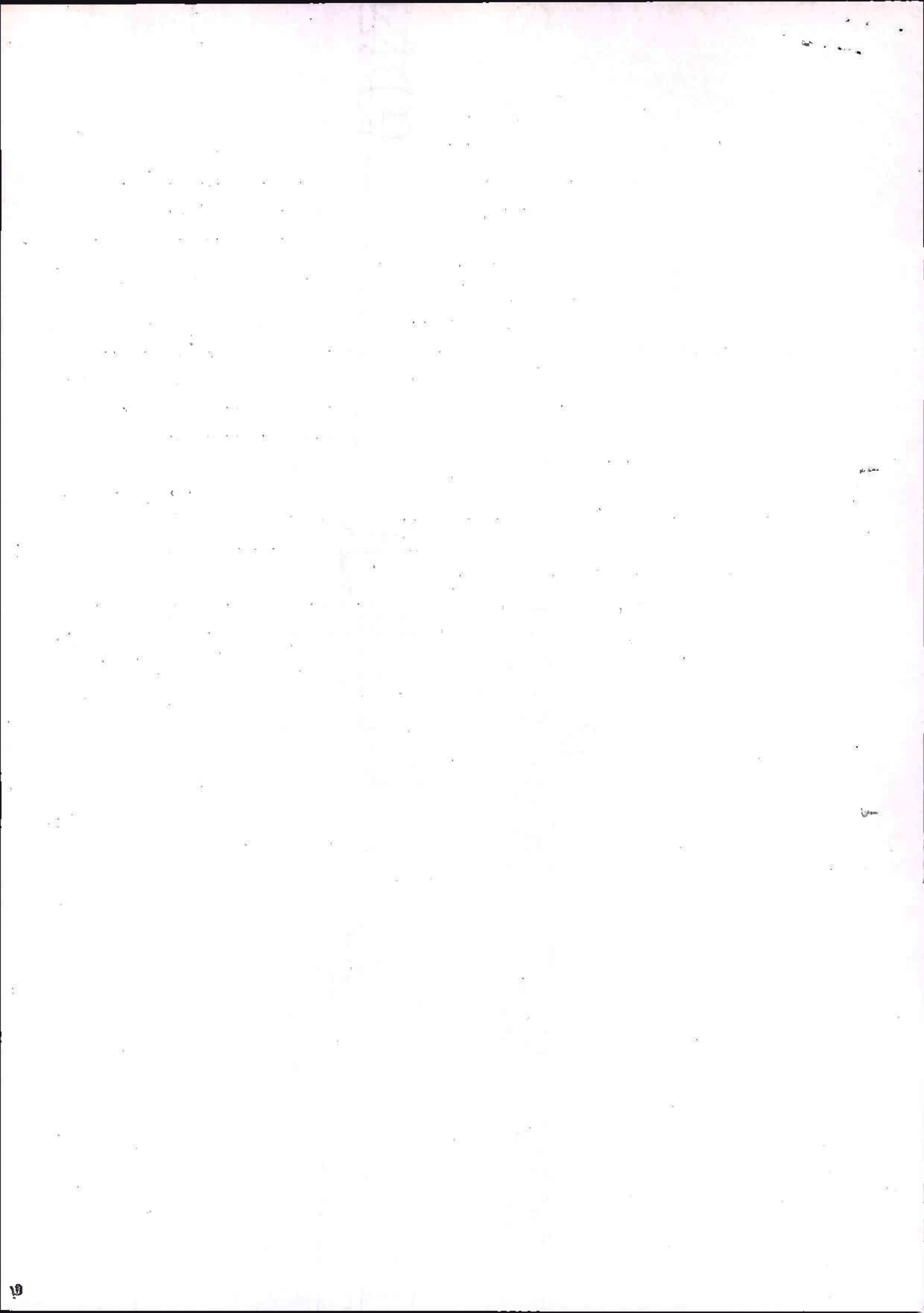
ro, luego contra los argentinos tienen lugar entre esta fecha y 1833, y los británicos controlan todo el archipiélago.

Si se quiere considerar que este territorio estaba deshabitado en el momento de su descubrimiento, el derecho del primer descubridor recae en GRAN BRETAÑA. Los autóctonos actuales, todos de origen británico no quieren ser separados de la madre patria.

Los derechos de la República ARGENTINA, fundados en el tratado de cesión firmado entre FRANCIA y ESPAÑA son criticables, puesto que la situación francesa ya en esa época era ya discutida por INGLATERRA. Pero la consideración de que el archipiélago es una dependencia del continente americano merece ser tomada en cuenta, aún cuando un tal derecho justificaría de nuestra parte una reivindicación de las ISLAS ANGLO-NORMANDAS.

Por que no encarar de ahora en adelante un condominio anglo-argentino, parecido al que prevaleció mucho tiempo en las NUEVAS HEBRIDAS entre INGLATERRA y FRANCIA, hasta que el desarrollo del archipiélago y una población suficiente permitan elegir su destino ?

FRANCIA, en razón a sus lazos históricos, sería un buen mediador para hacer prevalecer una tal solución y prevenir la extensión de un conflicto que sería desastrozo para todos.



La lettre de l'ambassadeur d'Argentine publiée dans le Monde du 9 avril, nous a valu plusieurs répliques. Nous avons retenu les deux suivantes :

Pourquoi pas un condominium ?

De M. René Malterre, notaire à Saint-Sulpice-de-Favières (91) :

La lettre dans laquelle l'ambassadeur d'Argentine expose l'historique du différend qui oppose son pays à la Grande-Bretagne ne fait ressortir que les arguments favorables à la thèse de son pays. Pour apprécier les droits respectifs des parties en présence, il faut remonter aux origines.

Les découvreurs des îles Falkland furent des navigateurs anglais.

Le premier fut John Davis (qui donna son nom au détroit qui sépare le Groenland de la terre de Baffin) en 1592. Deux ans plus tard, Richard Hawkins les découvrait à son tour et les nommait « Terre de la Reine-Vierge » en l'honneur de la reine Elisabeth. Des navigateurs anglais et hollandais les reconnurent ensuite, mais ce fut John Strong qui en fit l'exploration complète : au cours de cette exploration, il donna le nom de « Falkland » au détroit qui sépare les deux principales îles en l'honneur du lord anglais qui avait financé l'expédition. Ce nom fut ensuite attribué par les cartographes à l'ensemble de l'archipel. Cette expédition avait eu lieu en 1690.

A partir de 1714, ce furent des marins de Saint-Malo qui fréquentèrent ces îles, dont les atterrages étaient particulièrement poissonneux. En 1763, la France s'y établissait de façon permanente et y installait des colons français chassés d'Acadie par les Anglais : pour les cartes françaises, ces îles s'appelaient « Malouines ».

En 1765, le commodore Byron en prend possession au nom du roi d'Angleterre. La France ne veut pas d'un conflit maritime avec l'Angleterre sur un théâtre d'opérations aussi éloigné de toute base nationale. Avec une habileté toute diplomatique, elle cède ce qu'elle ne peut plus garder à l'Espagne, qui revendiquait opportunément l'archipel

comme dépendance du continent américain. L'amiral Bougainville est chargé d'en faire la remise aux Espagnols le 1^{er} avril 1765. Le traité de cession autorise les ressortissants français à demeurer sous la juridiction espagnole. Par une courtoisie toute hispanique, les îles sont dénommées par les nouveaux occupants « Malvinas », perpétuant ainsi le souvenir des marins malouins.

Mais, dès 1770, les Anglais s'installent dans une des îles et fondent la base de Port-Egmont. Des combats contre les Espagnols d'abord, puis contre les Argentins, ont lieu entre cette date et 1833, qui voit les Britanniques contrôler tout l'archipel.

Si l'on veut bien considérer que celui-ci était inhabité lors de sa découverte, le droit du premier découvreur revient à l'Angleterre. Les autochtones actuels, tous citoyens britanniques, ne veulent pas être séparés de la mère patrie.

Les droits de la République Argentine, fondés sur le traité de cession par la France à l'Espagne, sont critiquables, car notre possession était à l'époque déjà contestée par l'Angleterre. Mais l'affirmation que l'archipel est une dépendance du continent américain mérite d'être considérée, encore qu'un tel droit reconnu justifierait de notre part, par exemple, la revendication des îles Anglo-Normandes.

Pourquoi, dès lors, ne pas envisager un condominium anglo-argentin semblable à celui qui a longtemps prévalu aux Nouvelles-Hébrides entre l'Angleterre et la France, jusqu'à ce que le développement de l'archipel et un peuplement suffisant permettent à la population de choisir librement son destin ?

La France, en raison de ses liens historiques, serait un médiateur tout désigné pour faire prévaloir une telle solution et prévenir l'extension d'un conflit désastreux pour tous.

arti»

les réformes. Comme perdu dans le dédale de ses velléités. En régent alangui du « désordre établi! ».

Pourtant, qu'on ne s'y trompe pas. Ce tiers-parti n'attend pas tout de l'Etat. Bien au contraire. Il ne souhaite ni son omniprésence ni sa pesante tutelle. Il ne professe nullement : « Hors de l'Etat, point de salut. » En fait, sa préférence est ailleurs. Dans la décentralisation. Dans la diffusion et le partage des responsabilités. Car il croit plus, beaucoup plus, à la société civile qu'à l'administration et au règlement. Plus à l'initiative individuelle, à la vie associative et locale qu'à l'extension du rôle de l'Etat, qui ne peut ni ne doit tout faire.

(Lire la suite page 9.)

sur le printemps de l'unité syndicale, M. Edmond Maire venant de récuser « une unité sans principes et sans objectifs communs ». Mais le symbole de l'union de la classe ouvrière autour d'un gouvernement de gauche aurait été retrouvé. Cela n'aurait pas été sans répercussions dans les entreprises.

L'échec de ce 1^{er} mai a, dans l'immédiat, une double cause. La C.G.T. a fait quelques pas en direction de la C.F.D.T. sur la solidarité internationale, mais refusait de défilier sur le thème de la libération des syndicalistes polonais emprisonnés. L'ombre du 13 décembre pèse encore. Par ailleurs, la C.F.D.T. n'a pas accepté qu'un éventuel accord C.G.T.-C.F.D.T.-FEN soit présenté préalablement au P.S. et au P.C. Des conceptions différentes des relations syndicats-partis sont ainsi de nouveau en question. Quelques défilés communs — à cinq — auront cependant lieu dans quelques départements. Piètre consolation pour la gauche.

AU MARCHÉ DE LA TÉLÉVISION A CANNES

Un MIP lunaire

Inaugurant le 24 avril, à Cannes, le Marché International des programmes de télévision (MIP-T.V.), M. Georges Fillioud, ministre de la communication, avait exprimé la volonté de la France de maintenir et développer son rôle dans le domaine de l'audiovisuel et mis l'accent sur la « révolution de la communication » en train de s'accomplir dans le monde. Un colloque sur les satellites de communication s'est ouvert le même jour dans le cadre du MIP qui a montré l'enjeu que représentent les techniques nouvelles dans les échanges, et donc les marchés, de programmes de télévision.

Complètement désorientée, je tournicottais l'autre jour au MIP de Cannes, cet énorme souk de la cassette vidéo, rendue transparente par mon badge jaune (journaliste... aucun intérêt !), quand j'ai rencontré au bar du premier la sous-chef du service des émissions pour enfants de FR 3, Mireille Chalvon. Atablée devant un sandwich au jambon, elle ignorait, souveraine, les regards lourds de convoitise que laissaient traîner sur son macaron rouge (ache-teuse) les innombrables passants étiquetés de bleu (vendeur). Des regards bridés pour la plupart. Depuis le triomphe de Goldorak, les Japonais ont rafié, en effet, 90 % du marché occidental.

Mireille se lève pour aller faire le tour de ses fournisseurs nippons et de leurs intermédiaires (une activité en pleine expansion). Je me colle à ses basques et je me retrouve trois heures plus tard, après avoir parcouru à peine 20 mètres de couloir, gorgée de whisky et, par ricochets, d'invitations à déjeuner, dîner, petit déjeuner, souper, les bras chargés de T-shirts, échantillon du « merchandising » qui assure la rentabilité des dessins animés made in Japan, lequel sous-traite le plus souvent avec Taiwan ou la Corée.

CLAUDE SARRAUTE.

(Lire la suite page 23.)

377p
343 (b)
3

Le "Times" confirma lo de Washington: Una acción de mayor magnitud de la flota británica será inminente.

"Dos comandos británicos ya han desembarcado en una región poco poblada de las Malvinas" "Una tentativa de tomar las islas será hecha dentro de dos o tres días" Esta noticia lanzada por el Times fue desmentida luego por el ministro de Defensa. Un desmentido que se transformó en "sin comentarios" antes del establecimiento del toque de queda de hecho sobre todas las informaciones militares. Las negociaciones están en el mismo lugar y en Buenos Aires se rechazó nuevamente de recibir a Haig. Costa Méndez hablaba de enfrentamiento inminente. En Londres por primera vez después de la crisis los laboristas se solidarizaron con el gobierno

Según la prensa británica "la guerra de las Malvinas" es inminente. Thatcher informó la amenaza de atacar las Malvinas después del golpe de las Georgias. Ella di-

jo: el tiempo apura, porque las condiciones climáticas en el Atlántico Sur son duras. Sin embargo se negó a fijar un ultimatum a la Junta argentina. Para The Times la invasión a las Malvinas ya ha comenzado. En primera plana de todos los diarios se leía: "una unidad avanzada británica fue vista en las Malvinas". Precisa que el Comandante Woodward recibió la orden de desembarcar, pero de no atacar la capital, Port Stanley donde estarían concentrados principalmente 10.000 soldados argentinos. La decisión de comenzar las operaciones en las Malvinas habría sido tomada la semana pasada en una reunión del gabinete en crisis, después de consultar a los jefes de Estado Mayor.

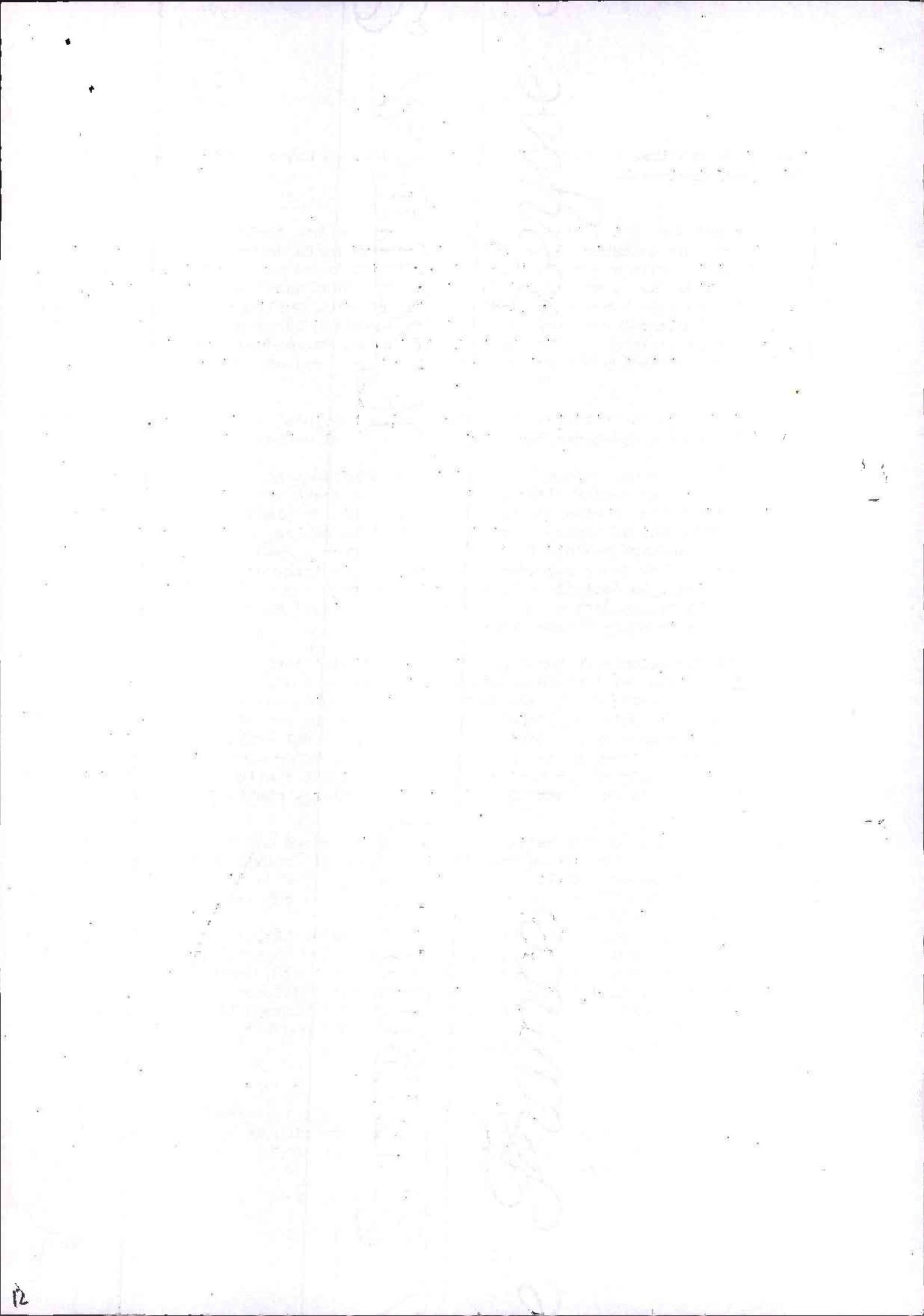
Estas informaciones fueron desmentidas por el ministerio de Defensa. Luego, un vocero del mismo ministerio oponía un "sin comentarios". Este cambio de actitud de parte de Londres fue seguido por un "black-out" de hecho impuesto por el gobierno británico sobre todas las informaciones concernientes a las maniobras militares en la América del Sur. El autor del artículo declaró por su parte "Mantengo categóricamente lo que dice el artículo. Estoy convencido que es exacto y me lo hice confirmar por varias fuentes". El director afirmó que el artículo sería mantenido en su lugar, y agregó: "Si la Reina muriera, cambiaríamos tal vez nuestra primera plana.

La semana pasada, Londres había desmentido varias veces todos los rumores concernientes al desembarco eventual en las Georgias, hasta el domingo último, cuando ya se libraba una verdadera batalla en esas islas.

Tres días antes del desembarco en las Georgias, un comando de doce hombres había desembarcado secretamente allí, se supo luego.

El lunes a la noche, Woodgard declaró que estaban listos para el golpe. "La Georgia no era más que un aperitivo, ahora llega el golpe de gracia. Mi grupo está bien y preparado para golpear. El calentamiento antes del gran match, a mi entender, será la victoria". Se mostró sorprendido por la velocidad con que los argentinos se rindieron. "Nos dijeron que eran duros, pero rápido tiraron la esponja". "Vamos a aislar las tropas de las Malvinas, como hemos hecho con las de Georgia, declaró, antes de aconsejar a los argentinos que se retiren.

Thatcher, sin embargo no ha renunciado a proseguir las negociaciones con la Argentina. Ella hizo dos aperturas, encarando la supervisión de un retiro argentino por un tercero, y no excluyendo la presencia de la bandera argentina en las islas siempre que no sea símbolo de soberanía.



LE MATIN 28 de abril de 1982

UN COMANDO INGLES DESEMBARCO EN LAS MALVINAS.

"Todo cambiaría, dijo ella, si el ministro Costa Méndez aceptara de retirar las tropas de las Malvinas. Nuestras fuerza se retirarían ni bien hubieran salido las argentinas. Eso les salvaría la imagen: sus tropas se retiran, las nuestras también. Y entonces retomariamos las negociaciones."

Ayer de noche el gobierno británico parecía profundamente dividido. Aparentemente la decisión de tomar las Malvinas no estaba aún tomada. Thatcher rechazó categóricamente la idea de enviar a Pym a las Naciones Unidas con el fin de solicitarles una mediación. "Lo único que podría pedirle a la ONU es de hacer aplicar la resolución 502 del Consejo de seguridad" Adoptada el 3 de abril, ella pide el "retiro inmediato de las fuerzas argentinas de las islas".

[illegible]

11

11

EDMUND ASHLEY

James Ash

11

11

a débarqué aux Malouines

des sources proches de la CIA. Une action de plus grande ampleur de la flotte britannique serait imminente

tiens catégoriquement mon article. Je suis convaincu qu'il est exact et je me le suis fait confirmer par plus d'une source. » Quant à la direction du quotidien, elle a affirmé que l'article serait maintenu dans toutes les éditions, à la même place, en ajoutant : « Si la reine mourait, nous changerions peut-être notre "une" ! »

La semaine dernière, Londres avait à plusieurs reprises démenti toutes les rumeurs concernant un éventuel débarquement de commandos sur l'archipel de Géorgie du Sud, jusqu'à dimanche soir, au moment où la véritable bataille pour cette île a commencé.

Trois jours avant le débarquement en Géorgie du Sud, un commando de douze hommes membres du Special

Boat Service avait été débarqué secrètement, avait-on alors appris.

Lundi soir, « Sandy » Woodward a déclaré que la flotte britannique était « prête à frapper » les Argentins sur les Malouines, en ajoutant que le temps pressait pour les Argentins. « La Géorgie du Sud était l'apéritif, a-t-il dit, maintenant le coup de grâce arrive. Mon groupe de combat est parfaitement assemblé et prêt à frapper. C'est l'échauffement avant le grand match qui, à mon avis, sera une victoire. » Il s'est dit surpris par la vitesse avec laquelle les Argentins se sont rendus en Géorgie du Sud : « On nous avait dit que c'étaient des durs, mais ils ont vite jeté l'éponge... Nous allons isoler les troupes sur les Malouines

LE CONFLIT DES MALOUINES

Le Sixième Empire

par Jérôme Bindé *

« territoires sans maître » (2).

Derrière la bouffée délirante argentine ou le rugissement du lion mythologique se dessine peut-être la future carte d'un nouveau type d'impérialisme. Si quarante-sept Etats ont maintenu les limites de leurs eaux à douze milles, si une trentaine se contente de moins encore, les autres pays les ont portées à deux cents milles. Et la « zone de guerre » décrétée par les Anglais autour des Falkland se superpose exactement à ce domaine sous-marin adjacent. La Géorgie du Sud, dépendance des Malouines, constitue la base principale d'appui pour la mise en valeur de la zone d'occupation britannique au pôle Sud, qui est un « territoire sans maître », mais encore un véritable continent peuplé de

que, maritime « triangulaire » et pionnière, puis impérialiste au sens léniniste, c'est-à-dire le stade financier, nous voyons se dessiner le Sixième Empire de demain ; celui qui régnera moins sur les hommes qu'il n'exploitera les solitudes : les mers et leurs futures rentes minières ; les déserts glacés et brûlants de l'Antarctique, ou, un jour, du système solaire. Or les vieilles métropoles coloniales, dans cet impérialisme du sixième type, jouissent de beaucoup d'atouts, face aux superpuissances comme face aux ambitions des nouveaux impérialismes locaux. Ces cartes, ce sont d'abord les résidus des vieux empires, essentiellement des îles, dont les couronnes sous-marines de deux cents milles dessinent d'immenses thalassocraties. Même quand

Un commando anglais

Le « Times » de Londres l'a révélé mardi et maintient son information confirmée à Washington par

« Des commandos britanniques ont déjà débarqué dans une région peu habitée des îles Malouines. » « Une tentative de prendre les îles sera faite d'ici à deux ou trois jours. » Des responsables du service de renseignement américain, cités hier soir par le quotidien britannique *Evening Standard*, ont confirmé la nouvelle lancée dans la matinée par le *Times* et démentie ensuite par le ministère de la Défense. Un démenti qui s'est transformé en « no comment », avant

l'établissement d'un black-out de fait sur toutes les informations militaires. Les négociations en cours ont continué de piétiner, et Buenos Aires a notamment refusé de recevoir une nouvelle fois Alexander Haig, tandis que le ministre argentin des Affaires étrangères Costa Mendez parlait d'affrontement imminent. A Londres, pour la première fois depuis le début de la crise, l'opposition travailliste s'est désolidarisée du gouvernement.

LA « guerre des Malouines », imminente selon la presse britannique d'hier, déjà en cours d'après le quotidien *The Times*, a quitté hier le domaine du bluff diplomatique.

La menace d'attaquer les îles Malouines, après la reconquête de l'archipel de Géorgie du Sud, dimanche dernier, a été formulée ouvertement par le premier ministre Margaret Thatcher. Dans une interview à la télévision britannique, elle a déclaré lundi soir : « Le temps presse », car les conditions climatiques de l'Atlantique-Sud sont très dures pour la task force de la Royal Navy, qui a quitté les côtes britanniques il y a plus de trois semaines.

Margaret Thatcher s'est

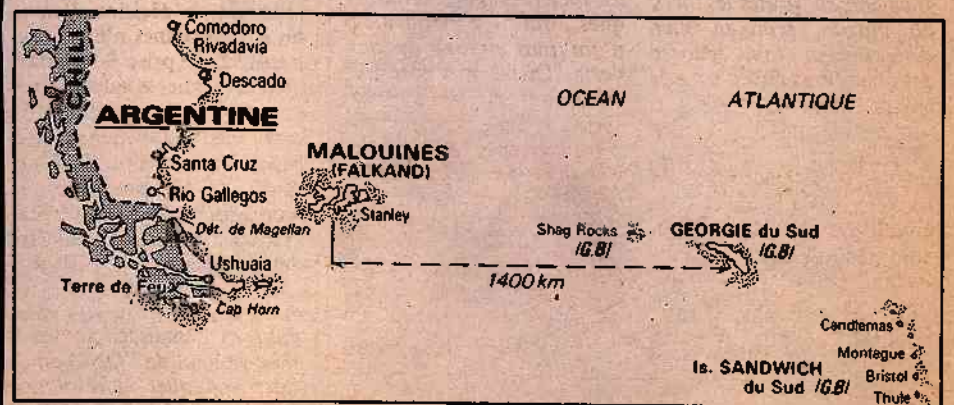
cependant refusée à fixer un ultimatum à la junte militaire argentine.

Pour *The Times*, l'invasion britannique des Malouines a déjà commencé. Dans un article paru à la « une » de toutes les éditions du quotidien londonien, le chef du service politique Julian Haviland écrit qu'« une unité avancée britannique est signalée sur les Malouines ». Il précise que le commandant de la force d'intervention britannique, l'amiral « Sandy » Woodward, a reçu l'ordre d'organiser un débarquement, mais pas d'attaquer la capitale, Port Stanley, où serait concentré l'essentiel des 10 000 soldats argentins. La décision d'entamer des opérations sur les Malouines aurait

été prise la semaine dernière lors d'une réunion du cabinet de crise, après consultation des chefs d'état-major.

Ces informations ont été d'abord formellement démenties par le ministère britannique de la Défense. Puis, en début d'après-midi, un porte-parole du même ministère opposait un « no comment ». Ce changement d'attitude de la part de Londres par rapport à l'information publiée par *The Times* s'est ensuite traduit par un black-out de fait imposé par le gouvernement britannique sur toutes les informations concernant les manœuvres militaires en cours dans l'Atlantique-Sud.

L'auteur de l'article a, pour sa part, déclaré : « Je main-



Moscou hausse le ton

Les Soviétiques annoncent « des mesures » pour « empêcher le rétablissement du statut colonial »

LE gouvernement soviétique a officiellement informé l'Argentine qu'il estimait « inadmissible » le rétablissement du statut colonial sur les îles Malouines et qu'il « prendrait des mesures » pour l'empêcher.

On se refuse à préciser la

nature de ces mesures, mais on croit savoir que le Kremlin a décidé de donner un appui sans réserve à l'Argentine dans la bataille diplomatique.

Rien ne laisse penser pour l'instant que les Soviétiques aient décidé de prendre un engagement quelconque sur une aide logistique ou militaire en fonction de l'évolution du conflit.

Ces assurances auraient été données, lundi, aux représentants diplomatiques argentins à Moscou, soit au lendemain de l'action militaire britannique dans l'île de Géorgie du Sud. Elles ne constituent pas à proprement parler une surprise : le 11 avril, la *Pravda*, organe du comité central du PCUS, avait déjà rendu un verdict dans ce sens, en accusant le gouvernement de Mme Thatcher de recourir à « la

diplomatie de la canonnière » pour tenter de « dissimuler les échecs sérieux de son gouvernement ».

La décision du Kremlin marque une évolution de la position soviétique depuis l'abstention au Conseil de sécurité.

En dépit de ce premier pas, destiné à conforter la position argentine devant les instances internationales, les observateurs diplomatiques étrangers sont convaincus que la direction soviétique hésite encore à monter en première ligne.

Les stratèges du Kremlin sont conscients des limites de leur action dans cette région du monde et Moscou paraît soucieux de préserver un climat propice à une reprise, attendue pour les prochains mois, du dialogue Est-Ouest.

Tirage ce Soir
À La
Télévision

82 ARL 2

Beyrouth : le réveil des musulmans modérés

Les leaders sunnites traditionnels appellent à la grève générale aujourd'hui dans la capitale libanaise après l'assassinat de l'un des leurs

Un tournant peut-être capital dans les luttes pour le pouvoir qui ensanglantent Beyrouth-Ouest depuis de nombreux mois. Les trois principaux dignitaires religieux, sunnite, chiite et druze, appellent aujourd'hui à une grève générale qui met les formations palestino-progressistes en porte à faux.

De notre envoyé spécial à Beyrouth

'EPICIER de la rue Mar-Elias a pris tout de suite la mesure de l'événement. A peine la nouvelle était-elle mystérieusement diffusée — la radio ne l'avait pas encore annoncée — qu'il grimpa les étages et frappait chez ses bons clients : « *Demain, il y aura grève générale, alors, si vous avez besoin de quelque chose, passez-moi la commande dans l'après-midi.* »

La solidarité communautaire n'exclut pas le sens des affaires. Ce serait même plutôt le contraire. Pour la communauté musulmane sunnite, majoritaire à Beyrouth-Ouest, qui compte aussi quelques belles fortunes, les affaires, ce sont justement les petits commerces, ces innombrables boutiques qui fermeront leur rideau toute la journée de mercredi.

La grève a été déclarée après l'assassinat à Beyrouth, lundi soir, du cheikh Ahmed Assaf, abattu dans sa voiture par trois tueurs qui ont pris la fuite sans être identifiés. Agé de quarante-cinq ans, Ahmed Assaf dirigeait l'Union des sociétés et institutions islamiques et participait au Conseil islamique, présidé par le premier ministre libanais, Chafik Al Wazzan, dont il passait pour l'un des plus proches collaborateurs. Dans un passé récent, Ahmed Assaf s'était surtout fait connaître pour sa vigoureuse opposition à l'élection de « conseils

locaux » à Beyrouth-Ouest, préconisés par la coalition islamo-progressiste, réunie au sein du Mouvement national libanais que préside Walid Joumblatt.

Ces « conseils » devaient, selon le Mouvement national libanais, permettre de rétablir un peu d'ordre dans les rues de Beyrouth-Ouest, aussi bien sur le plan de l'hygiène que de la sécurité. Le projet des mouvements et partis de gauche, soutenus par les organisations palestiniennes, avait suscité des réactions violentes chez les dirigeants sunnites traditionnels, qui y avaient vu une tentative de les évincer définitivement du pouvoir dans la capitale.

L'organisation musulmane chiite Amal avait pris également position contre les « conseils », au nom de la légalité libanaise. Les adversaires des « conseils » ont finalement gagné la partie. Les élections, dont la date avait été fixée au 25 avril, ont été reportées sine die, et le Mouvement national libanais a pu mesurer à cette occasion à quel point son audience avait décliné dans la ville au profit des notables religieux traditionnels qu'il avait si longtemps réussi à tenir à l'écart de la scène publique.

Le clivage entre les leaders sunnites et le Mouvement national libanais n'est pas propre à Beyrouth. A Tripoli, deuxième ville libanaise, située au nord du pays, une



Scène quotidienne à Beyrouth qu'à une chose : la paix

grève générale spontanée a été déclenchée mardi à la suite de coups de feu tirés lundi soir contre des commerçants qui manifestaient pour le retour à la légalité dans la ville. La semaine dernière, des affrontements entre factions rivales à Tripoli avaient fait treize morts.

Mardi matin, tous les dirigeants sunnites de Beyrouth se sont réunis chez le muphti et l'ordre de grève a été lancé conjointement par les trois chefs spirituels musulmans libanais : le grand muphti sunnite, le vice-président du Haut Conseil chiite et le cheikh-Al druze. Le premier ministre libanais, Chafik Al Wazzan, a fait de son côté une déclaration demandant qu'une enquête rapide permette d'identifier les meurtriers d'Achmed Assaf. Il

RFA Remaniement ministériel

Le remaniement ministériel, censé redonner un nouveau souffle à la coalition gouvernementale ouest-allemande pour les deux dernières années de la législature, se limite en réalité à quatre postes détenus par le SPD. Le ministre des Finances, Hans Matthöfer, affaibli par la

Des dissidents des Brigades rouges reprennent l'offensive

Un notable démocrate-chrétien est tué à Naples

« Ici le Parti de la guérilla. Nous avons éliminé le bourreau démocrate-chrétien Raffaele del Cogliano. » C'est par ce coup de téléphone à la rédaction napolitaine du *Mattino* et de *Paese sera* que les Brigades rouges ont revendiqué l'attentat mortel contre le jeune conseiller régional de la Démocratie-Chrétienne, chargé du travail et de la formation professionnelle, et contre son chauffeur Aldo Jermano. C'est en quelque sorte le baptême du feu de la nouvelle scission qui s'est manifestée au sein des Brigades rouges et qui avait été présentée officiellement la veille au « procès Moro ».

De notre correspondante à Rome

Le nouveau Parti de la guérilla a voulu immédiatement entrer en action en assassinant un dirigeant de la Démocratie-chrétienne pour bien démontrer que malgré la nouvelle scission, les terroristes en liberté étaient encore nombreux et bien organisés. Le commando qui a assassiné le jeune conseiller, âgé de trente-huit ans, était composé de deux femmes et d'un

homme. Ils ont bloqué l'Alfa blindée de del Cogliano et les deux femmes ont tiré de chaque côté de la voiture, en transperçant les vitres antiballes avec des projectiles à pointe de diamant.

Le chauffeur est mort sur le coup, l'homme politique quelques minutes plus tard.

L'un des premiers dirigeants démocrates-chrétiens à se rendre sur les lieux a été l'assess-

seur Ciro Cirillo, qui avait été enlevé par les Brigades rouges il y a exactement un an, et qui assistait à quelques pas de là à une messe à la mémoire des deux hommes de son escorte qui avaient été assassinés le 27 avril 1981.

L'espoir officiel que les Brigades rouges seraient décimées s'est ainsi envolé brutalement hier matin. Avant l'attentat de Naples, à Milan pendant la nuit, douze rames de métro ont été incendiées.

Les terroristes ont donc repris l'offensive alors que le « procès Moro » commence à démarrer et que la Démocratie-chrétienne prépare son congrès. Luca Nicolotti, le porte-parole de la nouvelle scission au sein des Brigades rouges, qui se situe à mi-chemin entre l'aile « militariste » de Mario Moretti et celle « mouvementiste » de Valerio Morucci, avait annoncé, la veille, au « pro-

RESERVADO

Embajada Argentina
Agregaduría Militar

PARIS, 28 de abril de 1982.

F2 2 1019 / 8

Objeto: Elevar información

AL JEFE II - INTELIGENCIA (Dpto Ext)

Adjunto elevo información y un comentario proporcionado por "ALBERTO" sobre la repercusión en la prensa española de los acontecimientos producidos en el conflicto MALVINAS.

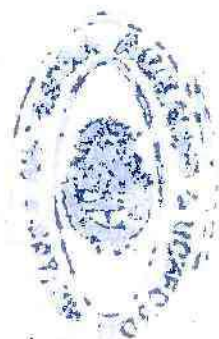
AM Fr	
RUBRICA	CODIGO
<i>[Signature]</i>	03



[Signature]
RODOLFO LORENZO AGOSTINI

Coronel
Agregado Militar

113626



344p. 307 p.

ACTO PUBLICO ORGANIZADO POR "FALANGE ESPAÑOLA" Y OTROS GRUPOS DE DERECHA (IDEOLOGICA Y POLITICA) EN MADRID.

.Significativamente se nuclearon todos los dirigentes políticos de las diversas fracciones que se ubican a la derecha ideológica-en distintos grados-y, según la prensa del país -incluida la conservadora-el acto fue un "argumento para atacar al Gobierno español y la democracia".

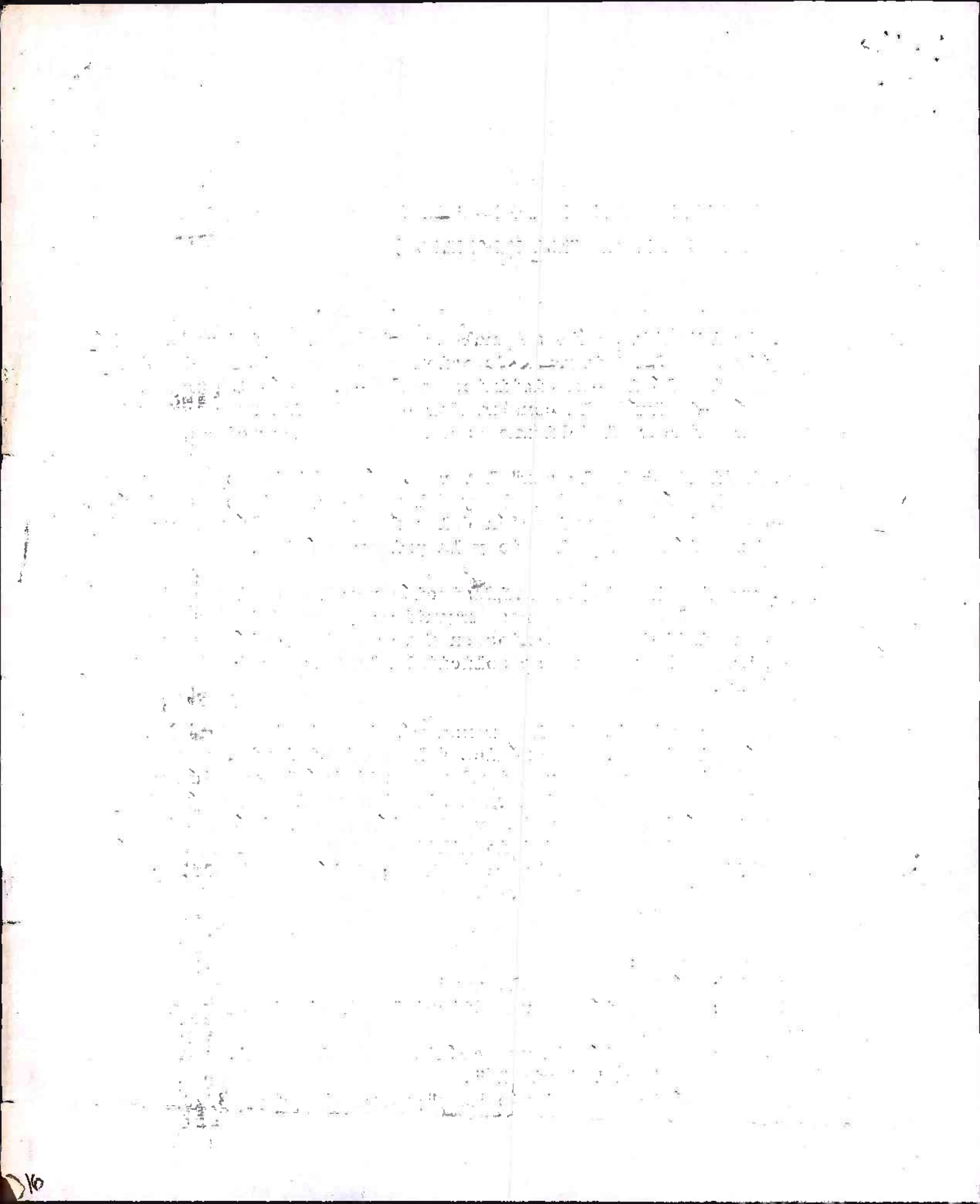
.El diario "El Alcazar" el vocero más calificado y popular en el país de la derecha y del post-franquismo fue el único medio de comunicación del país que ofreció una gran información sobre el acto y la primera página.

.Durante el acto (en manifestación por las calles de Madrid) se desplegaron banderas argentinas y españolas y carteles con distintos argumentos en favor de la acción de Buenos Aires a la vez que se solicitaba la "españolidad de Gibraltar".

.Los comentarios de la prensa más importante del país, al día siguiente, como crónica del acontecimiento, apuntaron a destacar que a su entender se utilizó la reunión para atacar a las autoridades nacionales y al Rey. Según algunas crónicas se apunta que también se utilizó la misma para contestar el juicio militar en curso por la rebelión militar del 23 de febrero de 1981; pidiéndose la libertad del principal acusado.

Ver adjuntos:

- Nº 1 : crónica de "El Alcazar"
- Nº 2 : Repercusión en un editorial del diario conservador "ABC".
- Nº 3 : Repercusión de una crónica del diario liberal de izquierda "Diario 16".
- Nº 4 : crónica del diario "ABC" sobre el acto.



de movimientos paracaídas en esta «task force». También se prepara el acondicionamiento de grandes bombarderos —del tipo Vulcán— equipados para armamento nuclear, para ser usados en operaciones «convencionales».

No obstante, el Gobierno indicó a través de

2. Administración conjunta anglo-argentina durante un período a acordar, durante el que se negocie la soberanía de las islas sin demoras ni aplazamientos.

3. Creación de una Policía mixta, en la que a los efectivos británicos y argentinos se sumara la población civil del archipiélago.

Manifestación de Falange Española

Bajo el lema de «Malvinas, argentinas», quemaron una bandera inglesa



MADRID. Entre quince y veinte mil personas, convocadas por Falange Española, bajo el lema «Malvinas, Argentinas», se manifestaron ayer desde la plaza de la Independencia hasta la de la Lealtad. En el transcurso de la manifestación se quemó —entre aplausos— una bandera inglesa y grupos aislados intentaron posteriormente llegar hasta la Embajada británica, siendo dispersados por la Policía. La manifestación derivó hacia la reivindicación de Gibraltar, criticando al Gobierno por no seguir el ejemplo argentino. Los manifestantes permanecieron largo rato ante el bufete de Adolfo Suárez, coreando gritos de «¡Francol!» y «¡Tejero, libertad!», y «slogans» insultantes para altas representaciones estatales y personalidades políticas españolas. Al frente de la manifestación iba Raimundo Fernández-Cuesta.

ción de Gibraltar, criticando al Gobierno por no seguir el ejemplo argentino. Los manifestantes permanecieron largo rato ante el bufete de Adolfo Suárez, coreando gritos de «¡Francol!» y «¡Tejero, libertad!», y «slogans» insultantes para altas representaciones estatales y personalidades políticas españolas. Al frente de la manifestación iba Raimundo Fernández-Cuesta.

bido grupos atrabiliarios que se han hecho con el Poder y en su ejercicio sólo han demostrado incapacidad, confusión, engaño y prepotencia», violando «los derechos humanos, las leyes y las normas éticas».

El documento presentado a la Prensa expresa que la renuncia del general Celso Torrelio en favor de una Junta Militar, dirigida por el general Padilla Arancibia, se presenta como una fórmula internacional para la constitución y democratización de Bolivia.

PROPIETARIO DE CASAS ANTIGUAS

ANTES DE VENDER SU CASA DEJENOS QUE REALICEMOS UN ESTUDIO GRATUITO DE MAXIMA VALORACION DE VENTA POR PISOS

CONSULETOS
DEPARTAMENTO ESPECIALIZADO

TOLEDO, S. A.

SAGASTA, 17 - TELEFONO 445 91 88

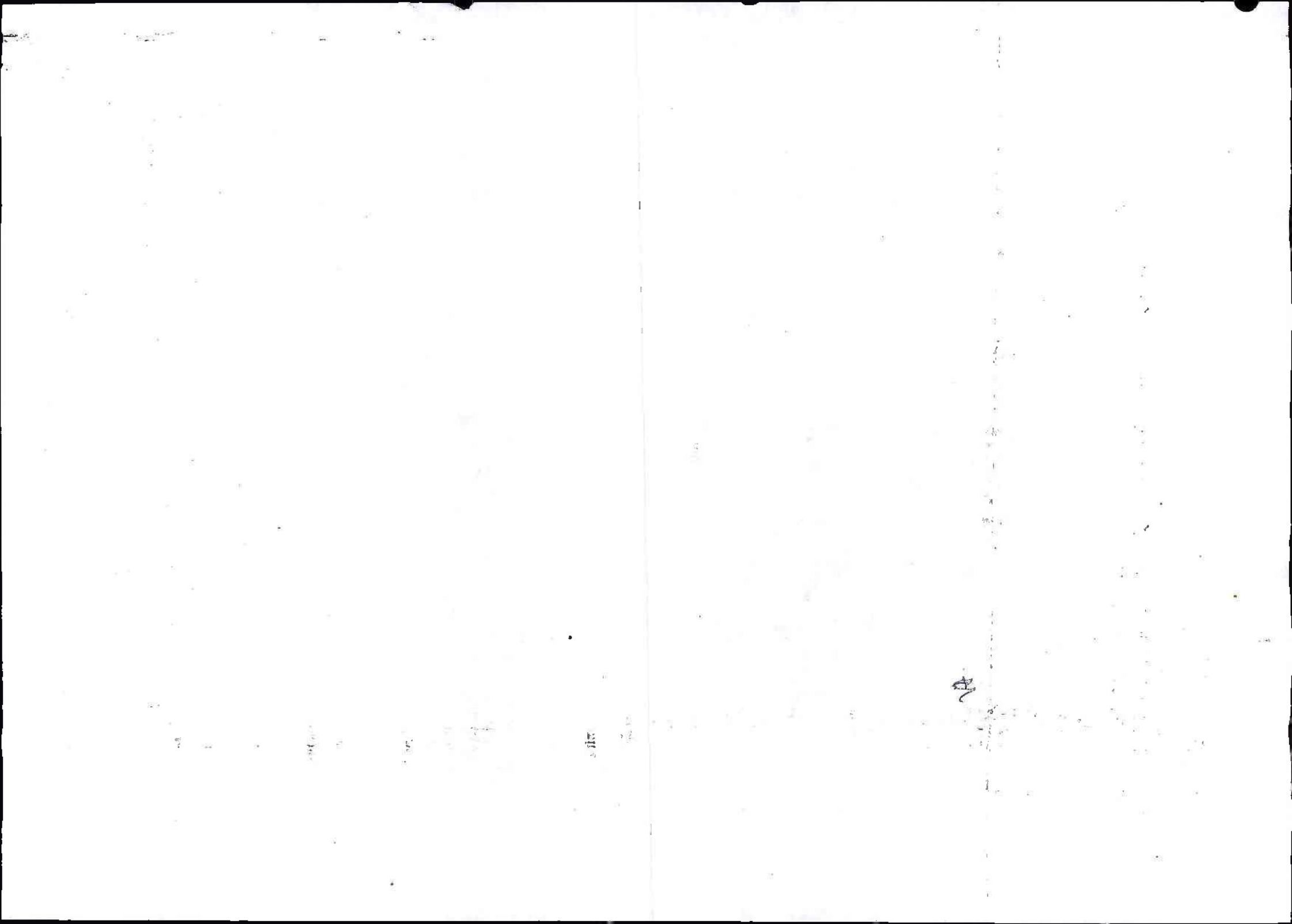
TOME SU APERITIVO EN «CAVIARISIMO»

NUEVO, DIFERENTE, SELECTO

Especializado en caviar fresco de Irán y Rusia, ahumados, quesos y patés
ABIERTO MEDIODIA Y NOCHE,
INCLUSO DOMINGOS

Esquina Marqués de Villamejor
Serrano, 53. Madrid. Tel. 481 33 55

3486
200
10



ABC

DIRECTOR: Guillermo LUCA DE TENA

SUBDIRECTORES:

Francisco GIMENEZ ALEMAN

Manuel ADRIO

Dario VALCARCEL

TELÉFONOS:

Redacción y Telégrafos: 435 31 00 y 275 94 08

Publicidad: 435 18 90

Administración: 435 40 00

Suscripciones: 435 02 25

Apartado 43

Editor: Prensa Española, S. A.

Cultura y retórica

«El auge y la difusión de la cultura no es un punto retórico en mi programa de Gobierno, sino un objetivo real a cuya realización aspiramos.» Estas palabras que el presidente Calvo-Sotelo dijo en la entrega de los premios nacionales de Arte y Literatura sonarán en muchos oídos como un esfuerzo más de propaganda preelectoral. Y es que, desgraciadamente, en este como en tantos campos «obras son amores», y los Gobiernos de UCD en los últimos años no han brillado precisamente en sus logros culturales.

Y es conocido el serio interés cultural del señor Calvo-Sotelo. Y merecen todo el aprecio los enfoques hacia una política cultural de la ministra en el cargo. Pero siguen teniendo ambos el contrapeso de un presupuesto que continúa otorgando a la cultura el papel de cenicienta.

Sabemos muy bien que con sólo dinero no se hace cultura. Pero también sabemos que no se hace cultura sin dinero. Ni un Ministerio ni las funciones que tiene encomendadas pueden realizarse si no van respaldadas por un presupuesto proporcionado con la dimensión demográfica e histórica del país. Y es claro que ese 0,81 por 100 que nuestros presupuestos dedican a la cultura ni es serio ni es suficiente. Sobre todo si se tiene en cuenta que más de la mitad de ese presupuesto se consume en pagar los sueldos de los casi doce mil funcionarios y contratados que en este Ministerio se han dado cita. Con ese presupuesto un Ministerio de Cultura no puede pasar de ser algo simplemente retórico.

Con esa base económica ni el teatro ni el cine estarán protegidos, ni se defenderá adecuadamente nuestro amplísimo patrimonio nacional ni pasarán todas las ayudas a la cultura de subvenciones de consolación, mejor o peor repartidas.

La clave está en ese «sustancial aumento de los presupuestos» que el señor Calvo-Sotelo prometió públicamente en la entrega de los premios citados y en esa elevación al menos a un 1,5 por 100 de los presupuestos que la ministra de Cultura pidió para aproximarnos, al menos, a los países europeos menos preocupados por lo cultural. Mientras no se consiga ese mínimo, ni el ministro más genial podrá hacer otra cosa que administrar pobreza, ni un presidente podrá decir que la cultura es en su programa algo distinto de una flor retórica que pueda servir para algo más que un adorno.

Malvinas y Gibraltar: Algunas distinciones

El Gobierno español ha adoptado dos posiciones tras el choque anglo-argentino en las Malvinas: ha recordado que el problema de Gibraltar es distinto, y ha establecido con el Gobierno británico la fecha del 25 de junio para proseguir las conversaciones sobre el futuro del Peñón.

Efectivamente, el problema de Gibraltar es distinto porque es un caso colonial más flagrante que el del archipiélago austral. Ningún Gobierno español, sea del signo que sea, puede excluir de sus prioridades la reivindicación activa, apremiante, de Gibraltar, porque estamos, al margen de toda trivialización del patriotismo, ante un problema de identidad nacional. Una antigua nación europea no puede integrarse de modo plenario en la comunidad internacional con un enclave colonial en su territorio.

Precisamente por ese carácter nacional, superior a todo interés de partido, deploramos que la única manifestación producida estos días haya sido, además de pequeña en número, instrumentalizada por sectores marginales. Inevitablemente se priva así a la reivindicación de Gibraltar de su dimensión verdadera y se la relega a la pequeña política.

Gibraltar y Malvinas son sólo comparables en el tratamiento conferido por las Naciones Unidas, cuyas resoluciones rechazan para ambos casos toda descolonización que no implique restitución de soberanía.

Existe en favor de Gibraltar no sólo un punto diferencial en el aspecto geográfico, territorial (parte integrada en el territorio nacional en un caso, lejano archipiélago en el otro), sino unas circunstancias históricas distintas: las Malvinas eran en 1833 un archipiélago

prácticamente despoblado, con un gobernador casi solitario. Gibraltar en 1704 era una ciudad española, cuyos habitantes fueron expulsados por los ocupantes.

Pero hay también otra distinción histórica profunda: España era cuando perdió Gibraltar una gran nación europea, con influencia de rango mundial, mientras que Argentina, al perder las Malvinas, era una nueva República en formación.

Argentina no tiene a su favor un Tratado como el de Utrecht, donde se establece que un Estado, el español, cede una fortaleza propia a otro Estado, el británico, por medio de un acuerdo en el cual se pactan los modos de utilizar esa instalación militar. Y, lo que es más importante, se pacta también el futuro de la soberanía: cuando el Reino Unido no necesite la fortaleza, debe devolverla a España. Este derecho de retroacción ha sido manipulado y violentado por los ingleses, que han intentado crear un Estado autónomo, de extensión y población minúsculas, independiente y vinculado a Inglaterra, sobre la base de la entrega escalonada de la soberanía a los gibraltareños. Un pueblo que, limitado a 20.000 ciudadanos, cuenta con Gobierno, Parlamento, partidos políticos, Ayuntamiento, sindicatos, da idea de los criterios de ficción con que intentó montar una de las partes el futuro de Gibraltar.

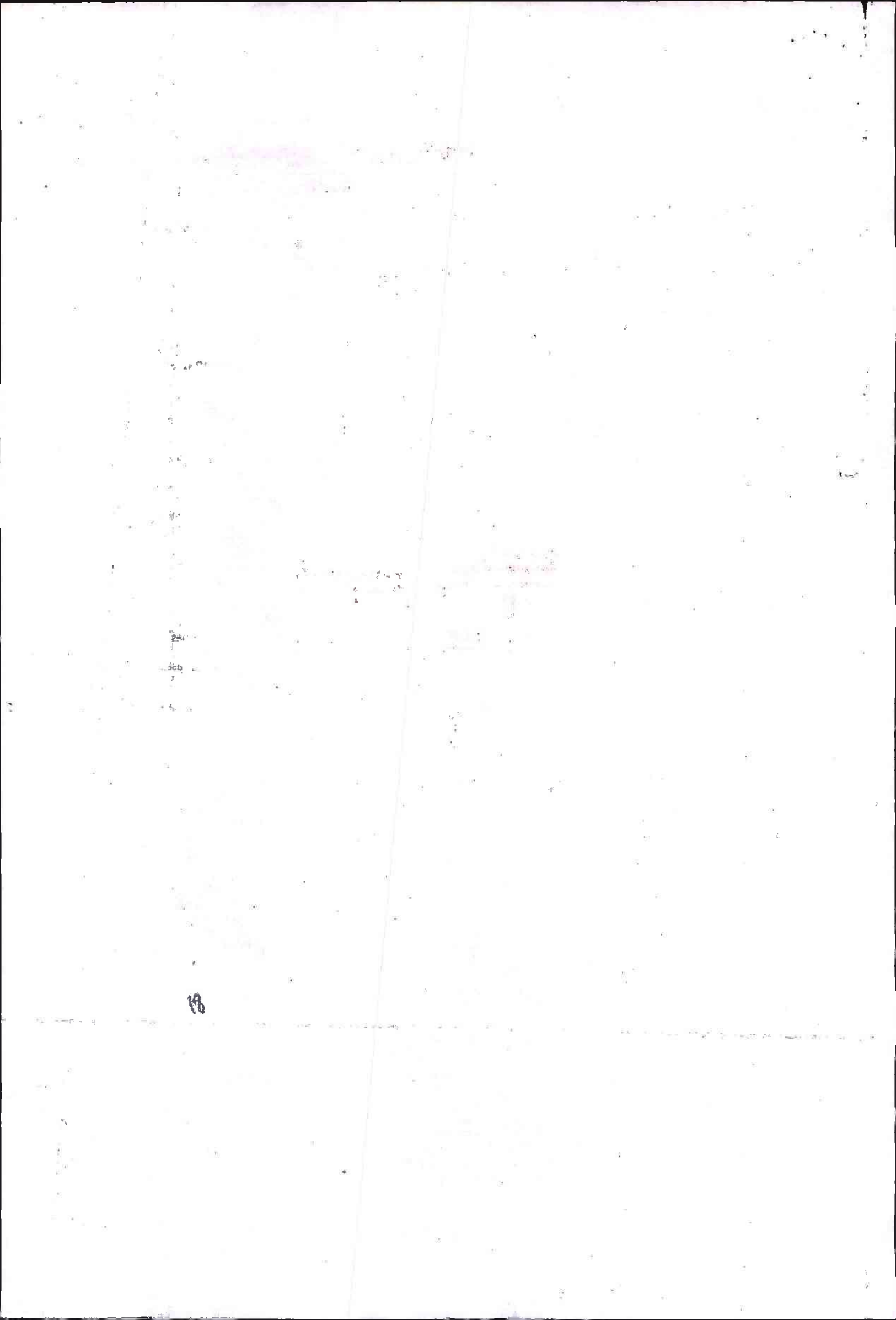
Ante esta última maniobra, y luego de que Gran Bretaña construyera el aeropuerto sobre el espacio neutral del istmo, España cerró la verja en 1969 y tomó la menor de las represalias que cabe adoptar: la no convivencia con el ocupante. Por eso ahora, al reanudarse el diálogo, parece claro que la recuperación de Gibraltar ha de pasar por una política de decisiones claras, lejos de todo zig-zag. Lejos también del electoralismo mezquino. Para ganar unos miles de votos locales, por ejemplo, el PSOE insiste en devolver su eventual clientela gibraltareña a los bares, restaurantes y tenderos de la zona, lo que resulta no sólo triste, sino indigno de un partido que pretende tener una cierta idea del Estado.

España termina una etapa de largo aislamiento. Su regreso a la comunidad occidental pasa por un entendimiento nuevo y sincero con Gran Bretaña. Lo cual es imposible sin la previa recuperación de Gibraltar. La propia integración en Europa conlleva la superación del antiguo y hoy absurdo litigio. Una nación europea no puede incorporarse dignamente al conjunto atlántico sin exigir como condición básica el fin de una antigua situación colonial. Ha de exigirlo en negociaciones inaplazables, rápidas y pacíficas, en las que los intereses de los habitantes del enclave sean respetados. Unas negociaciones en las que la cuestión de la soberanía sea tratada, inflexiblemente, como una cuestión de principio, anclada en la Historia, en el Derecho público y en el mandato reiterado de la comunidad internacional.

LUCHANA, 35
2 UNICOS PISOS
llave en mano
de 167 y 182 m²
PRO SA DOCTOR ARCE, 10
TEL. 2616563-2628500

SE TRASPASA
TIENDA CENTRICA
para boutique o mayoristas,
confección exclusivamente
429 71 16 - 429 71 06

MENORCA, 45
APARTAMENTO LUJO
A estrenar. 2 dormitorios
FACILIDADES



310 (P)
350fr.

Diario 16/20-abril-82

En la tarde de ayer, en Madrid

Manifestación de Falange Española en apoyo a Argentina

Madrid — Con reiteradas alusiones a la españolidad de Gibraltar, tuvo lugar ayer en Madrid una manifestación de apoyo a la postura argentina en el conflicto de las Malvinas, convocada por Falange Española.

Los organizadores manifestaron a la agencia Efe que asistieron a la concentración unas 100.000 personas. Otras fuentes oficiales han calculado la cifra de asistentes entre 15.000 y 20.000 personas. Ni la Policía Nacional ni la Municipal facilitaron cifra alguna.

Durante el acto, en el que hubo gran profusión de banderas argentinas y españolas, se profirieron numerosos gritos contra el Gobierno y contra el Rey, y consignas a favor de los implicados en la intentona golpista del 23 de febrero.

La concentración partió de la plaza de la Independencia y transcurrió por las calles de Alfonso XII y Antonio Maura, para desembocar en la plaza de la Lealtad, en una de las más céntricas zonas madrileñas.

Junto al obelisco en memoria de los caídos en la guerra de la Independencia, el jefe nacional de Falange, Raimundo Fernández Cuesta, pronunció un discurso, en el que manifestó «su ad-



Aspecto de la manifestación con los líderes en cabeza.

hesión y solidaridad a la nación argentina por el gesto viril de ocupar las islas Malvinas.

Fernández Cuesta destacó la «hermandad hispánica», afirmada diariamente por los millones de españoles que viven en la Argentina, y subrayó que, «si las Malvinas han vuelto a ser de Argentina, Gibraltar ha de volver a ser de España».

Entre otros, presidieron el acto el ex ministro José

Utrera Molina, Pilar Primo de Rivera y Joaquín Gutiérrez, presidente de la Fundación Francisco Franco.

Concluida la manifestación, fueron quemadas varias banderas inglesas y un grupo de asistentes al acto corearon consignas contra el ex presidente del Gobierno, Adolfo Suárez, precisamente ante el portal donde éste tiene su bufete de abogado.

Seg

El

co

En
expe
del l
reco
vado
rias,
pués
batal

Albert

Madri
secre
PSOE,
«es po
de dar
nista e
tonóm
condu

En e
nión
miemb
pañol
siones,
José T
lez ase
no est
actos
ya he
contr
En el
con do
nancier
se enc
mes, p
ciación
ca—,
que «ai
munis

79

31/10
351p.

EL ALCAZAR

Director: Antonio IZQUIERDO

Madrid, martes, 20 de abril de 1982 / 30 pesetas

Multitudinaria respuesta popular a la manifestación convocada por **Falange Española**

MADRID = CLAMOR DE SOLIDARIDAD CON LA ARGENTINA



(Págs. 10 y 11)

Un pueblo soberano

Se siente envidia, inevitablemente. Se siente envidia cuando se ve a todo un pueblo gritando a la vez sencillamente su propio nombre, sin partidismos, sin fisuras. ¡Qué tristeza, sin embargo, produce ver los comentarios en los que a ese pueblo que grita su nombre se le apela para decirle que ha caído en la trampa de un dictador! Todo aquel que conozca medianamente la fisonomía política de Argentina sabe que el estamento más liberal de su sociedad lo constituyen los militares. Efectivamente, el militar argentino es casi siempre liberal de talante y pensamiento, y sólo acude cuando le llaman.

El argentino, cuando sale a la calle en manifestación, sólo suele emitir un grito que es, al tiempo, el nombre de su patria. Grita, ¡Argentina, Argentina!, sin más adjetivación, sin más añadidos. La decisión de Galtieri sobre las Malvinas ha sido acogida favorablemente por todo el pueblo argentino, sin distinción de colores, sin regateos y sin condiciones. El espectro del imperialismo británico ha pesado más de una centuria sobre el pueblo argentino. Y las Malvinas eran el resultado de ese espectro y la medida de ese peso. Un acto de decisión nacional, respecto al cual se sabía que todo el pueblo argentino iba a estar de acuerdo, ha bastado para unir como una piña, en coherencia de cordialidad y de sentimiento, a toda una nación. Y para hacer que volviera a sentirse como tal.

Son perfectamente comprensibles las dudas de Reagan y las admirables actitudes negociadoras de Haig. Es también admirable la escasa velocidad que imprime a sus navíos la Armada británica. No va a haber guerra. Las últimas noticias son esperanzadoras en lo que concierne a la misión de Haig. Argentina hace prosperar sus tesis porque lo único que reclama es la soberanía y la Bandera. Nada más. De ahí para abajo, se puede negociar todo. Las relaciones comerciales, industriales, etc. Todo es negociable, salvo la soberanía. Eso lo tiene muy claro el Gobierno de Buenos Aires. Eso es lo que, según los teletipos de urgencia, está conseguido.

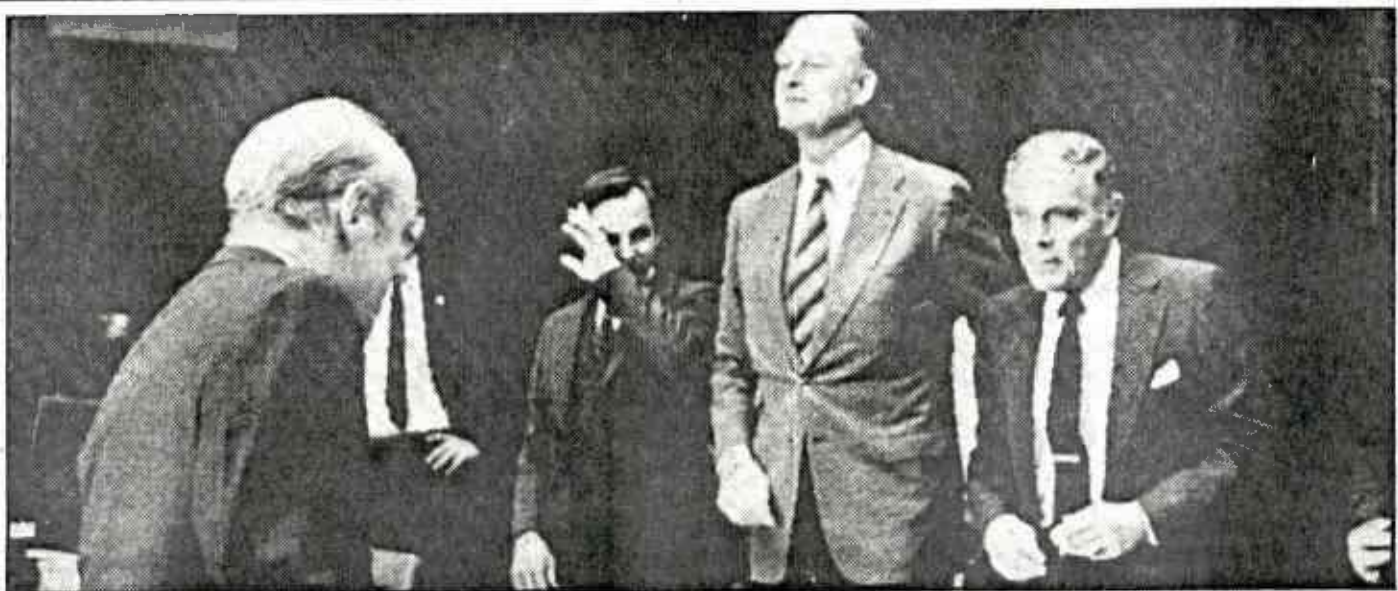
Realmente, se trata de una conducta ejemplar. Es evidente que, en nuestro tiempo, ningún país puede vivir absolutamente independiente de otro. Pero es igualmente evidente que nuestro tiempo es tan bueno como otro cualquiera para ejercer la soberanía de la que se es dueño. El actual Gobierno argentino no ha hecho sino reivindicar, en el terreno de los hechos, lo que todos los argentinos llevaban reivindicando más de un siglo en el terreno de la conciencia. El general Galtieri ha conseguido poner a un pueblo de pie, en torno a una sola Bandera y un solo objetivo: la soberanía. No es ni tramposo ni falaz. Los españoles que anoche en las calles de Madrid expresaban su solidaridad con nuestros hermanos argentinos, lo hicieron por dos sentimientos: gratitud hacia un inolvidable gesto de Argentina con España, alineamiento con un pueblo que tiene de su parte el derecho y la justicia de sus reivindicaciones sobre las islas del Atlántico Sur.

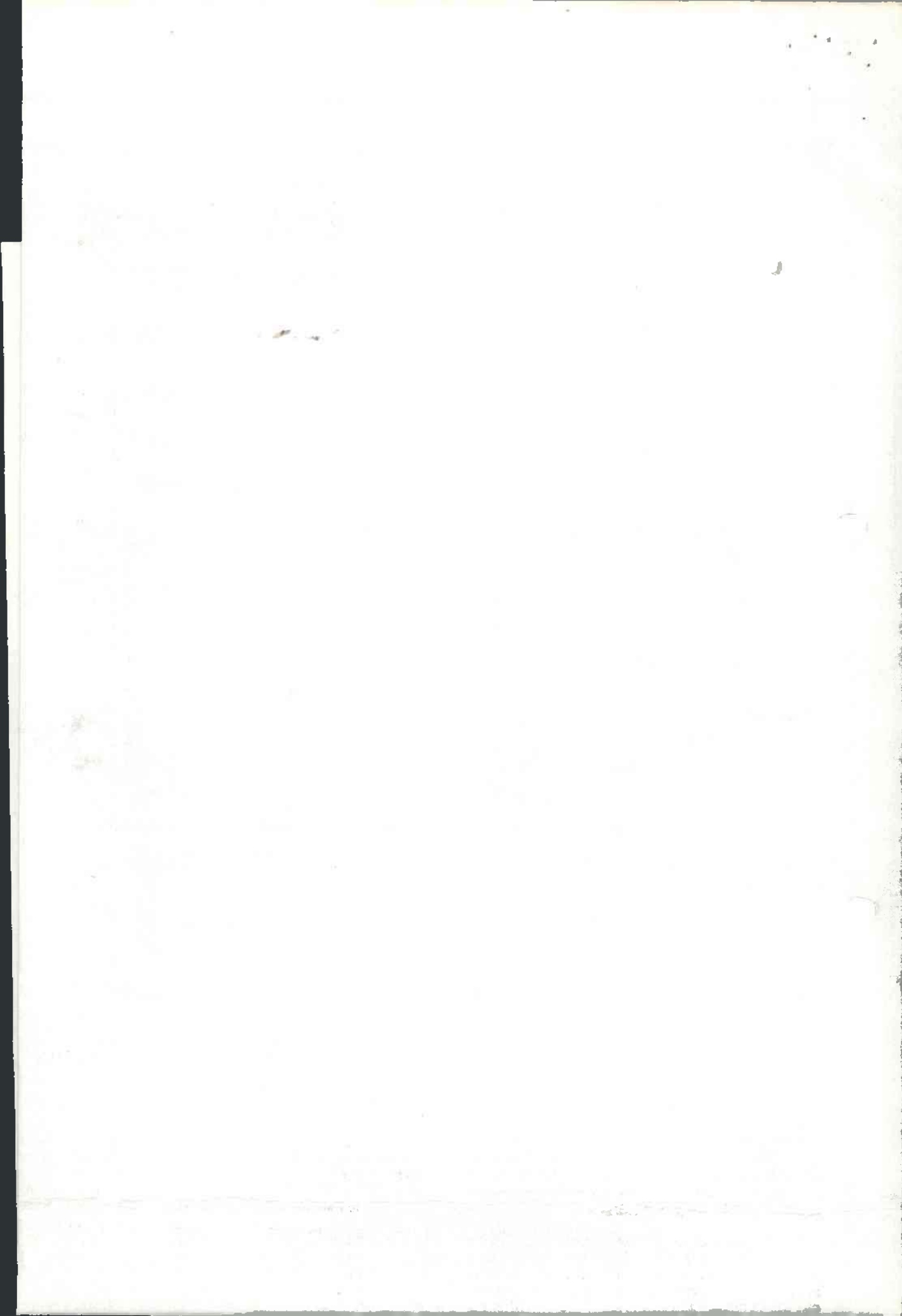
Los argentinos tienen en estos momentos un grito común que emitir: ¡Argentina, Argentina! Junto al natural orgullo como hispano, sinceramente hay que sentir cierta envidia. De verdad.

Tras el último encuentro de Haig en Buenos Aires

SE PERFILA EL ACUERDO PARA LAS MALVINAS

(Pág. 19)







Decenas de miles de personas secundaron la convocatoria de FE de las JONS

La manifestación de solidaridad con Argentina, un multitudinario pronunciamiento de afirmación hispánica

(Redacción, Honorio Felto, Alfredo Florensa y J. A. Navas).—«La ocupación de las islas Malvinas no es una invasión, como algunos dicen, sino la recuperación de un territorio que era de Argentina, que le había sido arrebatado hace 149 años y que venía reclamando inútil y pacientemente durante igual tiempo. El problema de las Malvinas no es distante ni distinto al de Gibraltar. Ambos son análogos y obra de la rapacidad del imperialismo británico. La resolución del caso de las Malvinas ha de influir inevitablemente en la resolución del caso de Gibraltar.»

Con estas palabras definió Raimundo Fernández Cuesta la resolución firme y valerosa adoptada por la Junta Militar que dirige los destinos de Argentina en el transcurso de la multitudinaria manifestación celebrada ayer en Madrid en señal y agradecimiento a «un pueblo que —como dijo el jefe nacional de Falange— nos ofreció, sin dudar, el pan y la amistad que tan necesario nos eran a los españoles en momentos críticos de nuestra Historia».

El acto, que había sido convocado por FE de las JONS,

contó con la adhesión unánime de todas las fuerzas nacionales, encabezadas por la Confederación Nacional de Ex-Combatientes, a quien representaba su vicesecretario nacional, Antonio González Sáez, y sirvió para atestiguar el sentimiento de Hispanidad de dos naciones hermanas, como son Argentina y España. Asimismo, entre los numerosos asistentes, se encontraba Antonio Gullón Walker, consejero delegado de DYRSA, sociedad editora de EL ALCAZAR que, al igual que otras muchas entidades de carácter social y cultural, quiso avalar con su presencia en la manifestación el apoyo incondicional que inspira a los españoles la actitud de la Junta Militar argentina en su justa reivindicación de las Malvinas. Acompañaban también a Raimundo Fernández Cuesta, Pilar Primo de Rivera y diversos dirigentes de Falange, tales como los subjeses nacionales, Diego Márquez y Manuel Valdés, el secretario general, Manuel Urgorri, Luis Eguilaz, Manuel Tuero y Otero Malagón, junto a quienes se encontraban los ex-ministros Utrera Molina y Gutiérrez Canno, este último vicepresidente ejecutivo de la Fundación Nacional Francisco Franco. También estaban presentes diversos representantes de Derecha Democrática Española y de Fuerza Nueva, entre ellos Blas Piñar, Ricardo Alba y Jaime Alonso, además del presidente de la Hermandad de Combatientes del Requeté, Francisco de Gu-

nea y de Gauna, entre muchas y destacadas personalidades.

«Estamos contigo, Argentina»

Una bandera española, otra de Falange y una tercera de la República Argentina abrían la marcha. Aún no habían dado las 8 de la tarde, hora de comienzo, y el público, que se sumaba en numerosos grupos, llenaba la plaza de la Independencia mientras sonaban los primeros gritos de apoyo a Argentina. «Estamos contigo, Argentina», «Malvinas argentinas», eran algunas de las frases con que los asistentes apoyaban la actitud de este país hermano, invocaciones al hidalgo gesto de la Junta Militar, frases que comenzaban a mezclarse con otras que reivindicaban la soberanía española sobre el Peñón de Gibraltar. Y en los primeros pasos de la marcha, enfocando ya la calle de Alfonso XII, una multi-

tud de militares y millares de personas se veía continuamente incrementada con más grupos que procedían del Retiro y calles adyacentes. Un intenso colorido de camisetas azules, boina roja, insignias y pegatinas españolas, entre las que podía apreciarse una nutrida representación de banderas blancas y celestes, pegatinas de estos colores con un «Viva Argentina!», y otras muestras de apoyo y adhesión en la indumentaria, colores nacionales compartidos y rubricados con frases alusivas a la premier británica:

«Thatcher, monina, olvida las Malvinas» o «Malvinas, atiende, Falange te defiende», o como ésta, no exenta de ironía «al bote, al bote, inglés el que no bote», y todos a boiar (con b).

Al llegar a la confluencia de las calles Alfonso XII y Antonio Maura, la cabeza de la manifestación continuó por ésta, como estaba previsto, para llegar a la plaza de la Lealtad donde fina-

lizaría. En dicho cruce, por los altavoces sonaba el Himno Nacional argentino, que fue escuchado en silencio y subrayado, al término, por un sonoro aplauso. El último grupo de manifestantes no había podido moverse del lugar del comienzo. Entre las pancartas que salpicaban el grueso de la manifestación (cuyo número impedía la filmación en video desde algunos balcones y a cuyo efecto se solicitó bajarlas para cumplir el objetivo de varios compañeros que recogían en cinta el acto), podían leerse carteles que pedían a «Gibraltar español, ¡ya!», el «Estamos contigo, Argentina» y diferentes alusiones al Gobierno centrista para recuperar la soberanía española sobre el usurpado territorio, así como otros sobre las intenciones del ejecutivo español de negociar dicho territorio.

A lo largo del recorrido se dieron gritos de ánimo y vivas a la Guardia Civil, a la Policía y a



Un grupo de argentinos, de entre los numerosos que participaron, portando una bandera de su país, minutos antes de iniciar el recorrido



Raimundo Fernández Cuesta, jefe nacional de Falange Española de las JONS, cerró el acto con un discurso



La actitud británica fue objeto de unánime repulsa por la multitud de personas que se dieron cita en la manifestación

5/3 m
353 p.

● **El apoyo a la Junta Militar argentina y la reivindicación de Gibraltar fueron los ejes de la clamorosa concentración, que discurrió en perfecto orden desde la plaza de la Independencia a la de la Lealtad**



Raimundo Fernández Cuesta, jefe nacional de Falange, junto con los representantes de las diferentes fuerzas nacionales asistentes a la manifestación



Bixi Pitar, acompañado por una nutrida representación de Fuerza Nueva, entre los que puede verse a Ricardo Añe y Jaime Alonso

las Fuerzas Armadas. Al llegar al cruce de la calle Antonio Maura y Alfonso XII, frente al Museo del Ejército, un fuerte aplauso y un profundo ¡Viva la Guardia Civil! retumbó sonoramente, mientras se saludaba a los guardias de servicio en dicho museo. En ese momento, pasaba la Asociación de Mujeres de Militares, con una pancarta con los colores de la Bandera española, en la que podía leerse: «Viva el Ejército argentino. Malvinas argentinas.»

Discurso de Raimundo Fernández Cuesta

Al llegar la cabeza de la manifestación a la plaza de la Lealtad, mientras la «cola» aún permanecía en el inicio, junto a la Puerta de Alcalá, los principales dirigentes asistentes accedieron al monumento a los Héroes del Dos de Mayo, desde donde el jefe nacional de Falange Española de las JONS, Raimundo Fernández Cuesta, pronunció ante los miles de asistentes las siguientes palabras, que reproducimos íntegramente:

«Impulsados por la voz histórica de la sangre y de la justicia, hemos convocado esta manifestación para que el pueblo español exprese su adhesión y solidaridad a la nación argentina

por el gesto viril de ocupar las islas Malvinas.

No se trata de una invasión, como algunos dicen, sino de la recuperación de un territorio que era suyo, que le había sido arrebatado hace 149 años y que venía reclamando inútil y pacientemente durante igual tiempo.

Ante esta decisión de la nación argentina, los españoles no podíamos permanecer indiferentes ni mudos; primero, por hermandad hispánica, afirmada diariamente por los millones de españoles que viven en la Argentina; segundo, por agradecimiento al pueblo, que en momentos críticos de nuestra historia, nos ofreció sin dudarlo el pan y la amistad que tan necesarios nos eran, cuando otras naciones nos lo negaban injustamente, y por pesar sobre España un agravio análogo al que la Argentina ha conseguido reparar de la hipocresía británica después de sufrirlo 149 años, aunque España, al cabo de casi 300, lo sigue sufriendo.

No es pues ni distante ni distinto el problema de las Malvinas, al problema de Gibraltar. Ambos son análogos y obra de la rapacidad del imperialismo británico. La resolución del caso de las Malvinas ha de influir inevitablemente en la resolución del caso de Gibraltar.

Si las Malvinas han vuelto a ser de la Argentina, Gibraltar ha de volver a ser de España.

Si los argentinos lo han exigido con energía y unanimidad, los españoles lo exigimos también con igual energía y unanimidad.

Gracias, Argentina, por la ejemplaridad de tu gesto de dignidad nacional, que nos ha demostrado que gestos de esa naturaleza no sólo alcanzan el respeto y la admiración, sino la reparación que en justicia le es debida.

Y gracias en nombre de Falange Española a las personas y organizaciones que se han adherido a su convocatoria, a los que han asistido a esta manifestación, que se han convertido en la expresión más grandiosa, elocuente y sincera de la adhesión y el apoyo moral del pueblo español a la nación hermana.

¡Viva la Argentina! ¡Vivan los pueblos hispanos! y ¡Arriba España!

El acto finalizó con el canto de «El Cara al Sol»

Fotos: Luis MARTIN BARRERA y Jorge GOMBAU



El apoyo a la postura argentina en las Malvinas y la reivindicación de un Gibraltar español, como puede apreciarse en las pancartas, fueron los ejes de la concentración

PUBLICIDAD

LOS RESIDENTES ARGENTINOS EN ESPAÑA AGRADECEN AL PUEBLO ESPAÑOL SU SOLIDARIDAD CON LA RECUPERACION DE LAS ISLAS MALVINAS, EXPRESADA A TRAVES DE SUS ORGANOS DE PRENSA

«No es extraño, reconozcámoslo, que Argentina, harta ya de tanta monserga y tomadura de pelo, haya decidido recuperar lo que es suyo. Ciento cuarenta y nueve años de espera, ciento cuarenta y nueve años invocando razones jurídicas y dando argumentos incontrovertibles, han transcurrido en vano. Ha llegado, pues, la hora de la verdad.»

Víctor Salmador
Diario ABC, 4-4-82

«El archipiélago de las Malvinas es ya argentino sin solución posible. Lo que hay que procurar ahora es que Londres y Bs. As. recobren la serenidad y solucionen por la vía pacífica cuantos problemas puedan derivarse de la postura en que haya podido quedar la población o sectores de la misma.»

Manuel Monzón
Diario ABC, 4-4-82

«Para seguir (el Reino Unido) con el archipiélago de las Malvinas, como para mantenerse en Gibraltar, se oculta detrás de los 1.800 habitantes de aquél y de los 19.000 del Peñón, sin aceptar la promesa con garantía internacional de respetar los intereses de las dos poblaciones que tanto la República Argentina como España están dispuestas a darle.»

Salustiano del Campo
Diario «YA», 4-4-82

«Argentina dijo basta. Tomó el toro por los cuernos y resolvió de un plumazo un largo problema —o al menos dio un primer y definitivo paso—, que se diluía en sólo palabras en diversos foros de negociación internacional; el problema de la soberanía de sus islas del Atlántico Sur: las Malvinas, el "Gibraltar" argentino.»

J. L. Feroset
Diario «EL PAIS», 4-4-82

«Yo soy un argentino de España. Gracias por la fección, hermanos.»

Rafael García Serrano
Diario «EL ALCAZAR», 4-4-82

«La imagen de la Armada inglesa con el "Invencible" a la cabeza, camino del Atlántico Sur en auxilio de 1.800 colonos, que jamás vieron Inglaterra, y sus rebaños de ovejas, es una imagen absurda, en la que no cree seriamente nadie, porque a nadie le cabe en la cabeza que se pueda iniciar una guerra colonial a estas alturas de la Historia.»

Pilar Narvión
Diario «PUEBLO», 5-4-82

FIRMAN

RESIDENTES ARGENTINOS EN ESPAÑA



Leonidas Bre
(PCUS), reap
días pasados
morativos del
no aparente

En el Con

Brandt de los

MUNICH (U)
Willy Brandt
dente del par
Obluvo tres



Willy Br

Renania del
observar. Un
nes, incluid
oposición.

Con la v
el congreso
Una recta
ahora, a ca
empleo. El
de los con
que quieren
mócratas se
con la reali
rales, que
política de
tuye colisión
palabras.

Los con
halle quiere
ganan. El

INFOR
enelo

oen.]

Washington, centro negociador en la crisis anglo-argentina

Sabotaje británico de vanguardia

A. O. Londres

La Marina británica cuenta con cientos de aguerridos soldados para operaciones especiales, en caso de que decidiera tomar las islas Malvinas al asalto.

Con los honores del Special Boat Squadron (SBS), entrenados en exóticas operaciones de sabotaje, que serían los primeros en intervenir para preparar la llegada del grueso de las fuerzas británicas.

Seguramente algunos de estos SBS están ya a bordo de los submarinos británicos que patrullan las aguas del Atlántico Sur, dispuestos a desembarcar en pequeños grupos, aprovechando la oscuridad de la noche para destruir o tomar algunos centros vitales.

Habitados a terreno hostil, su entrenamiento y sus funciones son aún más secretos que los de sus primos del Ejército, el Special Air Service (SAS), que acapararon la primera plana de los periódicos al liberar la embajada de Irán en Londres en 1980.

Lo más probable es que algunos SAS —que también cuentan con comandos navales— se encuentren a bordo del destacamento británico que se acerca a las Malvinas, para introducirse si es necesario por detrás de las líneas enemigas.

La invasión de las islas Malvinas por parte de las Fuerzas Armadas argentinas ha puesto de relieve, una vez más, los estragos políticos que puede producir el nacionalismo. Una reivindicación territorial que se arrastra desde el siglo pasado es usufructuada por la dictadura que rige Argentina. Para ello hace uso del único lenguaje que ha demostrado conocer bien: la fuerza de las armas, y echa mano de la fuerte tradición populista para cohesionar y neutralizar la oposición política, sindical y eclesiástica, por lo menos en sus aspectos más mayoritarios, visibles y presentes en Argentina.

Cayeron en la trampa

Estamos ante una jugada política que podría no haber tenido resultados en el plano de la demagogia. Sin embargo, no ha sido así. Habiendo treinta millones de argentinos debemos suponer que no todos han caído en la trampa o, en el caso de políticos y sindicalistas, han actuado con un grado de oportunismo difícil de comparar.

Los mismos señores que pocos días antes denunciaban a la dictadura y convocaban manifestaciones de protesta, de pronto parecen responder al eslogan de *Las Malvinas son argentinas* que nos enseñaban en las escuelas, y penetran en la casa del Gobierno para dialogar sobre la "soberanía" y viajan con los altos mandos militares a ver la nueva tierra incorporada.

Un alto líder sindical, que había sido encarcelado en la manifestación de pocos días antes de la invasión, es interrogado por un periodista acerca de la razón que le lleva a las Malvinas. El sindicalista acaba de ser liberado e invitado

TRIBUNA LIBRE

Malvinas, no, gracias

MARIANO AGUIRRE

El escritor argentino autor de estas reflexiones analiza la confusión política que envuelve la crisis de las Malvinas, recalando los estragos políticos que conlleva un nacionalismo que, como el promovido por la Junta Militar de Buenos Aires, ha echado mano irresponsablemente de la fuerza de las armas y del populismo para situar al país al borde de la guerra.

a la excursión. "Los soldados argentinos que están allí son hijos de trabajadores", afirma, justificándose. Como si los soldados que han perseguido, torturado y asesinado fueran otros, fueran hijos de terratenientes.

Todo se ha trastocado. La amnesia sustituye a la conciencia. El nacionalismo más folklórico, chovinista y racista está ganando la partida.

Porque ahora resulta que los mismos militares que han entregado el país a las corporaciones multinacionales se presentan como ángeles guardianes de la soberanía. Porque los mismos militares que han hecho desaparecer a 20.000 personas incorporan al recortado censo a 1.800 ingleses, que pasan a ser denominados "ciudadanos argentinos de habla inglesa". Porque, los mismos que se han negado sistemáticamente a democratizar un ápice de la sociedad y el Estado ahora convocan a la oposición para practicar una ficción de democracia, un Gobierno de coalición de excursión y fotografía.

Todo se ha confundido. Los organismos y personalidades argentinas —hasta donde conozco— que se pronuncian empiezan por decir que las Malvinas son argen-

tinias y después se denuncia la maniobra de la dictadura.

Seguramente es cierto, que historia y geografía pertenecen a ese país, pero quienes se autoproclaman demócratas deberían pasar el eslogan escolar a segundo plano y hablar primero de la irresponsabilidad de una dictadura que ahora puede ahondar la miseria y muerte de Argentina provocando una guerra. Deberían pronunciarse contra la detención en calidad de rehenes de hecho de los ciudadanos ingleses que están en la isla —que también son padres e hijos trabajadores, si seguimos el discurso demagógico del mencionado sindicalista— en manos de esa dictadura que hace seis años no cesa de reprimir. Habría también que dejar de lado la necesidad de confundir los ciudadanos con los Gobiernos.

Varios amigos españoles me han felicitado en estos días, como si yo hubiese estado en esa siniestra expedición de miles contra setenta marines, como si hubiese estado gritando afónico en la plaza de Mayo. Pero no. Malvinas, no, gracias. Las tomaron los conquistadores de Argentina.

La confusión parece no tener límites. Muchas personas y alguna Prensa española no cesa de hacer directas e indirectas comparacio-

nes, que en el fondo esconden que si los argentinos en las Malvinas, por qué no los españoles en Gibraltar. Cuando en realidad la similitud mayor es que, si Gibraltar pasa a manos españolas, será una base más de la OTAN bajo hegemonía estadounidense, y que si el Reino Unido no recupera sus Falkland terminará Estados Unidos apoderándose del petróleo que las circunda y estableciendo una base naval para sus portaviones allí, mientras, ondearán muchas banderitas argentinas.

Expolio británico

Sin ninguna duda, el Reino Unido ha sido una potencia colonial que nunca regaló nada y expolió todo lo posible. Y comprendo que a muchos nos cause cierto regusto que la señora Thatcher pierda las próximas elecciones —más no por colonialista, en primer lugar, sino por fomentar el paro y la miseria en su país—, pero puesto a elegir de quién me burlo en un artículo, entre ella y Galtieri, no la elegiría, como hizo Gabriel García Márquez en *Con las Malvinas o sin ellas* (EL PAIS, 14 de abril).

Con miles de argentinos aplaudiendo al dictador de turno, con la oposición como cómplice, con el Gobierno inglés herido en su orgullo nacional, con Alexander Haig mediando como un Papa (el mismo señor que se niega a negociar en Centroamérica), la crisis de las Malvinas puede terminar en una guerra más o menos grande; algo que también será responsabilidad de esta dictadura que, para algunos, por fin ha hecho algo bien.

Mariano Aguirre es periodista y escritor argentino.

1222

Washington, centro negociador en la crisis anglo-argentina

3564 316 10

Petróleo, multinacionales e intereses geoestratégicos, detrás de la crisis de las islas Malvinas

JULIO HUASI

Mientras Ronald Reagan asumía el vértice de un ángulo recto de líneas de télex entre Londres y Buenos Aires, un triángulo denso

de gestiones más familiares confluía en Washington desde el lobby multinacional petrolero afincado en las tres capitales. Bajo la información para la galería y el mar

de las islas Malvinas, 400.000 millones de barriles (60.000/70.000 millones de metros cúbicos) de crudo constituyen el codiciado centro de intereses desde hace 25 años.

Para Reagan es un dilema espinoso entre dos de sus mejores amigos: el comandante en jefe del Ejército argentino y presidente de la República, general Leopoldo Galtieri, a quien convirtió en primer actor del reparto intervencionista en Centroamérica, y la premier Margaret Thatcher, su primera figura en la OTAN. "Para que ninguno se ofenda", afirmaba un experto diplomático, "la alta tecnología de Estados Unidos y el Reino Unido pueden extraer el petróleo y dar una participación al Gobierno castrense, entre la espada y la pared de la oposición interna hasta un minuto antes del desembarco en el archipiélago el 2 de abril último".

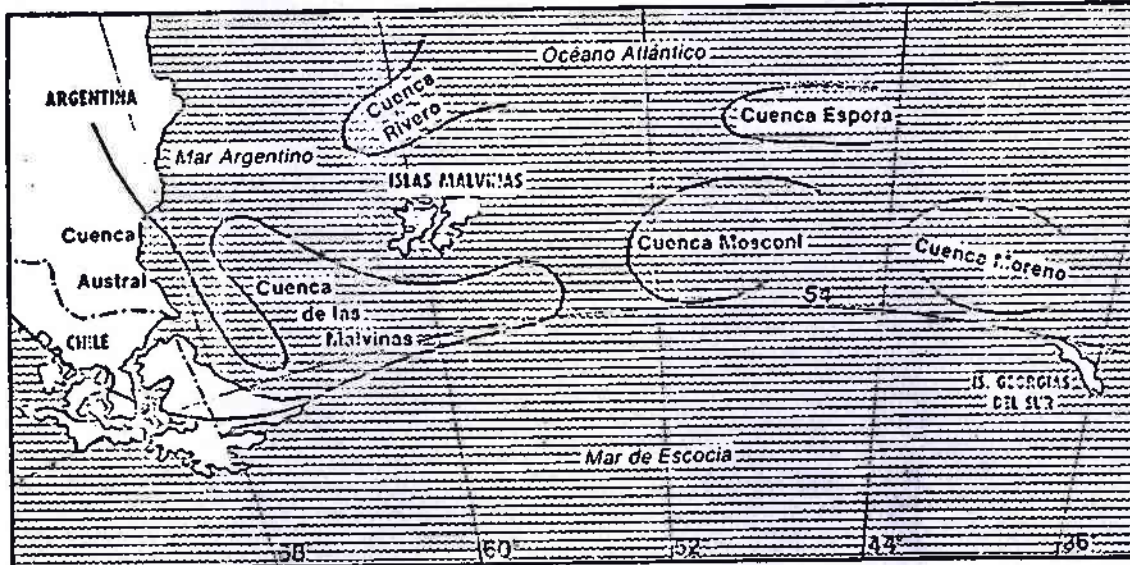
Geólogos argentinos habían detectado yacimientos petrolíferos en la zona —cuya devoción reclama Buenos Aires desde 1833— ya en los años cincuenta. Las cartografías geofísicas de Juvenal Zambrano y Antonio Pocovi, en poder del ente estatal argentino Yacimientos Petrolíferos Fiscales (YPF) —que indican la existencia de catorce cuencas sedimentarias en la plataforma submarina argentina—, atrajeron las exploraciones norteamericanas.

Ya en 1957, la goleta oceanográfica *Vema*, armada por el Lamont Observatory de la Columbia University Palisades, de Nueva York, comenzó a realizar prospecciones en el Atlántico sur. Mientras el Southcom (U. S. Forces Southern Command) supervisaba cada año las maniobras navales UNITAS que la flota estadounidense efectúa en ese espacio marítimo con marinas de guerra latinoamericanas, nuevas expediciones perforaban el lecho oceánico.

Un nuevo Kuwait

La revista *U. S. and World Report* hizo detonar los informes científicos: "Un nuevo Kuwait en el Atlántico sur". Después de dos décadas de acumulación informativa, el ente oficial United States Geological Survey estimó la existencia de 200.000 millones de barriles hasta la isobatta (línea de profundidad) de doscientos metros. Antonio Pocovi aclararía que otras cuencas situadas al Este, bajo ese nivel, de mayor extensión pero menor espesor, y que comprendían las islas Georgias del Sur, contenían una riqueza similar.

A pocos meses del sangriento golpe de Estado del 24 de marzo de 1976 en Buenos Aires, el científico, junto con otros colegas suyos, fue declarado prescindible en el YPF por el nuevo superministro de Economía José Martínez de Hoz. Antonio Pocovi trabajaba en la sección *off-shore* (costa afuera). Científicos norteamericanos confirmaban la existencia de "un mar de petróleo bajo el mar"; entre



El mapa muestra las cuencas petrolíferas de la zona de las Malvinas.

ellos, los dos Ewing, Grosslig y una monografía de Louis Banks.

La inteligencia británica, por su parte, recibía las mismas albricias de sus propias travesías en la zona de las Malvinas y la plena confirmación del conocido experto Donald Griffith, de la Birmingham University. Las compañías multinacionales no esperaron más datos.

Desfile de extrañas figuras

Los *sealabs* y *skylabs* proliferaron en el mar austral, y, un mes después del golpe de Estado, el portavoz de la gran industria, *The Petroleum Publishing Co.*, de Tulsa (Oklahoma), abordó el problema político de fondo. "El potencial de la cuenca de las Malvinas es extraordinario (...) si es que Argentina y el Reino Unido llegan a algún acuerdo. Los dos países bien podrían llegar a algún acuerdo para acometer conjuntamente su explotación 'mientras la cuestión soberanía se sigue ventilando'".

Publicaciones de la Esso (Exxon) de circulación restringida apoyaron "la nueva política energética" de la Junta Militar, cuyo primer gesto fue intervenir la YPF. Su nuevo titular, general Juan Carlos Reyes, anunciaba la "incorporación de la actividad privada en todas las áreas de la YPF", mientras la Secretaría de Minería "llamaba a licitación en áreas australes a compañías internacionales". El destino de ese crudo es obvio, ya que Argentina se autoabastecía en un 90%.

Martínez de Hoz viajó a Londres en julio de 1976, y, ante la Confederación de la Industria Británica, invitó al "trabajo conjunto en el desarrollo de recursos tales como el petróleo". En esos días se conocía el *Informe Shackleton* de una misión oficial británica a las Malvinas presidida por el lord de este nombre.

Además de estimar una captura anual de 75 a 150 millones de tone-

ladas de krill (crustáceo de alto valor proteínico), aparte de otros recursos ictícolas, resaltaba la riqueza petrolera, objeto, según *The Times*, de un informe confidencial separado. Empero, indicaba la necesidad de negociaciones: "Nos parece muy improbable que pueda emprenderse ningún programa de exploración submarina en el área de las Malvinas sin el acuerdo y la cooperación de Argentina". Además, sugería implicar a la CEE en una eventual explotación.

Finalmente, después de discretas invitaciones y mensajes encapsulados, el Gobierno laborista envió a Buenos Aires al segundo hombre del Foreign Office, Edward Rowlands, en febrero de 1977. Proponía un "acuerdo de cooperación económica en el Atlántico suroccidental en general, y en las islas Malvinas en particular". El comunicado conjunto recogió ese punto y el de "considerar todos los aspectos del futuro de las islas", o sea, la cuestión de la soberanía formal.

Traspaso lento

El Gobierno inglés de la época parecía dispuesto a "un traspaso lento si se emprendía la explotación", mientras Edward Rowlands aclaraba a los 1.800 habitantes del archipiélago, de 12.000 kilómetros cuadrados, doscientas islas y un área de control de 2,5 millones de kilómetros cuadrados, entre una de cal y otra de ironía, que "la cuestión soberanía siempre surgiría con los argentinos". Una investigación periodística nos permite reproducir ahora la atmósfera de euforia reinante en los círculos multinacionales. Tanto ejecutivos de la compañía Esso como de la Shell se dijeron confidencialmente: "Estamos listos para trabajar ahora mismo".

Poco después, el entonces presidente, general Jorge Videla, confió a un grupo de corresponsales extranjeros extraoficialmente: "El

trabajo conjunto en el aspecto económico puede iniciarse ahora, mientras el problema de soberanía se seguiría negociando hasta un traspaso definitivo dentro de veinte años o más, como en el canal de Panamá".

Las cuencas más ricas son, precisamente, la de las Malvinas y la austral o magallánica, sobre Tierra de Fuego, donde ya José Alfredo Martínez de Hoz firmó la adjudicación de lonjas sustanciosas.

Fuentes solventes indicaron que el ex ministro es uno de los participantes "más activos en las actuales negociaciones Haig-Galtieri-Thatcher, por ser un experto de confianza en medios económicos y políticos de los tres países".

Alto valor estratégico

Tres vías interoceánicas —además de otros factores militares— conceden alto valor estratégico a la zona: Magallanes, Beagle y Drake. En 1965, año en que el Gobierno radical de Arturo Illia arrancó en las Naciones Unidas la Resolución 2.065 de inicio de la descolonización de las Malvinas, cruzaban diariamente esas vías 0,8 millones de barriles de petróleo.

Mientras el Reino Unido trataba de implicar, siguiendo su tradición, a Chile, ante su propio litigio histórico con Buenos Aires, y el nuevo Gobierno *tory* congelaba la negociación malvinense y estallaba el contencioso del canal Beagle entre Argentina y Chile, el ex presidente de la Junta Interamericana de Defensa —con sede en Washington—, general Gordon Sumner, afirmaba ante la elite financiera en Nueva York: "Argentina es el ancla del hemisferio occidental en el Atlántico sur".

Se completaba así la cruz diagonal de unas tijeras que, al cerrarse, tienden a decapitar "escollones nacionalistas", listas para envasar el chorro de petróleo emergente, como ya ocurre en el extremo de

Tierra de Fuego, a uno y otro lado del estrecho.

El último titular laborista del Foreign Office, David Owen, dijo después del desembarco argentino del 2 de abril que el caso Malvinas "estaba terminado; nos guste o no nos guste, debemos seguir negociando". Círculos responsables de Londres imputan al ex comandante en jefe de la OTAN y secretario de Estado, general Alexander Haig, este aserto: "A Estados Unidos no le conviene la caída del Gobierno militar argentino. Enfrentamientos aislados lo consolidarían, pero si hechos bélicos británicos humillan o destruyen sus fuerzas armadas, ello provocará el renacimiento de la guerrilla masiva".

El ex ministro argentino de Exteriores, Miguel Ángel Zavala Ortiz, quien obtuvo la resolución descolonizadora de la ONU, afirmó que la Junta Militar hizo exactamente lo contrario de lo aconsejable en su enfrentamiento. "No afirmó", dijo, "una política realmente anticolonialista y no intervencionista en América Central", y enfrió su pertenencia a los no alineados.

Entre tanto, la British Petroleum presionó resaltando la riqueza de hidrocarburos de las Malvinas: "Sólo hace falta perforar".

Para los analistas, el criterio de "explotación conjunta tripartita" de la Junta Militar resulta prístino en la casete que Galtieri puso en boca de su canciller Nicanor Costa Méndez y su embajador en la ONU, Eduardo Roca: "Todo es negociable menos la soberanía". Todo significa un acuerdo económico suficientemente aceptable para los intereses del gran polo petrolero.

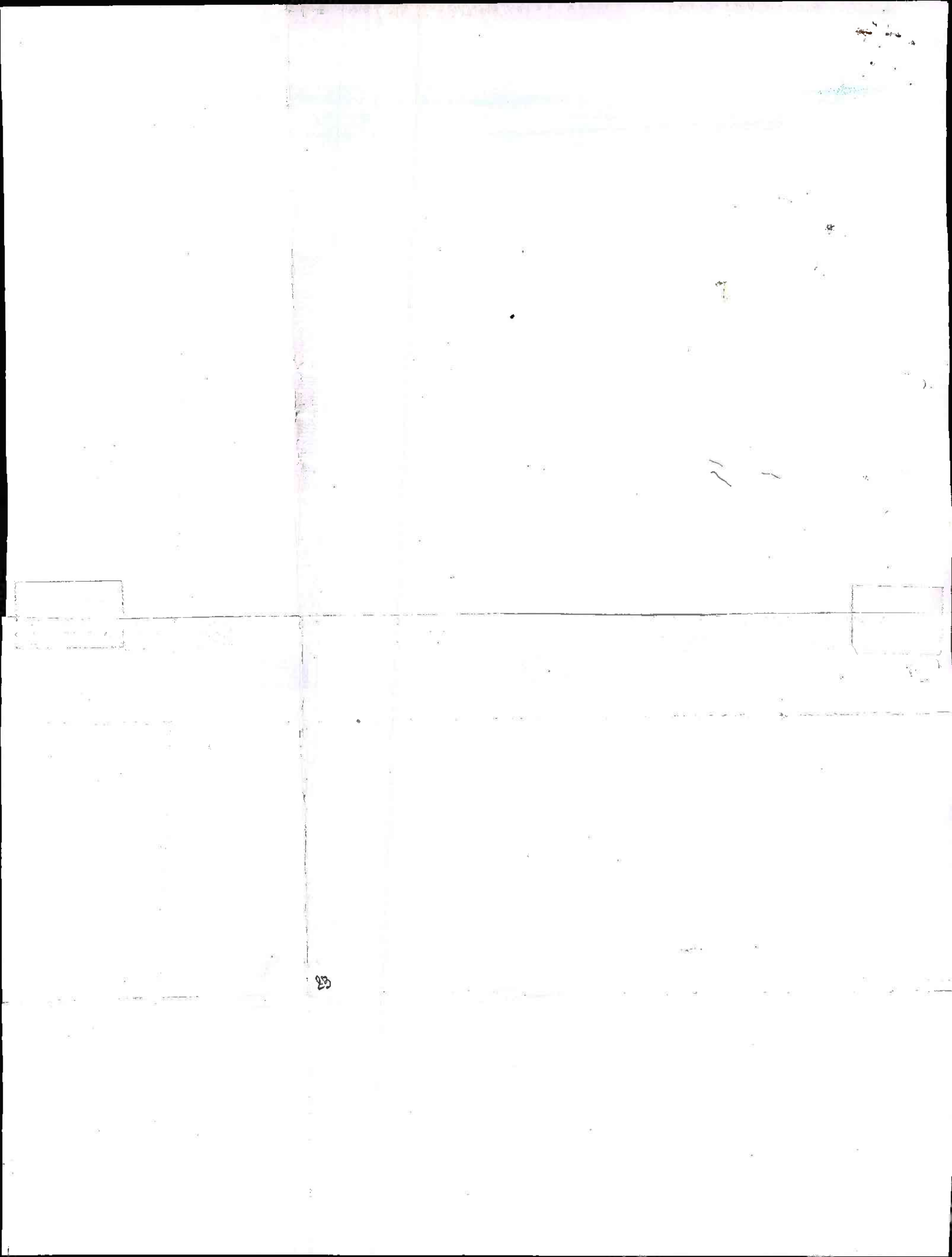
Golpe preciso

Galtieri supo golpear en el nervio preciso de la sociedad argentina en el instante límite del rechazo más enconado de los sectores asalariado y empresarial y de su desprestigio internacional.

Es evidente que la oposición interna, desde la más moderada a la más intransigente, creyó necesario sortear la trampa del precipicio político que supondría todo gesto que pareciera beneficiar a Londres.

Para Madres y Abuelas de Plaza de Mayo, "las Malvinas son argentinas, pero 30.000 secuestrados-desaparecidos por razones políticas también lo son", como sus empresas quebradas para los industriales arrasados por la invasión multinacional desencadenada a partir de 1976.

Después de la XIV Conferencia de Ejércitos Americanos, celebrada en Fort McNair, Washington, en noviembre de 1981, y sus reuniones con la cúspide norteamericana, a la que impresionó mucho la irresistible ascensión de Galtieri, fue un hecho. La Junta Militar, a la vez la única junta electoral, lo encumbrió a la presidencia con sus tres votos, tras derrocar al general Roberto Viola. Roberto Alemann (ex embajador en Washington, ex consejero financiero en Londres), al asumir el cargo de ministro de Economía el 22 de diciembre pasado, lanzó la tesis de la "privatización del mismo subsuelo minero".



3714. 33910

L

DIA 28 de ABRIL DE 1982.-

LE MONDE: ✓ Como retomar las Malvinas?

✓ Washington: Haig niega el recurso al Tratado Interamericano de Asis-
tencia.

✓ Por la fuerza no, por la astucia.

LE MATIN: ✓ Meteo censurada.

LE MONDE: ✓ Una reunión sindical se vuelve una manifestación contra la dicta-
dura.

LE MATIN: ✓ Un comando inglés desembarcó en las Malvinas.

LE MATIN: El Times confirma lo de Washington: una acción de mayor magnitud
de la flota británica.

LE MONDE: Réplicas al Embajador Argentino: por qué no un condominio?

• " " : inventar una fe.

Dos situaciones intolerables.

La Royal Navy se alistaría para entrar en acción en el archipiélago
de las Malvinas.

1138

033000
GA 22056+
118 1443 / 1999/
220566GRTN AR
AGMIFRA 613819F
DE: AGREMIARGE FRANCIA
PARA: ESMAYORDOS-DPTO EXT-

AM FR 377/82-SINTESIS DE PRENSA DEL 28 ABR 82 SOBRE MALVINAS.

A-PRENSA FRANCESA-PRINCIPALES TITULARES.

- 1-BUENOS AIRES: UNA REUNION SINDICAL SE VUELVE UNA MANIFESTACION CONTRA LA DICTADURA.
- 2-COMANDO 5 INGLESES HABRIAN DESEMBARCADO.
- 3-LOS CONSCRIPTOS QUE DEFENDEN LAS ISLAS NO HAN ESTADO JAMAS BAJO EL FUEGO.
- 4-MALVINAS: EL PUNTO DE NO RETORNO ?
- 5-ARGENTINOS Y BRITANICOS FRENTE AL COSTO DE UNA GUERRA.

B-COMENTARIOS MAS IMPORTANTES.

1. LE MONDE.

BS.AS. LA GRAN MAYORIA DE LOS ARGENTINOS PIENSAN QUE LA PAZ RETROCEDIO DESDE EL DOMINGO, PERO CONTINUAN CONSIDERANDO LA GUERRA COMO UNA EVENTUALIDAD LEJANA. SE HABLA MUCHO DE LA "AGRESION" DE GRAN BRETANA Y LAS EXPRESIONES DE SOLIDARIDAD NO FALTAN POR LOS HEROES DE GRITVIKEN Y DE PORT-LEITH (OFICIALMENTE LOS COMBATES CONTINUAN EN LA ISLA G. DEL SUD). SIN ENBARGO, 48 HORAS DESPUES DEL ATAQUE BRITANICO, NO SE PUEDE DECIR QUE EL CLIMA SE A DE MOVILIZACION PARA AFRONTAR AL ENEMIGO EXTERIOR. LA REUNION ORGANIZADA EL LUNES 26 DE ABRIL EN LA PLAZA DE MAYO POR LAS DOS CENTRALES PERONISTAS, TENIA DE TODOS MODOS ALGO DE IRREAL...

A ALGUNOS METROS DE GRANADEROS QUE HACIAN GUARDIA A LA ENTRADA DEL PALACIO PRESIDENCIAL, SE PODIA LEER: "MALVINAS: SI, PROCESO, NO" (SE TRATA DEL PROCESO DE REORGANIZACION NACIONAL), O MAS SIMPLEMENTE "BASTA". UN POCO MAS LEJOS, LA JUVENTUD PERONISTA AGITABA UN INCHENSO RETRATO... DE ISABELITA PERON. LOS MANIFESTANTES INTENDIAN EN MEDIO DE LA ALEGRIA GENERAL "GALTIERI, GALTIERI, ATENCION, MALVINAS ARGENTINAS, EL PUEBLO CON PERON" O "ACEPTAMOS LAS MALVINAS PERO NO LA DICTADURA". BAJO LA MIRADA APARENTMENTE INDIFFERENTE DE LAS FUERZAS DEL ORDEN, PUDIERON POR OTRA PARTE DESCENDER SIN DIFICULTAD EN CORTEJO UNA DE LAS PRINCIPALES AVENIDAS QUE CONDUCE A LA PLAZA DE MAYO, A LOS GRITOS DE "SE VA A TERMINAR, SE VA TERMINAR, LA DICTADURA MILITAR..."

ESTA MANIFESTACION CONFIRMA QUE LA RECONQUISTA DE LAS MALVINAS NO VOLVIO AL REGIMEN MILITAR MAS POPULAR. PERO SE HABRIA DESAHUELLADO DE LA MISHA MANERA SI EL BALCON DE LA CASA ROSADA NO HUBIERA QUEDADO SILENCIOSO Y EL GRL GALTIERI TENIA UNA EXCELENTE OCASION, DESPUES DE LA OFENSIVA LANZADA POR G.B., DE UNIR EL PUEBLO ARGENTINO Y SUS JEFES MILITARES. MANIFIETAMENTE EL CTE DEL EJ NO QUIERE ARROJAR ACEITE SOBRE EL FUEGO. ESTA ACTITUD ES SIN ENBARGO CRITICADA POR UN NUMERO CRECIENTE DE OFICIALES QUE DESEAN A LA VEZ MAS FIRMEZA ANTE LOS EEUU ACUSADOS DE DEFENDER LOS INTERESES DE G.B., Y MAS DE INTELIGENCIA POLITICA PARA SACAR PARTIDO DE LA FIEBRE NACIONALISTA PROVOCADA POR LA OPERACION DEL 2 DE ABRIL.

2. LE MATIN.

DIEZ MIL MANIFESTANTES ALLAMADO DE LOS SINDICATOS PERONISTAS, LE GRITARON A GALTIERI QUE EL NO HABIA RECIBIDO UN "CHEQUE EN BLANCO".

NO HAY QUE CONFUNDIR, DIZO UBALDINI. LA UNIDAD NACIONAL SE HA HECHO Y SE HARA CUANDO SE TRATA DE DEFENDER A LA PATRIA. LA PRESENCIA DE LOS BRITANICOS EN LAS MALVINAS LA LLEVAMOS PESADAMENTE EN EL CORAZON DESDE HACIA MUCHAS GENERACIONES. HACE UN SIGLO Y MEDIO QUE NOS DUELE HACE MUCHA HERIDA. NOSOTROS SOSTENEMOS PLENAMENTE A LA ARMADA, A LOS SOLDADOS PERO NO AL REGIMEN MILITAR NI A SU POLITICA. QUEREMOS QUE EL PUEBLO SEA FELIZ, LIBRE Y SOBERANO. EL PUEBLO ARGENTINO HA EMITIDO UN CHEQUE AL GOBIERNO MILITAR, PERO NO EN BLANCO, Y CON UNA FECHA LIMITE, MAS ALLA DE LA CUAL SERA PERIMIDO.

EL GRL GALTIERI, "PERON DE UN DIA" NO SALIO AL BALCON DE LA CASA ROSADA EL LUNES. SE PODIA OIR LA MARCHA PERONISTA Y OTROS CANTOS ALUSIVOS COMO: "LEVANTEMONOS MALVINAS" O "DICTADURA NO, GALTIERI ATENCION, LAS MALVINAS SON ARGENTINAS, EL PUEBLO ES DE PERON".

EL GOBIERNO EN SILENCIO. EL GRL GALTIERI QUE SE CREYO UN PERON. ESTA HOY EN UNA SITUACION MUY DIFICIL.

"DOS COMANDOS BRITANICOS YA HAN DESEMBARCADO EN UNA REGION POCO POBLADA DE LAS MALVINAS" "UNA TENTATIVA DE TOMAR LAS ISLAS SERA HECHA DENTRO DE DOS O TRES DIAS" ESTA NOTICIA LANZADA POR EL TIMES FUE DESMENTIDA LUEGO POR EL MINISTRO DE DEFENSA. UN DESMENTIDO QUE SE TRANSFORMO EN "SIN COMENTARIOS" ANTES DEL ESTABLECIMIENTO DEL TOQUE DE QUEDA DE HECHO SOBRE TODAS LAS INFORMACIONES MILITARES. LAS NEGOCIACIONES ESTAN EN EL MISMO LUGAR Y EN BS.AS. SE RECHAZO NUEVAMENTE DE RECIBIR A HAIG. COSTA MENDEZ HABLABA DE ENFRENTAMIENTO INMINENTE. EN LONDRES POR PRIMERA VEZ DESPUES DE LA CRISIS LOS LABORISTAS SE SOLIDARIZARON CON EL GOBIERNO.

LA SEMANA PASADA, LONDRES HABIA DESMENTIDO VARIAS VECES TODOS LOS RUMORES CONCERNIENTES AL DESEMBARCO EVENTUAL EN LAS GEORGIAS, HASTA EL DOMINGO ULTIMO, CUANDO YA SE LIBRABA UNA VERDADERA BATALLA EN LAS ISLAS.

TRES DIAS ANTES DEL DESEMBARCO EN LAS GEORGIAS, UN COMANDO DE DOCE HOMBRES HABIA DESEMBARCO SECRETAMENTE ALLI, SE SUPO LUEGO.

EL LUNES A LA NOCHE, WOODWARD DECLARO QUE ESTABAN LISTOS PARA EL GOLPE. "LA GEORGIA NO ERA MAS QUE UN APERTIVO, AHORA LLEGA EL GOLPE DE GRACIA. MI GRUPO ESTA BIEN PREPARADO PARA GOLPEAR. EL CALENTAMIENTO ANTES DEL GRAN MATCH SERA LA VICTORIA". SE MOSTRO SORPRENDIDO POR LA VELOCIDAD CON QUE LOS ARGENTINOS SE RINDIERON. "NOS OJERON QUE ERON DURES, PERO RAPIDO TIRARON LA ESPONJA". "VAMOS A AISLAR LAS TROPAS DE LAS MALVINAS, COMO HEMOS HECHO CON LAS DE GEORGIA, DECLARO, ANTES DE ACONSEJAR A LOS ARGENTINOS QUE SE RETIREN.

3. LE FIGARO.

EL VIENTO CAMBIA EN ARGENTINA. LA TOMA DE LA GEORGIA DEL SUD POR LOS INGLESES HA ENFRIADO EL ENTUSIASMO POPULAR DEL 2 DE ABRIL. EL PAIS RETOMA POCO A POCO LA REALIDAD COTIDIANA Y ENTIENDE HACER PAGAR AL GOBIERNO EL APOYO SIN RESERVA QUE LE ABORDO DURANTE ESTAS HORAS DIFICILES. LA OPOSICION HABIA PREVENIDO AL GOBIERNO: EL PACTO DE LAS MALVINAS NO CONSTITUIA MAS QUE UNA TREGUA. GALTIERI LA APROVECHO, AHORA HAY QUE PAGAR LA CUENTA.

DURANTE MAS DE UN MES LA JUNTA CONSIGUIO HACER OLVIDAR UNA SITUACION ECONOMICA DESASTROSA. HOY LAS DIFICULTADES RESURGEN A LA SUPERFICIE Y LA GUERRA NO HA HECHO MAS QUE AUMENTAR LA DEUDA. LOS CAPITALES SE HAN EVADIDO, LAS DIVISAS SE TORNAVAN RARAS. EL GOBIERNO AVANZA SOBRE UNA CUERDA FLUJA. SUS DIAS PODRIAN ESTAR CONTADOS. UNA SOLA ALTERNATIVA SE LE OFRECE: O BIEN ENCUENTRA URGENTE UNA SALIDA DE SOCORRO PARA SALIR DEL CONFLICTO DONDE SE ENCUENTRA SUMERGIDO O BIEN PROSIGUE SU ESCAPE ADELANTE CON LOS RIESGOS QUE ELLO COMPORTA.

NO OBSTANTE ESTE CLIMA EXTREMADAMENTE TENSO, LAS TRANSACCIONES CONTINUAN EN WASHINGTON. ESTA VEZ PODERADAS DE MISTERIO Y YA NO SON MAS LOS AMERICANOS QUE TIRAN DE LOS HILOS. PLAZA DE MAYO, GRITABA AYER: "USA TRADICION" Y CUANDO HABIA PROPUISO UNA VEZ MAS VENIR A BUENOS AIRES PARA PRESENTAR UN PROYECTO DE ACUERDO, ESTABLECIDO POR REAGAN, EL MINISTRO COSTA MENDEZ LE HIZO SABER QUE SU VISITA ERA NECESARIA POR EL MOMENTO.

A LOS RUSOS LES GUSTARIA MUCHO SACAR PROVECHO DE ESTE ENFRIAMIENTO ENTRE ARGENTINA Y USA. NO CESAN DE PONER OJOS DULCES A BUENOS AIRES PARA ATRAERSE SUS FAVORES. AYER ELLOS ANUNCIARON TAMBIEN QUE NO DEJARIAN A LOS INGLESES INTERVENIR EN LAS MALVINAS.

NO OBSTANTE ELLO, LOS ARGENTINOS RECHAZAN TODA VIA DEJAR ENTRAR EL LOBO EN EL REDIL. PREFERIERON APOYARSE POR AHORA, EN SUS 21 ALIADOS DEL PACTO INTERAMERICANO. UN PUNTO TRANQUILIZADOR: ARGENTINA NO TENDRIA INTENCION DE REQUERIR LA ASISTENCIA MILITAR TENDIENDO A NO INTERNACIONALIZAR EL CONFLICTO.

LOS LATINOAMERICANOS PREFIEREN LA SOLUCION ONU.

NO OBSTANTE SU SINPATIA POR LA ARGENTINA, LOS MAS GRANDES ENTRE LOS LATINOAMERICANOS, ESPECIALMENTE BRASIL COMPARTEN EN EFECTO, EL PUNTO DE VISTA DE EEUU: MAS VALE REMITIR EL PROBLEMA A LA ONU.

TODO ELLO NO IMPIDE QUE LA RETORICA ESTE INFLAMADA. COSTA MENDEZ PRONUNCIO TODAS LAS PALABRAS QUE HACEN VIBRAR AL TERCER MUNDO: "ARGENTINA HA QUERIDO CORTAR EL NUDO GORDIANO DEL COLONIALISMO". ELLA NO DEBE SER CALIFICADA DE INVASOR YA QUE SOLO HA RETOMADO LO QUE LE PERTENECIA. EL AGRESOR ES G.B. QUIEN TRATA EL CONTINENTE AMERICANO COMO UN "TERRITORIO VASALLO". "TATCHER QUIERE LA SANGRE". "LA BANDERA ARGENTINA QUE ES LA BANDERA DE LAS AMERICAS NO SERA QUITADA MIENTRAS RESTE LA ULTIMA GOTA EN LAS VENAS DEL ULTIMO SOLDADO ARGENTINO DEFENDIENDO LAS MALVINAS".

EL DELEGADO DE NICARAGUA MARXISTA FUE EL PRIMERO QUE DE PIE APLAUDIO CON TODA FUERZA EL REPRESENTANTE DE UN REGIMEN MILITAR AL QUE EL MES PASADO EL DENUNCIABA COMO INSTRUMENTO DEL IMPERIALISMO YANKI.

EL DISCURSO DE HAIG FUE RECIBIDO POR UN SILENCIO GLACIAL. COSTA MENDEZ NO SE HABIA EQUIVOCADO, SABIA QUE LA ARGENTINA NO PUEDE ENCONTRAR ENTRE LOS 21 MIEMBROS DE LA OEA LA MAYORIA DE LOS DOS TERCIOS NECESARIOS PARA LA ADOPCION DE SANCIONES. SE GUIDO DE RECLAMAR QUE G.B. SEA SANCIONADA PERSUADIDO QUE LOS OTROS GOBIERNOS ESTAN DECIDIDOS A NO UNIR EL GESTO A LA PALABRA, SOLAMENTE PIDIO QUE LA OEA EXIJA EL RETIRO DE LAS TROPAS INGLESA.

4. FRANCE SOIR

LOS ARGENTINOS PIENSAN SOBRE TODO EN SUS SOLDADOS, EN ESOS CONSCRIPTOS DE LA CLASE 62, CHICOS QUE HOY ESPERAN AL "ENEMIGO" EN EL FRIJO. ELLOS NO HABIAN PRATICAMENTE ESCUCHADO NUNCA UN TIRIO DE CANON. EL COMANDO DE LA ISLA ORGANIZO UN TIRIO CON MISION DE GUERRA A FIN DE HABITUAR A SUS HOMBRES AL OLOR A POLVORA. ES SUFICIENTE ESTO ? CUANTO VALEN ELLOS FRENTE A ESTOS "MARINES" BRITANICOS DE CARRERA ? LA JUNTA AVANZO DEMASIADO PARA RETROCEDER, SI LO HICIERA SERIA LA REVOLUCION, TAMBIEN SERIA LA REVOLUCION SI LA OCUPACION DE MALVINAS SE TRANSFORMARA EN DERROTA MILITAR.

COMANDOS INGLESES HABRIAN DESEMBARCADO Y ESTARIAN PREPARANDO EL TERRENO SOBRE MALVINAS. SU MISION: EVALUAR EL ESTADO DE LAS FUERZAS ARGENTINAS SOBRE EL ARCHIPIELAGO. EN INGLATERRA, EL HEROE DEL DIA ES EL MAYOR B. SHERIDAN, IMPECABLE OFICIAL DE 39 AÑOS QUE CONDUJO SU COMPANIA A LA VICTORIA EN GEORGIA NO VACILANDO, UNA VEZ TERMINADA LA BATALLA, A INVITAR A CENAR A LOS OFICIALES ARGENTINOS VENCIDOS Y PROPONERLES UN BRINDIS POR UN COMBATE QUE NO HIZO CORPER BANGRE.

LA BARRA DE HIERRO EN TANTO TIENE EN LA TEMPESTAD QUE SE MANTIENE A LO ANCHO DE MALVINAS. UN ARGUMENTO DE PESO: "SI RECHAZAMOS DE COMPROMETER UNA ACCION MILITAR, PONREMOS EN PELIGRO LA VIDA DE NUESTROS SOLDADOS". DE HECHO, EN LOS BUENOS INGLESES LOS MARINOS Y PARACAIDISTAS ESTAN SUFICIENTES A UNA BUENA PRUEBA. MAS LA ESPERA CONTINUA MAS EL MAL DE MAR LOS DEBILITARA FISICA Y MORALMENTE. SI NO DESEMBARCAN RAPIDAMENTE, ESTARAN TAN ENFERMOS QUE MEJOR SERIA REEMPLAZARLOS POR PINGUINOS, BROMEARA UN ALTO FUNCIONARIO INGLÉS. C. CONCLUSIONES.

LOS COMENTARIOS DE PRENSA SON REALIZADOS SOBRE LA BASE DE LA INFORMACION INGLESA PROPORCIONADA Y TOMANDO COMO PARAMETROS, EL DESCONTENTO POPULAR ARGENTINO POR SU GOBIERNO, LA FALTA DE VOLUNTAD DE LUCHA DE LA TROPA INSTALADA EN GEORGIA Y LA CAPACIDAD COMBATIVA DE LAS FUERZAS INGLESA QUE CONQUISTARON LA ISLA SIN BAJAS.

HACIENDOUN BALANCE GENERAL DE LAS INFORMACIONES DE LA PRENSA FRANCESA, ESTAS SON NEGATIVAS PARA ARGENTINA.

AGREMIARGE
220566GRTN AR
AGMIFRA 613819F

030000
RA 220300*
115 1643 /1997/
2205CAR6TN AR
ASNIFFRA 813819F
DE: AGREMIARGE FRANCIA
PARA: EEMAYOR008-0070 EXT-

AM-FR 1997/82-SINTERIS DE PRENSA DEL 23 ABR 82 SOBRE MALVINAS.

A-PRENSA FRANCESA-PRINCIPALES TITULARES.

- 1-BUENOS AIRES: UNA REUNION SINDICAL SE VUELVE UNA MANIFESTACION CONTRA LA DICTADURA.
- 2-COMANDO 3 INGLESERES HARRIAN DESEMBARCADO.
- 3-LOS CONSCRIPTOS QUE DEFENDEN LAS ISLAS NO HAN ESTADO JAMAS BAJO EL FUEGO.
- 4-MALVINAS: EL PUNTO DE NO RETORNO.
- 5-ARGENTINOS Y BRITANICOS FRENTE AL COSTO DE UNA GUERRA.

B-COMENTARIOS MAS IMPORTANTES.

1. LE MONDE.

BS.AS. LA GRAN MAYORIA DE LOS ARGENTINOS PIENSAN QUE LA PAZ ESTUVO CAYENDO DESDE EL DOMINGO, PERO CONTINUAN CONSIDERANDO LA GUERRA COMO UNA EVENTUALIDAD LEJANA. SE HABLA MUCHO DE LA "AGRESION" DE GRAN BRETANA Y LAS EXPRESIONES DE SOLIDARIDAD NO FALTAN POR LOS HEROS DE GRITVIKEN Y DE PORT-LEITH OFICIALMENTE LOS COMBATES CONTINUAN EN LA ISLA G. DEL SUD. SIN EMBARGO, 48 HORAS DESPUES DEL ATAQUE BRITANICO, NO SE PUEDE DECIR QUE EL CLIMA SE A DE MOVILIZACION PARA AFRONTAR AL ENEMIGO EXTERIOR. LA REUNION ORGANIZADA EL LUNES 26 DE ABRIL EN LA PLAZA DE MAYO POR LAS DOS CENTRALES PERONISTAS, TENIA DE TODOS MODOS ALGO DE IRREAL...

A ALGUNOS METROS DE GRANADEROS QUE HACIAN GUARDIA A LA ENTRADA DEL PALACIO PRESIDENCIAL, SE PODIA LEER: "MALVINAS, SI, PROCESO, NO" (SE TRATA DEL PROCESO DE REORGANIZACION NACIONAL), O MAS SIMPLEMENTE "BASTA". UN POCO MAS LEJOS, LA JUVENTUD PERONISTA AGITABA UN INMENSO RETRATO... DE ISABELITA PERON. LOS MANIFESTANTES CANTABAN EN MEDIO DE LA ALEGRIA GENERAL "GALTIERI, GALTIERI, ATENCION, MALVINAS ARGENTINAS, EL PUEBLO CON PERON... O... ACEPTAMOS LAS MALVINAS PERO NO LA DICTADURA". BAJO LA MIRADA APARENTEMENTE INDIFERENTE DE LAS FUERZAS DEL ORDEN, PUDIERON POR OTRA PARTE DESCENDER SIN DIFICULTAD EN CORTEJO UNA DE LAS PRINCIPALES AVENIDAS QUE CONDUCE A LA PLAZA DE MAYO, A LOS GRITOS DE "SE VA A TERMINAR, SE VA TERMINAR, LA DICTADURA MILITAR..."

ESTA MANIFESTACION CONFIRMA QUE LA RECONQUISTA DE LAS MALVINAS NO LLEVO A REGIMEN MILITAR MAS POPULAR, PERO SE HABRIA DESARROLLADO DE LA MISMA MANERA SI EL BALCON DE LA CASA ROSADA NO HUBIERA QUEDADO SILENCIOSO Y EL GR. GALTIERI TENIA UNA EXCELENTE OCASION, DESPUES DE LA OFENSIVA LANZADA POR G.B., DE UNIR EL PUEBLO ARGENTINO Y SUS JEFES MILITARES. MANIFIESTAMENTE EL CTE DEL EJ. NO QUIERE ARROJAR ACEITE SOBRE EL FUEGO. ESTA ACTITUD ES SIN EMBARGO CRITICADA POR UN NUMERO CRECIENTE DE OFICIALES QUE DESEAN A LA VEZ MAS FIRMEZA ANTE LOS PEQU. ACUSADOS DE DEFENDER LOS INTERESSES DE G.B., Y MAS DE INTELIGENCIA POLITICA PARA SACAR PARTIDO DE LA FIEBRE NACIONALISTA PROVOCADA POR LA OPERACION DEL 2 DE ABRIL.

2-LE NATION.

DIEZ MIL MANIFESTANTES ALLAMADO DE LOS SINDICATOS PERONISTAS LE GRITARON A GALTIERI QUE EL NO HABIA RECIBIDO UN "CHEQUE" EN BLANCO.

NO HAY QUE CONFUNDIR, COMO USUALMENTE LA UNIDAD NACIONAL SE HA HECHO Y SE HARA CUANDO SE TRATA DE DEFENDER A LA PATRIA, LA PRESENCIA DE LOS BRITANICOS EN LAS MALVINAS LA LLEVAMOS PESADAMENTE EN EL CORAZON DESDE HACE MUCHAS GENERACIONES. HACE UN SIGLO Y MEDIO QUE NOS DUELE ESA HERIDA. NOSOTROS SOSTENEMOS PLENAMENTE A LA ARMADA, A LOS SOLDADOS PERO NO AL REGIMEN MILITAR NI A SU POLITICA, QUEREMOS QUE EL PUEBLO SEA FELIZ, LIBRE Y SOBERANO. EL PUEBLO ARGENTINO HA EMITIDO UN CHEQUE AL GOBIERNO MILITAR, PERO NO EN BLANCO, Y CON UNA FECHA LIMITE, MAS ALLA DE LA CUAL SERA PERIMIDO. EL GR. GALTIERI, "PERON DE UN DIA", NO SALIO AL BALCON DE LA CASA ROSADA EL LUNES, SE PODIA OIR LA MARCHA PERONISTA Y OTROS CANTOS ALUSIVOS COMO: "LEVANTENOS MALVINAS" O "DICTADURA NO, GALTIERI ATENCION, LAS MALVINAS SON ARGENTINAS, EL PUEBLO ES DE PERON". EL GOBIERNO EN SILENCIO, EL GR. GALTIERI QUE SE CREE UN PERON, ESTA HOY EN UNA SITUACION MUY DIFICIL.

LOS COMANDOS BRITANICOS YA HAN DESEMBARCADO EN UNA REGION POCO POBLADA DE LAS MALVINAS. "UNA TENTATIVA DE TOMAR LAS ISLAS SERA HECHA DENTRO DE DOS O TRES DIAS". ESTA NOTICIA LANZADA POR EL TIMES FUE DESMENTIDA LUEGO POR EL MINISTRO DE DEFENSA, UN DESMENTIDO QUE SE TRANSFORMO EN "SIN COMENTARIOS" ANTES DEL ESTABLECIMIENTO DEL TOQUE DE QUEDA DE HECHO SOBRE TODAS LAS INFORMACIONES MILITARES. LAS NEGOCIACIONES ESTAN EN EL MISMO LUGAR Y EN BS.AS. SE RECHAZO NUEVAMENTE DE RECIBIR A HAIIG. COSTA MENDEZ HABLABA DE ENFRENTAMIENTO INMINENTE. EN LONDRES POR PRIMERA VEZ DESPUES DE LA CRISIS LOS LABORISTAS SE SOLIDARIZARON CON EL GOBIERNO.

LA SEMANA PASADA, LONDRES HABIA DESMENTIDO VARIAS VECES TODOS LOS RUMORES CONCERNIENTES AL DESEMBARCO EVENTUAL EN LAS GEORGIAS, HASTA EL DOMINGO ULTIMO, CUANDO YA SE LIBRABA UNA VERDADERA BATALLA EN LAS ISLAS.

TRES DIAS ANTES DEL DESEMBARCO EN LAS GEORGIAS, UN COMANDO DE DOCE HOMBRES HABIA DESEMBARCO SECRETAMENTE ALLI. SE SUPO LUEGO.

EL LUNES A LA NOCHE, WOODWARD DECLARO QUE ESTABAN LISTOS PARA EL GOLPE. "LA GEORGIA NO ERA MAS QUE UN APERITIVO, AHORA LLEGA EL GOLPE DE GRACIA, MI GRUPO ESTA BIEN PREPARADO PARA GOLPEAR. EL CALENTAMIENTO ANTES DEL GRAN MATCH SERA LA VICTORIA". SE MOSTRO SORPRENDIDO POR LA VELOCIDAD CON QUE LOS ARGENTINOS SE RINDIERON. "NOS DIJERON QUE ERAN DUROS, PERO RAPIDO TIRARON LA ESPONJA". "UAMOS A AISLAR LAS TROPAS DE LAS MALVINAS, COMO HEMOS HECHO CON LAS DE GEORGIA, DECLARO, ANTES DE ACONSEJAR A LOS ARGENTINOS QUE SE RETIREN.

3-LE FIGARO.

EL VIENTO CAMBIA EN ARGENTINA. LA TOMA DE LA GEORGIA DEL SUR POR LOS INGLESERES HA ENFRIADO EL ENTUSIASMO POPULAR DEL 2 DE ABRIL. EL PAIS RETORNA POCO A POCO LA REALIDAD COTIDIANA Y ENTIENDE HACER PAGAR AL GOBIERNO EL APOYO SIN RESERVA QUE LE ACORDO DURANTE ESTAS HORAS DIFICILES.

LA OPOSICION HABIA PREVENIDO AL GOBIERNO: EL PACTO DE LAS MALVINAS NO CONSTITUYA MAS QUE UNA TREGUA. GALTIERI LA APROVECHO, AHORA HAY QUE PAGAR LA CUENTA.

DURANTE MAS DE UN MES LA JUNTA CONSIGUIO HACER OLVIDAR UNA SITUACION ECONOMICA DESASTROSA. HOY LAS DIFICULTADES RESURGEN A LA SUPERFICIE Y LA GUERRA NO HA HECHO MAS QUE AUMENTAR LA DEUDA. LOS CAPITALES SE HAN EVADIDO, LAS DIVISAS SE TORNAV RARAS. EL GOBIERNO AVANZA SOBRE UNA CUERDA FLOJA. SUS DIAS PODRIAN ESTAR CONTADOS. UNA SOLA ALTERNATIVA SE LE OEREC: O BIEN ENCUENTRA URGENTE UNA SALIDA DE SOCORRO PARA SALIR DEL CONFLICTO DONDE SE ENCUENTRA SUMERGIDO O BIEN PROSIGUE SU ESCAPE ADELANTE CON LOS RIESGOS QUE ELLO CONPORTA. NO OBSTANTE ESTE CLIMA EXTREMADAMENTE TIENSO, LAS TRANSACCIONES CONTINUAN EN WASHINGTON. ESTA VEZ ADEUDADAS DE MISTERIO Y YA NO SON LAS AMERICANAS QUE TIRAN DE LOS HILOS. PLAZA DE MAYO BRITABA AYER UNA TENSION Y CUANDO HAIIG PROPUSO UNA VISITA MAS VENIRIA BUENOS AIRES PARA PRESENTAR UN PROYECTO DE ACUERDO ESTABLECIDO POR REAGAN. EL MINISTRO COSTA MENDEZ LE HIZO SABER QUE SU VISITA ERA NECESARIA POR EL MOMENTO.

A LOS RUSOS LES GUSTARIA MUCHO SACAR PROVECHO DE ESTE ENFRENTAMIENTO ENTRE ARGENTINA Y USA. NO DEBAN DE PONER UNO DOLCE A BUENOS AIRES PARA ATRACERSE SUS FAVORES. AYER ELLOS ANUNCIARON TAMBIEN QUE NO DEJARIAN A LOS INGLESERES INTERVENIR EN LAS MALVINAS.

NO OBSTANTE ELLO, LOS ARGENTINOS RECHAZAN TODA VIA DEJAR ENTRAR EL LOBO EN EL REDIL. PREFEREN APOYARSE POR AHORA, EN SUS 23 ALIADOS DEL PACTO INTERAMERICANO, UN PUNTO TRANQUILIZADOR. ARGENTINA NO TENDRIA INTENCION DE REQUERIR LA ASISTENCIA MILITAR TENDIENDO A NO INTERNACIONALIZAR EL CONFLICTO.

LOS LATINOAMERICANOS PREFEREN LA SOLUCION UNO.

NO OBSTANTE SU SIMPATIA POR LA ARGENTINA, LOS MAS GRANDES ENTRE LOS LATINOAMERICANOS, ESPECIALMENTE BRASIL, COMARTEN EN EFECTO, EL PUNTO DE VISTA DE EEUU: MAS VALE REMITIR EL PROBLEMA A LA ONU.

TODO ELLO NO IMPIDE QUE LA RETORICA ESTE INFLAMADA. COSTA MENDEZ PRONUNCIO TODAS LAS PALABRAS QUE HACEN VIBRAR EL TERCER MUNDO: "ARGENTINA HA QUERIDO CORTAR EL NUDO GORDIANO DEL COLONIALISMO". ELLA NO DEBE SER CALIFICADA DE INVASION YA QUE SOLO HA RETORNADO LO QUE LE PERTENECIA. EL AGRESOR ES G.B. QUIEN TRATA AL CONTINENTE AMERICANO COMO UN TERRITORIO CASALLO.

"ATCHER QUIERE LA SANGRE... LA BANDERA ARGENTINA QUE ES LA BANDERA DE LAS AMERICAS NO SERA QUITADA MIENTRAS RESIE LA ULTIMA GOTTA EN LAS VENAS DEL ULTIMO SOGADO ARGENTINO DEFENDIENDO LAS MALVINAS".

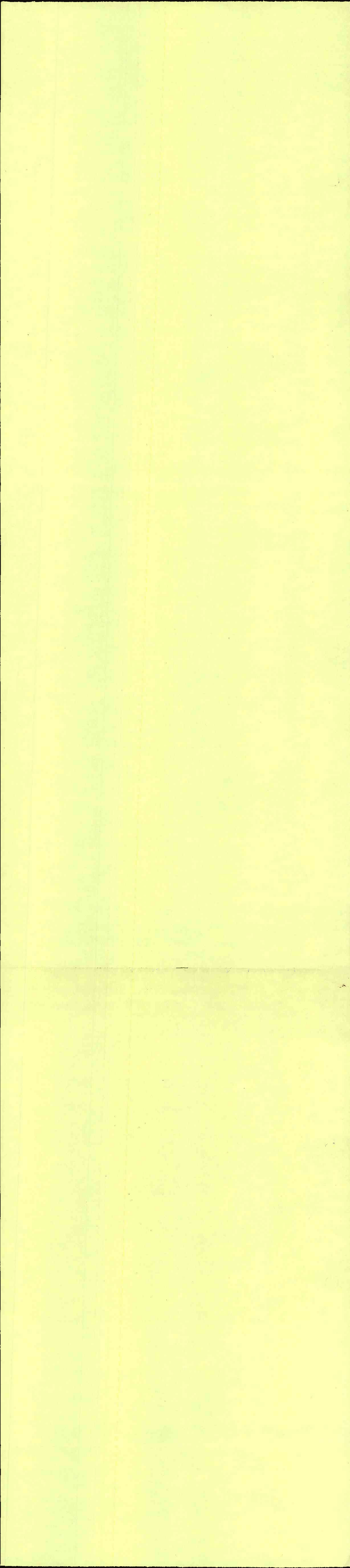
EL DELEGADO DE NICARAGUA MARXISTA FUE EL PRIMERO QUE LE PLE APLAUDIO CON TODA FUERZA EL REPRESENTANTE DE UN REGIMEN MILITAR AL QUE EL MES PASADO EL DENUNCIABA COMO INSTRUMENTO DEL IMPERIALISMO YANKI.

EL DISCURSO DE HAIIG FUE RECIBIDO POR UN SILENCIO GLACIAL. COSTA MENDEZ NO SE HABIA EQUIVOCADO, SABIA QUE LA ARGENTINA NO PUEDE ENCONTRAR ENTRE LOS 24 MIEMBROS DE LA OEA LA MAYORIA DE LOS DOS TERCIOS NECESARIOS PARA LA ADOPCION DE SANCTIONS. SE CUIDO DE RECLAMAR QUE G.B. SEA SANCIONADA PERSUADIENDO A LOS OTROS GOBIERNOS ESTAN OFENDIDOS A NO UNIR EL BASTO A LA PALABRA. SOLAMENTE PIDIO QUE LA SEA EXILIA EL RETIRO DE LAS TROPAS INGLESAS.

4-FRANCE SOIR

LOS ARGENTINOS PIENSAN SOBRE TODO EN SUS SOLDADOS, EN ESOS CONSCRIPTOS DE LA CLASE 82, CHICOS QUE HOY ESPERAN AL "VENENICO" EN EL FRIJO, ELLOS NO HABIAN PRACTICAMENTE ESCUCHADO NUNCA UN TIRO DE CANON, EL COMANDO DE LA ISLA ORGANIZO UN TIRO CON MUNCION DE GUERRA A FIN DE DARLES A SUS HOMEROS AL GLOA A POLVORA. ES SUFICIENTE ESTO Y CUANTO VALEN ELLOS FRENTE A ESTOS "MARINEROS" BRITANICOS DE CARRERA? LA JUNTA AVANZO DEMASIADO PARA RETROCEDER, SI LO HICIEPA SERIA LA REVOLUCION, TAMBIEN SERIA LA REVOLUCION SI LA OCUPACION DE MALVINAS SE TRANSFORMARA EN DERROTA MILITAR.

COMANDOS INGLESERES HARRIAN DESEMBARCADO Y ESTARIAN PREPARANDO EL TERRENO SOBRE MALVINAS. SU MISION ES EVALUAR EL ESTADO DE LAS FUERZAS ARGENTINAS SOBRE EL ARCHIPIELAGO. EN INGLATERRA, EL HEROE DEL DIA ES EL MAJOR B. SHERIDAN, IMPECABLE OFICIAL DE 34 ANOS QUE CONDUJO SU COMPANIA A LA VICTORIA EN GEORGIA NO VAGILANDO, UNA VEZ TERMINADA LA BATALLA, A INVITAR A CENAR A LOS OFICIALES ARGENTINOS VENCIDOS, Y PROPONERLES UN BRINDIS POR UN COMBATE QUE NO HIZO CORRER SANGRE. LA DANA DE RIFERO EN TANTO TIENE EN LA TEMPESTAD QUE SE MANTIENE A LO ANCHO DE MALVINAS, UN ARGUMENTO DE PESO: SI RECHAZAMOS DE COMPROMETER UNA ACCION MILITAR CONCRETADA EN PELIGRO LA VIDA DE NUESTROS SOLDADOS? SE DECIDI, EN LOS BUENOS INGLESERES LOS MARINEROS Y PARACATISTAS ESTAN SINTIENDO A UNA BODA PROEBA, MAS LA ESPERA CONTINUA MAS EL MAL DE MAR LOS DEBILITARA FISICA Y MORALMENTE. SI NO DESEMBARCAN RAPIDAMENTE, ESTARAN TAN ENFERMOS QUE MEJOR SERIA REEMPLAZARLOS POR PINGUINOS, BROMEARA UN ALTO FUNCIONARIO INGLES. C. CONCLUSIONES LOS COMENTARIOS DE PRENSA SON REALIZADOS SOBRE LA BASE DE LA INFORMACION INGLESA PROPORCIONADA Y TOMANDO COMO PARAMETROS, EL DESCONTENTO POPULAR ARGENTINO POR SU GOBIERNO Y LA FALTA DE VOLUNTAD DE LUCHA DE LA TROPA INSTALADA EN GEORGIA Y LA CAPACIDAD COMBATIVA DE LAS FUERZAS INGLESAS QUE CONQUISTARON LA ISLA SIN BAJAS. HACIENDUN BALANCE GENERAL DE LAS INFORMACIONES DE LA PRENSA FRANCESA, ESTAS SON NEGATIVAS PARA ARGENTINA. AGREMIARGE 2205CAR6TN AR ASNIFFRA 813819F



La décolonisation est aujourd'hui une idée vieille en Europe. La guerre anglo-argentine en donne la démonstration. Du côté du symbole, l'envoi d'une armada au sud du tropique du Capricorne et l'appui donné par les neuf autres membres de la CEE au blocus de l'Argentine prouvent que l'Europe a achevé le travail de son deuil colonial. Voici l'analyse de Jérôme Bindé.

IMAGINAIRE d'abord. On a trop vite vu, en effet, dans cet appareillage de la Navy mettant le cap sur l'hémisphère austral une « dérisoire et affolante aventure ». Ce théâtre mythologique ne se réduit qu'en apparence au renflement d'un rituel impérial et obsolète, échappé au bâillement des vieux livres de bord pour apaiser la rancœur de l'opinion ou la fronde parlementaire. Certes, on pouvait observer de loin, comme à la lunette, les rassemblements de Portsmouth ou les manifestations de Buenos Aires — auxquelles même les *montoneros* participaient — un peu comme s'il s'agissait de films rétro.

Comme toute mythologie, cet album d'images d'avant-guerre onirique (exhibant la caricature de ce que nous

pourrions appeler la « *britannicité* » et « *l'argentinisme* ») exhale des « essences » trop vraisemblables, malgré leur « folie », pour être véridiques. Du « *nègre saluant les couleurs du drapeau français* », photo parue il y a vingt-cinq ans dans *Paris-Match*, Barthes disait, définissant ainsi le mythe : « *Il n'y a plus qu'un signal bref, indiscutable.* »

Qui aurait pronostiqué, après l'échec de Suez et la rétraction de l'Empire à quelques atolls de chagrin, qu'un jour la Royal Navy cinglerait vers les mers du Sud, dans un remake parodique de la première bataille des Falkland de 1915 ? Qui aurait cru qu'un jour d'anciens gauchistes, des marxistes ou d'extérieurs mondistes soutiendraient la cause de l'empire britannique ?

Cette mutation qui brouille les clivages auxquels nous étions habitués, et cela jusque dans l'exsangue mouvement anti-impérialiste européen, ne peut être simplement expliquée par le fait que là-bas le tiers mondisme est incarné par un Etat féroce et totalitaire. Les Falklanders sont des Britanniques qui entendent le rester, et, qu'on le veuille ou non, le conflit austral met aux prises une démocratie (impériale certes, mais légitimée par la souveraineté populaire sur le terrain même du conflit) avec un Etat « anticolonial », mais en fait fasciste et expansionniste.

Une page de l'histoire est sans doute tournée : celle de la décolonisation et du « deuil colonial » qui l'avait suivie dans les mentalités collectives occidentales. Pour bien saisir cette révolution, je propose d'appliquer au champ de la psycho-histoire les hypothèses profondes de *Deuil et mélancolie*. Freud y comparait le « travail de deuil » (qui aboutit à se libérer, par un retrait du monde et le désinvestissement de l'action extérieure,

de la perte d'un objet d'amour ou de possession affective) avec la mélancolie, qui y ajoute la mésestime de soi et l'auto-accusation. Les grandes nations impériales ont vécu, avec la perte de leurs empires, un « travail de deuil », et même une mélancolie pathologique. Mais la levée du deuil date de ce printemps 1982.

Certes on peut donner du phénomène plusieurs interprétations : selon la première, à la psychose hallucinatoire des Argentins, qui les conduit, par identification avec leur ancienne métropole coloniale et à ses objets perdus, à revendiquer des territoires étrangers, que l'Espagne n'a occupés que pendant dix ans (1), et qui n'ont jamais appartenu à la réalité argentine, il faudrait opposer la « manie » anglaise, phase d'excitation néo-impériale succédant à la psychose maniaco-dépressive consécutive à la perte de l'empire, longue dépression qui avait lié toute l'énergie nationale, la concentrant sur le problème irlandais, les échecs sociaux et économiques, et la faisant abdiquer son rôle extérieur, comme en témoigne le grand abandon de ses bases militaires à l'est de Suez et dans l'hémisphère austral.

Notons toutefois que si cette hypothèse est exacte pour les Argentins, elle n'excuserait aucunement leur agression : car, à ce compte, la France serait à meilleur droit de revendiquer le Québec ou les Seychelles, les îles Anglo-Normandes et le Val d'Aoste, et pourquoi pas toute l'Europe de Napoléon. Et il ne suffit pas de voir dans la riposte anglaise un sursaut d'agitation maniaque. A moins que toute l'Europe et les Nations unies n'aient été saisies du même délire. Plutôt qu'une psychose collective, il faudrait y voir la conclusion d'un deuil. C'est au cas où l'Angleterre serait restée les bras ballants face au micro-Anschluss qu'elle aurait risqué de sombrer pour de bon dans la mélancolie suicidaire. Il lui fallait passer à l'action pour éviter un passage à l'acte, un *acting-out* contre elle-même, ou une désagrégation de sa conscience nationale. Si maintenant elle reculait, ce serait le symptôme du caractère définitif de la décadence européenne.

On a donc bien tort de voir un simple spectacle folklorique là où se joue le sort symbolique de deux nations. Les slogans : « *Malvina, ma fille* » ou « *Nous sommes tous des Falklanders* » nous font oublier que le conflit austral constitue le premier modèle des futures crises qui naîtront des rivalités nationales pour la possession des

sciences et avenir



Les aphrodisiaques existent-ils ?

Mandragore, œufs de moineau, céleri, chocolat, muscivette, ambre gris, ginseng, cantharide, amanite tue-mouche, marijuana, opium, cocaïne, alcool, amour, eau fraîche - qu'est-ce qui fait de l'effet et qu'est-ce qui est simple placebo ? Quel sorte d'effet ? Sur qui ? Dans quelles conditions ? Sciences et Avenir fait le point des données scientifiques sur la libido : endocrinologie, neurophysiologie et... psychiatrie. Un dossier démystificateur mais d'où sortent deux gagnants : le cerveau et l'amour.

Au même sommaire : L'arsenal nucléaire français - Prévention du cancer : l'ébauche d'une stratégie.

comme celles présentes en Géorgie du Sud ont été isolées », a-t-il déclaré, avant de conseiller aux Argentins de se retirer maintenant.

Margaret Thatcher n'a toutefois pas renoncé à poursuivre les négociations avec Buenos Aires. Tout en se disant intraitable sur la souveraineté britannique et sur le droit des habitants des Malouines à l'autodétermination, elle a fait deux ouvertures, en envisageant la supervision d'un retrait argentin par une tierce partie, et en n'excluant pas la présence du drapeau argentin sur les îles s'il n'est pas un symbole de souveraineté.

« Tout changerait, a-t-elle déclaré, si le ministre argentin des Affaires étrangères (Costa Mendez) acceptait de retirer ses troupes des Malouines. Notre force d'intervention se retirerait dès qu'il aurait fini de retirer ses forces. Cela leur sauverait certainement la face : leurs troupes se retireraient, les nôtres aussi. Et alors nous reprendrions les négociations. »

Hier soir, quelques heures avant la tenue d'un nouveau cabinet de guerre, le gouvernement britannique semblait profondément divisé. Apparemment, la décision d'envahir les Malouines n'avait toujours pas été prise. Mais Margaret Thatcher a catégoriquement rejeté la suggestion du leader de l'opposition travailliste, Michael Foot, de dépêcher aux Nations unies le secrétaire au Foreign Office, Francis Pym, afin de solliciter une médiation de l'ONU.

« La seule chose que l'on pourrait demander au secrétaire général de l'ONU est de faire appliquer la résolution 502 du Conseil de sécurité. » Adoptée le 3 avril, elle demande, entre autres, le « retour immédiat de toutes les forces argentines des îles Falkland ».

« The dinner is served »

« **W**ELCOME gentlemen, the dinner is served. » Les Britanniques ont envahi et reconquis la Géorgie du Sud. Mais ils ont eu le fair play de ne pas humilier les vaincus. Après que les Argentins se soient rendus, le lieutenant-colonel Tim Donkin a invité les deux officiers argentins responsables de la base de Grytviken et du sous-marin Santa Fe (qui venait d'essuyer les tirs des hélicoptères britanniques) à monter à bord de son navire. Pour un repas somptueux, que les Argentins ont apparemment apprécié. Avant de s'en aller, ceux-ci ont tenu à remercier leurs hôtes pour l'attitude humanitaire des Britanniques à l'égard des prisonniers argentins.

LES royal marines auront de quoi lire. Neuf mille livres — essentiellement des romans et des récits de guerre — ont été rassemblés lundi à Southampton pour les soldats de la Navy. Ils seront envoyés sur place au cours de la semaine.

ELLE s'appelle Sarah Kennedy. Elle est blonde, belle et souriante. Elle a renoncé à son week-end pour accepter son nouveau job : chaque lundi, mercredi et vendredi, Sarah enverra des messages radio aux marines, du genre : « Loving you, missing you, come home soon. » Quant aux émissions hebdomadaires spéciales (du même genre) de la BBC destinées aux kelpers, elles vont devenir quotidiennes.

LES chercheurs britanniques sont scandalisés. Une vingtaine de leurs collègues argentins, qui se sont établis il y a six ans à South Thule, une toute petite île de l'archipel (britannique) de South Sandwich — 450 milles au sud-est de South Georgia — ont osé « importer » une femme enceinte. Afin que le bébé qui viendra bientôt au monde puisse dire un jour : je suis argentin, je veux vivre ici, South Thule fait partie de l'Argentine. Le très officiel Falklands Office de Londres a fait savoir au gouvernement de Margaret Thatcher qu'il aurait dû envoyer des marines à South Thule depuis longtemps, pour chasser les envahisseurs argentins.

REX HUNT, ex-gouverneur des Falkland, a certes promis lundi l'aide du gouvernement britannique aux kelpers — les habitants des îles contestées — désireux de regagner l'Angleterre, sur les ondes de la BBC. Il n'a pas précisé que, depuis son retour précipité il y a quatre semaines,

il n'a toujours pas réussi à trouver un logement, et qu'un parlementaire du Parti social-démocrate a interpellé à ce sujet Maggie Thatcher. Celle-ci a promis de se charger personnellement de l'affaire.

IL y a des traîtres chez les « lions ». Un marin a été condamné lundi soir, à bord du porte-avions Hermes, à une amende de 361 livres pour désertion. Agé de vingt-cinq ans, il avait déserté avant le départ du porte-avions à Portsmouth. Repris, il a été embarqué sur l'Hermes à l'escale de l'île d'Ascension.

HONG-KONG vole au secours de la couronne britannique. Quatre cents marins de cette possession britannique, employés sur des navires auxiliaires de la flotte britannique, sont en route pour les Malouines, dans le cadre des mesures d'appui à la Royal Navy. La plupart d'entre eux étaient en mer ou en Grande-Bretagne avant de partir vers les mers du Sud.



TROUVEZ, ACHETEZ, VENDEZ, ECHANGEZ tout ce que vous désirez grâce aux petites annonces du **MATIN**

336 f. 298/10

TRADUCCION

La descolonización es hoy una idea jieva en EUROPA. La guerra anglo-argenti
na da la demostración. Por el lado de los símbolos, el envío de una flota
al sur del trópico de Capricornio y el apoyo dado por los otros nueve miem
bros de la CEE con el bloqueo a la ARGENTINA, prueban que EUROPA ha termi
nado con su duelo colonial. Vemos aquí el analisis de JEROME BINDE.

Imaginario ante todo. Se vió en seguida , en efecto, en este aparataje
de la NAVY rumbo hacia el emisferio austral " una derisoria y enloquece
dora aventura" .

Esta mutación que enturbia las hendiduras a las cuales estabamos acostumbra
dos, y ello hasta el movimiento exangüe movimiento anti-imperialista euro
peo no puede ser explicado simplemente por el hecho que allá el Tercer Mun
do está representado por un Estado ferozmente totalitario. Los "falklanders
son británicos que quieren quedar como tales (y que se quiera o no , el
conflicto austral enfrenta una democracia (imperial ciertamente, pero le-
gítima por soberanía popular en el terreno mismo del conflicto), con un
Estado "anticolonial" pero de hecho fascista y expansionista .

Una página de la historia se dá vuelta: la de la descolonización y del
duelo colonial. Para entender bien esta revolución propongo aplicar en
en campo de la psico-historia las hipótesis profundas de Duelo y Melanco
lía. FREUD comparaba el "trabajo del duelo" (que llega a liberarse, por
una retracción del mundo y una no inversión de la acción exterior, de la
perdida de un objeto de amor o de posesión afectiva) con la melancolia,
agregando una desestima de si mismo y la auto acusación. Las grandes nacio
nes imperiales han vivido con la pérdida de sus imperios un trabajo de due
lo y hasta también una melancolia patológica. Pero el fin del duelo data
de esta primavera de 1982.

Ciertamente se pueden dar diferentes interpretaciones a éste fenómeno:
la primera psicosis alucinatoria de los argentinos, que los conduce por
identificación con su antigua metropolis colonial, y a sus objetos perdi
dos a reivindicar territorios extraños, que ESPAÑA no ocupó más que 10
años, y que no pertenecieron jamás a la realidad argentina, habría que

374. 999 (8)

oponer a ello la manía inglesa, fase de excitación neo-imperialista que sucede a la psicosis maniaco depresiva consecutiva a la pérdida del imperio , larga depresión que había atado toda la energía nacional, concentrándola sobre el problema irlandés, los fracasos sociales y económicos, y haciéndola abdicar de su rol exterior, como lo testimonia el gran abandono de las bases militares ubicadas al este de SUEZ y en el emisferio austral.

Notemos de todas formas que si esta hipótesis es cierta para los argentinos no justifica de ninguna manera su agresión: puesto que desde ese punto de vista FRANCIA tendría todo el derecho de reivindicar el QUEBEC o las SEYCHELLES y por qué no toda la EUROPA de NAPOLEON. No basta con ver en la respuesta británica una agitación maniaca. A menos que toda EUROPA y las NACIONES UNIDAS sufran del mismo delirio. Más que de una psicosis colectiva habría que ver que se trata del fin de un duelo.

Si se echara atrás ahora se vería el sintoma de caracter definitivo de la decadencia europea.

El folklore que se puede encontrar en este conflicto nos hace no ver claramente en el que es el modelo de las futuras crisis que nacerán de las rivalidades nacionales para las posesiones....

COMO RETOMAR LAS MALVINAS ?

Londres. Un desembarco en las dos islas principales del archipiélago de las Malvinas es una de las opciones militares que se ofrece ahora a Thatcher. El Ministerio de Defensa desmintió categóricamente las informaciones publicadas en el Times del 27 de Abril, y según las cuales un pequeño grupo de soldados británicos ha puesto pie en las islas con el fin de preparar el desembarco. Estas tropas podrían pertenecer a los comandos especiales de la marina, los "S.B.S.", que fueron puestas en G. del Sud cuatro días antes del asalto final. El Times indica todavía que el Alte Woodward, Cte de la Fuerza de Intervención, dispone de todos los poderes para decidir del momento de un desembarco. Unicamente un ataque de Puerto Stanley depende de la decisión del gobierno.

Sea como fueren los preparativos, Woodward reforzó las especulaciones sobre la inminencia de un desembarco declarando: "La operación en G. del Sud no es más que una entrada. Ahora llega el plato fuerte". G.B. parece tener la elección entre un bloqueo naval prolongado que haría difícil la vida de la guarnición argentina (estimada en 10.000 hombres), pero que no sería suficiente para desalojarla, o una intervención rápida. La próxima decisión podría ser el emplazamiento de un bloqueo aéreo completando el bloqueo naval en la zona de 200 millas alrededor del archipiélago, decretado al principio del conflicto.

LA RECONQUISTA DE LA GEORGIA DEL SUD.

En teoría, la aviación argentina, que sólo está en algunas centenas de km de sus bases en el continente, dispone de una evidente superioridad. La fuerza de intervención británica posee por el momento una veintena de cazadores Harrier (veinte otros son esperados en dos semanas), pero la flota está equipada con misiles antiaéreos que deberían asegurarle el control del espacio aéreo al menos en un sector limitado indispensable para un desembarco.

La operación podría tener lugar en la isla occidental de las Malvinas o en el estrecho que separa a las dos islas principales. Las Malvinas ofrecen una cantidad infinita de pequeñas entradas que los Argentinos no están en condiciones de controlar completamente. Sin embargo se pregunta en Londres si el dominio del espacio aéreo necesario para el éxito de un desembarco no supone el bombardeo de las bases aéreas en la misma Argentina, con todos los riesgos de escalada que tiene tal decisión.

Comparado a este riesgo, la reconquista de G. del Sud aparece como una simple "escaramuza", que terminó según el Ministro de Defensa, con un solo herido: un marino del submarino argentino SANTA FE, a quien se le debió amputar una pierna. Al volver a poner el comando de reconocimiento el domingo al alba, los helicópteros británicos repararon el submarino a 5 millas de la costa. Enseguida, el Comandante en Jefe decidía que el navío representaba una amenaza. Se enviaron helicópteros de repuestos para atacar al submergible que iba al puerto de Grytviken, dejando escapar aceite y humo, antes de hundirse lentamente. Este submarino llevaba refuerzos a G. del Sud.

EL CONFLICTO ANGLO-ARGENTINO

WASHINGTON: HAIG NIEGA EL RECURSO AL TRATADO INTERAMERICANO DE ASISTENCIA.

Los EEUU están todavía en posición de jugar de mediadores en el conflicto de las Malvinas ? La intervención de Haig fue recibida con un silencio glacial, mientras que Costa Mendez acababa de provocar largos y ruidosos aplausos.

Hay que decir que Haig no se fue por cuatro caminos. En lugar de hacer vibrar la fibra Americana como los otros oradores, expuso friamente la posición de su país, sugiriendo que era a aceptar o no.

Primera afirmación: si Argentina tiene sus razones en el conflicto de las Malvinas, Gran Bretana también. La primera está "frustrada por lo que considera como años de negociaciones sin resultados", la segunda "subraya que posee las islas desde hace tiempo y afirma que los deseos de los habitantes deben ser respetados".

Segunda verdad, todavía más dura: es Argentina y no Gran Bretana quien abrió las hostilidades. "Ha habido uso de la fuerza por un Estado Americano", dijo Haig, antes de rechazar la tesis de Bs As según la cual todo el continente debe acudir al socorro de un país agredido. "Deberíamos aprovechar de estos procedimientos de arreglos pacíficos a nuestra disposición en este forum, afirmó el Secretario de Estado. No sería apropiado ni eficaz tratar este conflicto en el marco de la seguridad colectiva prevista por el tratado de Río".

Haig no hizo más placer a la Argentina y a sus amigos al declarar: "La guía más segura para un arreglo pacífico debe encontrarse en la resolución 502 del Consejo de Seguridad", que prevé, especialmente "un retiro inmediato de las tropas argentinas".

El Secretario de Estado se permitió poner doblemente en guardia a los países latinoamericanos. Primero, recordando sus querellas internas y los peligros del recurso a la fuerza: "Todos sabemos cuántos miembros de la OEA se han comprometido en una disputa territorial con uno o varios vecinos..." Luego, evocando la amenaza comunista: "Los enemigos del Oeste podrían encontrar nuevas ocasiones para ejercer su influencia sobre el continente americano".

Habiendo dicho todo eso a sus colegas, Haig siguió diciendo: "Los EEUU quedan a la disposición de las dos partes. En esta hora crítica, estamos tratando de redoblar nuestros esfuerzos de paz".

Pero algunos observadores estiman que una mediación americana será muy difícil después de esta intervención. Ven el comienzo de un deslizamiento de los EEUU hacia su aliado natural G.B.

Sería sin embargo una contradicción con la preocupación constante de Washington, desde hace tres semanas, de resolver rápido el conflicto para no tener que elegir un campo. Si Haig estuvo tan claro el lunes, se debe tal vez porque sabe que su país sigue siendo el mejor colocado para ejercer una mediación. Pero una mediación que se han dado cuenta en EEUU -después de dos semanas de tanteos- que no podía tener como interlocutor a COSTA MENDEZ. Este, se afirma ahora en privado- no tiene ningún poder en Bs.As. Solamente la

EX-100

EX-100

EX-100

Junta está en condiciones de negociar.

EL DESPERTAR DE SENTIMIENTOS ANTI-EUROPEOS.

Durante la sesión del lunes, Argentina recibió el apoyo total de Venezuela (que tiene intereses en la Guyana ex-británica) y del Panamá (en desacuerdo con los EEUU con respecto al canal). Se escucharon intervenciones más moderadas del Perú y de Honduras, así como un apoyo bastante inconsistente del Brasil.

Los Argentinos habían preparado durante la mañana un proyecto de resolución. Solo diez miembros del TIAR (sobre 21) estaban decididos a firmarlos. Era necesaria una mayoría de 14 para decidir las sanciones contra G.B. o un apoyo militar a la Argentina. Esta mayoría no existe.

En su intervención, Costa Mendez no propuso ni sanciones ni reclamando la aplicación del tratado de Río. Solamente pidió que la flota británica deje inmediatamente el Atlántico sud y que los europeos del Oeste restablezcan relaciones económicas normales con su país.

Al no reclamar, en suma, nada a los otros países americanos, Costa Mendez podía pronunciar un discurso muy duro. Denunció "la presencia de una flota colonial venida del viejo continente" que amenaza "la paz de América y la integridad territorial de la Argentina".

Ninguna concesión debía ser hecha en este discurso. "La bandera argentina, que es la bandera de los Americanos, no bajará mientras quede una gota de sangre en las venas del último soldado argentino que defiende las islas Malvinas, aseguró el Ministro. "En esto comprometo mi honor".

Costa Mendez no fue el único orador a confundir Argentina y América por una parte, G.B. y Europa por otra. El Ministro Venezolano lanzó un ataque en regla contra el viejo continente, denunciando al paso el derecho de veto de ex-imperios colonialistas en el consejo de seguridad... Llama la atención, en efecto, desde hace tres semanas, el despertar de sentimientos anti-europeos en el seno de la OEA, aún si el apoyo a la Argentina es muchas veces verbal y cargado de suposiciones.

ROBERT SOLE

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

3417 302 17
LE MONDE, Miércoles, 28 de Abril de 1982.-

LASSECCIONES ESPECIALES DE ASALTO.

"POR LA FUERZA NO, POR LA ASTUCIA"

Un grupo de hombres, perteneciente a los célebres y misteriosos S.B.S., comandos especiales de la marina, prepararon en tres días el desembarco británico del domingo 25 de Abril en la isla principal de G. del Sud.

Doce de entre ellos fueron dejados el jueves, en plena noche y en un frío glacial, por un submarino a propulsión nuclear, a proximidad de las costas de esta isla montanosa y batida por el viento, que ganaron a bordo de sus canoas. Durante tres días, han espiado los menores gestos del destacamento argentino estacionado en el islote. transmitiendo por radio informaciones que aseguraron aparentemente el éxito de la operación.

Estos comandos especiales de la marina adquirieron una gran celebridad durante la última guerra mundial yendo a nado, en cualquier tiempo, a minar los navíos de la flota alemana. Les dieron el sobrenombre de "héroes de los caracoles", colocando minas-ventosas en la coque de sus blancos.

Desde entonces, han seguido un entrenamiento intensivo y están basados no solo en el Norte de Escocia, sino igualmente, según Daily Mail, en Noruega, donde tienen plataformas petroleras contra cualquier eventual ataque terrorista.

La costumbre del secreto es tal entre estos comandos, que tendría alrededor de 400 hombres, que no se está del todo seguro del significado de la sigla S.B.S. Algunos diarios afirman que estas iniciales significan "Special Boat Squadrons" (escuadrones especiales del mar), otros "Special Boat Sections" (Secciones Especiales del mar).

No usan su insignia, una rana cruzada, más que entre ellos, en el caso. La divisa resume muy bien el objetivo habitual de sus misiones: "Por la fuerza no, por la astucia".

El Comandante decidía también adelantar la hora del desembarco, dando la orden de un bombardeo a los tres navíos de la Royal Navy, operación destinada a desmoralizar la guarnición argentina. Los helicópteros desembarcaban algunos ciento veinte soldados y fusileros marinos británicos. Menos de dos horas después, la resistencia de los Argentinos, calificada de "limitada y menos que entusiasta" se debilitaba y la bandera blanca era izada.

ESTA BIEN LO QUE TERMINA BIEN.

El Comandante proponía entonces al pequeño grupo de 16 militares y 38 civiles argentinos que se encontraban a 15 km de Grytviken, en la estación ballenera de Leith, rendirse. Los militares se negaban, pero debían finalmente ceder el lunes a primeras horas, bajo la presión de un comando de fusileros marinos. A las 0900, los Británicos tenían el control total de la isla.

Está bien lo que termina bien, parecía decir el portavoz del Ministerio de Defensa: mientras que se tiraba todavía en Leith, el Cte del submarino y el Cte de la Gción argentina fueron invitados a cenar a bordo de uno de los navíos de Su Majestad. Doscientos prisioneros serán enviados de vuelta desde que tengan medios de transportes disponibles.

3434 304 (b)

LE MATIN 28 de abril de 1982

Meteo censurada

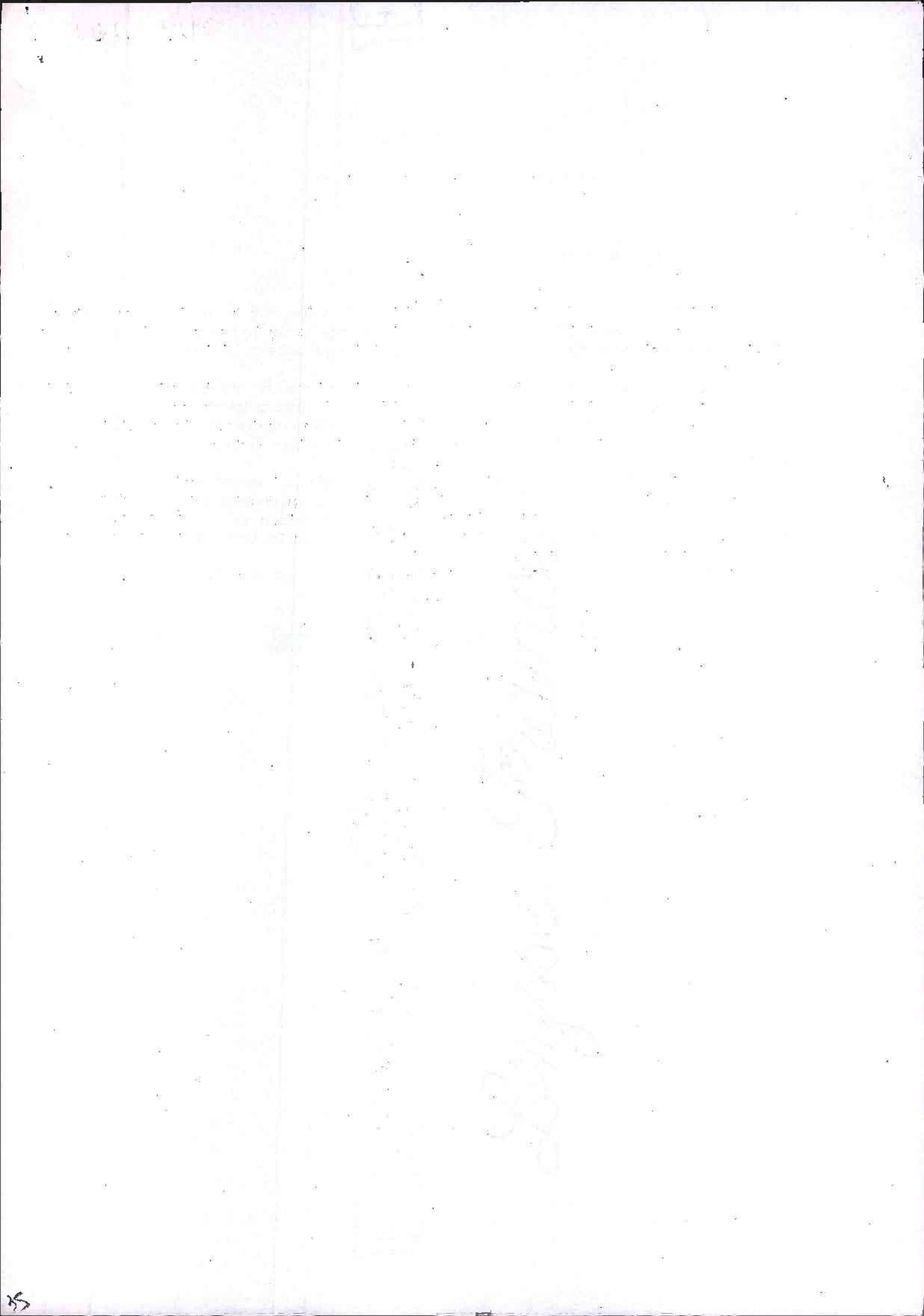
La oficina de meteorología de Londres bien conocida por todos los navegantes del mundo por la precisión de sus informaciones en todos los mares del mundo, parecía ignorar curiosamente todo sobre las condiciones meteorológicas en el Atlántico Sur.

"No se trata acaso de las Falkland? pregunta inquieto un funcionario de servicio. "Usted sabe, las condiciones en esta estación están generalmente muy perturbadas. Por el momento, no estamos en condiciones de proporcionar más precisiones por lo menos en el tiempo que los argentinos se imaginen estar en estado de urgencia" Se rió.

Desde la invasión a las Malvinas por la Argentina, los meteorólogos que se encontraban allí, no han enviado más informaciones. En cuanto a los satélites y otros puestos de información, oficialmente no comunican nada. Ni siquiera la Navy, que navega alrededor de las Malvinas, no habría transmitido informaciones a la oficina meteorológica.

Como si ayer la meteo, también, hubiera estado golpeada por la censura.

de un artículo de John Howe



Météo censurée

De notre correspondant à Londres

LE Bureau météorologique de Londres, connu de tous les navigateurs du monde pour la précision de ces renseignements sur toutes les mers du monde, semblait hier curieusement tout ignorer des conditions météo actuelles sur l'Atlantique-Sud.

« Ne s'agit-il pas des Falkland ? », demande inquiet le fonctionnaire de service. « Vous savez, les conditions en cette saison sont généralement très perturbées. Pour le moment, nous ne sommes pas en mesure de fournir plus de précisions, au moins aussi

longtemps que les Argentins s'imagineront être en état d'urgence. » Il rit.

Depuis l'invasion des Malouines par l'Argentine, les météorologues britanniques qui s'y trouvaient n'ont plus envoyé de rapports. Quant aux satellites et aux autres postes d'observation, officiellement, ils ne communiquent rien. Même la Navy, qui croise autour des Malouines, n'aurait pas transmis d'information au Bureau météorologique. Comme si hier la météo, elle aussi, était frappée par la censure.

John Howe

Avril

millions de manchots empereurs et d'otaries dont il est douteux qu'ils se constituent jamais en fronts de libération. On a parlé du pétrole des Falkland. Mais ces gisements ne sont rien, comparés aux Eldorados que recèle le continent antarctique. Or le pôle Sud est régi par un traité bancal de 1959, qui démilitarise et internationalise la région, y favorise la coopération internationale scientifique, mais prend acte des prises de possession unilatérales des vieilles puissances coloniales — tout en gelant le contentieux qui porte sur les « quartiers » du pôle Sud. La crise pourrait donc être le détonateur de la future crise antarctique. Car le traité est fort mal respecté. Et l'Argentine, en concurrence avec le Chili — d'où la position des fascistes de Santiago — revendique précisément la zone britannique antarctique, au nom de la « contiguïté territoriale ». Quant aux exclus du traité, ils demandent l'internationalisation

de ces îles accèdent à l'indépendance, elle est peu viable. Bref, la nouvelle frontière du capital, aujourd'hui, ses Amériques désertiques, ce sont les continents perdus des Atlantides ou des Antarctiques. L'exploitation des nodules métalliques des grands fonds est déjà très sérieusement à l'étude. Avec la robotisation du nouveau génie sous-marin, elle deviendra dans vingt ans une immense source de richesse. Le pétrole sous-marin représente déjà 20 % de la production mondiale. L'avenir que « saisit » la crise australe est donc déjà notre présent. D'où sa valeur de test, pour l'Europe comme pour les puissances nouvelles, et les deux super Grands. Car l'impérialisme, aujourd'hui, est multipolaire. Ses lignes de faille passent aussi à l'intérieur du tiers monde, reléguant ses laissés pour compte et ses damnés dans le « quart monde ».

BUENOS AIRES: Una reunión sindical se vuelve una manifestación contra la dictadura.

Bs.As. La gran mayoría de los Argentinos piensan que la paz retrocedió desde el domingo, pero continúan considerando la guerra como una eventualidad lejana. Se habla mucho de la "agresión" de G.B. y las expresiones de solidaridad no faltan por los héroes de Gryt-viken y de Port-Leith (oficialmente los combates continúan en la isla G. del Sud). Sin embargo, 48 horas después del ataque británico, no se puede decir que el clima sea de movilización para afrontar al enemigo exterior. La reunión organizada el lunes 26 de abril en la plaza de Mayo por las dos centrales peronistas, tenía de todos modos algo de irreal...

Las 15.000 personas presentes daban mucho más la impresión de repetir esta vez con toda libertad, el meeting duramente reprimido del 30 de marzo, que de apretar las filas frente al "agresor" británico. Se escucharon, sobre todo al principio, gritos hostiles a G.B. y EEUU y algunos "Argentina, Argentina", pero rápidamente los slogans contra el régimen dominaron.

A algunos metros granaderos que hacían guardia a la entrada del palacio presidencial, se podía leer: "Malvinas, si, Proceso, no" (Se trata del Proceso de reorganización nacional), o más simplemente "Basta". Un poco más lejos, la Juventud Peronista agitaban un inmenso retrato ... de Isabelita Perón. Los manifestantes cantaban en medio de la alegría general "Galtieri, Galtieri, atención, Malvinas Argentinas, el pueblo con Perón" o: "Aceptamos las Malvinas pero no la Dictadura", bajo la mirada aparentemente indiferente de las fuerzas del orden. Pudieron por otra parte, sin dificultad descender en cortejo una de las principales avenidas que conducen a la plaza de Mayo, a los gritos de "Se va a terminar, se va a terminar, la dictadura militar..."

Esta manifestación confirma que la reconquista de las Malvinas no volvió al régimen militar más popular. Pero se habría desarrollado de la misma manera si el balcón de la Casa Rosada no hubiera quedado silencioso? El Gr1 Galtieri tenía una excelente ocasión, después de la ofensiva lanzada por G.B., de unir el pueblo argentino y sus jefes militares. Manifiestamente el Cte del Ej no quiere arrojar aceite sobre el fuego. Esta actitud es sin embargo criticada por un número creciente de oficiales que desean a la vez más firmeza ante los EEUU acusados de defender los intereses de G.B., y más de inteligencia política para sacar partido de la fiebre nacionalista provocada por la operación del 2 de Abril.

JACQUES DESPRES.

Cdo J Ej — EMGE
Jef II - Icia - Dpto Ext

3840

Fecha-Hora recepción

281500 ABR 86

2994

39

Destino Interno	1	2	3	4	Nro	Fecha Hora	Recibido por
Proceder	CS						
Verme previo estudio					1		
Verme con antecedentes					2		
Preparar contestación					3		
Integrar al caso					4		
Proponer acción a tomar					<u>OBSERVACIONES</u>		
Tomar conocimiento							
Coordinar							
Explotación y registro							
Carta de Situación							
Parte Subversivo							
IIIP							
Reunión Informativa							
Difundir a:							
— Secr Grl							
— B Icia 601							
— FAA							
— ARA							
— Jef III - Op							
— Dpto Int							
Archivar							

J Dpto

2do J Dpto

[Handwritten signature]

3-20-50



RECEIVED

3002 2/3/82 39 113626

NP
22056ARGTH AR 6
22056ARGTH AR
AGMIFRA 613819F
DE: AGREMIARGE FRANCIA
PARA: ESMAYORDOS-DPTO EXT-

AM FR 397/82-SINTESIS DE PRENSA DEL 28 ABR 82 SOBRE MALVINAS.

A-PRENSA FRANCESA-PRINCIPALES TITULARES.

- 1-BUENOS AIRES: UNA REUNION SINDICAL SE VUELVE UNA MANIFESTACION CONTRA LA DICTADURA.
- 2-COMANDO S INGLES HABRIAN DESEMBARCADO.
- 3-LOS CONSCRIPTOS QUE DEFIENDEN LAS ISLAS NO HAN ESTADO JAMAS BAJO EL FUEGO.
- 4-MALVINAS: EL PUNTO DE NO RETORNO?
- 5-ARGENTINOS Y BRITANICOS FRENTE AL COSTO DE UNA GUERRA.

B-COMENTARIOS MAS IMPORTANTES.

1. LE MONDE.
BS.AS. LA GRAN MAYORIA DE LOS ARGENTINOS PIENSAN QUE LA PAZ RETROCEDIO DESDE EL DOMINGO, PERO CONTINUAN CONSIDERANDO LA GUERRA COMO UNA EVENTUALIDAD LEJANA. SE HABLA MUCHO DE LA "AGRESION" DE GRAN BRETANA Y LAS EXPRESIONES DE SOLIDARIDAD NO FALTAN POR LOS HEROES DE GRITVIKEN Y DE PORT-LEITH (OFICIALMENTE LOS COMBATES CONTINUAN EN LA ISLA G. DEL SUD). SIN EMBARGO, 48 HORAS DESPUES DEL ATAQUE BRITANICO, NO SE PUEDE DECIR QUE EL CLIMA SE A DE MOVILIZACION PARA AFRONTAR AL ENEMIGO EXTERIOR. LA REUNION ORGANIZADA EL LUNES 26 DE ABRIL EN LA PLAZA DE MAYO POR LAS DOS CENTRALES PERONISTAS, TENIA DE TODOS MODOS ALGO DE IRREAL...

A ALGUNOS METROS DE GRANADEROS QUE HACIAN GUARDIA A LA ENTRADA DEL PALACIO PRESIDENCIAL, SE PODIA LEER: "MALVINAS, SI, PROCESO, NO" (SE TRATA DEL PROCESO DE REORGANIZACION NACIONAL), O MAS SIMPLEMENTE "BASTA". UN POCO MAS LEJOS, LA JUVENTUD PERONISTA AGITADA UN INTENSO RETRATO... DE ISABELITA PERON. LOS MANIFESTANTES CANTABAN EN MEDIO DE LA ALEGRIA GENERAL "GALTIERI, GALTIERI, ATENCION, MALVINAS ARGENTINAS, EL PUEBLO CON PERON" O: "ACEPTAMOS LAS MALVINAS PERO NO LA DICTADURA". BAJO LA MIRADA APARENTEMENTE INDIFFERENTE DE LAS FUERZAS DEL ORDEN, PUDIERON POR OTRA PARTE DESCENDER SIN DIFICULTAD EN CORTEJO UNA DE LAS PRINCIPALES AVENIDAS QUE CONDUCE A LA PLAZA DE MAYO, A LOS GRITOS DE "SE VA A TERMINAR, SE VA TERMINAR, LA DICTADURA MILITAR..."

ESTA MANIFESTACION CONFIRMA QUE LA RECONQUISTA DE LAS MALVINAS INVOLVIO AL REGIMEN MILITAR MAS POPULAR. PERO SE HABRIA DESARROLLADO DE LA MISMA MANERA SI EL BALCON DE LA CASA POSADA NO HUBIERA QUEDADO SILENCIOSO? EL GRAL GALTIERI TENIA UNA EXCELENTE OCASION, DESPUES DE LA OFENSIVA LANZADA POR G.B., DE UNIR EL PUEBLO ARGENTINO Y SUS JEFEES MILITARES. MANIFIESTAMENTE EL CTE DEL EJ NO QUIERE ARROJAR ACEITE SOBRE EL FUEGO. ESTA ACTITUD ES SIN EMBARGO CRITICADA POR UN NUMERO CRECIENTE DE OFICIALES QUE DESEAN A LA VEZ MAS FIRMEZA ANTE LOS EEUU ACUSADOS DE DEFENDER LOS INTERESES DE G.B., Y MAS DE INTELIGENCIA POLITICA PARA SACAR PARTIDO DE LA FIEBRE NACIONALISTA PROVOCADA POR LA OPERACION DEL 2 DE ABRIL.

2. LE MATIN.

DIEZ MIL MANIFESTANTES ALLANADO DE LOS SINDICATOS PERONISTAS, LE GRITARON A GALTIERI QUE EL NO HABIA RECIBIDO UN "CHEQUE EN BLANCO".

NO HAY QUE CONFUNDIR, DIJO UBALDINI. LA UNIDAD NACIONAL SE HA HECHO Y SE HARA CUANDO SE TRATA DE DEFENDER A LA PATRIA. LA PRESENCIA DE LOS BRITANICOS EN LAS MALVINAS LA LLEVAMOS PESADAMENTE EN EL CORAZON DESDE HACE MUCHAS GENERACIONES. HACE UN SIGLO Y MEDIO QUE NOS DUELE ESA HERIDA. NOSOTROS SOSTENEMOS FIRMEMENTE A LA ARMADA, A LOS SOLDADOS PERO NO AL REGIMEN MILITAR NI A SU POLITICA. QUEREMOS QUE EL PUEBLO SEA FELIZ, LIBRE Y SOBERANO. EL PUEBLO ARGENTINO HA EMITIDO UN CHEQUE AL GOBIERNO MILITAR, PERO NO EN BLANCO, Y CON UNA FECHA LIMITE, MAS ALLA DE LA CUAL SERA PERIMIDO.

EL GRAL GALTIERI, "PERON DE UN DIA" NO SALIO AL BALCON DE LA CASA POSADA EL LUNES. SE PODIA OIR LA MARCHA PERONISTA Y OTROS CANTOS ALUSIVOS COMO: "LEVANTEMONOS MALVINAS" O "DICTADURA NO/ GALTIERI ATENCION, LAS MALVINAS SON ARGENTINAS, EL PUEBLO ES DE PERON".

EL GOBIERNO EN SILENCIO. EL GRAL GALTIERI QUE SE CREYO UN PERON, ESTA HOY EN UNA SITUACION MUY DIFICIL.

"DOS COMANDOS BRITANICOS YA HAN DESEMBARCADO EN UNA REGION POCO POBLADA DE LAS MALVINAS" "UNA TENTATIVA DE TOMAR LAS ISLAS SERA HECHA DENTRO DE DOS O TRES DIAS" ESTA NOTICIA LANZADA POR EL TIMES FUE DESMENTIDA LUEGO POR EL MINISTRO DE DEFENSA. UN DESMENTIDO QUE SE TRANSFORMO EN "SIN COMENTARIOS" ANTES DEL ESTABLECIMIENTO DEL TOQUE DE QUEDA DE HECHO SOBRE TODAS LAS INFORMACIONES MILITARES. LAS NEGOCIACIONES ESTAN EN EL MISMO LUGAR Y EN BS.AS. SE RECHAZO NUEVAMENTE DE RECIBIR A HAIG. COSTA MENDEZ HABLABA DE ENFRENTAMIENTO INMINENTE. EN LONDRES POR PRIMERA VEZ DESPUES DE LA CRISIS LOS LABORISTAS SE SOLIDARIZARON CON EL GOBIERNO.

LA SEMANA PASADA, LONDRES HABIA DESMENTIDO VARIAS VECES TODOS LOS RUMORES CONCERNIENTES AL DESEMBARCO EVENTUAL EN LAS GEORGIAS, HASTA EL DOMINGO ULTIMO, CUANDO YA SE LIBRABA UNA VERDADERA BATALLA EN LAS ISLAS.

TRES DIAS ANTES DEL DESEMBARCO EN LAS GEORGIAS, UN COMANDO DE DOCE HOMBRERES HABIA DESEMBARCO SECRETAMENTE ALLI, SE SUPO LUEGO.

EL LUNES A LA NOCHE, WOODWARD DECLARO QUE ESTABAN LISTOS PARA EL GOLPE. "LA GEORGIA NO ERA MAS QUE UN APERITIVO, AHORA LLEGA EL GOLPE DE GRACIA. MI GRUPO ESTA BIEN PREPARADO PARA GOLPEAR. EL CALENTAMIENTO ANTES DEL GRAN MATCH SERA LA VICTORIA". SE MOSTRO SORPRENDIDO POR LA VELOCIDAD CON LA QUE LOS ARGENTINOS SE RINDIERON. "LOS DIJERON QUE ERAN Duros, PERO RAPIDAMENTE LA ESPERANZA". "VAMOS A AISLAR LAS TROPAS DE LAS MALVINAS, COMO HEMOS HECHO CON LAS DE GEORGIA, DECLARO, ANTES DE ACONSEJAR A LOS ARGENTINOS QUE SE RETIREN.

3. LE FIGARO.

EL VIENTO CAMBIA EN ARGENTINA. LA TOMA DE LA GEORGIA DEL SUD POR LOS INGLESES HA EMFRIADO EL ENTUSIASMO POPULAR DEL 2 DE ABRIL. EL PAIS RETOMA POCO A POCO LA REALIDAD COTIDIANA Y ENTIENDE HACER PAGAR AL GOBIERNO EL APOYO SIN RESERVA QUE LE ACORDO DURANTE ESTAS HORAS DIFICILES.

LA OPPOSICION HABIA PREVENIDO AL GOBIERNO: EL PACTO DE LAS MALVINAS NO CONSTITUIA MAS QUE UNA TREGUA. GALTIERI LA APROVECHO, AHORA HAY QUE PAGAR LA CUENTA.

DURANTE LAS DE UN MES LA JUNTA CONSIGUIO HACER OLVIDAR UNA SITUACION ECONOMICA DESASTROSA. HOY LAS DIFICULTADES RESURGEN A LA SUPERFICIE Y LA GUERRA NO HA HECHO MAS QUE AUMENTAR LA DEUDA. LOS CAPITALES SE HAN EVADIDO, LAS DIVISAS SE TORNAVAN RARAS. EL GOBIERNO AVANZA SOBRE UNA CUERDA FLOJA. SUS DIAS PODRIAN ESTAR CONTADOS. UNA SOLA ALTERNATIVA SE LE OFRECE: O BIEN ENCUENTRA URGENTE UNA SALIDA DE SOCORRO PARA SALIR DEL CONFLICTO DONDE SE ENCUENTRA SUMERGIDO O BIEN PROSIGUE SU ESCAPE ADELANTE CON LOS RIESGOS QUE ELLO CONPORTA. NO OBSTANTE ESTE CLIMA EXTREMADAMENTE TENSO, LAS TRANSACCIONES CONTINUAN EN WASHINGTON. ESTA VEZ RODEADAS DE MISTERIO Y YA NO SON MAS LOS AMERICANOS QUE TIRAN DE LOS HILOS. PLAZA DE MAYO GRITABA AYER: "USA TRAICION" Y CUANDO HAIG PROPUSO UNA VEZ MAS VENIR A BUENOS AIRES PARA PRESENTAR UN PROYECTO DE ACUERDO ESTABLECIDO POR REAGAN, EL MINISTRO COSTA MENDEZ LE HIZO SABER QUE SU VISITA ERA NECESARIA POR EL MOMENTO.

A LOS RUSOS LES GUSTARIA MUCHO SACAR PROVECHO DE ESTE ENFRIAMIENTO ENTRE ARGENTINA Y USA. NO CESAN DE PONER OJOS DULCES A BUENOS AIRES PARA ATRAERSE SUS FAVORES. AYER ELLOS ANUNCIARON TAMBIEN QUE NO DEJARIAN A LOS INGLESES INTERVENIR EN LAS MALVINAS.

NO OBSTANTE ELLO, LOS ARGENTINOS RECHAZAN TODA VIA DEJAR ENTRAR EL LODO EN EL REDIL. PREFIEREN APOYARSE POR AHORA, EN SUS 21 ALIADOS DEL PACTO INTERAMERICANO. UN PUNTO TRANQUILIZADOR: ARGENTINA NO TENDRIA INTENCION DE REQUERIR LA ASISTENCIA MILITAR TENDIENDO A NO INTERNACIONALIZAR EL CONFLICTO.

LOS LATINOAMERICANOS PREFIEREN LA SOLUCION ONU.

NO OBSTANTE SU SIMPATIA POR LA ARGENTINA, LOS MAS GRANDES ENTRE LOS LATINOAMERICANOS, ESPECIALMENTE BRASIL COMPARTEN EN EFECTO, EL PUNTO DE VISTA DE EEUU: MAS VALE REMITIR EL PROBLEMA A LA ONU.

TODO ELLO NO IMPIDE QUE LA RETORICA ESTE INFLAMADA. COSTA MENDEZ PRONUNCIO TODAS LAS PALABRAS QUE HACEN VIBRAR AL TERCER MUNDO: "ARGENTINA HA QUERIDO CORTAR EL MUDO GORDIANO DEL COLONIALISMO". ELLA NO DEBE SER CALIFICADA DE INVASOR YA QUE SOLO HA RETORNADO LO QUE LE PERTENECIA. EL AGRESOR ES G.B. QUIEN TRATA DE CONTINUAR AMERICANO COMO UN "TERRITORIO VASALLO". "TATCHER QUIERE LA SANGRE". "LA BANDERA ARGENTINA QUE ES LA BANDERA DE LAS AMERICAS NO SERA QUITADA MIENTRAS RESTE LA ULTIMA GOTTA EN LAS VENAS DEL ULTIMO SOLDADO ARGENTINO DEFENDIENDO LAS MALVINAS".

EL DELEGADO DE NICARAGUA MARXISTA FUE EL PRIMERO QUE DE PIE APLAUDIO CON TODA FUERZA EL REPRESENTANTE DE UN REGIMEN MILITAR AL QUE EL MES PASADO EL DENUNCIABA COMO INSTRUMENTO DEL IMPERIALISMO YANKI.

EL DISCURSO DE HAIG FUE RECIBIDO POR UN SILENCIO GLACIAL. COSTA MENDEZ NO SE HABIA EQUIVOCADO, SABIA QUE LA ARGENTINA NO PUEDE ENCONTRAR ENTRE LOS 21 MIEMBROS DE LA OEA LA MAYORIA DE LOS DOS TERCIOS NECESARIOS PARA LA ADOPCION DE SANCIONES. SE CUIDO DE RECLAMAR QUE G.B. SEA SANCIONADA PERSUADIDO QUE LOS OTROS GOBIERNOS ESTAN DECIDIDOS A NO UNIR EL GESTO A LA PALABRA, SOLAMENTE PIDIO QUE LA OEA EXIJA EL RETIRO DE LAS TROPAS INGLESAS.

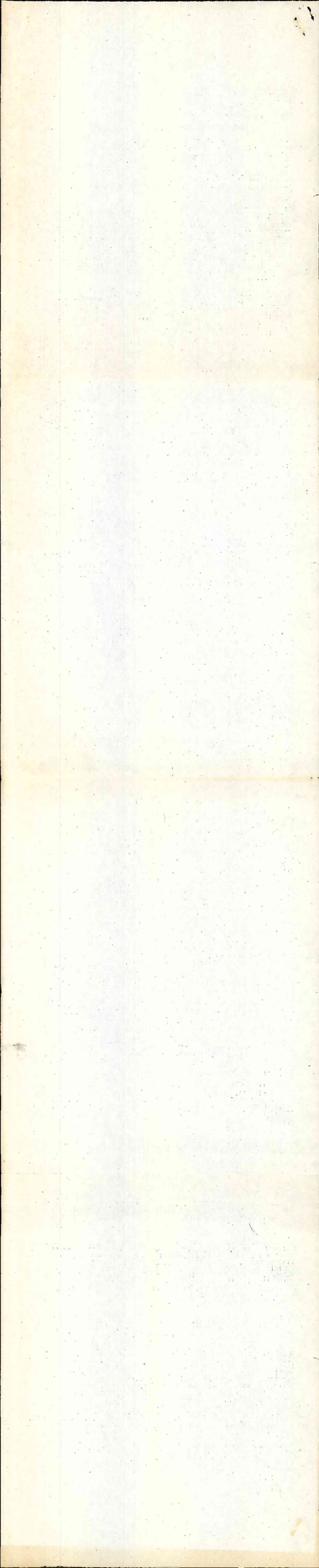
4. FRANCE SOIR

LOS ARGENTINOS PIENSAN SOBRE TODO EN SUS SOLDADOS, EN ESOS CONSCRIPTOS DE LA CLASE 62, CHICOS QUE HOY ESPERAN AL "ENEMIGO" EN EL FRIO. ELLOS NO HABIAN PRACTICAMENTE ESCUCHADO NUNCA UN TIRO DE CANON. EL COMANDO DE LA ISLA ORGANIZO UN TIRO COMUNICACION DE GUERRA A FIN DE HABITUAR A SUS HOMBRERES AL OLOR A POLVORA. ES SUFICIENTE ESTO? CUANTO VALEN ELLOS FRENTE A ESTOS "MARINES" BRITANICOS DE CARRERA? LA JUNTA AVANZO DEMASIADO PARA REVOVEDER, SI LO HICIERA SERIA LA REVOLUCION, TAMBIEN SERIA LA REVOLUCION SI LA OCUPACION DE MALVINAS SE TRANSFORMARA EN DERROTA MILITAR.

COMANDOS INGLESERES HABRIAN DESEMBARCADO Y ESTARIAN PREPARANDO EL TERRENO SOBRE MALVINAS. SU MISION: EVALUAR EL ESTADO DE LAS FUERZAS ARGENTINAS SOBRE EL ARCHIPIELAGO. EN INGLATERRA, EL HEROE DEL DIA ES EL MAYOR B. SHERIDAN, IMPECABLE OFICIAL DE 39 AÑOS QUE CONDUJO SU COMPANIA A LA VICTORIA EN GEORGIA NO VACILANDO, UNA VEZ TERMINADA LA BATALLA, A INVITAR A CENAR A LOS OFICIALES ARGENTINOS VENCIDOS Y PROPONERLES UN BRINDIS POR UN COMBATE QUE NO HIZO CORRER SANGRE. LA DANA DE HIERRO EN TANTO TIENE EN LA TEMPERADA QUE SE MANTIENE A LO ANCHO DE MALVINAS, UN ARGUMENTO DE PESO: "SI RECHAZAMOS DE COMPROMETER UNA ACCION MILITAR PONDEREMOS EN PELIGRO LA VIDA DE NUESTROS SOLDADOS". DE HECHO, EN LOS BUQUES INGLESERES LOS MARINOS Y PARACAJDISTAS ESTAN SUMIDOS A UNA RUDA PRUEBA. MAS LA ESPERA CONTINUA MAS EL PAL DE MAR LOS DEBILITARA FISICA Y MORALMENTE. SI NO DESEMBARCAN RAPIDAMENTE, ESTARAN TAN ENFERMOS QUE MEJOR SERIA REEMPLAZARLOS POR PINGUINOS, BROMEABA UN ALTO FUNCIONARIO INGLES. C. CONCLUSIONES. LOS COMENTARIOS DE PRENSA SON REALIZADOS SOBRE LA BASE DE LA INFORMACION INGLESER PROPORCIONADA Y TOMANDO COMO PARAMETROS, EL DESCONTENTO POPULAR ARGENTINO POR SU GOBIERNO, LA FALTA DE VOLUNTAD DE LUCHA DE LA TROPA INSTALADA EN GEORGIA Y LA CAPACIDAD COMBATIVA DE LAS FUERZAS INGLESAS QUE CONQUISTARON LA ISLA SIN BAJAS.

HACIENDO UN BALANCE GENERAL DE LAS INFORMACIONES DE LA PRENSA FRANCESA, ESTAS SON NEGATIVAS PARA ARGENTINA.

AGREMIARGE
22056ARGTH AR
AGMIFRA 613819F



415 p. 285 (A)
to) un port minuscule et une usine de dépeçage de baleines en ruine,

UPI

L'Argentine se renforce

ent
er-
on
ins
17
le

- - 'ARGENTINE achemine des renforts sur les principaux points de sa côte atlantique, prépare ses villes à des attaques britanniques, prévoit des hôpitaux supplémentaires. Comme si la perte de la Géorgie du Sud — le commandant argentin de l'île et cent quatre-vingts hommes environ se sont rendus aux Anglais — avait renforcé la conviction

Une « quatrième chaîne »

► **PLUSIEURS** nouvelles chaînes de télévision pourraient voir le jour dans un avenir très proche.

Dès 1983 est envisagé par le gouvernement le fonctionnement d'une quatrième chaîne qui serait concédée à plusieurs prestataires de programmes. Ainsi, « le réseau VHF 819 lignes sera bientôt rendu disponible et, moyennant certaines adaptations techniques, pourrait offrir des capacités supplémentaires de diffusion », a déclaré Georges Fillioud.

« Des études sont déjà entreprises pour définir les conditions dans lesquelles ce réseau, qui peut être segmenté, pourrait servir à expérimenter la diffusion de nouveaux programmes et de nouveaux services. Avant que la généralisation du câble et l'apparition du satellite nous apportent la possibilité de multiplier ses services, le réseau VHF 819 lignes nous donne les moyens d'une préfiguration et d'une expérience. » Avec cette limitation il ne peut couvrir que 70 % à 80 % du territoire.

TRADUCCION

LE MATIN 27 DE ABRIL DE 1982

ARGENTINA SE REFUERZA

ARGENTINA encamina sus esfuerzos hacia los principales puntos de su costa Atlantica, prepara sus ciudades a los ataques británicos, prevee hospitales suplementarios.

En la reunión de la OEA ARGENTINA pide la solidaridad de los Ministros de Relaciones Exteriores frente al ataque de GRAN BRETAÑA que califica de "agresión incalificable e intolerable".

GRAN BRETAÑA, a través de la Sra THATCHER está determinada a hacer todo lo posible para encontrar una solución negociada a la crisis actual.

100-100

STUDY OF THE HISTORY OF THE UNITED STATES

STUDY OF THE HISTORY OF THE UNITED STATES



411 f. 381 p

TRADUCCION

LE MATIN DEL 27 DE ABRIL DE 1982

EN ARGENTINA: LA INDIGNACION

SE TERMINARON LAS CONVERSACIONES, QUE HABLEN LOS CAÑONES, GRITARON LOS MANIFESTANTES EN LA PLAZA DE MAYO.

A medida que las informaciones sobre las islas GEORGIAS llegan, desde el domingo, la población argentina se indigna y se moviliza, mientras que los preparativos militares se intensifican.

Los refuerzos han sido encaminados a las ISLAS MALVINAS de urgencia, según fuentes militares argentinas citadas en la prensa de BUENOS AIRES. Diez mil hombres se encuentran ya en el terreno, fuertemente armados A todo lo largo de la costa, y en particular en la ciudad de COMODORO RIVADAVIA. Varias manifestaciones anti-británicas se han producido en diferentes ciudades argentinas y las autoridades han tomado medidas especiales para proteger los inmuebles de pertenencia británica.

"Es una guerra total" ARGENTINA en pie de guerra y materialmente lista desde hace tres semanas a afrontar la flota inglesa.-

Una manifestación de repudio contra GRAN BRETAÑA y EEUU se produjo el domingo por la noche, aclamando a la acción militar : ... No se negociara sobre la sangre.

La CGT en un comunicado reclamaba la confiscación de todos los bienes de Inglaterra en el país y llamaba a la movilización general para la defensa de la soberanía nacional.

En el sur las manifestaciones eran de inquietud. El football estaba presente por todos lados, pero también los planes de defensa civil.

La actividad militar se intensificó aún más. Y se siente la voluntad de lucha en los oficiales "BUENOS AIRES no tiene más que dar la señal.

Y esto porque se está seguro en el sur argentino que la flota británica no se limitará a las ISLAS GEORGIAS.

SYLVAIN DUBOURG

SECRET

Pero si los británicos intentan retomar PUERTO STANLEY corren el riesgo de perder algunos HARRIER, cuando no tienen más que 20 por el momento. Dentro de dos semanas podrán disponer de otros HARRIER. Por todas estas razones los británicos podrían intentar establecer un bloqueo naval que tendría la ventaja de molestar considerablemente las maniobras de las fuerzas argentinas.

Del lado argentino ayer era difícil saber que estrategia elegiría BUENOS AIRES. Los responsables militares encargados de la instauración del "Teatro Militar del Atlántico Sur" una medida argentina parecía decidirlos a lanzarse al asalto de la ROYAL NAVY y aún hasta las GEORGIAS. Pero todo indica que los argentinos finalmente han aceptado que LONDRES les tome esta ISLA alejada y difícilmente defendible.

Oficialmente la ARGENTINA podría decidir de "pasar a la ofensiva en todos los frentes", se supo de fuente naval.

El Coronel ESTEBAN SOLIS declaró "Estamos todos en guerra, en guerra total. Ante la nación estaba en armas, hoy está en guerra total"

Este Coronel agregó que había un solo teatro de operaciones el del Atlántico Sur, las GEORGIAS y las SANDWICH pero podría crearse otro a partir de COMODORO RIVADAVIA. Lo que parece indicar que por el momento todo es posible, y que la ARGENTINA no excluye aún ataques británicos contra sus ciudades. Las del sur del país han sido puestas en alerta amarilla.-

TRADUCCION

DIARIO LE MATIN DEL 27 DE ABRIL DE 1982

LAS PROXIMAS BATALLAS

Desde su instalación en las GEORGIAS DEL SUR, los británicos tienen varios escenarios de ataque.

Después de las GEORGIAS, las FALKLANDS? Los británicos siempre hicieron prueba de discreción en cuanto a sus planes militares pero la agencia de prensa británica PRESSE ASSOCIATION hizo saber ayer de fuentes gubernamentales que la ROYAL NAVY podría entrar en acción en las MALVINAS dentro de 48 hs. Su tarea no será tan fácil como en las GEORGIAS. De 8000 a 10000 soldados argentinos los esperan con pie firme. Además el invierno Austral se aproxima. Al principio, la flota británica debería hacer todo para reforzar su presencia en las GEORGIAS. Puede arreglar los pequeños o los grandes problemas técnicos con los que chocó en su travesía. Hará todo para mantenerse y aprovechar esta importante posición de partida hacia otras batallas.

Pero no puede mantenerse allí, salvo que los argentinos no tengan tiempo de transformar el aeropuerto de PORT STANLEY en base avanzada para sus aviones de caza que no pueden operar a partir de los aeropuertos argentinos.

Luego la NAVY puede partir hacia el OESTE establecer el bloqueo alrededor de las MALVINAS y aún desembarcar sus comandos en las ISLAS. Un bloqueo naval es "posible pero difícil", teniendo en cuenta la superioridad aérea argentina. (...) Los 800 marinos no podrían ser suficientes para la reconquista del conjunto del archipiélago: LONDRES no puede retomar PUERTO STANLEY, sin destruir la población y arriesgar grandes pérdidas. Para obtener una victoria la ROYAL NAVY debería disponer de unos 20.000 hombres, lo que se excluye aparentemente. Sus HARRIER a despegue vertical tienen la posibilidad de atacar la pista de PUERTO STANLEY sin provocar pérdidas importantes. Sus comandos pueden introducirse en las MALVINAS y destruir las instalaciones radar y las centrales eléctricas. Paralelamente la TASK FORCE está equipada entorpecer las comunicaciones entre ARGENTINA y las MALVINAS

17

MALOINES

Le désarroi de Washington

Les ministres de l'OEA lancent un appel au calme

Les Etats-Unis faisaient lundi tout ce qui était en leur pouvoir pour tenter de renouer les fils de leur médiation entre la Grande-Bretagne et l'Argentine. Malgré l'annulation de la rencontre prévue dimanche après-midi au département d'Etat entre Alexander Haig et le ministre argentin des Affaires étrangères, Nicanor Costa Mendez, le président Ronald Reagan a réaffirmé lundi matin que son administration restait déterminée à poursuivre ses efforts. Au même moment, le secrétaire d'Etat américain, accompagné de Thomas Enders, son adjoint pour les Affaires interaméricaines, faisait une rentrée inattendue au siège de l'Organisation des Etats américains pour participer à la réunion des ministres des Affaires étrangères des pays signataires du traité de Rio. Cette réunion avait été convoquée il y a une semaine à la demande de l'Argentine pour examiner l'application éventuelle du traité interaméricain de défense mutuelle.

De notre correspondant à Washington

LA reconquête de l'île de Géorgie du Sud par la Grande-Bretagne a ouvert une période de confusion à Washington, où plus personne ne semblait très bien savoir si la médiation américaine pourrait continuer. Pendant plus de trois heures, l'incertitude s'est poursuivie dimanche après-midi au département d'Etat, où Alexander Haig attendait dans son bureau le ministre argentin des Affaires étrangères, arrivé quelques heures plus tôt dans la capitale américaine. Il avait fallu attendre le début de la soirée pour apprendre l'annulation officielle de la rencontre. A son hôtel, dans le quartier des ambassades, Nicanor Costa Mendez déclarait alors que l'attaque britannique l'inclinait à penser que « les négociations avec les Britanniques

étaient terminées ». Le département d'Etat ne l'entendait cependant manifestement pas de cette oreille et son porte-parole, Dean Fischer, se bornait à indiquer que le ministre argentin avait demandé un simple « report » de sa rencontre. Dean Fischer a précisé que Haig avait eu de longues conversations par téléphone avec Costa Mendez et qu'il prévoyait de poursuivre ces discussions le lendemain.

Les raisons de cette longue attente, qui s'est finalement terminée par l'annulation de la rencontre, restent peu claires. Surpris à son arrivée aux Etats-Unis par l'annonce de l'attaque britannique, il semble que le ministre argentin ait mis un certain temps à recevoir de Buenos Aires de nouvelles instructions.

Les Etats-Unis, croit-on savoir, se préparaient aupa-

vant à lui soumettre de nouvelles propositions préparées à la suite des conversations qu'Alexander Haig avait eues au milieu de la semaine avec le chef du Foreign Office, Francis Pym. On laissait même entendre à Washington que le secrétaire d'Etat n'écarterait pas la possibilité de reprendre en ce début de semaine sa navette entre Buenos Aires et Londres. Tout indiquait que des pressions considérables allaient être exercées sur la délégation argentine. Et des informations avaient couru sur la possibilité pour les Etats-Unis de se joindre aux sanctions économiques imposées par les Européens à l'Argentine au cas où l'impasse diplomatique se poursuivait.

Selon le New York Times, Alexander Haig n'a pas été surpris par l'action des Britanniques, mais a été néanmoins pris de court par son « timing ». L'espoir des dirigeants américains était apparemment lundi de convaincre les Argentins, une fois le premier choc passé, de prendre cette fois au sérieux l'avertissement et de se montrer plus souples dans la négociation. L'expérience des semaines passées rendait toutefois les pronostics extrêmement hasardeux. Les relations entre les dirigeants argentins et américains n'ont cessé de se détériorer au fur et à mesure des négociations et, en privé, certains responsables américains se sont faits l'écho d'une profonde irritation



Nicanor Costa Mendez, le ministre argentin des Affaires étrangères

devant les surenchères auxquelles se livreraient entre eux les dirigeants militaires argentins.

Le seul point de réconfort, lundi matin, a été l'appel au calme lancé par la conférence des ministres des Affaires étrangères de l'OEA. Dans une déclaration adoptée au cours d'une réunion fermée au public, l'organisation inte-

raméricaine s'est prononcée pour le maintien de la paix et pour que le droit prévaille. Devant la gravité de la situation, les Américains, qui s'étaient opposés à la tenue de cette réunion, peuvent au moins se féliciter, pour le moment, de voir la volonté de calmer les choses prévaloir sur l'émotion.

Henri de Bresson

JAPON

Le renoncement du prince

Le prince Tomohito, neveu de l'empereur Hiro-Hito, a créé une certaine émotion au Japon en demandant à renoncer au « statut impérial » que lui vaut son appartenance à la famille impériale. Cette requête est sans précédent dans l'histoire japonaise. Fils aîné du prince Misaka, le plus jeune frère de l'empereur, le prince Tomohito, trente-six ans, a été hospitalisé lundi à Tokyo, à cause de son état « d'épuisement extrême et de dépression », a annoncé le porte-parole de la maison impériale.

RFA

Prochain remaniement

Le chancelier ouest-allemand, Helmut Schmidt, dont la popularité est au plus bas depuis son arrivée au pouvoir en 1974, a décidé hier de redonner des impulsions nouvelles à son gouvernement en nommant quatre nouveaux ministres et deux secrétaires d'Etat. C'est du moins ce qu'on a appris hier dans les milieux gouvernementaux de Bonn. Ce remaniement toucherait trois postes clés : le ministère des Finances, le chef de la Chancellerie et le porte-parole gouvernemental.

CHINE

Remaniement ministériel

Il y aura beaucoup moins de vice-premiers ministres en Chine. Et les deux qui resteront à leur place, Wan Li et Yao Yilin, sont tous deux très proches de Deng Xiaoping, le vice-président du PCC. Un vaste remaniement ministériel vient en effet d'être présenté hier devant le Comité permanent de l'Assemblée nationale par le premier ministre Zhao Ziyang. De plus, vingt-trois ministères et commissions d'Etat (super-ministères) vont changer de titulaires.

MAROC

Grève de la faim

Un groupe de détenus politiques marocains a annoncé lundi dans une lettre ouverte au ministre de la Justice qu'il entamait une grève de la faim jusqu'au 4 mai prochain afin d'obtenir sa libération.

Dans cette lettre, signée par quarante détenus de la prison de Kenitra et remise à la presse à Rabat, ceux-ci soulignent qu'ils ont été poursuivis pour leurs « convictions politiques » et dénoncent « l'illégitimité de leur détention ».

Ces détenus ont été condamnés en 1973 et en 1977 à Casablanca à des peines allant de dix ans à la prison à vie.

ETATS-UNIS

Des armes pour le Guatemala

Les Etats-Unis ont décidé de lever l'embargo sur les ventes d'armes au Guatemala après avoir constaté que des mesures positives ont été prises par ce pays dans le domaine des droits de l'homme, selon des responsables du gouvernement américain cités dimanche par le New York Times.

Les prochaines batailles

Depuis leur installation en Géorgie du Sud, les Britanniques ont plusieurs scénarios d'attaque

Après la Géorgie du Sud, les Falkland ? Les Britanniques ont souvent fait preuve de beaucoup de discrétion quant à leurs plans militaires, mais l'agence de presse britannique Press Association a fait savoir hier, de source gouvernementale, que les troupes de la Royal Navy pourraient entrer en action sur les îles Malouines dans 48 heures. Leur tâche ne sera pas aussi facile que dans l'île de Géorgie du Sud. De 8 000 à 10 000 soldats argentins les attendent de pied ferme. De plus, l'hiver austral approche.

TOUT d'abord, la flotte britannique devrait tout faire pour renforcer sa présence en Géorgie du Sud. Elle peut « souffler » et régler les petits ou grands problèmes techniques rencontrés durant la longue traversée de l'Océan Atlantique. Et elle fera tout pour s'y maintenir et se servir de cette importante position de départ vers d'autres batailles.

Mais elle ne peut s'y maintenir qu'à condition que les Argentins n'aient pas eu le temps de transformer l'aéroport de Port Stanley — la capitale des Malouines — en base avancée pour leur chasse, qui ne peut intervenir à partir des

ports argentins.

Ensuite, la Navy peut partir vers l'ouest, établir le blocus autour des îles Malouines, voire même débarquer ses commandos du Special Boat Service sur les îles. Un blocus naval est « possible mais difficile », compte tenu de la supériorité aérienne argentine, selon l'Institut international d'études stratégiques (IISS).

La chasse de Buenos Aires peut en effet atteindre les Malouines et revenir à sa base sans refaire le plein de carburant. Un débarquement dans l'archipel, en un point éloigné de Port Stanley — et notamment près de l'isthme qui relie les deux parties de l'île —, permet-

trait à Londres de disposer d'un atout diplomatique de premier ordre. Le Fearless (« Sans-peur ») peut débarquer quelque 800 « marines », mais une telle tête de pont ne pourrait suffire comme base d'opérations pour la reconquête de l'ensemble de l'archipel : Londres ne peut reprendre Port Stanley sans entraîner la destruction totale de l'agglomération et risquer de lourdes pertes. Pour l'emporter face aux soldats argentins, la Royal Navy devrait utiliser quelque 20 000 hommes, ce qui paraît exclu. Ses Harrier, à décollage vertical, ont par contre la possibilité d'attaquer la piste d'atterrissage de Port Stanley sans provoquer de pertes importantes. Ses commandos peuvent quant à eux s'introduire sur les Malouines, mettre hors d'usage les installations radar et les centrales électriques. Parallèlement, la « task force » est équipée pour brouiller toutes les communications radio entre l'Argentine et les Malouines.

Mais si les Britanniques tentent de reprendre Port Stanley, ils prennent le risque de perdre quelques Harrier, alors qu'ils n'en ont, pour l'instant, que 20 sur place. Dans deux semaines, ils pourront disposer d'autres Harrier (environ 20), actuellement à bord de l'Atlantic Conveyor, qui vient de quitter les côtes britanniques. Pour toutes ces raisons, les Britanniques pourraient tenter d'établir un blocus naval, qui aurait l'avantage de gêner considérablement les manœuvres des forces argentines.

Côté argentin, il était difficile hier de savoir quelle stratégie militaire Buenos Aires pourrait choisir. Les responsables militaires chargés de l'instauration du « théâtre militaire de l'Atlantique-Sud » — une mesure argentine censée contrecarrer la déclaration de « zone de guerre » britannique — paraissent décidés à se lancer à l'assaut de la Royal Navy, voire même de l'île de Géorgie du Sud. Mais tout indique que

les Argentins ont finalement accepté que Londres reprenne cette île éloignée et difficilement défendable.

Officiellement, l'Argentine pourrait décider de « passer à l'offensive sur tous les fronts », a-t-on appris de source navale. « Nous sommes tous en guerre, en guerre totale », a déclaré le colonel Esteban Solis. Auparavant, la nation était en armes, aujourd'hui, elle est en guerre totale.

Ce colonel, qui commande le 5^e corps d'armée, a ajouté qu'il y avait « un seul théâtre d'opérations, celui de l'Atlantique-Sud, la Géorgie et les Sandwich du Sud », mais qu'un autre pourrait être créé à partir de Comodoro Rivadavia (en Argentine, à 1 800 km au sud de Buenos Aires). Ce qui semble indiquer que, pour l'instant, tout reste possible, et que l'Argentine n'exclut même pas des attaques britanniques contre ses villes : celles du sud du pays ont été mises « en alerte jaune ».

E.C.

par la ruse

que les Britanniques ont repris la Géorgie du Sud

sions, en nageant en tenue d'homme-grenouille selon d'autres, et ont accosté leur île. De là, ils ont observé pendant trois jours, minutieusement, tous les faits et gestes du détachement argentin, ont étudié les installations de défense et transmis un maximum de renseignements par radio. Ces commandos spéciaux de la marine s'étaient acquis une grande célébrité pendant la dernière guerre mondiale, en allant à la nage et par tous les temps miner les navires de la flotte allemande. Leur devise : « Pas par la force, mais par la ruse. » Un transporteur de troupes britanniques, l'*Intrépide*, a pris

la mer hier matin en direction de l'Atlantique-Sud.

Hier, selon certaines sources britanniques, des soldats argentins pouvaient encore se cacher dans les montagnes enneigées de l'île. Et des militaires argentins ont affirmé que des troupes d'Argentins continuaient de combattre dans d'autres endroits de l'île. Buenos Aires parlait hier encore de repli tactique mais, selon Ray Adie, responsable des recherches dans l'Antarctique, et dont certains collègues sont scientifiques en Géorgie du Sud, il n'est pas possible d'y survivre.

Jacqueline de Linarès

l'indignation

que le canon parle »,
place de Mai

d'heure en heure, au fur et à mesure que les radios donnaient lecture des communiqués de la junte.

Sous un doux soleil d'automne, l'Argentine s'appretait pourtant à savourer une belle journée de football, avec un somptueux derby Boca-River Plate. Le football a dans un premier temps pris le pas sur la guerre. Mais au rythme des paroles de la junte martelées par les haut-parleurs des stades, on prenait conscience de la gravité de la situation.

Il a fallu cependant attendre la soirée de dimanche pour que Buenos Aires réagisse vraiment. Boca-River était oublié. Subitement. Sur la place de Mai, baromètre historique de la pression populaire, deux mille personnes sont venues manifester leur colère contre les Britanniques et même contre les Américains. Les insultes et les slogans injurieux à l'égard de Londres et de Washington étaient repris en chœur. Sur

quelques pancartes confectionnées en hâte, on pouvait lire : « Sales pirates anglais, dehors », « Etats-Unis traîtres, exploités de l'Amérique latine », « Plus de conversations, que le canon parle ».

« Maintenant ? Les négociations c'est fini. On ne négocie pas sur le sang », a clamé une femme très applaudie.

La CGT, dans un communiqué, réclamait la saisie de tous les biens britanniques et appelait à la « mobilisation générale pour défendre la souveraineté nationale ».

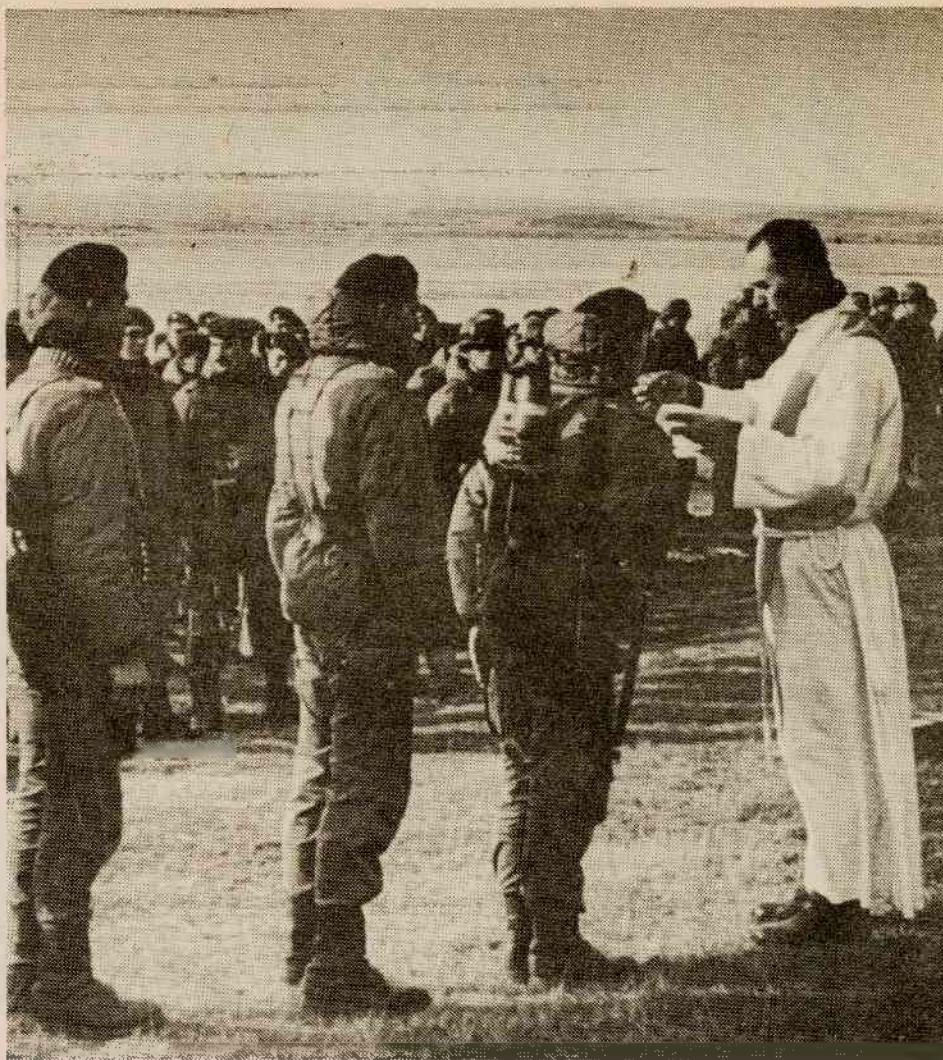
Dans le sud, en Patagonie et en Terre de Feu, les manifestations étaient celles de l'inquiétude. Le football était présent partout, mais aussi les consignes du plan de défense civile. Les sports télévisés coupaient les retransmissions pour rappeler les mesures à observer en cas d'incendie, pour évacuer les édifices, poser un bandage, ou pratiquer les premiers soins sur brû-

lures ou hémorragies. On s'adressait plus précisément aux célibataires pour qu'ils se mettent à la disposition de la communauté, et les hôpitaux des villes du littoral ont reçu l'ordre de consigner leur personnel et de faire sortir les malades dont les cas sont les moins graves pour libérer des lits.

L'activité militaire s'est encore intensifiée. On sent nettement chez les officiers la volonté de se battre. « Buenos Aires n'a qu'à donner le signal. Nous sommes prêts à aller récupérer les Géorgies. Fini, la défensive. Il faut attaquer », s'indignait un colonel du 5^e corps d'armée, celui du Sud-Argentin qui venait d'annoncer des mesures exceptionnelles de protection des services publics, électricité, eau, gaz, essence et eau potable.

Car on est persuadé, dans le Sud, que la flotte britannique ne s'en tiendra pas aux seules Géorgies.

Sylvain Dubourg



Avant d'aller au combat, la communion des soldats argentins sur une île des Malouines AP

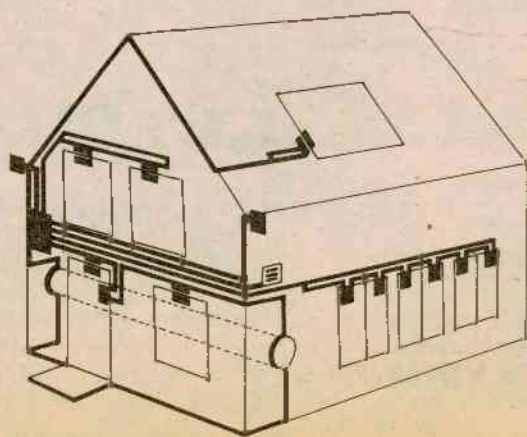
Défenses d'entrer.

Grand choix
de systèmes d'alarme
au BHV.

Un homme averti en vaut deux. Ce qui n'est pas de trop contre les indésirables. Avec les conseils de nos spécialistes, vous pouvez vous-même vous charger de

l'installation de ces systèmes d'alarme efficace. Au stand Sécurité du BHV, vous trouverez les modèles: BLOSCOP* SON VOL NOXALARM - SAFT* AMAR BLACK & DECKER.

(Utilisation soumise aux dispositions réglementaires en vigueur).



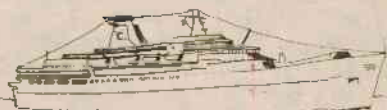
Rivages d'Orient une croisière dont chaque image est émerveillement.

Dès la première escale en Grèce, vous voici plongés dans un univers d'oliviers et de cyprès ; puis, c'est l'Egypte éternelle avec ses fiéres pyramides ennemies de l'histoire : la Terre Sainte et Jérusalem ; les somptueuses ruines d'Ephèse ; le scintillement du Bosphore à Istanbul ; Dubrovnik la moyenâgeuse blottie derrière ses remparts ; et le retour à Venise où vous pourrez flâner le long du Grand Canal.

Grèce - Egypte - Israël - Turquie - Yougoslavie.

14 jours à la découverte du Proche-Orient à bord de Danaë
départs de Venise les 15 et 29 mai, 12 et 26 juin, 10 et 24 juillet,
7 et 21 août, 4 et 18 septembre, 2 octobre.

A partir de 9.420 F Venise/Venise.



**CROISIÈRES
PAQUET**

N°1 de la croisière en France.

Agent général Costa Armatori

Brochures et renseignements chez votre Agent de Voyages et Croisières Paquet - Paris 5, Bd Malesherbes - 75018 - 266.57.59 - 3, rue Scribe - 75001 - Bordeaux 1, allée de Charrie - 44.88.35 - Marseille 70 72, rue de la République - 91.91.21 - Nice 2, rue Haley - 88.81.90 - Genève 42, rue Rothchild - 32.64.40 - Bruxelles 20, rue Ravenstein - 513.62.70

Quelques exemples de prix:

Centrale alarme SON VOL alimentation piles, en kit avec 2 sirènes, **1250 F**

Centrale alarme TX BS alimentation par batterie avec rechargeur, 3 sirènes dont une homologuée 53 AS, **2950 F**

Centrale alarme NOXALARM A32 alimentation par batterie avec rechargeur en kit, 2 sirènes dont une homologuée 22 AS, **3800 F**

Radar hyperfréquence CR 15, portée 15 mètres, système d'alarme complet alimentation secteur et batterie, **2.800 F**

*A Rivoli seulement.
**En 9 mois, à partir de 1500 F d'achats, 20% comptant à verser au Service Crédit. Après acceptation du dossier Crédit Cofinoga/BHV. A l'exception d: la pose.

Dans les BHV:

RIVOLI/PARLY 2/MONTLHÉRY/GARGES/FLANDRE
BELLE-ÉPINE/ROSNY 2/CRÉTEIL/VILLENEUVE-LA-GARENNE
VÉNISSIEUX/LIMONEST/LA PART-DIEU/ST GENIS LAVAL
GRENOBLE/STRASBOURG/GRADIGNAN.

Jusqu'au 15 mai 1982
Crédit gratuit**
sur tous les systèmes d'alarme.

VOTRE MAISON. VOS LOISIRS.



MALOINES

Pas par la force mais

C'est grâce à des commandos débarqués trois jours avant

Le commandant des forces argentines sur l'île de Géorgie du Sud s'est officiellement rendu lundi matin à 9 heures GMT, a annoncé lundi aux Communes le premier ministre britannique Margaret Thatcher. Les Argentins faits prisonniers sur l'île, qui sont environ cent quatre-vingts, seront restitués à l'Argentine, a ajouté le premier ministre.

« Nous sommes prêts. Les civils ont été évacués vers Stromberg. La frégate braque ses canons sur nous. Elle ouvre le feu. Je détruis la radio et les codes. Nous vous embrassons tous. Vive la patrie ! » C'est le dernier message envoyé diman-

che à Buenos Aires par les forces argentines basées à Port Leith, sur l'île de Géorgie du Sud, au nord-ouest de Grytviken.

Quelques minutes plus tard, sur cette île montagneuse battue par les vents et des vagues de quatre à douze mètres, et couverte de glace aux deux tiers, les troupes anglaises débarquaient en hélicoptères, appuyées par plusieurs navires de guerre. A titre préventif, les hélicoptères Sea-King mitraillaient le Santa-Fe, c'est un des quatre sous-marins de la flotte argentine, acheté d'occasion en 1971 aux Américains, et construit en 1944. Dimanche soir, il gîtait, fumait et crachait de

l'huile. Puis, lundi, la presse argentine affirmait qu'il avait été volontairement brûlé par les Argentins.

« Résistance limitée », affirmaient dimanche soir les Britanniques. « Violents combats », clamaient les Argentins. Aux dernières nouvelles, hier, le bilan des combats était d'un blessé, un officier argentin du Santa-Fe — qu'il a fallu amputer d'une jambe. La presse argentine parlait aussi d'un hélicoptère anglais abattu et dont l'équipage n'aurait pas survécu. Quant aux soldats argentins qui se sont rendus « au bout de deux heures » selon les Britanniques, hissant le

drapeau blanc à côté du drapeau argentin bleu et blanc, ils étaient hier, selon le porte-parole du 10, Downing Street, « détenus ». Pas prisonniers de guerre. La Grande-Bretagne « n'est pas en guerre avec l'Argentine », précise-t-on à Downing Street.

L'âme du débarquement, ce sont ces fameux et mystérieux « SBS », (Escadrons spéciaux de la mer), commandos spéciaux de la marine. Douze d'entre eux avaient été parachutés pour rejoindre un sous-marin à propulsion nucléaire à proximité de l'île. Les hommes ont débarqué, en canoë selon certaines ver-

Bluff ou pas, l'Angleterre complice de Thatcher

Mais la Dame de fer a reconnu que la Navy ne pourrait pas stationner longtemps dans l'Atlantique

Margaret Thatcher a affirmé hier devant la Chambre des communes que la reconquête de la Géorgie du Sud n'affectait en rien sa détermination « de faire tout son possible pour parvenir à une solution négociée de la crise actuelle entre la Grande-Bretagne et l'Argentine ». Au micro de la BBC, elle a proposé de rappeler la flotte en échange d'un retrait total des forces argentines. Le leader de l'opposition travailliste, Michael Foot, répondant au premier ministre, a estimé que l'Angleterre n'avait fait qu'exercer « un droit international », mais il a préconisé une nouvelle démarche auprès du Conseil de sécurité de l'ONU.

De notre correspondant à Londres

MARGARET THATCHER est contente de ses troupes, et elle l'a dit hier dans sa brève intervention devant les Communes en se félicitant de la manière dont la reconquête de l'île de Géorgie du Sud avait été effectuée dimanche « en utilisant le minimum de force pour réussir ». « Nous avons agi conformément à notre droit à l'autodéfense, inhérent à la Charte des Nations unies », a déclaré le premier ministre avant de souligner que cette opération militaire « ne change en rien la détermina-

tion du gouvernement de chercher un règlement négocié ». Mais « le temps presse car la force d'intervention approche des Malouines », a-t-elle insisté, en relevant que trois semaines s'étaient déjà écoulées depuis la résolution du Conseil de sécurité demandant aux Argentins qu'ils retiennent leurs troupes. Pendant ce temps, a-t-elle dit, ils n'ont fait que les renforcer tandis que les négociations traînaient.

« Le moment est venu d'accélérer les négociations, a-t-elle ajouté, si on veut arriver à un règlement qui ne soit pas militaire. J'espère que le ministre des Affaires étrangères argentin, Costa Mendez, reconsidérera sa décision de ne pas voir Haig. »

Michael Foot, le leader travailliste, qui a lui aussi félicité les troupes britanniques, a demandé un débat parlementaire. Il voulait savoir si le gouvernement était prêt à saisir à nouveau le Conseil de sécurité et voulait s'assurer, sans condamner le recours à la force, que Margaret Thatcher ne se lancerait pas « dans une escalade dangereuse ».

En fait, une partie de l'opposition, à l'instar du groupe non négligeable des « colombes » dans les rangs conservateurs, estime que le moment est venu pour la Grande-Bretagne de négocier en affichant « une certaine magnanimité ». Reste à savoir si l'Argentine est prête à céder, ne serait-ce que lége-

rement, ou si le coup de force britannique sur la Géorgie du Sud aura comme effet, comme le craignent certains, de durcir l'attitude de ses dirigeants.

Margaret Thatcher a laissé entendre qu'elle n'attendrait pas indéfiniment la reprise de la négociation. « Il est impossible, a-t-elle dit, d'avoir un vaste éventail de choix et d'options militaires quand la force d'intervention se trouve dans ce secteur où le temps est rude et tempétueux. »

Selon les porte-parole militaires, la marine dispose de plusieurs options en dehors du blocus partiel actuel, parmi lesquelles un débarquement avec l'établissement d'un « front » quelque part sur les Malouines, mais à l'écart de Port Stanley, la capitale de l'archipel, où les forces argentines sont concentrées. La situation aérienne ne laisse pas cependant d'être inquiétante, et toute opération militaire sur les Malouines elles-mêmes obligerait, semble-t-il, les Britanniques à détruire la piste d'atterrissage de Stanley pour immobiliser l'aviation argentine, qui pourrait cependant continuer à intervenir à partir de ses bases sur le continent. Entre-temps, le renforcement de la flotte et des forces de débarquement se poursuit.

Si ce n'est qu'un bluff, le gouvernement s'efforce de le rendre convaincant, et comme on ne compte pas encore les morts, la majorité des Britanniques continue d'applaudir à ce jeu qui semble pouvoir réussir.

John Howe

En Argentine :

« Plus de conversations, ont crié les manifestants »

Au fur et à mesure que lui parviennent depuis dimanche les informations sur les îles de Géorgie, la population argentine s'indigne et se mobilise, tandis que les préparatifs militaires s'intensifient.

Des renforts ont été acheminés d'urgence sur les îles Malouines, selon des sources militaires argentines citées par la presse de Buenos Aires. Dix mille hommes se trouvaient déjà sur place, fortement armés. Tout au long de la côte, et en particulier dans la ville de Comodoro Rivadavia (à environ 1 500 km au sud de Buenos Aires), principal point de concentration des forces argentines, des renforts ont également été acheminés. Plusieurs manifestations antibritanniques se sont déroulées dans diverses villes argentines, et les autorités ont pris des mesures spéciales pour protéger les bâtiments appartenant à la Grande-Bretagne.

Correspondance particulière à Buenos Aires

« C'EST la guerre totale. » L'Argentine sur le pied de guerre et matériellement prête depuis trois semaines à affronter la flotte britannique s'est difficilement

mise à l'évidence. « Cette fois on y va. C'est vraiment la guerre. »

Dans les parcs de Buenos Aires et les nombreux Balnearios qui longent le Rio de la Plata, la réalité s'est précisée

Réactions internationales

France. Le gouvernement français a déclaré hier que « les événements de ces dernières heures confirment davantage encore la nécessité et l'urgence d'une négociation ». L'Italie, l'Espagne et le Canada ont exprimé le même souhait.

URSS. L'agence Tass a annoncé lundi le débarquement britannique sur l'île de Géorgie du Sud, sans commentaire, citant les communiqués militaires britanniques.

Cuba. Le gouvernement cubain a réaffirmé hier sa « solidarité » avec l'Argentine et a exigé « l'arrêt immédiat de toute hostilité militaire économique ou autre contre un pays d'Amérique latine, frère et non aligné ».

Pérou. Le président Fernando Belaunde a réitéré, dimanche, sa proposition de trêve de soixante-douze heures. Cette proposition, faite il y a dix jours, avait été rejetée par Londres.

Mexique. Miguel de la Madrid, candidat du PRI aux prochaines élections présidentielles, a rappelé dimanche

« sa solidarité avec le peuple argentin qui lutte pour en finir avec les restes du colonialisme » en Amérique latine.

Panama. Le Parti révolutionnaire démocratique (officiel) a exprimé dimanche son soutien « au peuple et au gouvernement argentin » et demandé au président Aristides Royo de rompre les relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne.

USA. Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller du président Carter, a affirmé dimanche que, en cas de conflit entre Buenos Aires et Londres, les Etats-Unis devront se ranger du côté de la Grande-Bretagne.

Camino
MONTREAL
à partir de 2700 F
(aller et retour)
L'AMÉRIQUE ÉCONOMIQUE DE CAMINO

Camino
MIAMI
à partir de 3200 F
(aller et retour)
L'AMÉRIQUE ÉCONOMIQUE DE CAMINO

Un problème...
une solution
lisez
notre rubrique
téléphone
services
du lundi
au vendredi

Camino
NEW-YORK
à partir de 2400 F
(aller et retour)
L'AMÉRIQUE ÉCONOMIQUE DE CAMINO

VOUS CHERCHEZ
UN JOB, LISEZ
NOS OFFRES D'EMPLOI
LE LUNDI ET LE MARDI

Pour tous renseignements
261.81.97

Camino
USA 82
CANADA
LES CHARTERS DE L'ÉTÉ : JUILLET, AOÛT, SEPTEMBRE
LOS ANGELES - MIAMI - NEW YORK - MONTREAL
LES PRIX : Prix garantis en cas de paiement total à l'inscription.
LES VOLS : En Jets Boeing comme sur les lignes régulières.
LES DÉPARTS : Fréquents vers les 4 destinations avec possibilité de retour d'une ville différente de celle de l'aller.
À L'AÉROPORT : Assistance CAMINO. Places attribuées à l'avance.
À BORD : Repas chauds gratuits, vin compris. Cinéma en français.
CAMINO : 20 ans d'expérience sur les États-Unis.
21, rue Alexandre Charpentier 75017 Paris - Tél. 572.06.11
et toutes Agences de Voyages
L'AMÉRIQUE ÉCONOMIQUE DE CAMINO

Camino
LOS ANGELES
à partir de 4400 F
(aller et retour)
L'AMÉRIQUE ÉCONOMIQUE DE CAMINO

Flins : les propositions de la direction refusées

La grève des OS de l'usine Renault continue. La production est toujours bloquée

Les grévistes de Renault-Flins étaient hier toujours aussi nombreux que la semaine dernière. Les ouvriers, à la demande des syndicats, ont en effet refusé le protocole proposé dimanche par la direction. La production est donc toujours bloquée et syndicats et direction continuent les négociations. CGT, CFDT et FO ont renouvelé les mêmes mots d'ordre pour aujourd'hui.

CINQUANTE voitures seulement sont sorties hier matin des chaînes de Flins. Autant dire rien. 27 000 voitures n'ont pas été produites dans l'usine depuis la grève des caristes, relayée par celle des OS. En d'autres temps, la Régie aurait employé la manière forte. Aujourd'hui elle fait des concessions pendant les grèves. Les syndicats et le comité de

grève, qui n'ont pas quitté la table de négociation pendant tout le week-end, ont reconnu les avancées. Mais, selon eux, on est encore loin du compte et, hier matin, en assemblée générale, plusieurs centaines d'OS ont repoussé, à la demande des syndicats, le protocole d'accord proposé par la direction de Flins.

Sur la question des congés, le problème est à peu près

réglé et les syndicats sont satisfaits (le Matin d'hier). En revanche, malgré les avancées de la direction et la bonne volonté syndicale, cela ne se passe pas trop bien sur la question des classifications. Le système de progression proposé par la direction ne toucherait, selon les syndicats, que 6 000 ouvriers aux coefficients 165, 170 et 175 et en laisserait plus de 4 000 dehors (tous les ouvriers qui sont déjà au coefficient 180 et les OS hors chaîne). C'est la première raison du refus. La seconde est que ce nouveau système introduit un grand nombre de discriminations entre les OS. Un exemple. Au montage des sièges, il

existe deux types de travail : le montage à la chaîne (le carrousel) et le montage par modules. Les ouvriers qui travaillent suivant le dernier système (le moins rébarbatif), auront 5 points supplémentaires de coefficient, les autres pas. Pour l'instant, la direction propose une prime d'attente de 80 F pour tous ceux qui seraient touchés par sa proposition, en attendant que les ouvriers aient effectué la formation professionnelle requise pour changer de coefficient. Les syndicats ont fait un pas en acceptant le système de la prime. Mais ils veulent que celle-ci soit de 123 F.

La discussion concerne

maintenant des points techniques. La direction slalome avec peine entre les revendications et le plan de carrière des OS signé par tous les syndicats en décembre. Pour l'instant, elle n'a fait aucune entorse aux propositions de principe. Mais elle a en face d'elle des grévistes dont la combativité ne semble pas se démentir (il y en avait autant hier que la semaine dernière), qui ont des revendications qui contredisent l'accord de décembre et qui sont défendus par des syndicats comme la CFDT de Flins qui elle aussi avait à l'époque désapprouvé l'accord.

J.-P. G.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Négociations et grève aujourd'hui

Des négociations s'ouvrent cet après-midi entre la direction de la Société générale et l'intersyndicale CGT, CFDT, FO, qui appelle parallèlement à un arrêt de travail national afin de soutenir les revendications du personnel en grève depuis le 16 avril. Plus de 2 000 selon les syndicats, environ 1 000 selon la direction, sur un effectif de 8 660, les grévistes réclament les trente-cinq heures, la sixième semaine de congés payés la retraite à cinquante-cinq ans.

CGT

Sévère chute des effectifs

Les syndiqués actifs de la CGT sont passés de 2 016 841 en 1977 à 1 634 375 en 1980, selon le rapport financier publié dans le Peuple, organe officiel de la CGT, en vue du prochain congrès de la confédération. Par ailleurs, le total des effectifs actifs plus retraités est pour sa part passé de 2 322 055 à 1 918 583. L'étude explique ce « tassement » par la crise, la « casse industrielle », l'accroissement du chômage, ainsi que les « campagnes anticomunistes et anticégétistes ». Le rapport précise qu'il « est possible d'envisager un solde positif pour l'année 1981 ».

ESPAGNE

Grève au fond d'une mine

Vingt-six mineurs espagnols sont retranchés depuis plus d'un mois dans un puits de mine près de Frenegale de la Sierra au sud-ouest du pays. Ils exigent la construction d'une usine de traitement du minerai de fer de la région de Huelva (Andalousie). Approuvé par le gouvernement l'an passé, ce projet a été remis en question à la suite d'une étude de rentabilité.



Philippe Nocturne,
président
des Jeunes Dirigeants

PHILIPPE NOCTURNE a été élu nouveau président du Centre des jeunes dirigeants d'entreprise (CJD). Il prendra ses fonctions à l'issue du congrès de l'organisation patronale, à Deauville en juin. Actuel vice-président du CJD, âgé de quarante et un ans, Philippe Nocturne dirige deux établissements de chaudronnerie. Il succédera à l'Alsacien Jean-Marie Kieffer.

Citroën : la tension monte à Aulnay

BUSQUE aggravation de la tension, hier, chez Citroën à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). Des piquets de grève ont empêché l'entrée dans l'usine des cars transportant les ouvriers de l'équipe du matin et la direction a décidé d'annuler la tournée des cars de ramassage de l'équipe de l'après-midi. La CGT, qui avait fait une demande d'entrevue à la direction, a refusé de siéger en présence des autres syndicats, en fin de matinée.

Jeudi dernier, 1 800 des

2 500 travailleurs de l'équipe de l'après-midi avaient débrayé pendant près de quatre heures. Les principales revendications portaient sur les salaires, la diminution des cadences, la libre disposition de la 5^e semaine de congés payés et les libertés syndicales. Le lendemain, la situation redevenait normale et la direction acceptait une demande de rencontre de la CGT. Cette dernière, selon la CFDT, refusait une entrevue commune. Hier, FO et la CSL voulant participer à la réunion, la CGT a refusé de sié-

ger et les négociations ont tourné court. La direction, qui affirme que 300 personnes seulement débrayent depuis jeudi, n'a pas proposé d'autre date de rencontre. Cependant, elle laisse entendre que les revendications pourraient être étudiées au cours de la renégociation de l'accord d'entreprise, le 3 mai. A moins qu'elle ne prenne une décision plus ferme avant.

En 1981, aux élections des délégués du personnel, la CSL a obtenu 82 % des voix, la CGT (10 %), FO (6,5 %) et la CFDT (1,5 %).

JUSQU'AU 9 MAI, AVANT TRAVAUX AU MAGASIN MAGENTA

LIQUIDATION TOTALE

Jusqu'à épuisement des stocks

PRIX FANTASTIQUES
SUR MEUBLES, CUISINES, LITERIES, SALONS NEUFS,
TAPIS D'ORIENT.

LEVITAN MAGENTA

55, bd Magenta, Paris 10°. Parking gratuit. Métro : Gare de l'Est.
Magasin ouvert du lundi au samedi, de 10 h à 21 h.

Reunida por pedido de ^uBuenos Aires

O.E.A. : UN SOSTEN MUY TEORICO

"La solidaridad en América latina es como una religión. Pero cuando se trata de pasar de las palabras a los actos, es otra cosa" Reflexión de un delegado del Caribe, antes de la apertura, ayer en Washington, de la sesión especial de la OEA. que traduce muy bien el sentimiento dominante de los 21 miembros de esta organización. Las divergencias no se limitan a un desacuerdo entre los de habla inglesa - Estados Unidos a la cabeza - y los de habla española. Aún cuando braman contra el colonialismo fuera de moda de Londres, ninguno de los gobiernos representados parece listo a tomar, contra Gran Bretaña, las sanciones previstas en el Tratado de Río.

El gobierno de Buenos Aires que pidió esta reunión extraordinaria, dispone teóricamente de una panoplia de medidas de represalias. En caso de agresión de una potencia extranjera a la región, el artículo 8 del tratado de Río. prevé una respuesta colectiva bajo forma no solamente de medidas diplomáticas y económicas, sino igualmente militares.

En el caso de las Malvinas, el uso de la fuerza, de acuerdo a la O.E.A. está pues excluido. La O.E.A. contradice la resolución 502 del Consejo de seguridad de la O.N.U., que habiendo pedido a la Argentina a retirar sus tropas, de hecho se juzgue culpable a ese país. Por otra parte el preámbulo del tratado de Río se refiere específicamente a la Carta de las Naciones Unidas y recomienda a los firmantes al mismo tiempo que arreglan su querella pacíficamente, se expliquen ante los organismos competentes de la O.N.U.

La eventualidad de una punición económica no estaría lejos. Primer ejemplo de distorsión: Chile. Este país que tiene su propia querella con la Argentina, teme el precedente que representaría la imposición de sanciones. A su vez, los militares de Santiago, podrían estar tentados un día de hacer a sus colegas de Buenos Aires, el mismo juego de las Malvinas. En efecto, Chile no se resignó jamás a abandonar a la Argentina el control definitivo de las islas Lennox, Picton y Nueva (Canal de Beagle) El gobierno de Santiago aprobó la convocatoria de la O.E.A., pero no se hizo representar por su Ministro de Relaciones Extranjeras. Envió su embajador.

Otro ejemplo: el caso del Brasil. Las autoridades de Brasilia ofrecieron su ayuda a la Argentina, en particular bajo forma de venta de misiles antiaviones. Sin embargo los brasileros no mostraban mucho entusiasmo con la idea de ir más allá de este gesto. La manera en que los países europeos se unieron a Gran Bretaña, suspendiendo toda relación económica con Argentina, ha constituido una seria advertencia. El Brasil, que de todas maneras, vé, en el otro gigante latinoamericano, su principal competencia, no le interesa cuestionar sus relaciones con la C.E.E. que representa su primer aliado comercial.

Sentimiento más o menos general : no hay que esperar de la O.E.A. iniciativas que permitan salir del impase. El desembarco británico en Georgia ha hecho subir sin duda las acciones del gobierno argentino. De todas formas, el texto sobre el cual las 21 de la O.E.A. podrían entenderse arriesga de ser muy simbólico. Un diplomático hacía notar: "No tiene garra".

Consecuencia: todo el fardo de la mediación recae en los Estados Unidos y en el secretario de Estado A. Haig. Es por otra parte lo que hacían oír los beligerantes.

RECEIVED
JAN 10 1901
U.S. DEPT. OF AGRICULTURE
WASHINGTON, D.C.

Reunida a pedido de Buenos Aires.-

Entrevistado por la cadena de televisión ABC, el embajador británico en Washington Nicolas Anderson, declaraba: "Gran Bretaña está siempre lista a negociar, y en esta óptica, los Estados Unidos no pueden más que jugar un papel crucial". En la cadena de la competencia "CBS" el embajador argentino ante la O.E.A. Raúl Quijano, decía más o menos lo mismo. " Los británicos afirman que quieren hablar, pero empiezan por tirar. No es una manera de negociar. Sin embargo la Argentina no renuncia a la negociación" Ahora que los ingleses tienen su victoria, el verdadero regateo puede comenzar.

Washington

de un artículo de Charles Lambroschini

Réunie à la demande de Buenos Aires O.E.A. : un soutien très théorique

WASHINGTON :
Charles LAMBROSCHINI

« La solidarité en Amérique latine est comme une religion. Mais quand il s'agit de passer des paroles aux actes, c'est une autre affaire. » Cette réflexion d'un délégué des Caraïbes, avant l'ouverture, hier à Washington, de la session spéciale de l'O.E.A., traduit bien le sentiment dominant parmi les vingt et un membres de cette organisation. Les divergences ne se limitent pas à un désaccord entre anglophones - Etats-Unis en tête - et

hispaniques. Même s'ils tonnent contre le « colonialisme démodé » de Londres, aucun des gouvernements représentés ne semble prêt à prendre, contre la Grande-Bretagne, les sanctions prévues par le traité de Rio.

Le gouvernement de Buenos Aires, qui a demandé cette réunion des ministres des Affaires étrangères sur la base de l'accord de défense conclu en 1947, dispose théoriquement de toute une panoplie de mesures de représailles. En cas d'agression par une puissance extérieure à la région, l'article 8 du traité de Rio

prévoit une riposte collective sous la forme, non seulement de mesures diplomatiques et économiques, mais également militaires.

Dans l'affaire des Malouines, l'usage de la force par l'O.E.A. est pourtant exclu. L'O.E.A. contredirait la résolution 502 du Conseil de sécurité de l'O.N.U. qui, ayant appelé l'Argentine à retirer ses troupes il y a trois semaines, a en fait, jugé ce pays coupable. Or le préambule du traité de Rio se réfère spécifiquement à la Charte des Nations unies et recommande aux signataires, tout à la fois de régler leur querelle pacifiquement et de s'en expliquer devant les organes compétents de l'O.N.U.

L'éventualité d'une punition économique ne semble pas moins lointaine. Premier exemple de distorsion : le Chili. Ce pays, qui a sa propre querelle territoriale avec l'Argentine, craint le précédent que représenterait l'imposition de sanctions. A leur tour, les militaires de Santiago pourraient un jour être tentés de faire à leurs collègues de Buenos Aires le coup des Malouines. En effet, le Chili ne s'est jamais résigné à abandonner à l'Argentine le contrôle définitif des îles de Lennox, Picton et Nueva (canal de Beagle). Le gouvernement de Santiago a donc approuvé la convocation de l'O.E.A., mais il ne s'y est pas fait représenter par son ministre des Affaires étrangères. Il a envoyé son ambassadeur.

Autre illustration : le cas du Brésil. Les autorités de Brasilia ont offert leur aide à l'Argentine, en particulier sous la forme de vente de missiles anti-avions. Cependant, les Brésiliens ne montrent pas beaucoup d'enthousiasme à l'idée d'aller au-delà de ce geste. La façon dont les pays

européens se sont ralliés à la Grande-Bretagne, suspendant toute relation économique avec l'Argentine, a constitué un sérieux avertissement. Le Brésil qui, de toute façon, voit, dans l'autre géant latino-américain, son principal concurrent, ne tient pas à remettre en cause ses relations avec la C.E.E. qui représente son premier partenaire commercial.

Sentiment à peu près général, ici : il ne faut pas attendre de l'O.E.A. des initiatives qui permettraient de sortir de l'impasse. Le débarquement britannique en Georgie du Sud a sans doute fait remonter la cote du gouvernement argentin. Toutefois, le texte sur lequel les vingt et un de l'O.E.A. pourraient finalement s'entendre, risque d'être largement symbolique. Un diplomate remarquait : « Il n'aura pas de dents. »

Conséquence : tout le fardeau de la médiation va à nouveau revenir aux Etats-Unis et au secrétaire d'Etat Alexander Haig. C'est d'ailleurs ce que laissent entendre les belligérants. Interviewé par la chaîne de télévision A.B.C., l'ambassadeur britannique à Washington, Nicolas Anderson, déclarait : « La Grande-Bretagne est toujours prête à négocier et, dans cette optique, les Etats-Unis ne peuvent que jouer un rôle crucial ». Sur la chaîne concurrente « C.B.S. », l'ambassadeur argentin auprès de l'O.E.A., Raul Quijano, disait à peu près la même chose : « Les Britanniques affirment qu'ils veulent parler, mais ils commencent par tirer. Ce n'est pas une façon de négocier. Pourtant, l'Argentine ne renonce pas à la négociation. » Maintenant que les Anglais ont remporté leur victoire, le vrai marchandage peut commencer.

Ch. L.

LE FIGARO



« Sans la liberté de blâmer, il n'est pas d'éloge flatteur »
BEAUMARCHAIS

ADMINISTRATION, ABONNEMENTS, PUBLICITÉ :
25, AV. MATIGNON, 75398 PARIS CEDEX 08. TÉL. 236-80-00
TÉLEX 280912

DIRECTION, RÉDACTION, SERVICE VENTE, IMPRESSION :
37, RUE DU LOUVRE, 75001 PARIS CEDEX 02. TÉL. 233-44-00
TÉLEX 211112

Algérie 1,80 din. - Allemagne 1,50 DM - Autriche 15 sch. - Belgique 20 FB
Canada \$ 1,10 - Côte d'Ivoire 315 CFA - Espagne 70 p. - Grèce 80 p.
Grande-Bretagne 40 pence - Hollande 1,75 fl. - Italie 800 lire
Luxembourg 25 FL - Maroc 2,50 dh. - Portugal 40 esc. - Sénégal 275 CFA
Suisse 1,30 FS - Tunisie 250 mil.

DIRECTOIRE DE LA SOCIÉTÉ DE GESTION

ROBERT HERSANT

Président du Directoire

Directeur politique du « FIGARO »

MARCEL GABILLY, JEAN MIOT, ANDRÉ BOUSSEMART, CHRISTIAN GRIMALDI
membres du Directoire

Directeur de la rédaction

MAX CLOS

Directeur adjoint de la rédaction

JACQUES JACQUET-FRANCILLON

Directeur des services culturels

et du « Figaro Magazine »

LOUIS PAUWELS

SOCIÉTÉ DU « FIGARO »

ANDRÉ AUDINOT

Président-directeur général

Directeur de la publication

MAX CLOS

Codirecteur de la publication

Commission paritaire

N° 57984

ABONNEMENTS

FRANCE (FIGARO + MAGAZINE) 6 mois : F 500 - 1 an : F 970

Tous paiements à l'ordre : SOUSCRIPTION LE FIGARO

Tarif étudiants, étrangers, avions : Nous consulter

EN CAS DE MODIFICATION, joindre obligatoirement 10 F par chèque

PUBLICITÉ JUMEEE AVEC

L'AURORE

Composition-Impression-Siro
37, rue du Louvre - Paris



ipag

une école qui forme
des cadres opérationnels

PRÉPAREZ VOTRE AVENIR AVANT LE BAC

- 4 années d'étude après le bac : concours 2 juin 1982
inscriptions avant le 15 mai 1982
- FORMATION EN ALTERNANCE : 6 périodes de travail en entreprise
+ 6 périodes d'étude à l'institut

INSTITUT DE PRÉPARATION À L'ADMINISTRATION et à la GESTION

Enseignement privé d'enseignement technique supérieur reconnu par l'Etat

184, boulevard Saint-Germain 75006 Paris - Tél. : (1) 222.08.55

● Pour en finir
avec les tutelles
par Georges SARRE

le gouvernement argentin à une négociation rapide. La « dame de fer » a annoncé que les cent quatre-vingts soldats argentins capturés seront rendus à leur pays.

Page 2 :
la dépêche de
Robert de SUZANNE
et nos informations



CAVALIER SEUL

Politique

Il paraît que les manifestations en faveur de la liberté scolaire commencent à verser dangereusement dans la politique, ce qui inquiète pas mal de politiciens. Certes, la nationalisation de l'enseignement figurait dans la partie du programme politique définissant la politique de l'éducation des hommes politiques de la majorité politique.

Mais la nationalisation de l'enseignement ne relève pas à proprement parler de la politi-

que, bien qu'un tel projet, dans la mesure où il est inopportun, fâcheux, coûteux, profondément inutile, déplaisant et contraire au sentiment de la majeure partie de l'opinion publique, puisse passer pour un véritable projet politique. Mais la décision n'est pas encore prise. Le gouvernement a encore le temps d'éviter le piège politique qui lui est tendu en renonçant à son projet.

André FROSSARD.

un an

PAR ALFRED FABRE-LUCE

Le premier anniversaire de la présidentielle, les élections législatives de 1978. Ce qui s'est passé ensuite est trop connu pour que j'aie besoin de le rappeler. L'ancienne majorité ayant aujourd'hui compris les raisons de son échec, il convient même de jeter un manteau de Noé sur la division qui lui a été fatale.

Retenons seulement ce vote du premier tour comme exprimant la véritable tendance des Français, déformée pendant les semaines suivantes par les combinaisons personnelles et partisans, les contraintes du « duel » du second tour et la subordination des élections législatives à l'élection présidentielle.

Lors du premier tour déjà, 28 % des votants avaient donné leurs suffrages au candidat socialiste. Mais leur choix s'était opéré dans une certaine confusion. On les a représentés à tort, par la suite, comme ayant accordé leur adhésion à chacun des points du programme socialiste. Ils ne connaissaient même pas bien ce programme, et avaient plutôt exprimé une lassitude, une allergie, un vague espoir de « changement ».

Les électeurs qui ont finalement entraîné la décision n'étaient ni des ouvriers ni des agriculteurs. (Ces deux catégories de Français ont voté dans les mêmes proportions qu'en 1974 pour Mitterrand et pour Giscard.)

A. F.-L.

(Suite page 5, col. 1 à 4)

Vienne : terrorisme antifrançais

Nouvel attentat à Vienne où un policier autrichien qui assurait la garde de la mission commerciale française a été tué par balle à l'intérieur même des locaux diplomatiques. Il pourrait s'agir d'un nouvel « avertissement » lancé à la France par des terroristes internationaux pour obtenir la libération des deux

« amis de Carlos » condamnés récemment à Paris. Quelques jours avant l'attentat de la rue Marbeuf — qui a eu lieu au moment même où s'ouvrait le procès de ces deux terroristes — deux attentats à la bombe avaient déjà été perpétrés contre des intérêts français à Vienne.

(Page 12)

LIBAN : FRANÇAIS ATTAQUÉ

Un officier français de la F.I.N.U.L. (Force intérimaire de l'O.N.U. au Liban) a été grièvement blessé par des terroristes.

sommaire

BOURSE (8) ■ CARNET DU JOUR (28) ■ COURSES (13) ■ CULTURE (30) ■ ÉCONOMIE (8 et 10) ■ ÉDUCATION (30 D) ■ ÉTRANGER (2 à 4) ■ FEUILLETON (27) ■ INFORMATIONS (12, 13) ■ JOURNÉE (27) ■ LETTRES (30 C) ■ MÉDECINE (12) ■ MÉTÉOROLOGIE (27) ■ MOTS CROISÉS (27) ■ PARIS-ILE-DE-FRANCE (7) ■ PETITES ANNONCES (14 à 26) ■ POLITIQUE (5 à 7) ■ RADIO-TELEVISION (31) ■ SOCIAL (11) ■ SPECTACLES (30 A, B, C) ■ SPORTS (29).

LOS ARGENTINOS NO SE CONSIDERAN VENCIDOS

Los argentinos no se consideran vencidos a pesar del desembarco de las tropas británicas en Georgia del Sur. Los combates continúan, anuncia Buenos Aires, y la Argentina podría decidir aún "pasar a la ofensiva en todos los frentes" declaran en medios militares. Lo que es cierto es que refuerzos son encaminados de urgencia hacia las Malvinas como a lo largo de la costa y a la ciudad de Comodoro Rivadavia. Si en la capital parecía que decididamente se aceptaba el desafío británico, al contrario en Comodoro Rivadavia se tenía miedo.

En el aeropuerto, a partir del domingo todos los vuelos habían sido bruscamente anulados. En las autopistas, en los parking, se formaban largas columnas de militares. Sin una palabra, los jóvenes soldados, con su mochila en los pies y el fusil al hombro, se aprestaban a embarcarse en aviones de transporte "Hercules". Si se podía, después de largas discusiones, franquear las barreras en la ruta que lleva al aeropuerto, había que aceptar la presencia de un militar armado de una pistola ametralladora en el vehículo.

El pueblo no se equivocaba. Cuando cayó la noche, los habitantes ponían burletes de papel negro a las ventanas temiendo un improbable bombardeo. Cerca de la Plaza San Martín unos hombres pintaban de azul los faros de sus coches. (Son las consignas en caso de toque de queda" me dice uno de ellos). El pánico se apodera de la ciudad. Filas de treinta y cuarenta coches se alinean a lo largo de las pocas estaciones de servicio abiertas: se temía el racionamiento del petróleo. "De todas maneras si somos evacuados será obligatoriamente en camión", me confía un automovilista. Está previsto en el fascículo de prevención civil que nos han enviado. Mi familia será dirigida a Sarmiento, al norte.

Mientras la cadena de televisión local multiplica siniestros llamados: "Los que pertenecen a la seguridad de la Cruz Roja son convocados a la Municipalidad" Mensaje de la protección civil: los responsables del barrio deben estar en la Municipalidad a las 21 y 30.

"NOSOTROS GANAREMOS"

Sin embargo hacía mucho tiempo que no se tiraba un solo tiro, allá en la Georgia a algunos 2.300 kilómetros al este de Comodoro. Pero eso la población debía ignorarlo. La Junta del poder se reservaba el derecho de presentar el asunto a su manera.

El Ministro de Relaciones Exteriores, arriesgaba el primer comentario: "Estoy sorprendido de que los ingleses hayan atacado tan rápido, en plenas negociaciones". El confirmaba pues tácitamente que este asunto estaba previsto desde hacía mucho tiempo, y eso no se sospechaba más. Y parece además que los argentinos habían preparado contrafuegos para enmascarar su marcha atrás. En la noche, el comunicado N° 30 de las autoridades militares afirmaba: "Nos quedaremos con las Malvinas, ganaremos la guerra".

Ni una sola palabra sobre las Georgias. Todo estaba hecho como si hubiera que olvidar muy rápido este revés programado para no pensar más que en la bandera argentina que flota siempre en las Malvinas. Un diplomático extranjero con asiento en Buenos Aires, me dirá: A pesar de las protestas y de las declaraciones ruidosas, me pregunto si este golpe de fuerza no arregla todo el mundo. El porvenir nos lo dirá, pero no me extrañaría que este escenario haya podido ser evocado en momento de negociaciones discretas"

La hipótesis no es absurda. Se podría discutir durante siglos, los dirigentes argentinos no habrían aceptado jamás de buen grado sacar la bandera azul y blanca izada en las islas a principio de abril. Ni el ejército ni el pueblo se lo habrían perdonado. Pero, por las mismas razones, los ingleses no podían aceptar esta afrenta sin aceptar el desafío. Hoy está salvado el honor y el de los argentinos no está más que un poco rasguñado, ya que lo esencial es de conservar las Malvinas. He aquí pues las cartas redistribuidas. Teniendo y algunas ventajas, los ingleses

4098 3776

LOS ARGENTINOS NO SE CONSIDERAN VENCIDOS

podrían muy bien volver a la mesa de las negociaciones. Finalmente, Georgias o Malvinas, lo que cuenta es el derecho de mirar hacia la Antártida. Si todo el mundo estuviera satisfecho de esta nueva mano, podría encararse un acuerdo. Hay que esperar un poco para saberlo.

Comodoro Rivadavia

Del enviado especial de Le Figaro, Jacques Lesinge.

EXTRA STROING

Lesinge

produit dans le même temps une transformation profonde des modes de pensée. » Telle est la motion qui fut votée au congrès de Valence : on n'y a pas seulement demandé que des têtes tombent, on a aussi exigé qu'elles soient remplies autrement.

Au moment où s'ouvre le débat sur l'audiovisuel à l'Assemblée nationale, il est bon de rappeler dans quelles perspectives le situent les socialistes. La main mise du pouvoir politique sur la radio-télévision — à travers une complaisante haute autorité — est au service d'un projet idéologique qui vise à promouvoir le règne de la vertu socialiste en changeant les mentalités. Il n'est que de lire les bons auteurs pour s'en convaincre, tel Louis Mermaz qui expliquait que la nouvelle télévision va rompre « avec les puissances d'argent et le modèle culturel de la droite » qui véhicule une « morale bourgeoise ». Le président de l'Assemblée concluait : « L'école et les médias doivent nous permettre d'arriver à une morale de la solidarité. » La récente comparaison du premier ministre entre les instituteurs et les journalistes n'est donc point innocente, elle traduit la pensée profonde de ce régime : prendre les consciences en main et faire des médias une vaste entreprise de rééducation civique.

Un avant-goût nous en est donné quotidiennement sur FR 3 — entre autres — où le bulletin de 23 heures oscille perpétuellement entre le catéchisme de persévérance pour militants socialistes et le brûlot de propagandiste, le tout étant présenté au profane comme une information pure de toutes

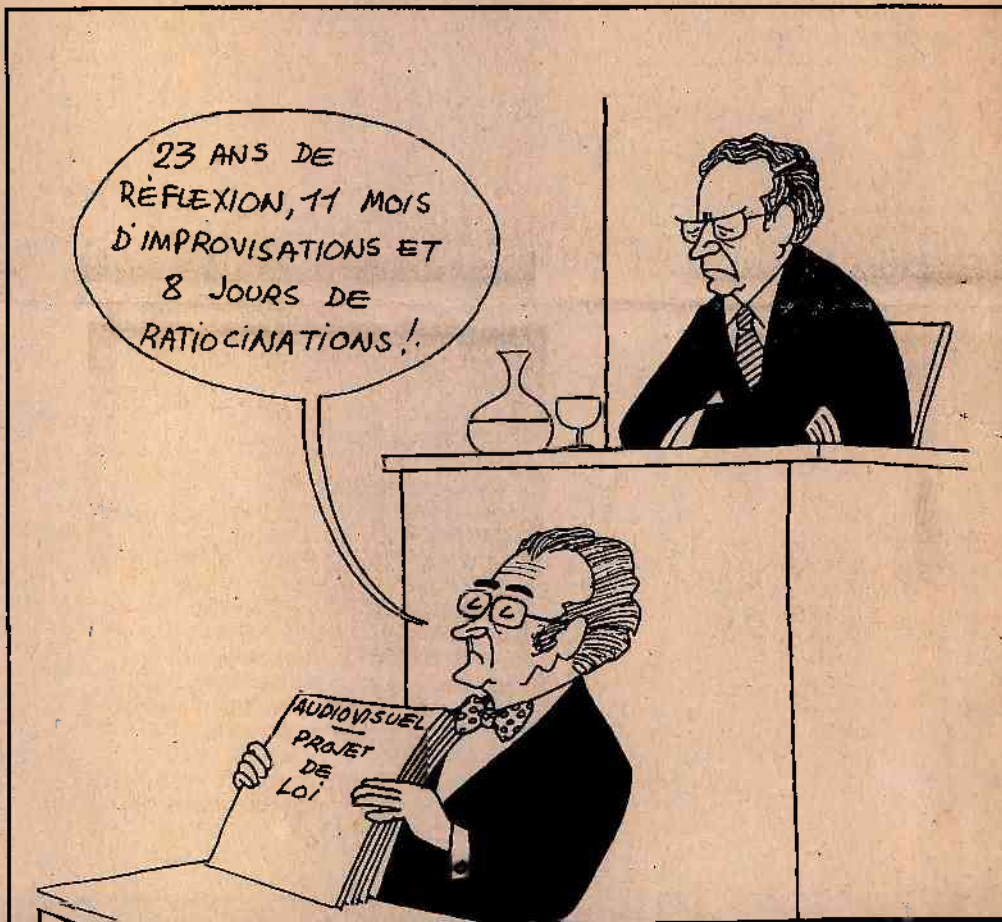
que », tandis que Robert-André Vivien voit dans le projet une loi « bête et méchante ». Selon Alain Madelin, il est à craindre que cette réforme « ne serve en fait, sous couvert de réorganisation, qu'à camoufler la poursuite de la mainmise du nouveau pouvoir sur les médias audiovisuels ».

Les orateurs de l'opposition ont critiqué la composition et la compétence de la haute autorité qui dirigera le service public. Ils

taxe et à l'inévitable développement de la publicité sur les chaînes.

Auparavant, Georges Fillioud, ministre de la Communication, avait présenté son projet de loi en des termes destinés à soulever l'enthousiasme de son auditoire sans apparemment y parvenir. Manifestant un sens de la métaphore supérieur à son sens du ridicule, le ministre a estimé que son projet était l'occasion de

tion avait laissé au rapporteur de la commission, Bertrand Schreiner (P.S., Yvelines), le soin de présenter en détail le projet. Celui-ci a notamment défendu le principe de la haute autorité, « autorité morale qui forgera sa crédibilité sur son fonctionnement nécessairement collectif et autonome ». Selon le rapporteur, cette autorité sera indépendante car ses membres sont nommés pour neuf ans et non révocables,



Les Argentins ne s'estiment pas battus

COMODORO
RIVADAVIA :

de notre envoyé spécial
Jacques LESINGE

Les Argentins sont loin de s'estimer battus en dépit du débarquement des troupes britanniques en Géorgie du Sud. Les combats continuent, annonce Buenos Aires, et l'Argentine pourrait même décider « de passer à l'offensive sur tous les fronts » déclarent les milieux militaires. Ce qui est certain c'est que des renforts ont été acheminés d'urgence sur les îles Malouines ainsi que tout le long de la côte et en particulier dans la ville de Comodoro Rivadavia. Si dans la capitale on paraissait donc bien décidé à relever le défi britannique, à Comodoro Rivadavia en revanche on avait peur.

A l'aéroport dès dimanche tous les vols avaient été brusquement annulés. Sur les pistes, sur les parkings, de longues colonnes de militaires se formaient. Sans un mot, de tout jeunes soldats, paquetage au pied, arme à la bretelle, s'apprétaient à embarquer dans des avions de transport « Hercules ». Si l'on pouvait, après de longues discussions, franchir les barrages sur la route menant à l'aéroport, il fallait accepter la présence d'un militaire armé d'un pistolet-mitrailleur dans le véhicule.

La population ne s'y trompait pas. A la nuit tombante, les habitants calfeutraient leurs fenêtres avec du papier noir, craignant un bien improbable bombardement. Près de la place San Martin, des hommes

recouvraient de peinture bleue les phares de leurs voitures : (Ce sont les consignes en cas de couvre-feu », me dira l'un d'eux.) La panique s'emparait de la ville. Des files d'attente de trente, quarante voitures s'allongeaient devant les rares stations-service ouvertes : on craignait le rationnement de pétrole. « De toute façon, si nous sommes évacués, ce sera obligatoirement par camion, me confiera un automobiliste. C'est prévu dans le fascicule de protection civile que l'on nous a remis. Ma famille sera dirigée sur Sarmiento, au nord. »

Pendant ce temps la chaîne de télévision locale multipliait de sinistres appels : « Les secouristes de la Croix-Rouge sont convoqués à la mairie ». « Message de la protection civile : les responsables de quartier doivent se rendre à l'hôtel de ville à 21 h 30. »

« Nous gagnerons »

Il y avait pourtant bien longtemps qu'on ne tirait plus un coup de feu, là-bas, sur les Georgia, à quelque 2.300 km à l'est de Comodoro. Mais ça, la population devait l'ignorer. La junte au pouvoir se réservait le droit de lui présenter l'affaire à sa façon.

Le ministre des Affaires étrangères, Costa Mendes se risquait le premier à un commentaire : « Je suis surpris que les Anglais aient attaqué si vite, en pleines négociations. » Il confirmait donc tacitement que cette affaire était prévue depuis longtemps et ça, personne n'en doutait plus. Il semble même que les Argentins avaient préparé des contre-feux pour masquer ce pas en

arrière. Dans la nuit, le communiqué n° 30 des autorités militaires affirmait : « Nous garderons les Malvinas, nous gagnerons la guerre. »

Pas un mot sur les Georgia. Tout était fait comme s'il fallait oublier très vite ce revers programmé pour ne penser qu'au drapeau argentin qui flotte toujours sur les Malouines. Un diplomate étranger en poste à Buenos Aires me dira par téléphone : « Malgré les protestations et les déclarations fracassantes, je me demande si ce coup de force n'arrange pas tout le monde. L'avenir nous le dira, mais je ne serais même pas étonné que ce scénario ait pu être évoqué lors de négociations discrètes. »

L'hypothèse n'est pas absurde. On aurait pu discuter pendant des siècles, jamais les dirigeants argentins n'auraient accepté d'amener de leur plein gré le drapeau bleu et blanc hissé sur les îles début avril. L'armée, comme la population, ne leur auraient pas pardonné. Mais, pour les mêmes raisons, les Anglais ne pouvaient accepter ce camouflé sans relever le gant. Aujourd'hui, leur honneur est sauf et celui des Argentins n'est qu'égratigné, l'essentiel étant de conserver les Malouines.

Voilà donc les cartes redistribuées. Ayant touché quelques atouts, les Anglais pourraient bien revenir à la table des négociations. Finalement, Malvinas ou Georgia, c'est le droit de regard sur l'Antarctique qui compte avant tout. Si tout le monde se satisfaisait de cette nouvelle donne, un accord pourrait être envisagé. Il faut attendre un peu pour le savoir.

J. L.

MALVINAS: DESPUES DE LA VICTORIA BRITANICA

Thatcher: la negociación es siempre posible.
o "Todo cambiaría si la Argentina aceptara de retirar sus tropas de las Malvinas nuestras fuerzas de intervención se retirarían entonces. Y retomariamos las negociaciones. Es lo que Thatcher declaró ayer en la BBC. La primer británica precisó que la reconquista de las Georgias no cambiaría las intenciones de su gobierno. y que era urgente acelerar las conversaciones de paz.

El gobierno argentino se quejó ante el Consejo de seguridad de las Naciones Unidas, de "una agresión armada" de Gran Bretaña.

En los medios del Vaticano, se deja oír que Jean-Paul II podría anular el viaje que debe hacer el mes próximo a Londres en caso de agravación del conflicto.

Una cierta confusión reinaba en Londres a causa de las intenciones del gobierno en la crisis de las Malvinas.

Thatcher declaró en los Comunes que la reconquista de las Georgias no cambiaba en nada la determinación del gobierno de poner todo en obra, con el fin de llegar a una solución negociada de la crisis. Queremos dijo la primer, la aplicación de la resolución del Cosejo de seguridad por medios pacíficos si la cosa es posible.

Thatcher agregó que no había estado de guerra entre Gran Bretaña y Argentina. Los militares argentinos capturados ayer serán pues liberados. Al mismo tiempo, sin embargo, el gobierno enviaba nuevos refuerzos al Atlántico Sur: 900 paracaídas se embarcaron ayer, mientras cinco fragatas, un submarino y un draga minas costero se hacían a la mar.

Se podría encarar un bloqueo del archipiélago a largo término, pero los habitantes sufrirían tanto o más que los militares. Queda por fin el arma de la sanción económica y Gran Bretaña puede sin duda mejor que nadie traer un juicio claro sobre la eficacia de las medidas de ese tipo. En la incertidumbre actual. hay una cosa que es segura: la flota no puede cruzar indefinidamente las aguas glaciales del Atlántico Sur, sobre todo en la proximidad del invierno. Es difícil pensar también que las dos flotas van a quedarse mucho tiempo una cerca de la otra sin que eso cree una situación peligrosa.

En estas condiciones no es extraño que una fracción de la opinión se haga preguntas y se inquiete. Así se vió ayer en los Comunes a M. Foot, insistiendo por redoblar esfuerzos para encontrar una solución pacífica al conflicto y que vuelva al Cosejo de seguridad.

En todas partes, algunos hacen notar que hay una contradicción entre los objetivos militares del gobierno y los fines buscados por la diplomacia. De un lado se parte en cruzada, se envían cañoneras y se promete hacer hablar la pólvora para restablecer la soberanía británica en las Malvinas explicando que la resolución 502 del Cosejo de seguridad, el derecho internacional y la moral, así lo exigen. Por otra parte el gobierno sabe muy bien que el restablecimiento de la soberanía británica, en el mejor de los casos no será más que efímera, que de una manera o de otra va a ser objeto de negociaciones y que será transferida a corto plazo: es el sentido de la tentativa del arreglo diplomático en curso. Entonces, cómo interpretar la política seguida por el gobierno y no se hable de una incoherencia, por lo menos aparente!

Por fin, se empieza a pensar en el costo de la operación. Se estima alrededor de las 275 millones de libras- alrededor de tres mil millones de francos.. Por el momento el incidente presupuestario es nulo. Pero no será lo mismo si la armada

40x 40. 275/10

MALVINAS: DESPUES DE LA VICTORIA BRITANICA

británica y las tropas embarcadas deben dar vueltas por el océano durante mucho más tiempo y con más razón en el caso de operaciones importantes.

oo

El último mensaje

"La fragata dirige sus cañones sobre nosotros. Abre el fuego. Yo destruyo la radio y los códigos. Los abrazamos a todos."

Es el último mensaje de las fuerzas argentinas en Port Leith, en las Georgias del Sur, después del desembarco británico. En el curso de los diez minutos que precedieron al desembarco, la radio anunciaba: "L'orange (nombre del código para la fragata) se aproxima. Podemos alcanzarla!. Está muy oscuro. Está un poco lejos. Aparentemente son numerosos. Yo creo que van a desembarcar detrás de la colina y atacar a pie. Cómo es el terreno? (A.F.P.)

WESTERN STEELWORKS
COLUMBIA, MISSOURI

Malouines : après la victoire britannique...

Mme Thatcher : la négociation est toujours possible

« Tout changerait si l'Argentine acceptait de retirer ses troupes des Malouines, nos forces d'intervention se retireraient alors. Et nous reprendrions les négociations. » C'est ce que Margaret Thatcher a déclaré hier soir à la B.B.C. Dans l'après-midi, devant les Communes, le Premier britannique avait précisé que la reconquête de la Géorgie ne changerait rien aux intentions de son gouvernement, ajoutant « qu'il était urgent d'accélérer les pourparlers de paix ».

Le gouvernement argentin a déposé une plainte devant le Conseil de sécurité des Nations unies contre « l'agression armée » de la Grande-Bretagne.

Dans les milieux du Vatican, on laisse entendre que Jean-Paul II pourrait annuler le voyage qu'il doit faire le mois prochain à Londres en cas d'aggravation du conflit.

LONDRES :
Robert de SUZANNET

Une certaine confusion régnait hier dans la capitale britannique au sujet des intentions du gouvernement dans la crise des Malouines. A la Chambre des Communes, le premier ministre, Mme Margaret Thatcher, a déclaré que la reconquête de la Géorgie du Sud ne modifiait en rien la détermination du gouvernement de mettre tout en œuvre, afin d'arriver à une solution négociée de la crise. Nous voulons, a dit en substance le premier ministre, l'application de la résolution du Conseil de sécurité par des moyens pacifiques si la chose est possible.

Mme Thatcher a également précisé qu'il n'y avait pas d'état de guerre entre la Grande-Breta-

gne et l'Argentine. Les quelque cent quatre-vingts militaires argentins capturés hier et avant-hier seront donc libérés. Dans le même temps, néanmoins, le gouvernement dépêchait des nouveaux renforts vers l'Atlantique du Sud : neuf cents parachutistes se sont embarqués hier, tandis que cinq frégates, un sous-marin patrouilleur et un dragueur de mines côtier prenaient la mer.

Le temps presse, a dit Mme Thatcher dans sa déclaration aux Communes, en faisant remarquer que l'armada britannique se rapprochait de l'archipel et que les conditions atmosphériques réduisaient l'éventail des choix militaires qui s'offraient au gouvernement. On en est donc, une fois de plus, réduit aux conjectures. Dans l'immédiat, il semble que les forces britanniques peuvent tenter un débar-

quement modeste dans un coin isolé de l'une ou l'autre des Malouines. Ce serait en somme un geste symbolique qui mettrait en danger les vies de la population civile et qui risquerait, en outre, d'être interprété par les Argentins comme un degré de plus franchi dans l'escalade.

Un assaut en règle semble devoir être écarté dans la mesure où il faudrait qu'il soit précédé de bombardements massifs des bases aériennes argentines. Ce serait alors la fin de la fiction de l'absence de tout état de guerre entre la Grande-Bretagne et l'Argentine. D'un état de quasi-belligérance, on passerait à l'état de guerre ouverte avec des conséquences dont la gravité est difficile à évaluer.

Des questions

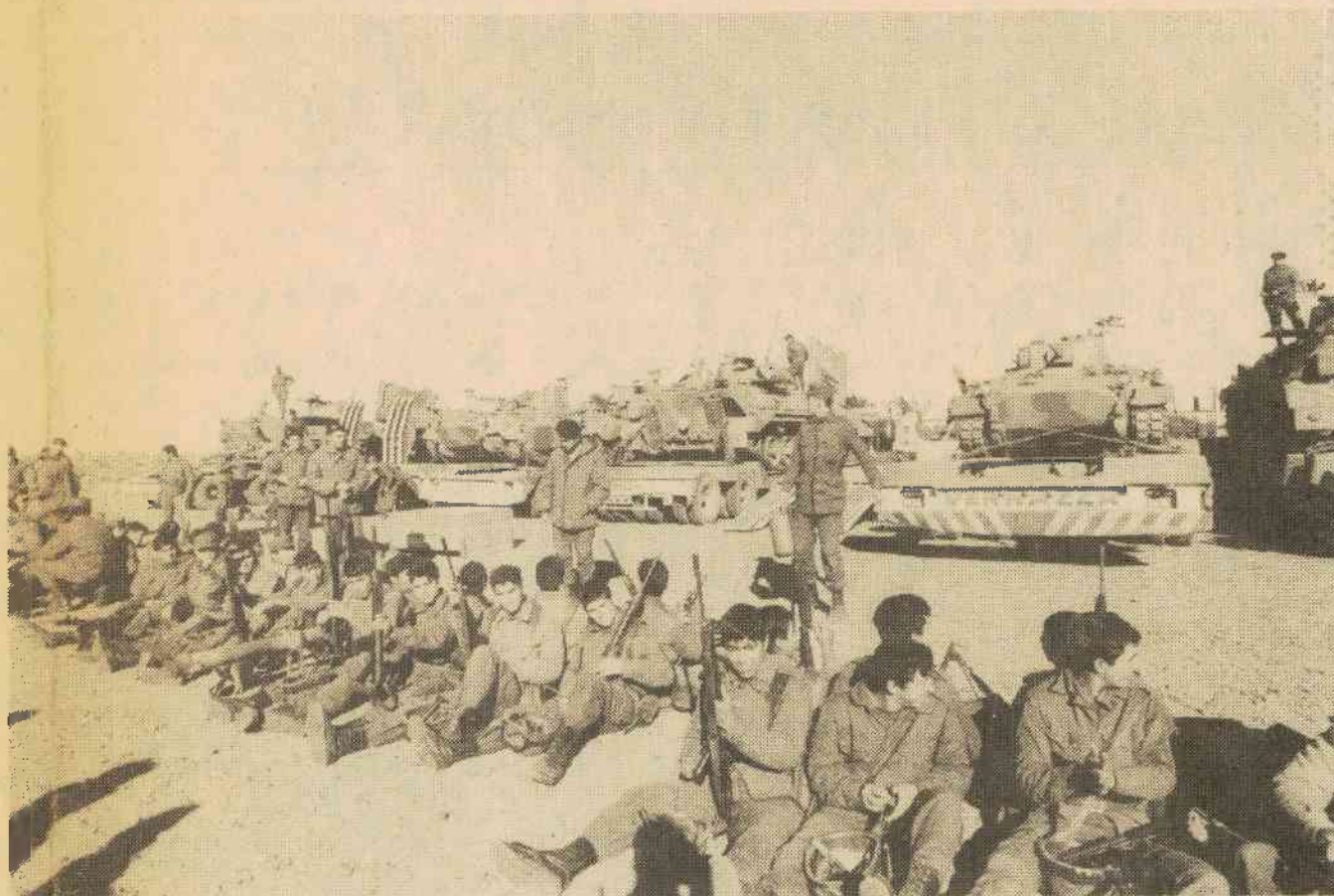
A plus long terme, on peut envisager un blocus de l'archipel, mais les habitants en souffriraient sans doute autant, sinon plus, que les militaires. Il reste enfin l'arme des sanctions économiques et la Grande-Bretagne est sans doute mieux à même que quiconque de porter un jugement éclairé sur l'efficacité de mesures de ce type. Dans l'incertitude actuelle, une chose semble sûre : la flotte britannique ne peut pas croiser indéfiniment dans les eaux glacées de l'Atlantique du Sud, alors que l'hiver va se déchaîner sous peu. De même, il est difficile de penser que les flottes ou les aviations de deux pays qui s'opposent et qui ont échangé les premiers coups de feu vont rester longtemps à proximité les uns des autres sans que cela ne crée une situation dangereuse.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant qu'une fraction de

et s'inquiète. On a ainsi vu hier aux Communes le leader de l'opposition Michael Foot approuver sans réserve — il pouvait difficilement faire autrement — la reconquête de la Géorgie du Sud, puis insister pour que le gouvernement redouble ses efforts pour trouver une solution pacifique au conflit et qu'il retourne au besoin devant le Conseil de sécurité.

Ici et là, certains font remarquer qu'il y a une contradiction entre les objectifs militaires du gouvernement et les buts recherchés par sa diplomatie. D'un côté, on part en croisade, on envoie des canonnières et l'on promet de faire parler la poudre pour rétablir la souveraineté britannique sur les Malouines en expliquant que la résolution n° 502 du Conseil de sécurité, le droit international et la morale l'exigent. D'un autre côté, le gouvernement sait fort bien que le rétablissement de la souveraineté britannique ne sera au mieux qu'éphémère et que, d'une façon ou d'une autre, cette souveraineté va faire l'objet de négociations et qu'elle sera transférée à court terme : c'est le sens de la tentative de règlement diplomatique en cours. Dès lors, comment faut-il interpréter la politique suivie par le gouvernement et ne peut-on pas parler d'une incohérence au moins apparente ?

Enfin, on commence à songer au coût de l'opération. On le chiffre aux alentours de 275 millions de livres — environ trois milliards de francs. Pour le moment, son incidence budgétaire est donc nulle. Mais il n'en sera plus de même si l'armada britannique et les troupes embarquées doivent pendant longtemps encore faire des ronds dans l'eau au large des Malouines et, a fortiori, dans le cas d'opérations militaires im-



Après la conquête de l'île de Géorgie du Sud, les autorités argentines ont renforcé leur base militaire de Comodoro Rivadavia à 1.300 kilomètres au sud de Buenos Aires pour le cas d'un éventuel débarquement des forces britanniques.

Le dernier message

« La frégate braque ses canons sur nous. Elle ouvre le feu. Je détruis la radio et les codes. Nous vous embrassons tous. »

C'est le dernier message des forces argentines à Port Leith, sur l'île de Géorgie du Sud, après le débarquement britannique. Au cours des dix minutes précédant le débarquement, la radio annonçait : « L'orange (nom de code pour la frégate) approche. Peut-on l'attendre ? Il fait sombre. Elle est un peu trop loin. Apparemment ils sont

Le débat sur l'audiovisuel à l'Assemblée

Télévision-radio : la mystification

*Culture
unique*

« **L**a rupture avec le capitalisme ne sera effective que si se

L'Assemblée nationale a commencé hier l'examen du projet de loi sur « la communication audiovisuelle ». L'opposition a d'emblée marqué son hostilité au projet au moyen d'une question

préalable déposée par le groupe U.D.F. et défendue par Alain Madelin (U.D.F., Ile-et-Vilaine).

Cette question, dont l'objet aurait été de décider qu'il n'y avait même pas

lieu à discuter, n'a évidemment pas été adoptée. La discussion générale du projet devait se poursuivre en séance de nuit et ce matin, une trentaine d'orateurs étaient inscrits.

Le principal reproche fait au projet de loi par l'opposition est que, contrairement aux intentions affichées et aux apparences, celui-ci ne libéralise rien du tout. François d'Aubert, député U.D.F. de la Mayenne, a parlé à ce propos de « mystification politi-

ont mis en évidence le désir de la majorité de faire de la télévision une institution « éducative et pédagogique » destinée à insuffler aux Français la bonne parole. Enfin, ils s'en sont pris au coût de la réforme, aux menaces d'augmentation qui pèsent sur la

dire « bonjour la liberté », de « pouvoir enfin puiser à toutes les sources jusqu'ici interdites et s'y désaltérer » et qu'il s'agissait de « transformer le droit à la communication, de droit régali en droit des citoyens ».

Le ministre de la Commun

donc à même de résister à toutes les pressions.

Les communistes, de leur côté, ont critiqué le projet, considérant notamment que celui-ci contenait des dispositions « insuffisantes et discutables » en matière d'autonomie du service public.

Ce débat, qu'on attendait passionné et houleux, s'est en réalité déroulé devant des bancs presque vides et singulièrement du côté socialiste. Un signe peut-être que les députés du P.S. ne sont pas tous enthousiasmés par un projet qui ressemble à leur rêve de naguère autant qu'un chardon à une rose.

Après Renault-Flins, incidents à l'usine d'Aulnay

Commando C.G.T. chez Citroën

Après le conflit de l'usine Renault de Flins qui, malgré les propositions faites pendant le week-end par la direction, n'a pas encore reçu de solution, c'est Citroën qui se trouve en proie à un conflit social dont on ne peut prédire l'issue.

Hier, l'établissement d'Aulnay-sous-Bois a été bloqué toute la journée par quelques

Selon la direction, une grande partie des cars amenant les ouvriers sur leur lieu d'embauche a été bloquée par de « véritables commandos d'intervention ». Un tiers seulement de l'effectif a pu rejoindre son poste. Et les non-grevistes n'ont pu sortir de l'usine que dans la soirée sous la protection des forces de police.

Le travail est rendu impossible par des menaces et des interventions perpétrées, d'après la direction, par des personnes extérieures à l'entreprise.

La Confédération des syndicats libres (C.S.L.), majoritaire à

centaines de personnes. Des incidents ont opposé les piquets de grève à des ouvriers qui voulaient travailler normalement. Trois d'entre eux ont ainsi été roués de coups. Deux ont déposé une plainte au commissariat d'Aulnay-sous-Bois. Le troisième se trouve à l'hôpital de la ville pour y subir des examens. Son état n'a, heureusement, pas été jugé grave.

ou là, telle ou telle catégorie de travailleurs.

L'organisation de Georges Ségué joue actuellement un double jeu. Face aux organisations concurrentes dont elle critique les méthodes ou le « suivisme », elle se pose en support de la politique actuelle. Ce qui ne l'empêche pas d'user de toute son influence — et ce n'est pas, pour elle, toujours facile — en vue de déstabiliser le climat social et de compromettre les possibilités d'un redressement économique.

Page 11 : le reportage d'Edouard THEVENON

Pages 6 et 7 :

- Le compte rendu du débat au Palais-Bourbon et les articles de Sophie HUET et Henri PAILLARD

- Une occasion perdue

Malouines : guerre ou paix

Mme Thatcher a eu la victoire généreuse. Elle souhaite des négociations le plus vite possible avec Buenos Aires pour mettre fin au conflit des Malouines. L'envoi d'un nouveau contingent de neuf cents parachutistes peut s'expliquer aussi bien par le désir de renforcer les forces d'assaut britanniques que par le souci de Londres de pousser, par cette démonstration de force,



Reinforcements on the way

The Royal Fleet Auxiliary Bayleaf left Portland naval dockyard in Dorset yesterday to join the task force, followed by the assault ship Intrepid, sister ship of the Fearless, already in the South Atlantic.

Marines and crew lined the decks of the Intrepid, which has been undergoing trials in Portland for the past week. Earlier the ferry Europic left Portland with helicopters and paratroops, and the 13,000-ton Norland Ferry sailed from Portsmouth with 900 paratroops.

Employers told of obligations

Employers throughout the country are being reminded of their obligations should any of their employees, who are also armed services reservists, be mobilized as a result of the Falklands crisis.

A Confederation of British Industry spokesman in London said yesterday that they had written to all their affiliated associations spelling out the law concerning the release of reservists recalled for active duty and their reinstatement.

present owners, the Tribune Company of Chicago, which was to expire on Friday.

In doing so he dropped his own deadline for the negotiations with the newspaper's 11 unions which was to have expired at midnight last night.

Mr Allbritton, who has been described as the buyer of last resort by the Tribune group, broke off negotiations with the unions last week because they were not prepared to make the concessions he wanted.

The Tribune Company has said it will take steps to close the loss-making *Daily News* if Mr Allbritton's negotiations with the unions fail.

But Mr Rupert Murdoch, publisher of the rival *New York Post*, whose group also owns *The Times* and *The Sunday Times*, continues to wait in the wings. Mr Bertram Powers, the head of the printers' union, said that Mr Murdoch told him that he would make an offer for the *Daily News* "as good as Allbritton's or better" if Mr Allbritton's bid failed.

Hostili

52

F

General Prem Tinsulanonda, the Thai Prime Minister, who arrives in Britain tomorrow for an official

405f. 343 (0)

TIMES - 27 DE ABRIL DE 1982

REFUERZOS EN CAMINO

La Flota Real Auxiliar Bayleaf dejo la zona naval de Portland en Dorset ayer para reunirse con la fuerza de tarea, seguida por el buque de asalto Intrepid, mismo tipo de buque que el Fearless, ya en el Atlantico Sur.

Poco tiempo antes salio de Portland el ferry Europic con helicopteros y tropas de paracaidistas, y el Norland Ferry de 13.000 toneladas salio de Portsmouth con 900 tropas de paracaidistas.

EMPLEADORES AVISADOS DE LAS OBLIGACIONES

Se recordo a los empleadores de todo el pais las obligaciones que podrian tener algunos de sus empleados, que figuran todavia en las listas de reservistas, de poder ser movilizados como consecuencia de la crisis de las Falklands

11-11-11

11-11-11

11-11-11

11-11-11

11-11-11

11-11-11

LE QUOTIDIEN DE PARIS- N° 752, Martes 27 de Abril de 1982.-

LA HAZANA DE LOS COMANDOS ESPECIALES DE LA ROYAL NAVY

Un punado de hombres, célebres y misteriosos SBS, comandos especiales de la marina, prepararon en tres días el desembarco británico del domingo en la isla G. del Sud.

Doce de entre ellos fueron largados el jueves, en plena noche y en un frío glacial, por un submarino a propulsión nuclear a proximidad de las costas de esta isla montanosa y batida por el viento, que ganaron a bordo de canoas con los emblemas de ese cuerpo de elite.

Durante tres días, espionaron los menores gestos del destacamento argentino estacionado en el islote, transmitiendo por radio informaciones que aparentemente aseguraron el éxito de la operación de desembarco lanzado el domingo a las 15 h.

Estos comandos especiales de la marina se habían adjudicado una gran celebridad durante la última guerra mundial, yendo a nado en cualquier tiempo, a minar los navíos de la flota alemana. Ganaron el sobrenombre de "héroes de los caracoles", colocando minas en la coque de sus blancos.

Después, tuvieron sin cesar un entrenamiento intensivo y están basados no solamente en el norte de Escocia, sino igualmente, según el "Daily Mail" en Noruega donde guardan plataformas petroleras contra cualquier eventual ataque terrorista.

La costumbre del secreto es tal entre estos comandos, que contarían alrededor de 400 hombres, que no se está seguro de la significación misma de la sigla SBS. Algunos diarios afirman que estas iniciales significan "SPECIAL BOAT SQUADRONS" (Escuadrones especiales del mar). Pero agrega: "No puedo probarlo. Nunca hay gran cosa escrita entre nosotros".

Tienen una base en Poole (Dorset, sud del país) pero se desplazan en otras bases de la marina, a su gusto. No tienen ninguna insignia, una rana barreada; solo la usan entre ellos, en el casino. Su divisa resume bastante bien el objetivo habitual de sus misiones: "Por la fuerza no, por la astucia".

Soportan el entrenamiento normal en vigor en la marina, pero también un entrenamiento intensivo de paracaidista. Se les habitúa a ser lanzados en caída libre a partir de alturas que varían de 4000 a 6000 m, con un equipo muy pesado y de una embarcación. Durante sesenta segundos, caen como piedras, sus paracaídas se abren a una altura de 400 m. Una vez en el agua, arman sus canoas o nadan hasta el blanco. Están dotados del equipo de hombres ranas y de diversas armas.

MALVINAS: LA FALSA GUERRA.

(4) Las Malvinas en una hora insegura. Las tropas británicas acabaron ayer la reconquista de G. del Sud. En Washington, los países miembros de la OEA se han reunido para estudiar las posibilidades de aplicar el tratado interamericano de asistencia recíproca. Bs As anunció que podría pasar a la ofensiva. En Londres, Thatcher se declaró preparada a hacer cualquier cosa para arreglar el conflicto por la negociación. Y Reagan afirmó que los EEUU harían "todo lo que pueden" para ayudar a Londres y a Buenos Aires a resolver el diferendo.

En el terreno, el momento ha llegado de contar los heridos y los danos materiales.

Doscientos prisioneros, un soldado argentino herido (tuvo que ser amputado de una pierna), un submarino dañado, parece ser el balance de la operación, según las fuentes británicas que precisan que el Comandante de la isla se ha rendido. En Bs As se ha negado confirmar esta información. Ayer, la Junta anunció que unidades se habían replegado al interior de la isla y continuaban combatiendo. "Sostenidas por la indomable voluntad de combate, fundada sobre la superioridad moral de los que defienden el territorio de la patria". Un helicóptero de la Royal Navy habría sido descendido. No habría sobrevivientes y el aparato caído al mar después de haber explotado. Cualquiera sea la versión, coraje ciego o prudente rendición, los hechos son: La bandera inglesa flota de nuevo en G. del Sud. Al recuperar algunas piedras heladas a un "invasor" poco determinado a defenderlas, lavó la afrenta. Los marines tienen los ojos llenos de una dulce nostalgia...

Amenaza argentina

(5) Pero la Argentina no ha dicho su última palabra. Los dirigentes militares amenazan. Los comunicados se multiplican, la "dignidad nacional está herida". "Ayer la nación estaba en armas, hoy está en guerra, en guerra total" advirtió el Coronel Esteban Solís, Cte del V Cpo Ej. La prensa hace eco a estas declaraciones, señalando la "heroica defensa" de las tropas argentinas. Se baña en una dulce ilusión de grandeza nacional, se sueña con la revancha y la reconquista. Podremos "decidir pasar a la ofensiva en todos los frentes" se hizo saber de fuente naval argentina. Las ciudades del sur fueron puestas en estado de "alerta amarilla", importantes movimientos de tropa tuvieron lugar en la provincia de Santa Cruz. Se encaminaron refuerzos a las Malvinas. Prudentes, los Malvinenses pidieron a las nuevas autoridades de la Isla tomar medidas preventivas contra eventuales exacciones de soldados argentinos con respecto a las mujeres de la isla. De una voz indignada se les ha hecho saber que tales acciones "no estaban en la costumbre de los militares argentinos". Tal vez sólo haya héroes en las tropas del Gr1 Galtieri, pero tampoco hay sólo salvajes.

Sin embargo, en Argentina la población está relativamente calma al saber la ofensiva británica, que le fue anunciada, es cierto, con mucho cuidado. El domingo, es el fooball que reina en el país. Sin embargo, cada uno sabe que después de las bravadas de palabras y los sueños de grandeza, va a haber que pagar. Económicamente es seguro, esto va a costar caro. Pero talvez también humanamente. Se ha tirado

la cola al león británico y empezó a morder. Ya hizo mal, sobre todo al orgullo. Si continuara, podría hacer mal de todos lados.

El desafío británico.

No se está todavía en ello. La ofensiva británica sólo podría ser una advertencia a los militares no conciliantes, para ilustrar la determinación de Londres. "Estamos determinados a hacer todo para arreglar el conflicto por medio de la negociación", declaró ayer el portavoz de RREE. "Estamos en estrecho contacto con Haig y esperamos que sus esfuerzos conducirán a una solución". Pero los diplomáticos tendrá dificultad para llegar a un acuerdo. El Ministro C. Menéndez anunció que su país suspendía sus esfuerzos para llegar a una solución negociada del conflicto. El ataque británico "tendrá grandes consecuencias para la paz. Para nosotros, esto significa que no hay negociaciones con G.B. por el momento".

El desembarco fue considerado por Bs As como un desafío a la OEA. Esta debía estudiar ayer la posibilidad de aplicar el tratado de asistencia recíproca (TIAR) y especialmente eventuales sanciones contra Londres y el envío de una fuerza interamericana a las Malvinas. Parece sin embargo poco probable que tomen el riesgo de comprometerse en este conflicto y se debería limitar a una nueva condena de la "agresión" británica. Sin embargo, el riesgo de internacionalización existe y un cierto número de aparatos venidos de otras capitales latinoamericanas se comprometieron ya del lado argentino.

Los EEUU están inquietos ante estas sombrías perspectivas. Haig hizo todo para evitar la escalada y podría en caso de enfrentamiento caer su prestigio. Pero para EEUU es el momento de elegir claramente su campo. Numerosas voces se han elevado ya apurando al gobierno americano en sostener a Thatcher. Tal elección, la única posible, haría romper con la Argentina. Con todos los riesgos que esto significa, incluyendo ver Bs As acercarse a Moscú.

6 Las sonrisas desaparecieron. El espero de ver el conflicto arreglarse pacíficamente no está muerto, pero es tan frágil que se vuelve difícil de creer. La movilización argentina es ciertamente por una parte una farsa, como se gusta a hacerlo tanto en esos países de sangre caliente. Pero hay algo de verdad también. Heridos, humillados, los Argentinos pueden reaccionar, haciendo fracasar todos los cálculos racionales. Es una partida de póker, con declaraciones de una parte y de la otra falsas. Pero es necesario que haya alguien que pierda. El Grl Galtieri ha perdido tal vez ya y él lo sabe. Pero no quiere decir que aceptará su fracaso...

El tiempo apura. La flota británica, si debe continuar su acción, debe hacerlo enseguida. Los Malvinenses están a 1500 km de G. del Sud. La "Dama de Hierro" tiene las cartas en mano. Pero el juego es arriesgado, frágil, enloquecedor. Las piedras frías se han vuelto heladas.

Bertrand de SAINT-VICENT

Handwritten text, mostly illegible due to fading and bleed-through. The text appears to be organized into several paragraphs or sections, with some lines being more prominent than others. The handwriting is cursive and somewhat slanted.



MALOUINES : LA FAUSSE GUERRE

CETTE ATTAQUE ANGLAISE QUI

L'installation en Georgie du Sud ne peut être qu'un avertissement de Londres à Buenos Aires. Il n'empêche que la solution diplomatique est très compromise

Les Malouines à l'heure de l'incertitude. Les troupes britanniques ont achevé hier la reconquête de la Georgie du Sud. A Washington, les pays membres de l'OEA se sont réunis pour étudier les possibilités d'appliquer le traité interaméricain d'assistance réciproque. Buenos Aires a annoncé qu'elle pourrait passer à l'offensive. A Londres, Mme Thatcher s'est déclarée prête à tout faire pour régler le conflit par la négociation (voir p. 7) et le président Ronald Reagan a affirmé que les Etats-Unis feraient « tout ce qu'ils peuvent » pour aider Londres et Buenos Aires à résoudre leur différend.

« **L**a frégate braque ses canons sur nous. Elle ouvre le feu. Je détruis la radio et les codes. Nous avons embrassés tous... » La voix se tait. Les forces argentines de l'île de la Georgie du Sud ont lancé leur dernier message. Les Britanniques ont débarqué. C'était dimanche. Hier, le ministère de la Défense à Londres a indiqué que ses forces avaient achevé la reconquête de ce bout de l'archipel des Malouines. Après le port de Grytviken, celui de Leith à une quinzaine de kilomètres, a été pris. La première phase de l'offensive est achevée, la Royal Navy, silencieuse depuis trois semaines, a montré qu'elle existait.

Sur le terrain, le moment est venu de compter les blessés et de mesurer les dégâts matériels.

Deux cents prisonniers, un soldat argentin blessé (il a dû être amputé d'une jambe), un sous-marin endommagé, tel semble être le bilan de l'opération, selon les sources britanniques qui précisent que le commandant des forces de l'île s'est rendu. A Buenos Aires, on s'est pourtant refusé à confirmer ces informations. Hier matin, la junte a annoncé que des unités s'étaient repliées à l'intérieur de l'île et continuaient de combattre. « Soutenues par l'indomptable volonté de combat fondée sur la supériorité morale de ceux qui défendent le territoire de la patrie », elles ont engagé une résistance héroïque. Un hélicoptère de la Royal Navy aurait été abattu. Il n'y aurait pas de survivants et l'appareil se serait abîmé en mer après avoir explosé. Quelle que soit la version que l'on retienne, celle du courage aveugle ou de la sage reddition, les faits n'en restent pas moins les suivants : l'Union Jack flotte à nouveau sur la Georgie du Sud. La Grande-Bretagne, en récupérant quelques cailloux glacés à un « envahisseur » peu déterminé à les défendre, a lavé l'affront. Les marines ont les yeux pleins d'une douce nostalgie...

Menace argentine

Mais l'Argentine n'a pas dit son dernier mot. Les dirigeants militaires tonnent, grondent, menacent. Les communiqués se multiplient, la « dignité nationale est

blessée ». « Hier, la nation était en armes, aujourd'hui, elle est en guerre, en guerre totale », a averti le colonel Esteban Solis, commandant du cinquième corps d'armée. La presse fait écho à ces déclarations, soulignant « l'héroïque défense » des troupes argentines. On baigne dans une douce illusion de grandeur nationale, on rêve de revanche et de reconquête. Nous pourrions « décider de passer à l'offensive sur tous les fronts », a-t-on fait savoir de source navale argentine. Les villes du sud ont été mises en état « d'alerte jaune », d'importants mouvements de troupes ont eu lieu dans la province méridionale de Santa Cruz. Des renforts ont été acheminés dans les Malouines. Prudents, les Malouins ont demandé aux nouvelles autorités de l'île de prendre des mesures préventives contre d'éventuelles exactions des soldats argentins à l'encontre des femmes de l'île. D'une voix indignée, on leur a fait savoir que de telles actions « n'étaient pas dans les habitudes des militaires argentins ». Il n'y a peut-être pas que des héros dans les troupes du général Galtieri, mais il n'y a pas non plus que des sauvages...

En Argentine pourtant, la population est restée relativement calme en apprenant l'offensive britannique, qui lui a été annoncée, il est vrai, avec tous les ménagements possibles. Dimanche, c'est le football qui règne dans le pays. Néanmoins, chacun sent qu'après le panache des mots et les rêves de grandeur, il va falloir payer. Economiquement c'est sûr, cela va coûter très cher. Mais aussi peut-être humainement. On a « tité la queue du lion britannique ». Il a commencé à mordre. Cela a déjà fait mal, surtout du côté de l'orgueil. S'il continuait, cela pourrait faire très mal, de tous les côtés...

Le défi britannique

On en est pourtant pas encore là. L'offensive britannique pourrait n'être qu'un avertissement à l'usage de militaires inconciliables, pour illustrer la détermination de Londres. « Nous sommes déterminés à tout faire pour régler le conflit par la négociation », a déclaré hier le porte-parole du Foreign Office. « Nous restons en contact étroit avec



La baie de Georgie du Sud investie par l'armada britannique

UPI

M. Alexander Haig et nous espérons que ses efforts conduiront à une solution », a-t-on précisé. Mais les diplomates auront du mal à parvenir à un accord. Le ministre argentin des Affaires étrangères, M. Nicanor Costa-Mendez, a annoncé que son pays suspendait ses efforts pour parvenir à une solution négociée du conflit sur les îles Malouines. L'attaque britannique, a-t-il ajouté, « aura de grandes conséquences pour la paix. Pour nous, cela signifie qu'il n'y a pas de négociations

avec la Grande-Bretagne pour le moment ».

Le débarquement a été considéré par Buenos Aires comme un défi à l'Organisation des Etats américains (OEA) dont les ministres des Affaires étrangères se sont réunis hier à Washington. Ceux-ci devaient étudier la possibilité d'appliquer le traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR) et notamment d'éventuelles sanctions contre Londres et l'envoi d'une force interaméricaine dans les

Malouines. Il semble pourtant peu probable qu'ils ne prennent le risque de s'engager dans ce conflit, et l'on devrait se limiter à une nouvelle condamnation de « l'agression » britannique. Néanmoins, le risque d'internationalisation existe et un certain nombre d'appareils venus d'autres capitales latino-américaines sont déjà engagés du côté argentin.

Les Etats-Unis ne peuvent manquer d'être inquiets devant ces sombres perspectives. Le secrétaire d'Etat,

Alexander Haig a tout fait pour éviter l'escalade et pourrait en cas d'affrontement y laisser une partie de son prestige. Mais il faudrait aussi pour Washington, qui s'est efforcé jusqu'à présent d'adopter une position relativement neutre, choisir clairement son camp. Déjà, de nombreuses voix se sont élevées, pressant le gouvernement américain de soutenir Mme Thatcher. Un tel choix, le seul possible, reviendrait à rompre avec l'Argentine. Avec tous les risques que cela comporte, y compris celui de voir Buenos Aires se rapprocher de Moscou.

Les sourires ont disparu. L'espoir de voir le conflit se régler pacifiquement n'est pas mort, mais il est si fragile qu'il devient difficile d'y croire. La mobilisation argentine est certainement pour une part un coup de bluff, comme on les affectionne tant dans ce pays où l'on a le sang chaud. Mais il y a aussi du vrai. Blessés, humiliés, les Argentins peuvent réagir, faisant échec à tous les calculs rationnels. On est dans une partie de poker, avec de part et d'autre des déclarations truquées, de la poudre aux yeux. Mais il faut qu'il y ait un perdant. Le général Galtieri a peut-être déjà perdu et il le sait. Mais il n'est pas dit qu'il acceptera sa défaite...

Le temps presse pourtant désormais. La flotte britannique, si elle doit poursuivre son action, doit le faire vite. Les Malouines sont à 1 500 km de la Georgie du Sud. La « Dame de fer » a les cartes en main. Mais le jeu est risqué, fragile, affolant. Les cailloux glacés sont devenus glaçants.

Bertrand de SAINT-VINCENT

L'exploit des commandos spéciaux de la Royal Navy

Une poignée d'hommes, des célébres et mystérieux SBS, commandos spéciaux de la marine, ont préparé en trois jours le débarquement britannique de dimanche sur l'île de Georgie du Sud. Douze d'entre eux avaient été lâchés jeudi, en pleine nuit et dans un froid glacial, par un sous-marin à propulsion nucléaire à proximité des côtes de cette île montagneuse et battue par le vent, qu'ils ont gagnée en payant à bord de leurs canoës, emblèmes de leur corps d'élite. Pendant trois jours, ils ont épilé les moindres gestes du détachement argentin stationné dans l'île, transmettant par radio des renseignements qui ont apparemment assuré le

succès de l'opération de débarquement lancée dimanche à 15 h GMT. Ces commandos spéciaux de la marine s'étaient acquis une grande célébrité pendant la dernière guerre mondiale, en allant à la nage et par tous les temps miner les navires de la flotte allemande. Ils y avaient gagné le surnom de « héros du coquillage » en ventousant des mines sur la coque de leurs cibles. Depuis, ils n'ont pas cessé de subir un entraînement intensif et sont basés non seulement dans le nord de l'Ecosse, mais également, selon le « Daily Mail », en Norvège où ils gardent des plates-formes pétrolières contre toute éventuelle attaque terroriste. L'habitude du secret est telle

parmi ces commandos, qui compteraient environ 400 hommes, que l'on n'est même pas tout à fait sûr de la signification du sigle SBS. Certains journaux affirment que ces initiales signifient Special Boat Squadrons (escadrons spéciaux de la mer), un membre de ces groupes assure qu'elles signifient Special Boat Sections (sections spéciales de la mer). Mais il ajoute aussitôt : « Je ne peux pas le prouver. Il n'y a jamais grand-chose d'écrit chez nous. » Ils ont une base à Poole (Dorset, sud du pays) mais se déplacent dans les autres bases de la marine, à leur gré. Ils n'arborescent leur insigne, une grenouille barrée de deux pagaies, qu'entre eux, au mess. Leur

devise résume assez bien l'objectif habituel de leurs missions : « Pas par la force mais par la ruse. » Ils subissent l'entraînement normal en vigueur dans la marine, mais aussi un entraînement intensif de parachutiste. On les habitude à être lâchés en chute libre à partir d'altitudes variant de 4 000 à 6 000 mètres, harnachés d'un équipement très lourd et d'un bateau. Pendant soixante secondes, ils tombent comme des pierres, leurs parachutes ne s'ouvrant qu'à une altitude de 400 mètres. Une fois à l'eau, ils montent leurs canoës, ou nagent jusqu'à leur cible. Ils sont dotés de l'équipement des hommes grenouilles et de diverses armes.

les clés de l'événement

● Malouines : la guerre de près ● Israël : un peuple déchiré ● Terro-
risme : mystère à l'ambassade de Syrie ● Jean-Edern Hallier : la Cri-
minelle le recherche



Malouines : les « boys » ont tiré.

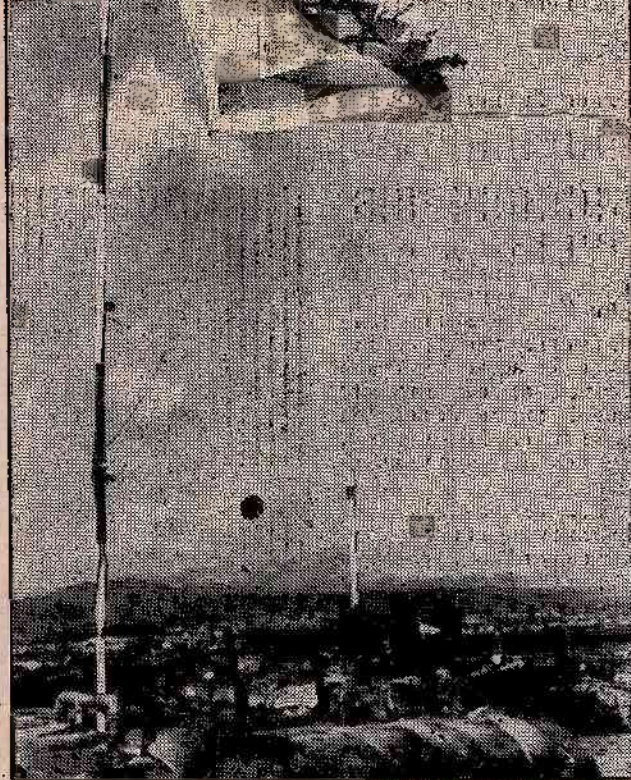
La France est l'un de ces pays d'Europe de l'Ouest qui jouissent et d'un haut niveau de vie et d'une grande paix. Pas de guerre depuis une génération et demie. C'est ce qui se dit. Vraiment ?

Il y a une bonne dizaine d'années que la France n'est plus protégée par les dieux du terrorisme. La déstabilisation, la guerre contre l'ordre établi, ce n'est plus seulement l'affaire d'une Italie terrain de jeux sanglants pour les Brigades rouges, d'une Allemagne en proie aux coups de boutoir de la bande à Baader ou d'une Hollande chatouillée par ses Provos. Un certain Carlos, un certain FLB, un certain FLNC, un certain attentat rue Copernic, une bombe à bord du train « Capitole » et tout récemment une voiture piégée, rue Marbeuf à Paris, sont là, entre autres, pour attester qu'un des pays réputés pour être un lieu privilégié de la douceur de vivre n'est en fait qu'un pays parmi d'autres, en proie au mal commun.

L'idée que la France est devenue une des plaques tournantes du terrorisme international est entrée dans les lieux communs de l'information. De Mossad en Action directe, de pain de plastic en tôles éventrées, le pays n'est plus, évidemment, sur la touche.

Pourtant, le spectacle qu'il offre n'est pas des plus sinistres : Les boulangeries font du pain chaque jour et le bœuf ne manque pas. Malgré les trottoirs noircis par l'explosion et rougis par le sang de la rue Marbeuf, la France reste encore un endroit relativement privilégié. C'est ailleurs que les passions et que les armes se déchainent au point qu'on puisse parler de guerre et de paix, comme dans Tolstoï.

Ce matin, en dépit des derniers épisodes, c'est à des milliers de kilomètres des bords de Seine, de Loire ou du Rhône que les regards des habitants de ce monde se portent. Indéniablement, il y a des points plus chauds encore.



Israël : l'Egypte s'est installée

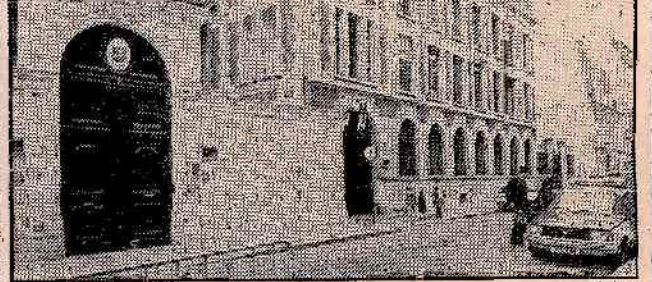
C'est pourquoi « le Quotidien » consacre aujourd'hui ses pages les plus fortes à des événements dont le retentissement n'atteint pas directement la vie de tous les jours de ses lecteurs.

● Il y a, d'une part, ce drame étrange qui se joue dans les eaux froides de l'Atlantique-Sud, au large des Malouines.

Deux pays réputés appartenir au même camp, encore que l'un passe pour un modèle de démocratie et l'autre pas, s'affrontent dans une incroyable guerre, qu'on ne peut s'empêcher de qualifier de « guéguerre ». C'est grave, bien entendu, et ça ne l'est pas tout à fait.

Jusque-là, les soldats britanniques manœuvrent en Georgie du Sud, dépendance occidentale des Malouines annexées brutalement il y a trois semaines par une Argentine en proie à ses maux propres, comme à la parade. Hélicoptères, fusiliers marins, flotte à quelques encablures se promènent comme dans un film de Hollywood et font 200 prisonniers. Ce n'est pas tout à fait la guerre en dentelles, mais cette guerre est-elle véritablement sérieuse ? Les jours prochains le diront, mais « le Quotidien » croit plus à une apparence de guerre qu'à une véritable guerre (p. 4 à 7).

En fait, c'est là où il est question de paix que le monde sent le plus, paradoxalement, la poudre et qu'on peut craindre la guerre. La restitution du Sinaï à l'Egypte par Israël, conformément aux accords de Camp David, fait-elle du même coup du Proche-Orient une région où les armes se taisent ? Moscou ne le croit pas, qui continue à estimer que seule une grande conférence internationale pourra résoudre les problèmes de ce foyer de tension vieux comme l'ordre qui régit les oppositions dans ce secteur du monde. Sans partager les thèses de l'URSS,



L'ambassade de Syrie : la DST en échec

« le Quotidien » n'a pas la naïveté de penser que tout est résolu. A preuve, cette interview exclusive (p. 9) de Zohdi Terzi, observateur permanent de l'OLP à l'ONU, qui montre que les lendemains ne chantent pas forcément sur les rivages orientaux de la Méditerranée. Et Israël, quelles sont maintenant ses perspectives ? (p. 8).

Revenir à la France n'est pas, par les temps qui courent, s'éloigner forcément à grands pas des horizons proche-orientaux. Malgré tous les démentis, la Syrie reste apparemment en point de mire après l'attentat de la rue Marbeuf. La relative paix ouest-européenne continue à regarder vers des cieux qui furent bibliques et qui ne méritent plus cette épi-
thète.

Mais qu'est-ce qui s'est donc passé hier, en bordure de Paris, sur les voies autoroutières qui mènent à l'aéroport de Roissy ?

Un diplomate syrien a, semble-t-il, eu affaire aux forces de l'ordre sur un échangeur, avant de s'enfuir à bord d'une voiture de sport (p. 13). Mystérieuse péripétie d'un drame qui renvoie aux affaires du Proche-Orient ou bien à nos nationales questions sur la liberté et sur la sécurité ?

Et que penser de ce qui est arrivé hier à l'écrivain pamphlétaire Jean-Edern Hallier (p. 29) ? Existe-t-il un lien entre les récentes prises de position de cette « locomotive » du Tout-Paris et les manœuvres proche-orientales, ou bien gagne-t-on en plein nombrilisme mondain ? On serait tenté de croire à la dernière hypothèse, mais qui dira où est la frontière entre la comédie bourgeoise et la tragédie cornélienne ?

Renaud ROSSET

Et aussi...

● Politique (P. 11) ● Social (P. 12) ● Economie (PP. 11, 23 et 24) ● Enseignement (P. 15) ● Etranger (PP. 26 à 28) ● Société (PP. 29 et 30) ● Sports (P. 31) ● Spectacles-télévision (PP. 32 à 35) ● Paris (PP. 36 à 39) ● Supplément littéraire (PP. 17 à 22)

elle court
elle court
la banlieue

PAGE 37

BUICK

Skylark 9CV ou V6 13CV
4XC69*limited/GMF.82



Jean Charles S.A.
28, rue Claude Terrasse, PARIS 16^e
24, rue de Tilsitt, PARIS 17^e
524.43.33



Junta prepares to go on offensive

From Christopher Thomas, Buenos Aires, April 26

Argentina's military junta was today believed to be reviewing tactics for repelling a British counter-attack on the Falklands.

There was still no official acknowledgement late this afternoon of the capture of South Georgia by Britain. The three-man junta was in emergency session, apparently to consider options for some form of offensive against the advancing British fleet rather than merely awaiting its arrival.

Pictures of soldiers placing what appeared to be mines on a Falkland beach appeared in several Argentine newspapers this morning. Some quoted London reports of a British victory but most carried headlines saying the Argentines were holding out.

The junta's last communiqué was issued in the early hours of this morning saying that for tactical reasons communications had been cut with Argentine naval forces on South Georgia. It said: "The apparent initial success of the British forces was based on their numerical superiority, which does not mean that they are in complete control of the island."

"Our forces moved back to their initial position and they continue fighting with higher battle spirits. They have the moral superiority that comes from knowing that they are defending their own country."

Despite the official news blackout, most Argentines were aware of the defeat tonight because of radio reports from Chile and Uruguay. A huge anti-British and anti-American demonstration got under way tonight in the Plaza de Mayo outside the presidential palace.

Several British reporters and photographers had to be rescued from hostile crowds at a similar demonstration yesterday. One American camera crew had some of its equipment smashed.

The British community in Argentina is acutely worried about its position. The English-language *Buenos Aires Herald* yesterday received a third telephone call saying that "Operation Thunderbolt" would be put into effect if the British attacked the Falklands. For every soldier who set foot on the island, three British citizens of Argentina would be killed.

The Argentine Government has ordered provincial governors to guarantee the security and property of British residents as well as "residents of other countries involved in the South Atlantic crisis".

British residents in Buenos Aires are alarmed by a census of foreign residents being taken in the city by a large number of plain clothes police. The official explanation is that the Government merely wants to update its records.

Argentina's military rulers have received a unanimous backing from political leaders for whatever action is taken to retain the Falklands. All the main parties issued statements describing the British attack as "regrettable folly" and say it was a challenge to the entire world that could lead to a much greater conflict.

War preparations are continuing in the southern port of Comodoro Rivadavia, the main supply base to the Falklands. All the local doctors have been ordered not to leave the area as part of increased civil defence preparations.

Principal concern is to make sure that good will continues after any dispute."

The TUC gave a warning to health authorities that any

delegates will discuss changing the rules of the college which forbid industrial action.

Leading article, page 13

ost for Festival

, Arts Correspondent

House of Frazer should play a prominent part in the social and cultural life of Scotland.

We cannot sit back and watch Britain's finest arts festival, indeed arguably the most important cultural and arts festival in the world, decline."

The company's help comes after John Drummond, festival director, had expressed concern for the future. He recently told the Commons select committee on the funding of the arts that it could be in danger of collapse because of the lack of support.

He said of the new sponsorship: "In a week when there has been so much comment about our financial future, nothing could do more to restore confidence in the festival's capacity for survival."

Although last year's deficit, is the Festival's largest, it is still small compared with the annual turnover of more than £1.5m, and is covered by the festival's cash account.

The festival receives this year £43,000 from Edinburgh City Council, an increase from £400,000 which is offset by higher rents on buildings. To that is added £390,000 from the Arts Council, £120,000 in sponsorship and about £78,000 in donations. Box office receipts are expected to bring in about £700,000.

Mr Drummond pointed out that a conservative estimate of the income from the festival was £15m.

Kings contest

Three new race body members

Three commissioners, all white, have been appointed by the Home Secretary to sit on the Commission for Racial Equality (a staff reporter writes).

They are Mr Alan Gayton, a public relations consultant, chairman of the juvenile bench in Leicester and a member of the Lord Chancellor's Advisory Committee for Leicester on the selection of magistrates; Mr Edward Gilmour Jones, director of personnel at Smiths Industries PLC and a member of the management board of the Engineering Employers' Federation; and Mr Gerald Tyler, a solicitor and former deputy leader of West Yorkshire County Council.

These three replace three white commissioners. Together there are 15 commissioners, of whom seven are black. Mr David Lane, the outgoing chairman, who is also a commissioner, will be succeeded in September by Mr Peter Newsam, who was education officer of the Inner Education Authority.

Dock alert after beetle find

About 40 Colorado beetles were reported to have been found in a consignment of Italian spinach at Bradford wholesale market last night, (Our Agriculture Correspondent writes). The find, by Ministry of Agriculture inspectors, is the most serious for several years, and the ministry has requested extra vigilance at ports.

The insects, which are the biggest threat to potato crops, are about three

TIMES - 27 DE ABRIL DE 1982.

LA JUNTA PREPARA UNA OFENSIVA

por Christopher Thomas, Buenos Aires, 26 de Abril.

La Junta estaba hoy revisando sus tacticas para repeler un contra ataque Britanico en las Falklands.

No hubo todavia comunicacion oficial de la toma de la Georgia dem Sur por Gran Bretana.

La Junta estaba reunida para considerar opciones para alguna forma de ofensiva contra la flota britanica en vez de esperar tranquilamente su llegada.

En varios diarios aparecieron fotos de soldados colocando minas en una playa de las Falklands. Algunos diarios mencionaron la victoria britanica pero la mayoria decian en sus titulos que los Argentinos se mantenian firmemente.

El ultimo comunicado oficial de la junta esta manana decia que por motivos tacticos las comunicaciones fueron cortadas con las fuerzas navales en Georgia del Sur. Decia : "el aparente exito inicial de las Fuerzas Britanicas estaba basado en su superioridad numerica, lo que no significa que tengan el control total de las islas.

Nuestras fuerzas vuelven a su posicion inicial y siguen luchando con mas combatividad. Tienen la superioridad moral que da el saber que uno lucha defendiendo a su propio pais."

A pesar de la carencia de informaciones oficiales la mayoria de los Argentinos sabian de la derrota por la radio de Chile y de Uruguay y hubo una gran manifestacion anti-britanica y anti-americana en la Plaza de Mayo anoche.

Varios periodistas y fotografos britanicos tuvieron que ser rescatados de la muchedumbre hostil en una demostracion similar ayer.

La comunidad britanica en Argentina esta cada vez mas preocupada. El diario Buenos Aires Herald recibio un tercer llamado telefonico por el cual decian que si continuaba el asunto de las Falklands por cada soldado britanico que desembarcara, matarian a 3 ciudadanos Britanicos en Argentina.

Los preparativos de guerra continuan en el puerto de Comodoro Rivadavia.

100

100

100

on health authorities in interpretation of the Government's circular on handling industrial disputes in the health service.

£30,000 boost for Edinburgh

By Christopher Warman

The Edinburgh Festival, which suffered its biggest deficit last year, yesterday received a £30,000 boost in sponsorship for this year's festival from the House of Fraser, Scotland's third largest company.

It makes up for the last-minute loss of £30,000 from the withdrawal of two sponsors, and is the company's immediate response to hearing of the financial difficulties facing the event.

The House of Fraser will be sponsoring two of the highlights of the festival, whose programme was announced last week. They are the opening concert, of Verdi's *Requiem*, on August 22, with Claudio Abbado conducting the London Symphony Orchestra and the Edinburgh Festival Chorus with Margaret Price, Jessye Norman, Jose Carreras and Ruggero Raimondi, which will be repeated two days later; and a version of Mussorgsky's *The Marriage*, written and directed by, and starring, Peter Ustinov.

The move makes House of Fraser, owner of Harrods, the biggest sponsor of the festival, which this year has sponsorship amounting to £120,000. It marks the return to involvement in Scottish culture and other activities by the company, which announces its own yearly figures tomorrow. Professor Roland Smith, chairman, described the festival as "almost equivalent to Harrods in the cultural life of the world". He said the

Black BL men

Prisoners' status confused

By Our Foreign Staff

The British Government was insisting last night that the 200 Argentines captured during the retaking of South Georgia on Sunday were not prisoners of war, but the Geneva Convention seems to contradict this.

Mrs Margaret Thatcher told the Commons: "A state of war does not exist between ourselves and Argentine". The Ministry of Defence was adamant that the captured men were "prisoners, but not prisoners of war". They were returned to Argentina.

But Article Two of the Geneva Convention on prisoners of war ruled that it should apply to all cases of declared war or of any other armed conflict which may arise between two or more of the high contracting parties, even if the state of war is not recognized by one of them.

An armed conflict is sufficient then to place captured troops into the category of prisoners of war, provided that the states involved have ratified the convention. Britain and Argentina have both done so.

Colonel Gerald Draper, Professor Emeritus of Law Studies at Sussex University, told *The Times* last night that in the light of the experiences of the Second World War, it had become inevitable that the protection of such prisoners could not be left to "the hazardous and debatable determination of the existence of a legal state of war".

The phrase "armed conflict" had been devised as a solution of this difficulty. "It is accepted law that this phrase will cover any situation in which a difference between two states leads to the intervention of armed forces", Professor Draper

TIMES - 27 DE ABRIL DE 1982

EL ESTATUTO DE LOS PRESOS ES CONFUSO

El Gobierno Britanico insistio ayer sobre el hecho que los 200 Argentinos capturados durante la reasopoderacion de la Georgia del Sur no eran presos de guerra, pero el Convenio de Ginebra parece contradecirlo.

La Sra. Thatcher dijo : "no existe el estado de guerra entre nosotros y Argentina".

El Ministro de Defensa estaba inflexible los hombres capturados son "presos pero no presos de guerra". Tienen que volver a Argentina.

Pero el Articulo 2 del Convenio de Ginebra sobre presos de guerra dice que basta con un conflicto armado que no es necesario que se haya declarado el estado de guerra.

EXH

W 4811

1-10-1911

The following is a list of the names of the persons who have been appointed to the various committees of the Board of Education for the year 1911-1912. The names are given in alphabetical order of the surnames.

Committee on the Curriculum: Mr. J. H. Smith, Chairman; Mr. A. B. Jones, Secretary; Mr. C. D. Brown, Member; Mr. E. F. Green, Member; Mr. G. H. White, Member.

Committee on the Finance: Mr. I. J. Black, Chairman; Mr. K. L. Gray, Secretary; Mr. M. N. Hall, Member; Mr. O. P. King, Member; Mr. Q. R. Lee, Member.

Committee on the Personnel: Mr. R. S. Clark, Chairman; Mr. T. U. Evans, Secretary; Mr. V. W. Foster, Member; Mr. X. Y. Gibson, Member; Mr. Z. A. Harris, Member.

Committee on the Physical Education: Mr. B. C. Adams, Chairman; Mr. D. E. Baker, Secretary; Mr. F. G. Carter, Member; Mr. H. I. Davis, Member; Mr. J. K. Edwards, Member.

Committee on the Social Studies: Mr. L. M. Wilson, Chairman; Mr. N. O. Moore, Secretary; Mr. P. Q. Taylor, Member; Mr. R. S. Young, Member; Mr. T. U. Allen, Member.

EXHIBIT 12 117301402

British advance unit reported on the Falklands

By Julian Haviland, Political Editor

A small force of British troops has landed on the Falklands proper, informed sources disclosed last night. It is an advance party seeking a landing site for the main force.

The commander of the Royal Navy task force, Rear Admiral Sandy Woodward has been given orders allowing him to make a landing at his discretion, but not to attack the capital, Port Stanley. The largest Argentine invasion force is believed to be deployed around the capital and the full Cabinet is to make the final decision on an assault there.

The decision to begin operations in the main Falklands group was taken last week by the Prime Minister and four senior Cabinet colleagues after consultation with the defence chiefs of staff, within guidelines already agreed by the full Cabinet.

It was based on a number of judgments by the Government. Chief of these was the conviction, expressed again in the Commons yesterday by Mrs Margaret Thatcher, that only maximum military pressure would persuade the Argentine Government to negotiate withdrawal of its forces.

The adverse effect on troops of long confinement at sea, and the fact that winter is fast approaching in the Falklands were also factors.

[The Ministry of Defence said last night it had no information on the East Falkland operation and even if it had, it would have been unable to discuss an operational matter.]

The Government's urgency was unmistakable when Mrs Thatcher reported to Parliament on the successful repossession of South Georgia.

ON OTHER PAGES

World reaction	4
The next moves	4
EEC urges speed	4
Fleet's battle order	5
Poll support rises	5
Uncertainty hits pound	5
Parliamentary report	8
Argentina's viewpoint	12
Leading article, letters	13

to the Security Council, and how could the House be absolutely sure that there would be no dangerous escalation of the crisis in any way? Mr Foot insisted that political control over the military operations must be absolute, "without any possibility of mistake whatever".

There were Labour cheers and restiveness from Conservative backbenchers as Mr Foot went on: "We on this side remain as firmly, unshakably and persistently committed to fresh initiatives in search of a peaceful settlement and if one initiative fails then another has to be started. The search for peace must never be torpedoed by us."

Mrs Thatcher, answering questions, repeated again and again that time was running out. She told Mr Foot that it was more than three weeks since the Security Council had called on the Argentine forces to withdraw "during that time far from withdrawing, they have put reinforcements on the islands".

She said that the negotiations through Mr Alexander Haig, the American Secretary of State, must continue with all possible speed. "Of course we search for peace. We did not break the peace. We must remember that while we search for that peace our people, British people, are under the occupation of the Argentine invader."

But the reply that alerted MPs to the possibility that further activity was imminent was to Mr Douglas Jay, the former Labour minister, who invited the Government to exercise fully our inalienable right of self defence. The Prime Minister agreed that there was a greater chance of a peaceful settlement "if we bring greater military pressure to bear on the Argentine Government."



So was the Opposition's anxiety. Mr Michael Foot, Leader of the Opposition, insisted that the Government should provide for a debate on the crisis on Thursday. Ministers were last night ready to agree to this.

Mr Foot gave his party's full approval to the retaking of South Georgia. He said we were fully within our international rights. There would be relief that the operation was carried through without serious injury on either side, and with extreme skill.

He then pressed question after question upon the Prime Minister. What is to happen next? What steps was the Government taking to speed up negotiations? When would the Government return



damages

for medical negligence in the use of an anaesthetic and failing to take proper care of him after he had been deprived of oxygen in December, 1978. Mr George Newman, QC, said the boy's intellect had been unscathed and he had shown great bravery. He enjoyed football matches and was active in raising money for charities, but still needed constant care.

sault on ster plan

Seton, Belfast

criticized the "glaring failure" of the plan to enable responsibility for law and order, as it touched terrorism, ultimately to be transferred to the Assembly. This was an intolerable attempt to muzzle the assembly on the most important matter affecting the people of Northern Ireland.

Mr John Hume, the SDLP leader, said in his party's response to the proposals: "Mr Prior knows that they will not work and will therefore be a source of further instability".

Mr Hume, whose party has not decided whether to contest elections to the assembly, expected in October, said the proposal for a 70 per cent majority was irrel-

The hopes of engineering employers' that wage increases can be kept within single figures for the third successive year were raised yesterday when the industry's biggest union agreed not to set a figure on its annual pay claim.

The national committee of the Amalgamated Union of Engineering Workers voted by 56 to 35 to seek a substantial increase, rejecting a left-wing amendment seeking an across-the-board flat rate new-money increase of £15 per week.

The left's demand would have meant a 12 per cent increase on average earnings of about £120 a week, and an increase of 18 per cent for the small minority of the industry's 1,250,000 workers who are paid on nationally agreed minimum rates, which yield £83 a week for skilled men.

Mr Terence Duffy, union president, said after the debate: "This decision gives me the elasticity I need in bargaining with the Engineering Employers' Federation. We know that in the present economic circumstances the bargaining will be tough."

The significance of the engineering negotiations, apart from the large number of employees covered, lies in the fact that the November anniversary date comes at the beginning of what is usually regarded as the annual private sector wage round.

Because of the two-tier bargaining system in the industry, negotiations on national minimum time rates directly affect only overtime, shift and holiday payments for the large majority of the industry's employees who are paid at rates over the national minimums.

Mr Jack Crystal, a delegate from Northumberland, told the committee yesterday: "With firms going broke, and four million unemployed, wage negotiations will be difficult and the negotiators should be given a certain amount of leeway."

The conference of the Union of Shop, Distributive and Allied Workers, also in Eastbourne, voted to seek a wages minimum of £90 a week for its 437,000 members.

The demand comes at a time when the union is preparing to defend existing wages council machinery, which sets a minimum of £62 a week, against possible moves by the Government to disband it. Most of the retail industry's employees are covered by the wages councils.

The conference unexpectedly voted in favour of a resolution criticizing the TUC's condemnation of the Youth Training Movement, which has links with the Workers Revolutionary Party. The TUC has circulated trades councils advising them not to support the movement, whose chairman is Miss Vanessa Redgrave, which has established centres for the young unemployed in Brixton, Liverpool, Glasgow and Nottingham.

□ Mr Jeff Price, a shop worker from Newcastle upon Tyne, told the conference that unemployment among young people was turning many of them to glue sniffing (the Press Association reports). He spoke of them "wandering around the streets in a doped-up haze."

TUC leadership could be enlarged

□ The TUC General Council would be substantially enlarged under reforms agreed for recommendation yesterday by the finance and general purposes committee, which will go before the General Council tomorrow (Our Labour Editor writes).

The changes would increase the ruling group in size from 44 to 54 to take account of the shift to the white-collar trade union. There would be 37 automatic seats for unions with more than 100,000 members.

'Bradford 12' jury panel challenged

An attempt to invoke an ancient law last employed about 150 years ago, as a step towards challenging the array of the panel of jurors

Warning on takeover of land

By John Young
Agriculture Correspondent

Mr John Norris, vice-chairman of the Country Landowners' Association

401 ps. 269 ps

TIMES - 27 DE ABRIL DE 1982

NUMEROSAS TROPAS BRITANICAS OBLIGARON ARGENTINA A ENTREGARSE

por Henry Stanhope, Corresponsal de Defensa

Los soldados y marinos de la Real que tras 2 horas de combate el domingo retomaron la Georgia del Sur eran muy numerosos.

Tras un bombardeo de la orilla y despues de haber visto a sus submarinos, el Santa Fe ~~sego~~ ^{Alcornoque} tres veces por un ametrallamiento aereo de los helicopteros britanicos, la guarnicion Argentina ofrecio una limitada y poco entusiasta oposicion.

Despues de la rendicion el Comandante de la guarnicion y el capitán del submarino fueron convidados a bordo de uno de los buques britanicos para cenar y ellos expresaron "su agradecimiento por la humanidad que demostraban los Britanicos hacia los presos".

"La operacion fue planificada y ejecutada muy cuidadosamente con el objetivo de evitar muchos muertos".

En su relato de los acontecimientos, el Cnl. Donkin dijo que los helicopteros britanicos enviados en patrullas de reconocimiento para el desembarque habian sido ametrallados por los Argentinos desde puntos de observacion en la isla. Fue mientras regresaban de su mision que los helicopteros tiraron sobre el Santa Fe; cinco millas al Nor este del punto Sapho al este de la Bahia Cumberland.

Despues de haber identificado al submarino argentino como a uno de los dos ex buques Guppy americanos, de la 2da guerra mundial, los buques de la fuerza de tarea en las proximidades de la Georgia ordenaron el ataque por helicopteros, fue el primer indicio para el publico britanico de que la batalla para la isla desolada habia comenzado.

Los helicopteros totalizaron 3 golpes directos mientras el submarino se estaba dirigiendo hacia el puerto de Grytviken. Este lucho dentro del puerto, erro el dique y dio en la playa despues de lo cual empezaron a salir no solo los 60 miembros de la tripulacion sino tambien refuerzos para la guarnicion Argentina.

El asalto empezo por un "bombardeo masivo" no directamente a las posiciones del enemigo pero cerca de manera a desmoralizarlo pero sin inflingirle demasiados muertos. Fue durante este bombardeo que los helicopteros empezaron a desembarcar marinos y soldados en Grytviken.

Alrededor de las 5 de la tarde los Argentinos levantaron la bandera blanca. 45 minutos mas tarde la bandera argentina fue bajada y se considero que la guarnicion se habia entregado.

El unico muerto de toda la operacion fue un marinero a bordo del submarino quien fue herido de gravedad a la pierna. (Dicen que fue amputado).

Luego el CnL. Donkin siguio describiendo la 2da operacion en la vieja zona ballenera de Leith donde un desembarque de mercantes argentinos de hierro viejo que alzaron su bandera nacional alli hace un mes y desencadenaron la presente crisis de la Georgia y de las Falklands.

El Comandante britanico del grupo de asalto dijo a los 16 hombres de tropa Argentinos y a los 38 civiles de rendirse. Los civiles aceptaron pero el Comandante militar y sus hombres prefirieron combatir.

Despues de una corta accion Leith estaba en manos de los britanicos a primera hora de ayer. Otra vez no hubo muertos, a pesar de que los Argentinos hayan instalado trampas de engana bobos en las proximidades de sus posiciones mientras que en Grytviken los britanicos tuvieron que arreglarselas con minas.

En total hicieron presos a 156 hombres.

TIMES - 27 DE ABRIL DE 1982.

SE DIJO QUE UNA UNIDAD BRITANICA AVANZADA ESTA EN LAS FALKLANDS

por Julian Haviland, Editor politico

Una pequena fuerza de las tropas britanicas desembarco ayer en las Falklands mismas. Es un destacamento buscando un lugar de desembarque para la fuerza principal.

2 El Contra Almirante Woodward fue autorizado a dirigir el desembarque a su conveniencia pero no a atacar la capital, Puerto Stanley. La mas grande fuerza de invasion argentina se supone esta desplegada alrededor de la capital y el Gabinete esta a punto de decidir un asalto alli.

La decision de iniciar las operaciones en las Falklands fue tomada la semana pasada por el Primer Ministro.

Esta decision tenia como base principal que unicamente una presion militar maxima podria persuadir los Argentinos de negociar el retiro de sus fuerzas. El efecto funesto sobre las tropas de un largo confinamiento en mar y el hecho que el invierno esta por llegar a las Falklands tambien fueron factores.

(El ministro de Defensa dijo ayer que no tenia informaciones acerca de la operacion del Este de la Falklands y que de haber tenido no habria podido discutir de un tema operacional.)

El Sr. Michael Foot, del partido de la Oposicion dio la plena aprobacion de su partido al retomo de la Georgia. Dijo que estaban en sus plenos derechos legales. Luego planteo un monton de preguntas al Primer Ministro. Que va a ocurrir ahora ? Que medidas toma el Gobierno para apurar las negociaciones ? Cuando volvera el Gobierno al Consejo de Seguridad y como puede estar seguro de que no habra ninguna consecuencia peligrosa en esta crisis ? El Sr. Foot insistio sobre el hecho que el control politico debia ser total sobre las operaciones militares.

3 La Sra. Thatcher contesto repitiendo varias veces que el tiempo volaba. Que hacia mas de 3 semanas que el Consejo de Seguridad habia pedido a Argentina sacar sus tropas y que estos en vez de hacerlo habian llevado refuerzos a las islas. Dijo que las negociaciones del Sr. Haig tenian que continuar a la mayor brevedad posible. "Por supuesto queremos la paz. No hemos roto la paz. Tenemos que acordarnos que mientras buscamos la paz, nuestro pueblo, el pueblo britanico esta bajo la ocupacion del invasor Argentino."

UNRECORDED

Outnumbered British troops forced Argentine surrender

By Henry Stanhope
Defence Correspondent

Royal Marines and soldiers who recaptured South Georgia after a two-hour battle on Sunday, were outnumbered by the Argentine troops at Grytviken.

But after a shore bombardment from the 4.5 inch gun of a Royal Navy warship and after seeing their submarines, the Santa Fe, hit three times by strafing British helicopters, the Argentine garrison offered only limited if not unenthusiastic opposition.

Following their surrender, the garrison commander and submarine captain were entertained to dinner on one of the British ships and expressed their "gratitude for the humanity being shown to the prisoners".

"The operation had been very carefully planned and executed with the direct object of causing the direct objective of causing few casualties", Lieutenant-Colonel Timothy Donkin, Royal Marines, said at a crowded press conference last night.

Colonel Donkin, in the first full account of the engagement, said British task force helicopters landing reconnaissance patrols on South Georgia at dawn on Sunday, were fired at by Argentine observation posts on the island. It was while the helicopters were returning from their mission, however, that they spotted the Santa Fe, five miles north-east of Sappho Point to the east of Cumberland Bay.

After identifying it as one of the Argentine navy's two ex-American Guppy class boats dating back to the Second World War, the task force ships in the vicinity of South Georgia ordered the helicopter attack, the news of which gave the British public the first intimation that the battle for the desolate island had begun.

The helicopters scored three direct hits as the submarine was making for Grytviken harbour. It struggled into port, missed the jetty and beached, after which it began to disgorge not only a 60-man crew but also reinforcements for the Argentine garrison who came out "in a rush" and ran up the beach towards the garrison headquarters.

It was the detection of the submarine, followed by the sight of the reinforcements, which prompted the task force commander in the area to bring forward the timing of the British assault, Colonel Donkin, who is based at the navy's fleet headquarters at Northwood, North-west London, explained.

The assault began with



Lieutenant-Colonel Timothy Donkin last night:
"Operation was planned to cause few casualties."

what he called a "major bombardment" from the task force at sea; not directly at the enemy positions but near to them, with the objective of demoralizing the enemy but not inflicting heavy casualties upon them. It was while this bombardment was taking place that British helicopters started to land Marines and soldiers at Grytviken.

After meeting the limited opposition, they saw the white flag being flown alongside the Argentine standard at around 5pm, and 45 minutes later the Argentine flag was lowered and the garrison was assumed to have surrendered.

The only casualty during the entire assault had been one Argentine sailor on the Santa Fe who suffered a severe leg injury. (He is said to have had a leg amputated). Colonel Donkin attributed this to the Royal Marines' distast for causing casualties when these could be avoided.

He went on to describe the second operation 10 miles along the coast at the old whaling station of Leith, where a landing by Argentine scrap metal merchants who hoisted their national flag there last month, led to the present crisis over South Georgia and the Falkland Islands.

The British commander of

the assault group called on the 16 Argentine troops and 38 civilians who were there to surrender, following the fall of Grytviken. The civilians, presumably including some of the scrap metal merchants, agreed. But the military commander and his men, all Argentine special forces, elected to fight on.

A British detachment then left Grytviken and took to the sea again, sailing round the indented coastline to Leith, which after a short action was in British hands by first light yesterday. Again there were no casualties, although the Argentines had booby-trapped the approaches to their positions while at Grytviken the British had had to cope with land mines as they moved into action.

In all, some 156 prisoners had been taken, Colonel Donkin said, as well as the 38 civilians. The 156 included the 16 at Leith, the submarine crew of about 60, the original garrison and the reinforcements which the boats had ferried to Grytviken from the Argentine mainland.

There were "far less of us" than there were Argentine troops at Grytviken, he explained, largely because the British had underestimated quite how many reinforcements there were.

want as it had already been dismissed by the Democratic Unionists and the Official Unionists.

"It is quite clear, therefore, that Mr Prior's unworkable 'power-sharing' proposals are included only to give a gloss of respectability and fair-mindedness to what is the only concrete proposal in the White Paper — an election to a powerless assembly, with powerless committees and with well-paid chairmen and vice-chairmen", he said.

Mr Hume said the assembly would be a dangerous talking shop which could be abused by individual parties. The White Paper had more to do with Mr Prior's own political future than with the future of the people of Northern Ireland.

□ A "loyalist" paramilitary group is thought to have been responsible for a car bomb explosion which injured three women in a republican part of Belfast yesterday. Dozens of houses in the Short Strand area were badly damaged when the stolen car was destroyed by an estimated 100lb of explosives.

in the case of the "Bradford 12", was made at Leeds Crown Court yesterday.

Earlier Judge Christopher Beaumont rejected a request by defence counsel for a two-day adjournment so that the Lord Chancellor could hear a challenge to the array of jurors from which a jury will be chosen for the case of 12 young Asians from Bradford who face charges of making explosives.

Yesterday's application came after the judge's dismissal last week of an appeal by the defence to increase the number of coloured people on the panel of jurors, on the ground that it was beyond his power to interfere in the panel's constitution.

Mr Patrick O'Connor, a defence lawyer, referred to a treason trial in 1848 when a judge appointed two "triers" to determine a challenge on the array of jurors. Those were then appointed from grand jurors and although grand jurors no longer existed, Mr O'Connor claimed that Judge Beaumont could still appoint two such "triers".

Judge Beaumont is expected to rule on the appointment of "triers" today.

executive committee, said yesterday that the public should be aware of the repercussions if a future Labour government decided to nationalize farmland.

Mr Norris was commenting on a report in *The Times* yesterday of draft proposals to nationalize all tenanted farmland which will be put to the Labour Party's national executive next month.

"Such a move would inevitably lead to decreased efficiency in the industry and higher food prices in the shops", he said. "Nationalizing land has proved a disaster whenever such a policy has been introduced."

The National Farmers' Union, said it had asked the Labour Party yesterday for a copy of the proposals but had been refused.

Land nationalization is periodically aired by Labour. The policy is based partly on the idea that the land belongs "to the people", and partly on concern about the scarcity of land for letting.

□ Confidence among British farmers this year is "very high", with expectations of rising or at least stabilized profit margins, according to a survey published yesterday.

Where the Alliance seams show

LOCAL ELECTIONS

Appeal found that the Labour-controlled council had been tardy in selling its housing, neither of the main parties saw much electoral advantage in the issue. Mr George Richards, leader of the Conservatives on the Council said: "We shall be reminding people that we have won, but now that sales are being processed properly further actions by this left-wing council seem more important."

Under a Department of the Environment schedule, sales to Norwich tenants are being monitored by civil servants, but council officials expect they will be withdrawn soon.

Since the 1980 Housing Act, embodying the right of tenants to buy, came into force, Norwich has sold 170 of its 25,000 homes. About 20 to 30 applications are received weekly with several hundred sales likely by the year's end.

Seventeen Norwich council seats are being contested, with Labour holding 37 of the 48 seats. Labour leaders expect to lose "a few," but Mr Leonard Stevenson, the Labour leader on the council,

The Association of Liberal Councillors is against compulsory sales to tenants on principle, although it favours certain councils selling in order to break up monolithic areas of council housing.

SDP activists are exploiting the reluctance of some Labour councils to sell. In Wakefield, West Yorkshire, a Labour stronghold, Mr Kenneth Steeples, the SDP organizer, said 4,500 people were impatiently waiting for the council to process their applications: his party intended, if elected, to speed sales. "Even traditional Labour supporters are complaining of the council putting obstacles in people's way."

Glasgow: Battle for the middle ground

From Jonathan Wills, Glasgow

Deposit in Hillhead, will try to capitalize on widespread resentment on youth unemployment.

One of the SNP's biggest difficulties is that it has never carved out a significant power base in Scotland's largest conurbation. Until it does so its national prospects look bleak.

Boundary changes since the last election and a high proportion of councillors not seeking reelection make this contest less predictable than usual. The Alliance is determined to redraw the political map of Strathclyde. It is a large region of startling contrasts between the inner-city deprivation of Glasgow and the seemingly idyllic islands of the inner Hebrides which have their own social and economic difficulties.

Strathclyde region is not greatly loved in the islands nor in the remote glens of Argyll where there is resentment over poor transport and a suspicion that the fringes are subsidizing cheap fares in the big cities.

Labour is proud of its public transport system in greater Glasgow and says that rail fares would double but for the region's £28m subsidy to British Rail on the largest suburban rail network outside London.

Until recently, Strathclyde Labour councillors have avoided the kind of confrontation with central Government that bedevilled the Labour group in the Lothian region. They tried to work within the strict guidelines imposed by the Secretary of

State for Scotland but they are now taking Mr George Younger to court. They claim that he has acted illegally in restricting the region's rate support grant "in a way out of all proportion to the council's expenditure".

The case will not be heard until the new council has been elected but it will undoubtedly influence the vote. The Conservatives are campaigning against what they see as excessive and unreasonable spending by local authorities. The recent 16 per cent rise in Strathclyde rates will be useful ammunition for their candidates. Labour report that rates are still only an estimated three per cent of average household expenditure.

**Baisse
sensible
du dollar**

LIRE PAGE 48

Le M

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Le débarquement britannique en Georgie du Sud compromet le règlement du conflit des Malouines

L'engrenage

Le conflit des îles Malouines, qui suscitait bien des commentaires ironiques depuis trois semaines, est soudainement entré dans une phase dangereuse. La riposte décidée du gouvernement de Londres au coup de force argentin du 2 avril déclenche un processus dont personne — et surtout pas les deux protagonistes — ne peut affirmer qu'il est en mesure de le contrôler ou de le stopper. Vieil adage : il est facile de commencer une guerre ; il est bien plus malaisé de l'arrêter. Surtout le sque des éléments émotionnels et irrationnels se mêlent à la querelle, ce qui est amplement le cas dans le dialogue de sourds entre la Grande-Bretagne et l'Argentine.

L'opération de commando réalisée dimanche 25 avril sur la principale île de la Georgie du Sud, faiblement défendue par les forces argentines, n'est encore qu'un « acte de guerre » limité. On se flatte à Londres de l'utiliser comme un moyen de pression supplémentaire sur les autorités argentines pour les inciter à évacuer leurs forces de l'archipel des Malouines, véritable enjeu du conflit. Mais la logique de cette intervention débouche sur un renforcement du blocus envisagé autour des Malouines et sur de nouveaux affrontements armés entre Britanniques et Argentins.

Mme Thatcher, qui a manifesté une résolution dont personne ne doutait, assume une série de risques nouveaux. Militaires, dans l'hypothèse où une véritable bataille navale se déroulerait dans les parages glacés des Malouines. Politiques, une fraction des conservateurs et la quasi-totalité des travaillistes n'ayant soutenu la ligne « dure » du premier ministre qu'à la condition de rechercher une solution négociée du conflit. Diplomatiques, car le coup de semonce de dimanche réduit...

Le ministère britannique de la défense a annoncé, ce lundi 26 avril, que les fusiliers marins de la Royal Navy, débarqués dimanche sur la principale île de la Georgie du Sud, avaient occupé un second poste argentin, celui de Lelith, à une quinzaine de kilomètres du port principal de Grytviken, déjà investi. A Buenos-Aires, on affirmait, ce lundi, que « les combats se poursuivaient ».

De source militaire, on ajoute dans la capitale argentine que les forces armées du pays pourraient « passer à l'offensive sur tous les fronts » à la suite de l'opération britannique sur la Georgie du Sud. Les villes du sud de l'Argentine ont été mises en état d'alerte et des mouvements de troupes importants sont signalés dans cette région.

A Washington, l'organisme de consultation des pays signataires du traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR) devait se réunir ce lundi afin d'étudier une plainte de l'Argentine contre la Grande-Bretagne.

De notre correspondant

Londres. — L'Union Jack flotte de nouveau sur l'île principale de Georgie du Sud. Trois semaines après avoir été prise par les forces argentines, elle a été reconquise, le dimanche 25 avril, par la Royal Navy. Peu après 20 heures G.M.T., M. John Nott, secrétaire d'Etat à la défense, accompagné de Mme Thatcher, annonçait que, à 19 heures, la cinquantaine de fusiliers marins argentins gardant le port de Grytviken, la petite « capitale » de l'île, s'était rendue après n'avoir opposé qu'une résistance limitée.

Le débarquement, par des hélicoptères appuyés par plusieurs navires de guerre, avait commencé deux heures auparavant. M. Nott a affirmé qu'aucune victime n'était à déplorer du côté britannique et que les pertes argentines n'étaient pas connues. Refusant de répondre aux questions, Mme Thatcher ajoutait : « Réjouissez-vous de cette nouvelle et félicitez nos forces armées. »

Les premières informations laissent à penser qu'un « débarquement » en Georgie du Sud, à 1 400 kilomètres à l'est des Malouines, était imminent avaient été rendues publiques samedi soir. Le gouvernement britannique annonçait alors qu'il avait par les

canaux diplomatiques suisses (1) averti le gouvernement argentin de tenir ses navires et ses avions à distance de la force d'intervention sous peine d'être attaqués. Dimanche, à la mi-journée, le ministère de la défense indiquait qu'un sous-marin argentin avait été attaqué à proximité de la Georgie du Sud par des hélicoptères britanniques. Quelques heures plus tard, on apprenait que ce sous-marin, le Santa-Fé, vendu en 1971 aux Argentins par les Etats-Unis, — un des quatre sous-marins de la marine de Buenos-Aires — avait été sérieusement endommagé, en même temps qu'était annoncée la tentative de débarquement.

L'opération était préparée depuis plusieurs jours, car les premiers éléments britanniques appartenant aux forces spéciales de la marine ont été débarqués par un sous-marin atomique dès le jeudi 22 avril, au moment où le secrétaire du Foreign Office, M. Francis Pym, partait pour Washington. On estime à Londres que les Américains ont été avertis dans la nuit de samedi à dimanche de l'imminence du débarquement, mais on dément au Foreign Office que M. Haig ait demandé aux Britanniques de ne rien entreprendre avant la réunion, ce lundi, des ministres des affaires étrangères de l'O.E.A.

DANIEL VERNET.

AU JOUR LE JOUR

lées

éconcentrant

(*) au coup par coup, ses décisions étant évidemment passibles de la censure du juge administratif ; celle enfin de permettre à la Haute Autorité d'exercer efficacement son contrôle en la dotant d'un système de coercition rodé par plus d'un siècle de pratique (révocation, contravention...).

Un profil de pachyderme

Le gouvernement a tourné le dos à ce type d'approche.

Parce qu'il a voulu trouver la moyenne arithmétique des desiderata des uns et des caprices des autres, il nous présente aujourd'hui un échafaudage déconcertant. Pourquoi avoir réduit le rôle de la Haute Autorité au gardiennage de l'information politique et confié au gouvernement l'essentiel du pouvoir d'autorisation ?

S'agissant des services privés, les limitations pesant sur la forme ou sur le contenant (maintien du monopole des équipements, interdiction de l'entreprise multimédia, reconduction des dispositions restrictives de la loi de novembre 1981 sur les radios locales, passage brutal des banques de données d'un régime de liberté à un régime d'autorisation...) étonnent autant que le laxisme pour ce qui a trait au contenu : l'autorité qui octroie l'autorisation ne semble plus avoir grand-chose à dire sur les programmes eux-mêmes. S'il y a violence ou pornographie, on appliquera le code pénal. S'il y a conflit d'accès à une ressource, le critère d'attribution sera du type : « premier arrivé, premier servi ».

Lacunaire ici, le projet est d'ailleurs hypertrophique : il donne au service public un profil de pachyderme ; il crée un Conseil constitutionnel « bis » à seule fin de mesurer des temps d'attente : pour un peu, il allait ajouter un surcroît de complexité à la législation sur la propriété artistique, alors que chacun aspire à la simplification du droit dans ce domaine.

Le Parlement est saisi de ce texte.

Est-il trop tôt pour désespérer ?

(*) Haut fonctionnaire.

Boulevard de la F.M.

par LUC BÉRIMONT (*)

Un ami à qui je demandais de définir d'une phrase la principale qualité d'une radio « libre » me dit : « C'est d'être libre ! »

Cette lapalissade apparente contient une vérité redoutée. En fait, chacun de nos médias navigue sous un pavillon de complaisance : celui de la liberté. Cette entorse à la vérité ne retient aucun des membres de l'équipage à protester à cor et à cri quand on semble remettre en question la manière dont il sert à bord : chacun est pur, au fond de soi. Seules, les structures sont pourries.

Convenons que le vacarme dont on entoure les serveurs de l'information fait souvent écran, en effet, entre eux et la réalité. Le blindage professionnel isole et stérilise. Ainsi que le déclarait Soljenitsyne à la sortie de son goulag : « Je viens d'un pays où il est interdit de parler. J'arrive dans un monde où l'on peut tout dire, et où ça ne sert à rien. »

Les journaux, les radios, les télévisions de nos pays disent tout, en général. Cela est vrai, tout, sauf l'essentiel ! Pour nous limiter au chapitre des « news », combien s'efforcent de dégager la signification de l'événement ? Qui s'avise de ne pas survoler l'actualité au ras des pâquerettes ? Monopole ou pas, les responsables d'antennes sont plus à la recherche de consommateurs que d'auditeurs adultes. Ils caressent dans le sens du poil pour obtenir le ronronnement.

On dira (et on nous a dit) que si l'« information » est, de par nature, en tutelle sur les antennes, les autres voies sont dégagées : les « variétés » et la chanson, par exemple, bénéficiant d'une indépendance absolue. Ce faisant, nous assistons depuis des décennies au matraquage éhonté des best-sellers des multinationales du disque sur les antennes du service public qui leur servent de vitrine. Parallèlement, nous constatons la mise systématique sous le boisseau de presque tout ce qui constitue le meilleur de la chanson française actuelle, à la promotion du MIDEM et à l'occultation du Festival de Rennes, entre autres choses.

Qui dressera jamais la liste des insuffisances, des mépris, des « malédiction du silence », dont nos citadelles radiophoniques se sont rendues coupables ? La Maison du Quai Kennedy, avec ses 1 347 mil-

lions de nouveaux francs de budget annuel et ses centaines d'alvéoles, devrait représenter la ruche de création la plus active de l'Hexagone. Quel fade miel administratif en découle-t-il, bon an, mal an, produit d'une fabrication corporatiste et normalisée ?

Au lendemain du 10 mai, les diplotocus qui sommeillent à l'ombre de la redevance, ou des sponsors, ont éprouvé les chatouilles du printemps avant de retomber en léthargie. C'était l'heure où des centaines de radios « libres » fleurissaient avec les lilas. Cela faisait penser à l'enthousiasme de la libération. Que de chaque pavé arraché naissait un journal nouveau : la même « pureté », la même foi, la même jeunesse, suscitaient ces antennes qui, avec maladresse parfois, avec enthousiasme toujours, occupaient le boulevard de la F.M. Beaucoup qui avaient réclamé la parole n'avaient plus rien à dire après qu'elle leur eut été accordée. Qu'importe, l'espace qui s'ouvre est immense.

Ainsi que nous le déclarions dans l'émission inaugurale de Radio-Paris, en septembre : « Nous ne faisons que tenter de pallier les défaillances. A la limite, nous ne devrions pas exister. »

Le paradoxe est qu'une telle mission nous incombe, à nous, les marginaux, les démunis d'argent. Et aussi que nous ayons à quémander des dérogations, dont d'autres radios, qui, elles non plus, n'appartiennent pas officiellement au « monopole », bénéficient déjà ! Une loi garantissant la libre circulation des personnes et des idées existe dans ce pays. Personne ne songerait, crois, à la déclarer « scélérates ». Une radio « libre » — c'est-à-dire « adulte » — devrait savoir se conduire elle-même, sans besoin de rappels à l'ordre.

Ni laboratoire, ni juke-box, ni kiosque à nouvelles, ni music-hall, ni téléphone public, la radio, nous en avons conscience, est à réinventer. Un combat décisif se livre dans nos rangs. A nous d'emporter l'adhésion par la ténacité, l'originalité, l'enthousiasme. Ajouterai-je que, pour ce qui est de l'exemple : « On a déjà donné ! »

(*) Écrivain, journaliste, producteur de radio-télévision. Directeur général adjoint de Radio-Paris (102 Mgz).

AUDIOVISUEL

semble de la réforme, entraînerait selon elle.

Cette affaire mérite mieux que cette basse polémique. Les porte-parole de l'U.D.F. et du R.P.R. lancent, en effet, des accusations incon-

s'accompagner de formules de compensation, couplage d'annonces, par exemple, qui éviteraient que soient lésés les intérêts de la presse écrite. Les dirigeants de celle-ci, entendus devant la commission spéciale, ont

tion collective spécifique et aussi la volonté d'apporter une solution à un problème jamais résolu, celui de l'équilibre entre la télévision et le cinéma. On dira que l'on aurait pu faire mieux encore ou davantage. C'est le cas de tout texte législatif.

EL DESEMBARCO BRITANICO EN GEORGIA DEL SUD COMPROMETE EL ARREGLO DEL CONFLICTO DE LAS MALVINAS/

El desembarco de la infantería de marina de la Royal Navy, el 26 Abr, habiendo ocupado un segundo puerto (LEITH) a 15 Km del principal de GRITVIKEN, ya tomado. En BUENOS AIRES se afirmaba que "los combates se continuaban".

De fuentes militares, se agrega en la capital argentina, que las fuerzas armadas argentinas podrían pasar a la ofensiva en todos los frentes, luego de la operación británica sobre la GEORGIA DEL SUD. Las ciudades del sur de la Argentina fueron puestas en estado de alerta y los movimientos de tropas importantes son evidentes en esa región.

En WASHINGTON, el organismo de consulta de los países firmantes del TIAF debía reunirse el lunes a fin de estudiar el planteo de ARGENTINA contra GB.

Del corresponsal en Londres: L'Union Jack flamea de nuevo sobre la isla principal de GEORGIA DEL SUD. Tres semanas después de ser tomadas por las fuerzas argentinas, fue reconquistada el domingo 25 Abr por la Royal Navy. El Mtro de Def Nott acompañado por M Thatchern anunció que la cincuentaena de marinos argentinos defensores del puerto capital de la isla, se rindieron oponiendo tan sólo una limitada resistencia.

El desembarco desde helicópteros apoyados por navíos de guerra, había comenzado dos horas antes del anuncio. M Nott dijo que no había que lamentar ninguna víctima del lado británico, mientras que del lado argentino, no se conocían.

Eludiendo responder a ciertas preguntas, M Thatcher agregó: Alegrénse Uds de esta nueva y feliciten nuestras fuerzas armadas.

Las primeras informaciones dejaba pensar que un desembarco en GEORGIA DEL SUR, era inminente, habiendo sido publicadas el sábado por la tarde.

El Gno británico anunciaba ahora que por las vías diplomáticas suizas había advertido al Gno Argentino de mantener sus naves y aviones a distancia de la fuerza de intervención bajo pena de ser atacados. El domingo a mediodía, el ministerio de defensa indicaba que un submarino argentino había sido atacado en proximidades de la Isla por helicópteros británicos. Luego fue capturado, seriamente dañado al mismo tiempo que anunciaba la tentativa de desembarco.

La operación había sido preparada luego de varios días, cuando los primeros elementos británicos pertenecientes a las fuerzas especiales de la marina, habían sido desembarcados por un subamrino atómico desde el jueves 22 Abr, en el momento que el secretario Pym, partía por Washington. Se estima en LONDRES que los Americanos fueron advertidos entre la noche del sábado al domingo de la inminencia del desembarco, pero se desmiente en el Foreign Office que M Haig había pedido a los británicos no emprenderlo antes de la reunión, ese lunes, de los ministros de RR EE de la OEA.

DANIEL VERNET.

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

399/2 26/4/82

TRADUCCION

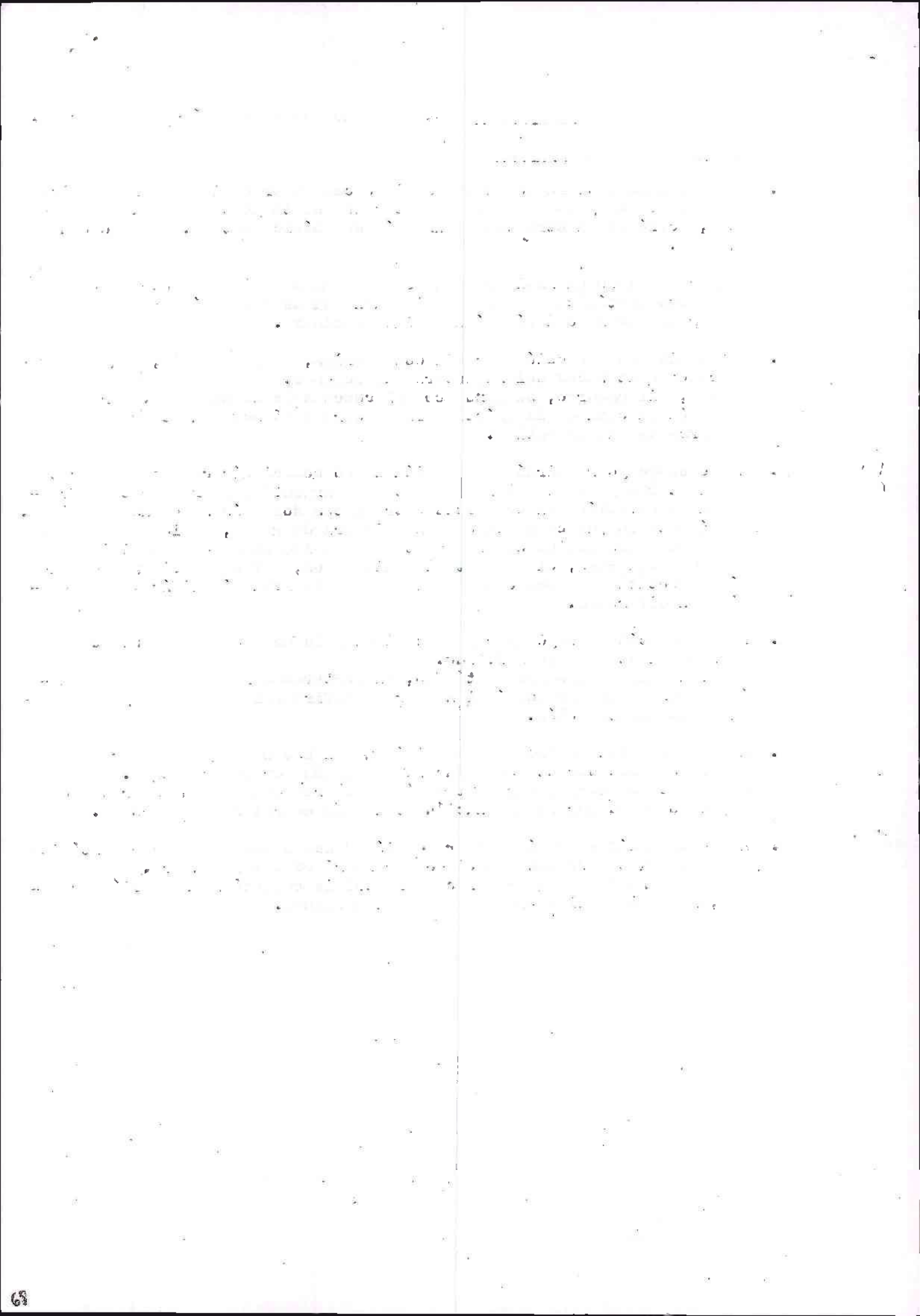
de "Le Quotidien de París del 27 Abr 82.

LAS REACCIONES EN EL MUNDO

1. El Gno cubano a afirmado su solidaridad con la Argentina en el conflicto de las Malvinas y ha exigido el "alto" inmediato de toda hostilidad militar, económica u otra contra un país de América Latina. Aliado o no alineado.

En un comunicado el Ministro Cubano de RR EE califica por otra parte el desembarco británico en las Georgias del Sud de "agresión" decidida al menosprecio de la opinión pública internacional.

2. La Agencia TASS anuccionó ayer sin comentarios, el desembarco, cita los comunicados británicos del Ministerio de Defensa.
La TASS, sin embargo, se hizo eco del comentario de un observador de la BBC según el cual en la práctica Inglaterra está actualmente en estado de guerra con la Argentina.
3. El Gno uruguayo reafirmó su decisión de no contribuir con los preparativos militares y las hostilidades entre la Argentina y Gran Bretaña frente a la agravación del conflicto entre estos dos países por las Malvinas. Indicó esto en un comunicado de la Dir Grl de RR PP, solicitando especialmente a los medios de prensa atenerse a los comunicados oficiales de ambos gobiernos, clara mente identificados, a fin de evitar la difusión de noticias falsas o tendenciosas que vuelvan más difícil una solución del diferendo.
4. El Gno francés subrayó ayer la necesidad y la urgencia de negociaciones en el conflicto de las Malvinas.
Comentando el desembarco británico, el portavoz del Min de RR EE declaró que los hechos de las últimas horas confirman la necesidad y la urgencia de una negociación.
5. El ministro australiano FRASER opinó que el uso de la fuerza por GB era la consecuencia directa de la actitud asumida por la Argentina.
El comunicado oficial agrega también es la respuesta de GB al rechazo argentino de acatar la Resolución de las NU de retirar sus tropas.
6. El Gno holandés expresó su "aprehensión" luego del desembarco británico y espera que un arreglo negociado permitirá evitar la guerra.
Este gobierno desde el comienzo de la crisis condenó la ocupación argentina, recordó el Ministro de RR EE Mme SURINGAR.



LE MONDE, Martes 27 de Abril de 1982.-

EL DESEMBARCO BRITANICO EN GEORGIA DEL SUD.

La Georgia del Sud, isla inhóspita del Atlántico Sud, sólo es habitada en tiempos normales, por pingüinos, focas, renos y un punado de sabios británicos. El 65 % de la isla está permanentemente cubierta de glaciales.

En otros tiempos, era un centro de caza de ballenas. Recientemente, tenía una base británica de estudio y de vigilancia de la Antártica

Al contrario de las Malvinas, reivindicadas desde el siglo XIX por la Argentina, G. del Sud sólo es reclamada por Bs As desde 1927.

Mme Thatcher senalo esta diferencia la última semana declarando ante el Parlamento británico que G. del Sud dependía de GB y no de las islas Malvinas.

Sin embargo, incidentes ocurridos en esta banda de tierra estrecha con 160 km de longitud que encendió la pólvora. El 18 de marzo último, hojalateros argentinos desembarcaban, sin autorización de los Británicos, en G. del Sud, para dismantelar una vieja fábrica ballenera. Esta expedición, durante la cual la bandera argentina fue izada en la isla, suscitó el descontento de Londres. El 3 de Abril, al día siguiente de la invasión de las Malvinas por los Argentinos, estos desembarcaban una centena de "marines" en la isla.

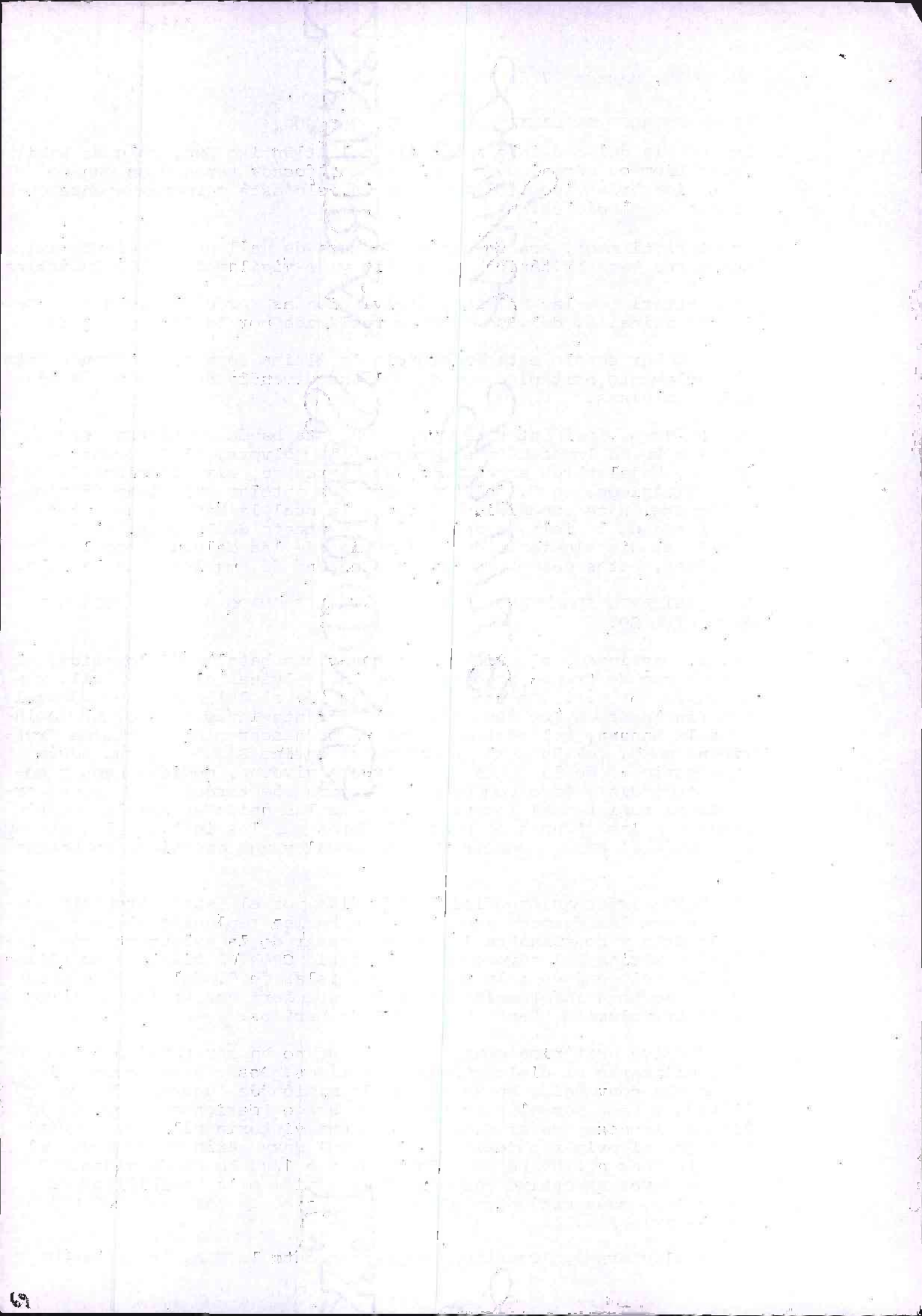
LOS MILITARES ARGENTINOS SE HABIAN YA RESIGNADO A LA PERDIDA DEL ARCHIPIELAGO.

1 Bs.As. Destinados al principio a ganar una batalla diplomática, el desembarco de tropas argentinas en las Malvinas el 2 de Abril, y el envío por G.B. de una poderosa armada al Atlántico Sud condujeron finalmente a los dos países al enfrentamiento armado. El domingo a la mañana, helicópteros británicos atacaron el puerto de Gryt-wiken, en G. del Sud, el submarino argentino SANTA FE, que según un comunicado de la Junta, "descargaba víveres, medicamentos y correspondencia". Otro comunicado afirmaba más tarde: "Las tropas argentinas resisten al intenso ataque de las unidades navales británicas y a las ráfagas de ametralladoras que les infligen los ataques desde el aire, demostrando una moral y una capacidad combativa elevada".

La última información oficial difundida por el Estado Argentino señalaba que las fuerzas argentinas se habían replegado al interior de la isla y continuaban la lucha a pesar de la aplastante superioridad numérica del adversario. El diario CRONICA titulaba su última edición del domingo a la noche: "Las islas de G. del Sud han caído" Aunque no haya información oficial, pareciera que varios miembros de la tripulación "Santa Fe" han sido heridos,

La ofensiva británica contra G. del Sud no ha sorprendido a los medios militares ni diplomáticos argentinos. Desde hace varios días, se estaba convencido en Bs As que la misión de "buenos oficios" llevada a cabo por el Secretario de Estado Americano no podría salir del impasse que si G.B. lograba una victoria militar. Se estimaba que el primer objetivo de la Royal Navy sería retomar G. del Sud situadas a 2300 km de R.Gallegos y a 1400 km de Malvinas. El Estado Mayor Argentino parecía haber admitido la posibilidad de perderlas, pues están muy alejadas de la costa para ser defendidas por la aviación.

Desde el viernes, Argentina denunciaba ante la OEA, la violación



de las aguas continentales por dos barcos británicos que habían sido localizados a 54 millas (alrededor de 90 km) de Grytviken. El sábado, la Junta hacía conocer su respuesta a la advertencia lanzada el viernes a la noche por G.B. según la cual "Cualquier avión argentino, militar o no, sorprendido en vigilancia de la fuerza británica, sería considerado como hostil". "La actitud británica atenta las normas más elementales de derecho internacional" declaraba en un comunicado el órgano supremo del Estado Argentino que agregaba: "Las Fuerzas armadas responderán con la agresión británica en virtud del derecho de legítima defensa inscripto en el art. 51 de la Carta de la ONU.

Por otra parte, el Embajador Argentino ante la ONU presentaba una nota al presidente del Consejo de Seguridad afirmando: "G.B. demuestra que no tiene la menor intención de ajustarse a las disposiciones de la resolución 502" (que prevé, entre otras, el retiro de las tropas argentinas de las Malvinas, la búsqueda de una solución negociada).

② La reconquista por G.B. del archipiélago de G. del Sud marca el principio de una guerra prolongada entre los dos países, o permitirá al contrario desbloquear las negociaciones? Es difícil de responder a esta pregunta. Solamente se hace notar acá que G.B. ha vengado su honor, Argentina mejoró su posición frente a la opinión pública internacional. La "agresión" de la flota "colonialista" británica contra una nación del continente debía inmediatamente reforzar la tesis argentina en el seno del organismo de consulta del Tratado Interamericano de Asistencia Recíproca (TIAR) que se reunió el lunes. Se estima en los medios diplomáticos que Argentina obtendrá si demasiada dificultades las 14 voces necesarias para condenar la actitud de G. G. y exigir el regreso de la Royal Navy a sus bases.

Los Argentinos recibieron con indignación la novedad del ataque británico. La "agresión" de G.B. dio igualmente lugar a una nueva explosión de fervor patriótico. Numerosas personalidades políticas y sindicales se sucedieron durante todo el día en la radio y la TV para expresar su total solidaridad a la FFAA.

JACQUES DESPRES.

22

0

STANDARD

Boyer

LE FIGARO, martes 27 de Abril de 1982.-

UNA PUBLICIDAD ARGENTINA EN EL "TIMES"

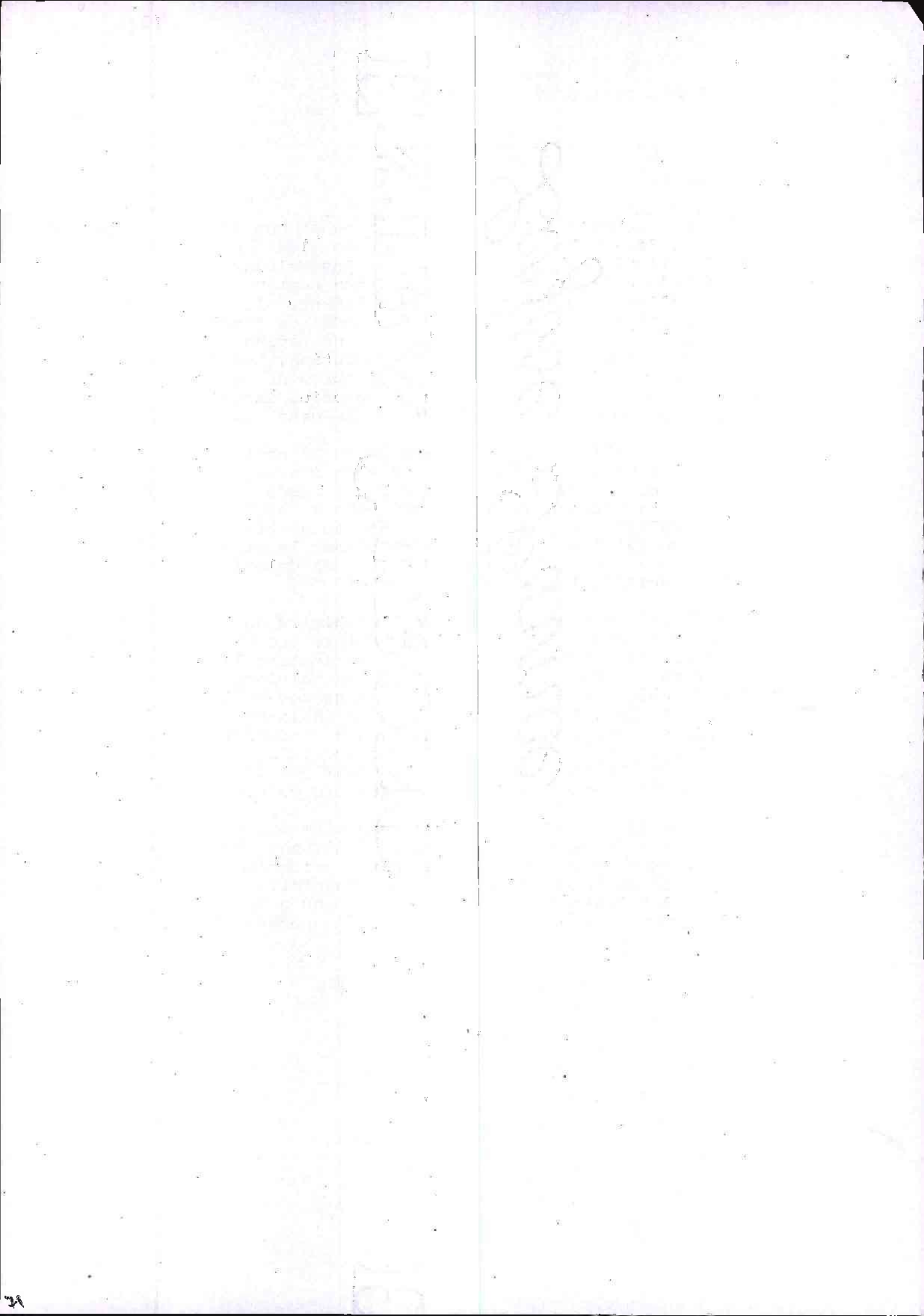
"SORRY"

"Algunos hechos que Ud puede desear saber con respecto a las Malvinas y de los cuales probablemente nunca les han hablado". Con este título enigmático, sobre un mapa de las Malvinas mostrando que el archipiélago se sitúa en la plataforma continental argentina y a 6.939 millas de Londres (contra "solamente" 1.025 de Bs As), el muy británico TIMES publicó el sábado 24 de Abril, es decir en visperas del desembarco de G. del Sud, una página entera de publicidad de inspiración indiscutiblemente argentina. Los autores son, como lo explican bajo sus firmas, los miembros de "un grupo de ciudadanos residentes en N.York": hombres de negocio, ingenieros, banqueros, juristas, profesores y varias "amas de casa"...

Esta gran publicidad, que debió chocar el nacionalismo vigilante de muchos lectores del célebre diario londinense, está redactado en términos de una gran cortesía. Rehace, desde un punto de vista argentino, la historia de las conquistas y devoluciones sucesivas de las Malvinas -siempre citadas con su nombre español- con agregados de subtítulos especiales para atraer la atención del público. "Dennos una oportunidad -y a Uds !" "Una Colonia? Son Uds lo que lo han decidido ! "Lo sentimos mucho!"

Este último párrafo resume todo el espíritu de la empresa. Después de haber indicado, algunas líneas antes, que el pueblo argentino considera la anexión- o más bien para emplear la terminología en uso en Bs As, la "recuperación" de las Malvinas como una "causa nacional común" en sus diferentes componentes políticos, más allá de las ideologías, los autores del texto insisten sobre el hecho que su país no guarda ninguna animosidad de principio contra el pueblo británico, muy al contrario. Y concluyen: "Somos un pueblo pacífico. No hemos hecho la guerra desde la mitad del siglo diecinueve. Pero creemos firmemente que lo que es nuestro es nuestro. Sorry".

Se ignora si LA NACION (o algún gran otro órgano de prensa de BsAs) está preparado para publicar en sus columnas una publicidad simétrica por parte de "un grupo de sudbitos británicos", viviendo por ejemplo, en el Japón o en la región de Francfort, que explicaría cortesmente a los lectores argentinos -"Dispensen Uds"- lo bien fundado de la "recuperación" de la G. del Sud, operada el domingo.



LE MONDE, Martes 27 de Abril de 1982.-

FRENTE A UNA MARINA ARGENTINA MAS CERCA DE SU RETAGUARDIA
LA FLOTA BRITANICA ENCONTRO UN REFUGIO

3 Tomando por asalto la isla principal de G. del Sud, la flota británica se ha indirectamente atribuido una posibilidad de fondeo que va permitirle descansar a la tripulación, de reparar, de reabastecer y de volver a poner en estado su logística al refugio de las tempestades que son frecuentes, en este mismo momento, en las aguas frías del Atlántico Sud. Además, G. del Sud está, por su alejamiento de las Malvinas, fuera de alcance de los aviones de asalto Super Etendard y Mirage de los Argentinos. Así, la marina británica dispone de una posición de partida -sin ser por lo tanto un verdadero punto de apoyo- si el gobierno de Mme Thatcher decide de confiarle otras misiones-.

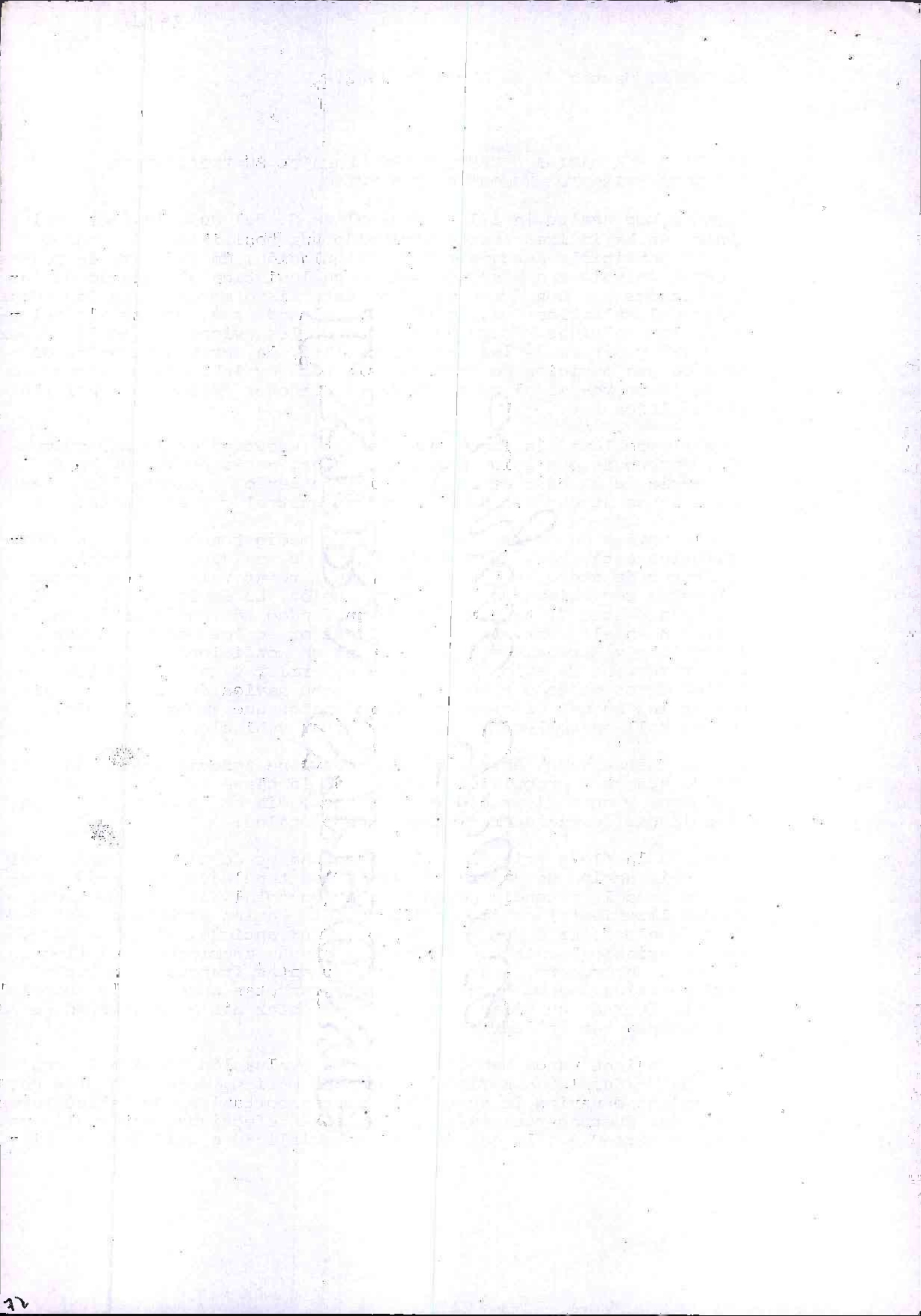
Pues el problema más importante de esta escuadra es la supervivencia, en buenas condiciones operacionales, a más de 15.000 km de distancia de su base de retaguardia, teniendo en cuenta las malas condiciones atmosféricas del invierno austral que se acerca.

Con 16 navíos de guerra de fuerte o de medio tonelaje, la escuadra británica está, hoy, acompañada de más de una docena de navíos militares de apoyo, a los que hay que agregar veinticinco barcos mercantes requisicionados para la operación. Es decir, al mismo tiempo, cuánto esta flota necesita de un fondeo más confortable que la patrulla en alta mar. Agrupados alrededor de los porta-aviones Invincible y Hermes, esta fuerza está en condiciones de desplegar una cuarentena de aviones de combate Harrier y una cincuentena de helicópteros de todo tipo, así como ocho navíos de desembarco sin contar los buques de carga requisicionados que, sobre el modelo de los roll-on/roll-off, pueden embarcar vehículos.

A esta fuerza naval de superficie, conviene agregar cuatro submarinos de ataque a propulsión nuclear, de la clase Superb, que son autónomos y cuya discreción y la resistencia en la zona confieren capacidades de ataque realmente excepcionales.

Frente a la flota británica, la Argentina puede alinear hasta treinta y seis navíos de guerra, de todos los tonelajes, si decide consagrar toda la potencia de su marina (en total, 53.000 toneladas de desplazamiento) en el conflicto. Esta marina argentina está agrupada alrededor de un portaaviones, muy antiguo, el 25 de Mayo, armado principalmente con aviones de ataque americanos del tipo Skyhawk. Un crucero, sin edad, tres fragatas francesas de lucha antisubmarina, nueve escoltas y siete corbetas componen lo esencial de esta fuerza que tiene la ventaja de estar más a proximidad de su retaguardia que la fuerza británica.

Los dos países nunca han difundido una evaluación precisa de sus cuerpos de fusileros marinos o comandos marine, desembarcables por submarinos o navíos de superficie y transportables por helicópteros. Estas dos fuerzas parecen equivalentes en efectivos, con una ligera ventaja para G.B., lo que fue una especialidad o unidades de elite.



392p 360 /b

LE MONDE, Martes 27 de Abril de 1982.-

EL REGLAMENTO DEL CONFLICTO ESTA COMPROMETIDO

La decisión final fue tomada el sábado a la noche durante la reunión súbita del "gabinete de guerra" con Mme Thatcher, Whitelaw (Interior), Pym (RREE), Nott (Defensa), Parkinson, leader del partido conservador y el Jefe del EM de la Defensa. Mme Thatcher dio la orden de desembarcar. El domingo, el primer ministro fue al castillo de Windsor a informar a la Reina.

El "gabinete de guerra" igualmente preparó la respuesta británica al último plan americano de solución negociada. El sábado a la mañana, desde su regreso a Washington, M. Pym, tuvo una larga entrevista con el primer ministro. "Algunos progresos" se hicieron durante sus conversaciones con M. Haig, indicó. Pero, sin rechazarlas totalmente, el "gabinete de guerra" decidía que las últimas proposiciones eran inaceptables en su forma actual. Los medios dirigentes de Londres insisten sin embargo sobre el hecho que la reconquista de G. del Sud no debe finalizar la búsqueda de una solución diplomática ni la misión de buenos oficios de Haig.

La "Victoria de Grytviken"

No es seguro que esta declaración baste para tranquilizar completamente al partido laborista /y algunas "colombes" del partido conservador). El señor M. Foot, leader de la oposición, decidió esperar las explicaciones que M. Nott debe dar este lunes en la Cámara de los Comunes para tomar oficialmente posición. Mientras que el único ataque contra el submarino argentino era ya conocido, se declaraba "muy crítico" en el caso en que las fuerzas británicas hubieran abierto el fuego primero. Sin embargo, la "victoria de Grytviken" obtenida sin efusión de sangre británica, no debería obtener la casi unanimidad que se manifestó hasta ahora en el Parlamento. M.T. Benn y una pequeña fracción de la izquierda laborista, que participaba el domingo a una manifestación por la paz, están por ahora muy aislados. "Lo que está en juego es la reputación de Mme Thatcher más que la suerte de los Faklandeses", declaró M. Benn denunciando los riesgos de una guerra que provocaría el aislamiento internacional de G.B.

El gobierno estima al contrario que su causa es inatacable. Desde hace ya varios días, insiste en el estatuto particular de G. del Sud, que es una dependencia directa de G.B. y que no pertenecían a las Malvinas. Las reivindicaciones de la Argentina sobre esta isla son recientes. Los Británicos invocan finalmente el derecho a la "auto-defensa", reconocido por el art. 51 de la Carta de la ONU, para justificar la reconquista.

Ante el Parlamento, Mme Thatcher había igualmente insistido la última semana sobre la importancia de este archipiélago inhóspito, prácticamente inhabitado, como base para los equipos científicos que trabajan en la Antártica. La significación de la G. del Sud para el cuerpo expedicionario británico es sin embargo más simbólico que militar. La isla principal, que no tiene aeropuerto, puede difícilmente constituir una verdadera base de retaguardia para un eventual desembarco en las Malvinas, pero permitirá al menos a la Royal Navy disponer de un puerto austral en agua profunda, mientras que el invierno austral va a hacer las condiciones de vida cada vez más difícil.

Mme Thatcher espera de su "victoria de Grytviken" una aceleración del proceso de las negociaciones, mientras que el gobierno de Londres

ha flexibilizado sensiblemente su posición. Al principio, pedía el retiro de las tropas argentinas, la restauración de la administración británica y el derecho a la autodeterminación para los habitantes de las Malvinas. Sobre estos tres puntos el plan llevado de Bs As por Haig, al principio de la semana última, estaba lejos de satisfacer sus exigencias: las tropas argentinas se retiraban en dos tiempos, la mitad en el momento en que la flota británica regresaba, el resto una semana más tarde; un pequeño contingente quedaría sin embargo en las Malvinas para asegurar la policía; una administración común con los británicos y los Americanos o la ONU se pondría en el lugar; la bandera argentina flamearía al lado de la británica; el período transitorio se acabaría imperativamente el 31 de diciembre de este año; G.B. daría entonces la soberanía a la Argentina; durante ese tiempo, negociaciones tuvieron lugar sobre las modalidades de esta transferencia, sin que la consulta a los Faklandeses se haya mencionado.

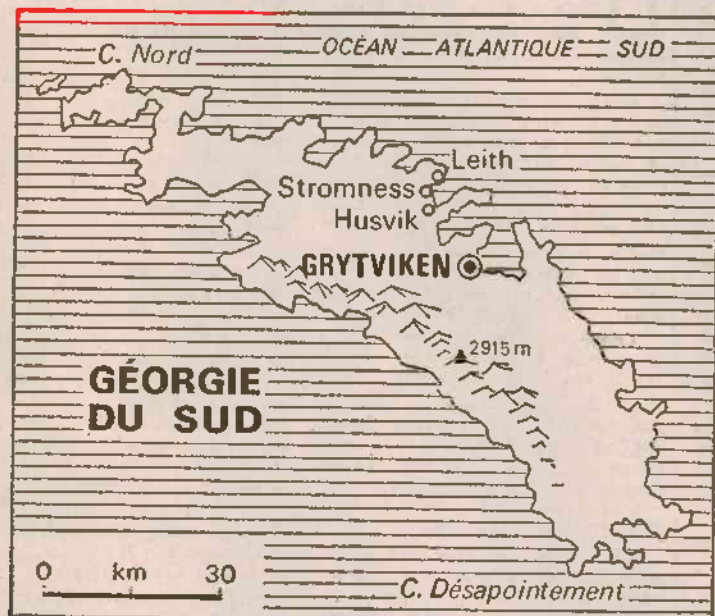
Los Británicos hicieron una concesión en el segundo punto al aceptar una administración conjunta con civiles argentinos durante el período transitorio, así como la presencia de la bandera argentina (este punto suscita la oposición de los "halcones" del partido conservador, aunque qntes de la invasión, la bandera argentina flotaba ya en el aeropuerto de Port-Stanley, la capital de la isla). Sobre este tercer punto, Haig propuso a Pym una "consulta limitada" de los Faklandeses. La pregunta que se les haría sería objeto de negociaciones en Bs As o recaería simplemente sobre la naturaleza de la "autoridad" que desean, no sobre la "soberanía". El problema de la soberanía sería así puesto entre parentesis, pero G.B. sostuvo siempre que ella no podía abandonar su derecho, desde el comienzo de las negociaciones, mientras que la Argentina estima que su soberanía sobre las islas no es negociable.

"Es el momento de aparecer como un hombre de Estado, no como un aficionado de aventuras militares" aconseja el Sunday Times a Mme Thatcher, que ha probado en el asunto rodesiano que ella no es cerrado a cualquier realismo. Ahora que el enfrentamiento soportado el 2 de Abril fue -en parte- lavado, el primer ministro entiende continuar su doble estrategia aliando las presiones a las negociaciones, pero no podría subestimar los riesgos de una escalada.

SANIEL VERNET

Loyd's Journal

LE DÉBARQUEMENT BRITANNIQUE EN GEORGIE DU SUD



Un ancien centre de chasse à la baleine

La Géorgie du Sud, île inhospitalière de l'Atlantique sud, n'est habitée en temps normal que par des pingouins, des phoques, des rennes et une poignée de savants britanniques.

Les chasseurs de baleines la surnomment l'« île glacière », nom dont elle n'a pas démerité si l'on en croit une carte dressée en 1958 par des Britanniques et qui fait apparaître que 65 % de l'île est couverte en permanence par des glaces.

Autrefois, l'île était un centre de chasse à la baleine comme en témoignent les vestiges rouillés d'usines baleinières et les six épaves de baleiniers qui reposent, à moitié submergées, à King-Edward Point, une petite anse située sur la côte est de l'île. Plus récemment, la Géorgie du Sud abritait une base britannique d'étude et de surveillance de l'Antarctique.

Contrairement aux Malouines, revendiquées depuis le dix-neu-

vième siècle par l'Argentine, la Géorgie du Sud n'est réclamée par Buenos-Aires que depuis 1927. Mme Margaret Thatcher a tenu à souligner cette différence la semaine dernière en déclarant, devant le Parlement britannique, que la Géorgie du Sud dépendait de la Grande-Bretagne et non des îles Malouines.

Ce sont pourtant des incidents survenus sur cette étroite bande de terre, longue de 160 kilomètres, qui ont mis le feu aux poudres. Le 18 mars dernier, des ferrailleurs argentins débarquaient, sans autorisation des Britanniques, en Géorgie du Sud pour démanteler une ancienne usine baleinière. Cette expédition, au cours de laquelle le drapeau argentin avait été hissé sur l'île, avait suscité le mécontentement de Londres. Le 3 avril, au lendemain de l'invasion des Malouines par les Argentins, ceux-ci débarquaient une centaine de « marines » sur l'île.

Les militaires argentins s'étaient déjà résignés à la perte de l'archipel

Correspondance

Buenos-Aires. — Destinés au départ à gagner une bataille diplomatique, le débarquement des troupes argentines sur les Malouines le 2 avril, et l'envoi par la Grande-Bretagne d'une puissante armada dans l'Atlantique sud ont finalement conduit les deux pays à l'affrontement armé. Dimanche matin, des hélicoptères britanniques ont attaqué dans le port de Grytviiken, en Géorgie-du-Sud, le sous-marin argentin Santa-Fe qui, selon un communiqué de la junte, « déchargeait des vivres, des médicaments et de la correspondance ». Un autre communiqué affirmait plus tard dans l'après-midi : « Les troupes argentines résistent à l'intense pillage des unités navales britanniques et aux rafales de mitrailleuse que leur infligent les attaquants depuis les airs, démontrant un moral et une capacité combative des plus élevées ».

La dernière information officielle diffusée par l'organe suprême de l'Etat argentin signalait que les forces argentines s'étaient repliées à l'intérieur de l'île et continuaient la lutte malgré l'écrasante supériorité numérique de l'adversaire. Le quotidien Cronica titrait cependant dans sa dernière édition, dimanche soir : « Les îles de Géorgie du Sud sont tombées ». Bien qu'aucune information officielle n'ait été donnée, il semble que plusieurs membres de l'équipage du « Santa-Fe » aient été blessés.

L'offensive britannique contre l'archipel de Géorgie du Sud n'a surpris ni les milieux militaires ni les milieux diplomatiques argentins. Depuis plusieurs jours, on était convaincu à Buenos-Aires que la mission de « bons offices » menée par le secrétaire d'Etat américain ne pourrait sortir de l'impasse que si la Grande-Bretagne réussissait à mettre à son actif une victoire militaire. On estimait que le premier objec-

tif de la Royal Navy serait la reprise des îles de Géorgie du Sud, situées à 2300 kilomètres de Rio-Gallegas sur le littoral argentin, et à 1400 kilomètres à l'est des Malouines. L'Etat-major argentin semblait avoir admis la possibilité de les perdre, car elles sont trop éloignées de la côte pour être défendues par l'aviation.

Dès vendredi, l'Argentine dénonçait devant l'Organisation des Etats américains (O.E.A.), la violation des eaux continentales par deux bateaux britanniques qui avaient été repérés à 54 miles (environ 90 kilomètres) de Grytviiken. Samedi, la junte faisait connaître sa réponse à l'avertissement lancé vendredi soir par la Grande-Bretagne selon lequel « Tout avion argentin, militaire ou non, surpris en train de surveiller la force britannique, serait considéré comme hostile ». « L'attitude britannique porte atteinte aux normes les plus élémentaires de droit international », déclarait dans un communiqué l'organe suprême de l'Etat argentin qui ajoutait : « Les forces armées répondront à l'agression britannique en vertu du droit de légitime défense inscrit à l'article 51 de la charte des Nations unies ».

D'autre part, l'ambassadeur argentin devant l'ONU remettait une note au président du Conseil de sécurité affirmant : « La Grande-Bretagne démontre qu'elle n'a nullement l'intention de s'en tenir aux dispositions de la résolution 502 » (qui prévoit, outre le retrait des troupes argentines des Malouines, la recherche d'une solution négociée).

La reconquête par la Grande-Bretagne de l'archipel de Géorgie du Sud marque-t-elle le début d'une guerre prolongée entre les deux pays, ou permettra-t-elle au contraire de débloquer les négociations ? Il est difficile de répondre à cette question. On fait seulement remarquer ici que si la Grande-Bretagne a vengé son honneur, l'Argentine a amélioré sa position face à l'opinion publique internationale. L'« agression » de la flotte « colonialiste » britannique contre une nation du continent devrait dans l'immédiat renforcer la thèse argentine au sein de l'organisme de consultation du Traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR) qui se réunit ce lundi. On estime dans les milieux diplomatiques que l'Argentine obtiendra sans trop de difficultés les 14 voix nécessaires pour condamner l'attitude de la Grande-Bretagne et exiger le retour de la Royal Navy à ses bases.

Les Argentins ont accueilli avec indignation la nouvelle de l'attaque britannique. L'« agression » de la Grande-Bretagne a également donné lieu à une nouvelle explosion de ferveur patriotique. De nombreuses personnalités politiques et syndicales se sont succédées durant toute la journée à la radio et à la télévision pour exprimer leur totale solidarité à l'égard des forces armées.

DANIEL VERNET.

JACQUES DESPRÉS.

Une publicité argentine dans le « Times »

« Sorry »

« Quelques faits que vous pouvez désirer connaître au sujet des Malouines, et dont on ne vous a probablement jamais parlé. » Sous ce titre énigmatique, surmontant une carte des Falkland montrant que l'archipel se situe sur le plateau continental argentin et à 6939 miles de Londres (contre « seulement » 1025 de Buenos-Aires), le très britannique Times a publié, samedi 24 avril, c'est-à-dire la veille du débarquement de Géorgie du Sud, une pleine page de publicité d'inspiration indiscutablement argentine. Les auteurs en sont, comme ils l'expliquent sous leurs signatures, les membres d'« un groupe de citoyens résidant dans l'Etat de New York » : hommes d'affaires, ingénieurs, banquiers, juristes, professeurs et plusieurs « ménagères ».

Ce grand placard, qui a dû heurter le nationalisme vigilant de bien des lecteurs du célèbre quotidien londonien, est rédigé, il est vrai, en termes d'une grande courtoisie. Il relate, d'un point de vue argentin, l'histoire des conquêtes et dévolutions successives des Malouines — toujours citées sous leur nom espagnol de « Malvinas » — agrémenté d'interlignes propres à relancer l'attention du public : « Donnez-nous une chance — et à eux ! » ; « Une colonie ? C'est

vous qui l'avez décidé ! » ; « Désolés ! ».

Ce dernier paragraphe résume à lui seul l'esprit de l'entreprise. Après avoir indiqué, quelques lignes plus haut, que le peuple argentin considère l'annexion — ou plutôt, pour employer la terminologie en usage à Buenos-Aires, la « récupération » — des Malouines comme « une cause nationale commune » à ses différentes composantes politiques, par-delà les clivages idéologiques, les auteurs du texte insistent sur le fait que leur pays ne nourrit aucune animosité de principe contre le peuple britannique, bien au contraire. Et ils concluent : « Nous sommes un peuple pacifique. Nous n'avons pas fait la guerre depuis le milieu du dix-neuvième siècle. Mais nous croyons fermement que ce qui est à nous est à nous. Sorry. »

On ignore encore si La Nación (ou quelque autre grand organe de presse de Buenos-Aires) est prêt à publier dans ses colonnes une publicité symétrique de la part d'« un groupe de sujets britanniques » vivant, par exemple, au Japon ou dans la région de Francfort, qui expliquerait poliment aux lecteurs argentins — « Dispensen Ustedes » — le bien-fondé de la « récupération » de la Géorgie du Sud, opérée dimanche. — B. B.

Face à une marine argentine plus proche de sa base arrière

La flotte britannique a trouvé un abri

En prenant d'assaut l'île principale de la Géorgie du Sud, la flotte britannique s'est indirectement attribué une possibilité de mouillage qui va lui permettre de laisser souffler les équipages, de réparer, de ravitailler et de remettre en état sa logistique à l'abri des tempêtes qui sont fréquentes, en ce moment même, dans les eaux froides de l'Atlantique sud. De surcroît, la Géorgie du Sud est, par son éloignement des Malouines, hors de portée des avions d'assaut Super-Etendard et Mirage des Argentins. Ainsi, la marine britannique dispose d'une position de départ — sans être pour autant un véritable point d'appui — si le gouvernement de Mme Thatcher décidait de lui confier d'autres missions.

Car le problème le plus important de cette escadre est de survivre, dans de bonnes conditions opérationnelles, à plus de 15 000 kilomètres de distance de sa base arrière compte tenu des mauvaises conditions atmosphériques de l'hiver austral qui approche.

Fort de seize bâtiments de guerre de fort ou de moyen tonnage, l'escadre britannique est, aujourd'hui, accompagnée de plus d'une douzaine de navires militaires de soutien, auxquels il faut ajouter vingt-cinq bateaux marchands réquisitionnés pour l'opération. C'est dire, du même coup, combien cette flotte a besoin d'un mouillage plus confortable que la patrouille en haute mer. Groupée autour des porte-aéronefs Invincible et Hermes, cette force est en mesure de déployer une quarantaine d'avions de combat Harrier et une cinquantaine d'hélicoptères de tous types, ainsi que huit bâtiments de débarquement sans compter les cargos réquisitionnés qui, sur le modèle des roll-on/roll-off, peuvent embarquer des véhicules.

A cette force navale de surface, il convient d'ajouter quatre sous-marins d'attaque à propulsion nucléaire, de la classe Superb, qui sont autonomes et dont la discrétion et l'endurance sur zone confèrent des capacités d'attaque réellement exceptionnelles.

Face à la flotte britannique, l'Argentine peut aligner jusqu'à trente-six bâtiments de guerre, de tous les tonnages, si elle décidait de consacrer toute la puissance de sa marine (au total, 53 000 tonnes de déplacement) au conflit des Malouines. Cette marine argentine est groupée autour d'un porte-aéronefs, très ancien, le 25-de-Mayo, armé principalement d'avions d'attaque américains du type Skyhawk. Un croiseur, hors d'âge, trois frégates françaises de lutte anti-sous-marine, neuf escorteurs et sept corvettes composent l'essentiel de cette force qui a l'avantage d'être plus à proximité de sa base arrière que ne l'est la force britannique.

Les deux pays n'ont jamais diffusé une évaluation précise de leur corps de fusiliers marins ou commandos marine, débarquables par sous-marins ou navires de surface et transportables par hélicoptères. Ces deux forces paraissent équivalentes en effectifs, avec un léger avantage à la Grande-Bretagne dont ce fut longtemps l'une des spécialités ou unités d'élite.

L'atelier de l'Histoire.

FRANÇOIS FURET
L'ATELIER
DE
L'HISTOIRE

4
François Furet.

Autrefois gardienne du sentiment national, l'Histoire traque aujourd'hui les secrets des sociétés. François Furet jette un regard critique sur la nouvelle Histoire et propose à l'historien de dépasser un trop facile rôle « d'antiquaire ». 320 pages, 85 F.

Collection Science, dirigée par Joseph Goy.

Flammarion

La « victoire » de Grytviiken

Il n'est pas sûr que cette déclaration suffise à rassurer complètement le parti travailliste (et les quelques « colombes » du parti conservateur). M. Michael Foot, leader de l'opposition, a décidé d'attendre les explications que M. Nott doit donner ce lundi à la Chambre des communes pour prendre officiellement position. Alors que seule l'attaque contre le sous-marin argentin était encore connue, il se déclarait « très critique » au cas où les forces britanniques auraient ouvert le feu les premières. Toutefois, la « victoire de Grytviiken », remportée sans effusion de sang britannique, ne devrait pas entamer la quasi-unanimité qui s'est manifestée jusqu'à maintenant au Parlement. M. Tony Benn et une petite fraction de la gauche travailliste, qui participaient dimanche, à une manifestation pour la paix, restent pour le moment très isolés. « Ce qui est en jeu, c'est la réputation de Mme Thatcher plus que le sort des Falklands », a déclaré M. Benn, en dénonçant les risques d'une guerre qui provoquerait l'isolement international de la Grande-Bretagne.

Le gouvernement estime au contraire que sa cause est inattaquable. Depuis plusieurs jours déjà, il insiste sur le statut particulier de la Géorgie du Sud, qui est une dépendance directe de la Grande-Bretagne et qui

n'appartient pas à l'archipel des Falkland. Les revendications de l'Argentine sur cet archipel sont récentes. Les Britanniques invoquent enfin le droit à l'« autodéfense », reconnu par l'article 51 de la charte des Nations unies, pour justifier la reconquête.

Devant le Parlement, Mme Thatcher avait également insisté la semaine dernière sur l'importance de cet archipel inhospitalier, pratiquement inhabité, comme base pour les équipes scientifiques travaillant dans l'Antarctique. La signification de la Géorgie du Sud pour le corps expéditionnaire britannique est cependant plus symbolique que militaire. L'île principale, qui n'a pas d'aéroport, peut difficilement constituer une véritable base arrière pour un éventuel débarquement sur les Malouines, mais elle permettra au moins à la Royal Navy de disposer d'un port en eau profonde, alors que l'hiver austral va rendre les conditions de vie de plus en plus difficiles.

Mme Thatcher attend de sa « victoire de Grytviiken » une accélération du processus des négociations, alors que le gouvernement de Londres a sensiblement assoupli sa position. A l'origine, il demandait le retrait des troupes argentines, la restauration de l'administration britannique et le droit à l'auto-détermination pour les habitants des Malouines. Sur ces trois points, le plan rapporté de Buenos-Aires par M. Haig, au début de la semaine dernière, était loin de satisfaire ses exigences : les troupes argentines se retireraient en deux temps, la moitié au moment où la flotte britannique rebrousse chemin, le reste une semaine plus tard ; un petit contingent restait cependant aux Malouines pour assurer la police ; une administration commune avec les Britanniques et les Américains ou l'ONU était mise en place ; le drapeau argentin flottait au côté de l'Union Jack ; la période transitoire s'achevait impérativement le 31 décembre de cette année ; la Grande-Bretagne remettait alors la souveraineté à l'Argentine ; pendant ce temps, des négociations avaient lieu sur les modalités de ce transfert, sans que la consultation des Falklanders ne soit jamais mentionnée.

Les Britanniques ont fait une concession sur le deuxième point en acceptant une administration conjointe avec des civils argentins pendant la période transitoire, ainsi que la présence du drapeau argentin (ce point suscite l'opposition des « faucons » du parti conservateur, bien qu'avant l'invasion, le drapeau argentin flottait déjà sur l'aéroport de Port-Stanley, la capitale des Falkland). Sur le troisième point, M. Haig a proposé à M. Pym une « consultation limitée » des Falklanders. La question qui leur serait po-

ASIE

Indonésie

L'ARMÉE A TUÉ SEPT MANIFESTANTS MUSULMANS AU COURS DE BAGARRES ÉLECTORALES A DJAKARTA.

Djakarta (A.F.P.). — Sept personnes ont été tuées et au moins quatre-vingts blessées par l'armée dimanche 25 avril au cours d'affrontements entre partisans du parti au pouvoir, le Golkar, et du parti musulman P.P.P., a-t-on appris de source sûre. Les autorités ont décidé d'imposer un embargo sur les informations concernant ces incidents, qui font suite à toute une série de violence ayant fait au moins une quarantaine de morts dans le pays depuis le début de la campagne électorale pour le scrutin du 4 mai.

Ces affrontements ont eu lieu dans des quartiers proches de l'université, où des centaines de milliers de sympathisants du Golkar ont défilé, suivis de troupes puissamment armées. Ces manifestants, avec l'aide de la police, ont attaqué des partisans du P.P.P. qui exprimaient leur hostilité. L'armée a ouvert le feu sur ces derniers.

Le général Norman Sasono, commandant militaire de Djakarta, a demandé à la population de rester calme, tandis que l'armée barrait les principales artères pour empêcher les troubles de s'étendre à d'autres quartiers.

● RECTIFICATIF. — A la suite de difficultés de transmission, quelques erreurs se sont glissées dans la liste des ministres affectés par le dernier remaniement gouvernemental au Vietnam (le Monde daté 25-26 avril). Ainsi, M. Le Duc Tinh cumule les portefeuilles du commerce intérieur et de l'industrie légère; il remplace à ce poste M. Tran Huu Du, et non pas Tran Huu Xuas. M. Bui Quang Tao est nommé président de la commission d'inspection du gouvernement, avec rang de ministre. Le ministre de l'approvisionnement est M. Hoang Duc Nghi. Enfin, M. Ha Van Lau devient le septième vice-ministre des affaires étrangères.

Chine

LA VISITE DU PRÉSIDENT CHADLI

Pékin reconnaît à l'Algérie un rôle moteur dans le mouvement des non-alignés

De notre correspondant

Pékin. — C'est avec de grands honneurs que le président algérien, M. Chadli Bendjedid, a été accueilli le dimanche 25 avril à Pékin, par M. Zhao Ziyang, chef du gouvernement chinois. Peu après son arrivée, le chef d'Etat algérien a été reçu par MM. Hu Yaobang, président du parti, et Deng Xiaoping, vice-président. Cette visite va être l'occasion pour la Chine de réaffirmer avec force sa solidarité avec le tiers-monde, comme elle l'a fait fréquemment ces derniers mois. Mais, sans doute, ses proclamations prendront-elles cette fois plus d'éclat, étant donné la personnalité du président algérien.

La Chine, après avoir vigoureusement soutenu la lutte des nationalistes algériens pour l'indépendance, fut l'un des tout premiers pays à reconnaître l'Algérie naissante, voilà exactement vingt ans. Zhou Enlai avait marqué cette « amitié militante » en se rendant par deux fois à Alger dès 1963 et 1964. Par la suite, Houari Boumedienne visitait à son tour la Chine en 1974, l'année où l'Algérie présidait le mouvement des non-alignés et lançait à l'O.N.U. l'idée d'un nouvel ordre économique international. C'est cette même année que M. Deng Xiaoping présentait à la tribune des Nations unies la fameuse théorie chinoise des trois mondes (les deux super-puissances, les puissances industrielles moyennes et les pays en développement) reprise aujourd'hui de plus belle.

Le Polisario et le Cambodge

Dès cette époque, Pékin a appris à apprécier la place et les positions de l'Algérie dans le mouvement des non-alignés et en Afrique. La Chine reconnaît le rôle moteur joué par Alger dans la recherche d'un nouvel ordre économique mondial, le développement du dialogue Nord-Sud — l'Algérie, comme la Chine, était présente au sommet de Cancun en octobre dernier — et la coopéra-

tion Sud-Sud. Sur toutes ces questions, les positions des deux pays sont très largement concordantes.

En tant que ferme partisan de l'unité du tiers-monde, Pékin, toutefois, ne peut voir qu'avec préoccupation les récents développements qui ont troublé le fonctionnement de l'organisation de l'unité africaine (question tchadienne, problème sahraoui), ainsi que les incertitudes qui pèsent sur la prochaine conférence des pays non-alignés en raison de la prolongation de la guerre entre l'Irak et l'Iran. Pékin redoute que de tels conflits ne favorisent l'ingérence des superpuissances, en premier lieu de l'Union soviétique, dans ces régions. Sur la question du Polisario, on affirme du côté algérien que la Chine est favorable à l'autodétermination du peuple sahraoui et au règlement du problème par la négociation. Toutefois, à l'O.N.U., afin de ménager les susceptibilités marocaines — le roi Hassan II vient d'être invité en Chine, — Pékin préfère ne pas participer au vote sur la question. Sur le Cambodge, c'est Alger, au contraire, qui se trouve en retrait par rapport à Pékin, par sa position d'abstention sur la question de la représentation de Phnom-Penh à l'O.N.U.

Sur le plan bilatéral, les échanges sont encore modestes: ils s'élevaient l'an dernier à environ 80 millions de dollars. La progression est lente (20 millions de dollars en 1971), mais ils pourraient connaître cette année un doublement. Ils sont surtout très nettement déséquilibrés, les ventes algériennes étant négligeables. La coopération pourrait connaître un certain essor à la suite de la signature en janvier d'un accord dans le domaine ferroviaire. Cet accord prévoit la construction, en Algérie, avec la participation de la Chine, d'une voie ferrée d'une longueur d'environ un millier de kilomètres entre Biskra, Hassi-Messaoud et Ghardaïa.

MANUEL LUCBERT.

A TRAVERS LE MONDE

Corée du Sud

● LE VICE-PRÉSIDENT AMÉRICAIN, M. George Bush, est arrivé, dimanche 25 avril, à Séoul, seconde étape d'un voyage en Asie et en Océanie, qui l'a déjà conduit au Japon et qui doit se poursuivre par des visites à Singapour, en Australie et en Nouvelle-

malie à réusir à fuir. Ces Touaregs, ayant pénétré sans armes au Niger à partir d'un pays qui n'a pas été précisé, voulaient mener des « actions de sabotage » contre les mines d'uranium d'Arlit, précise-t-on. — (A.F.P.)

Zimbabwe

QUÉBEC

London »

et soit aussi celle des français et québécois. » M. Mauroy l'a r l'essentiel à Chicou- des principaux bastions phonie québécoise. En trois heures, par ce printanier, M. Mauroy donné à son premier Québec le ton engagé ent ses hôtes, pour s rencontres annuelles deux chefs de gouver- stituées en 1977, valent ar le degré de compli- échanges. Ces déclara- rassuré, semble-t-il, dirigeants québécois qui interprété le langage M. Mauroy à l'égard nement fédéral comme un infléchissement de le française au profit s de M. Pierre Elliott ne de cette première Québec, M. Mauroy a oté, devant les repré- e la communauté fran- Montréal, que ce voyage antique, jugé à juste icile » à cause des an- opposant Ottawa et est déroulé jusqu'à pré- çon satisfaisante.

stant, rien n'est venu e cette analyse. Après le risque, dans un pres- s, de paraître tenir un ngage, M. Mauroy pou- ffect, se prévaloir d'être à clarifier de part et position du nouveau français, en tout cas n de celle-ci. Et de t sans créer de compli- ouvelles, ce qui compte sensibilités en présence. ue pas une performance e. Le terrain avait été préparé par la récente ministre du commerce M. Michel Jobert.

AIN ROLLAT et
AND DE LA GRANGE.



Bienvenido les prix.

de quoi il Paris-Mexico, aller-retour.
es 3 Qui dit moins? Avec la dévaluation du peso de
autres de 80% le Mexique est devenu un pays
commencez économique: un repas moyen: 20 F, une nuit.

376 fr. 342 b
2

LE MATIN 28 de abril

UN COMANDO INGLES DESEMBARCO EN LAS MALVINAS.

ARGENTINA: MALVINAS SI, DICTADURA NO !

Diez mil manifestantes al llamado de los sindicatos peronistas, le gritaron a Galtieri, que él no había recibido un "cheque en blanco"

El gobierno militar argentino recibió una grave advertencia el lunes. La CGT y la CNT-20, fueron a gritar a Plaza de Mayo lo que la policía les impidió decir el 30 de marzo, reclamando un cambio de política económica sobre el tema de "la paz, pan y trabajo".

Más de 10.000 personas se reunieron en Plaza de Mayo para expresar su satisfacción por la recuperación de las Malvinas y para protestar también: su apoyo a las fuerzas armadas por esta recuperación histórica no es de ninguna manera un aval de la política del régimen militar. .

No hay que confundir, dijo Ubaldini. La unidad nacional se ha hecho y se hará cuando se trata de defender a la patria. La presencia de los británicos en las Malvinas la llevamos pesadamente en el corazón desde hace muchas generaciones. Hace un siglo y medio que nos duele esa herida. Nosotros sostenemos plenamente a la armada, a los soldados pero no al régimen militar ni a su política. Queremos que el pueblo sea feliz, libre y soberano. . El pueblo argentino ha emitido un cheque al gobierno militar, pero no en blanco, y con una fecha límite, más allá de la cual será perimido.

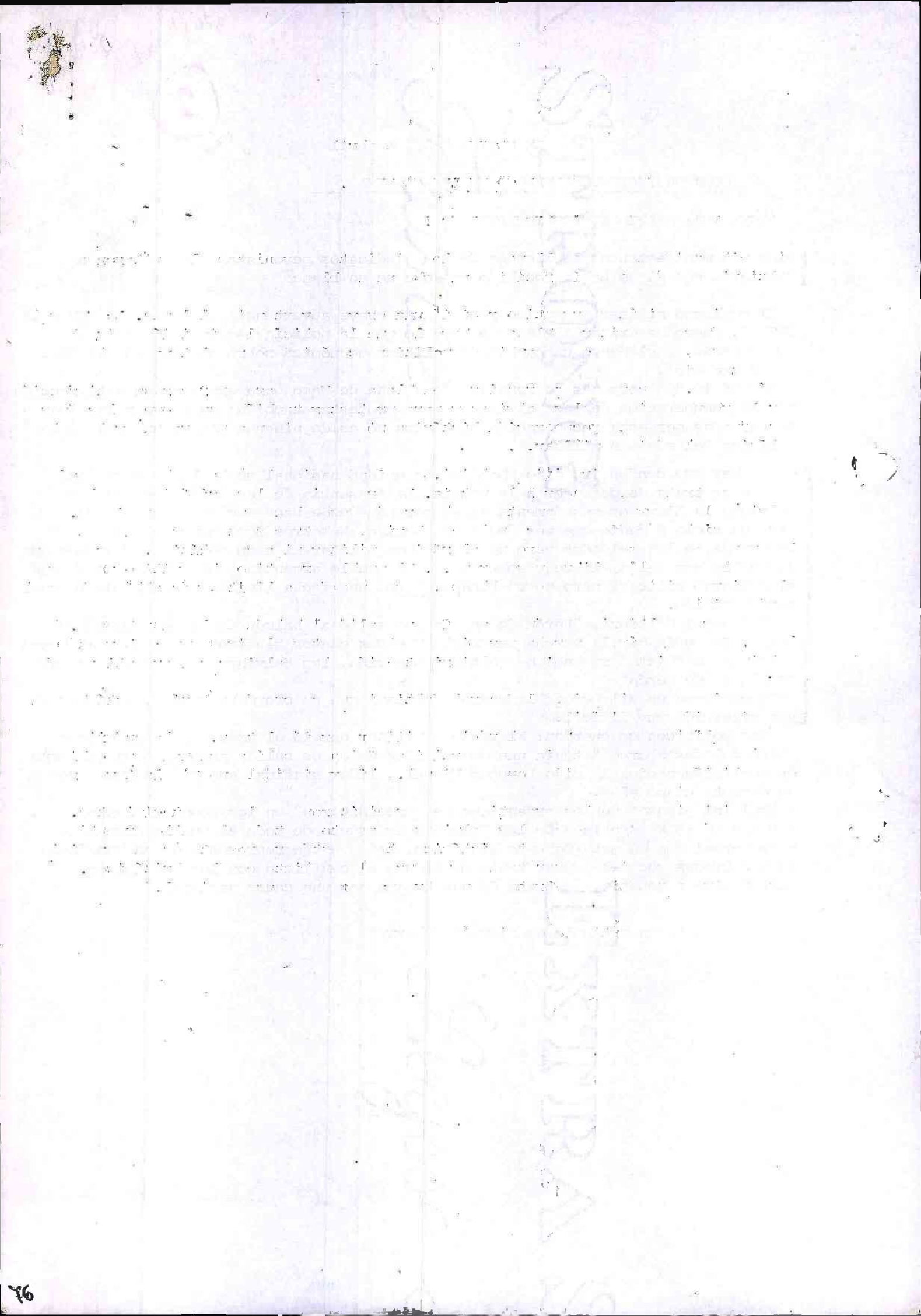
El General Galtieri, "Perón de un día" no salió al balcón de la Casa Rosada el lunes. Se podía oír la marcha peronista y otros cantos alusivos como: "Levantémonos Malvinas" o "Dictadura no! o "Galtieri atención, las Malvinas son argentinas, el pueblo es de Perón"

El gobierno en silencio. El General Galtieri que se creyó un Perón , está hoy en una situación muy difícil.

Los políticos concuerdan: El régimen militar perdió el tren. En la euforia a causa del desembarco, " tenía una oportunidad única de salida aceptando un gobierno de coalición nacional" dijo Lorenzo Miguel., líder sindical que Videla tuvo preso durante cinco años.

Ubaldini piensa que los argentinos se "precipitaron" en los acontecimientos. y agregó : " El problema de las Malvinas es asunto de todo el pueblo argentino y es normal que en este momento histórico, todos estén representados en beneficio de una tregua que debe durar tanto como dure el conflicto con los británicos. Pero vuelvo a repetir, se trata de una tregua por una causa nacional."

De un artículo de Silvain Dubourg





La manifestation des péronistes lundi à Buenos Aires

Argentine : Malouines oui, dictature non !

Dix mille manifestants à Buenos Aires, à l'appel des syndicats péronistes, ont crié au général Galtieri qu'il n'avait pas reçu de « chèque en blanc »

Correspondance particulière en Argentine

LE gouvernement militaire argentin a reçu un grave avertissement lundi. Les deux plus importants syndicats, la CGT et la CNT-20, sont venus crier sur la place de Mai ce que la police les avait empêchés de dire le 30 mars en dispersant à coups de matraques les manifestants qui voulaient réclamer un changement de politique économique sur le thème « la paix, du pain et du travail ».

Plus de dix mille personnes se sont concentrées devant la Maison Rose lundi pour exprimer leur satisfaction de la récupération des Malouines, mais aussi pour protester : leur soutien aux forces armées pour cette « récupération historique » n'est pas du tout un aval de la politique du régime militaire.

« Il ne faut pas confondre, a expliqué Saul Ubaldini, secrétaire général de la CGT. L'unité nationale s'est faite et se fera toujours lorsqu'il s'agit de défendre la patrie, la souveraineté nationale. La présence britannique aux Malouines, nous l'avons pesamment sur le cœur depuis

des générations, une blessure très douloureuse d'un siècle et demi. Nous soutenons pleinement l'armée, les soldats, mais pas le régime militaire ni sa politique. Nous voulons que le peuple soit heureux, libre et souverain. Le peuple argentin a émis un chèque au gouvernement militaire, mais pas en blanc, et avec une date limite au-delà de laquelle il sera périmé. »

Le général Galtieri, « Peron d'un jour » le 10 avril dernier, ne s'est pas montré au balcon de la Maison Rose lundi. Parmi les slogans scandés par la foule, il aurait pu entendre les marches péronistes : « Levons-nous, levons-nous, Malouines » ou « Dictature non » ou encore « Galtieri attention, les Malouines sont argentines, le peuple est de Peron ».

Le gouvernement est resté silencieux. Un silence qui en dit long, car s'il s'est cru un moment dans les souliers de Peron, au début du mois, le général Galtieri est maintenant en difficulté partout.

Les politiciens sont unanimes : le régime militaire a

manqué le coche. Dans l'euphorie nationaliste déclenchée par le débarquement, « il avait une occasion unique de s'en sortir en acceptant un gouvernement de coalition nationale », a indiqué Lorenzo Miguel, leader syndical que le régime du général Videla envoya en prison pendant cinq ans.

Ubaldini qui, avec tout le comité directeur de la CGT, avait été arrêté le 30 mars, pense que toute l'Argentine « a saisi » la signification de sa remise en liberté précipitée et de sa présence dans le charter qui conduisit militaires et politiciens réconciliés vers les îles Malouines pour l'intronisation du gouverneur, même militaire, de l'archipel.

« Comme je l'ai déjà expliqué, a insisté le secrétaire général de la CGT, le problème des Malouines est l'affaire de tout le peuple argentin, et il était normal qu'en ce moment historique, tous soient représentés, au bénéfice d'une trêve qui doit durer tant que durera le conflit avec les Britanniques. Mais je tiens à le répéter, il s'agit d'une trêve pour une cause nationale. »

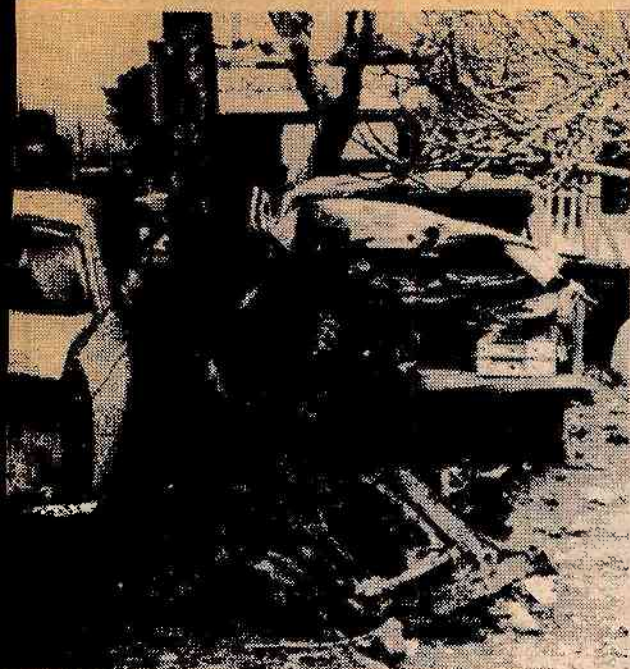
Sylvain Dubourg



loterie nationale

ARLEQUIN

**vous gagnez dans l'ordre
vous gagnez dans le désordre**



AP
: les habitants, lors des batailles et des querelles, n'aspirent

aurait ajouté, selon le journal des Phalanges libanaises, qu'au cas où cette enquête n'aboutirait pas, il remettrait la démission du cabinet qui avait été formé à l'automne de 1980.

Selon le « pacte » libanais de 1943, conclu entre les leaders des grandes communautés du pays à la veille de l'indépendance, la communauté sunnite détient le poste de premier ministre (le président de la République étant obligatoirement chrétien maronite, et le président de la Chambre musulman chiite). Durement mis à mal par la guerre civile, le leadership traditionnel a beaucoup souffert, de plus, de l'isolement de l'Egypte au sein du monde arabe. Depuis toujours les jeunes sunnites entretenaient avec l'Egypte des liens étroits

et constants. Les sunnites libanais ne sont donc pas les derniers à souhaiter un prompt retour de l'Egypte dans le giron arabe pour faire retrouver au Liban la place et le rôle qu'ils y tenaient avant la guerre. Ils peuvent compter également sur la lassitude croissante des Beyrouthins — pas seulement celle des musulmans — qui vivent dans la partie occidentale de la capitale et qui supportent avec de moins en moins de patience les querelles de factions, les règlements de comptes sanglants et l'insécurité permanente.

Marc Kravetz

maladie, est remplacé par Manfred Lahnstein, jusqu'ici secrétaire d'Etat à la chancellerie. Hans-Juergen Wischnewski reprend ses fonctions de ministre d'Etat à la chancellerie, qu'il avait déjà occupées de 1976 à 1979. Helmut Schmidt n'a pas suivi le souhait des syndicats de garder le ministre du Travail, Herbert Ehrenberg, et il le remplace par Heinz Westphal, expert budgétaire au SPD.

URSS

Un ancien vice-ministre fusillé

L'affaire est sans précédent — au moins depuis la mort de Staline : un ancien vice-ministre soviétique, Vladimir Rytov, a été fusillé. La Pravda qui donnait l'information hier ne fournit aucune autre précision, se contentant d'annoncer que d'autres hauts fonctionnaires étaient encore en procès.

Manifestement, cette exécution est liée à une vaste escroquerie découverte au printemps 1980. On avait alors appris dans les milieux occidentaux de Moscou que le ministère soviétique des Pêches, dont Rytov était le numéro deux, avait été le théâtre d'un énorme trafic de caviar. Placés dans des boîtes de harengs fumés de 3 à 5 kilos les « perles noires » étaient vendues comme telles à une société occidentale au prix du hareng, bien sûr. La moitié des bénéfices de la revente du caviar en Occident était reversée en Suisse sur des comptes à numéros au profit de hauts fonctionnaires soviétiques.

es sive

cès Moro » que « le cœur de l'attaque contre l'Etat, c'est l'attaque contre la Démocratie-chrétienne. Le procès contre Aldo Moro ne s'est pas achevé il y a quatre ans, il se poursuivra ici contre toute la Démocratie-chrétienne. Nous attaquons la Démocratie-chrétienne qui d'ici quelques jours (le 2 mai) tentera inutilement de tenir un congrès ». Nicolotti avait alors informé le président du tribunal que lui et son groupe, « qui a su faire le saut qualitatif en passant des Brigades rouges au Parti de la guérilla », récusait leurs avocats. La scission est verticale et la direction stratégique des Brigades rouges est désormais partagée en deux. L'autre groupe avait presque l'air surpris de cette précipitation des événements. Tous se sont empressés de récusier également leurs avocats.

Marie-Delphine Bonada

Irmgard Keun

**LA JEUNE FILLE
EN SOIE ARTIFICIELLE**

Irmgard Keun
La jeune fille
en soie artificielle

roman

Balland

Si les hommes savaient...

Balland

Publiscope

382 p. 349 p.

TRADUCCION

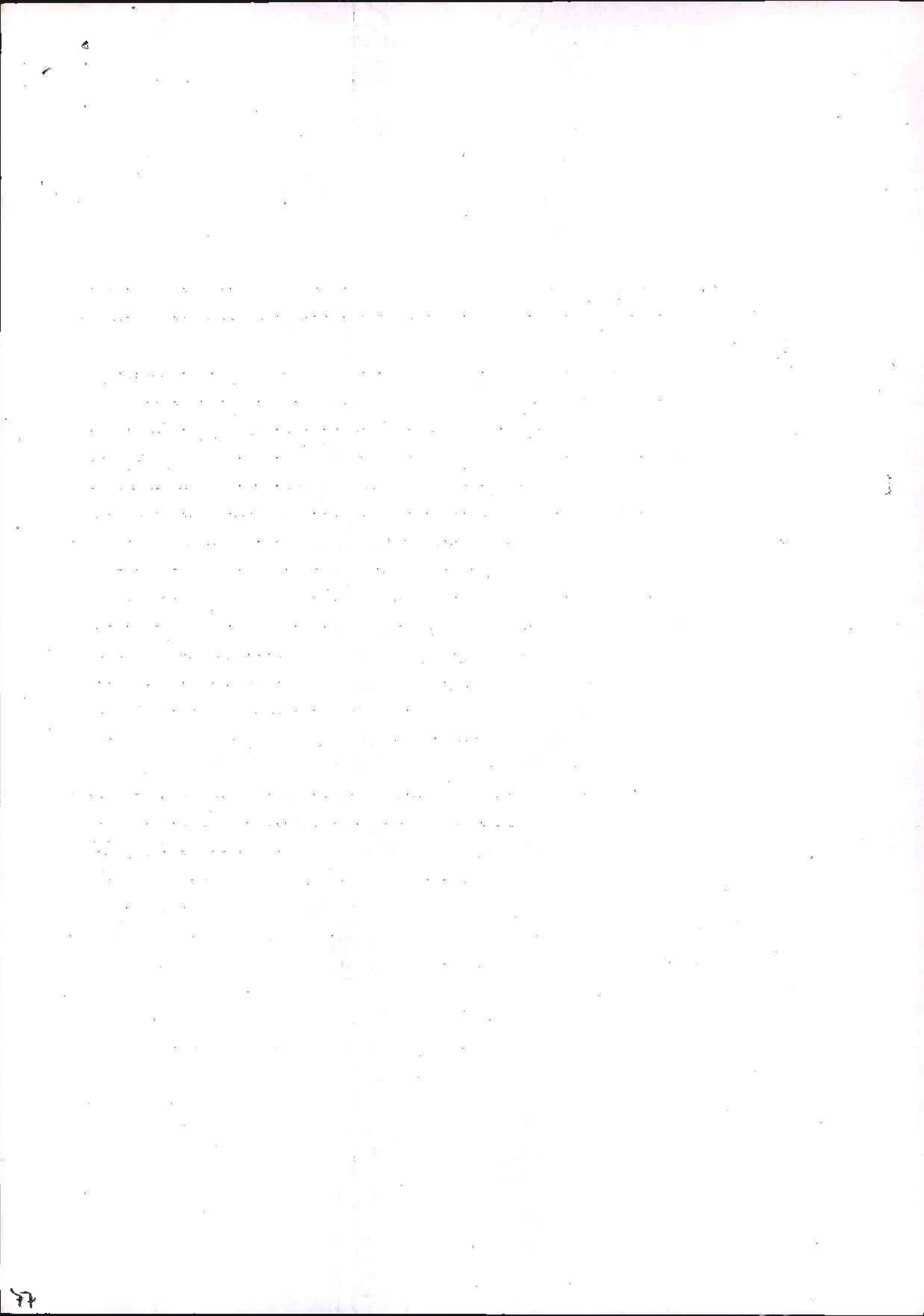
DIARIO LE MONDE DEL 28 DE ABRIL DE 1982

DOS SITUACIONES INTOLERABLES

El conflicto de las MALVINAS sacó bruscamente a la luz dos situaciones intolerables: el colonialismo británico residual y el totalitarismo argentino firmante y persistente.

La situación colonial de las islas MALVINAS es indiscutible por quien quiere bien considerar no solamente el extraordinario alejamiento geográfico del REINO UNIDO, pero también sobre todo la historia y las diferentes tomas de posición internacionales. Cuando el gobierno británico se apoya sobre el hecho que la población de las islas es enteramente británica para rechazar en bloque las reivindicaciones territoriales argentinas, olvida simplemente precisar que no es más que la consecuencia lógica de un exilio forzado de la población argentina autóctona en 1833, justo después de la invasión de las islas por la flota británica. Los ingleses de la época no hacían más que continuar con una política inaugurada con el CANADA, con la deportación masiva en el siglo XVIII de los franceses de ACADIA hacia LOUISIANA. Estos últimos años, numerosos países en el mundo entero han reconocido el fundamento de las tesis argentinas. Solo países como FRANCIA o los EEUU, a quienes les interesa se olvida su presencia -que puede ser discutida-, sobre islas tales como MAYOTTE y PUERTO RICO, prefieren apoyar la tesis británica.

Esto quiere decir, que sería contrario a la moral más elemental el abandonar 1800 nativos de las islas MALVINAS al arbitraje sangriento del totalitarismo argentino. Puesto que es ya seguro que el establecimiento simple y puro del "statu quo ante" no es creíble, puesto que es ya sabido que el estado futuro de las ISLAS MALVINAS no puede ser hecho más que en el sentido de las reivindicaciones legítimas del pueblo argentino, por qué entonces el gobierno británico no aprovecharía la ocasión que se le ofrece para hacer avanzar la causa de los derechos humanos en AMERICA LATINA? Bastaría con que declare que cede su soberanía sobre las islas MALVINAS a favor de los argentinos a dos condiciones: que el gobierno argentino actual diga en fin que pasó con los numerosos "desaparecidos" sensados por ANMESTY INTERNATIONAL, y que ARGENTINA haga prueba, en un período a determinar, que es capaz de vivir bajo un régimen democrático en el respeto de los derechos individuales y las libertades públicas.



toutes les méthodes de torture apprises avec les gorilles brésiliens et nord-américains, ainsi que d'autres plus inhumaines encore qu'elle a inventées de son côté.

Les gouvernements des Dix n'en ont pas moins continué à vendre des armes aux militaires argentins tout en sachant à quoi ces armes allaient servir et à leur acheter des produits tout en sachant à quelles poches vert olive iraient les profits ainsi réalisés.

Il est vrai que c'était une question diplomatique et économique délicate. Il faut bien faire du commerce, les Dix en ont fait, même avec cette junte et avec d'autres juntes ou variantes, au Salvador,

sévères, énergiques, contre une bande d'assassins qui veut étendre son pouvoir fasciste ? Évidemment non. Devons-nous applaudir leur action ? Pas davantage.

Mais nous pourrions, nous voudrions, les applaudir. Pour peu qu'ils décident clairement de défendre non leur commerce, non leur argent, non la possibilité de trouver du pétrole dans les îles contestées, mais les droits des hommes, qu'ils soient Argentins ou Britanniques, Malouins ou Brésiliens, Guatémaltèques ou Haïtiens. Dans ce cas-là, oui, nous tous devons applaudir toutes les

flotte colonialiste qui navigue pour piquer le drapeau anglais sur les terres de Nuestra America.

Dans le deuxième cas, nous devons être férocelement contre les bandes en uniformes qui veulent mettre sous leur joug chaque fois davantage de terres et de citoyens.

Dans les deux cas, nous devons être totalement en faveur du peuple argentin, qui a tout le droit du monde de jouir des îles Malouines, qui lui appartiennent sans aucun doute.

(*) Metteur en scène brésilien résidant en France.

Deux situations intolérables

Par PIERRE LE CLERCQ (*)

Le conflit des Malouines a brusquement remis en lumière deux situations intolérables : le colonialisme britannique résiduel et le totalitarisme argentin signant et persistant.

La situation coloniale des îles Malouines est indiscutable pour qui veut bien considérer non seulement l'extraordinaire éloignement géographique du Royaume-Uni, mais aussi et surtout l'histoire et les différentes prises de position internationales. Lorsque le gouvernement d'outre-Manche s'appuie sur le fait que la population des îles est entièrement britannique pour rejeter en bloc les revendications territoriales argentines, il oublie simplement de préciser que ce n'est que la conséquence logique d'un exil forcé de la population argentine autochtone, en 1833, juste après l'invasion des îles australes par la flotte britannique. Les Anglais de l'époque ne faisaient en cela que suivre une politique inaugurée au Canada, avec la déportation massive, au dix-huitième siècle, des Français d'Acadie vers la Louisiane. Ces dernières années, de nombreux pays du monde ont d'ailleurs reconnu le bien-fondé des thèses argentines. Seuls, des pays comme la France ou les États-Unis, qui ont intérêt à ce qu'on oublie leur présence discu-

table sur des îles telles que Mayotte et Porto-Rico, préfèrent soutenir la position britannique.

Cela dit, il serait contraire à la morale la plus élémentaire d'abandonner mille huit cents naïfs des îles Malouines à l'arbitraire sanglant du totalitarisme argentin. Puisqu'il est d'ores et déjà certain que le rétablissement pur et simple du *statu quo ante* n'est guère crédible, puisqu'il est déjà acquis que le statut à venir des îles Malouines ne peut aller que dans le sens des revendications légitimes du peuple argentin, pourquoi le gouvernement britannique ne profiterait-il pas de l'occasion qui lui est offerte de faire avancer la cause des droits de l'homme en Amérique latine ? Il suffirait qu'il déclare ne vouloir se départir de sa souveraineté sur les îles Malouines au profit de l'Argentine qu'à deux conditions : que le gouvernement argentin actuel dise enfin ce qu'il est advenu des nombreux « disparus » recensés par Amnesty International, et que l'Argentine fasse la preuve, sur une période à déterminer, qu'elle est capable de vivre sous un régime démocratique dans le respect des droits individuels et des libertés publiques.

(*) Gardien de nuit à Aubervilliers.

5-8:98 58-;-466)11.402(

22056ARGTN AR
COLEGUITA LAMENTABLEMENTE ADSIGUE OCUPADO @
22056ARGTN AR OK GRS HLM2
22056ARGTN AR @
22056ARGTN AR
AGMIFRA 613819F

DE: AGREMIARGE FRANCIA
PARA: ESMAYORDOS-DPTO EXT-

AM FR 405/82- SINTESIS DE PRENSA DEL 29 ABR 82, SOBRE MALVINAS.

A-PRENSA FRANCESA-PRINCIPALES TITULARES.

1. MOSCU QUIERE CONTRARIAR A WASHINGTON.
2. LA ARGENTINA SE PREPARA A DUROS COMBATES.
3. LONDRES HACE CRECER LA PUJA.
4. EEUU: UN PROFUNDO APRIETO.
5. LONDRES: UNA SOLUCION MILITAR PARECIA INEVITABLE.
6. BUENOS AIRES: EL GOBIERNO ESPERA UN "APOYO ACTIVO" DE LA UNION SOVIETICA.

B-COMENTARIOS MAS IMPORTANTES.

1-LE FIGARO.

-NO RESTAN MAS QUE 24 HS PARA SALVAR LA PAZ, SE ESTIMA EN LA CAPITAL ARGENTINA LUEGO DE LA DECISION BRITANICA DE PROHIBIR EL TRAFICO AEREO EN LA ZONA DE MALVINAS A PARTIR DEL VIERNES POR LA MANANA. EN BS AS SE ESPERA DESDE EL MARTES ESTA DECISION. TODAS LAS CADENAS DE RADIO Y TV ARGENTINAS INTERRUPIERON SUS PROGRAMAS DURANTE DOS MINUTOS. "PERMANEZCAN EN ESCUCHA, SOLICITO UNA VOZ ANONIMA, SE VAN A DIFUNDIR IMPORTANTES INFORMACIONES". EN EFECTO RECIEEN A LAS 1030 HS, LA JUNTA EN SU COMUNICADO N. 35 HIZO PUBLICA LA AMENAZA BRITANICA.

DESDE EL VIERNES 2, 12000 HOMBRES ESTAN INSTALADOS EN LAS ISLAS, CENTENAS DE CANONES DE TODO CALIBRE Y BLINDADOS FUERON DESEMBARCADOS ASI COMO TONELADAS DE MUNICION, 145 AVIONES DE LOS CUALES MIRAGE III, ETANDARS Y BOMBARDEROS ESTAN LISTOS PARA DECOLAR DESDE EL SUD ARGENTINO: BAHIA BLANCA, C. RIVADAVIA Y RIO GALLEGOS.

FRENTE A ESTE EJERCITO COMPUUESTO EN SU MAYORIA DE ALISTADOS DE 18 A 20 AÑOS QUE NO CONOCEN LA GUERRA MAS QUE POR EL CINE, INGLATERRA ALINEARA VARIOS MILES DE SOLDADOS PROFESIONALES SUPER ENTRENADOS, HABITUADOS A COMBATIR EN LAS CALLES Y CAMPOS DE IRLANDA DEL NORTE Y HUMILLADOS POR LA PUBLICACION DE FOTOS DE SUS COMPANEROS HECHOS PRISIONEROS EL 2 DE ABRIL.

LA POTENCIA DE FUEGO DE LOS BRITANICOS TIENE IGUALMENTE COMO IMPRESIONAR A LOS ARGENTINOS: 2 PORTAVIONES, AVIONES HARRIER, CINCO DESTRUCTORES, VARIAS FRAGATAS, NAVIOS DE DESEMBARCO, TRANSPORTES DE TROPA, SIN CONTAR EL ENIGMA DE LOS 4 SUBMARINOS NUCLEARES PRACTICAMENTE INDETECTABLES.

SI BIEN LAS FUERZAS INGLESAS PARECEN SUPERIORES, LA RECONQUISTA DE MALVINAS NO SE HARA SIN PERDIDAS ENORMES DE AMBAS PARTES.

SI NO SE HALLA UNA SOLUCION EN LAS PROXIMAS HORAS SE CONTARAN ESTA VEZ LOS MUERTOS POR CENTENAS EN ESTAS ISLAS DEL EXTREMO DEL MUNDO DONDE UN CANADIENSE Y SU FAMILIA ACABABAN DE INSTALARSE PARA ESTAR SEGUROS DE VIVIR EN PAZ.

-DESDE LOS PRIMEROS DIAS DE LA CRISIS, LOS AMERICANOS RECONOCIAN QUE TENIAN TODAS LAS POSIBILIDADES DE PERDER. O BIEN SU ALIADO BRITANICO QUE ELLOS CONSIDERAN COMO EL MAS SOLIDO FRENTE A LOS AMAGOS SOVIETICOS EN EUROPA O BIEN SUS AMIGOS ARGENTINOS CON LOS CUALES ELLOS CONTABAN PARA AYUDARLOS A CONTRARRESTAR LA SUBVERSION CTRALISTA EN AMERICA CENTRAL. LOS EEUU DAN LA IMPRESION DE ESTAR RESIGNADOS A ELEGIR A LOS PRIMEROS EN PERJUICIO DE LOS SEGUNDOS. PERO CON LA CONSECUENCIA QUE LA SESION ESPECIAL DE LA OEA SE TRANSFORMO EN UN TRIBUNAL ANTIYANKEE LA SOLIDARIDAD NACIONALISTA DE LOS LATINOAMERICANOS ECLIPSO LAS DIVERGENCIAS IDEOLOGICAS. HAIG PUDO SOLO OBTENER QUE TRES PAISES SIGAN EL EJEMPLO DE SU ABSTENCION SOBRE 21 DELEGACIONES. POBRE CONSUELO PARA LOS AMERICANOS: NO ESTAN SOLOS EN LA CAUSA. CONDENANDO IGUALMENTE LAS SANCIONES ECONOMICAS TOMADAS POR LA CEE PARA APOYAR A GRAN BRETANA, LA OEA ENSANCHO EL DEBATE EN EL CONFLICTO EN SUMA ENTRE EL TERCER MUNDO Y LOS PAISES DESARROLLADOS.

2-LE QUOTIDIEN.

ESPIAS/

EL GRL SAINT-JEAN, LANZABA UN LLAMADO A LA POBLACION PIDIENDO QUE NO SE ENLOQUEZCA NI SE PRECIPITE A COMPRAR VIVERES O MEDICAMENTOS. ES DECIR QUE SO PRETEXTO DE HACER TOMAR CONCIENCIA A LOS ARGENTINOS DE SU RESPONSABILIDAD FISICA, SE HABIA LOGRADO TRAUMATIZARLOS, CUANDO EL DOMINGO A LA TARDE ELLOS NO PENSABAN MAS QUE EN EL FOOT-BALL Y EN EL MUNDIAL.

ENTRE LAS MEDIDAS MAS DISPARATADAS REGISTRADAS DESDE HACE UNA SEMANA, SE ENCUENTRA LA DE NO DIFUNDIR BOLETINES METEOROLOGICOS A NIVEL NACIONAL Y PRINCIPALMENTE NO DAR LA VELOCIDAD DE LOS VIENTOS PARA QUE EL ENEMIGO NO SE INFORME. ESTO MERECE UNA PALMA. HAY QUE NOTAR IGUALMENTE QUE LAS ENTRADAS Y SALIDAS DE LOS BARCOS DEL PUERTOS DE BS AS SE HACE EN SILENCIO PARA LA PRENSA LOCAL, MIENTRAS AUE EL "HERALD" COTIDIANO ARGENTINO

DE LENGUA INGLESA, CONTINUA PUBLICANDOLOS TODAS LAS MANANAS. LOS DIARIOS DEL URUGUAY Y DE CHILE, QUE SE PONEN EN VENTA EL DIA MISMO, NO SE DISTRIBUYEN DESDE HACE DOS DIAS. COMO ASI LOS EUROPEOS, QUE SIN EMBARGO ERAN ESPERADOS EL MARTES POR LA TARDE.

VARIAS PELICULAS FUERON PROVISORIAMENTE PROHIBIDAS, CUANDO YA SE HABIA ANUNCIADO SU REPOSICION, TALES COMO LA AMERICANA "COMING HOME" Y "Z" DE COSTA GRAVAS, TODAS CON PROBLEMAS DE CONCIENCIA PATRIOTICA, MILITAR O POLITICA.

FINALMENTE, LOS PERIODISTAS EXTRANJEROS QUE ESTABAN EN CIUDADES PROXIMAS A LAS MALVINAS, FUERON INVITADOS GENTILMENTE A ABANDONAR LOS LUGARES ANTES DEL JUEVES A LA NOCHE. UN FOTOGRAFO

FRANCES QUE QUERIA TOMAR UNA FOTO DESDE UN AUTOBUS EN C. RIVADAVIA VIJO QUE EL CHOFER SE DESVIABA DE SU RUTA HABITUAL PARA IR A DEJAR AL PELIGROSO ESPIA. DESDE HACE 15 DIAS LA PRENSA INTERNACIONAL NO CONOCE DEL SUR DE LA ARGENTINA MAS QUE LOS BARES DE LOS HOTELES Y LAS SALAS DE LOS RESTAURANTS. NADIE PUEDE SACAR LA NARIZ A LA CALLE SIN SER ARRESTADO POR CUALQUIER POLICIA, CIVIL, MILITAR O SECRETO. EL UNICO PUNTO POSITIVO EN LAS ULTIMAS 24 HORAS EN BS AS ES EL EXITO INDISTUTIBLE

A NIVEL DIPLOMATICO. SU SOBERANIA ABSOLUTA SOBRE LAS MALVINAS ES RECONOCIDA POR LA CASI TOTALIDAD DEL MUNDO LATINOAMERICANO Y ESES ES EL PUNTO ESENCIAL PARA EL GOBIERNO DE LOS GENERALES. POR EL CONTRARIO LA ABSTENCION DE LOS EEUU, DE COLOMBIA, DE CHILE

FUE MUY MAL RECIBIDO EN BS. AS. DE PARTE DE CHILE, NO HAY SORPRESAS: EL ASUNTO DEL BEAGLE Y LOS PROBLEMAS DE FRONTERAS HACEN DE ESE PAIS EL ENEMIGO TRADICIONAL. LA GRAN SORPRESA VIENE DE COLOMBIA A QUIEN SE ACUSA HOY DE ESTAR VENDIDA A INGLATERRA Y POR ENDE A LOS EEUU.

EN FIN EN LO QUE CONCIERNE A LOS EEUU, HAY HACIA ESTE PAIS UN SENTIMIENTO HOSTIL DE PARTE DEL GOBIERNO Y DEL PUEBLO. EL RECHAZO GLACIAL OPUESTO POR LA JUNTA A HAIG QUE SE PROPONIA VENIR A BS AS, TRADUCE ESTA RUPTURA CRECIENTE DE UNA PARTE DEL MUNDO LATINOAMERICANO CON LA ACTITUD DEL TIO SAM.

AL QUERER PRESERVAR LA UNIDAD DE LA OTAN, WASHINGTON ARRIESGA DESTRUIR LA DE LOS PAISES DEL BLOQUE LATINOAMERICANO QUE NO ESTABAN AUN GANADOS POR LA GUERRILLA O POR LA DISCUSION DE LA IZQUIERDA.

LA PALABRA GUERRA ESTA POR TODAS PARTES. EN LOS COMUNICADOS, EN LOS DIARIOS, EN LAS MIRADAS. UNA LUZ INSOLITA E IRREAL EN UN ARCHIPIELAGO PEDIDO.

AYER, EL MINISTERIO DE DEFENSA INSTITUYO LA "ZONA TOTAL DE EXCLUSION" TANTO NAVAL COMO AEREA, QUE SERA EFECTIVA Q PARTIR DE MANANA, TODO BARCO O APARATO CIVIL O MILITAR ENCONTRADO EN ESTA ZONA SERA CONSIDERADO COMO "HOSTIL Y SUSCEPTIBLE DE SER ATACADO" POR LAS FUERZAS BRITANICAS. LONDRES PRECISO QUE TODO AVION QUE SE ENCUENTRE EN EL SUELO DEL ARCHIPIELAGO "SERA CONSIDERADO COMO DE APOYO A LA OCUPACION ILEGAL" Y PODRA SER ABATIDO. LENGUAJE BRUTAL QUE SUENA COMO UNA ULTIMA ADVERTENCIA.

MAGNANIMO EL CTE WOODWARD, QUE EL NUES ESTABA "LISTO PARA GOLPEAR" OFRECIO SIN EMBARGO A LAS TROPAS ARGENTINAS LA POSIBILIDAD DE RENDIRSE. "CUANDO LA OPERACION DE LAS GEORGIAS, LOS ARGENTINOS SE ENCONTRARON FRENTE A UNA FUERZA CAPAZ DE BATIRLOS ENTONCES SE RINDIERON. ME GUSTARIA DARLES LA MISMA POSIBILIDAD, DECLARO EL CTE, CON UN HUMOR QUE SE PARECE MUCHO A UN DESDENO.

EL ORGULLO ARGENTINO

UN LENGUAJE QUE DEBE HERIR A LA ORGULLOSA NACION ARGENTINA. BS AS HIZO TODO POR CONSERVAR EL MITO DE UNA RESISTENCIA HEROICA EN LAS GEORGIAS. CUANDO EN LONDRES SE ANUNCIABA QUE EL JEFE DE LAS TROPAS ARGENTINAS EN LAS ISLAS SE HABIA RENDIDO, LA JUNTA AFIRMABA QUE UN GRUPO DE HOMBRES CONTINUABA LUCHANDO CONTRA "EL INVASOR". CUANDO LOS BRITANICOS ANUNCIABAN QUE HABIAN TOCADO UN SUBMARINO, LOS ARGENTINOS SE IMAGINABAN HABER ABATIDO UN HELICOPTERO. EN LAS LEJANAS MALVINAS TODO ES POSIBLE, AUN LOS SUEÑOS. POR LO MENOS DURANTE UN TIEMPO.

EL TIEMPO APURA.

COMO DIJO TATCHER, EL TIEMPO APURA Y GALTIERI DESPUES DE HABER HABLADO FUERTE, DEBE PREPARARSE PARA LO PEOR. EL ARCHIPIELAGO ESPERA Y SUFRE. EL AUMENTO DE POBLACION PROVOCA ALGUNAS MOLESTIAS. NO ES NADA AGRADEABLE VERSE RODEADO DE HOMBRES ARMADOS QUE NO HABLAN EL MISMO IDIOMA QUE ELLOS, PERO PARA LAS TROPAS ARGENTINAS TAMPOCO ES COLOR DE ROSA. ESO IRIA MAL, SEGUN UNA CARTA ESCRITA POR UNA MAESTRA DEL ARCHIPIELAGO A SU MARIDO EN LONDRES. "MUCHOS SOLDADOS SON JOVENES DE MENOS DE 20 AÑOS. ALGUNOS PUERTOS DE FRIJO, Y OTROS COMEN GATOS Y HASTA CREEMOS QUE COMEN CABALLOS".

LEJOS DEL FRIJO Y DEL ARCHIPE

22056ARGTN AR @

22056ARGTN AR

AGMIFRA 613819F

RGMI 613819F

AGMIFRA 613819F

NO PERDIO TODOS SUS DERECHOS. LA OEA APROBO POR 17 VOTOS CONTRA CERO LA CESACION INMEDIATA DE LAS HOSTILIDADES POR PARTE DE GRAN BRETANA. LA RESOLUCION RECONOCE LA SOBERANIA ARGENTINA SOBRE LAS MALVINAS Y PROPONE UNA TREGUA Y LA REAPERTURA DE LAS NEGOCIACIONES. CUATRO PAISES SE ABSTUVIERON. EEUU, CHILE, COLOMBIA Y TRINIDAD Y TOBAGO. PARALELAMENTE REAGAN TUVO UNA ULTIMA TENTATIVA PARA IMPEDIR EL CONFLICTO

3-LE MONDE

LA OVACION QUE SIGUIO AL DISCURSO -MAS DURO DE LO PREVISTO- DE C. MENDEZ EN LA OEA Y EL SILENCIO QUE RECIBIO LA INTERVENCION DEL SEC AMERICANO SON CONSIDERADOS AQUI COMO UNA CLARA DEMOSTRACION DE LA SOLIDARIDAD LATINOAMERICANA FRENTE A LA "AGRESION" BRITANICA Y A LAS PRESIONES DE WASHINGTON. EL MINISTRO COSTA MENDEZ ACUSO DIRECTAMENTE A G. BRETANA DE LIBRARSE A UN "ACTO DE GUERRA" EN VISTAS DE REESTABLECER UN "SISTEMA COLONIAL ANACRONICO" AMENAZANDO ASI LA "PAZ DE AMERICA". PERO QUE PODIA ESPERAR LA ARGENTINA DE LA REUNION DE LOS PAISES DEL TIAR? SIN DUDA MAS DE LO QUE ELLA HABRIA OBTENIDO SIN EL ATAQUE BRITANICO CONTRA LAS GEORGIAS DEL SUR Y SIN LA AMENAZA DE UNA OFENSIVA INMINENTE CONTRA LAS MALVINAS.

LA RESOLUCION FINAL ES PUES SATISFACTORIA, YA AGUS ELLA RECONOCE LA SOBERANIA ARGENTINA SOBRE LAS MALVINAS Y EXIGE QUE G. BRETANA CESE LOS COMBATES EN LA ZONA DE SEGURIDAD DEFINIDA POR EL TIAR.

ADEMAS, LA ARGENTINA PUEDE CONTAR CON EL APOYO "ACTIVO" DE LA URSS EN EL SENO DE LA ONU. "LA UNION SOVIETICA JUZGA INADMISIBLE EL REESTABLECIMIENTO DEL STATU COLONIAL EN LAS MALVINAS" DECLARO EL EMBAJADOR DE RUSIA EN BS AS. PRECISO ADEMAS QUE LA POSICION DE SU PAIS "NO SERIA NEGATIVA PARA LA ARGENTINA" EN LA ACTUALIDAD LOS SOVIETICOS SACAN IMPORTANTES BENEFICIOS ECONOMICOS DE LA TENSION DEL ATLANTICO SUR SIN CORRER NINGUN RIESGO. SIN EMBARGO SE PUEDE PENSAR QUE ELLOS NO SE QUEDARAN PASIVOS EN EL PLANO MILITAR SI G. BRETANA LANZA UN ASALTO CONTRA LAS MALVINAS. MAS AUN, CUANDO BS AS PODRIA PEDIRLES ENTONCES UNA AYUDA DIRECTA.

FINALMENTE, SE ESTIMA AQUI QUE LA SOLIDARIDAD DE LOS PAISES EUROPEOS EN EL PLANO ECONOMICO Y POLITICO TIENE POCAS CHANCES DE DESEMBOCAR EN UNA SOLIDARIDAD MILITAR Y NO IMPLICA UN ACUERDO EN EL FONDO DE LA CONTROVERSID. EL COMUNICADO DEL "QUAY D'ORSAY" SENALANDO "LA URGENCIA DE UNA NEGOCIACION" FUE RECIBIDO COMO UNA PRUEBA DE LA INQUIETUD CRECIENTE DE EUROPA OCCIDENTAL ANTE LA AGRAVACION DE LA SITUACION EN EL ATLANTICO SUR.

4-LE MATIN

LA EVENTUALIDAD DE UNA GUERRA SE APROXIMA MIENTRAS LOS ACONTECIMIENTOS ESCAPAN AL CONTROL DE TATCHER, ESCRIBE EL GUARDIAN QUE ESTIMA QUE LA PRIMER MINISTRO "SUBITAMENTE PRENSIONADA POR SUS PROPIOS COMANDANTES MILITARES A MERCE DEL "PUNADO DE ASESINOS" QUE COMANDAN LOS TIROS DESDE BS AS. EL GABINETE NO HA TOMADO TODAVIA LA DECISION POLITICA DE UNA INVASION PERO LOS MILITARES ESTAN IMPACIENTES DE IR ADELANTE". PARECE QUE LOS PRINCIPALES MIEMBROS DEL GABINETE ESTAN DIVIDIDOS SOBRE ESTA CUESTION, TATCHER Y NOTT (DEFENSA) ERA FAVORABLE A LA INVASION DE MALVINAS, MIENTRAS QUE PYM (FOREING OFFICE) Y WHITEHALL (INTERIOR) SERIAN MAS "MODERADOS". DE TODOS MODOS "TATCHER HARA LO QUE SE LE ANTOJE" ESCRIBIO QL RESPECTO UN COTIDIANO POPULAR. ELLA APARENTEMENTE NO ESTA PREOCUPADA MAYORMENTE POR LOS ATAQUES DEL MARTES DE LA PARTE LABORISTA DURANTE LOS DEBATES EN LOS COMUNES. LA PRIMER MINISTRO NO TIENE MAS EL APOYO LABORISTA FRENTE A LA PERSPECTIVA DE UN ATAQUE CONTRA LAS ISLAS MALVINAS. UN ATAQUE QUE PODRIA TRANSFORMARSE RAPIDO EN MASACRE.

C- PRENSA INGLESA

TATHE TIMES

UN PRESO ARGENTINO MUERE EN UN "INCIDENTE" UNO DE LOS ARGENTINOS CAPTURADOS EN LA BATALLA DE GEORGIA, EL DOMINGO, MURIO EN UN "SERIO INCIDENTE" EN LA ISLA.

ANUNCIANDO ESTO AYER, EL MINISTERIO DE DEFENSA DIJO QUE HABIA INFORMADO A LAS AUTORIDADES QUE SE OCUPAN DE LOS INTERESES ARGENTINOS EN VISTA DE LA RUPTURA DE RELACIONES DIPLOMATICAS ENTRE LONDRES Y BS AS.

ESTE INCIDENTE OCURRIO EL LUNES 26 PERO EL MINISTERIO SOLO AHORA SE ENTERO DEL NOMBRE DEL FALLECIDO Y TODAVIA NO TIENE MAS DETALLES.

SE ESTABLECIO EN LA GEORGIA UNA COMISION DE INVESTIGACION SOBRE LAS INSTRUCCIONES Y SE LE PIDIO LLEVAR A BIEN SUS INVESTIGACIONES CON LA MAYOR URGENCIA. EL PORTAVOZ DEL MINISTERIO DIJO QUE LAS MEDIDAS TOMADAS ESTABAN CONFORMES AL CONVENIO DE GINEBRA.

EL FALLECIDO ERA UNO DE LOS 156 PRESOS DE LA GEORGIA. 16 DE ELLOS FUERON CAPTURADOS EN LEITH, PERO SE SUPONE QUE EL INCIDENTE OCURRIO EN GRITVIKEN. ALGUNOS 38 RPT 38 CIVILES ESTON TODAVIA VIGILADOS POR LOS BRITANICOS QUE CONTROLAN LAS ISLAS.

HASTA AHORA LOS PRESOS DE LAS TROPAS BRITANICAS Y ARGENTINAS HAN RECONOCIDO EL TRATAMIENTO HUMANO QUE HAN RECIBIDO. TODOS LOS MARINOS BRITANICOS FUERON DEVUELTOS SALVOS A GRAN BRETANA POR LOS ARGENTINOS Y EL GOBIERNO BRITANICO DEJO CLARO QUE LOS PRESOS DE LA GEORGIA SERAN REPATRIADOS A ARGENTINA.

EL PORTAVOZ DEL MINISTERIO INDICO AYER QUE 13 CIENTIFICOS BRITANICOS Y 2 MUKERES QUE ESTABAN HACIENDO UNA PELICULA EN LA ISLA SOBRE LA VIDA SALVAJE, ESTABAN A PUNTO DE TRASLADARSE AL CAMPO MILITAR BRITANICO DE GRITVIKEN DESDE LA LEJANA PUNTA DE LA ISLA DONDE ESTABAN TRABAJANDO.

SE OCASIONA UN SERIO PROBLEMA DIPLOMATICO ENTRE GRAN BRETANA E ISRAEL A RAIZ DE DENUNCIAS QUE LOS ISRAELIES ESTUVIERON PROPORCIONANDO MUNICIONES DE ARTILLERIA A ARGENTINA PARA AYUDARLA EN SU PROGRAMA DE EMERGENCIA DE ARMAMENTOS. DURANTE UNA RECEPCION EN JERUSALEM AYER NOCHE, EL DTOR GRL DEL MINISTERIO DE RREE, SR HANA BAR-ON, EXPRESO "SU SORPRESA" AL SR PATRICK MOBERLY, EMBAJADOR BRITANICO, ANTE UN COMUNICADO DEL MINISTERIO DE RREE EN LONDRES AYER.

LOS ISRAELIES SE QUEJARON AYER NOCHE DE LA REDACCION DE ESTE COMUNICADO QUE ESTABA "COMO PARA AUMENTAR TOTALMENTE LOS RUMORES SIN FUNDAMENTO RESPECTO A LA POSICION DE ISRAEL FRENTE AL PROBLEMA BRITANICO-ARGENTINO Y DEFORMAR POR COMPLETO SU ACTUAL POLITICA".

PIDIERON AL SR MOBERLY DE TRANSMITIR A LONDRES LA POSICION DE ISRAEL.

CUANDO PREGUNTARON AL SR MOBERLY EN LA RADIO, LO QUE G. BRETANA ESPERABA DE ISRAEL, EL CONTESTO SIMPLEMENTE: "ESTIMO QUE DESEAMOS LA COMPRESION DE NUESTRA POSICION Y LAS CONSECUENCIAS EN JUEGO".

6-CONCLUSIONES: D-CONCLUSIONES:

SE MANTIENE LAS CONCLUSIONES EXPRESADAS EL 28 ABR 82.

AGREMIARGE@

22056ARGTN AR

AGMIFRA 613819F

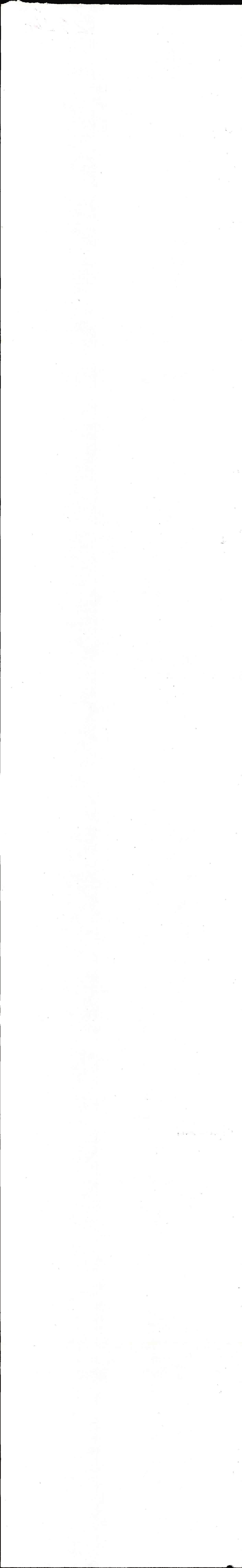
Cdo J Ej — EMGE
Jef II - Icia - Dpto Ext

3968

42

Fecha-Hora recepción 29/11/80 12:08:02

Destino Interno	1	2	3	4	Nro	Fecha Hora	Recibido por
Proceder	SS						
Verme previo estudio					1		
Verme con antecedentes					2		
Preparar contestación					3		
Integrar al caso					4		
Proponer acción a tomar					<u>OBSERVACIONES</u>		
Tomar conocimiento							
Coordinar							
Explotación y registro							
Carta de Situación							
Parte Subversivo							
IIP							
Reunión Informativa							
Difundir a:							
— Secr Grl							
— B Icia 601							
— FAA							
— ARA							
— Jef III - Op							
Dpto Int					Dpto		
ivivar					2do J Dpto		



DE: AGREMIARTE FRANCIA

PARA: ESMAYORDOS-DPTO EXT-

AM FR 403/82- SINTESIS DE PRENSA DEL 29 ABR 82, SOBRE MALVINAS.

A-PRENSA FRANCESA-PRINCIPALES TITULARES.

1. MOSCU QUIERE CONTRARIAR A WASHINGTON.
2. LA ARGENTINA SE PREPARA A DUROS COMBATES.
3. LONDRES HACE CRECER LA FUJA.
4. EEUU: UN PROFUNDO AFRIETO.
5. LONDRES: UNA SOLUCION MILITAR PARECIA INEVITABLE.
6. BUENOS AIRES: EL GOBIERNO ESPERA UN "APOYO ACTIVO" DE LA UNION SOVIETICA.

B-COMENTARIOS MAS IMPORTANTES.

1-LE FIGARO.

-NO RESTAN MAS QUE 24 HS PARA SALVAR LA PAZ ; SE ESTIMA EN LA CAPITAL ARGENTINA LUEGO DE LA DECISION BRITANICA DE PROHIBIR EL TRAFICO AEREO EN LA ZONA DE MALVINAS A PARTIR DEL VIERNES POR LA MAÑANA. EN BS AS SE ESPERABA DESDE EL MARTES ESTA DECISION. TODAS LAS CADENAS DE RADIO Y TV ARGENTINAS INTERRUPTIERON SUS PROGRAMAS DURANTE DOS MINUTOS. "PERMANEZCAN EN ESCUCHA, SOLICITO UNA VOZ ANONIMA, SE VAN A DIFUNDIR IMPORTANTES INFORMACIONES". EN EFECTO RECIENTE A LAS 1030 HS, LA JUNTA EN SU COMUNICADO N. 35 HIZO PUBLICA LA AMENAZA BRITANICA. DESDE EL VIERNES 2, 12000 HOMBRES ESTAN INSTALADOS EN LAS ISLAS, CENTENAS DE CANONES DE TODO CALIBRE Y BLINDADOS FUERON DESEMBARCADOS ASI COMO TONELADAS DE MUNICION, 145 AVIONES DE LOS CUALES MIRAGE III, ETENDARS Y BOMBARDEROS ESTAN LISTOS PARA DECOLAR DESDE EL BUD ARGENTINO: BAHIA BLANCA, C.RIVADAVIA Y RIO GALLEGOS.

FRENTE A ESTE EJERCITO COMPUESTO EN SU MAYORIA DE ALISTADOS DE 18 A 20 AÑOS QUE NO CONOCEN LA GUERRA MAS QUE POR EL CINE, INGLATERRA ALINEARA VARIOS MILES DE SOLDADOS PROFESIONALES SUPER ENTRENADOS, HABITUADOS A COMBATIR EN LAS CALLES Y CAMPOS DE IRLANDA DEL NORTE Y HUMILLADOS POR LA PUBLICACION DE FOTOS DE SUS COMPANEROS HECHOS PRISIONEROS EL 2 DE ABRIL. LA POTENCIA DE FUEGO DE LOS BRITANICOS TIENE IGUALMENTE COMO IMPRESIONAR A LOS ARGENTINOS: 2 PORTAVIONES, AVIONES HARRIER, CINCO DESTRUCTORES, VARIAS FRAGATAS, NAVIOS DE DESEMBARCO, TRANSPORTES DE TROPA, SIN CONTAR EL ENIGMA DE LOS 4 SUBMARINOS NUCLEARES PRACTICAMENTE INDETECTABLES.

SI SIEN LAS FUERTES INGLESAS PARECEN SUPERIORES, LA RECONQUISTA DE MALVINAS NO SE HARA SIN PERDIDAS ENORMES DE AMBAS PARTES. SI NO SE HALLA UNA SOLUCION EN LAS PROXIMAS HORAS SE CONTARA ESTA VEZ LOS MUERTOS POR CENTENAS EN ESTAS ISLAS DEL EXTREMO DEL MUNDO DONDE UN CANADIENSE Y SU FAMILIA ACABABAN DE INSTALARSE PARA ESTAR SEGUROS DE VIVIR EN PAZ.

-DESDE LOS PRIMEROS DIAS DE LA CRISIS, LOS AMERICANOS RECONOCIAN QUE TENIAN TODAS LAS POSIBILIDADES DE PERDER. O BIEN SU ALIADO BRITANICO QUE ELLOS CONSIDERAN COMO EL MAS SOLIDO FRENTE A LOS AMAGOS SOVIETICOS EN EUROPA O BIEN SUS AMIGOS ARGENTINOS CON LOS CUALES ELLOS CONTABAN PARA AYUDARLOS A CONTRARRESTAR LA SUBVERSION CASTRISTA EN AMERICA CENTRAL. LOS EEUU DAN LA IMPRESION DE ESTAR RESIGNADOS A ELEGIR A LOS PRIMEROS EN PERJUICIO DE LOS SEGUNDOS. PERO CON LA CONSECUENCIA QUE LA SESION ESPECIAL DE LA OEA SE TRANSFORMO EN UN TRIBUNAL ANTIYANKEE LA SOLIDARIDAD NACIONALISTA DE LOS LATINOAMERICANOS EQUIPO LAS DIVERGENCIAS IDEOLOGICAS. HAIG PUDO SOLO OBTENER QUE TRES PAISES SIGAN EL EJEMPLO DE SU ABSTENCION SOBRE 21 DELEGACIONES. PORRE CONSUELO PARA LOS AMERICANOS: NO ESTAN SOLOS EN LA CAUSA. CONQUENANDO IGUALMENTE LAS SANCIONES ECONOMICAS. TENDIAS POR LA CEE PARA APOYAR A GRAN BRETANA. LA CONVENIENCIA DEL DEBATE EN EL CONFLICTO EN SUMA ENTRE EL TERCER MUNDO Y LOS PAISES DESARROLLADOS.

2-LE QUOTIDIEN.

ESPIAS/

EL GRL SAINT-JEAN, LANZABA UN LLAMADO A LA POBLACION PIDIENDO QUE NO SE ENLOQUEZCA NI SE PRECIPITE A COMPRAR VIVERES O MEDICAMENTOS. ES DECIR QUE SO PRETEXTO DE HACER TOMAR CONCIENCIA A LOS ARGENTINOS DE SU RESPONSABILIDAD FISICA, SE HABIA LOGRADO TRAUMATIZARLOS. CUANDO EL DOMINGO A LA TARDE ELLOS NO PENSABAN MAS QUE EN EL FOOT-BALL Y EN EL MUNDIAL. ENTRE LAS MEDIDAS MAS DISPARATADAS REGISTRADAS DESDE HACE UNA SEMANA, SE ENCUENTRA LA DE NO DIFUNDIR BOLETINES METEOROLOGICOS A NIVEL NACIONAL Y PRINCIPALMENTE NO DAR LA VELOCIDAD DE LOS VIENTOS PARA QUE EL ENEMIGO NO SE INFORME. ESTO MERECE UNA PALMA. HAY QUE NOTAR IGUALMENTE QUE LAS ENTRADAS Y SALIDAS DE LOS BARCOS DEL PUERTO DE BS AS SE HACE EN SILENCIO PARA LA PRENSA LOCAL, MIENTRAS AUE EL "HERALD" COTIDIANO ARGENTINO DE LENGUA INGLESA, CONTINUA PUBLICANDOLOS TODAS LAS MAÑANAS. LOS DIARIOS DEL URUGUAY Y DE CHILE, QUE SE PONEN EN VENTA EL DIA MISMO, NO SE DISTRIBUYEN DESDE HACE DOS DIAS. COMO ASI LOS EUROPEOS, QUE SIN EMBARGO ERAN ESPERADOS EL MARTES POR LA TARDE. VARIAS PELICULAS FUERON PROVISORIAMENTE PROHIBIDAS, CUANDO YA SE HABIA ANUNCIADO SU REPOSICION. TALES COMO LA AMERICANA "COMING HOME" Y "7" DE COSTA GRAVAS, TODAS CON PROBLEMAS DE CONCIENCIA PATRIOTICA, MILITAR O POLITICA. FINALMENTE, LOS PERIODISTAS EXTRANJEROS QUE ESTABAN EN CIUDADES PROXIMAS A LAS MALVINAS, FUERON INVITADOS GENTILMENTE A ABANDONAR LOS LUGARES ANTES DEL JUEVES A LA NOCHE. UN FOTOGRAFO FRANCIS QUE GUERIA TOMAR UNA FOTO DESDE UN AUTOBUS EN C. RIVADAVIA VIO QUE EL CHOFER SE DESVIABA DE SU RUTA HABITUAL PARA IR A DEJAR AL PELIGROSO ESPIA. DESDE HACE 15 DIAS LA PRENSA INTERNACIONAL NO CONOCE DEL SUR DE LA ARGENTINA MAS QUE LOS BARES DE LOS HOTELES Y LAS SALAS DE LOS RESTAURANTS. NADIE PUEDE SACAR LA MANO A LA CALLE SIN SER ARRESTADO POR CUALQUIER POLICIA, CIVIL, MILITAR O SECRETO. EL UNICO PUNTO POSITIVO EN LAS ULTIMAS 24 HORAS EN BS AS ES EL EXITO INDENOSTRABLE A NIVEL DIPLOMATICO. SU SOBERANIA ABSOLUTA SOBRE LAS MALVINAS ES RECONOCIDA POR LA CASI TOTALIDAD DEL MUNDO LATINOAMERICANO Y ESES ES EL PUNTO ESENCIAL PARA EL GOBIERNO DE LOS GENERALES. POR EL CONTRARIO LA ABSTENCION DE LOS EEUU, DE COLOMBIA, DE CHILE FUE MUY MAL RECIBIDO EN BS AS. DE PARTE DE CHILE, NO HAY SORPRESAS: EL ASUNTO DEL BEAGLE Y LOS PROBLEMAS DE FRONTERAS HACEN DE ESE PAIS EL ENEMIGO TRADICIONAL. LA GRAN SORPRESA VIENE DE COLOMBIA A QUIEN SE ACUSA HOY DE ESTAR VENDIDA A INGLATERRA Y POR ENDE A LOS EEUU.

EN FIN EN LO QUE CONCIERNE A LOS EEUU, HAY HACIA ESTE PAIS UN SENTIMIENTO HOSTIL DE PARTE DEL GOBIERNO Y DEL PUEBLO. EL RECHAZO GLACIAL OPUESTO POR LA JUNTA A HAIG QUE SE PROPONIA VENIR A BS AS, TRADUCE ESTA RUPTURA CRECIENTE DE UNA PARTE DEL MUNDO LATINOAMERICANO CON LA ACTITUD DEL TIO SAM.

AL QUERER PRESERVAR LA UNIDAD DE LA OTAN, WASHINGTON ARRIESGA DESTRUIR LA DE LOS PAISES DEL BLOQUE LATINOAMERICANO QUE NO ESTABAN AUN GANADOS POR LA GUERRILLA O POR LA DISCUSION DE LA IZQUIERDA.

LA PALABRA GUERRA ESTA POR TODAS PARTES. EN LOS COMUNICADOS, EN LOS DIARIOS, EN LAS MIRADAS. UNA LOZ INSOLITA E IRRREAL EN UN ARCHIPIELAGO PEDIDO.

AYER, EL MINISTERIO DE DEFENSA INSTITUYO LA "ZONA TOTAL DE EXCLUSION" TANTO NAVAL COMO AEREA, QUE SERA EFECTIVA A PARTIR DE MAÑANA. TODO BARCO O APARATO CIVIL O MILITAR ENCONTRADO EN ESTA ZONA SERA CONSIDERADO COMO "HOSTIL Y SUSCEPTIBLE DE SER ATACADO" POR LAS FUERZAS BRITANICAS. LONDRES PRECISO QUE TODO AVION QUE SE ENCUENTRE EN EL SUELO DEL ARCHIPIELAGO "SERA CONSIDERADO COMO DE APOYO A LA OCUPACION ILEGAL" Y PODRA SER ABATIDO. LENGUAJE BRUTAL QUE BUENA COMO UNA ULTIMA ADVERTENCIA. MAGNANIMO EL CTE. MOCHURRO, QUE EL INUES ESTABA "LISTO PARA GOLPEAR" OPERO SIN EMBARGO A LAS TROPAS ARGENTINAS LA POSIBILIDAD DE RENDIRSE. CUANDO LA OPERACION DE LAS GEORGIAS, LOS ARGENTINOS SE ENCONTRARON FRENTE A UNA FUERZA CAPAZ DE BATIRLOS ENTONCES SE RINDIERON. ME GUSTARIA DARLES LA MISMA POSIBILIDAD, DECLARO EL CTE. CON UN HUNOR QUE SE PARECE MUCHO A UN DESDENO.

EL ORGULLO ARGENTINO

UN LENGUAJE QUE DEBE HERIR A LA ORGULLOSA NACION ARGENTINA. BS AS HIZO TODO POR CONSERVAR EL MITO DE UNA RESISTENCIA HEROICA EN LAS GEORGIAS. CUANDO EN LONDRES SE ANUNCIABA QUE EL JEFE DE LAS TROPAS ARGENTINAS EN LAS ISLAS SE HABIA RENDIDO, LA JUNTA AFIRMA QUE UN GRUPO DE HOMBRES CONTINUABA LUCHANDO CONTRA "EL INVASOR". CUANDO LOS BRITANICOS ANUNCIABAN QUE HABIAN TOCADO UN SUBMARINO, LOS ARGENTINOS SE IMAGINABAN HABER ABATIDO UN HELICOPTERO. EN LAS LEJANAS MALVINAS TODO ES POSIBLE, AUN ELLOS BUENOS. POR LO MENOS DURANTE UN TIEMPO.

EL TIEMPO APURA.

COMO DIJO TATCHER, EL TIEMPO APURA Y GALTIERI DESPUES DE HABER HABLADO FUERTE, DEBE PREPARARSE PARA LO PEOR. EL ARCHIPIELAGO ESPERA Y SUFRE. EL AUMENTO DE POBLACION PROVOCA ALGUNAS MIOLESTIAS. NO ES NADA AGRADEABLE VERSE RODEADO DE HOMBRES ARMADOS QUE NO HABLAN EL MISMO IDIOMA QUE ELLOS, PERO PARA LAS TROPAS ARGENTINAS TAMPOCO ES COLOR DE ROSA. ESO IRA MAL, SEGUN UNA CARTA ESCRITA POR UNA MAESTRA DEL ARCHIPIELAGO A SU MARIDO EN LONDRES. "MUCHOS SOLDADOS SON JOVENES DE MENOS DE 20 AÑOS. ALGUNOS PUERTOS DE FRIO, Y OTROS COMEN GATOS Y HASTA CREEMOS QUE COMEN CABALLOS". LEJOS DEL FRIO Y DEL ARCHIPIELAGO, SIN EMBARGO LA DIPLOMACIA NO PERDIO TODOS SUS DERECHOS. LA OEA APROBO POR 17 VOTOS CONTRA PERO LA DECISION INMEDIATA DE LAS HOSTILIDADES POR PARTE DE GRAN BRETANA. LA RESOLUCION RECONOCE LA SOBERANIA ARGENTINA SOBRE LAS MALVINAS Y PROPONE UNA TREGUA Y LA REAPERTURA DE LAS NEGOCIACIONES. CUATRO PAISES SE ABSTUVIERON. EEUU, CHILE, COLOMBIA Y TRINIDAD Y TOBAGO. PARALELAMENTE REAGAN TUVO UNA ULTIMA TENTATIVA PARA IMPEDIR EL CONFLICTO.

3-LE MONDE

LA OVACION QUE SIGUIO AL DISCURSO -MAS DURO DE LO PREVISTO- DE CHAMENDEZ EN LA OEA Y EL SILENCIO QUE RECIBIO LA INTERVENCION DEL SEC AMERICANO SON CONSIDERADOS AQUI COMO UNA CLARA DEMOSTRACION DE LA SOLIDARIDAD LATINOAMERICANA FRENTE A LA "AGRESION" BRITANICA Y A LAS PRESIONES DE WASHINGTON. EL MINISTRO COSTA MENDEZ ACUSO DIRECTAMENTE A G.BRETANA DE LIBRARSE A UN "ACTO DE GUERRA" EN VISTAS DE REESTABLECER UN "SISTEMA COLONIAL ANACRONICO" AMENAZANDO ASI LA "PAZ DE AMERICA". PERO QUE PODIA ESPERAR LA ARGENTINA DE LA REUNION DE LOS PAISES DEL TIAR ? SIN DUDA MAS DE LO QUE ELLA HABRIA OBTENIDO SIN EL ATAQUE BRITANICO CONTRA LAS GEORGIAS DEL SUR Y SIN LA AMENAZA DE UNA OFENSIVA INMEDIATA CONTRA LAS MALVINAS.

LA RESOLUCION FINAL ES PUES SATISFACTORIA, YA QUE QUE ELLA RECONOCE LA SOBERANIA ARGENTINA SOBRE LAS MALVINAS Y EXIGE QUE G. BRETANA Cese LOS COMBATES EN LA ZONA DE SEGURIDAD DEFINIDA POR EL TIAR.

ADEMAS LA ARGENTINA PUEDE CONTAR CON EL APOYO "ACTIVO" DE LA URSS EN EL SENO DE LA ONU. "LA UNION SOVIETICA JUZGA INADMISIBLE EL REESTABLECIMIENTO DEL STATUT COLONIAL EN LAS MALVINAS" DECLARO EL EMBAJADOR DE RUSIA EN BS AS. PRECISO ADEMAS QUE LA POSICION DE SU PAIS "NO SERIA NEGATIVA PARA LA ARGENTINA" EN LA ACTUALIDAD LOS SOVIETICOS SACAN IMPORTANTES BENEFICIOS ECONOMICOS DE LA TENSION DEL ATLANTICO SUR SIN CORRER NINGUN RIESGO. SIN EMBARGO SE PUEDE PENSAR QUE ELLOS NO SE QUEDARAN PASIVOS EN EL PLANO MILITAR SI G. BRETANA LANZA UN ABALTO CONTRA LAS MALVINAS. MAS AUN, CUANDO BS AS PODRIA PEDIRLES ENTONCES UNA AYUDA DIRECTA.

FINALMENTE, SE ESTIMA AQUI QUE LA SOLIDARIDAD DE LOS PAISES EUROPEOS EN EL PLANO ECONOMICO Y POLITICO TIENE POCAS CHANCES DE DESMEMBRAR EN UNA SOLIDARIDAD MILITAR Y NO IMPLICA UN ACUERDO EN EL FONDO DE LA CONTROVERSIAS. EL COMUNICADO DEL "GUAY D'ORSAY" SEÑALANDO "LA URGENCIA DE UNA NEGOCIACION" FUE RECIBIDO COMO UNA PRUEBA DE LA INQUIETUD CRECIENTE DE EUROPA OCCIDENTAL ANTE LA AGRAVACION DE LA SITUACION EN EL ATLANTICO SUR.

4-LE MATIN

LA EVENTUALIDAD DE UNA GUERRA SE APROXIMA MIENTRAS LOS ACONTECIDIENTOS ESCAPAN AL CONTROL DE TATCHER, ESCRIBE EL GUARDIAN QUE ESTIMA QUE LA PRIMER MINISTRO "SUTITAMENTE PRESIONADA POR SUS PROPIOS COMANDANTES MILITARES A MERCED DEL "PUNADO DE ABSENOR" QUE COMANDAN LOS TIROS DESDE BS AS. EL GABINETE NO HA TOMADO TODAVIA LA DECISION POLITICA DE UNA INVASION PERO LOS MILITARES ESTAN IMPACIENTES DE IR ADELANTE". PARECE QUE LOS PRINCIPALES MIEMBROS DEL GABINETE ESTAN DIVIDIDOS SOBRE ESTA CUESTION. TATCHER Y NOTT (DEFENSA) ERA FAVORABLES A LA INVASION DE MALVINAS, MIENTRAS QUE PYH (FOREIGN OFFICE) Y WHITEHALL (INTERIOR) SERIAN MAS "MODERADOS". DE TODOS MODOS "TATCHER HARA LO QUE SE LE ANTOJE" ESCRIBIO EL RESPECTO UN COTIDIANO POPULAR. ELLA APARENTEMENTE NO ESTA PREOCUPADA MAYORMENTE POR LOS ATAQUES DEL MARTES DE LA PARTE LABORISTA DURANTE LOS DEBATES EN LOS COMUNES. LA PRIMER MINISTRO NO TIENE MAS EL APOYO LABORISTA FRENTE A LA PERSPECTIVA DE UN ATAQUE CONTRA LAS ISLAS MALVINAS. UN ATAQUE QUE PODRIA TRANSFORMARSE RAPIDO EN MASACRE.

5-LE JOURNAL

5-LE TIMES

UN PRESO ARGENTINO MUERE EN UN "INCIDENTE"

UNO DE LOS ARGENTINOS CAPTURADOS EN LA BATALLA DE GEORGIA, EL DOMINGO, MURO EN UN "SERIO INCIDENTE" EN LA ISLA.

ANUNCIANDO ESTO AYER, EL MINISTERIO DE DEFENSA DIJO QUE HABIA INFORMADO A LAS AUTORIDADES QUE SE OCUPAN DE LOS INTERESES ARGENTINOS EN VISTA DE LA RUPTURA DE RELACIONES DIPLOMATICAS ENTRE LONDRES Y BS AS.

ESTE INDICIDENTO OCURRIO EL LUNES 26 PEROP EL MINISTERIO SOLO AHORA SE ENTERO DEL NOMBRE DEL FALLECIDO Y TODAVIA NO TIENE MAS DETALLES.

SE ESTABLECIO EN LA GEORGIA UNA COMISION DE INVESTIGACION SOBRE LAS INSTRUCCIONES Y SE LE PIDIO LLEVAR A BIEN SUS INVESTIGACIONES CON LA MAYOR URGENCIA. EL PORTAVOZ DEL MINISTERIO DIJO QUE LAS MEDIDAS TOMADAS ESTABAN CONFORMES AL CONVENIO DE GINEBRA.

EL FALLECIDO ERA UNO DE LOS 156 PRESOS DE LA GEORGIA. 16 DE ELLOS FUERON CAPTURADOS EN LEITH, PERO SE SUPONE QUE EL INCIDENTE OCURRIO EN GRVYTIKEN. ALGUNOS 398 RPT 36 CIVILES ESTON TODAVIA VIGILADOS POR LOS BRITANICOS QUE CONTROLAN LAS ISLAS.

HASTA AHORA LOS PRESOS DE LAS TROPAS BRITANICAS Y ARGENTINAS HAN RECONOCIDO EL TRATAMIENTO HUMANO QUE HAN RECIBIDO. TODOS LOS MARINOS BRITANICOS FUERON DEVUELTOS SALVOS A GRAN BRETANA POR LOS ARGENTINOS Y EL GOBIERNO BRITANICO DEJO CLARO QUE LOS PRESOS DE LA GEORGIA SERAN REPATRIADOS A ARGENTINA.

EL PORTAVOZ DEL MINISTERIO INDICO AYER QUE 13 CIENTIFICOS BRITANICOS Y 2 NUKERES QUE ESTABAN HACIENDO UNA PELICULA EN LA ISLA SOBRE LA VIDA SALVAJE, ESTABAN A PUNTO DE TRASLADARSE AL CAMPO MILITAR BRITANICO DE GRVYTIKEN DESDE LA LEJAN A PUNTA DE LA ISLA DONDE ESTABAN TRABAJANDO.

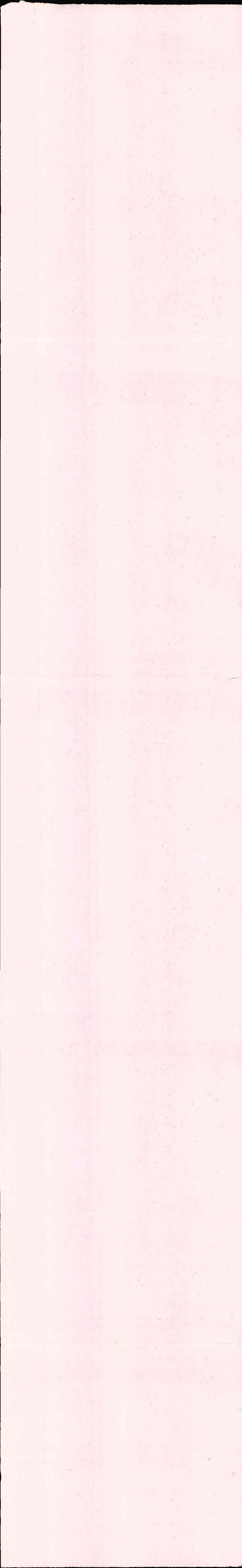
SE OCASIONO UN SERIO PROBLEMA DIPLOMATICO ENTRE GRAN BRETANA E ISRAEL A RAIZ DE DENUNCIAS QUE LOS ISRAELIS ESTUVIERON PROPORCIONANDO MUNICIONES DE ARTILLERIA A ARGENTINA PARA AYUDARLA EN SU PROGRAMA DE ADQUISICION DE EMERGENCIA DE ARMAMENTOS. DURANTE UNA RECEPCION EN JERUSALEM AYER NOCHE, EL DTOR GRL DEL MINISTERIO DE HREE, SR HANA BAR-ON, EXPRESO "SU SORPRESA" AL SR PATRICK ROBERLY, ENBAJADOR BRITANICO, ANTE UN COMUNICADO DEL MINISTERIO DE HREE EN LONDRES AYER.

LOS ISRAELIS SE QUEJARAN HOY NOCHE DE LA REDACCION DE ESTE COMUNICADO QUE ESTABA "COMO PARA TACAMENTE TOTALMENTE LOS TRO- NOKER SIN FUNDAMENTO RESPECTO A LA POSICION DE ISRAEL FRENTE AL PROBLEMA BRITANICO-ARGENTINO Y DEFORMAR POR COMPLETO SU ACTUAL POLITICA".

FINIERON AL SR ROBERLY DE TRANSMITIR A LONDRES LA POSICION DE ISRAEL.

CUANDO PREGUNTARON AL SR ROBERLY EN LA RADIO, LO QUE G.BRETANA ESPERABA DE ISRAEL, EL CONTESTO SIMPLEMENTE: "ESTIMO QUE DESEARON LA COMPRENSION DE NUESTRA POSICION Y LAS CONSECUENCIAS EN JUEGO".

2-CONCLUSIONES:



DE LA AGREMIACION FRANCIA
PARA EL ESMAYORADO-ORTO EST-

AM FR 405/82- SINTESIS DE PRENSA DEL 29 ABR 82, SOBRE
MALVINAS.

4-PRENSA FRANCESA-PRINCIPALES TITULARES.

1. MOSCU QUIERE CONTRARIAR A WASHINGTON.
2. LA ARGENTINA SE PREPARA A Duros COMBATES.
3. LONDRES HACE CRECER LA FUJA.
4. EEUU UN PROFUNDO APRIETO.
5. LONDRES: UNA SOLUCION MILITAR PARECE INEVITABLE.
6. BUENOS AIRES: EL GOBIERNO ESPERA UN APOYO ACTIVO DE LA UNION SOVIETICA.

6-COMENTARIOS MAS IMPORTANTES.

1-LE FIGARO.

NO RESTAN MAS QUE 24 HS PARA SALVAR LA PAZ. SE ESTIMA EN LA CAPITAL ARGENTINA LUEGO DE LA DECISION BRITANICA DE PROMOVER EL TRAFICO AEREO EN LA ZONA DE MALVINAS A PARTIR DEL VIERNES POR LA MANANA. EN 65 AS SE ESPERA DESDE EL MARTES ESTA DECISION. TODAS LAS CADENAS DE RADIO Y TV ARGENTINAS INTERROMPIERON SUS PROGRAMAS DURANTE DOS MINUTOS. "PERMANECIAN EN ESCUCHA, COLECTIVO UNA VOZ ANGINA. SE VAN A DIFUNDIR IMPORTANTES INFORMACIONES". EN EFECTO RECIBI A LAS 1030 HS. LA JUNTA EN BUENOS AIRES HIZO PUBLICA LA AMENAZA BRITANICA.

DESDE EL VIERNES 24 12000 HOMBRES ESTAN INSTALADOS EN LAS ISLAS. CENTENAS DE CANONES DE TODO CALIBRE Y BLINDADOS FUERON DESBARCADOS ASI COMO TONELADAS DE MUNICION. 145 AVIONES DE LOS CUALES MIRAGE III, ETENDARS Y BOMBARDEROS ESTAN LISTOS PARA DECOLAR DESDE EL SUD ARGENTINO: BAHIA BLANCA, CERVINAVIA Y RIO GALLEGOS.

FRENTE A ESTE EJERCITO COMPUESTO EN SU MAYORIA DE ALISTADOS DE 15 A 20 AÑOS QUE NO CONOCEN LA GUERRA MAR QUE POR EL CINCO INGLATERRA ALINEARA VARIOS MILES DE SOLDADOS PROFESIONALES SUPER ENTRENADOS, HABITUADOS A COMBATIR EN LAS CALLES Y CAMPOS DE IRLANDA DEL NORTE Y HUMILLADOS POR LA PUBLICACION DE FOTOS DE SUS COMPANEROS HECHOS PRISIONEROS EL 2 DE ABRIL.

LA POTENCIA DE FUERZA DE LOS BRITANICOS TIENE IGUALMENTE COMO IMPRESION A LOS ARGENTINOS: 2 PORTAVIONES, AVIONES HAWKER, CINCO DESTROYERES, VARIAS PRAGATAS, NAVIOS DE DESARMES, TRANSPORTES DE TROFA, SIN CONTAR EL ENIGMA DE LOS 4 SUBMARINOS MILITARES PRACTICAMENTE INDETECTABLES.

SI BIEN LAS FUERZAS INGLESAS PARECEN SUPERIORES, LA RECONQUISTA DE MALVINAS NO SE HARA SIN PERDIDAS ENORMES DE AMBAS PARTES. SI NO SE HALLA UNA SOLUCION EN LAS PROXIMAS HORAS SE CONTARA ESTA VEZ LOS MUERTOS POR CENTENAS EN ESTAS ISLAS DEL EXTREMO DEL MUNDO DONDE UN CANADIENSE Y SU FAMILIA AGARRAN DE INSTALARSE PARA ESTAR SEGUROS DE VIVIR EN PAZ.

DESDE LOS PRIMEROS DIAS DE LA CRISIS, LOS AMERICANOS RECONOCIAN QUE TENIAN TODAS LAS POSIBILIDADES DE PERDER. O BIEN SU ALIADO BRITANICO QUE ELLOS CONSIDERAN COMO EL MAS SOLIDO FRENTE A LOS AMAGOS SOVIETICOS EN EUROPA O BIEN SUS AMIGOS ARGENTINOS CON LOS CUALES ELLOS CONTABAN PARA AYUDARLOS A CONTRARRESTAR LA SUBVERSION CASTRISTA EN AMERICA CENTRAL. LOS EEUU DAN LA IMPRESION DE ESTAR RESIGNADOS A ELEGIR A LOS PRIMEROS EN PERJUICIO DE LOS SEGUNDOS, PERO CON LA CONSECUENCIA QUE LA SERION ESPECIAL DE LA OEA SE TRANSFORME EN UN TRIBUNAL ANTIVIVANCIA.

LA SOLIDARIDAD NACIONALISTA DE LOS LATINOAMERICANOS SOLIPO LAS DIVERGENCIAS IDEOLOGICAS. HAY POCO QUE OBTENER QUE TRES PAISES SIGAN EL EJEMPLO DE SU ASISTENCIA SOBRE 24 DELEGACIONES. HOSER CONDUCE PARA LOS AMERICANOS NO ESTAN SOLOS EN LA GUERRA. COMANDANDO IGUALMENTE LAS FUERZAS ECONOMICAS TOMADAS POR LA OEA PARA APOYAR A GRAN BRETANA. LA OEA ENBANCHE EL DEBATE EN EL CONFLICTO EN UNA ENTRE EL TERCER MUNDO Y LOS PAISES DESARROLLADOS.

2-LE QUOTIDIEN.

ESPIAS.

EL GRUPO SAINT-JEAN, LANTANA UN LLAMADO A LA POBLACION FIDELIDAD QUE NO SE ENLOQUEZCA NI SE PRECIPITE A COMPRAR VIVERES O MEDICAMENTOS. ES DECIR QUE SU PRETEXTO DE HACER TOMAR CONCIENCIA A LOS ARGENTINOS DE SU RESPONSABILIDAD FISICA, SE HARIA LOGRADO TRAUMATIZARLOS. CUANDO EL DOMINGO A LA TARDE ELLOS NO PENSARAN MAS QUE EN EL FOOT-BALL Y EN EL MUNDO.

ENTRE LAS MEDIDAS MAS DISPARATADAS REGISTRADAS DESDE HACE UNA SEMANA, SE ENCUENTRA LA DE NO DIFUNDIR BOLETINES METEOROLOGICOS A NIVEL NACIONAL Y PRINCIPALMENTE NO DAR LA VELOCIDAD DE LOS VIENTOS PARA QUE EL ENEMIGO NO SE INFORME. ESTO MERCE UNA FALTA. HAY QUE NOTAR IGUALMENTE QUE LAS ENTRADAS Y SALIDAS DE LOS BARCOS DEL PUERTOS DE 65 AS SE HACE EN SILENCIO PARA LA PRENSA LOCAL. MIENTRAS AVE EL "HERALD" COTIDIANO ARGENTINO DE LENGUA INGLESA, CONTINUA PUBLICANDOS TODAS LAS MANANAS. LOS DIARIOS DEL URUGUAY Y DE CHILE, QUE SE PONE EN VENTA EL DIA MISMO, NO SE DISTRIBUYEN DESDE HACE DOS DIAS. COMO ASI LOS EUROPEOS, QUE SIN EMBARGO ERAN ESPERADOS EL MARTES POR LA TARDE. VARIAS PELICULAS FUERON PROVISORIAMENTE PROMUVIDAS, CUANDO YA SE HABIA ANUNCIADO SU REPOSICION. TALES COMO LA AMERICANA "LOOKING HOME" Y "IT" DE COSTA GRAVASS. TODAS CON PROBLEMAS DE CONCIENCIA-PATRIOTICA, MILITARIO POLITICA.

FINALMENTE, LOS PERIODISTAS EXTRANJEROS QUE ESTABAN EN CIUDADES PROXIMAS A LAS MALVINAS, FUERON INVITADOS GENTILMENTE A ABANDONAR LOS LUGARES ANTES DEL JUEVES A LA NOCHE. UN FOTOGRAFO FRANCES QUE QUERIA TOMAR UNA FOTO DESDE UN AUTOMOVIL EN C. RIVADAVIA VIO QUE EL CHOFER SE DESVIABA DE SU RUTA HABITUAL PARA IR A DEJAR AL PELIGROSO ESPIA. DESDE HACE 15 DIAS LA PRENSA INTERNACIONAL NO CONOCE DEL SUR DE LA ARGENTINA MAS QUE LOS BARCOS DE LOS HOTELES Y LAS BARCAS DE LOS RESTAURANTES. NADIE PUEDE SACAR LA MARCA A LA CALLE SIN SER ARRESTOPADO POR CUALQUIER POLICIA CIVIL, MILITAR O SECRETO. EL UNICO PUNTO POSITIVO EN LAS ULTIMAS 24 HORAS EN 65 AS ES EL EXITO INSTITUCIONAL A NIVEL DIFUSIVO. SU SOBERANIA ABREVIADA SOBRE LAS MALVINAS ES RECONOCIDA POR LA CASI TOTALIDAD DEL MUNDO LATINOAMERICANO Y ESSE ES EL PUNTO ESENCIAL PARA EL GOBIERNO DE LOS GENERALES. POR EL CONTRARIO LA ASISTENCIA DE LOS EEUU DE COLOMBIA, DE CHILE FUE MUY MAL RECIBIDO EN 65 AS. DE PARTE DE CHILE, NO HAY SORPRESAS. EL ABUNTO DEL BERGUE Y LOS PROBLEMAS DE FRONTERAS HACEN DE ESTE PAIS EL ENEMIGO TRADICIONAL DE LA GRAN SORPRESA VENE DE COLOMBIA A QUIEN SE ACUSA HOY DE ENTRA VENDIDA A INGLATERRA Y POR ENDE A LOS EEUU.

EN FIN EN LO QUE CONCIERNE A LOS EEUU, HAY HADIA ESTE PAIS UN SENTIMIENTO HOSTIL DE PARTE DEL GOBIERNO Y DEL PUEBLO. EL RECHAZO GLACIAL OFUESTO POR LA JUNTA A HAY QUE SE PROPONIA VENIR A 65 AS. ENADUCE ESTA RUPTURA CRECIENTE DE UNA PARTE DEL MUNDO LATINOAMERICANO CON LA ACTITUD DEL TIPO. AL QUERER PRESERVAR LA UNIDAD DE LA OTAN WASHINGTON ARRIESGA DESTRUIR LA DE LOS PAISES DEL BLOQUE LATINOAMERICANO QUE NO ESTABAN AUN GANADOS POR LA GUERRILLA O POR LA DISCUSION DE LA 22 GUERRA.

LA PALABRA GUERRA ESTA POR TODAS PARTES. EN LOS COMUNICADOS, EN LOS DIARIOS, EN LAS MIRADAS. UNA LUZ INSOLITA E IRREAL EN UN ARCHIPELAGO PEDIDO.

AYER, EL MINISTERIO DE DEFENSA INSTITUYO LA "TONA TOTAL DE EXCLUSION" TANTO NAVAL COMO AEREA. QUE SERA EFECTIVA A PARTIR DE MANANA. TODO BARCO O APARATO CIVIL O MILITAR ENCONTRADO EN ESTA ZONA SERA CONSIDERADO COMO "HOSTIL Y SUSCEPTIBLE DE SER ATACADO" POR LAS FUERZAS BRITANICAS. LONDRES PRECISO QUE TODO AVION QUE SE ENCUENTRE EN EL SUELO DEL ARCHIPELAGO "SERA CONSIDERADO COMO DE APOYO A LA OCUPACION ILEGAL" Y PODRA SER DESTRUIDO. ENADUCE BRUTAL QUE SEVA COMO UNA ULTIMA ADVERTENCIA. HANERANO EN CTE. MOONARD. QUE EL HUBIERA EN LA ISLA PARA SOLICITAR OFRECIO SIN EMBARGO A LAS TROPAS ARGENTINAS LA POSIBILIDAD DE RENDIRSE. CUANDO LA OPERACION DE LAS GEORGIAS, LOS ARGENTINOS SE ENCONTRARON FRENTE A UNA FUERZA CAPAZ DE BATIRLOS ENTONCES SE RINDIERON. NO GUSTARIA DARLES LA MISMA POSIBILIDAD. DECLARO EL CTE. CON UN HUMOR QUE SE PARECE MUCHO A UN DESHERO.

EL ORGULLO ARGENTINO.

UN LENGUAJE QUE DEBE VENIR A LA ORGULLOSA NACION ARGENTINA. 65 AS HIZO TODO POR CONSERVAR EL MITO DE UNA RESISTENCIA HEROICA EN LAS GEORGIAS. CUANDO EN LONDRES SE ANUNCIABA QUE EL JEFE DE LAS TROPAS ARGENTINAS EN LAS ISLAS DE HABIA RENDIDO. LA JUNTA AFIRMAVA QUE UN GRUPO DE HOMBRES CONTINUABA LUCHANDO CONTRA "EL INVASOR". CUANDO LOS BRITANICOS ANUNCIABAN QUE HABIAN TOCADO UN SUBMARINO, LOS ARGENTINOS SE IMAGINABAN HABER ABAYADO UN HELICOPTERO. EN LAS LEJANIAS MALVINAS TODO ES POSIBLE. AUN ELOS SUEÑOS. POR LO MENOS DURANTE UN TIEMPO.

EL TIEMPO AFURA.

COMO SIJO TATCHER. EL TIEMPO AFURA Y GALTIER DESPUES DE HABER HABLADO FUERTE, DEBE PREPARARSE PARA LO PEOR. EL ARCHIPELAGO ESPERA Y SUPRE. EL AUMENTO DE POBLACION PROVOCA ALGUNAS MOLESTIAS. NO ES NADA AGRADABLE VERSE ROBRADO DE HOMBRES ARMADOS QUE NO HAN EN EL MISMO IDIOMA QUE ELLOS. PERO PARA LAS TROPAS ARGENTINAS TAMPOCO ES COLOR DE ROSA. ESO IRA HAY. SEGUN UNA CARTA ESCRITA POR UNA MAESTRA DEL ARCHIPELAGO A SU MARIDO EN LONDRES. "MUCHOS SOLDADOS SON JOVENES DE MENOS DE 20 AÑOS. ALGUNOS FUERTES DE FRIJO Y OTROS COMEN GATOS Y HASTA CREEMOS QUE COMEN CABALLOS LEJOS DEL FRIJO Y DEL ARCHIPELAGO. SIN EMBARGO LA DIPLOMACIA NO PERDIO TODOS SUS DERECHOS. LA OEA AGROBO POR 17 VOTOS CONTRA CERO LA CEDACION INMEDIATA DE LAS HOSTILIDADES POR PARTE DE GRAN BRETANA. LA RESOLUCION RECONOCE LA SOBERANIA ARGENTINA SOBRE LAS MALVINAS Y PROPONE UNA TRESNA Y LA REAPERTURA DE LAS NEGOCIACIONES. CUATRO PAISES SE ABSTUVIERON. SEGUN CHILE, COLOMBIA Y TRINIDAD Y TOBAGO. PARALELAMENTE REAGAN TUVO UNA ULTIMA TENTATIVA PARA IMPEDIR EL CONFLICTO.

3-LE MONDE.

LA ORACION QUE SIGUIO AL DISCURSO "HABIDURO DE LO PREVISTO" DE C. MENDEL EN LA OEA Y EL SILENCIO QUE RECIBIO LA INTERVENCION DEL SEC. AMERICANO SON CONSIDERADOS AHI COMO UNA CLARA DEMOSTRACION DE LA SOLIDARIDAD LATINOAMERICANA FRENTE A LA "APREHENSION" BRITANICA Y A LAS PRESIONES DE WASHINGTON. EL MINISTRO COSTA MENDEL ACUSO DIRECTAMENTE A GRAN BRETANA DE LIBRARSE A UN "ACTO DE GUERRA" EN VISTAS DE RESTABLECER UN "SISTEMA COLONIAL ANACRONICO" AMENAZANDO ASI LA "PAZ DE AMERICA". PERO QUE PODIA ESPERAR LA ARGENTINA DE LA REUNION DE LOS PAISES DEL TIAR? SIN DUDA MAS DE LO QUE ELLA HABIA OBTENIDO SIN EL ATAQUE BRITANICO CONTRA LAS GEORGIAS DEL SUR. SIN LA AMENAZA DE UNA OFENSIVA INMEDIATA CONTRA LAS MALVINAS.

LA RESOLUCION FINAL ES PUES SATISFACTORIA. YA QUE QUE ELLA RECONOCE LA SOBERANIA ARGENTINA SOBRE LAS MALVINAS Y ENISE QUE LA BRETANA DESE LOS COMBATES EN LA ZONA DE NEARIDAD DEFINIDA POR EL TIAR.

ADENAS, LA ARGENTINA PUEDE CONTAR CON EL APOYO "ACTIVO" DE LA URSS EN EL SENIO DE LA ONU. LA UNION SOVIETICA SIGA INADMITI- BLE EL RESTABLECIMIENTO DEL STATUT COLONIAL EN LAS MALVINAS. DECLARO EL ENBAJADOR DE RUSIA EN 65 AS. PRECISO ADENAS QUE LA POSICION DE SU PAIS NO SERIA NEGATIVA PARA LA ARGENTINA EN LA ACTUALIDAD. LOS SOVIETICOS SACAN IMPORTANTES BENEFICIOS ECONOMICOS DE LA TENSION DEL ATLANTICO SUR SIN CORRER NINGUN RIESGO. SIN EMBARGO SE PUEDE PENSAR QUE ELLOS NO SE QUEBRAN PASIVOS EN EL PLANO MILITAR SI G. BRETANA LANZA UN ABALTO CONTRA LAS MALVINAS. MAS AUN, CUANDO ES AS PODRIA PEDIRLES ENTONCES UNA AYUDA DIRECTA.

FINALMENTE SE ESTIMA. AHI QUE LA SOLIDARIDAD DE LOS PAISES EUROPEOS EN EL PLANO ECONOMICO Y POLITICO TIENE POCAS CHANCES DE DESARROLLARSE EN UNA SOLIDARIDAD MILITAR. NO IMPLICA UN ACUERDO EN EL FONDO DE LA CONTROVERSI. EL ECONOMICO DEL "QUAY D'ORNEY" ENALZANDO LA URGENCIA DE UNA NEGOCIACION. FUE RECIBIDO COMO UNA PRUEBA DE LA INMEDIATA CRECIENTE DE EUROPA OCCIDENTAL ANTE LA AGRAVACION DE LA SITUACION EN EL ATLANTICO SUR.

4-LE MATIN.

LA EVENTUALIDAD DE UNA GUERRA SE APROXIMA MIENTRAS LOS ACOTE- MIENTOS ESCAPAN AL CONTROL DE TATCHER. ESCRIBE EL GUARDIAN QUE ESTIMA QUE LA PRIMER MINISTERIO "SUSTITUYENTE PRESTACION POR SUS PROPIOS COMANDANTES MILITARES A MERCED DEL "PUNDO DE ASESINOS" QUE COMANDAN LOS TIROS DESDE 65 AS. EL GOBIERNO NO HA TOMADO TODAVIA LA DECISION POLITICA DE UNA INVASION. PERO LOS MILITARES ESTAN INPATIENTES DE IR ADELANTADO. TACHER QUE LOS PRINCIPALES MIEMBROS DEL GOBIERNO ESTAN DIVIDIDOS SOBRE ESTA CUESTION. TATCHER Y MOTT (DEFENSA) SON FAVORABLES A LA INVASION DE MALVINAS. MIENTRAS QUE FAY (FOREIGN OFFICE) Y WHITEHALL (INTERIOR) GERIAN MAS "MODERADOS". DE TODOS MODOS, TATCHER HARA LO QUE SE LE ANTUSE. ESCRIBIO EL "RESPECTO" UN COTIDIANO POPULAR. ELLA APARENTEMENTE NO ESTABA PREOCUPADA MAYORMENTE POR LOS ATAQUES DEL MARTES DE LA PARTE ARGENTINA. DURANTE LOS APOYOS LABORISTA FRENTE A LA PERSPECTIVA DE UN ATAQUE CONTRA LAS ISLAS MALVINAS. UN ATAQUE QUE PODRIA TRANSFORMARSE RAPIDO EN MASACRE.

PRENSA ARGENTINA.

1-LE TIMES.

UN PRESO ARGENTINO MUERE EN UN "INCIDENTE" UNO DE LOS ARGENTINOS CAPTURADOS EN LA BATALLA DE GEORGIA. EL DOMINGO. MURIO EN UN "SERIO INCIDENTE" EN LA ISLA. ANUNCIANDO ESTO AYER EL MINISTERIO DE DEFENSA DIJO QUE HABIA INFORMADO A LAS AUTORIDADES QUE SE OCUPAN DE LOS INTERERES ARGENTINOS EN VISTA DE LA RUPTURA DE RELACIONES DIPLOMATICAS ENTRE LONDRES Y 65 AS.

ESTE INCIDENTE OCURRIO EL LUNES 28 PEROS EL MINISTERIO SOLO AHORA SE ENTERO DEL MOMBRE DEL FALLECIDO Y TODAVIA NO TIENE MAS DETALLES. DE ESTABLECIO EN LA GEORGIA UNA COMISION DE INVESTIGACION SOBRE LAS INSTRUCCIONES Y SE LE DIO LLEVAR A SIEN SUS INVESTIGACIONES CON LA MAYOR URGENCIA. EL PORTAVOZ DEL MINISTERIO DIJO QUE LAS MEDIDAS TOMADAS ESTABAN CONFORMES AL CONVENIO DE GINEBRA. EL FALLECIDO ERA UNO DE LOS 155 PRESOS DE LA GEORGIA. 16 DE ELLOS FUERON CAPTURADOS EN LEITH. PERO SE SUPONE QUE EL INCIDENTE OCURRIO EN CRIVIVEN. ALGUNOS 398 REF 33 CIVILES ESTAN TODAVIA VIGILADOS POR LOS BRITANICOS QUE CONTROLAN LAS ISLAS.

HASTA AHORA LOS PRESOS DE LAS TROPAS BRITANICAS Y ARGENTINAS HAN RECONOCIDO EL TRATAMIENTO HUMANO QUE HAN RECIBIDO. TODOS LOS MARINOS BRITANICOS FUERON DEVUELTOS SALVOS A GRAN BRETANA POR LOS ARGENTINOS Y EL GOBIERNO BRITANICO DEJA CLARO QUE LOS PRESOS DE LA GEORGIA SERAN REPATRIADOS A ARGENTINA.

EL PORTAVOZ DEL MINISTERIO INDICO AYER QUE 13 CIENTIFICOS BRITANICOS Y 2 MUJERES QUE ESTABAN HACIENDO UNA PELICULA EN LA ISLA SOBRE LA VIDA SALVAJE, ESTABAN A PUNTO DE TRABAJARSE A LA CAMPA MILITAR BRITANICA DE CRIVIVEN DESDE LA LEJANIA PUNTA DE LA ISLA DONDE ESTABAN TRABAJANDO.

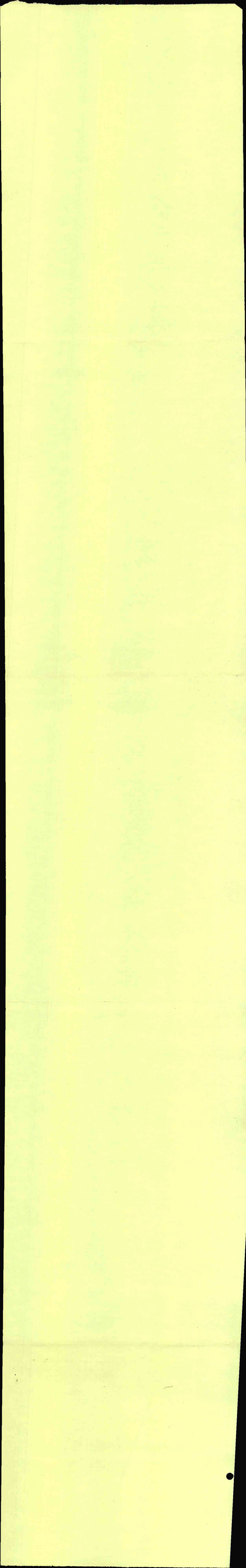
SE OCASIONO UN SERIO PROBLEMA DIPLOMATICO ENTRE GRAN BRETANA E ISRAEL A RAZ DE DENUNCIAS QUE LOS ISRAELIS ESTUBIERON PROPORCIONANDO MUNICIONES DE ARTILLERIA A ARGENTINA PARA AYUDARLA EN SU PROGRAMA DE ADQUISICION DE EMERGENCIA DE ARMAMENTOS. DURANTE UNA RECEPCION EN JERUSALEM AYER NOCHE, EL OTOR GRU DEL MINISTERIO DE REE, SR. HANA BAR-ON, EXPRESO "SU SORPRESA" AL SR. PATRICK HOBELLY, ENBAJADOR BRITANICO, ANTE UN COMUNICADO DEL MINISTERIO DE REE EN LONDRES AYER.

LOS ISRAELIS DE RUEJERON AYER NOCHE A LA REDACCION DE ESTE COMUNICADO QUE ESTABA COMO PARA AUMENTAR TOTALMENTE LOS SU- JETOS SIN FUNDAMENTO RESPECTO A LA POSICION DE ISRAEL FRENTE AL PROBLEMA BRITANICO-ARGENTINO Y REFORMAR POR COMPLETO SU ACTUAL POLITICA.

FIDIERON AL SR. HOBELLY DE TRANSMITIR A LONDRES LA POSICION DE ISRAEL.

CUANDO PREGUNTARON AL SR. HOBELLY EN LA RADIO, LO QUE GRAN BRETANA ESPERA DE ISRAEL, EL CONTESTO SIMPLEMENTE: "ESTIMO QUE DESEMOS LA COMPRENSION DE NUESTRA POSICION Y LAS CONSECUENCIAS EN JUERO".

2-CONCLUSIONES.



324 p
366 p

(3)

LE MONDE . 29 de abril de 1982

Buenos Aires: EL GOBIERNO ESPERA UN "APOYO ACTIVO" DE LA UNION SOVIETICA.

Buenos Aires. La bandera argentina fué izada el 2 de abril en las Malvinas luego de una operación militar que había tomado de sorpresa a Gran Bretaña. Veinticuatro horas después, Buenos Aires sufría una derrota diplomática en el Consejo de seguridad de la O.N.U., que con una excepcional celeridad, votaba una resolución que dejaba ver claramente que la Argentina había violado el derecho internacional. Su aislamiento era entonces casi total. Se considera hoy en Buenos Aires que los papeles se han casi invertido. Si Londres, en efecto ha recuperado las Georgias, sin dificultades, la Argentina estima que se ha reforzado su posición en el seno de la Comunidad internacional y que Gran Bretaña está comprometida en una peligrosa aventura militar.

La ovación que siguió al discurso - más duro de lo previsto- de Costa Méndez en la O.E.A. y el silencio que recibió la intervención del secretario de Estado americano son considerados aquí como una clara demostración de la solidaridad latino-americana frente a la "agresión" británica y a las presiones de Washington. El ministro argentino de Relaciones Extranjeras acusó directamente a Gran Bretaña de librarse a un "acto de guerra" en vistas de restablecer un "sistema colonial anacrónico, amenazando así la "paz de América". Pero qué podía esperar la Argentina de la reunión de los países del T.I.A.R.. Sin duda más de lo que ella habría obtenido sin el ataque británico contra las Georgias del Sur y sin la amenaza de una ofensiva inminente contra las Malvinas.

La resolución final es pues satisfactoria, ya que ella reconoce la soberanía argentina sobre las Malvinas y exige que Gran Bretaña cese los combates en la zona de seguridad definida por el T.I.A.R..

Además, la Argentina puede contar con el apoyo "activo" de la Unión Soviética en el seno de la O.N.U. "La Unión Soviética juzga inadmisibles el restablecimiento del statu colonial en las Malvinas" declaró el Embajador de Rusia en Buenos Aires. Preciso además que la posición de su país "no sería negativa para la Argentina". En la actualidad los soviéticos sacan importantes beneficios económicos de la tensión del Atlántico Sur sin correr ningún riesgo. Sin embargo se puede pensar que ellos no se quedarán pasivos en el plan militar, si Gran Bretaña lanza un asalto contra las Malvinas. Más aún, cuando Buenos Aires podría pedirles entonces una ayuda directa.

Finalmente, se estima aquí que la solidaridad de los países europeos en el plan económico y político tiene pocas chances de desembocar en una solidaridad militar y no implica un acuerdo en el fondo de la controversia. El comunicado del "Quai d'Orsay" subrayando "la urgencia de una negociación" fué recibido como una prueba de la inquietud creciente de Europa Occidental ante la agravación de la situación en el Atlántico Sur.

La voluntad de no trabar los esfuerzos desplegados en el plan diplomático por que Gran Bretaña sea reconocida ~~reconocida~~ y condenada como "agresor" podría explicar el silencio de las autoridades durante la jornada del lunes. Durante 24 horas los argentinos se quedaron sin noticias oficiales del desarrollo de los acontecimientos en las Georgias del Sur. Fué recién en las primeras horas del martes que se afirmó oficialmente que marinos argentinos "continuaban luchando" contra las fuerzas británicas.

Se asegura igualmente que, contrariamente a las declaraciones del gobierno británico, hubo muertos de los dos lados. Un helicóptero habría sido abatido por las fuerzas argentinas y cuatro barcos de desembarco se habrían ido a pique. Los dos comunicados de la Junta difundidos en la noche del lunes al martes, no llegaron casi a tranquilizar a los argentinos que aún no saben si están próximos al desenlace o si la guerra ha comenzado ya. El anuncio de un ataque inminente a las Malvinas, hecho en Washington por el ministro Costa Méndez, no ha hecho más que desorientar más aún.

De un artículo de Jacques Despres.

BUENOS-AIRES : le gouvernement espère un « soutien actif » de l'Union soviétique

32910

Correspondance

gravation de la situation dans l'Atlantique Sud.

La volonté de ne pas entraver les efforts déployés au plan diplomatique pour que la Grande-Bretagne soit reconnue et condamnée comme « agresseur » pourrait expliquer le silence des autorités durant la journée de lundi. Pendant vingt - quatre heures, les Argentins sont restés sans nouvelles officielles du déroulement des événements en Georgie du Sud. C'est seulement aux premières heures de mardi qu'on a affirmé officiellement que des fusiliers marins argentins « continuaient de lutter » contre les forces britanniques.

On assure également que, contrairement aux déclarations du gouvernement britannique, il y a eu des morts des deux côtés. Un hélicoptère aurait été abattu par les forces argentines et quatre bateaux de débarquement auraient été coulés. Les deux communiqués de la junte diffusés dans la nuit de lundi à mardi ne sont guère parvenus à rassurer les Argentins qui ne savent toujours pas si le dénouement de la crise est proche ou si la guerre a déjà commencé. L'annonce faite à Washington par M. Costa Mendez d'une attaque imminente contre les Malouines n'a fait que les désorienter davantage.

JACQUES DESPRÉS.



A TRAVERS LE MONDE

Algérie

● **LES PERSONNELS DE L'AM-BASSADE DE FRANCE, DU CONSULAT GENERAL D'ALGER ET DES CENTRES CULTURELS FRANÇAIS EN ALGERIE** ont observé, mardi 27 avril, un arrêt de travail d'une heure par solidarité avec les employés du Centre culturel français d'Alger, en grève depuis le 21 mars, pour réclamer un statut (le Monde du 8 avril). A la suite d'entretiens avec les représentants des grévistes, le Quai d'Orsay accepterait de reconnaître aux intéressés la qualité d'agents de l'Etat, mais refuserait toujours leur rattachement à l'ambassade. — (Corresp.)

Etats-Unis

● **DEBUT DU PROCES HINC-KLEY.** — Le procès de John Hinckley, le jeune homme qui tenta d'assassiner le président Reagan le 30 mars 1981, s'est ouvert mardi 27 avril, à Washington. L'accusé a plaidé non coupable, pour cause de démence, et a reconnu avoir tiré sur M. Reagan avec un pistolet de calibre 22, le blessant grièvement. Les avocats d'Hinckley entendent montrer que leur client, souffrant de troubles mentaux, n'a agi que pour attirer l'attention de l'actrice Jodie Foster. L'accusé

assisté à cette première séance, consacrée à la sélection du jury. L'air absent et sans intervenir. Selon le président du tribunal, le procès pourrait durer un mois. — (A.F.P., Reuter.)

● **ATTENTAT CONTRE LES BUREAUX DE LA LUFTHANSA A NEW-YORK.** — Une bombe a explosé ce mercredi 28 avril à 2 heures du matin (heure de New-York) devant les bureaux de la compagnie aérienne ouest-allemande, dans le centre de Manhattan. Il n'y a pas eu de victime, et les dégâts matériels semblent peu importants. La Ligue de défense juive, une organisation activiste responsable de nombreux attentats semblables ces dernières années, a revendiqué cette action. — (A.P., U.P.I.)

Guatemala

● **VINGT PAYSANS ONT ETE MASSACRES**, le lundi 26 avril, dans une localité du département de Chimaltenango, à l'ouest de Guatemala-City. Les autorités militaires ont accusé la guérilla de ce crime, tandis que les rebelles rejettent sur les forces armées la responsabilité des nombreux assassinats collectifs perpétrés, depuis plusieurs années, dans les campagnes à majorité indienne du pays. La junte du général Rios Montt assure que toutes ces affaires « font l'objet d'une enquête de la part du gouvernement guatémaltèque ». — (A.F.P., U.P.I.)

Namibie

● **L'OFFENSIVE DE LA SWAPO** (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain), dans le nord de la Namibie (le Monde daté 18 et 19 avril), a échoué, a déclaré mardi 27 avril un porte-parole du ministère sud-africain de la défense. « Les infiltrés filent maintenant comme des rats », a-t-il commenté. A Windhoek, un porte-parole officiel a déclaré, de son côté, que cette offensive était « en train de mal tourner ». Cette opération — la huitième depuis juillet 1976 — est la plus importante jamais tentée par la SWAPO au sud de la ligne séparant la zone opérationnelle et les régions « blanches », à 200 kilomètres au sud de la frontière angolaise. Selon des sources informées à Windhoek, une centaine de guérilleros ont infiltré le « triangle de la mort », formé par les villes de Tsumeb, de Grootfontein et d'Otavi, et une cinquantaine d'entre eux, sont maintenant repliés dans les monts Otavi. — (A.F.P.)

Buenos-Aires. — Le drapeau argentin était hissé, le 2 avril, sur les Malouines à l'issue d'une opération militaire qui avait totalement pris de court la Grande-Bretagne. Vingt-quatre heures après, Buenos-Aires essayait une déroute diplomatique au Conseil de sécurité de l'ONU, qui, avec une exceptionnelle célérité, votait une résolution laissant clairement entendre que l'Argentine avait violé le droit international. Son isolement était alors à peu près total. On considère aujourd'hui, à Buenos-Aires, que les rôles sont presque inversés. Si Londres, en effet, a récupéré sans difficultés l'archipel de Georgie du Sud, l'Argentine estime que sa position au sein de la Communauté internationale s'est renforcée et que la Grande-Bretagne s'est engagée dans une dangereuse aventure militaire.

L'ovation qui a suivi le discours — plus dur que prévu — de M. Nicanor Costa Mendez à l'O.E.A. et le silence qui a accueilli l'intervention du secrétaire d'Etat américain sont considérés ici comme une claire démonstration de la solidarité latino-américaine face à l'« agression » britannique et aux pressions de Washington. Le ministre argentin des relations extérieures a accusé directement la Grande-Bretagne de s'être livrée à un « acte de guerre », en vue de rétablir « un système colonial anachronique », menaçant ainsi « la paix de l'Amérique ». Mais que pouvait espérer concrètement l'Argentine de la réunion des pays signataires du TIAR (traité interaméricain d'assistance réciproque) ? Plus sans doute que ce qu'elle aurait obtenu sans l'attaque britannique contre la Georgie du Sud et sans la menace d'une offensive imminente contre les Malouines.

La résolution finale est donc considérée comme satisfaisante, car elle reconnaît la souveraineté argentine sur les Iles Malouines et exige de la Grande-Bretagne qu'elle cesse les combats dans la zone de sécurité définie par le TIAR.

En outre, l'Argentine peut compter sur l'appui « actif » de l'Union soviétique au sein de l'ONU. « L'Union soviétique juge inadmissible le rétablissement du statut colonial sur les Malouines », a déclaré l'ambassadeur de l'U.R.S.S. à Buenos-Aires, M. Sergueï Striganov. Il a précisé que la position de son pays au sein du conseil de sécurité « ne serait pas négative pour l'Argentine ». Les Soviétiques ont, jusqu'à présent, tiré d'importants bénéfices économiques et politiques de la tension dans l'Atlantique Sud sans courir aucun risque. On peut penser toutefois qu'ils ne resteront pas passifs sur le plan militaire, si la Grande-Bretagne lance un assaut contre les Malouines. D'autant que Buenos-Aires pourrait alors leur demander une aide directe.

Enfin, on estime ici que la solidarité des pays européens sur le plan économique et politique a peu de chances de déboucher sur une solidarité militaire et n'implique pas un accord sur le fond de la controverse. Le communiqué du Quai d'Orsay soulignant « l'urgence d'une négociation » a été accueilli comme une preuve de l'inquiétude croissante de l'Europe occidentale devant l'ag-

d'une visite officielle de six jours au Canada et au Québec.

Québec. — « Ottawa d'abord... le Québec avant tout ! » Seul un humoriste pouvait rendre en si peu de mots le sentiment qui prévaut à l'issue de la visite officielle que M. Pierre Mauroy a effectuée au Canada et au Québec du 22 au 27 avril. La contradiction n'est qu'apparente. La chaîne anglaise de la télévision canadienne attribuait, mardi soir, l'absence d'incidents entre Ottawa et Paris, à propos du Québec, au « tact diplomatique qui a fait la célébrité de la France ».

Autant la préparation du voyage du premier ministre français au Canada avait été difficile en raison des exigences du gouvernement fédéral, autant la visite elle-même s'est déroulée sans fausse note. Il est vrai que, contrairement à ce qui s'était passé lors du séjour de M. Raymond Barre en février 1979, tout avait été prévu dans les moindres détails pour éviter un incident protocolaire. Cette fois-ci, comme se plaisaient à le répéter certains hauts fonctionnaires québécois, visiblement ravis de la tournure des événements, « tout a baigné dans l'huile ».

Seul le départ de M. Mauroy pour Paris posait problème. Qui le saluerait à son départ, un ministre fédéral ou un membre du gouvernement québécois ou bien encore, comme ce fut le cas avec M. Barre, des représentants des deux gouvernements ? Le problème fut résolu par une innovation qui sembla déconcerter la délégation française : M. Mauroy eut droit à deux cérémonies d'adieu, l'une à Québec, en présence du premier ministre de la province, M. René Lévesque, et l'autre à Montréal, en présence du ministre fédéral de la défense, M. Gilles Lamontagne.

A l'aéroport de Québec, point de Marseille ni de protocole, mais une simple chorale de jeunes gens dirigée par la chanteuse Fabienne Thibault. Cette cérémonie fut à l'image de l'ensemble du séjour au Québec : détendue et bon enfant. Au-delà de la convergence de vues sur tous les points abordés, Français et Québécois ont semblé animés d'une amicale complicité qui s'est maintenue tout au long de la visite au cours des deux principales séances de travail et dans les nombreuses apparitions publiques de M. Mauroy à Jonquière, Chicoutimi, Montréal et Québec.

Les deux parties ont accordé beau-

coup d'œil, énergie, télématique, etc.), ont donné lieu à une séance de signature. Dans l'entourage de M. Lévesque, on se félicite des accords intervenus sur le plan économique. On remarque que cela constitue une évolution par rapport au gouvernement de M. Barre et de ses prédécesseurs, qui avaient tendance à accorder un peu trop d'importance au « folklore ».

La visite du premier ministre français a donné, en tout cas, l'occasion au gouvernement québécois de surmonter sa morosité et de fournir la preuve à Ottawa qu'il reste un partenaire apprécié à Paris, malgré son échec au référendum sur la souveraineté-association et son isolement au sein de la Fédération.

Non pas « cousins » mais « frères »

M. Lévesque a exprimé sa satisfaction à ce sujet en déclarant : « Tout ce que nous attendons de la France, c'est qu'elle comprenne les choix du Québec et qu'elle les appuie à partir du moment où ils se font démocratiquement. » Le premier ministre commentait alors la formule utilisée par M. Mauroy, qui reprenait presque mot pour mot la phrase de MM. Giscard d'Estaing et Barre sur la « compréhension » et l'« appui » de la France en toutes circonstances.

Dans un discours prononcé mardi devant l'Assemblée nationale du Québec, M. Mauroy a tenu des propos qui vont peut-être au-delà du « juste milieu » dont il avait parlé à Ottawa.

« Nous ne sommes pas cousins, mais frères. (...) La France est désormais là, bien présente et attentive. Elle ne vous abandonnera pas une seconde fois. Cette solitude infinie que vous avez endurée appartient au passé. Je le dis avec force : le peuple de France se tient fermement aux côtés de votre peuple. Le Québec n'est plus, ne sera plus jamais seul au monde. (...) La France, profondément respectueuse des droits de chacun, ne peut se permettre la moindre ingérence, mais sachez bien qu'elle suit l'évolution de votre communauté avec une attention passionnée. » Et puis, cette phrase qui sera sans doute mal reçue à Ottawa : « Pièce véritablement maîtresse de la francophonie mondiale, le Québec doit être présent dans tous les forums internationaux consacrés au français. »

ALAIN ROLLAT et
BERTRAND DE LA GRANGE.

ainsi que le commandant Pardo Zancada ; des peines de prison s'échelonnant entre douze et un an et demi pour les vingt-six autres accusés ; l'expulsion de l'armée de tous les accusés, sauf trois. Ce sont des peines sévères que le procureur militaire, le général José Manuel Claver, a demandées, le mardi 27 avril, à l'issue de son réquisitoire, dont la lecture a duré six heures, contre les auteurs de la tentative de putsch du 23 février 1981.

Le général Claver a maintenu les peines provisoires qu'il avait sollicitées pour les principaux accusés à l'issue de l'instruction (trente ans de réclusion sont le maximum prévu par la législation espagnole), mais il a réduit celles qu'il avait demandées pour les officiers de grade inférieur.

Tous les accusés, à des degrés divers, sont coupables du délit de rébellion militaire, a-t-il affirmé. Les trois éléments constitutifs d'un tel délit ont été clairement démontrés, selon lui, durant le procès : il s'agissait bien d'un « soulèvement en armes » dirigé contre « l'ordre constitutionnel et le gouvernement » et « commandé par des militaires ». Toutefois, bien que ce délit soit « le plus grave » de tous ceux que reconnaît la législation pénale de l'armée, il n'affecte pas l'honneur militaire, a-t-il ajouté : une préclusion qui a son importance dans les rangs de l'armée espagnole.

Dans son réquisitoire, le général Claver a démonté un argument-clé de la défense en se fondant sur les déclarations du principal accusé, le général Milans del Bosch. Celui-ci avait affirmé que l'ancien précepteur du roi, le général Armada, lui avait rapporté, le 10 janvier 1981 à Valence, des « confidences » de Juan Carlos. Le roi désirait, à en croire ces « confidences », un sérieux « coup de barre » dans la politique du pays. De tels propos (d'ailleurs niés par le général Armada) peuvent difficilement servir de justification au coup d'Etat, a souligné le procureur, puisque la préparation de ce dernier a commencé bien plus tôt, vers le mois de juin 1980. Le général Claver a rappelé les contacts répétés durant le deuxième semestre de 1980 entre le général Milans del Bosch (représenté par son aide de camp, le colonel Mas) et le lieutenant-colonel Tejero pour mettre au point la prise du Congrès des députés.

En outre, le procureur s'est étonné qu'aucun des accusés n'ait jamais tenté de vérifier directement auprès du souverain si les intentions qui lui étaient attribuées étaient exactes. Pourtant certains d'entre eux, comme le général Milans del Bosch,

APRÈS LA PUBLICATION PAR LE « FIGARO MAGAZINE » DE LA CONFESSION DU PÈRE PELLECE

Le Père Madelin dénonce la campagne menée contre les jésuites d'Amérique centrale

La publication, par le Figaro-Magazine, du 24 avril, d'une longue « confession » d'un jésuite guatémaltèque, guerrillero repent, relance l'offensive menée depuis quelque temps par les milieux de droite, contre l'action des jésuites en Amérique centrale. Dans une interview par la Croix, du 28 avril, le père Henri Madelin, provincial des jésuites français, répond aux accusations.

Lorsque le Père Luis Pellecer était apparu fin septembre 1981 à une conférence de presse télévisée, organisée par le gouvernement du Guatemala, ce jésuite — « disparu » depuis trois mois — avait surpris par ses révélations. Il affirmait notamment que « la Compagnie de Jésus a collaboré directement avec les mouvements subversifs au Nicaragua, au Salvador et au Guatemala » et assurait avoir lui-même fait partie du mouvement de guérilla E.G.P. (Armée de la guérilla des pauvres). Les responsables de la province jésuite d'Amérique centrale avaient aussitôt indiqué que cette confession avait été extorquée au Père Pellecer (le Monde du 3 octobre et daté 4-5 octobre 1981).

La vidéocassette de cette confession a ensuite circulé en Colombie, dont le contenu se retrouve, sous une forme « perfectionnée » — le terme est du Père Madelin — dans le dossier présenté par le Figaro-Magazine, assorti d'une lettre du Père Pellecer, qui affirme que tout ce qu'il dit est « strictement authentique ». Le provincial des jésuites, en revanche, évoque les « attaques calomnieuses » dont sont l'objet les jésuites d'Amérique centrale.

Parlant du Père Pellecer, qui n'a pas reçu l'autorisation de rencontrer les jésuites, le Père Madelin dit : « Ou cet homme cherche le repentir, ou il est soumis à une pression psychologique et même chimique. Les

psychiatres qui ont vu l'enregistrement vidéo et qui connaissent son dossier ont émis un jugement selon lequel il s'est

Danemark

● REMANIEMENT MINISTÉRIEL. — M. Bent Hansen a été remplacé, le mardi 27 avril, au ministère des affaires sociales, par M. Bent Rold Andersen, universitaire, spécialiste des questions économiques et sociales. M. Hansen a dû abandonner son portefeuille pour raisons de santé. — (Corresp.)

Pologne

● DANS UN APPEL DIFFUSE A BONN, un groupe d'intellectuels polonais se plaint de l'indifférence de la R.F.A. — et de l'Occident en général — à l'égard de la tragédie leur pays. Ce texte est signé par des personnalités vivant en émigration polonaise.

DIA 29 de ABRIL DE 1982.

TIMES: Los británicos van a instaurar un bloqueo de todos los buques y aviones alrededor de las Falklands.

TIMES: Haig dispuesto a ir a cualquier lugar y en cualquier momento para evitar la guerra.

TIMES: Disputa británica-israelí por ventas de armas.

LE MONDE: Buenos Aires: el gobierno espera un apoyo activo de la reunión soviética.

LE QUOTIDIEN: La guerra de cerca.

La noche de la falsa alarma.

TIMES: Un preso argentino muere en un "incidente".

TIMES: Thatcher abriendo el debate de la crisis.

363 fr. 322 B

THE



THURSDAY A

Britain to blockade all ships and planes around the Falklands

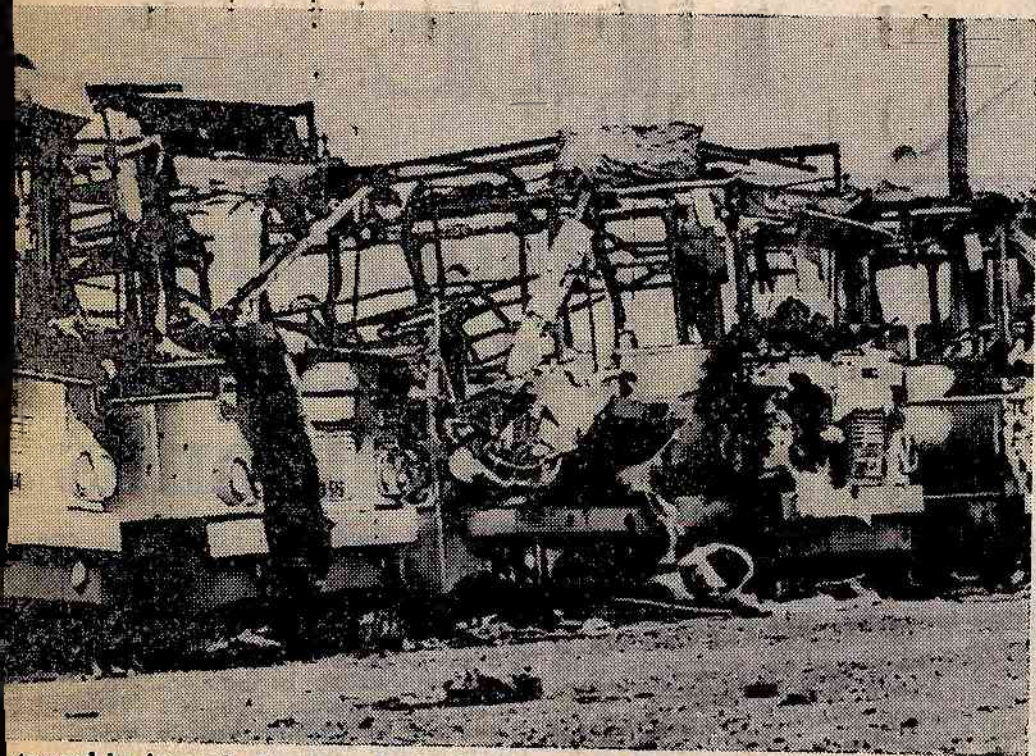
● A new blockade of all ships and aircraft within 200 miles of the Falkland Islands, to come into force at midday (BST) tomorrow, was announced yesterday by the Ministry of Defence. It also revealed that an Argentine prisoner had died in a "serious incident" on South Georgia.

● In Washington, where an imminent British landing on the islands was considered almost inevitable, desperate attempts were being made to salvage

the Haig mediation effort. But the military junta in Buenos Aires, while considering the latest American proposals, said it expected fighting within 48 hours.

● Mrs Thatcher is to open today's emergency debate in the Commons, the fourth this month. Labour's National Executive Committee backed the line taken by Mr Foot about responding to the United Nations Secretary-General's appeal.

DAY APRIL 29 1982



destroyed in Armagh, Northern Ireland, yesterday. Five terrorists held up security and planted incendiary devices in the vehicles, worth more than £800,000.

TIMES - JUEVES 29 DE ABRIL DE 1982

LOS BRITANICOS VAN A INSTAURAR UN BLOQUEO DE TODOS LOS BUQUES Y AVIONES
ALREDEDOR DE LAS FALKLANDS

- Un nuevo bloqueo de todos los buques y aviones dentro de las 200 millas de las Falklands se establecera manana a mediodia (BST) anuncio ayer el Ministro de Defensa. Tambien revelo que un preso Argentino habia fallecido en un "grave accidente" en la Georgia.
- En Washington, donde un desembarque britanico inminente en las islas estaba considerado casi inevitable, se hicieron esfuerzos desesperados para salvar el empeno de mediacion de Haig. Pero la junta militar en Buenos Aires, mientras examinaba las ultimas proposiciones americanas dijo que esperaba el combate en las 48 horas a venir.
- La Sra. Thatcher va a abrir hoy un debate de emergencia en los Comunes, el cuarto de este mes. El Comite Ejecutivo Nacional de los Laborales apoyo la linea tomada por el Sr. Foot referente a la contestacion al llamado del Secretario General de las Naciones Unidas.

B.S.T. (HORA BRITANICA DE VERANO)

32510

TRADUCCION del TIMES del 29 Abr 1982

por NOCHOLAS ASHEJORD, Washington 28

HAIG DISPUESTO A IR "A CUALQUIER LUGAR EN CUALQUIER MOMENTO" PARA EVITAR LA GUERRA

Con el desembarque británicos considerado casi inevitable, los EE UU intentan desesperadamente hacer aceptar a Gran Bretaña y Argentina una solución pacífica.

Un portavoz del Dpto de Estado desmintió el hecho que ARGENTINA haya rechazado la proposición de otro viaje del Sr HAIG a Bs As para discutir proposiciones de arreglo. El Sr HAIG hizo llegar las últimas proposiciones americanas.

El domingo el Sr COSTA MENDEZ dijo que ARGENTINA no reanudaría las negociaciones por intermedio del Sr HAIG actualmente por la reocupación británica de la Georgia. No obstante se señala que el Sr HAIG se entrevistó en reiteradas ocasiones telefónicamente con el Sr COSTA MENDEZ.

El portavoz recalcó que ni ARGENTINA ni Gran Bretaña habían rechazado las proposiciones americanas. Pero estos últimos mencionaron que parte de las mismas eran inaceptables.

El portavoz desmintió que el Pte REAGAN sometió su propio plan de arreglo a ARGENTINA, lo que decían los argentinos.

Oficialmente, los EE UU no divulgan el contenido de sus últimas proposiciones. Pero fuentes americanas decían que éstas pedían a Argentina de sacar sus fuerzas de las Falklands, y a Gran Brétaña de aflojar su presión naval alrededor de las islas.

Durante el período de interín los EE UU fiscalizarían de las fuerzas, sin embargo no quedó claro si las proposiciones sugieren el involucramiento directo de unidades militares americanas.

Las proposiciones intentan evitar los 2 puntos más importantes de la negociación:

- 1- La soberanía Argentina.
- 2- La insistencia británica a que los isleños puedan decidir.

del 19 de mayo de 1962
por el Sr. Jefe de la Oficina de Asesoría Jurídica
del Poder Judicial de la Federación

En el expediente 100/1962, promovido por el Sr. Jefe de la Oficina de Asesoría Jurídica del Poder Judicial de la Federación, con el fin de que se emita un dictamen sobre la legalidad de la propuesta de modificación de la Ley de Fomento y Asistencia para el Desarrollo Rural, en el Estado de México.

En el expediente 100/1962, promovido por el Sr. Jefe de la Oficina de Asesoría Jurídica del Poder Judicial de la Federación, con el fin de que se emita un dictamen sobre la legalidad de la propuesta de modificación de la Ley de Fomento y Asistencia para el Desarrollo Rural, en el Estado de México.

En el expediente 100/1962, promovido por el Sr. Jefe de la Oficina de Asesoría Jurídica del Poder Judicial de la Federación, con el fin de que se emita un dictamen sobre la legalidad de la propuesta de modificación de la Ley de Fomento y Asistencia para el Desarrollo Rural, en el Estado de México.

En el expediente 100/1962, promovido por el Sr. Jefe de la Oficina de Asesoría Jurídica del Poder Judicial de la Federación, con el fin de que se emita un dictamen sobre la legalidad de la propuesta de modificación de la Ley de Fomento y Asistencia para el Desarrollo Rural, en el Estado de México.

En el expediente 100/1962, promovido por el Sr. Jefe de la Oficina de Asesoría Jurídica del Poder Judicial de la Federación, con el fin de que se emita un dictamen sobre la legalidad de la propuesta de modificación de la Ley de Fomento y Asistencia para el Desarrollo Rural, en el Estado de México.

En el expediente 100/1962, promovido por el Sr. Jefe de la Oficina de Asesoría Jurídica del Poder Judicial de la Federación, con el fin de que se emita un dictamen sobre la legalidad de la propuesta de modificación de la Ley de Fomento y Asistencia para el Desarrollo Rural, en el Estado de México.

En el expediente 100/1962, promovido por el Sr. Jefe de la Oficina de Asesoría Jurídica del Poder Judicial de la Federación, con el fin de que se emita un dictamen sobre la legalidad de la propuesta de modificación de la Ley de Fomento y Asistencia para el Desarrollo Rural, en el Estado de México.

En el expediente 100/1962, promovido por el Sr. Jefe de la Oficina de Asesoría Jurídica del Poder Judicial de la Federación, con el fin de que se emita un dictamen sobre la legalidad de la propuesta de modificación de la Ley de Fomento y Asistencia para el Desarrollo Rural, en el Estado de México.

EX-100-1962
100/1962
100/1962

Haig ready to go 'anywhere any time' to prevent war

From Nicholas Ashford, Washington, April 28

Parliamentary report	4
Falklands roundup	6
E P Thompson	12
Leading article, letters	13
Argentine debt	17

With a British landing on the Falkland Islands considered almost inevitable, the United States was today desperately trying to salvage its three-week-old mediation effort, and to persuade Britain and Argentina to accept its proposals for a peaceful solution to the dispute.

A State Department spokesman today denied reports from Buenos Aires that Argentina had rejected a request by Mr Alexander Haig, the Secretary of State, to make a further visit to the Argentine capital to discuss settlement proposals.

The spokesman said that Mr Haig had transmitted the latest American proposals to Buenos Aires earlier this week, and had also presented them to Señor Nicanor Costa Méndez, the Argentine Foreign Minister, when he arrived here on Sunday to participate in the meeting of the Organization of American States (OAS).

Mr Haig was prepared to go anywhere at any time if Britain and Argentina felt that he could be of help in preventing the two countries from going to war in the South Atlantic, the spokesman said.

There has been considerable confusion — caused partly by a series of conflicting reports from Argentina — about the status of Mr Haig's peace mission, and the nature of the latest American proposals.

On Sunday, Señor Costa Méndez said that Argentina would not resume negotiations through Mr Haig for the time being, because of Britain's reoccupation of

South Georgia. However, American officials pointed out that Mr Haig had had numerous telephone conversations with Señor Costa Méndez since his arrival in Washington, and had also had at least two meetings with him during the OAS meeting.

The State Department said that the proposals which have been submitted to the Argentines are the same as those presented to Mr Francis Pym, the Foreign Secretary, when he was in Washington last week. The spokesman noted that neither Britain nor Argentina had rejected the proposals, though Britain has said that parts of the American plan were "unacceptable".

The spokesman denied Argentine reports that President Reagan had submitted his own settlement plan to Argentina. The Administration was united in its approach to the Falklands dispute, the spokesman said.

Although American officials are trying to convey the impression that their peace initiative is still very much alive — "this is not the final round of discussions", the spokesmen said — they have not disguised what they believe to be the gravity of the situation.

"The crisis has reached a critical point", the spokesman said, adding that the United States hoped to receive a detailed response from both countries before

further blood was shed. "There is no ultimatum and no deadline in responding to the American proposals, other than the reality that the movement of military forces poses a great danger of further escalation", he said.

Officially, the United States is not divulging the contents of its latest proposals, except that they are refinements of ideas evolved during Mr Haig's talks with the British and Argentines. But American sources said that they call for Argentina to withdraw its forces from the Falklands, in accordance with Security Council resolution 502, and for Britain to ease its naval pressure around the islands.

The defusing of the military situation would then be followed by negotiations over the future of the islands, in which the islanders would have the opportunity to express their views. During this interim period the United States would monitor the withdrawal of forces, although it is unclear whether the proposals suggest direct involvement of American military units.

The proposals are intended to get round the two main sticking points in the negotiations—Argentina's insistence that its sovereignty over the islands be guaranteed, and Britain's insistence that the wishes of the islanders should be paramount.

□ Buenos Aires: Argentina was tonight braced for war within 48 hours, despite the apparent arrival of fresh peace proposals from the United States (Christopher Thomas writes). "We have an Continued on back page

the membership of the consequences of voting for Denis Healey".

A further resolution, in a demand which if it had been implemented last year would also probably have produced a recommendation for Mr Tenn, proposes that the conference itself should make its preference clear.

Last year Nupe was one of only a small minority of unions to ballot its members on the deputy leadership issue. The outcome was a surprise to the Healey camp, which had feared either that the vote would reflect the publicly expressed personal preference of Mr Alan Fish-

executive for calling the ballot and then abiding by it and proposes that, the "in order to extend the democratic process within the union", there should also be a ballot on who the union should support in party national executive elections.

Another resolution, from Nottingham General Hospitals demands that "never again should Nupe be involved in the vote for the election of Labour's leadership". Such elections, the resolution says, should be restricted to individual party members rather than be open to union members of "all political persuasions".

TUC leaflet war on June 10 'Union Day'

By Paul Routledge, Labour Editor

June 10 has been declared "Union Day" by the TUC. On that date, millions of leaflets explaining the "positive role" of trade unions and why they oppose the Government's labour law reforms will be handed out at railway and bus stations, factory gates, shopping precincts and other places.

A small army of union volunteers is being brought into action to get across the central theme of the labour movement's campaign against the forthcoming Employment Act: "Look after yourself... look after your union."

The "UNION Day" is a far cry from the "Day of Action" two years ago against Mr James Prior's Employment Act, 1980, which sought, without much success, to mobilize workers for a one-day general strike against the Government's curbs on union power.

The emphasis this time is on argument and persuasion rather than the fundamentalist policy of protest strikes in the factories. An "action pack" of posters, leaflets, a pamphlet entitled *Put Your*

and other publicity material has been posted to hundreds of thousand of unionized workplaces.

A travelling TUC exhibition on the history of "legal attacks" on unions which highlights the main provisions of Mr Norman Tebbit's forthcoming Employment Act is touring union conferences, and the TUC is holding "briefing conferences" for union officials and activists throughout the country.

□ Union leaders of 600,000 building and civil engineering manual workers yesterday rejected a 5.2 per cent pay offer that would increase guaranteed minimum earnings in the industry from £86.19 to £90.67 a week. Labourers' earnings would go up from £73.51½ to £77.41½.

The employers said that the continuing recession in the industry, which was threatening the survival of many firms, limited the scope for improvements in pay and fringe benefits. Further negotiations take place on

system of government in Northern Ireland, Mr James Prior, Secretary of State, urged them yesterday not to miss the opportunity simply because they imagined that the future constitution of the Province was up for negotiation between the London and Dublin governments. With great emphasis, Mr Prior told the House of Commons "it is not".

Northern Ireland's constitutional future was and would remain a matter for the people of Northern Ireland, for the British government and for the Westminster Parliament.

Opening the debate on the controversial White Paper "A Framework for Devolution", Mr Prior appealed to politicians on both sides of the Northern Ireland community to saw the proposals as a chance to govern themselves responsibly.

Pointing out that neither side could have had everything they sought because positions were at the moment too far apart for that, Mr Prior added that there was no question either of discounting the views of one group to give the other all that it hoped for.

But within minutes of Mr Prior resuming his seat, the almost intractable problems of Northern Ireland were exposed for all to see. Mr James Molyneux, leader of the Official Unionist Party, denounced the proposals in the White Paper as totally unworkable.

Almost at once the Rev Ian Paisley, of the Democratic Unionists, was on his feet. While deploring the power sharing concepts in the White Paper, Mr Paisley gave a general welcome to the proposals for elections.

But, while Mr Prior will have gained some comfort from one section of the unionist brigade, and from the Majority of Tory MPs, the Labour Party and the Liberal — the divisions with Mr Molyneux would appear to be so wide as to be almost unbridgeable.

US peace mission

Continued from page 1

unbreakable spirit and faith in final victory," it declared.

The military junta, meeting in emergency session, issued its thirty-fifth and toughest communiqué on the crisis, leaving no doubt that the war machine was ready, and that conciliation efforts were now unlikely to succeed.

The communiqué, issued at 11 am local time (3 pm British time) after the declaration by Britain of the air and sea war zone, said the Argentines expected military operations in 24 to 48 hours. In an apparent reference to the South Georgia victory, it rejected "the psychological action by the British invader" which have strengthened Argentina's spirit and will to fight.

Virtually the entire fleet of nine destroyers, four submarines, one cruiser and the aircraft carrier, 25 de Mayo, was at sea tonight.

Admiral Gualter Allara, commander of the fleet, was on board the carrier, but it seemed that still he had not directed the main body of ships to enter the 200-mile combat zone surrounding the Falklands.

The latest American peace plan was passed to the Argentine authorities a few days ago by Mr Harold Shlaudeman, the United States ambassador in Buenos Aires. The junta today told *Clarín*, the Argentine newspaper with the best connexions in the military, that the proposal fell short of the Government's conditions.

and his team report from
a, and there is news of the latest
ments on the home front.

Political Broadcast: by the Liberal
0.05 News from ITN. and Thames
adlines.

Foot Blues: Police drama series. A
er is after the 50,000-dollar reward
for information about the murder of
r.

Man: New comedy series about the
n working on a women's magazine.
Lawrence Pressman.

The Papers Say: with Paul Foot of the
rror.

Mary Craig on love and the mystery

who not only fits snugly inside her
victims' skins but, more important,
seems to understand precisely what
goes on inside their minds, too.

● Radio highlights on an
exceptionally attractive day: a
second chance to hear Ian
Cotterell's acclaimed production of
THE TRAGEDY OF CORIOLANUS
(Radio 3, 7.00pm), with Richard
Pasco in the title role, Fabia Drake
(Volumnia), Tom Pigott-Smith (Tullus

BBC 1

BBC CYMRU/WALES 12.57-1.0 News
of Wales. 6.0-6.25 Wales Today. 7.0-
7.25 Heddiw. 9.0-9.5 Party Political
Broadcast (Welsh Liberal Party). 12.0-
12.25 Micros in the Classroom. 12.25
News of Wales. SCOTLAND 12.55-1.0
Scottish News. 6.0-6.25 Reporting
Scotland. 8.0-8.30 Sorry! 9.0-9.5
Party Political Broadcast (Scottish
Liberal Party). 12.0 midnight Scottish
News Summary. NORTHERN IRELAND
11.30-11.50 For Schools: 12.57-1.0
Northern Ireland News. 3.53-3.55
Northern Ireland News. 6.0-6.25
Scene Around Six. 8.0-8.30 Space
Oddity. 12.0 midnight Northern
Ireland News. ENGLAND 6.0-6.25
Regional Magazines; 12.5 am Close.

FALKLANDS CRISIS: Because the
ITN News at Ten has been
extended by a quarter of an hour,
programmes after 10.45 pm will
be screened 15 minutes later
than stated in this guide. In some
cases programmes scheduled for
after 10.45 have been dropped.

365p. 346 (b)

TRADUCCION del TIMES del 29 Abr 82.

por CRISTOPHER WALKER, en JERUSALEN, el 28 Abr 82.

Se ocasionó un serio problema diplomático entre GRAN BRETAÑA e ISRAEL a raíz de denuncias que los israelíes estuvieron proporcionando municiones de artillería a ARGENTINA para ayudarla en su programa de adquisición de emergencia de armamentos. Durante una recepción en JERUSALEM ayer noche, el Director General del Ministerio de RR EE, Sr HANAN BAR-ON, expresó "su sorpresa" al Sr PATRICK MOBERLY, el embajador británico, ante un comunicado del Ministerio de RR EE en Londres ayer.

Los israelíes se quejaron ayer noche de la redacción de este comunicado que estaba "como para aumentar totalmento los rumores sin fundamento respecto a la posición de ISRAEL frente al problema británico-argentino y deformar por completo su actual política".

Pidieron al Sr MOBERLY de transmitir a Londres la posición de ISRAEL.

Cuándo preguntaron al Sr MOBERLY, en la radio, lo que Gran Bretaña esperaba de ISRAEL, el contestó simplemente: "Estimo que deseamos la comprensión de nuestra posición y las consecuencias en juego".

British-Israeli dispute over arms supplies

From Christopher Walker, Jerusalem, April 28

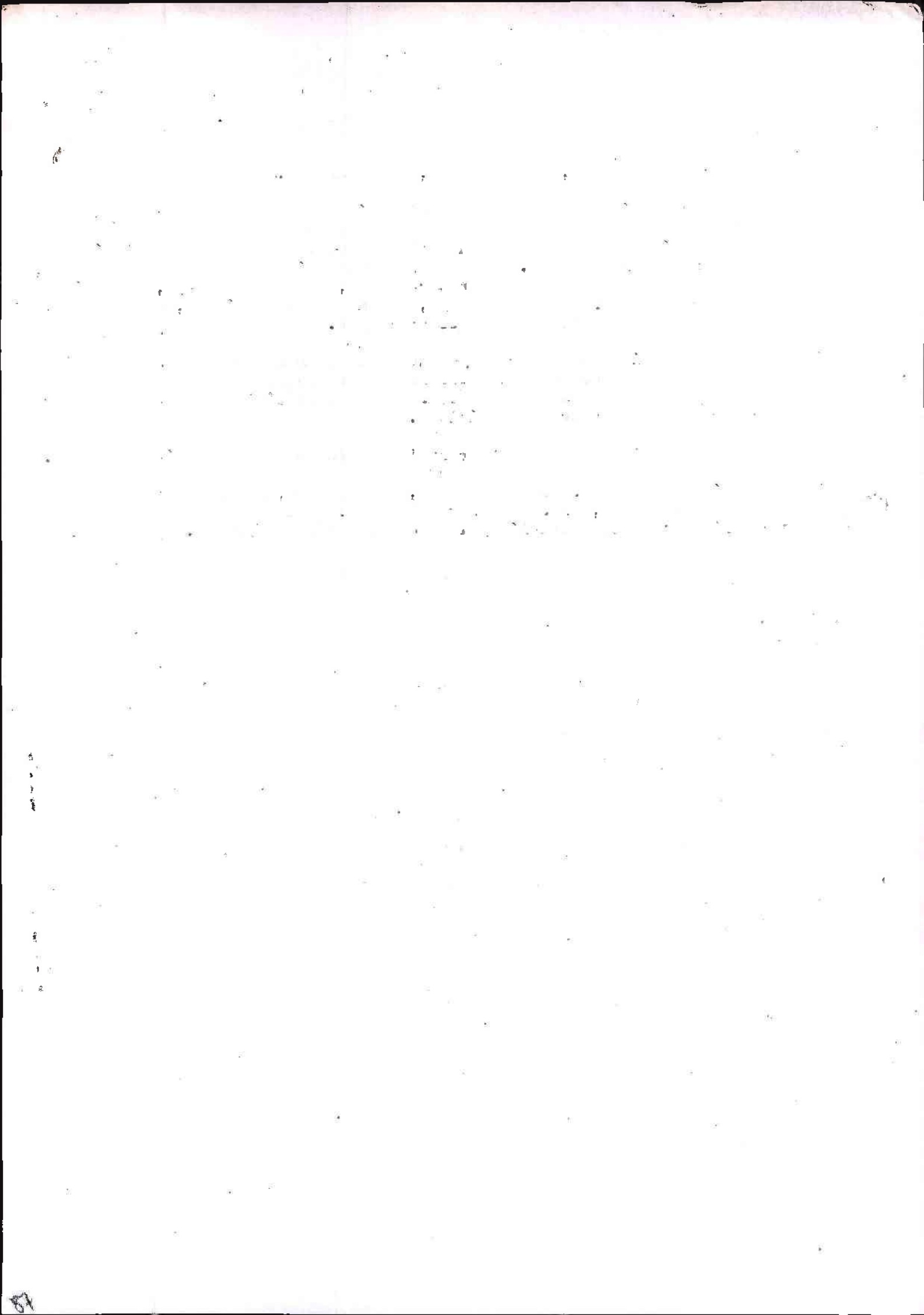
A serious diplomatic dispute has broken out between Britain and Israel over claims that the Israelis have been supplying artillery ammunition to Argentina to assist its emergency arms buying programme. At a reception in Jerusalem tonight, the acting director-general of the Foreign Ministry, Mr Hanan Bar-On, expressed "astonishment" to Mr Patrick Moberly, the British Ambassador, about a Foreign Office statement in London yesterday.

The wording of this state-

ment, the Israelis complained tonight was "likely to enhance utterly unfounded rumours regarding Israel's position in the British-Argentine dispute and to distort her actual policy completely".

Mr Moberly was required to convey Israel's concern to London.

Asked on Israel radio what Britain expected of Israel, Mr Moberly replied simply: "I think we hope for understanding of our position and the issues at stake."



367 fr 330/12
(2) /

MALVINAS : LA GUERRA DE CERCA.

El ministerio de Defensa franqueó un nuevo paso en las escalada del conflicto ayer. Desde ahora todo es posible.

El suspenso continúa en las Malvinas. Gran Bretaña instituyó "zona total de exclusión" alrededor del archipiélago. En Buenos Aires se espera un ataque inminente, y según informaciones no confirmadas una nave británica habría sido averiada por los argentinos. En un nuevo esfuerzo por preservar la paz, los Estados Unidos han sometido a Argentina, nuevas propuestas y anunciaron que están en "estrecho contacto" con las dos partes.

La palabra guerra está por todas partes. En los comunicados, en los diarios en las miradas. Una luz insólita e irreal en un archipiélago perdido.

Ayer, el Ministerio de Defensa instituyó la "zona total de exclusión" tanto naval como aérea, que será efectiva a partir de mañana, todo barco o aparato "civil o militar" encontrado en esta zona será considerado como "hostil y susceptible de ser atacado" por las fuerzas británicas. Londres precisó que todo avión que se encuentre en el suelo del archipiélago será considerado como de apoyo a la ocupación ilegal y podrá ser abatido. Lenguaje brutal que suena como una última advertencia. Magnánimo el comandante Woodward, que el lunes estaba "listo para golpear" ofreció sin embargo a las tropas argentinas la posibilidad de rendirse. "Cuando la operación de las Georgias, los argentinos se encontraron frente a una fuerza verdaderamente capaz de batirlos entonces se rindieron. Me gustaría darles la misma posibilidad" declaró el comandante, con un humor que se parece mucho a un desdén.

El orgullo argentino

Un lenguaje que debe herir a la orgullosa nación argentina. Buenos Aires hizo todo por conservar el mito de una resistencia heroica en las Georgias. Cuando en Londres se anunciaba que el jefe de las tropas argentinas en las islas se había rendido, la Junta afirmaba que un grupo de hombres continuaba luchando contra "el invasor". Cuando los británicos anunciaban que habían tocado un submarino, los argentinos se imaginaban haber abatido un helicóptero. En las lejanas Malvinas todo es posible, aún los sueños. Por lo menos durante un tiempo.

El tiempo apura

Como dijo Thatcher, el tiempo apura y Galtieri después de haber hablado fuerte, debe prepararse para lo peor. El archipiélago espera y sufre. El aumento de población provoca algunas molestias. No es nada agradable verse rodeado de hombres armados que no hablan el mismo idioma que ellos, pero para las tropas argentinas tampoco es color de rosa. Eso iría mal, según una carta escrita por una maestra del archipiélago a su marido en Londres. "Muchos soldados son jóvenes de menos de veinte años. Algunos muertos de frío, y otros comen gatos y hasta creemos que comen caballos".

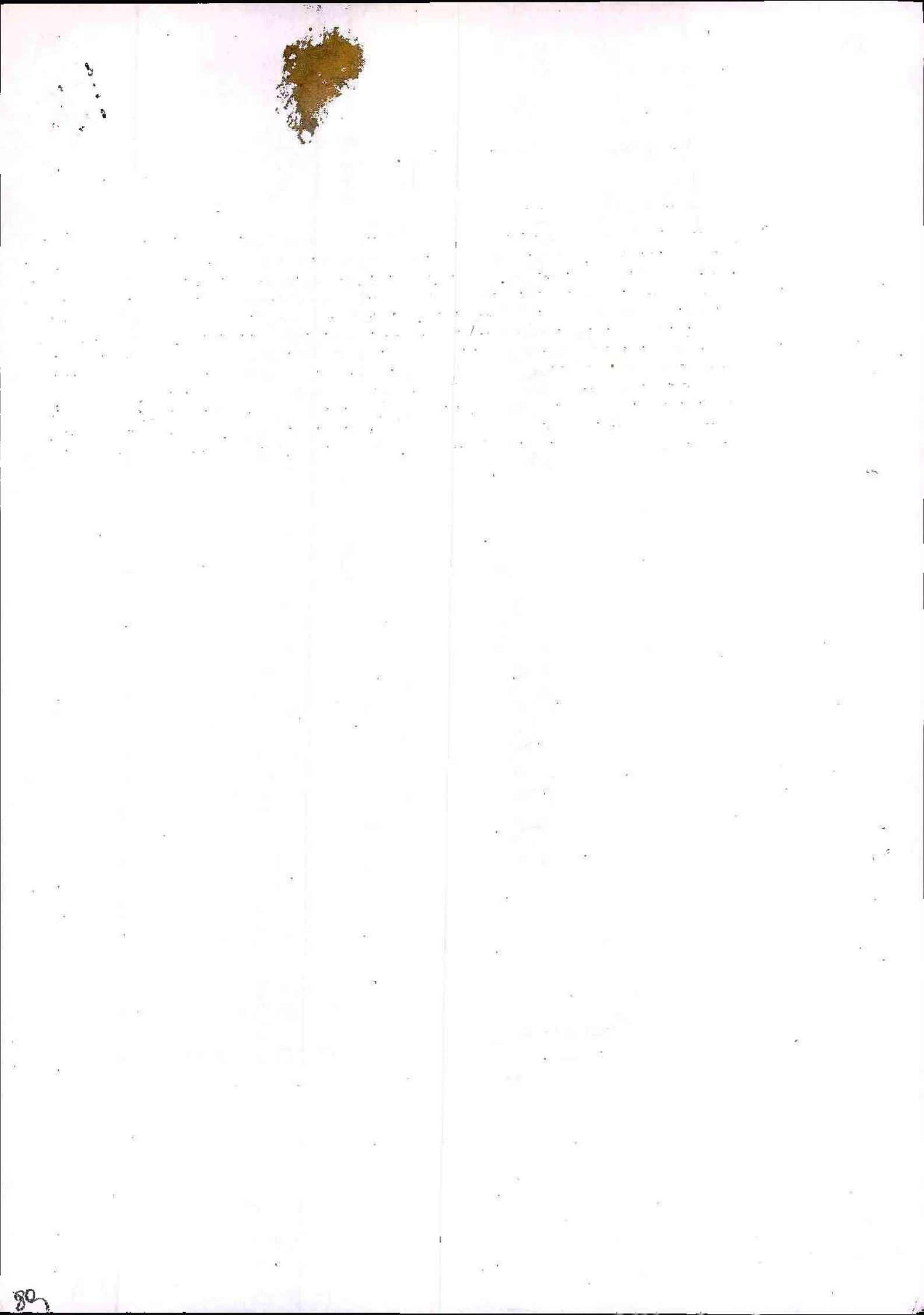
Lejos del frío y del archipiélago, sin embargo la diplomacia no perdió todos sus derechos. La O.E.A. aprobó por 17 votos contra cero la cesación inmediata de las hostilidades por parte de Gran Bretaña. La resolución reconoce la soberanía argentina sobre las Malvinas y propone una tregua y la reapertura de las negociaciones. Cuatro países se abstuvieron. Estados Unidos, Chile, Colombia y Trinidad y Tobago. Paralelamente Reagan tuvo una última tentativa para impedir el conflicto.

231/8

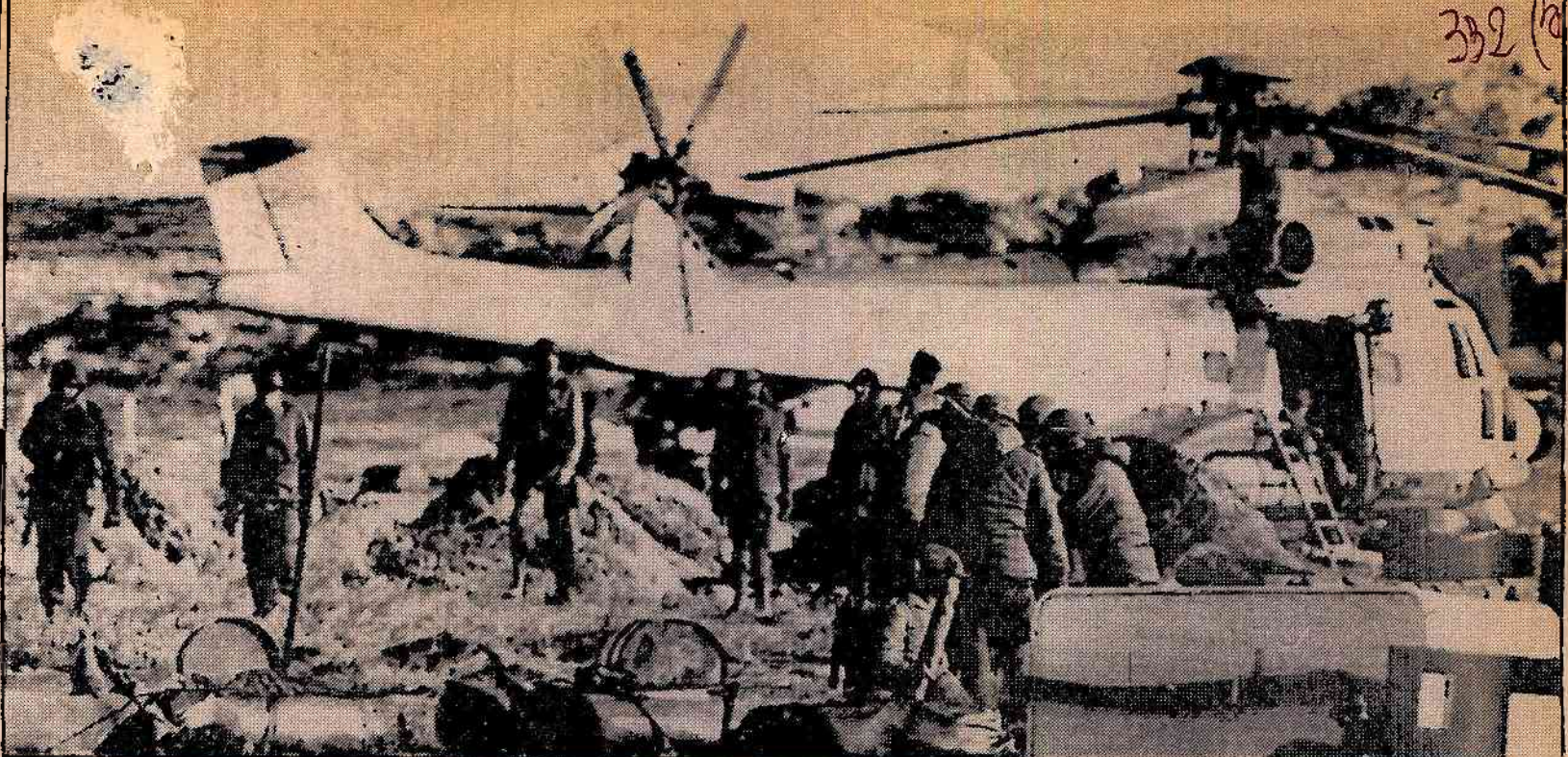
LE QUOTIDIEN 29 de abril de 1982.

- MALVINAS: LA GUERRA DE CERCA

Sin embargo tanto a Buenos Ires como a Londres les gustaría terminar con este juego demasiado peligroso. El gigante americano ya está harto de ver a sus aliados gritarse por un montón de pidritas. La Junta militar comienza a inquietarse por su ejército y por su propio mantenimiento en el poder y encuentran que las manifestaciones de su país tienen un tono bien peronista. Thatcher, por fin, choca cada vez más con la oposición de laboristas por el compromiso militar británico. El Labour, adoptó ayer por unanimidad una resolución de pedido al gobierno de responder "inmediata y favorablemente" al llamado de las Naciones Unidas para detener las hostilidades en el Atlántico Sur. Todo eso son muchas olas por tan pequeñas islas. Ayer, un vocero del Ministerio de Defensa anunció que un prisionero argentino había encontrado la muerte en Georgias del Sur durante un "serio incidente". No hay más sonrisas en los rostros. No hay casi más esperanzas. Ya casi está la guerra en las Malvinas...



332 (12)



Les troupes argentines sur le pied de guerre

Le ministère britannique de la Défense a franchi un nouveau pas dans l'escalade du conflit, hier. Et désormais tout peut arriver

Le suspense continue dans les Malouines. La Grande-Bretagne a institué une « zone totale d'exclusion » autour de l'archipel. A Buenos Aires, on s'attend à une attaque imminente de la Royal Navy, et selon des informations non confirmées, un navire britannique aurait été endommagé par les Argentins. Dans un ultime effort pour préserver la paix, les Etats-Unis ont soumis à l'Argentine de nouvelles propositions, et ont annoncé qu'ils demeuraient en « contact étroit » avec les deux parties.

La guerre. Le mot claqué comme un drapeau (mais lequel ?) dans les eaux lointaines de l'Atlantique Sud. Elle n'a pas encore éclaté, mais là-bas dans les Malouines, on n'entend qu'elle, on n'attend qu'elle. Elle est partout dans les communiqués, dans les journaux,

dans les regards. Elle est une lumière insolite et irréaliste dans cet archipel perdu, une étincelle de folie... Le ministère britannique de la Défense a franchi un nouveau pas hier dans l'escalade. Une « zone totale d'exclusion », aussi bien navale qu'aérienne sera effective autour des Malouines à partir de demain,

a-t-il averti. Tout bâtiment ou appareil « militaire ou civil » trouvé dans cette zone sera considéré comme « hostile et susceptible d'être attaqué » par les forces britanniques. Allant même plus loin, Londres a précisé que tout avion se trouvant au sol sur l'archipel « sera considéré comme un appui à l'occupation illégale » et pourra donc être abattu. Un langage brutal, qui résonne comme un ultime avertissement. Magnanime, le commandant de la flotte d'intervention, le contre-amiral Sandy Woodward, qui lundi s'était déclaré « prêt à frapper », a pourtant offert aux troupes argentines « la possibilité de se rendre ». « Lors de l'opération en Georgie du Sud, les Argentins se sont trouvés face à une force véritablement capable de les battre et ils se sont rendus. J'aimerais leur donner la même possibilité », a déclaré le commandant britannique avec une hauteur qui ressemble un peu à du dédain.

La fierté argentine
Un langage qui doit faire mal à la fière nation argentine. Buenos Aires a tout fait pour entretenir le mythe d'une résistance héroïque en Georgie du Sud. Quand Londres annonçait que le chef des troupes argentines sur l'île s'était rendu, la junte affirmait que qu'un groupe d'hommes continuait à lutter contre « l'envahisseur ». Quand les Britanniques annonçaient qu'ils avaient touché un sous-marin, les Argentins s'imaginaient avoir abattu un hélicoptère. Dans les lointaines

Malouines, tout est possible, même le rêve. Du moins pendant un certain temps.

« Le temps presse »

Car maintenant, comme l'a dit Mme Thatcher, « le temps presse » et le général Galtieri, après avoir parlé haut et fort, doit se préparer au pire. Placé en « état d'alerte maximum », l'archipel attend. Mais déjà, il souffre. Passer de moins de 2 000 habitants à plus de 10 000, provoque, on s'en doute, quelques nuisances. Pour la population, il n'y a rien d'agréable à se voir envahir par des hommes en armes qui ne parlent pas le même langage que vous. Mais pour les troupes argentines, tout n'est pas rose non plus. Cela irait même plutôt mal si l'on en croit la lettre écrite par une institutrice de l'archipel à son mari à Londres. « Beaucoup de soldats sont des jeunes de moins de 20 ans », écrit-elle. « Certains sont morts de froid, d'autres mangent les chats et, croyons-nous, les chevaux. » Sombre tableau que celui de cet archipel surpeuplé que l'on se borne à décrire de source officielle britannique comme étant dans une « piètre situation »... Loin du froid et de l'archipel, la diplomatie n'a pourtant pas perdu tous ses droits. Hier à Washington, les ministres des Affaires étrangères de l'Organisation des Etats américains (OEA) ont approuvé par 17 voix contre 0 une résolution exigeant la cessation immédiate par la Grande-Bretagne des hostilités. La résolution reconnaît la souveraineté

argentine sur les Malouines et propose une trêve et la réouverture des négociations. Quatre pays se sont abstenus : les Etats-Unis, la Colombie, le Chili et Trinidad et Tobago. Parallèlement, le président Reagan a tenté une ultime tentative pour empêcher le conflit. Pourtant, on aimerait bien à Londres, à Buenos Aires, comme à Washington, en terminer avec ce jeu devenu trop dangereux. Le géant américain en a assez de voir ses alliés se chamailler pour quelques cailloux, d'autant plus que ceux-ci pourraient bien un jour l'atteindre. La junte militaire commence à être inquiète pour son armée et pour son propre maintien au pouvoir et trouve que les manifestations sur son terrain ont un ton bien péroniste. Mme Thatcher enfin se heurte de plus en plus à l'opposition des travaillistes à un engagement militaire britannique. Le comité exécutif du Labour a adopté hier à l'unanimité une résolution demandant au gouvernement de répondre « immédiatement et favorablement » à l'appel du secrétaire général des Nations unies pour un arrêt des hostilités dans l'Atlantique Sud. Tout cela fait beaucoup de vagues pour de bien petites îles. Hier, le porte-parole du ministère britannique de la Défense a annoncé qu'un prisonnier argentin avait trouvé la mort en Georgie du Sud au cours d'un « sérieux incident ». Il n'y a plus de sourire sur les visages, il n'y a presque plus d'espoir. Il y a presque la guerre dans les Malouines...

LA NOCHE DE LA FALSA ALARMA

Cuando, en la noche del martes, los medios interrumpieron sus programas para difundir un mensaje importante.

A las 23h50 del martes, todas las cadenas de radio y televisión interrumpieron sus programas para difundir un mensaje y pidieron a los auditores que escucharan atentamente un comunicado del que los argentinos no tuvieron la menor duda: Los ingleses acababan de desembarcar en las Malvinas. Desde hacía 24 horas los discursos oficiales y principalmente las palabras del ministro Cpsta Méndez hacían alusión a la inminencia de un ataque británico, poniendo en condición a la población local. Los matutinos retrasaron el cierre de sus ediciones, los argentinos no dormían reagrupándose alrededor de los televisores, centenares de periodistas extranjeros presentes en Buenos Aires, tomaban otra taza de café con la perspectiva de una noche blanca y agitada.

Cinco minutos después un tango y luego los programas siguieron su difusión normal. Y recién a las dos de la mañana el secretario de información publicó un comunicado explicando esta interrupción. Se trataba de un ejercicio de alerta efectuado a pedido de las fuerzas aéreas y conocido bajo el nombre de "Alerta Amarilla". En caso de necesidad se habría procedido a la faz siguiente "Alerta Roja", alusión sin duda al mismo nombre que se les da a los cartones rojos en las canchas de football. Esta alerta roja, debería permitir a la cadena de radio del gobierno difundir en todo el territorio, instrucciones y directivas destinadas a toda la nación en caso de urgencia.

Este incidente es revelador del estado de espíritu que poco a poco fué tomando a los argentinos como consecuencia de las maniobras psicológicas de las autoridades militares y gubernamentales emprendidas desde el último sábado. Lo que tendría que haber tranquilizado a la población, contribuyó ampliamente a crear un sentimiento de inquietud y de inseguridad.

Censura en la meteo

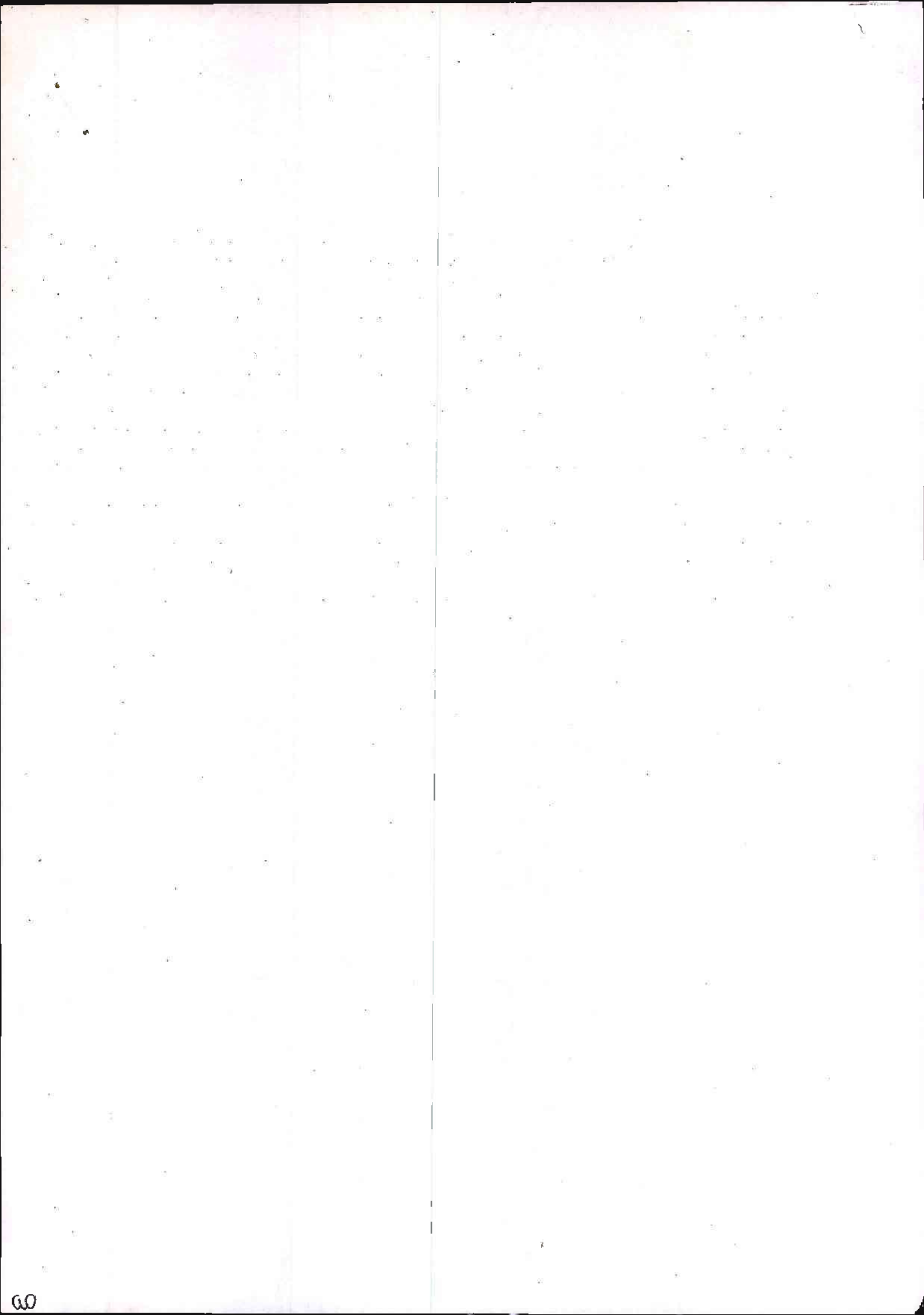
El hecho de haber esperado muchas horas, largas horas, antes de confirmar el desembarco de los ingleses, mientras que las radios y agencias de prensa extranjeras habían ya anunciado la rendición de la guarnición argentina, decisión 24 horas más tarde para hacer resaltar la resistencia encarnizada de los soldados frente al invasor contribuyó a hacer más pesada la atmósfera. La prensa y la radio mostraban en forma espectacular, la inminencia de un desembarco. Los hospitales de Buenos Aires anunciaban que se habían pedido 1500 camas para eventuales víctimas.

Espías!

El General Saint-Jean, lanzaba un llamado a la población pidiendo que no se enloquezca ni se precipite a comprar víveres o medicamentos. Es decir que so pretexto de hacer tomar conciencia a los argentinos de su responsabilidad física, se había logrado traumatizarlos, cuando el domingo a la tarde ellos no pensaban más que en el football y en el Mundial.

Entre las medidas más disparatadas registradas desde hace una semana, se encuentra la de no difundir boletines meteorológicos a nivel nacional y principalmente no dar la velocidad de los vientos para que el enemigo no se informe. Esto merece una palma. Hay que notar igualmente que las entradas y salidas de los barcos del puerto de Buenos Aires se hace en silencio para la prensa local, mientras que el "Herald" cotidiano argentino de lengua inglesa, continúa publicándolos todas las mañanas. Los diarios del Uruguay y de Chile, que se ponen en venta el día mismo, no se distribuyen desde hace dos días, como así los europeos, que sin embargo eran esperados el martes por la tarde. Varias películas fueron provisoriamente interdictas, cuando ya se había anunciado su reposición, tales como la americana "Coming home" y "2"

~~de Costa Gravas, todos con conciencia~~



LA NOCHE DE LA FALSA ALARMA

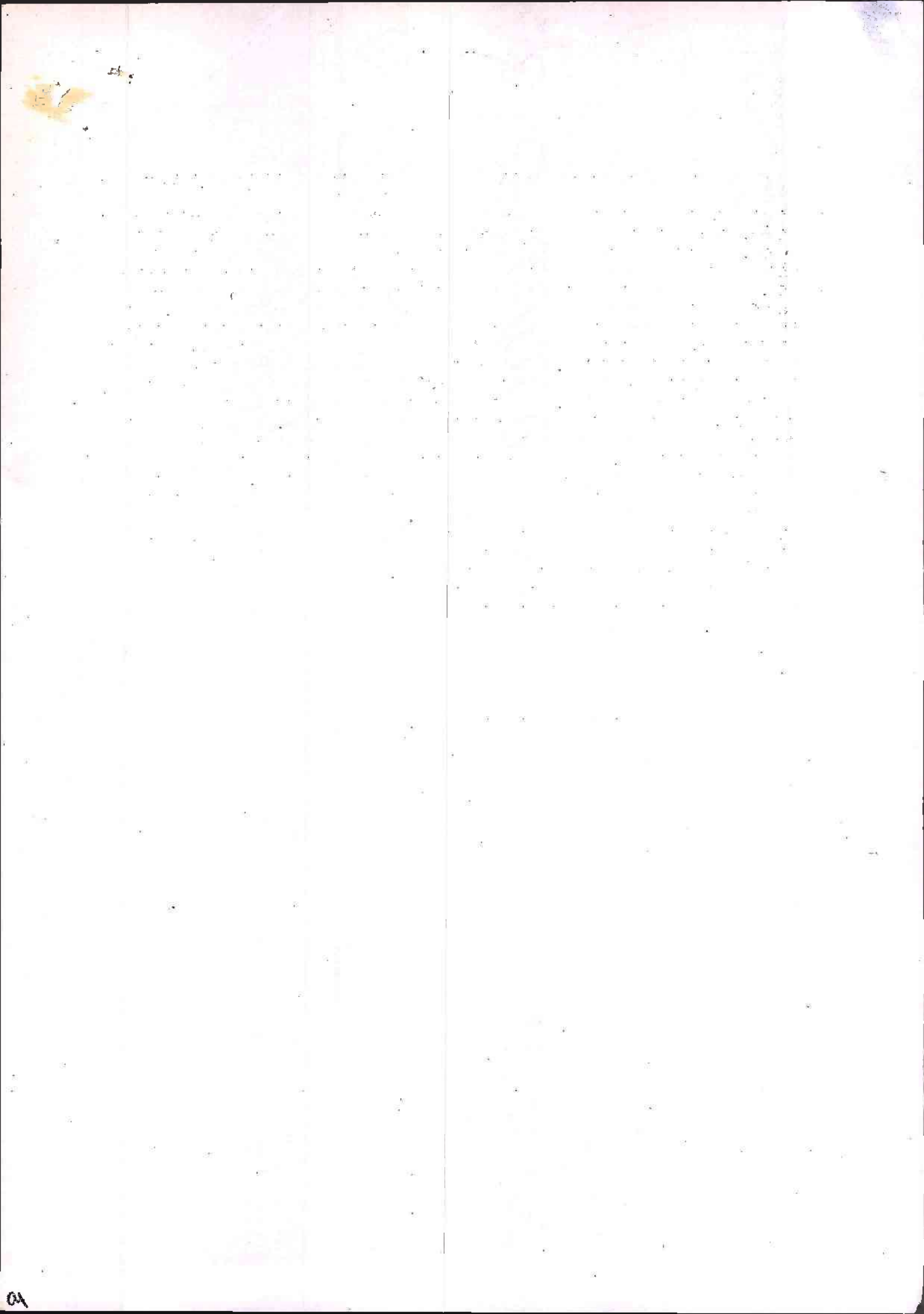
de Costa Gravas, todas con problemas de conciencia patriótica, militar o política.

Finalmente los periodistas extranjeros que estaban en ciudades próximas a las Malvinas, fueron invitados gentilmente a abandonar los lugares antes del jueves a la noche. Un fotógrafo francés que quería tomar una foto desde un autobús en Comodoro vió que el chauffeur se desviaba de su ruta habitual para ir a dejar al peligroso espía. Desde hace quince días la prensa internacional no conoce del Sur de la Argentina más que los bares de los hoteles y las salas de los restaurantes. Nadie pudo sacar la nariz a la calle sin ser arrestado por cualquier policía, civil, militar o secreto. El único punto positivo en las últimas 24 horas en Buenos Aires, es el éxito incontable a nivel diplomático. Su soberanía absoluta sobre las Malvinas es reconocida por la casi totalidad del mundo latino-americano, y ese es el punto esencial para el gobierno de los generales. Por el contrario al abstención de los Estados Unidos, de Colombia, de Chile fué muy mal recibido en Buenos Aires. De parte de Chile, no hay sorpresas: el asunto del Beagle y los problemas de fronteras hacen de ese país el enemigo tradicional. La gran sorpresa viene de Colombia a quien se acusa hoy de estar vendida a Inglaterra y por ende a los Estados Unidos.

En fin en lo que concierne a los Estados Unidos, hay hacia este país un sentimiento hostil de parte del gobierno y del pueblo. El rechazo glacial opuesto por la Junta al General Haig que se proponía a venir a Buenos Aires, traduce esta ruptura creciente de una parte del mundo latino-americano con la actitud del tío Sam.

Al querer preservar la unidad de la O.T.A.N., Washington arriesga en destruir la de los países del bloque latino-americano que no estaban aún ganados por la guerrilla o por la discusión de la izquierda.

De un artículo de Michel Anfrol.





Soldats argentins aux Malouines : l'anxiété.

La nuit de la fausse alerte

Quand, dans la nuit de mardi, les médias interrompirent leurs programmes pour diffuser un message important

Quand à 23 h 50, mardi, toutes les chaînes de radio et de télévision interrompirent leurs programmes pour diffuser un message demandant aux auditeurs de rester à l'écoute dans l'attente d'un important communiqué, les Argentins n'eurent plus le moindre doute : les Anglais venaient de débarquer aux Malouines. Depuis 24 heures, les discours officiels et notamment les paroles du ministre des Relations extérieures, Costa Mendez, largement reprises par la presse audiovisuelle et faisant allusion à l'imminence d'une attaque britannique, avaient mis en condition la population locale. Les journaux du matin retardèrent le bouclage de leur édition, les Argentins qui ne dormaient pas encore se regroupèrent autour de leur téléviseur, les centaines de journalistes étrangers présents à Buenos Aires se versèrent une tasse de café supplémentaire dans la perspective d'une nuit blanche et agitée. Cinq minutes plus tard, la musique d'un tango réveilla ceux qui n'avaient pas supporté la courte attente silencieuse et les programmes reprurent peu à peu leur diffusion normale. C'est à 2 heures du matin seulement que le secrétariat à l'information publia un communiqué expliquant cette interruption. Il s'agissait, disait-on d'un exercice d'alerte effectué à la demande des forces aériennes

et connu sous le nom d'« Alerte jaune ». En cas de besoin on aurait procédé à la phase suivante baptisée « Alerte rouge », allusion sans doute aux cartons de même couleur qui font la loi sur les terrains de football. Cette alerte rouge, devrait permettre à la chaîne de radio gouvernementale de diffuser sur l'ensemble du territoire, instructions et directives destinées à toute la nation en cas d'urgence.

Cet incident est révélateur de l'état d'esprit qui petit à petit s'est emparé des Argentins à la suite des manœuvres psychologiques des autorités militaires et gouvernementales entreprises depuis samedi dernier. Ce qui aurait dû rassurer la population a largement contribué à créer un sentiment d'inquiétude et d'insécurité.

Censure sur la météo

Le fait d'avoir attendu plusieurs heures avant de confirmer le débarquement britannique dans l'archipel de Georgie du Sud, les longues heures sans communiqué officiel alors que radios et agences de presse étrangères faisaient état depuis longtemps de la reddition de la garnison argentine, la décision vingt-quatre heures plus tard, de mettre l'accent sur la résistance acharnée des soldats face aux envahisseurs anglais, tout cela devait contribuer à alourdir l'atmosphère.

organes de presse écrite ou audiovisuelle, faisaient état de façon spectaculaire, de l'imminence d'un débarquement. Les hôpitaux de Buenos Aires annonçaient que 1 500 lits avaient été réquisitionnés pour d'éventuelles victimes.

Espionniste !

Le général Saint-Jean, ministre de l'Intérieur, lançait un appel à la population lui demandant de ne pas s'affoler et de ne pas se ruer dans les magasins pour constituer des stocks de vivres ou de médicaments. Autrement dit, sous prétexte de faire prendre conscience aux Argentins de leur responsabilité physique, on avait presque réussi à les traumatiser, alors que dimanche après-midi, ils ne songeaient encore qu'au football et à la Coupe du monde toute proche.

Parmi les mesures les plus farfelues enregistrées depuis une semaine, celle de ne plus diffuser de prévisions météorologiques à l'échelle nationale et notamment de ne plus donner la vitesse des vents pour ne pas renseigner l'ennemi, mérite certainement de remporter la palme. A noter également que les entrées et sorties des bateaux du port de Buenos Aires sont désormais passées sous silence par la presse locale alors que le « Herald », quotidien argentin de langue anglaise continue de les publier chaque matin.

Les journaux uruguayens et chiliens, qui d'habitude sont

mis en vente le jour même à Buenos Aires, ne sont plus distribués depuis deux jours, pas plus que les journaux européens qui étaient pourtant attendus mardi après-midi. Plusieurs films ont été provisoirement interdits hier, alors que leur reprise était annoncée pour cette semaine, tels l'Américain « Coming home », et « Z » de Costa Gavras, tous films liés à des problèmes de conscience patriotique, militaire ou politique. Enfin, les journalistes étrangers qui, depuis plusieurs semaines, s'étaient installés dans les villes du littoral atlantique proche des îles Malouines (Comodoro, Rivadavia, Rio Gallegos ou Rio Grande), ont été poliment mais fermement invités à quitter les lieux avant jeudi midi. Pour certains, cette décision équivalait d'ailleurs à une véritable libération, assignés à résidence dans leurs hôtels, les photographes et les cameramen ne pouvaient pas mettre le nez dehors sans se faire arrêter par une police quelconque, civile, militaire ou secrète. Un photographe français qui voulait prendre une photo dans un autobus à Comodoro, a vu le chauffeur détourner le véhicule de sa route normale, s'arrêter devant le commissariat et livrer le dangereux espion à la police. Depuis plus de quinze jours, la presse internationale ne connaissait de l'Argentine du Sud, que les bars des hôtels et les salles des restaurants. Le seul point positif de ces

dernières vingt-quatre heures à Buenos Aires est le succès incontestable remporté sur le plan diplomatique par l'Argentine. Sa souveraineté absolue est reconnue sur les Malouines par la quasi-totalité du monde latino-américain, et c'est là un point essentiel pour le gouvernement des généraux. En revanche, l'abstention mercredi matin des Etats-Unis, de la Colombie, et du Chili lors de l'adoption du texte proposé à l'OEA, est très mal reçue ici. De la part du Chili, pas tellement de surprise ; l'affaire du canal de Beagle et de vieux problèmes frontaliers font de ce pays l'ennemi traditionnel. La grosse surprise vient de la Colombie que l'on accuse aujourd'hui d'être vendue à l'Angleterre et inféodée aux Etats-Unis.

Enfin, en ce qui concerne ce dernier pays, un sentiment d'hostilité se manifeste de plus en plus à son égard aussi bien de la part du gouvernement que de la population. Le refus glacial opposé par la junte argentine au général Haig qui se proposait de revenir à Buenos Aires, traduit cette rupture grandissante d'une partie du monde latino-américain, avec l'attitude de l'oncle Sam. En voulant préserver l'unité de l'OTAN, Washington risque de faire éclater celle des pays du bloc latino-américain qui n'avaient pas encore été gagnés par la guérilla ou la contestation de gauche.

Michel ANFROL

type de celle qui s'est déroulée en Afghanistan : c'est ce qu'affirme en substance le secrétaire d'Etat adjoint américain M. Paul Wolfowitz dans une interview publiée dans le quotidien *« le Matin »*. « Notre force, décimée, doit répondre de dissuader l'adversaire d'entreprendre de nouvelles actions. » Dans ce contexte, la région du Maghreb, « zone vitale », selon M. Wolfowitz, a acquis « une importance qu'elle n'avait pas il y a vingt ou trente ans ».

mission militaire mixte maroco-américaine qui se sont achevés mardi à Fez sur un entretien d'une heure et demie entre le roi Hassan II et le secrétaire adjoint américain à la Défense, M. Francis West. Les discussions, selon le communiqué commun, ont marqué une « nouvelle étape dans la longue histoire d'amitié et de coopération étroite entre le Maroc et les Etats-Unis ». Convaincus de la nécessité de renforcer la position du roi Hassan II, les Etats-Unis pourraient faire passer leur aide militaire au Maroc de 30

notamment des hélicoptères, des systèmes de vision nocturne et davantage de chars lourds (108 étant déjà commandés). L'attaque du 13 octobre 1981 par le Polisario contre la garnison marocaine de Guelta-Zemmour, au Sahara occidental, avait en effet prouvé que ce mouvement disposait d'un équipement militaire très sophistiqué, notamment de missiles sol-air soviétiques SAM 6. En échange de cette aide américaine accrue, le Maroc semble prêt à mettre à la disposition des Etats-Unis un

Yahia, près de Marrakech. Ce problème sera toutefois évoqué plus en détail lors de la visite à Washington, le mois prochain, du roi Hassan II qui sera reçu par le président Reagan. Selon un haut fonctionnaire du Département d'Etat, les Etats-Unis considèrent désormais la région méditerranéenne, y compris le Maroc, comme la « zone d'accès stratégique » à la région du Moyen-Orient. Le Pentagone a déjà négocié avec plusieurs pays, notamment l'Egypte, Oman, la Somalie et le Kenya, l'accès à des bases, au cas où l'armée

américano-marocaine, le Premier ministre tunisien, M. Mohamed Mzali, rencontré à Washington M. Gaspar Weinberger, secrétaire américain à la Défense. Les Etats-Unis veulent en effet également renforcer leur aide militaire à la Tunisie, qui avait déjà fait appel à Washington après le coup de main, d'inspiration libyenne, effectué par des commandos contre la ville sud-tunisienne de Gafsa en janvier 1980. Un accord a été signé mardi à Washington portant sur la vente d'armements améri-

Pour a
ter ces
ont l'a
améri
millio
140
l'ann
Penta
En r
pays
Nord
conse
« con
desti
visée
l'UR
Moy

Liban : un pas vers l'union

Pour la première fois, sunnites, chiites, druzes et chrétiens étaient côte à côte hier à l'occasion des obsèques du cheikh assassiné

Les communautés musulmane et chrétienne libanaise ont participé hier à une grève générale de protestation à l'occasion des obsèques du cheikh Ahmed Assaf, un dirigeant religieux sunnite abattu lundi par des inconnus près d'une mosquée de Beyrouth. Pour une fois unis, sunnites, chiites, druzes et chrétiens ont débrayé hier dans tout le Liban. Les écoles, les banques, les administrations, les boutiques, les cinémas et les restaurants étaient fermés à Beyrouth-Est comme à Beyrouth-Ouest, à Saïda, au Liban-Sud comme à Tripoli, chef-lieu du Liban-Nord, et dans toute la région de la Bekaa, au centre du pays. C'est l'assassinat lundi, après des prières à la mosquée d'Aïsha Bakkar à Beyrouth, du cheikh Ahmed Assaf, président des associations islamiques de Beyrouth, qui a déclenché ce mouvement, sans précédent depuis le début de la guerre civile. Le mot d'ordre de grève avait tout d'abord été lancé conjointement mardi par le mufti sunnite Hassan Khaled, le cheikh chiite Mehdi Chamseddine et le cheikh druze Mohamed

Abou-Chakra à Beyrouth-Ouest. Le « Mouvement national » de Walid Joumblatt, qui regroupe plusieurs tendances de la gauche libanaise, se déclarait presque aussitôt solidaire de la décision prise par les chefs des communautés musulmanes. Enfin mardi soir, pour la première fois depuis le début de la guerre, les Forces chrétiennes libanaise de M. Bachir Gemayel annonçaient qu'elles entendaient se joindre au mouvement. « Il s'agit, déclarait M. Gemayel, d'un appel à toute la population de notre secteur pour qu'elle réponde à ce mot d'ordre car nous considérons que ce crime affecte non seulement les musulmans mais toutes les valeurs spirituelles et humanitaires libanaise. » Les factions libanaise étaient donc, hier, unies dans un même mouvement de protestation. Une unité, au-delà de l'émotion provoquée par le meurtre d'une personnalité respectée, contre l'occupant syrien que tout désigne une fois de plus comme l'instigateur de ce nouvel attentat. Certes, ce débrayage général n'a fait l'objet d'aucune concertation préalable et il n'a

duré que vingt-quatre heures. Mais c'est bien, malgré tout, avec cette grève, à la résurgence d'un sentiment national libanais que l'on assiste, et que laissent d'ailleurs prévoir les événements de ces dernières semaines. Le rapprochement entre les différentes communautés musulmanes avait eu pour catalyseur, au début du mois, la décision prise par le « Mouvement national » d'organiser à Beyrouth-Ouest l'élection de « conseils locaux ». Outre les protestations des chrétiens, l'annonce de cette mesure avait suscité l'opposition des chefs traditionnels de la communauté sunnite, dont le cheikh Assaf, qui voyaient leur pouvoir menacé par cette « conseils » ainsi que celle du mouvement chiite « Amal ». Le « Mouvement national » avait été contraint de s'incliner et d'ajourner sine die les élections prévues pour le 25 avril. Au grand dam des Syriens. En outre, s'ils continuent à se battre entre eux, les Libanais se battent aussi de plus en plus souvent contre les étrangers qui sont sur leur sol. Il y a une quinzaine de jours, de graves affrontements opposaient au Sud-Liban des com-



Les obsèques du cheikh Ahmed Assaf

battants de la milice chiite Amal à des forces palestiniennes. La semaine dernière, la ville de Tripoli, au Nord-Liban, était le siège de violents combats entre des sunnites libanais et des Syriens. On est évidemment loin d'une véritable réconciliation natio-

nale. Mais s'il n'y a pas — ou pas encore — de « Front libanais », il y a de moins en moins d'amis de la Syrie au Liban : les chrétiens et les sunnites la combattent ; la gauche libanaise et une bonne partie des chiites se méfient d'elle, ainsi que le leader de

l'OL
en oc
dans
appr
une
n'arr
Begi
mei

Iran : Komeiny défie l'Arabe Saoudite

La rupture est consommée entre l'Iran de l'ayatollah Khomeiny et l'Arabie Saoudite. Riyad est désormais ouvertement accusé d'avoir trempé dans un gigantesque complot impliquant tout à la fois Sadeq Ghotbzadeh, ex-ministre des Affaires étrangères et ancien homme de confiance de l'imam, et l'ayatollah Chariat Madari, n° 2 de la hiérarchie chiite iranienne et éternel rival de Khomeiny. Au cours « d'aveux » télévisés, manifestement extorqués sous la contrainte, M. Ahmad

Abassi, gendre de Chariat Madari a affirmé mardi soir que l'Arabie Saoudite était prête à accorder l'asile politique à l'adversaire de Khomeiny. Abassi a ajouté que l'un des « comploteurs » s'était récemment rendu dans ce pays où il aurait rencontré l'un des frères du roi Khaled. Ces « révélations » marquent de toute évidence la volonté des autorités de Téhéran de rompre définitivement avec Riyad. Décision qui risque d'être lourde de conséquences pour l'avenir du régime iranien. Bien que très sérieuse-

ment refroidies, les relations irano-saoudiennes étaient jusqu'à présent demeurées courtoises. Même si Riyad ne cachait pas son hostilité au messianisme révolutionnaire des dirigeants de Téhéran qui de surcroît avait l'irréductible handicap, aux yeux des Saoudiens, de se réclamer du chiisme, considéré ni plus ni moins comme une hérésie par les oulémas sunnites. Existe-t-il la moindre parcelle de vérité dans les accusations proférées par les Iraniens ? Difficile à dire. Il est certain que Riyad ne verrait pas d'un

mauvais œil l'ayatollah Khomeiny disparaître dans les oubliettes... Dans ce contexte, il n'est pas impossible que les Saoudiens aient encouragé quelque peu Chariat Madari, seul rival d'envergure de Khomeiny au sein de la hiérarchie chiite. Mais il est non moins certain que le patriarche de Qom a saisi la première occasion pour tenter de se débarrasser de Chariat Madari. Ce dernier avait déjà fait peser une menace très grave sur le régime de Khomeiny fin 1979 et début 1980. De véri-

tables émeutes avaient alors éclaté à Qom et à Tabriz. Les partisans de Chariat Madari avaient mis à sac les bâtiments publics, attaqué les gardiens de la révolution, pris le contrôle de quartiers entiers et même de la radio de Tabriz reconquise par les Pasdaran, aux prix de combats acharnés. Chariat Madari avait fait trembler le régime. L'épreuve de force s'était conclue sur un modus vivendi mais Khomeiny n'a pas oublié. Et c'est un combat à mort qui est engagé entre les deux hommes.

D'au
dépa
l'Ira
l'ens
chiit
« gu
nota
com
men
Déjà
haut
sunn
mei
fron
l'Ar
lieu
bole

Maroc : l'heure américaine

Le Maroc et les Etats-Unis sont décidés à renforcer leur coopération, notamment en matière militaire. C'est la conclusion qui s'impose à l'issue de la récente réunion de la commission militaire mixte américano-marocaine

Les Etats-Unis souhaitent pouvoir disposer au Maghreb et en Méditerranée occidentale de forces capables de dissuader une intervention du

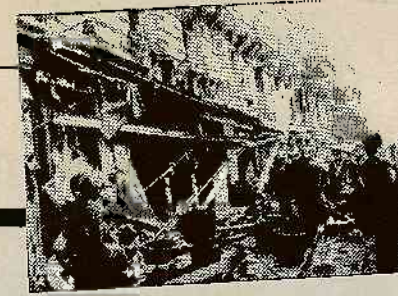
M. Wolfowitz, qui est également directeur général du bureau de planification politique du Département d'Etat, faisait partie de la délégation américaine aux travaux de la com-

millions de dollars pour l'année 1982 à 100 millions en 1983. Le Maroc voudrait obtenir des Etats-Unis de nouveaux équipements militaires.

certain nombre de ses bases pour les besoins de la Force d'intervention rapide américaine (RDF). Il s'agirait notamment des bases de Kenitra, près de Tanger, et de Sidi

américaine devrait repousser une attaque soviétique dans la région du Golfe. Par ailleurs, au moment où se réunissait à Fès la Commission militaire conjointe

cains, notamment de 12 avions F 5, de 54 chars lourds M 60, d'armes anti-aériennes et de véhicules blindés de transport de troupes.



TERRORISME : LES RETOMBÉES

Ces «étudiants» syriens

qu'on nous cache

BREF...

● Le juge d'instruction Yves Corneloup, chargé de l'enquête sur l'attentat de la rue Marbeuf, s'est donné le temps de la réflexion avant d'autoriser la diffusion par la presse du portrait-

336/10

16•

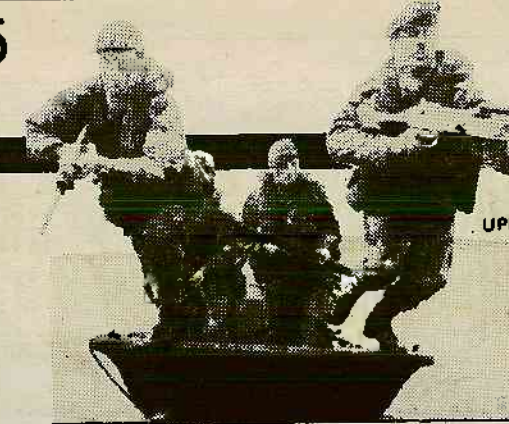
étranger

• 25



UPI

MALOUINES : LA GUERRE DE PRÈS



UPI

UPI

Argentine prisoner, 357 dies in 'incident' 369

By Henry Stanhope Defence Correspondent

One of the Argentine prisoners captured in the battle of South Georgia last Sunday, has died in a "serious incident" on the island.

Announcing this yesterday, the Ministry of Defence said that it had notified the authorities who are looking after Argentine interests in view of the break in diplomatic relations between London and Buenos Aires.

The incident occurred on Monday, but the ministry has only just learnt the name of the dead man and does not yet know other details.

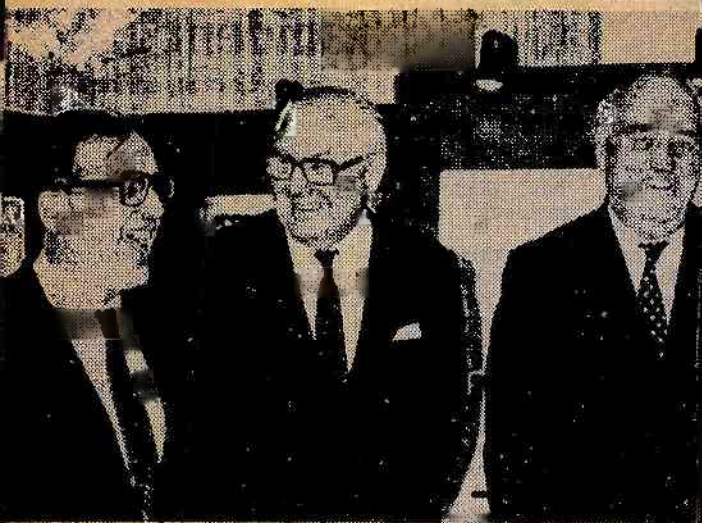
A board of inquiry has been established in South Georgia on ministry instructions and has been asked to complete its investigation with all urgency. The ministry spokesman said that the measures taken were in accordance with the Geneva Convention.

The dead man was one of 156 taken prisoner on South

Georgia. Sixteen of them were captured at Leith, but the incident is believed to have happened at Grytviken. Some 38 Argentine civilians are also being looked after by the British who are controlling the island.

So far, British and Argentine troops taken prisoner have all paid tribute to the humane treatment they have received. All British marines have been safely returned to Britain by the Argentines and the British Government has already made it clear that the prisoners on South Georgia would be repatriated to Argentina.

The ministry spokesman indicated yesterday that 13 British scientists and two women who had been making a wild-life film on the island were in the process of moving to the British military encampment at Grytviken from the remoter part of the island where they had been working.



Mr William Whitelaw (centre), the Home Secretary, with Mr Roy Jenkins (left) and Mr James Callaghan, Mr Whitelaw, Mr Roy Jenkins

Health service disruption

By Felicity

The prospect of wide industrial action in the health service grew nearer yesterday as more unions decided to join the General and Municipal Workers' Union (GMWU) in a health service disruption.

UN PRESO ARGENTINO MUERE EN UN "INCIDENTE".

Uno de los argentinos acapturados en la batalla de Georgia, el pasado domingo, murió en un "serio incidente" en la isla.

Anunciando esto ayer, el Ministerio de Defensa dijo que había informado a las autoridades que se ocupan de los intereses Argentinos en la vista de la ruptura de relaciones diplomáticas entre LONDRES y (GRAN BRETAÑA) y BUENOS AIRES (ARGENTINA).

Este incidente ocurrió el lunes 26, pero el Ministerio sólo ahora se enteró del nombre del fallecido y todavía no tiene más detalles.

Se estableció en la Georgia una comisión de investigación sobre las instrucciones y se le pidió llevar a bien sus investigaciones con la mayor urgencia. El portavoz del Ministerio dijo que las medidas tomadas estaban conformes al Convenio de GINEBRA.

El fallecido era uno de los 156 presos de la Georgia. 16 de ellos fueron capturados en LEITH, pero se supone que el incidente ocurrió en GRITVIKEN. Algunos 38 civiles están todavía vigilados por los británicos que controlan la isla.

Hasta ahora, los presos de las tropas británicas y argentinas han reconocido el tratamiento humano que han recibido. Todos los marinos británicos fueron devueltos salvos a Gran Bretaña pero los argentinos y el Gobierno Británico dejó claro que los presos de la Georgia serían repatriados a Argentina.

El portavoz del Ministerio indicó ayer que 13 científicos británicos y 2 mujeres que estaban haciendo una película, en la isla, sobre la vida salvaje, estaban a punto de trasladarse al campo militar británico de GRITVIKEN desde la lejana punta de la isla donde estaban trabajando.

Thatcher to open crisis debate

By Julian Haviland,
Political Editor

As negotiations with Argentina over the Falkland Islands run into the sand, the Prime Minister decided yesterday that she herself must open today's emergency debate in the Commons, the fourth this month.

Mrs Margaret Thatcher has been advised, and accepts, that it is worth her while to try to mend fences with Mr Michael Foot after their angry words on Tuesday. It may not be easy.

She is not prepared to invite the United Nations to mediate in the dispute, nor will she seek any further authority than the right of self-defence contained in the United Nations Charter. Mr Foot, while steadily upholding that right is expected to urge again that the Government should take no further serious military action until it has consulted Señor Perez de Cuellar, the United Nations Secretary-General. Mr Foot's advice will not be taken.

The Government continues to have broad all-party support among backbenchers, and the decision taken by the Cabinet yesterday to increase pressure on Argentina by the imposition of a total air and sea exclusion zone round the Falklands was widely approved by MPs.

Conservative members, with only a handful of silent dissenters, accept that Buenos Aires will not negotiate and that further military action must follow soon. But there are some Conservatives, including ministers, who share the Opposition's uncertainty about the Prime Minister's temperament.

Her words commit the Government to tireless negotiation and the steady application of minimum force. But her manner, whether in the House or on television, is not always as cool as either her friends or her critics would wish.

Yesterday's Cabinet meeting, which followed a meeting of the Falklands group of senior ministers, lasted one and a quarter hours. It was described as stocktaking.

In fact, the Chief of the Defence Staff, Admiral of the Fleet, Sir Terence Lewis, was present and the full Cabinet were for the first time given a briefing on the military possibilities and difficulties.

Continued on back page, col

Shock

By Richard Evans

Merton may not provide the political personalities of controversy of neighbouring Lambeth or Wandsworth, but it could present one of the shocks in next month's local elections.

The unglamorous sounding borough, situated in the south west outskirts of London, takes in Wimbledon, Mitcham and Morden and is controlled by the Conservatives who have 39 of the 57 seats.

But party chiefs are only too well aware that the last time they lost power was in 1971 when, like now, a Conservative government was in power at Westminster. Heston is one of those discreetly referred to as being "under pressure" by the Tory hierarchy.

In contrast to many areas, education could have a strong influence on voting intentions. Reports by local teachers and the council's director of education have highlighted the effect of cuts and received banner headlines in the local press.

Mr Harry Cowd, the council leader and a headmaster, admits education has taken its fair share of cuts but says there has been no diminution of standards and "high resources do not equate

Race equ

With one week to go before the local elections, councils were yesterday "urged" to adopt equal opportunity policies for the different racial groups in their areas and to set up a system of record-keeping and monitoring of ethnic origins.

A report published yesterday by the Commission for Racial Equality (CRE), recommended that local councils set up committees of councillors to review race relations work and appoint working parties of council officers to develop positive ideas and action.

Mr David Lane, outgoing chairman of the CRE, said: "We look to individual candidates to express their views clearly, and to those elected to argue for and develop policies which will achieve genuine racial equality in the time ahead."

At present only 20 to 30



Benn fails with task force motion ³⁷⁰⁴ ³³⁸⁶

Continued from page 1

They appear to have been told only in outline what the military options are, but they were not asked for their opinions and there was no detailed discussion.

The meeting was said by one participant to have been agreed to only with reluctance by the Prime Minister, after senior colleagues had urged her to give the Cabinet the fullest possible picture. From Mrs Thatcher's point of view it appears to have gone well, with confidence expressed in the inner Cabinet's handling of the crisis so far.

□ The Government was last night awaiting Argentina's response to the detailed proposals drawn up by the United States to resolve the

Falklands crisis before further violence breaks out in the South Atlantic (David Cross writes).

Whitehall officials said last night that the ball was now in Argentina's court as far as the diplomatic exchanges between London, Washington and Buenos Aires were concerned. They pointed out that Britain's latest views had been transmitted to Washington personally by Mr Francis Pym, the Foreign Secretary, when he was in Washington for talks with Mr Alexander Haig, the American Secretary of State, at the end of last week.

The Foreign Office announced yesterday that a copy of Mr Haig's latest peace proposals had been

received in London and was now "under consideration" by Mrs Thatcher and her colleagues. It is understood that the formal proposals reached London late on Tuesday but were not discussed in any detail at yesterday's Cabinet meeting.

□ Labour's national executive yesterday rejected a call from Mr Wedgwood Benn that the task force should be kept from the Falkland Islands (Anthony Bevin writes).

But it unanimously endorsed a resolution repeating Mr Michael Foot's demand that the Government should respond "immediately and favourably" to the appeal by the Secretary-General of the United Nations, that the "escalation" be halted.

SCOTTISH

As Thames except: 1.20pm-1.30 News. 4.20 Jangles. 4.50 Sport Billy. 5.20-5.45 Crossroads. 6.00 Scotland Today. 6.30-7.00 Benson. 10.35 Preview. 11.05 Maybe Tomorrow. 11.35 Seachd Lathian. 12.05 Late Call. 12.10am Barney Miller. 12.40 Closedown.

HTV

As Thames except: 1.20-1.30 pm News. 3.50 Square One. 4.20 Here's Boomer. 4.45 Flying Kiwi. 5.05 Jobline. 5.15-5.45 Benson. 6.00 News. 6.35-7.00 Crossroads. 10.33 News. 10.35 Flowers Dartsathon. 1982 The Quarter Finals. 11.05-12.05 am Lou Grant. 12.20 Closedown.

HTV CYMRU/WALES

As HTV West except: 9.35-9.50 Wales and the sea. 11.22-11.37 Yn Eu Cynelin. 12.00-12.10 Mwsti. 4.20 Murphy's Mob. 4.50-5.15 Sêr. 6.00 Y Dydd. 6.15-6.35 Report Wales. 10.35-11.05 Sports Arena.

YORKSHIRE

As Thames except: 1.20 pm-1.30

TSW

As Thames except: 1.20pm-1.30 News. 5.15 Gus Honeybun. 5.20-5.45 Crossroads. 6.00 Today South West. 6.30-7.00 Politics South West. 10.37 News. 10.40 Mannix. 11.35 In Concert. Kris Kristofferson and Anne Murray. 12.45 Postscript. 12.51 Closedown.

ULSTER

As Thames except: 1.20 pm-1.30 Lunchtime. 4.20 Palmerstown. 5.15 Sounds of... Tartan Lads. 5.30-5.45 Good Evening Ulster. 6.00 Good Evening Ulster. 6.25 Police Six. 6.35-7.00 Crossroads. 11.35 News. Closedown.

ANGLIA

As Thames except: 1.20 pm-1.30 News. 2.00-2.25 Not For Women Only. 4.20 Palmerstown. 5.15-5.45 Survival. 6.00 About Anglia. 6.20 Arena. 6.35-7.00 Crossroads. 10.35 Last Chance: Alcoholics. 11.30 Lou Grant. 12.15 am French Experience. Closedown.

CHANNEL

As Thames except: 1.20-1.30 News. 5.20-5.45 Crossroads. 6.00 Channel Report. 6.15-7.00 Incredible Hulk. 10.00-10.15 Life in France. 10.33 News. 10.40 Mannix. 11.35 In Concert. Kris Kristofferson, Anne Murray. 12.45 am Closedown.

TVS

As Thames except: 1.20 pm-1.30 News. 2.00-2.25 Not For Women Only. 3.50-4.20 Square One. 5.15 Watch This Space... 5.30-5.45 Coast To Coast. 6.00 Coast To Coast. 6.35-7.00 Crossroads. 10.35 In The Mouth of the Dragon: Hongkong. 11.05 Strumpet City. 12.05 am Company, followed by Closedown.

GRAMPIAN

as Thames except: Starts 9.30-9.35 First Thing. 1.20-1.30 News. 5.15-5.45 Happy Days. 6.00 North Tonight. 6.30 Police News. 6.35-7.00 Crossroads. 10.35 Bizarre. 11.05 Superstar Profile: Dudley Moore. 11.35 Barney Miller. 12.05 News. 12.10 Closedown.

GRANADA

TRADUCCION del TIMES del 29 Abr 82.

THATCHER ABRIENDO EL DEBATE DE LA CRISIS

por JULIAN HAVILAND.
Editorialista político

La Sra THATCHER no está preparada a invitar a las Naciones Unidas como mediador en el conflicto. Tampoco a buscar cualquier otra autoridad más que el derecho de auto defensa -especificado en la Carta de las NU. El Sr FOOT apresuró otra vez al gobierno a no tomar ninguna otra acción militar seria hasta haber consultado al Sr PEREZ DE CUELLAR. El Consejo del Sr FOOT no se tomará en cuenta.

Los miembros del Parlamento apoyarán totalmente la decisión del bloqueo aéreo total de las Falklands.

Las palabras de la Sra THATCHER sobre las negociaciones incansables y la aplicación de la fuerza mínima. Pero su actitud no es tan calma como lo podrían desear tanto sus amigos o sus críticos.

El Alte de la flota, Sir Terence Lewis, Jefe de Defensa, proporcionó informaciones sobre las posibilidades y dificultades militares.

Esta reunión, dijo uno de los participantes, fue autorizada con reservas de la Sra Thatcher.

El Gno, anoche, estaba esperando la contestación argentina al plan propuesto por los EE UU. Dicen que la bala está ahora del lado Argentino.

Una copia de las proposiciones de REAGAN fue recibida en LONDRES y está ahora "bajo examen" de la Sra Thatcher.

Los laborales rechazaron ayer el llamado del Sr WEDGWOOD BENN por el cual pedía el retiro de la flota británica de las Falklands. Pero apoyaron de manera unánime al Sr FOOT requiriendo al Gno de responder "inmediata y favorablemente" al llamado del Secretario General de las Naciones Unidas de interrumpir esta "escalada de violencia".

Cdo J Ej — EMGE
Jef II - Icia - Dpto Ext

3952

37242

43

Fecha-Hora recepción 30/130/3002

Destino Interno	1	2	3	4	Nro	Fecha Hora	Recibido por
	SS						
Proceder	SS						
Verme previo estudio					1		
Verme con antecedentes					2		
Preparar contestación					3		
Integrar al caso					4		
Proponer acción a tomar					<u>OBSERVACIONES</u>		
Tomar conocimiento							
Ordinar							
Explotación y registro	K						
Carta de Situación							
Parte Subversivo							
IIP							
Reunión Informativa							
Difundir a:							
— Secr Grl							
— B Icia 601							
— FAA							
— ARA							
— Jef III - Op							
— Dpto Int							
Archivar					J Dpto	2do J Dpto	

J Dpto

2do J Dpto

TURNADO

2205FARGTN AR
2205FARGTN AR
AGNIFRA 613819F
DE: AGREMIARGE FRANCIA
PARA: ESMAYORDOS-DPTO EXT-

AM FR 406/82-SINTESIS DE PRENSA FRANCESA DEL DIA 30 ABR 82
SOBRE TEMA MALVINAS.

1-PRINCIPALES TITULARES DE LA FECHA.
A-MALVINAS: EL DIA MAS LARGO.
B-EL ARMA ECONOMICA A DOLLE FILO.
C-LA NAVY PUEDE ASEGURAR UN BLOQUEO EFICAZ.
D-MALVINAS: EL ULTIMATUM EXPIRA A LAS 13 HS.

2-COMENTARIOS DESTACADOS.

A-LE MATIN

BLOQUEO O DESEMBARCO? A ALGUNAS HORAS DE LA EXPIRACION DEL ULTIMATUM DECRETADO POR EL GOBIERNO BRITANICO, LOS EXPERTOS SE PREGUNTAN SOBRE LA ESTRATEGIA QUE DEBERIA ADOPTAR EL ESTADO MAYOR BR. UNA CUESTION: EL ESTADO Y LA RELACION DE FUERZAS JUEGAN EN FAVOR DE UN BLOQUEO MIENTRAS QUE UN DESEMBARCO SERIA MUCHO MAS DISCUTIBLE.

EL BLOQUEO

EN ESTA HIPOTESIS, LA MARINA Y LA AVIACION BR PROPORCIONAN EL ACCESO MARITIMO Y AEREO A CUALQUIER AERONAVE O NAVIO ARGENTINO QUE SE AVENTURE EN LA ZONA DE 200 MILLAS. SI SE CREE A LOS EXPERTOS LAS FUERZAS NAVALES BR TENDRIAN EN ESE ESCENARIO, TODAS LAS OPORTUNIDADES DE HACER PREVALECER SU VOLUNTAD. ¿CÓMO? LA ROYAL NAVY DISPONE ACTUALMENTE EN LA REGION DE CUATRO SUBMARINOS NUCLEARES DE ATAQUE (SNA). SE TRATA DEL SUPERB, SCEPTRE, SPARTAN Y SPLENDID, EMBLEMAS DE LAS FUERZAS DE DISUASION BR. ESTAS UNIDADES DE 4000 TONELADAS CADA UNA ESTAN EN CONDICIONES DE PERMANECER EN EL AGUA, A UNA PROFUNDIDAD DE 600 M, DURANTE CERCA DE DOS MESES. COMO ESTAN EQUIPADAS CON TORPEDOS FILOGUIADOS (LOS MK 23 TIGERFISH, CONOCIDOS POR SU SILENCIO), LA MARINA ARGENTINA PUEDE TENER UNA INTRUSION EN LA FAMOSA ZONA DE 200 MILLAS. LOS CUATRO SUBMARINOS PUEDEN ENVIAR CADA QUINCE SEGUNDOS VEINTE TORPEDOS A LA FLOTA DE SUPERFICIE DE LA JUNTA. LO QUE NO DEJA MUCHAS OPORTUNIDADES A LA ARMADA ARGENTINA QUE, TEÓRICAMENTE, SE JACTA DE UNA FUERZA DE ATAQUE DE 56000 TONELADAS. LA NAVY NO HA DESCUIDADO NADA. A BORDO DE UNO DE SUS PORTAVIONES, UNA TRIPULACION DE REPUESTO PARA LOS SUBMARINOS HA SIDO EMBARCADA. LO QUE DICE MUCHO SOBRE SU VERDADERA CAPACIDAD OFENSIVA.

LOS DOS ADVERSARIOS PUEDEN PONER EN LINEA LA MISMA CANTIDAD DE BATERIAS DE EXOCET, ESTE MISIL MAR-MAR CONCEBIDO Y FABRICADO POR LA AEROSPATIALE Y CAPAZ DE NEUTRALIZAR CON UNA PRECISION TERRIFICANTE, GRACIAS A SU CALCULADOR ELECTRONICO, CUALQUIER NAVIO A UNA DISTANCIA DE 42 KM. EL FABRICANTE FRANCES VENDIO 300 EXOCET A G.B. EN 1970 MIENTRAS QUE PROVEIA MAS O MENOS LA MISMA CANTIDAD DE MISILES ANTI-NAVIOS A LOS ARGENTINOS.

PARALELAMENTE A ESTA SUPERIORIDAD SUBMARINA A PROPULSION NUCLEAR, LOS INGLESES PUEDEN HABLAR DE LAS MISMAS POSIBILIDADES EN EL AIRE? PUEDEN REALIZAR UN BLOQUEO AEREO? DESDE ESTE PUNTO DE VISTA, EL OBJETIVO PARECE A PRIMERA VISTA MAS DIFICIL DE REALIZAR. G.B. DISPONE DE LOS FAMOSOS HARRIER, AVIONES AEROPORTADOS CON DECOLAGE VERTICAL, CUENTAN CON UNOS 20 EN LOS PORTAVIONES HMS HERMES E INVINCIBLE. EQUIPADOS CON MISILES SIDEWINDER (INGLES), MARTEL (FRANCO-INGLES) O HARPOON (AMERICANOS), ESTAN EN CONDICIONES DE HACER BUENA FIGURA. TANTO MAS QUE PUEDEN CONTAR CON AVIONES REABASTECEDORES VULCAN BASADOS EN ASCENSION, UN CONDOMINIO AMERICO-INGLES QUE CONSTITUYE UNA EXCELENTE POSICION PARA LA LOGISTICA.

PERO, ENFRENTA, LAS FUERZAS AEREAS ARGENTINAS SON BASTANTE TEMIBLES. AL LADO DE LOS BREGUET-ATLANTIC DE VIGILANCIA MARITIMA Y DE LOS SUPER ETENDARD "MADE IN FRANCE", LOS SKYWALKER AMERICANOS, HAY QUE CONTAR CON UNA BUENA CUARENTENA DE MIRAGE 5 Y MIRAGE 50. DOTADOS DE UNA AUTONOMIA DE 2000 KM. SE TRATA DE APARATOS DE UNA GRAN EFICACIA. PRIMERO EN RAZON DEL ARMAMENTO CON QUE ESTAN PROVISTOS, MISILES MATRA 530 DE INTERCEPCION. LUEGO, PORQUE ESTOS AVIONES DE COMBATE FABRICADOS POR M.DASSAULT PUEDEN TAMBIEN CUMPLIR MISIONES DE BOMBARDEO. PERO EL USO DE LOS MIRAGE SOLO PUEDE SER POSIBLE SI LAS AUTORIDADES ARGENTINAS PREVIEN EN MALVINAS EL APOYO LOGISTICO COMPLEJO DEL QUE TIENEN NECESIDAD. EL SUELO ARGENTINO ESTA DEMASIADO ALEJADO DE LAS FALKLANDS PARA PERMITIRLES SER TOTALMENTE EFICACES.

LA INVASION

FRACTAMENTE ASEGURADA DE HACER RESPETAR EL BLOQUEO, LAS FUERZAS BR SON CAPACES DE DESEMBARCAR EN LAS ISLAS FALKLANDS? ES OTRA HISTORIA. SI SE CREE A LOS EXPERTOS, LAS FUERZAS EMBARCADAS EN LOS NAVIOS INGLESSES (7000 BRITANICOS CONTRA 1000 ARGENTINOS "EN TIERRA") NO SON SUFICIENTES. LA EXPERIENCIA DE LOS DESEMBARCOS DE LA ULTIMA GUERRA MUNDIAL MUESTRA QUE ES NECESARIO UNA RELACION DE 1 A 3 PARA DOMINAR AL ADVERSARIO. ES LA RAZON POR LA CUAL LOS ESPECIALISTAS CREEN MEJOS A UNA CONFRONTACION ARMADA TERRESTRE. PERO, SI ELLOS INTENTAN LA AVENTURA, LOS INGLESSES PUEDEN CONTAR CON LAS INFORMACIONES COMUNICADAS POR LOS SATELITES ESPIAS AMERICANOS, QUE ESTAN EN CONDICION DE INFORMARLOS SOBRE EL DESPLIEGUE DE LAS FUERZAS ADVERSAS CON UNA "DEFINICION" DE 5 A 10 METROS. UNA POSIBILIDAD ENORME EN UN CONFLICTO DONDE CADA UNO SE INTERROGA SOBRE LA EXISTENCIA REAL DE LAS FUERZAS EN PRESENCIA.

GUERRA PSICOLOGICA O SIMPLEMENTE GUERRA?? SE SABRA HOY A LAS 13 HORAS SI LAS MALVINAS SE TRANSFORMARAN EN CAMPO DE BATALLA, CUANDO EXPIRE EL ULTIMATUM BRITANICO. TATCHER AMENAZA CON TIRAR SOBRE "CUALQUIER NAVIO O AVION" QUE SE ENCUENTRE EN LA ZONA DE EXCLUSION TOTAL ALREDEDOR DE LAS 200 ISLAS PRETENDIDAS POR G.B. Y ARGENTINA.

EN LONDRES SE PREVEIA UNA "CAMPAÑA LARGA Y SANGRIENTA" SEGUN LOS TERMINOS DEL CTE DE LA FLOTA, DESPUES DE LA ENTRADA DEL BLOQUEO TOTAL, SI LOS ARGENTINOS DECIDIAN FORZARLO. LOS BRITANICOS PODRIAN RESPONDER POR UN ATAQUE CONTRA EL AEROPUERTO STANLEY, TRATANDO DE ALCANZAR LOS MIRAGES ARGENTINOS, LUEGO DESEMBARCAR LOS PARINES EN LA ISLA WEST FALKLAND.

UNICA COSA PRACTICAMENTE SEGURA, UNA CENTENA DE HOMBRES RANAS BRITANICOS SE ENCUENTRAN EN ESTA ISLA, DONDE HABRIAN SIDO LARGADOS EL ULTIMO LUNES, EN EL MISMO MOMENTO DE LA BATALLA DE GEORGIA DEL SUD. DESPUES SE HABRIAN MEZCLADO CON LA POBLACION E INFORMARIAN A LA FLOTA BRITANICA.

B-LE QUOTIDIEN.

LA CONCENTRACION DEL EJERCITO ARGENTINO EN LOS PUNTOS DEL LITORAL ATLANTICO INQUIETA POR OTRA PARTE A CIERTOS CIVILES QUE SE PREOCUPAN SI LOS BRITANICOS NO ESTARIAN TENTADOS DE BOMBARDEAR ESOS OBJETIVOS. UN RAID RELAMPAGO PODRIA ANIQUILAR LA INDUSTRIA PETROLERA ARGENTINA Y PARALIZAR EL PAIS.

EN BUENOS AIRES QUE PARECE VERDADERAMENTE FUERA DEL ALCANCE DE LAS BOMBAS, AUN PARA LOS MAS PESIMISTAS, LAS PREOCUPACIONES SON DEL ORDEN ECONOMICO Y FINANCIERO. COMO EL PRESUPUESTO DE LA NACION, YA FRAGIL, VA A SOPORTAR ESTA ECONOMIA QUE, SIN ESTAR EN GUERRA, NO ES COMPLETAMENTE DE PAZ? GASTOS SUPLEMENTARIOS QUE SE AGREGAN A LA DEUDA PUBLICA, DISMINUCION DE LAS EXPORTACIONES, LA INFLACION, EL ARANCO INDUSTRIAL, HOMBRES DE NEGOCIO QUE TEMOS ENCONTRADO, NO ESCONDEN SU INQUIETUD, AUN SI TODOS COMPARTEN EL MISMO SENTIMIENTO PATRIOTICO A PROPOSITO DE LAS MALVINAS.

LA CITA DEL 1 DE MAYO.

LOS PRECIOS AUMENTARON EL 4,5; EN ABRIL. EL DOLAR PASO OFICIALMENTE DE 10.500 A 12.000 PESOS, PERO EN EL MERCADO PARALELO VALE YA 15.000 Y LOS CANDIDATOS DE LA EXPORTACION CLANDESTINA DE CAPITALS SON NUMEROSOS DE LOS BARRIOS DISTINGUIDOS ASI COMO LOS ESPECULADORES QUE, EN CASO DE GUERRA, VEN YA EL DOLAR ENCIMA DE LOS 25.000 PESOS. AUN EL FRANCO FRANCES QUE VALIA 1.750 HACE QUINCE DIAS, HOY SE COMPRO A 2.000 PESOS. PARA EL CASO EN QUE SE EVITARA LA GUERRA Y EL BLOQUEO RESPETADO, LA ESPERA PODRIA SER LARGA. LOS ARGENTINOS TIENEN CON QUE OCUPIAR. LOS ALIMENTOS Y EL AGUA POTABLE NO FALTAN EN LAS MALVINAS. LAS MUNICIONES EN ESTE MOMENTO SON NUMEROSAS Y A CUBIERTO DE LAS BOMBAS. LA CUESTION ES SABER FINALMENTE UNA VEZ MAS SI LOS CIVILES DE LA CAPITAL RESISTIRAN TANTO TIEMPO COMO LOS MILITARES. LA GRAN MANIFESTACION PERONISTA PREVISTA PARA EL 1 DE MAYO, PERMITIRA JUZGAR LA DETERMINACION Y EL ESTADO DE ESPIRITU DE LAS MASAS POPULARES ARGENTINAS.

MALVINAS: EL DIA MAS LARGO.

EL MISMO PROBLEMA PARA LOS BRITANICOS, PORQUE TATCHER DEBERA MUY PRONTO NAVEGAR NO SOLAMENTE EN LAS AGUAS AGITADAS DEL ATLANTICO AUSTRAL, SINO TAMBIEN, SI LAS COSAS VAN LARGAS, EN LAS AGITADAS CLAS DE UNA OPINION PUBLICA O DE UN PARLAMENTO QUE NO ACEPTARAN VER SU FLOTA INMOVILIZADA, CON GRANDES GASTOS, DURANTE MESES A TAL DISTANCIA, POR ALGUNOS METROS DE TURBA.

EL DIERO NO TIENE OLOR? VAMOS/ CON EL TITULO DE "EL ARMA MAS RECIENTE Y MAS PODEROSA NO TIENE NINGUN SECRETO" ESCRIBIA EL COTIDIANO BRITANICO "THE GUARDIAN", DICHIENDO QUE LA UTILIZACION DEL ARMA FINANCIERA CONTRA ARGENTINA PODRIA CONducIR A UNA CAIDA DE ESE PAIS, TENDRIA CONSECUENCIAS DESASTROSAS EN EL PLAN FINANCIERO EN TODA AMERICA LATINA Y A UN NIVEL MAYOR. DICHO DE OTRA MANERA, ATENCION A LOS AUE LO UTILIZAN, ELLA PODRIA VOLVERSE CONTRA ELLOS EN PROPORCIONES INCALCULABLES.

COMO ESCRIBIA ESTE COTIDIANO "LA PRIMERA VEZ SE PODIA PENSAR QUE SE TRATABA DE UN ACCIDENTE, LA SEGUNDA DE UNA SIMPLE COINCIDENCIA. AHORA PARECE QUE LA UTILIZACION DEL ARMA FINANCIERA SE HA CONVERTIDO EN UN RAZGO PERMANENTE DE LA DIPLOMACIA". ESTA ARMA FINANCIERA, DE LA QUE SE PODRIA DECIR QUE SE VOLVIO UNA MODA, EN QUE CONSISTE? EN EL CASO DE LA ARGENTINA, PODRIA SER DE UNA EFICACIA TEMIBLE. EN EFECTO, LA DEUDA DE ESE PAIS LLEGA HOY A LOS 32 MIL MILLONES DE DOLARES, O SEA UN MONTO SUPERIOR AL DE POLONIA Y QUE CONTINUA CRECIENDO. POR ESO, PARA "THE GUARDIAN", LA "ARGENTINA SE VOLVIO PARTICULARMENTE VULNERABLE A LAS PRESIONES FINANCIERAS EXTERIORES". EL AUTOR DEL ARTICULO PROSIGUE: "SI ELLA VE QUE NUEVOS CREDITOS SON RECHAZADOS, DE UN MONTO DE 4 A 7 MIL MILLONES DE DOLARES, PODRIA MOSTRARSE INCAPAZ DE REEMBOLSAR SUS DEUDAS AL EXTRANJERO". LAS CONSECUENCIAS SON DESDE AHORA INCALCULABLES: "LO MISMO QUE LA CRISIS POLACA PROVOCO ONDAS DE CHOQUE EN TODOS LOS PAISES DE EUROPA DEL ESTE, LA ARGENTINA TRAERIA CONSECUENCIAS ESPANTOSAS EN TODA LA AMERICA LATINA Y HASTA A MAYOR ESCALA. "Y EL LLOYDS BANK ES UNO DE LOS ACREEDORES MAYORES DE ESE PAIS". EL DIARIO EXPLICA QUE SI EL BLOQUEO FINANCIERO CONTINUA, TRAERIA PROBLEMAS, NO SOLAMENTE A LA ARGENTINA SINO TAMBIEN AL RESTO DEL CONTINENTE AMERICANO, DONDE LAS DEUDAS LLEGAN A UN TOTAL DE 150 MIL MILLONES DE DOLARES (EL DOBLE DEL CONEJO). ESTO ACARREARIA ENTONCES "UN DERRUMBAMIENTO COLECTIVO" "UN EFECTO DESVATADOR EN EL SISTEMA BANCARIO INTERNACIONAL". EL DIARIO CONTINUA EN ESTOS TERMINOS: "LONDRES PODRIA SER ELIMINADA EN TANTO QUE PLAZA FINANCIERA EN PROVECHO DE CENTROS MAS PEQUEÑOS, MENOS SUSCEPTIBLES DE ESTAR MEZCLADOS EN LA POLITICA INTERNACIONAL". CUANDO SE SABE QUE LA CUARTA PRTE DE LAS OPERACIONES BANCARIAS SE EFECTUA EN LONDRES...

C-FRANCE SOIR.

ARIAS ISRAELITAS PARA LA ARGENTINA. ISRAEL VENDIO ARMAS A LA ARGENTINA, CONFIRMO EL CONSUL GENERAL ISRAELI EN GLASGOW, ESCOCIA. "NOSOTROS TUVINOS CONTRATOS DE ARMAMENTOS CON BUENOS AIRES EN EL PASADO" INDICO SINAI ROMEO. EL FOREIGN OFFICE DE LONDRES PIDIO EL MIERCOLES AL GOBIERNO DE JERUSALEM CESAR TODA ENTREGA DE MATERIAL DE GUERRA A LA ARGENTINA. ISRAEL RESPONDIÓ AFIRMANDO SU NEUTRALIDAD EN EL CONFLICTO DE LAS MALVINAS.

D-CONCLUSIONES:

SE APRECIA UNA CRECIENTE EXPECTATIVA EN TODA LA PRENSA A MEDIDA QUE SE APROXIMA LA HORA IMPULSADA POR LONDRES PARA EL BLOQUEO Y LA INTENSIFICACION DE LA CRITICA A ARGENTINA, UTILIZANDO EL TEMA DERECHOS HUMANOS, ESPECIALMENTE EN TV, AL NO CONTAR CON INFORMACION SOBRE MALVINAS. LA SITUACION PARA MIE TATCHER SE IRIA DETERIORANDO A MEDIDA QUE PASA EL TIEMPO SIN NINGUNA ACCION, LUEGO DE LA DIFUSION DE LA VICTORIA RELATIVAMENTE FACIL EN GEORGIA.

AGREMIARGE
2205FARGTN AR
AGNIFRA 613819F

30 Apr 388 (70)
4/86

THE FOLLOWING INFORMATION IS FOR YOUR INFORMATION ONLY

AND IS NOT TO BE DISCLOSED TO ANY OTHER PERSON

76

ON THE FOLLOWING DATE: 11 APR 1986

TO: THE DIRECTOR, CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY

FROM: THE DIRECTOR, CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY

SUBJECT: [REDACTED]

REFERENCE: [REDACTED]

1. [REDACTED]

2. [REDACTED]

3. [REDACTED]

4. [REDACTED]

5. [REDACTED]

6. [REDACTED]

7. [REDACTED]

8. [REDACTED]

9. [REDACTED]

10. [REDACTED]

11. [REDACTED]

12. [REDACTED]

13. [REDACTED]

14. [REDACTED]

15. [REDACTED]

16. [REDACTED]

17. [REDACTED]

18. [REDACTED]

19. [REDACTED]

20. [REDACTED]

21. [REDACTED]

22. [REDACTED]

23. [REDACTED]

24. [REDACTED]

25. [REDACTED]

26. [REDACTED]

27. [REDACTED]

28. [REDACTED]

29. [REDACTED]

30. [REDACTED]

31. [REDACTED]

32. [REDACTED]

33. [REDACTED]

34. [REDACTED]

35. [REDACTED]

36. [REDACTED]

37. [REDACTED]

38. [REDACTED]

39. [REDACTED]

40. [REDACTED]

41. [REDACTED]

42. [REDACTED]

43. [REDACTED]

44. [REDACTED]

45. [REDACTED]

46. [REDACTED]

47. [REDACTED]

48. [REDACTED]

49. [REDACTED]

50. [REDACTED]

51. [REDACTED]

52. [REDACTED]

53. [REDACTED]

54. [REDACTED]

55. [REDACTED]

56. [REDACTED]

57. [REDACTED]

58. [REDACTED]

59. [REDACTED]

60. [REDACTED]

61. [REDACTED]

62. [REDACTED]

63. [REDACTED]

64. [REDACTED]

65. [REDACTED]

66. [REDACTED]

67. [REDACTED]

68. [REDACTED]

69. [REDACTED]

70. [REDACTED]

71. [REDACTED]

72. [REDACTED]

73. [REDACTED]

74. [REDACTED]

75. [REDACTED]

76. [REDACTED]

77. [REDACTED]

78. [REDACTED]

79. [REDACTED]

80. [REDACTED]

81. [REDACTED]

82. [REDACTED]

83. [REDACTED]

84. [REDACTED]

85. [REDACTED]

86. [REDACTED]

87. [REDACTED]

88. [REDACTED]

89. [REDACTED]

90. [REDACTED]

91. [REDACTED]

92. [REDACTED]

93. [REDACTED]

94. [REDACTED]

95. [REDACTED]

96. [REDACTED]

97. [REDACTED]

98. [REDACTED]

99. [REDACTED]

100. [REDACTED]

101. [REDACTED]

102. [REDACTED]

103. [REDACTED]

104. [REDACTED]

105. [REDACTED]

106. [REDACTED]

107. [REDACTED]

108. [REDACTED]

109. [REDACTED]

110. [REDACTED]

111. [REDACTED]

112. [REDACTED]

113. [REDACTED]

114. [REDACTED]

115. [REDACTED]

116. [REDACTED]

117. [REDACTED]

118. [REDACTED]

119. [REDACTED]

120. [REDACTED]

121. [REDACTED]

122. [REDACTED]

123. [REDACTED]

124. [REDACTED]

125. [REDACTED]

126. [REDACTED]

127. [REDACTED]

128. [REDACTED]

129. [REDACTED]

130. [REDACTED]

131. [REDACTED]

132. [REDACTED]

133. [REDACTED]

134. [REDACTED]

135. [REDACTED]

136. [REDACTED]

137. [REDACTED]

138. [REDACTED]

139. [REDACTED]

140. [REDACTED]

141. [REDACTED]

142. [REDACTED]

143. [REDACTED]

144. [REDACTED]

145. [REDACTED]

146. [REDACTED]

147. [REDACTED]

148. [REDACTED]

149. [REDACTED]

150. [REDACTED]

151. [REDACTED]

152. [REDACTED]

153. [REDACTED]

154. [REDACTED]

155. [REDACTED]

156. [REDACTED]

157. [REDACTED]

158. [REDACTED]

159. [REDACTED]

160. [REDACTED]

161. [REDACTED]

162. [REDACTED]

163. [REDACTED]

164. [REDACTED]

165. [REDACTED]

166. [REDACTED]

167. [REDACTED]

168. [REDACTED]

169. [REDACTED]

170. [REDACTED]

171. [REDACTED]

172. [REDACTED]

173. [REDACTED]

174. [REDACTED]

175. [REDACTED]

176. [REDACTED]

177. [REDACTED]

178. [REDACTED]

179. [REDACTED]

180. [REDACTED]

181. [REDACTED]

182. [REDACTED]

183. [REDACTED]

184. [REDACTED]

185. [REDACTED]

186. [REDACTED]

187. [REDACTED]

188. [REDACTED]

189. [REDACTED]

190. [REDACTED]

191. [REDACTED]

192. [REDACTED]

193. [REDACTED]

194. [REDACTED]

195. [REDACTED]

196. [REDACTED]

197. [REDACTED]

198. [REDACTED]

199. [REDACTED]

200. [REDACTED]

201. [REDACTED]

202. [REDACTED]

203. [REDACTED]

204. [REDACTED]

205. [REDACTED]

206. [REDACTED]

207. [REDACTED]

208. [REDACTED]

209. [REDACTED]

210. [REDACTED]

211. [REDACTED]

212. [REDACTED]

213. [REDACTED]

214. [REDACTED]

215. [REDACTED]

216. [REDACTED]

217. [REDACTED]

218. [REDACTED]

219. [REDACTED]

220. [REDACTED]

221. [REDACTED]

222. [REDACTED]

223. [REDACTED]

224. [REDACTED]

225. [REDACTED]

226. [REDACTED]

227. [REDACTED]

228. [REDACTED]

229. [REDACTED]

230. [REDACTED]

231. [REDACTED]

232. [REDACTED]

233. [REDACTED]

234. [REDACTED]



30 Abr 82 389/10 4196

DEL ASREMIARRE FRANCIA
PARA: ESMAYORDOS-DPTO EXT-

AM FR 506/82-SINTEGIB DE FRENSA FRANCESA DEL DIA 30 ABR 82
SOBRE TEMA MALVINAS.

1-PRINCIPALES TITULARES DE LA FECHA.
A-MALVINAS: EL DIA MAS LARGO.
B-EL ARMA ECONOMICA A DOBLE FILO.
C-LA NAVY PUEDE ASEGURAR UN BLOQUEO EFICAZ.
D-MALVINAS: EL ULTIMATUM EXPIRA A LAS 13 HS.

2-COMENTARIOS DESTACADOS.

A-LE MATIN

BLOQUEO O DESEMBARCO ? A ALGUNAS HORAS DE LA EXPIRACION DEL
ULTIMATUM DECRETADO POR EL GOBIERNO BRITANICO, LOS EXPERTOS
SE PREGUNTAN SOBRE LA ESTRATEGIA QUE DEBERIA ADOPTAR EL ESTADO
MAYOR BR. UNA COTEJA: EL ESTADO Y LA RELACION DE FUERZAS JUEGAN
EN FAVOR DE UN BLOQUEO BR MIENTRAS QUE UN DESEMBARCO SERIA
MUCHO MAS DISCUTIBLE.

EL BLOQUEO

EN ESTA HIPOTESIS, LA MARINA Y LA AVIACION BR PROHIBEN EL ACCESO
MARITIMO Y AEREO A CUALQUIER AERONAVE O NAVIO ARGENTINO QUE SE
AVENTURE EN LA ZONA DE 200 MILLAS. SI SE CREE A LOS EXPERTOS
LA 8 FUERZAS NAVALES BR TENDRIAN EN ESE ESCENARIO, TODAS LAS
OPORTUNIDADES DE HACER PREVALECEER SU VOLUNTAD. MOTIVO ? LA ROYAL
NAVY DISPONE ACTUALMENTE EN LA REGION DE CUATRO SUBMARINOS
NUCLEARES DE ATAQUE (SNA). SE TRATA DEL SCEPTRE, SCEPTRE,
SPARTAN Y SPLENDID, EMBLENAS DE LAS FUERZAS DE DISUASION BR.
ESTAS UNIDADES DE 4000 TONELADAS CADA UNA ESTAN EN CONDICIONES
DE PERMANECER EN EL AGUA, A UNA PROFUNDIDAD DE 600 M. DURANTE
CERCA DE DOS MESES. COMO ESTAN EQUIPADAS CON TORPEDOS FILIGUIADOS
(LOS MK 23 TIGERFISH, CONOCIDOS POR SU SILENCIO), LA MARINA
ARGENTINA PUEDE TEMER UNA INMISION EN LA FAMOSA ZONA DE 200
MILLAS. LOS CUATRO SUBMARINOS PUEDEN ENVIAR CADA QUINCE SEGUNDOS
VEINTE TORPEDOS A LA FLOTA DE SUPERFICIE DE LA JUNTA. LO QUE
NO DEJA MUCHAS OPORTUNIDADES A LA ARMADA ARGENTINA QUE, TEORI-
CAMENTE, SE JACTA DE UNA FUERZA DE ATAQUE DE 34000 TONELADAS.
LA NAVY NO HA DESCHIDADO NADA. A BORDO DE UNO DE SUS PORTAVIONES,
UNA TRIPULACION DE REFUESTO PARA LOS SUBMARINOS HA SIDO ENBAR-
CADA. LO QUE DICE MUCHO SOBRE SU VERDADERA CAPACIDAD OFENSIVA.

LOS DOS ADVERSARIOS PUEDEN PONER EN LINEA LA MISMA CANTIDAD DE
BATERIAS DE EXOCET, ESTE MISILE MAR-MAR CONCEBIDO Y FABRICADO
POR LA AEROSPATIALE Y CAPAZ DE NEUTRALIZAR CON UNA PRECISION
TERRORIFICA, GRACIAS A SU CALCULADOR ELECTRONICO, CUALQUIER
NAVIO A UNA DISTANCIA DE 42 KM. EL FABRICANTE FRANCES VENDIO
300 EXOCET A G.B. EN 1970 MIENTRAS QUE PROVEIA MAS O MENOS LA
MISMA CANTIDAD DE MISILES ANTI-NAVIOS A LOS ARGENTINOS.

PARALELAMENTE A ESTA SUPERIORIDAD SUBMARINA A PROPULSION
NUCLEAR, LOS INGLESES PUEDEN HABLAR DE LAS MISMAS POSIBILI-
DADES EN EL AIRE ? PUEDEN REALIZAR UN BLOQUEO AEREO ? DESDE
ESTE PUNTO DE VISTA, EL OBJETIVO PARECE A PRIMERA VISTA MAS
DIFICIL DE REALIZAR. G.B. DISPONE DE LOS FAMOSOS HARRIER,
AVIONES AEROPORTADOS CON DECOLAGE VERTICAL. CUENTAN CON UNOS
20 EN LOS PORTAVIONES HMS HERMES E INVINCIBLE. EQUIPADOS CON
MISILES SIDENHENDER (INGLES), MARTEL (FRANCO-INGLES) O
HARPOON (AMERICANOS), ESTAN EN CONDICIONES DE HACER BUENA
FIGURA. TANTO MAS QUE PUEDEN CONTAR CON AVIONES REARASTECE-
DORES VULCAN PASADOS EN ABSCENSION, UN CONDORINIO AMERIC-
INGLES QUE CONSTITUYE UNA EXCELENTE POSICION PARA LA LOGISTICA.

PERO, ENFRENTA, LAS FUERZAS AEREAS ARGENTINAS SON BASTANTE
TERMINES. EL LADO DE LOS BREVET-ASIALES DE VIGILANCIA MARI-
TIMA Y DE LOS SUPER ETENDARD "MADE IN FRANCE", LOS ENYHAWLE
AMERICANOS, HAY QUE CONTAR CON UNA BUENA CUARENTENA DE MIRAGE
5 Y MIRAGE 50, DOTADOS DE UNA AUTONOMIA DE 2000 KM. SE TRATA
DE APARATOS DE UNA GRAN EFICACIA. PRIMERO EN RAZON DEL
ARMAMENTO CON QUE ESTAN PROVISTOS, MISILES MATRA 530 DE
INTERCEPCION. LUEGO, PORQUE ESTOS AVIONES DE COMBATE FABRICADOS
POR M.DASSAULT PUEDEN TAMBIEN CUMPLIR MISIONES DE BOMBARDEO.
PERO EL USO DE LOS MIRAGE SOLO PUEDE SER POSIBLE SI LAS
AUTORIDADES ARGENTINAS PREVIEN EN MALVINAS EL APOYO LOGISTICO
COMPLEJO DEL QUE TIENEN NECESIDAD. EL SUELO ARGENTINO ESTA
DEMASIADO ALEJADO DE LAS FAKLANDS PARA PERMITIRLES SER TOTAL-
MENTE EFICACES.

LA INVASION

PRACTICAMENTE ASEGURADA DE HACER RESPETAR EL BLOQUEO, LAS
FUERZAS BR SON CAPACES DE DESEMBARCAR EN LAS ISLAS FAKLANDS?
ES OTRA HISTORIA. SI SE CREE A LOS EXPERTOS, LAS FUERZAS ENBARCA-
DAS EN LOS NAVIOS INGLESSES (7000 BRITANICOS CONTRA 1000 ARGEN-
TINOS "EN TIERRA") NO SON SUFICIENTES. LA EXPERIENCIA DE LOS
DESEMBARCOS DE LA ULTIMA GUERRA MUNDIAL MUESTRA QUE ES NECESARIO
UNA RELACION DE 1 A 3 PARA DOMINAR AL ADVERSARIO. ES LA RAZON
POR LA CUAL LOS ESPECIALISTAS CREEN MENOS A UNA CONFRONTACION
ARMADA TERRESTRE. PERO, SI ELLOS INTENTAN LA AVENTURA, LOS
INGLESSES PUEDEN CONTAR CON LAS INFORMACIONES COMUNICADAS POR
LOS SATELITES ESPIAS AMERICANOS, QUE ESTAN EN CONDICION DE
INFORMARLOS SOBRE EL DESPLIEGUE DE LAS FUERZAS ADVERSAS CON
UNA "DEFINICION" DE 5 A 10 METROS. UNA POSIBILIDAD ENORME
EN UN CONFLICTO DONDE CADA UNO SE INTERROGA SOBRE LA EXISTENCIA
REAL DE LAS FUERZAS EN PRESENCIA.

GUERRA PSICOLOGICA O SIMPLEMENTE GUERRA?? SE SABRA HOY A LAS 13
HORAS SI LAS MALVINAS SE TRANSFORMARAN EN CAMPO DE BATALLA.
CUANDO EXPIRE EL ULTIMATUM BRITANICO, TATCHER AMENAZO CON
TIRAR SOBRE "CUALQUIER NAVIO O AVION" QUE SE ENCUENTRE EN
LA ZONA DE EXCLUSION TOTAL ALREDEDOR DE LAS 200 ISLAS PRETEN-
DIDAS POR G.B. Y ARGENTINA.

EN LONDRES SE PREVEIA UNA "CAMPANA LARGA Y SANGRIENTA"
SEGUN LOS TERMINOS DEL CTE DE LA FLOTA. DESPUES DE LA ENTRADA
DEL BLOQUEO TOTAL, SI LOS ARGENTINOS DECIDIAN FORZARLO, LOS
BRITANICOS PODRIAN RESPONDER POR UN ATAQUE CONTRA EL AEROPUERTO
STANLEY, TRATANDO DE ALCANZAR LOS MIRAGES ARGENTINOS, LUEGO
DESEMBARCAR LOS MARINES EN LA ISLA WEST FAKLAND.

UNICA COSA PRACTICAMENTE SEGURA, UNA CENTENA DE HOMBRES PANAS
BRITANICOS SE ENCUENTRAN EN ESTA ISLA, DONDE HABRIAN SIDO LAR-
GADOS EL ULTIMO LUNES, EN EL MISMO MOMENTI DE LA BATALLA DE
GEORGIA DEL SUR. DESPUES SE HABRIAN MEZCLADO CON LA POBLACION
E INFORMARIAN A LA FLOTA BRITANICA.

B-LE QUOTIDIEN.

LA CONCENTRACION DEL EJERCITO ARGENTINO EN LOS PUNTOS DEL LITORAL
ATLANTICO INQUIETA POR OTRA PARTE A CIERTOS CIVILES QUE SE PRE-
GUNTAN SI LOS BRITANICOS NO ESTARIAN TENTADOS DE BOMBARDEAR
ESOS OBJETIVOS. UN RAID RELAMPAGO PODRIA ANIQUILAR LA INDUSTRIA
PETROLERA ARGENTINA Y PARALIZAR EL PAIS.

EN BUENOS AIRES QUE PARECE VERDADERAMENTE FUERA DEL ALCANCE DE
LAS BOMBAS, AUN PARA LOS MAS PESIMISTAS, LAS PREOCUPACIONES
SON DEL ORDEN ECONOMICO Y FINANCIERO. COMO EL PRESUPUESTO DE
LA NACION, YA FRAGIL, VA A SOPORTAR ESTA ECONOMIA QUE, SIN
ESTAR EN GUERRA, NO ES COMPLETAMENTE DE PAZ ? GASTOS SUPLEN-
TARIOS QUE SE AGREGAN A LA DEUDA PUBLICA, DISMINUCION DE LAS
EXPORTACIONES, MAS INFLACION, MARASMO INDUSTRIAL, HOMBRES DE
NEGOCIO QUE HEMOS ENCONTRADO, NO ESCONDEN SU INQUIETUD, AUN SI
TODOS COMPARTEN EL MISMO SENTIMIENTO PATRIOTICO A FAVOR DE
LAS MALVINAS.

LA CITA DEL 1 DE MAYO.

LOS PRECIOS AUMENTARON EL 4.5% EN ABRIL. EL DOLAR PASO OFICIAL-
MENTE DE 30.500 A 32.000 PESOS, PERO EN EL MERCADO PARALELO
VALE YA 15.000 Y LOS CAMBIANTES DE LA EXPORTACION ILANDESTINA
DE CAPITALS SON NUMEROSOS DE LOS BARRIOS DISTINGUIDOS ASI
COMO LOS ESPECULADORES QUE, EN CASO DE GUERRA, VEN YA EL DOLAR
ENCIMA DE LOS 25.000 PESOS. AUN EL FRANCO FRANCES QUE VALIA
1.750 HACE QUINCE DIAS, HOY SE COMPRA A 2.000 PESOS. PARA EL
CASO EN QUE SE ECUTARA LA GUERRA Y EL BLOQUEO RESPETADO, LA
ESPERA PODRIA SER LARGA. LOS ARGENTINOS TIENEN CON QUE OSUEN-
TAR, LOS ALIMENTOS Y EL AGUA POTABLE NO FALTAN EN LAS MALVINAS.
LAS MUNICIONES EN ESTE MOMENTO SON NUMEROSAS Y A COBIERTO DE
LAS BOMBAS. LA CUESTION ES SABER FINALMENTE UNA VEZ MAS SI
LOS CIVILES DE LA CAPITAL RESISTIRAN TANTO TIEMPO COMO LOS
MILITARES. LA GRAN MANIFESTACION PERONISTA PREVISTA PARA
EL 1 DE MAYO, PERMITIRA JUZGAR LA DETERMINACION Y EL ESTADO
DE ESPIRITU DE LAS MASAS POPULARES ARGENTINAS.

MALVINAS: EL DIA MAS LARGO.

EL MISMO PROBLEMA PARA LOS BRITANICOS, PORQUE TATCHER DEBERA
MUY PRONTO NAVEGAR NO SOLAMENTE EN LAS AGUAS AGITADAS DEL
ATLANTICO AUSTRAL, SINO TAMBIEN, SI LAS COSAS VAN LARGAS, EN
LAS AGITADAS OLAS DE UNA OPINION PUBLICA O DE UN PARLAMENTO
QUE NO ACEPTARAN VER SU FLOTA INMOVILIZADA, CON GRANDES GAS-
TOS, DURANTE MESES A TAL DISTANCIA, POR ALGUNOS METROS DE TURBA.

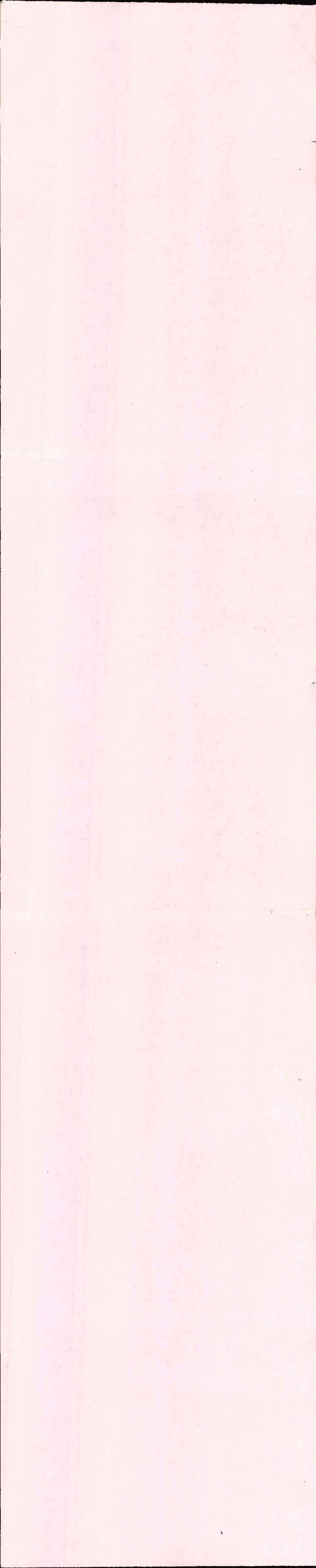
EL DIERO NO TIENE CLOR ? VAMOS/ CON EL TITULO DE "EL ARMA
MAS RECIENTE Y MAS PODEROSA NO TIENE NINGUN SECRETO", ESCRIBIA
EL COTIDIANO BRITANICO "THE GUARDIAN", DICRIENDO QUE LA
UTILIZACION DEL ARMA FINANCIERA CONTRA ARGENTINA PODRIA CONDU-
CIR A UNA CAIDA DE ESE PAIS, TENDRIA CONSECUENCIAS DESASTRO-
SAS EN EL PLAN FINANCIERO EN TODA AMERICA LATINA Y A UN NIVEL
MAYOR ". DICHO DE OTRA MANERA, ATENCION A LOS AUE LO UTILIZAN,
ELLA PODRIA VOLVERSE CONTRA ELLOS EN PROPORCIONES INCALCULABLES.

COMO ESCRIBIA ESTE COTIDIANO "LA PRIMERA VEZ SE PODIA PENSAR
QUE SE TRATABA DE UN ACCIDENTE, LA SEGUNDA DE UNA SIMPLE COINC-
DENCIA. AHORA APARECE QUE LA UTILIZACION DEL ARMA FINANCIERA
SE HA CONVERTIDO EN UN RAIKO PERMANENTE DE LA DIPLOMACIA".
ESTA ARMA FINANCIERA, DE LA QUE SE PODRIA DECIR QUE SE VOLVIO
UNA MOCA, EN QUE CONSISTE? EN EL CASO DE LA ARGENTINA, PODRIA
SER DE UNA EFICACIA TEMIBLE. EN EFECTO, LA DEUDA DE ESE PAIS
LLEGA HOY A LOS 32 MIL LILLONILLONES DE DOLARES, O SEA UN MONTO
SUPERIOR AL DE POLONIA Y URGUE CONTINUA CRECIENDO. POR ESO, PARA
"THE GUARDIAN", LA "ARGENTINA SE VOLVIO PARTICULARMENTE VOL-
NERABLE A LAS PRESIONES FINANCIERAS EXTERIORES". EL AUTOR
DEL ARTICULO PROSIGUE: "SI ELLA VE QUE NUEVOS CREDITOS SON
RECHAZADOS, DE UN MONTO DE 4 A 7 MIL MILLONES DE DOLARES, PODRIA
MOSTRARSE INCAPAZ DE REEMBOLSAAR SUS DEUDAS AL EXTRANJERO". LAS
CONSECUENCIAS SON DESDE AHORA INCALCULABLES: "LO MISMO QUE
LA CRISIS POLACA PROVOCO ONDAS DE CHOQUE EN TODOS LOS PAISES
DE EUROPA DEL ESTE, LA ARGENTINA TRAERIA CONSECUENCIAS ESPANTO-
SAS EN TODA LA AMERICA LATINA Y HASTA A MAYOR ESCALA. "HUY EL
LLOYDS BANK ES UNO DE LOS ACREEDORES MAYORES DE ESE PAIS".
EL DIARIO EXPLICA QUE SI EL BLOQUEO FINANCIERO CONTINUA, TRAERIA
PROBLEMAS, NO SOLAMENTE A LA ARGENTINA SINO TAMBIEN AL RESTO DEL
CONTINENTE AMERICANO, DONDE LAS DEUDAS LLEGAN A UN TOTAL DE
150 MIL MILLONES DE DOLARES (EL DOBLE DEL CONECON). ESTO
ACARREARIA ENTONCES "UN DERRUMBAMIENTO COLECTIVO" " UN EFECTO
DESVATADOR EN EL SISTEMA BANCARIO INTERNACIONAL".
EL DIARIO CONTINUA EN ESTOS TERMINOS: "LONDRES PODRIA SER
ELIMINADA EN TANTO QUE PLAZA FINANCIERA EN PROVECHO DE CENTROS
MAS PEQUENOS, MENOS SUSCEPTIBLES DE ESTAR MEZCLADOS EN LA
POLITICA INTERNACIONAL". CUANDO SE SABE QUE LA CUARTA PRIE
DE LAS OPERACIONES BANCARIAS SE EFECTUA EN LONDRES...

C-FRANCE SOIR.

ARMAS ISRAELITAS PARA LA ARGENTINA.
ISRAEL VENGO ARRAB A LA ARGENTINA. CONFIRMO EL CONSUL GENERAL
ISRAELI EN GLASGOW, ESCOCIA. "NOSOTRO S TUVIMOS CONTRATOS DE
ARMAMENTOS CON BUENOS AIRES EN EL PASADO". INDICO SINAI RAME.
EL COREINS OFFICE DE LONDRES PIDIO EL INTERCOLES AL GOBIERNO
DE JERUSALEM CESAR TODA ENTREGA DE MATERIAL DE GUERRA A LA
ARGENTINA. ISRAEL RESPONDIÓ AFIRMANDO SU NEUTRALIDAD EN EL
CONFLICTO DE LAS MALVINAS.

D-CONCLUSIONES:



DE LA AGENCIA REE FRANCIA
PARA: EMBAJADOR-OFICIO EX-

AM FR 406/82-SINTESIS DE PRENSA FRANCESA DEL DIA 30 ABR 82
SOBRE TEMA MALVINAS.

- 1-PRINCIPALES TITULARES DE LA FECHA.
A-MALVINAS: EL DIA MAS LARGO.
B-EL ARMA ECONOMICA A DOBLE FILO.
C-LA NAVY PUEDE ASEGURAR UN BLOQUEO EFICAZ.
D-MALVINAS: EL ULTIMATUM EXPIRA A LAS 15 HS.

2-COMENTARIOS DESTACADOS.

A-LE MATIN

BLOQUEO O DESEMBARCO? A ALGUNAS HORAS DE LA EXPIRACION DEL ULTIMATUM DECRETADO POR EL GOBIERNO BRITANICO, LOS EXPERTOS SE PREGUNTAN SOBRE LA ESTRATEGIA QUE DEBERIA ADOPTAR EL ESTADO MAYOR BR. UNA CETAZAT EL ESTADO Y LA RELACION DE FUERTAS JUEGAN EN FAVOR DE UN BLOQUEO BR MIENTRAS QUE UN DESEMBARCO SERIA MUCHO MAS DISCUTIBLE.

EL BLOQUEO

EN ESTA HIPOTESIS, LA MARINA Y LA AVIACION BR PROHIBEN EL ACCESO MARITIMO Y AEREO A CUALQUIER PERSONA O NAVIO ARGENTINO QUE SE AVENTURE EN LA ZONA DE 200 MILLAS. SI SE OBECE A LOS EXPERTOS, LAS FUERTAS NAVALES BR TENDRIAN EN ESTE ESCENARIO, TODAS LAS OPORTUNIDADES DE HACER PREVALEDER SU VOLUNTAD. NOSTRO Y LA ROYAL NAVY DISPONE ACTUALMENTE EN LA REGION DE CUATRO SUBMARINOS NUCLEARES DE ATUQUE (SNAs), SE TRATA DEL SUPRE, SCORPENE, SPARTAN Y SILENT, EMBLENAS DE LAS FUERTAS DE DISUASION BR. ESTAS UNIDADES DE 4000 TONELADAS CADA UNA ESTAN EN CONDICIONES DE PERMANECER EN EL AGUA A UNA PROFUNDIDAD DE 600 M. DURANTE CERCA DE DOS MESES, COMO ESTAN EQUIPADAS CON TORPEDOS FILIGUJADOS (LOS MK 26 TIGERFISH, CONOCIDOS POR SU SILENCIO), LA MARINA ARGENTINA PUEDE TEMER UNA INMISION EN LA FAMOSA ZONA DE 200 MILLAS. LOS CUATRO SUBMARINOS PUEDEN ENVIAR CADA QUINCE SEGUNDOS VEINTE TORPEDOS A LA FLOTA DE SUPERFICIE DE LA JUNTA, LO QUE NO DEJA MUCHAS OPORTUNIDADES A LA ARMADA ARGENTINA QUE, TEORICAMENTE A DE JACTA DE UNA FUERZA DE ATAQUE DE 3000 TONELADAS. LA NAVY NO HA DESDEJADO NADA A BORDO DE UNO DE SUS PORTAVIONES, UNA TRIPULACION DE RESERVA PARA LOS SUBMARINOS HA SIDO ENCARGADA, LO QUE DICE MUCHO SOBRE SU VERDADERA CAPACIDAD OFENSIVA.

LOS DOS ADVERSARIOS PUEDEN PONER EN LINEA LA MISMA CANTIDAD DE BATERIAS DE EXOCET, ESTE MISIL MAR-MAR CONCEPTO Y FABRICADO POR LA AEROSPATIALE Y CAPAZ DE NEUTRALIZAR CON UNA PRECISION TERRORIFICA, GRACIAS A SU CALCULADOR ELECTRONICO. CUALQUIER NAVIO A UNA DISTANCIA DE 42 KM. EL FABRICANTE FRANCES VENDIO 300 EXOCET A G.B. EN 1970 MIENTRAS QUE PROVEIA MAS O MENOS LA MISMA CANTIDAD DE MISILES ANTI-NAVIOS A LOS ARGENTINOS.

PARALELAMENTE A ESTA SUPERIORIDAD SUBMARINA A PROPULSION NUCLEAR, LOS INGLESES PUEDEN HABLAR DE LAS MISMAS POSIBILIDADES EN EL AIRE. PUEDEN REALIZAR UN BLOQUEO AEREO Y DESDE ESTE PUNTO DE VISTA, EL OBJETIVO PARECE A PRIMERA VISTA MAS DIFICIL DE REALIZAR. G.B. DISPONE DE LOS FAMOSOS HARRIER, AVIONES AEROPORTADOS CON DECOLEGE VERTICAL, CUENTAN CON UNOS 20 EN LOS PORTAVIONES HMS HERMES E INVINCIBLE, EQUIPADOS CON MISILES SIDEWINDER (INGLES), MARTEL (FRANCO-INGLES) O HARPOON (AMERICANOS), ESTAN EN CONDICIONES DE HACER BUENA FIGURA, TANTO MAS QUE PUEDEN CONTAR CON AVIONES REPARATEC-DORES VULCAN, BASADOS EN ABERDEEN, UN CONDOMINIO AMERIC-INGLES QUE CONSTITUYE UNA EXCELENTE POSICION PARA LA LOGISTICA.

PERO, ENERENTE, LAS FUERTAS AEREA ARGENTINAS SON BASANTE TEMIBLES, ALIADO DE LOS EFECTOS ANTANTO DE VIGILANCIA MARITIMA Y DE LOS SUPER ETENDARD, MADE IN FRANCE, LOS BRITAN-LES AMERICANOS, HAY QUE CONTAR CON UNA BUENA CUANTIA DE MIRAGE DEL MIRAGE 50, DOTADOS DE UNA AUTONOMIA DE 2000 KM. SE TRATA DE APARATOS DE UNA GRAN EFICACIA, PRIMERO EN RAZON DEL ARMAMENTO CON QUE ESTAN PROVISTOS, MISILES MIRA 530 DE INTERCEPCION, LUEGO, PORQUE ESTOS AVIONES DE COMBATE FABRICADOS POR M. DASSAULT, PUEDEN TAMBIEN CUMPLIR MISIONES DE BOMBARDEO, PERO EL USO DE LOS MIRAGE SOLO PUEDE SER POSIBLE SI LAS AUTORIDADES ARGENTINAS PREVIERON EN MALVINAS EL APOYO LOGISTICO COMPLEJO DEL QUE TIENEN NECESIDAD, EL SUELO ARGENTINO ESTA DEMASIADO ALEJADO DE LAS FAJANDES PARA PERMITIRLES SER TOTAL-MENTE EFICACES.

LA INVASION

PRATICAMENTE ASEGURADA DE HACER RESPECTAR EL BLOQUEO, LAS FUERTAS BR SON CAPACES DE DESEMBARCAR EN LAS ISLAS FAJANDES? ES OTRA HISTORIA. SI SE OBECE A LOS EXPERTOS, LAS FUERTAS EMBARC-DAS EN LOS NAVIOS INGLESES 17000 BRITANICOS CONTRA 1000 ARGENTINOS, EN TIERRA, NO SON SUFICIENTES. LA EXPERIENCIA DE LOS DESEMBARCOS DE LA ULTIMA GUERRA MUNDIAL MUESTRA QUE ES NECESARIO UNA RELACION DE 1 A 3 PARA DOMINAR AL ADVERSARIO, ES LA RAZON POR LA CUAL LOS ESPECIALISTAS CREEN MENOS A UNA CONFRONTACION ARMADA TERRESTRE. PERO, SI ELLOS INTENTAN LA AVENTURA, LOS INGLESES PUEDEN CONTAR CON LAS INFORMACIONES COMUNICADAS POR LOS SATELITES ESPIAS AMERICANOS, QUE ESTAN EN CONDICION DE INFORMARLOS SOBRE EL DESPLIEGUE DE LAS FUERTAS ADVERSAS CON UNA "DEFINICION" DE 3 A 10 METROS, UNA POSIBILIDAD ENORME EN UN CONFLICTO DONDE CADA UNO SE INTERROGA SOBRE LA EXISTENCIA REAL DE LAS FUERTAS EN PRESENCIA.

GUERRA PSICOLOGICA O SIMPLEMENTE GUERRA? SE SABRA HOY A LAS 15 HORAS SI LAS MALVINAS SE TRANSFORMARAN EN CAMPO DE BATALLA, CUANDO EXPIRE EL ULTIMATUM BRITANICO. TATCHER AMENAZA CON TIRAR SOBRE "CUALQUIER NAVIO O AVION" QUE SE ENCUENTRE EN LA ZONA DE EXCLUSION TOTAL ALREDEDOR DE LAS 200 ISLAS PRETEN-DIDAS POR G.B. Y ARGENTINA.

EN LONDRES SE PREVEIA UNA "CARPANA LARGA Y BANGRIENTA" SEGUN LOS TERMINOS DEL CTE DE LA FLOTA, DESPUES DE LA ENTRADA DEL BLOQUEO TOTAL, SI LOS ARGENTINOS DECIDIAN FORZARLO, LOS BRITANICOS PODRIAN RESPONDER POR UN ATAQUE CONTRA EL AEROPUERTO STANLEY, TRATANDO DE ALCANZAR LOS MIRAGE ARGENTINOS, LUEGO DESEMBARCAR LOS MARINES EN LA ISLA HERMES, FAJANDES.

UNICA COSA PRATICAMENTE SEGURA, UNA CANTENA DE HOMBRES RAMAS BRITANICOS SE ENCUENTRAN EN ESTA ISLA, DONDE HABRIAN SIDO LAR-BAGOS EL ULTIMO LUNES, EN EL MISMO MOMENTO DE LA BATALLA DE GEORGIA DEL SUR, DESPUES SE HABRIAN RECLADO CON LA POBLACION E INFORMARIAN A LA FLOTA BRITANICA.

B-LE QUOTIDIEN

LA CONCENTRACION DEL EJERCITO ARGENTINO EN LOS PUNTOS DEL LITORAL ATLANTICO INQUIETA POR OTRA PARTE A CIERTOS CIVILES QUE SE PRE-GUNTAN SI LOS BRITANICOS NO ESTARIAN TENTADOS DE BOMBARDEAR ESOS OBJETIVOS. UN RAZO RELAMPAGO PODRIA AMIGUILAR LA INDUSTRIA PETROLERA ARGENTINA Y PARALIZAR EL PAIS.

EN BUENOS AIRES QUE PARECE VERDADERAMENTE FUERA DEL ALCANCE DE LAS BOMBAS, AUN PARA LOS MAS PESIMISTAS, LAS PREOCUPACIONES SON DEL ORDEN ECONOMICO Y FINANCIERO, COMO EL PRESUPUESTO DE LA NACION, YA FRAGIL, VA A SOPORTAR ESTA ECONOMIA RUS, SIN ESTAR EN GUERRA, NO ES COMPLETAMENTE DE PAZ? GASTOS SUPLEN-ENTARIOS QUE SE AGREGAN A LA DEUDA PUBLICA, DISMINUCION DE LAS EXPORTACIONES, MAS INFLACION, DETERIORO INDUSTRIAL, HOMBRES DE NEGOCIO QUE NEMOS ENCONTRADO, NO RESPONDE SU INQUIETUD, AUN SI TODOS COMPARTEN EL MISMO SENTIMIENTO PATRIOTICO A FAVORITO DE LAS MALVINAS.

LA CITA DEL 1 DE MAYO

LOS PRECIOS AUMENTARON EL 4.5% EN ABRIL, EL DOLAR PASO OFICIAL-MENTE DE 10.000 A 10.400 PESOS, PERO EN EL MERCADO PARALELO VALE YA 15.000 Y LOS CANDIDATOS DE LA EXPORTACION ARGENTINA DE CAPITALS SON NUMEROSOS DE LOS BARRIOS DISTINGUIDOS ASI COMO LOS ESPECULADORES QUE, EN CASO DE GUERRA, VEN YA EL DOLAR ENCIMA DE LOS 25.000 PESOS. AUN EL FRANCO FRANCES QUE VALLA 1.750 HACE QUINCE DIAS, HOY SE COMPRE A 2.000 PESOS, PARA EL CASO EN QUE SE ECUTARA LA GUERRA Y EL BLOQUEO RESPECTIVO, LA ESPERA PODRIA SER LARGA. LOS ARGENTINOS TIENEN CON QUE MGN-ENTAR, LOS ALIMENTOS Y EL AGUA POTABLE NO FALTAN EN LAS MALVINAS, LAS MUNICIONES EN ESTE MOMENTO SON NUMEROSAS Y A COBIERTO DE LAS BOMBAS, LA CUESTION ES SABER FINALMENTE UNA VEZ MAS SI LOS CIVILES DE LA CAPITAL RESISTIRAN TANTO TIEMPO COMO LOS MILITARES, LA GRAN MANIFESTACION PERONISTA PREVISTA PARA EL 1 DE MAYO, PERMITIRA JUGAR LA DETERMINACION Y EL ESTADO DE ESPIRITU DE LAS MASAS POPULARES ARGENTINAS.

MALVINAS: EL DIA MAS LARGO

EL MISMO PROBLEMA PARA LOS BRITANICOS, PORQUE TATCHER OFEERA MUY PRONTO NAVEGAR NO SOLO EN LAS AGUAS AGITADAS DEL ATLANTICO AUSTRAL, SINO TAMBIEN, SI LAS COSAS VAN LARGO, EN LAS AGITADAS OLAS DE SU OPINION PUBLICA O DE UN PARLAMENTO QUE NO ACEPTARAN VER SU FLOTA INMOVILIZADA, CON GRANDES GAS-TOS, DURANTE MESES A TAL DISTANCIA, POR ALGUNOS METROS DE TURBA.

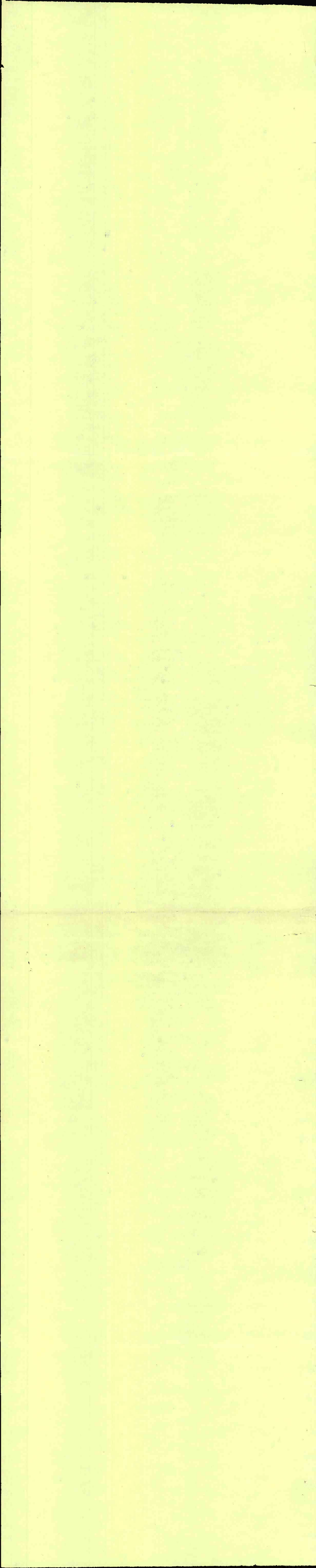
EL DIERO NO TIENE COLOR Y JAMES, CON EL TITULO DE "EL ARMA MAS RECIENTE Y MAS PODEROSA NO TIENE NINGUN SECRETO" ESCRIBIA EL COTIDIANO BRITANICO "THE GUARDIAN", DICRIENDO QUE LA UTILIZACION DEL ARMA FINANCIERA CONTRA ARGENTINA PODRIA CONDU-CIR A UNA CAIDA DE 55% PAIS, VENDRIA CONSECUENCIAS DESASTRO-SAS EN EL PLAN FINANCIERO EN TODA AMERICA LATINA Y A UN NIVEL MAYOR. DICHO DE OTRA MANERA, ATENCION A LOS QUE LA UTILIZAN, ELLA PODRIA VOLVERSE CONTRA ELLOS EN PROPORCIONES INCALCULABLES.

COMO ESCRIBIA ESTE COTIDIANO "LA PRIMERA VEZ SE PODIA PENSAR QUE SE TRATABA DE UN ACCIDENTE, LA SEGUNDA DE UNA SIMPLE COINCIDENCIA, AHORA APARECE QUE LA UTILIZACION DEL ARMA FINANCIERA SE HA CONVERTIDO EN UN RAZO PERMANENTE DE LA DIPLOMACIA". ESTA ARMA FINANCIERA, DE LA QUE SE PODRIA DECIR QUE SE VOLVIO UNA MODA, EN QUE CONSISTE? EN EL CASO DE LA ARGENTINA, PODRIA SER DE UNA EFICACIA TEMIBLE, EN EFECTO, LA DEUDA DE 55% PAIS LLEGA HOY A LOS 32 MIL CILLONILONES DE DOLARES, O SEA UN MONTO SUPERIOR AL DE POLA Y LAUE CONTINUA CRECIENDO. POR ESO, PARA "THE GUARDIAN", LA ARGENTINA SE VOLVIO PARTICULARMENTE VUL-NERABLE A LAS PRESIONES FINANCIERAS EXTERIORES. EL AUTOR DEL ARTICULO PROSIGUE: "SI ELLA VE QUE NUNQUEN CREDITOS, SON RECHAZADOS, DE UN MONTO DE 4 A 7 MIL MILLONES DE DOLARES, PODRIA MOSTRARSE INCAPAZ DE REEMBOLSAR SUS DEUDAS AL EXTRANJERO". LAS CONSECUENCIAS SON, DESDE AHORA INCALCULABLES. "LO MISMO QUE LA CRISIS POLACA PROVOCO ONDAS DE CHOQUE EN TODOS LOS PAISES DE EUROPA DEL ESTE, LA ARGENTINA TRAENTA CONSECUENCIAS ESPANTO-SAS EN TODA LA AMERICA LATINA Y HASTA A MAYOR ESCALA. "OY EL LLOYDS BANK ES UNO DE LOS ACREEDORES MAYORES DE 55% PAIS". EL DIARIO EXPLICA QUE SI EL BLOQUEO FINANCIERO CONTINUA, TRAERIA PROBLEMAS NO SOLO A LA ARGENTINA SINO TAMBIEN AL RESTO DEL CONTINENTE AMERICANO, DONDE LAS DEUDAS LLEGAN A UN TOTAL DE 100 MIL MILLONES DE DOLARES (EL DOBLE DEL GREGO). ESTO ACARRIARIA ENTONCES "UN DERRUMBAMIENTO COLECTIVO" UN EFECTO DERIVADO EN EL SISTEMA BANCARIO INTERNACIONAL. EL DINERO CONTINUA EN ESTOS TERMINOS, LONDRES PODRIA SER ELIMINADA EN TANTO QUE PLAZA FINANCIERA EN PROVECHO DE CENTROS MAS PEQUEÑOS, MENOS SUSCEPTIBLES DE ESTAR METIADOS EN LA POLITICA INTERNACIONAL. CUANDO SE SABE QUE LA CUARTA RTE DE LAS OPERACIONES BANCARIAS SE EFECTUA EN LONDRES...

C-FRANCE SOIR

GRANDES ISRAELITAS PARA LA ARGENTINA. ISRAEL, VENDIENDO ARMAS A LA ARGENTINA, CONFIRMO EL CONSUL GENERAL ISRAELI EN GLASGOW, ESCOCIA. "MODOITROS TUVINOS CONATOS DE SER VENTOS CON BUENOS AIRES EN EQUIPADO, FUNDOS QUE TIENE EL PORTING OFFICE OF LONDRES, PIDIO EL MISMO OFICIO AL GOBIERNO DE JERUSALEN, CERRA TODA ENTESA DE MATERIAL DE GUERRA A LA ARGENTINA, ISRAEL RESPONDIÓ CONFIRMANDO SU NEUTRALIDAD EN EL CONFLICTO DE LAS MALVINAS.

D-CONCLUSIONES



ISLAS MALVINAS: EL DIA MAS LARGO

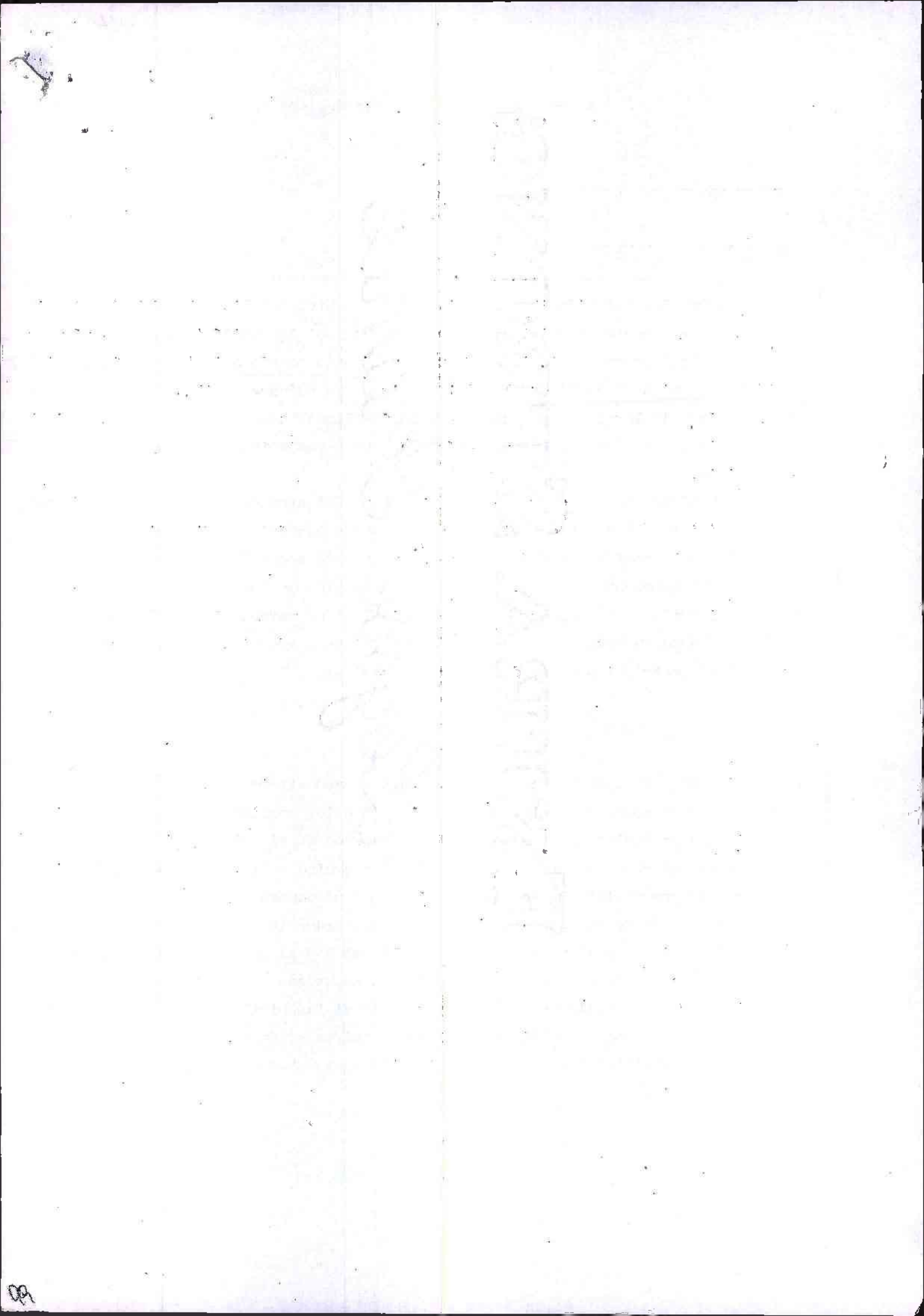
AMENAZA SOBRE EL PETROLEO

La concentración del ejército argentino en los puntos del litoral atlántico inquieta por otra parte a ciertos civiles que se preguntan si los británicos no estarían tentados de bombardear esos objetivos. Un raid relámpago podría aniquilar la industria petrolera argentina y paralizar el país. Ejercicios de defensa civil se hacen desde hace varios días a lo largo de la costa desde Bahía Blanca: toque de queda, alertas simuladas, evacuaciones de civiles. La población de estas provincias descubre una nueva manera de vivir.

En Buenos Aires que parece verdaderamente fuera del alcance de las bombas, aún para los más pesimistas, las preocupaciones son del orden económico y financiero. Como el presupuesto de la nación, ya frágil, va a soportar esta economía que, sin estar en guerra, no es completamente de paz?. Gastos suplementarios que se agregan a la deuda pública, disminución de las exportaciones, más inflación, marasmo industrial, hombres de negocio que hemos encontrado, no esconden su inquietud, aún si todos comparten el mismo sentimiento patriótico a propósito de las Malvinas.

LA CITA DEL 1º DE MAYO

Los precios aumentaron el 4,5% en abril. El dólar pasó oficialmente de 10.500 a 12.000 pesos, pero en el mercado paralelo vale ya 15.000 y los candidatos de la exportación clandestina de capitales son numerosos de los barrios distinguidos así como los especuladores, que en caso de guerra, ven ya el dólar encima de los 25.000 pesos. Aún el franco francés que valía 1750 hace quince días, hoy se compra a 2000 pesos. Para el caso en que se evitara la guerra y el bloqueo respetado, la espera podría ser larga. Los argentinos tienen con que aguantar. Los alimentos y el agua potable no faltan en las Malvinas. Las municiones en este momento son numerosas y a cubierto de las bombas. La cuestión es saber finalmente saber una vez más si los civiles de la capital resistirán tanto tiempo como los militares. La gran manifestación peronista prevista para el 1º de mayo, permitirá juzgar la determinación y el estado de espíritu de las masas populares argentinas.



LE QUOTIDIEN 30 de abril de 1982

MALVINAS; ELDIA MAS LARGO

El mismo problema para los británicos, porque Madame Thatcher deberá muy pronto navegar no solamente en las aguas agitadas del Atlántico austral, sino también, si las cosas van a la larga, en las agitadas olas de una opinión pública o de un parlamento que no aceptarán ver su flota inmovilizada, con grandes gastos, durante meses a tal distancia, por algunos metros de turba.

De un artículo de Michel Anfrol.

TO THE HONORABLE
MEMBERS OF THE
LEGISLATIVE COUNCIL

LEGISLATIVE COUNCIL

4

428p 398 b

ISLAS MALVINAS : EL DIA MAS LARGO

El arma económica: a doble filo

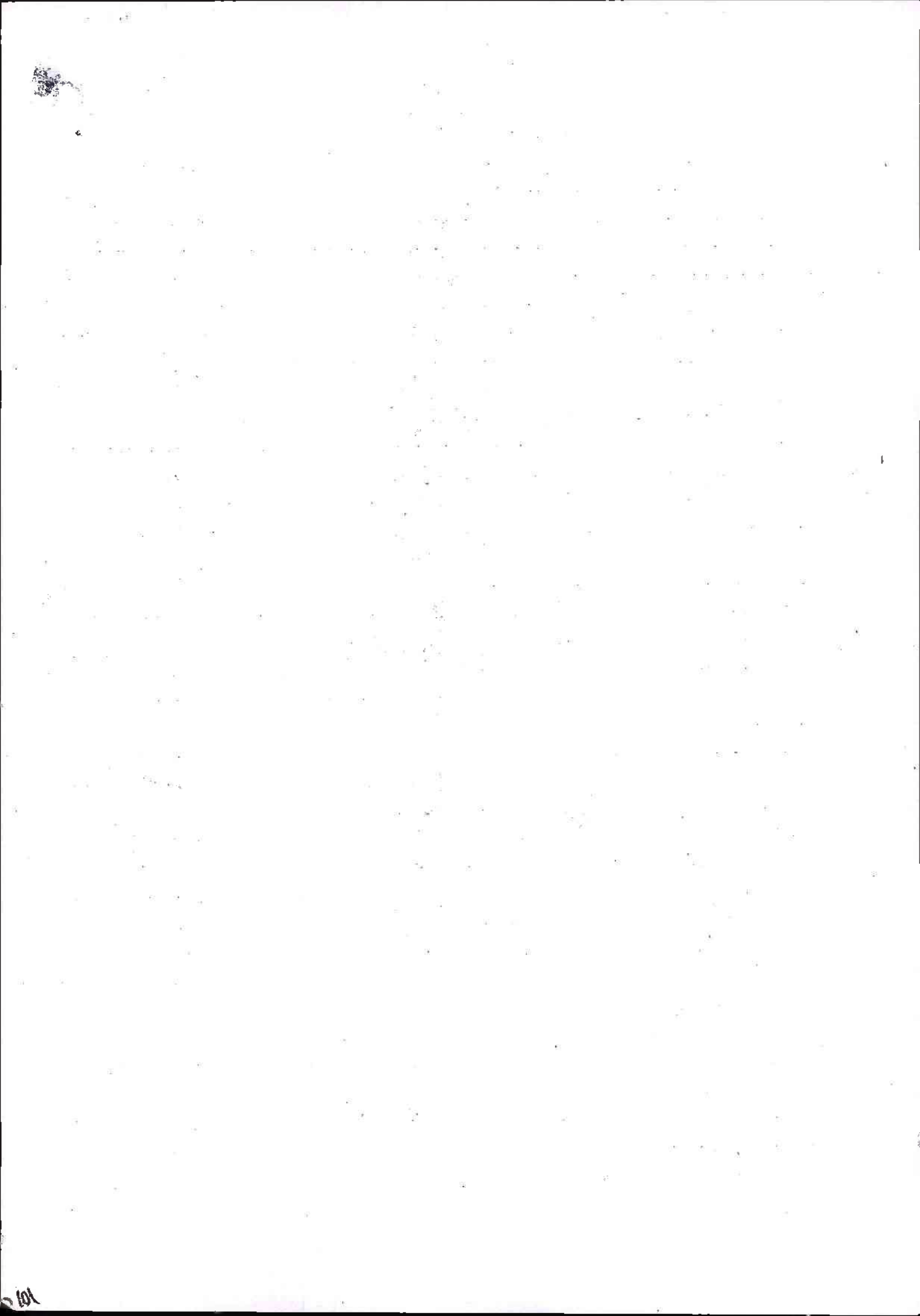
El dinero no tiene olor? Vamos! Con el título de "el arma más reciente y más poderoso no tiene ningún secreto", escribía el cotidiano británico "the Guardian", diciendo que la utilización del arma financiera contra la Argentina, podría conducir a una caída de ese país, tendría consecuencias desastrosas en el plan financiero en toda América latina, y aún a un nivel mayor" Dicho de otra manera, atención a los que la utilizan, ella podría volverse contra ellos en proporciones incalculables.

Como escribía este cotidiano, "la primera vez se podía pensar que se trataba de un accidente, la segunda, de una simple coincidencia. Ahora parece que la utilización del arma financiera se ha convertido en un trazo permanente de la diplomacia"

Esta arma financiera, de la que se podría decir que se volvió una moda, en qué consiste? En el caso de la Argentina, podría ser de una eficacia temible. En efecto, la deuda de ese país llega hoy a los 32 mil millones de dólares, o sea un monto superior al de Polonia, y que continúa creciendo. Por eso, para "the Guardian", "la Argentina se volvió particularmente vulnerable a las presiones financieras exteriores" El autor del artículo prosigue: " Si ella vé que nuevos créditos son rechazados, de un monto de 4 a 7 mil millones de dólares, podría mostrarse incapaz de reembolsar sus deudas al extranjero". Las consecuencias son desde ahora incalculables: " Lo mismo que la crisis polaca provocó ondas de choque en todos los países de Europa del Este, la Argentina traería consecuencias espantosas en toda la América latina, y hasta a mayor escala. "Y el Lloyds Bank es uno de los acreedores mayores de ese país." El diario explica que si el bloqueo financiero continúa, traería problemas, no solamente a la Argentina, sino también al resto del continente americano, donde las deudas llegan a un total de 150 mil millones de dólares (el doble del COMECON) Esto acarrearía entonces " un derrumbamiento colectivo" "un efecto devastados en el sistema bancario internacional"

El diario continúa en estos términos: " Londres podría ser ^{eliminada} ~~eliminada~~ en tanto que plaza financiera en provecho de centros más pequeños, menos susceptibles de estar mezclados en la política internacional". Cuando se sabe que la cuarta parte de las operaciones bancarias se efectúa en Londres...

Para el "Herald Tribune", el poder de los bancos podría bien revelarse como el arma decisiva de Gran Bretaña en el conflicto Malvinas. El cotidiano americano editado en París observa sin embargo que "no se puede todavía medir el alcance de esta guerra financiera y anota que en el conjunto "el gobierno británico ha adoptado una táctica juiciosa" principalmente al congelar los haberes argentinos en Gran Bretaña.



4397.
209/10

Después del Irán, después de Polonia, ahora Argentina en las garras de los banqueros. Cuál puede ser verdaderamente el impacto de lo que puede ser convenido en llamarse una nueva raza de diplomáticos?. Es probablemente el "Herald Tribune" quien tiene la última palabra: "Nada de todo esto prueba que la guerra financiera constituya siempre una solución de intercambio o un complemento eficaz en una guerra abierta, pero, en cierto casos puede serlo" Damned!

de un artículo de Y.M.

LE QUOTIDIEN 30 de abril de 1982.

EXTRA STEREO

Large Images

23/10/86

11

23/10/86

402

430f. 10



Un soldat argentin
à Comodoro Rivadavia :
prêt au combat

Menace sur le pétrole

La concentration de l'armée argentine sur ces points du littoral atlantique inquiète d'ailleurs certains civils qui se demandent si les Britanniques ne seront pas tentés de bombarder ces objectifs. Un raid éclair sur Comodoro Rivadavia pourrait anéantir l'industrie pétrolière argentine et paralyser le pays. Des exercices de défense civile ont d'ailleurs lieu depuis plusieurs jours tout le long de la côte à partir de Bahia Blanca : black out, alertes simulées, évacuation de civils. La population de ces provinces découvre une façon de vivre que la vieille Europe n'a que trop souvent connue.

A Buenos Aires, qui semble vraiment hors de portée des bombes et des canaux britanniques, même pour les plus pessimistes, les préoccupations sont d'ordre économique et financier. Comment le budget de la nation, déjà si fragile, va-t-il supporter cette économie qui, sans être de guerre, n'est plus tout à fait de paix ? Dépenses supplémentaires qui ajoutent à la dette publique, diminution des exportations, reprise de l'inflation, marasme industriel, les hommes d'affaires que nous avons rencontrés ne cachent pas leur inquiétude, même si tous partagent le même sentiment patriotique à propos des îles Malouines.

Le rendez-vous du 1^{er} mai

Les prix ont augmenté de 4,5 % en avril. Le dollar est passé officiellement de 10 500 à 12 000 pesos mais au marché parallèle il en vaut déjà 15 000 et les candidats à l'exportation clandestine de capitaux sont nombreux dans les beaux quartiers ainsi que les

spéculateurs qui, en cas de guerre, voient déjà le dollar au-dessus de 25 000 pesos. Même le franc français, qui en valait 1 750 il y a quinze jours, est aujourd'hui acheté à 2 000 pesos.

Pour le cas où la guerre serait évitée, mais le blocus respecté, l'attente pourrait être longue. Les Argentins ont de quoi tenir. Les aliments et l'eau potable ne manquent pas sur les Malouines. Les munitions sont à l'heure qu'il est nombreuses et profondément enterrées à l'abri des bombes. La question est finalement de savoir une fois de plus si les civils de la capitale résisteront aussi longtemps que les militaires. La grande manifestation péroniste prévue pour le 1^{er} mai, permettra de juger de la détermination et de l'état d'esprit des masses populaires argentines. Même problème pour les Britanniques car Mme Thatcher devra bientôt naviguer non seulement sur les eaux agitées de l'Atlantique australe, mais encore, si les choses traînent en longueur, sur les flots houleux d'une opinion publique ou d'un Parlement qui n'accepteront peut-être pas de voir leur flotte immobilisée à grands frais pendant plusieurs mois et à une telle distance pour quelques arpents de tourbe.

Michel ANFROL

■ L'arme économique : à double tranchant

L'argent n'a pas d'odeur ? Allons donc ! Sous le titre « l'arme la plus récente et la plus puissante n'a rien de secret », le quotidien britannique « the Guardian » écrivait récemment que l'utilisation de l'arme financière contre l'Argentine, qui pourrait conduire à un effondrement de ce pays, aurait des conséquences épouvantables sur le plan financier dans toute l'Amérique latine, « et même à plus grande échelle ». Autrement dit, gare à ceux qui en usent, elle pourrait se retourner contre eux dans des proportions incalculables.

Comme l'écrivait ce quotidien, « la première fois on pouvait penser qu'il s'agissait d'un accident, la seconde, d'une simple coïncidence. Maintenant, il semble que l'utilisation directe de l'arme financière devienne un trait permanent de la diplomatie ».

Cette arme financière, dont on pourrait presque dire qu'elle est devenue à la mode, en quoi consiste-t-elle ? Dans le cas de l'Argentine, elle pourrait être d'une efficacité redoutable. En effet, la dette de ce pays atteint aujourd'hui 32 milliards de dollars, soit un montant supérieur à la Pologne, et même continue à croître. Aussi, pour « the Guardian », « l'Argentine est devenue particulièrement vulnérable aux pressions financières extérieures ». L'auteur de l'article poursuit : « Si elle se voit refuser cette année de nouveaux crédits à hauteur de 4 à 7 mil-

liards de dollars, elle pourrait se révéler incapable de rembourser ses dettes vis-à-vis de l'étranger ». Les conséquences apparaissent dès lors incalculables : « De même que la crise polonaise a provoqué des ondes de choc dans tous les pays d'Europe de l'Est, de même l'effondrement de l'Argentine aurait des conséquences épouvantables dans toute l'Amérique latine, voire à plus grande échelle ». Et, poursuit « the Guardian », « la Lloyds Bank est l'un des plus grands créanciers de cette région du monde ». Le journal poursuit sa démonstration en expliquant que s'il venait à durer, le blocus financier poserait des problèmes non seulement à l'Argentine, mais aussi au reste du continent sud-américain, où les dettes atteignent au total 150 milliards de dollars (le double du COMECON). Cela créerait alors « un effondrement collectif », qui aurait un « effet

dévastateur sur le système bancaire international ». Le journal continue en ces termes : « Londres pourrait être évincée en tant que place financière au profit de centres plus petits, moins susceptibles d'être mêlés à la politique internationale ». Quand l'on sait que le quart des opérations bancaires internationales s'effectue à la City...

Pour le « Herald Tribune », la puissance des banques pourrait bien se révéler l'arme décisive de la Grande-Bretagne dans le conflit des îles Malouines. Le quotidien américain édité à Paris observe cependant qu'« on ne peut encore mesurer toute l'ampleur de cette guerre financière » et note que, dans l'ensemble, « le gouvernement britannique a adopté une tactique judicieuse », notamment en gelant les avoirs argentins en Grande-Bretagne.

Après l'Iran, après la Pologne, voici donc l'Argentine aux prises avec les banquiers. Quel peut être véritablement l'impact de ce qu'il est peut-être convenu d'appeler une nouvelle race de diplomates ? C'est probablement le « Herald Tribune » qui a le mot de la fin : « Rien de tout cela ne prouve que la guerre financière constitue toujours une solution de rechange ou un complément efficace à une guerre ouverte, mais, dans certains cas, elle peut l'être ». Damned !

Y.M.

nonce de cette entrevue historique, nement à Pretoria et à Lusaka. Le dernier sommet entre un chef de gouvernement sud-africain et M. Kaunda remonte à 1975. Le président zambien avait eu une série d'entretiens, d'ailleurs infructueux, avec John Vorster alors Premier ministre. La rencontre s'était déroulée à Victoria Falls sur la frontière entre la Rhodésie et la Zambie.

En Afrique du Sud, l'événement fait les gros titres de la presse : ce n'est pas tous les jours que le chef du gouvernement d'un pays mis au ban de la communauté africaine rencontre le plus officiellement du monde un chef d'Etat noir. En fait, cette entrevue ne doit rien aux arcanes compliquées de la diplomatie. Elle est la conséquence un peu fortuite d'une interview accordée par M. Kaunda à la mi-mars au journal sud-africain « Star ». Au journaliste qui l'interroge, Kenneth Kaunda affirme sans ambages : « Je suis disposé à rencontrer quand il le voudra votre Premier ministre. » Le président zambien ajoute — politique oblige — qu'il compte donner à M. Botha quelques leçons en lui expli-

quant les erreurs qu'il commet. L'initiative de M. Kaunda provoque quelques flottements en Afrique du Sud. Certains diplomates partisans de l'ouverture d'un dialogue avec les pays limitrophes redoutent que M. Botha n'apprécie pas « l'impertinence » du président zambien et fasse la sourde oreille à cette offre d'ouverture. Mais Pieter Botha saisit la balle au bond et répond que lui aussi est prêt à discuter. Le processus est enclenché. Il est vrai que Pretoria a tout à gagner à cette initiative. L'Afrique du Sud démontre ainsi qu'elle n'est pas fermée à tout dialogue. L'annonce de cette rencontre a d'ailleurs été chaudement appréciée aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, deux pays qui, avec



Le président Kaunda : une situation précaire.

la France, le Canada et la RFA, constituent le « groupe de contact » chargé de trouver une solution à l'affaire de Namibie sous l'égide des Nations unies.

Selon des informations puisées de bonne source, il semble également que Kaunda soit plus ou moins mandaté par les pays de la « ligne de front » notamment par l'Angola dont les dirigeants souhaitent desserrer l'étreinte qui pèse sur leur pays.

La Zambie, aux prises avec de très graves problèmes intérieurs, à la fois économiques et politiques, souhaite aussi, pour des raisons propres, nouer des liens plus étroits avec l'Afrique du Sud. Kenneth Kaunda lui-même a ouvertement encouragé les hommes d'affaires zambiens à se tourner vers le voisin sud-africain plutôt que vers des

partenaires plus lointains. Kaunda paraît de surcroît de plus en plus isolé. L'URSS qui, voici encore un an, semblait vouloir faire de la Zambie un de ses principaux point d'appui en Afrique australe joue aujourd'hui délibérément la carte du Zimbabwe.

Enfin, la Zambie, contrainte d'exporter son cuivre via l'Afrique du Sud, souhaiterait pouvoir utiliser à nouveau le chemin de fer de Benguela qui relie les gisements cuprifères zambiens au port angolais de Lobito, via le Shaba zaïrois. Or, cette zone est contrôlée par les guérilleros angolais de l'Unita de Jonas Savimbi aidé activement par l'Afrique du Sud. Un règlement du problème namibien pourrait signifier pour Lusaka la possibilité de mettre fin à une situation qui oblitère gravement son économie.

La rencontre Botha-Kaunda permettra-t-elle de débloquent les négociations sur la Namibie qui butent toujours sur la question des modalités des futures élections mais aussi sur des problèmes de sécurité ? La présence aux côtés de M. Botha non seulement du ministre sud-africain des Affaires étrangères, mais aussi de celui de la Défense — le général Magnus Malan très écroulé des militaires — permet de penser que les problèmes de sécurité touchant à l'affaire namibienne seront aussi évoqués.

La question namibienne semble, en tout cas, faire actuellement l'objet de grandes manœuvres diplomatiques auxquelles la venue en France du numéro trois cubain, M. Carlos Rafael Rodríguez, n'est peut-être pas étrangère.

Pierre BEYLAU

■ 500 Cubains auraient quitté l'Angola

Un groupe de près de 500 conseillers civils cubains a quitté l'Angola au cours des dernières semaines, assure le « Times » de Londres.

Selon le quotidien britannique, « cette information a été communiquée par l'ambassadeur de Cuba en Angola à un diplomate du tiers monde ». Environ 400 de ces Cubains travaillaient pour le ministère de la Cons-

truction angolais, qui n'avait plus de travail pour eux, ajoute le « Times », précisant que leur départ « n'est pas lié à des motifs politiques ». Selon le « Times », la présence cubaine en Angola est estimée à 25 000 personnes, dont 6 500 sont des conseillers civils. Il indique enfin ignorer si d'autres groupes de Cubains regagneront prochainement La Havane.

Nouveaux troubles en Cisjordanie

De nouveaux troubles ont éclaté en Cisjordanie où deux jeunes Palestiniens ont été tués hier par des soldats israéliens.

La manière forte prédomine toujours dans les territoires occupés par Israël où les soldats ont encore tiré « en direction de la foule », pour reprendre l'expression qui figure dans les communiqués de l'armée israélienne. Hier matin, une manifestation éclate à l'entrée du lycée de Halhoul, près d'Hébron. Un groupe de lycéens attaque à coups de pierre une patrouille de soldats israéliens. Ceux-ci tirent « en direction de la foule » : un jeune homme de dix-huit ans, mortellement atteint à la tête, décède une

demi-heure plus tard à son arrivée à l'hôpital. Quatre autres jeunes gens, moins grièvement blessés, sont hospitalisés à Hébron. Un peu plus tard, à Saïr, toujours en Cisjordanie, un autre jeune Palestinien, Abdel Rahim Kader El Djaradat, âgé de 20 ans, est blessé par une balle de source palestinienne que six jeunes gens avaient été blessés par balles au cours de l'une des manifestations dont cette ville est devenue le siège presque quotidien depuis une semaine. Une vive tension régnait également hier dans le camp de

réfugiés de Doueichyeh, au sud de Bethléem, où un grand nombre de Palestiniens s'étaient rassemblés dans l'espoir de récupérer le corps d'Hussein Abdel Hussein, un jeune homme de 18 ans, décédé dans la nuit de mercredi à jeudi à la suite d'une blessure par balle le 12 avril dernier. L'armée israélienne aurait tiré des salves d'avertissement et utilisé des grenades lacrymogènes pour tenter de disperser la foule. Depuis la rétrocession du Sinai à l'Egypte dimanche dernier, le Premier ministre Menahem Begin a répété presque chaque jour dans une série de déclarations à la radio et à la télévision que cet exemple ne saurait servir de

précédent et que la « terre d'Israël occidentale » ne serait « plus jamais redivisée ». Il a également réaffirmé à plusieurs reprises que les Palestiniens ne pouvaient rien espérer de plus qu'un régime d'autonomie, restant toujours à mettre au point. « L'autonomie oui, l'autodétermination non », déclarait-il notamment mercredi, en invitant l'Egypte et les Etats-Unis à parvenir à un accord « unique » sur cette formule.

Si elle est sans équivoque, la position du gouvernement israélien est en contradiction avec celle de l'Egypte. On estime en effet au Caire que l'application des accords de Camp David doit aboutir à

l'autodétermination du peuple palestinien. Les négociations qui sont officiellement prévues, dans le cadre de Camp David, sur le problème des territoires occupés n'ont, dans ces conditions, pratiquement aucune chance d'aboutir. Les Israéliens multiplient en Cisjordanie les colonies de peuplement. Les Egyptiens de leur côté, ont, lors d'une récente réunion des non-alignés au Koweït, proposé un « plan » en onze points qui diffère assez peu du « plan Fadh » même s'il est plus explicite en ce qui concerne la reconnaissance mutuelle. L'Egypte a d'autant moins intérêt à céder, sur cette question, aux revendications isra-

LE MATIN, Viernes 30 de Abril de 1982.-

LA NAVY PUEDE ASEGURAR UN BLOQUEO EFICAZ.

Bloqueo o desembarco ? A algunas horas de la expiración del ultimatum decretado por el gobierno Br, los expertos se preguntan sobre la estrategia que debería adoptar el Estado Mayor Br. Una certeza: el estado y la relación de fuerzas juegan en favor de un bloqueo Br mientras que un desembarco sería mucho más discutible.

EL BLOQUEO. En esta hipótesis, la marina y la aviación Br prohíben el acceso marítimo y aéreo a cualquier aeronave o navío argentino que se aventure en la zona de 200 millas. Si se cree a los expertos, las fuerzas navales Br tendrían, en ese escenario, todas las oportunidades de hacer prevalecer su voluntad. Motivo ? La Royal Navy dispone actualmente en la región de cuatro submarinos nucleares de ataque (SNA). Se trata del SUPERB, SCEPTRE, SPARTAN y SPLENDID, emblemas de la fuerza de disuasión Br. Estas unidades de 4000 toneladas cada una están en condiciones de permanecer en el agua, a una profundidad de 600 m, durante cerca de dos meses. Como están equipadas con torpedos filoguiados (los MK 23 Tigerfish, conocidos por su silencio), la marina Ar puede temer una inmisión en la famosa zona de 200 millas. Los cuatro submarinos pueden enviar cada quince segundos veinte torpedos a la flota de superficie de la Junta. Lo que no deja muchas oportunidades a la Armada Ar que, teóricamente, se jacta de una fuerza de ataque de 56000 toneladas. La Navy no ha descuidado nada. A bordo de uno de sus portaviones, una tripulación de repuesto para los submarinos ha sido embarcada. Lo que dice mucho sobre su verdadera capacidad ofensiva.

Esta superioridad submarina da por otra parte la verdadera medida de los discursos que afirman una pretendida igualdad de fuerzas navales presentes. Es verdad: refiriéndose a los "sistemas de armas" embarcados, las dos marinas disponen de la misma fuerza de ataque. Los dos adversarios pueden poner en línea la misma cantidad de baterías de Exocet, este misil mar-mar concebido y fabricado por la Aerospatiale y capaz de neutralizar con una precisión terrorífica, gracias a su calculador electrónico, cualquier navío a una distancia de 42 km. El fabricante francés vendió 300 Exocet a G.B. en 1970 mientras que proveía más o menos la misma cantidad de misiles anti-navíos a los Argentinos.

Paralelamente a esta superioridad submarina a propulsión nuclear, los Ingleses pueden hablar de las mismas posibilidades en el aire ? Pueden realizar un bloqueo aéreo ? Desde este punto de vista, el objetivo parece a primera vista más difícil de realizar. G.B. dispone de los famosos Harrier, aviones aerportados con decolaje vertical. Cuentan con unos 20 en los portaviones HMS HERMES E INVINCIBLE. Equipados con misiles SIDEWINDER (Inglés), MARTEL (franco-inglés) o HARPOON (americanos), están en condiciones de hacer buena figura. Tanto más que pueden contar con aviones reabastecedores VULCAN basados en Ascension, un condominio americano-inglés que constituye una excelente posición para la logística.

Pero, enfrente, las fuerzas aéreas argentinas son bastante temibles. Al lado de los BREGUET-ATLANTIC de vigilancia marítima y de los SUPER ETENDARD "made in France", los SKYHAWK americanos, hay que contar con una buena cuarentena de MIRAGE 5 Y MIRAGE 50. Dotados de una autonomía de 2000 km. Se trata de aparatos de una gran eficacia. Primero en razón del armamento con que están provistos, mi-

siles MATRA 530 de intercepción. Luego, porque estos aviones de combate fabricados por M.DASSAULT pueden también cumplir misiones de bombardeo. Pero el uso de los Mirage sólo puede ser posible si las autoridades argentinas previeron en Malvinas el soporte logístico complejo del que tienen necesidad. El suelo argentino está demasiado alejado de las Faklands para permitirles ser totalmente eficaces.

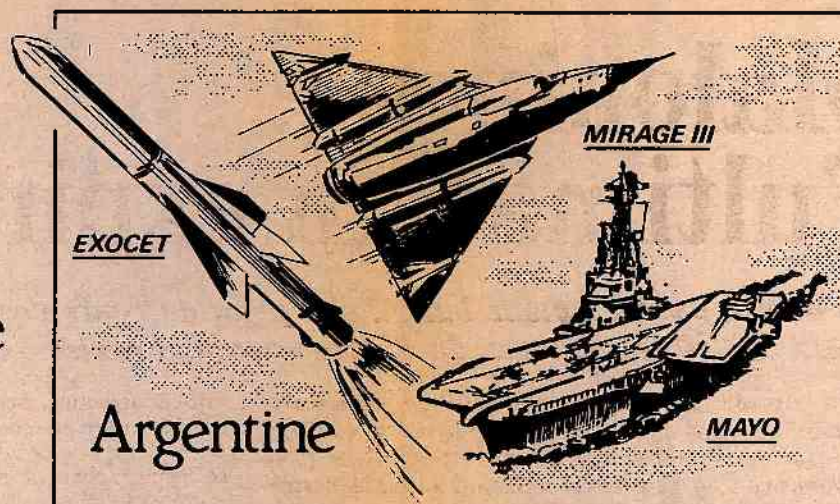
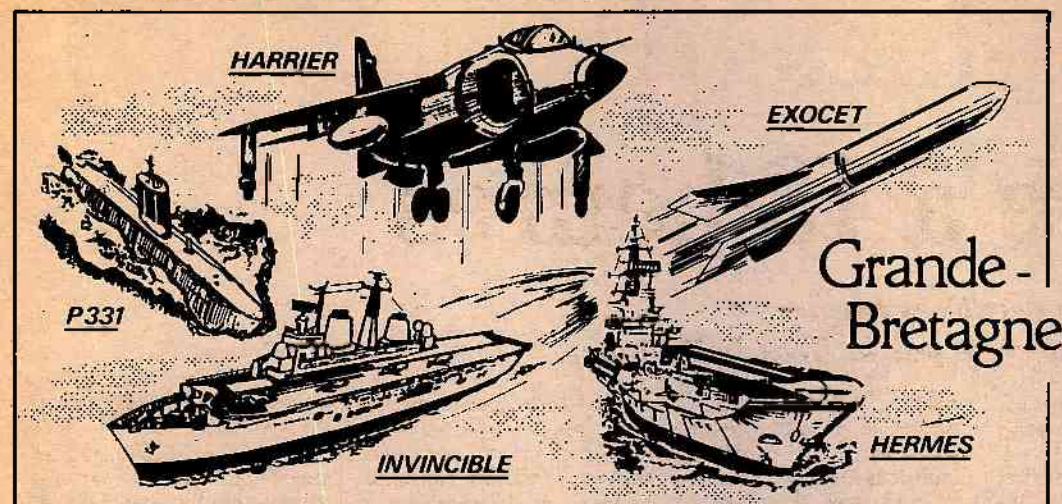
LA INVASION.

Prácticamente asegurada de hacer respetar el bloqueo, las fuerzas Br son capaces de desembarcar en las islas Faklands ? Es otra historia. Si se cree a los expertos, las fuerzas embarcadas en los navíos ingleses (7000 Británicos contra 10000 Argentinos "en tierra") no son suficientes. La experiencia de los desembarcos de la última guerra mundial muestra que es necesario una relación de 1 a 3 para dominar al adversario. Es la razón por la cual los especialistas creen menos a una confrontación armada terrestre. Pero, si ellos intentan la aventura, los Ingleses pueden contar con las informaciones comunicadas por los satélites espías americanos, que están en condición de informarlos sobre el despliegue de las fuerzas adversas con una "definición" de 5 a 10 metros. Una posibilidad enorme en un conflicto donde cada uno se interroga sobre la existencia real de las fuerzas en presencia.

J-G.F.



ET L'ARGENTINE



Grande supériorité anglaise sur le plan naval et aérien, grâce notamment aux quatre sous-marins nucléaires d'attaque, aux avions d'interception à décollage vertical Harrier embarqués à bord de deux porte-avions, aux missiles mer-mer 38 Exocet qui équipent les navires d'accompa-

gnement. Les Argentins disposent d'avions Skyhawk embarqués sur un porte-avions, de bâtiments, armés également d'Exocet. Quant aux Mirage 5 achetés à la France, on ignore si les autorités de Buenos Aires les ont acheminés aux Malouines.

La Navy peut assurer un blocus efficace

Blocus ou débarquement ? A quelques heures de l'expiration de l'ultimatum décrété par le gouvernement britannique, les experts s'interrogent sur la stratégie que devrait adopter l'état-major du gouvernement britannique. Une certitude : l'état et le rapport des forces jouent en faveur d'un blocus britannique alors qu'un débarquement serait beaucoup plus hasardeux.

LE BLOCUS. Dans cette hypothèse, la marine et l'aviation britannique interdisent l'accès maritime et aérien à tout aéronef ou à tout navire argentin s'aventurant dans la zone des 200 miles. A en croire les experts, les forces navales britanniques auraient, dans ce scénario, toutes les chances de faire prévaloir leur volonté. Motif ? La Royal Navy dispose actuellement dans la région de quatre sous-marins nucléaires d'attaque (SNA). Il s'agit du *Superb*, du *Sceptre*, du *Spartan* et du *Splendid*, fleurons de la force de dissuasion britannique. Ces unités de 4 000 tonnes chacune sont en mesure de rester sous l'eau, à une profondeur de

600 mètres, pendant près de deux mois. Comme elles sont équipées de torpilles filoguidées (les MK 23 Tigerfish, réputées pour leur silence), la marine argentine a tout à craindre d'une immixtion dans la fameuse zone des 200 miles. Les quatre sous-marins peuvent en effet expédier, toutes les quinze secondes, quelques vingt torpilles à la flotte de surface de la junte. Ce qui ne laisse guère de chances à l'armada du gouvernement de Buenos Aires qui, sur le papier, se prévaut d'une force de frappe de 56 000 tonnes. La Navy n'a d'ailleurs rien négligé. A bord d'un de ses porte-avions, un équipage de rechange pour les sous-marins

a été embarqué. Ce qui en dit long sur sa véritable capacité offensive.

Cette supériorité sous-marine donne d'ailleurs la véritable mesure des discours concluant à une prétendue égalité des forces navales en présence. C'est vrai : si l'on s'en tient aux « systèmes d'armes » embarqués, les deux marines disposent en principe de la même force de frappe. Les deux adversaires peuvent, en effet, mettre en ligne le même nombre de batteries d'Exocet, ce missile mer-mer conçu et fabriqué par l'Aérospatiale et capable de neutraliser avec une précision terrifiante, grâce à son calculateur électronique, n'importe quel bâtiment à une distance de 42 kilomètres. Le fabricant français a vendu trois cents Exocet à la Grande-Bretagne en 1970 tandis qu'il fournissait à peu près le même nombre de missiles anti-navires aux Argentins.

Parallèlement à cette supé-

riorité sous-marine à propulsion nucléaire, les Anglais peuvent-ils se targuer des mêmes possibilités dans l'air ? Peuvent-ils réaliser un blocus aérien ? De ce point de vue, l'objectif semble, à première vue, plus difficile à réaliser. Certes, la Grande-Bretagne dispose des fameux Harrier, avions aéroportés à décollage vertical. On en compte une vingtaine sur les porte-aéronefs HMS *Hermès* et sur l'*Invincible*. Equipés de missiles Sidewinder (anglais), Martel (franco-anglais) ou (Harpoon américains), ils sont en mesure de faire bonne figure. D'autant qu'ils peuvent compter sur des avions ravitailleurs Vulcan basés à Ascension, un condominium américo-anglais qui constitue une excellente position pour la logistique.

Mais, en face, les forces aériennes argentines sont assez redoutables. A côté des Breguet-Atlantic de surveillance maritime et des Super

Etendard « made in France », les Skyhawk américains, il faut compter avec une bonne quarantaine de Mirage 5 et de Mirage 50. Dotés d'une autonomie de 2 000 kilomètres. Il s'agit d'appareils d'une grande efficacité. D'abord en raison de l'armement dont ils sont pourvus, des missiles Matra 530 d'interception. Ensuite, parce que ces avions de combat fabriqués par Marcel Dassault peuvent aussi accomplir des missions de bombardement. Mais la mise en œuvre des Mirage ne peut être possible que si les autorités argentines ont prévu aux Malouines le support logistique complexe dont ils ont besoin. Le sol argentin est, en effet, trop éloigné des Falkland pour leur permettre d'être totalement efficaces.

• **L'INVASION.** Pratiquement assurées de faire respecter le blocus, les forces britanniques sont-elles capables de débarquer avec succès sur les

îles Falkland ? C'est une autre histoire. A en croire les experts, les forces embarquées sur des navires battant pavillon anglais (7 000 Britanniques contre 10 000 Argentins « à terre »), ne sont pas suffisantes. L'expérience des débarquements de la dernière guerre mondiale révèle en effet qu'il faut un rapport de 1 à 3 pour prendre le dessus sur son adversaire dans ce cas de figure. C'est la raison pour laquelle les spécialistes croient moins à une confrontation armée terrestre. Mais, s'ils tentaient l'aventure, les Anglais peuvent compter sur les informations communiquées par les satellites espions américains, qui sont en mesure de les renseigner sur le déploiement des forces adverses avec une « définition » de 5 à 10 mètres. Un atout de taille dans un conflit où chacun s'interroge sur l'existence réelle des forces en présence.

J.-G. F.

55 élus bretons à Chicago : les croisés de l'«Amoco-Cadiz»

Ils réclameront mardi devant la justice américaine réparation des dommages subis par leurs communes en mars 1978

Les cinquante-cinq maires bretons des communes des Côtes-du-Nord et du Finistère touchées en mars 1978 par la catastrophe de l'Amoco-Cadiz se sont envolés mercredi de Paris pour Chicago. Après une étape à New York — où ils seront reçus à la mairie et à l'ONU —, ils iront soutenir leur cause mardi devant la Cour de justice de Chicago. Ils y demanderont réparation aux sociétés responsables du pétrolier des dégâts commis dans leur communes. Le procès, gigantesque aussi bien par les sommes mises en cause que par sa complexité juridique, devrait durer plusieurs mois. Mais les élus bretons ont voulu manifester, par leur présence à son ouverture, leur détermination et leur combativité. Jean Darriulat, qui les accompagne, a eu l'impression d'avoir affaire à une équipe de rugby bien décidée à défendre les couleurs de son « club ».

De notre envoyé spécial

MERCREDI 28 avril, 12 h 45. Roissy Charles-de-Gaulle. Les pommettes rougeaudes et l'œil déjà luisant, Yves Coadalan et Jean-Marie Simon embarquent sur le

Boeing 747 de New York, sans même jeter un regard à l'architecture sans rêve de ce nouvel aéroport Charles-de-Gaulle, numéro 2. Ils parlent fort, tout excités, comme n'importe quel supporter.

« Je te présente Jean-Marie, adjoint de Trélevorn, du syndicat des eaux... Lui, il ne boit que de l'eau », dit en rigolant Yves, lui-même maire adjoint de Trévoux-Tréguignec. Car cette équipe de supporters, dont certains portent à la boutonnière les insignes tricolores de leur mandat électif, n'est pas en effet n'importe quelle équipe.

Elle a pour nom Amoco-Cadiz et pour couleur : « Le noir... Celui de la colère ! », dira un peu plus tard Catherine Hailloux, trente ans, hôtelière à Trégastel. La seule qui, avec Henri Didou, secrétaire du Comité des pêches, représente les intérêts des soixante-dix plaignants « privés » au milieu de ces cinquante-cinq élus des communes des Côtes-du-Nord et du Finistère, polluées par l'Amoco-Cadiz. Avec eux,

elle se présentera mardi prochain devant la cour de Chicago, siège de la société armatrice Amoco International, pour demander justice de cette souillure irréparable.

13 h 45. Le temps est clair. Nous survolons précisément ces côtes du nord-ouest de la Bretagne. Superbes. Les Bretons se précipitent aux hublots. Ils lisent sur le sol comme sur une carte et s'esclaffent lorsqu'ils ont enfin découvert leur port ou leur village : « Tiens, là, c'est chez moi, vous voyez, ce petit port avec les bateaux bien rangés. Et, ces îlots, là, au large, qui portent encore les traces noires du mazout... ». Puis ils ferment les yeux comme pour mieux emporter dans leur tête cette image du petit coin de côte qu'ils vont défendre, là-bas, de l'autre côté de l'Atlantique.

« Vous voyez là, reprend Yves Coadalan, la plage était couverte de galets. Après l'Amoco, on les a emportés pour les laver, soit-disant... Je ne les ai plus jamais revus... Et maintenant, la mer gagne sur la terre, la plage rétrécit. » Et il conclut : « Oui, c'est pour cela que je vais à Chicago, pour qu'ils me rendent mes galets. » Emu ? « Un peu... Mais je connais déjà New York. Pensez, vingt-deux ans dans la marine, on a vu du pays. Chicago, ça, c'est à l'intérieur, je ne connais pas !... » On se déboutonne un peu. Cigares, whisky, mais dans les limites de la bonne compagnie. Que ce soit Francis Le Blé, maire PS de Brest, « pilier » de cette équipe de France anti-pollution qui s'exclame : « On va gagner, on va gagner... Parce qu'il faut que l'on gagne pour qu'une telle catastrophe ne se reproduise plus », ou le trois quarts aile, le docteur Martin, maire,

aujourd'hui dans l'opposition, de Perros-Guirec, qui « a pris trois marées noires sur la gueule » en l'espace de douze ans, champion toutes catégories du nettoyage des plages, tous ces représentants du syndicat mixte du littoral nord-ouest de la Bretagne ont la même détermination.

« Prudence, sagesse mesure »... car, quel que soit leur désir de vaincre et de faire « payer les pollueurs », les Bretons savent bien que ce mot d'ordre du cabinet Curtis, les lawyers américains auxquels ils ont confié leurs intérêts, est un « must ». Le juge McGarr, de Chicago, comme tous les magistrats américains, est réputé pour son intransigeance sourcilieuse lorsqu'il s'agit de pressions extérieures ou de la confidentialité du dossier d'instruction. Il n'y aura donc ni banderoles ni déclarations tonitruantes sur les marches du palais de Justice de Chicago, mardi prochain.

«Trois marées noires sur la gueule en douze ans»

« Nous ne sommes pas venus là pour ça, explique Catherine Hailloux, mais simplement pour montrer, par notre déplacement en nombre et par les frais que cette opération a occasionnés, que ce procès était de la plus haute importance pour nous. Et là, déjà, nous avons marqué un point, car nos adversaires ne pouvaient émettre que des doutes ».

comptent aussi sur la puissante Amicale des Bretons de New York par laquelle ils ont été invités, hier soir, pour commencer une campagne d'information sur ce procès, dans les médias américains. Une campagne qui, à en croire les premières réactions dans l'avion, s'annonce sous les meilleurs auspices. Les Bretons sont très

ACHETER MOINS CHER

SEGALOT

3 000 M² D'EXPOSITION DE MEUBLES

CETTE SEMAINE 12 % DE REMISE

sur toutes les chambres à coucher classiques, moderne et style

PARIS-14^e - 52, av. du G.-Leclerc 539-22-03. Fermé le lundi.

VILLEN.-St-GEORGES - 2 bis, r. Pasteur, 389-02-77 (ouvert dimanche matin) PARKING

KIT BONJOUR CUISINES

CUISINES DÉCORATION LIVRÉES A PLAT A MONTER VOUS-MÊME

POUR VOUS QUI CONSTATEZ LE PRIX DES CUISINES

50 %

ECONOMISEZ

par rapport à l'achat d'une cuisine installée.

Rustique ou moderne, Le choix : vous composez votre



PARIS-NORD SECURITE

Moins 50 %

En installant vous-même votre système d'alarme. CENTRALE PNS 01 (chargeur incorporé) dep. 1.200 F. • SIRENE élect. depuis 160 F. • DETECTEUR volum. (8 m² ml. dep. 1.670 F. • ALARME AUTO ultra son 550 F. • Boîtier autonome PNS 07 complet sans install. sans fil, portée 15 m. 3.950 F. Catalogue complet c/20 F. déduit s/1^{er} achat.

P.N.S. (France) service MP 22, bd Carnot 93300 St-Denis Tél. : (1) 622-24 50.

FABRIQUE DE

N° 1 DE LA MOQUETTE

LIBRE SERVICE DE GROS
• Moquette à 10, 16, 26, 29, 35, 59 F/m²
• Pure laine à 62, 69, 106 F/m²
• Text. et moq. mur. 5, 10, 15, 18 F/m²
• Toile de jute, larg. 2,60 m. 25 F
• Plastique col à 19, 29, 39 F/m²
• Pailles japonaises à 16, 25 F/m²

PARIS : 14, bd Sébastopol, 272-81-81.
ST-MAUR : Dépôt d'usine, 2, bd Gén.-Giraud (parking), 383-85-01.

Gros stocks. prix par quantités. Exceptionnels : 5 % à rt acheteur du Marin.

CLUB DES 10

Embajada Argentina
Agregaduría Militar

PARIS, 30 de abril de 1982.

F2 2 4032 / 11

Objeto: Elevar recortes periodísticos

AL JEFE II - INTELIGENCIA (Dpto Ext)

Adjunto elevo al señor Jefe, en carpeta adjunta a la presente, los principales recortes periodísticos de la prensa francesa y algunos medios ingleses sobre el conflicto MALVINAS.

Asimismo informo al señor Jefe que los mismos son acompañados de una traducción, que en ciertos casos es literal y en otros condensados los conceptos o informaciones más importantes.

AGREGADO:

- Una carpeta conteniendo lo expresado en el texto.

AM Fr	
HUBRIDA	COPIADO
<i>[initials]</i>	03

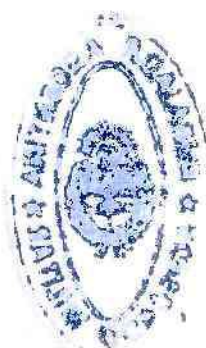


[Signature]
RODOLFO LORENZO AGOSTINI

Coronel
Agregado Militar

113624

105



UNITED STATES DEPARTMENT OF AGRICULTURE
WASHINGTON, D. C.
1889

MALVINAS: el ultimatum expira a las 13 hs.

La guerra psicológica estaba en pleno auge antes de la entrada en vigor del "bloqueo naval y aéreo" decretado por G.B.

La "guerra de las Malvinas" podría comenzar hoy. Los EEUU hicieron saber ayer a la noche que sólo quedaba ahora "una pequeña base para el optimismo". En Londres y en Bs As las últimas proposiciones americanas no había sido todavía formalmente rechazadas, pero todo dejaba pensar que el ultimatum británico, que expira a las 13 hs, no había cambiado la determinación argentinas en guardar las Malvinas.

Guerra psicológica o simplemente guerra ? Se sabrá hoy a las 13 hs. si las Malvinas se transformarán en campo de batalla, cuando expire el ultimatum británico. Thatcher amenazó con tirar sobre "cualquier navío o avión" que se encuentre en la zona de exclusión total alrededor de las doscientas islas pretendidas por G.B. y Argentina.

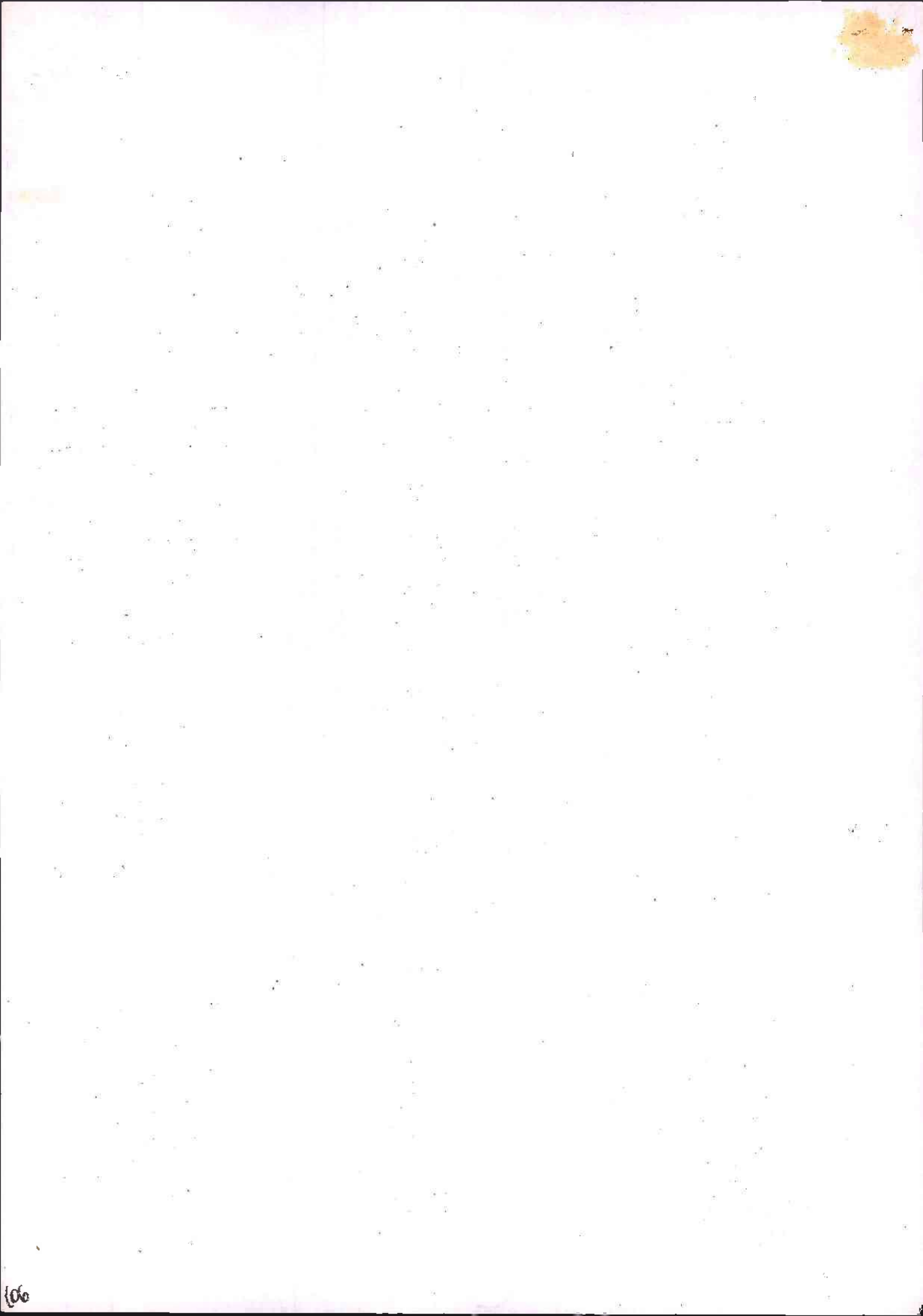
Ayer, a la noche, las reglas de la guerra psicológica sobrepasaban las amenazas explícitas. Los zig-zags de las declaraciones británicas iban de par con las contradicciones de la actitud oficial argentina. Desorientar al adversario es un arma que los Británicos han utilizado desde el comienzo de la crisis. Y, del lado argentino, no se sabía más ayer quien presidía en la decisión última de aceptar o de rechazar las últimas proposiciones americanas: Costa Mendez, Galtieri o los "Almirantes duros" deseosos de enfrentarse con Inglaterra para no arriesgar la caída ?

EEUU intentaron ayer un último paso apurado ante Londres y Bs As para hacer aceptar proposiciones, cuyas diferentes versiones circulaban en Washington, Londres y Bs As. J.Nott, (Defensa) declaró que "la crisis se encuentra en plena fase diplomática", mientras que el día anterior, sólo se escuchaban discursos guerreros del tipo "el golpe de gracia llega". Visiblemente, G.B. gusta soplar en el fuego y en el frío. Ayer, hacía saber que la bala se encontraba en el campo de los Argentinos, mientras que EEUU apuraba a los unos y a los otros para dar una respuesta inmediata a sus proposiciones de paz.

Según Foreign Office, éstas están próximas a la posición británica. En Bs As al contrario, se decía que la plena soberanía sobre las Malvinas sería reconocida al término de cinco años de transición. En EEUU se indicaba que el plan americano no prevé garantía a término de la soberanía argentinas sobre las Malvinas. La autodeterminación de los Kelpers -habitantes de Malvinas- otro punto discutido, no estaba tampoco claramente expuesto.

En Londres se preveía una "campana larga y sangrienta" según los términos del Cte de la Flota, después de la entrada del bloqueo total, si los Argentinos decidían forzarlo. Los Británicos podrían responder por un ataque contra el aeropuerto Stanley, tratando de alcanzar los Mirages argentinos, luego desembarcar los marines en la isla West Falkland.

Unica cosa prácticamente segura, una centena de hombres ranas británicos se encuentran en esta isla, donde habrían sido largados el último lunes, en el mismo momento de la batalla de Goergia del Sud. Después se habrían mezclado con la población e informarían a la flota británica.



LE CONFLIT ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE

Malouines : l'ultimatum expire à 13 heures

La guerre psychologique battait son plein au cours des dernières heures avant l'entrée en vigueur du « blocus naval et aérien » décrété par la Grande-Bretagne

La « guerre des Malouines » pourrait commencer aujourd'hui. Les Etats-Unis, ont fait savoir hier soir qu'il ne restait désormais qu'une « petite base pour l'optimisme ». A Londres et à Buenos Aires, les dernières propositions américaines n'avaient pas encore été formellement rejetées, mais tout laissait penser que l'ultimatum britannique, qui expire à 13 heures, n'avait pas infléchi la détermination argentine à garder les Malvinas.

GUERRE psychologique ou guerre tout court ? On saura aujourd'hui à 13 heures si les îles Malouines se transformeront en champ de bataille, à l'expiration de l'ultimatum britannique. Margaret Thatcher a menacé de tirer sur « tout navire ou avion » se trouvant dans la zone d'exclu-

sion totale autour des deux cents îles convoitées par la Grande-Bretagne et l'Argentine.

Hier, en fin de soirée, les règles de la guerre psychologique ont pris le dessus sur les menaces explicites. Les zigzags des déclarations britanniques allaient de pair avec les contradictions de l'attitude

officielle argentine. Désorienter l'adversaire est une arme que les Britanniques ont utilisée depuis le début de la crise. Et, du côté des Argentins, on ne savait plus hier qui présidait à la décision ultime d'accepter ou de rejeter les dernières propositions américaines : le ministre des Affaires étrangères Costa Mendez, le général Galtieri ou les « amiraux durs » désireux d'en découdre avec l'Angleterre, pour ne pas risquer la chute ?

Les Etats-Unis ont tenté hier une dernière démarche pressante auprès de Londres et de Buenos Aires, pour faire accepter des propositions, dont différentes versions cir-

culaient à Washington, à Londres et à Buenos Aires. John Nott, le ministre britannique de la Défense, a déclaré que « la crise se trouve en pleine phase diplomatique », alors que, la veille, on n'entendait que des discours guerriers du genre « le coup de grâce arrive ». Visiblement, la Grande-Bretagne aime souffler le chaud et le froid. Hier, elle faisait savoir que la balle se trouvait dans le camp des Argentins, alors que Washington pressait les uns et les autres de donner une réponse immédiate à ses propositions de paix.

Selon le Foreign Office, celles-ci sont très proches de la position britannique. A

Buenos Aires, par contre, on disait que la pleine souveraineté argentine sur les Malouines serait reconnue au terme de cinq ans de transition. A Washington, on indiquait que le plan américain ne prévoit pas de garantie à terme de la souveraineté argentine sur les îles. L'autodétermination des Kelpers — les habitants des Malouines — autre point controversé, n'était pas non plus clairement exposée, dans les différentes versions du plan américain.

A Londres, on prévoyait une « campagne longue et sanglante » — selon les termes du commandant de la flotte britannique, « Sandy » Woodward — après l'entrée

en vigueur du blocus total, si les Argentins décidaient de le forcer. Les Britanniques pourraient riposter par une attaque contre l'aéroport de Port Stanley, visant à clouer au sol les Mirage argentins, puis par le débarquement de marines sur l'île West Falkland.

Seule chose pratiquement sûre, une centaine d'hommes-grenouilles britanniques se trouvent sur cette île, où ils auraient été largués lundi dernier, au moment même où la bataille de Géorgie du Sud faisait rage. Depuis ils se seraient mêlés à la population et renseigneraient la flotte britannique.

Table des Matières.

**AMÉLIORATION DE L'HABITAT – AIDES FINANCIÈRES – AGRANDIR
ARDOISE – ARTISANS – BOISERIE – BRIQUES – CAVE – CHARPENTE
CHAUDIÈRES – CHEMINÉES – CIMENT – CLIMATISATION – CLOISON
COLLES – CRÉDITS – CARRELAGE – COUP DE NEUF SUR LA MAISON
DALLAGE – DÉCORATION – DÉMONSTRATIONS – ÉCHAFAUDAGES
ÉCONOMIES D'ÉNERGIE – ESCALIERS – ÉTANCHÉITÉ – FAÇADES
FENÊTRES – FERRONNERIE – GARAGE – HUISSERIES – ISOLATION
LUCARNES – MATÉRIAUX NOUVEAUX – MENUISERIE – PARQUET
PLAFOND – PLÂTRE – PORTES – POUTRES – SANITAIRES – STAFF
SUBVENTIONS – TISSUS – TOITURES – VOLETS – ZINC.**

417p. 387 p

DIA 30 de ABRIL DE 1982.-

FIGARO MAGAZINE: Carta de lectores: el "partido Argentina-Gran Bretaña".

LE MONDE: Comandos habrían ya desembarcado.

Londres: el ultimatum expira el viernes 30 de abril a las 11 Hs GMT

El conflicto de las Islas Malvinas.

LE FIGARO: La espera oprimente de Buenos Aires.

El eco cascado de plaza de Mayo.

Le « match » Argentine-G.-B.

□ Je suis un jeune lycéen de quinze ans, qui suis de très près les événements internationaux. Alors, chaque fois (c'est-à-dire toutes les semaines) que sort *le Figaro-Magazine*, j'en suis tout heureux (...). Mais depuis le départ pour les îles Malouines du meilleur quart de la Royal Navy, je tremble, car cela pourrait être l'étincelle qui ferait déclencher la Troisième Guerre mondiale à cause de l'impérialisme soviétique (voyez l'Afghanistan !).

Donc, ce vendredi 9 avril, lorsque je vois sur votre couverture : « *Malouines, l'incroyable guerre* », je me précipite sur le sommaire, qui m'envoie à la page 56. Et là, que vois-je ? « *Îles Malouines : le match Argentine-G.-B.* »

Avez-vous un sens moral ? Des gens vont s'entretuer ! Ce n'est pas un match de football, mais une guerre. Oui une guerre ! Votre titre, c'est « *hun scandâ'l* », comme dirait quelqu'un... ■

Raoul Sullivan
78180 Voisins

En pages 40-41

**La chronique du terrain qui
de Jean d'Ormesson**

P. 45 et 46 Le Figaro-Histoire

P. 52 et 54 Cette semaine/s

P. 56 et 58 Cette semaine/l

P. 54 Jean-Jacques Gautier

P. 55 François Chalais

P. 58 François Nourissier

P. 59 Alain de Benoist

**P. 60 Pierre Mazars
et Philippe Bouvard**

P. 63 Jean Ferré/Télévision

**P. 65 Jean Ferré/Radios libres
et Pierre Meutey**

**L'éditorial d'Alain Griott
et les propos de tabl
de James de Coque**

Directeur général : Robert H

Directeur du *Figaro-Mag*

431fn hoi (12)

separ
eqme: ub
2/10/82

TRADUCCION

REVISTA LE FIGARO MAGAZINE DEL 30 DE ABRIL 1982

CARTAS DE LECTORES

EL "PARTIDO" ARGENTINA -GRAN BRETAGNA

Soy un joven estudiante secundario de 15 años, y sigo de muy cerca los acontecimientos internacionales. Entonces cada vez (es decir todas las semanas) que sale el FIGARO MAGAZINE, estoy realmente muy feliz ...(...). Pero desde la salida hacia las ISLAS MALVINAS del mejor cuarto de la ROYAL NAVY, tiemblo, puesto que ello puede significar la chispa que desencadene la Tercera Guerra Mundial a causa del imperialismo soviético (vea AFGANISTAN!!).

Entonces ese viernes 9 de abril, cuando veo en vuestra tapa: " MALVINAS , increíble guerra", me precipito en el sumario que me envia a la pag. 5 Y allí qué veo ? " Islas MALVINAS el partido ARGENTINA GRAN BRETAGNA .

Tienen Uds. un sentido moral? Es gente que ira a matarse entre ellos ! No es un partido de football, es una guerra. Si una guerra! Vuestro titulo es un escándalo , como diria alguien.....

RAOUL SULLIVAN

Selon la presse américaine

DES COMMANDOS AURAIENT DÉJÀ DÉBARQUÉ

Washington (A.F.P.). — La chaîne de télévision américaine C.B.S. rapporte que « des officiels américains croient savoir » qu'une centaine d'hommes-grenouilles de la Royal Navy ont débarqué sur la Grande-Malouine (West-Falkland). D'autres médias américains avancent également l'hypothèse que des commandos britanniques se trouvent déjà sur les îles Malouines occupées par l'Argentine.

Le « New York Times » cite pour sa part des experts militaires britanniques, non identifiés, qui confirment que de petites unités se trouvent déjà sur les îles. Cette information avait été publiée mardi par le « Times » de Londres. Quant au « Washington Post », il indique qu'« il ne fait guère de doute », selon « certaines sources » à Washington, que des éclaireurs britanniques sont en train d'effectuer des missions de reconnaissance des positions argentines dans l'archipel.

Le président Khameneï qui était considéré avant son accession à la tête de l'État comme l'un des éléments les plus radicaux, a évolué sensiblement vers des positions conservatrices aussi bien dans le domaine politique qu'économique. Soucieux de demeurer au-dessus de la mêlée, il n'a jamais pris position contre certains excès commis par les religieux et se serait, dit-on, récemment rapproché des députés extrémistes islamiques du Majlis faisant partie du groupe dit Hodjatieh. Ces derniers, qui comptent au Parlement une cinquantaine de représentants, sont connus pour leur hostilité farouche à l'égard des Bahaïs et pour la violence de leur anticommunisme. Ils souhaiteraient un rapprochement avec l'Occident et un renforcement du caractère répressif de l'État. Constituant au sein du Majlis une minorité de blocage, ils ont longtemps retardé l'application des projets de loi sur la réforme agraire et sur la nationalisation du commerce extérieur, considérés par bon nombre de religieux comme « anti-islamiques ». De même, on attribue à M. Vilayati, le nouveau chef de la diplomatie, dont les conceptions se seraient rapprochées récemment de celles des Hodjatieh, la normalisation des rapports avec la Turquie et le Pakistan, quand il y

19
213 206
1.1.89
210 207 210

432 p. 1402 b

TRADUCCION

DIARIO LE MONDE DEL 30 DE ABRIL DE 1982

SEGUN LA PRENSA AMERICANA

COMANDOS HABRIAN YA DESEMBARCADO

WASHINGTON: (AFP). El canal de televisión americano C.B.S informa que "oficiales americanos creen saber" que un centenar de hombres rana de la ROYAL NAVY, habrian desembarcado sobre GRAN MALVINA (FALKLAND DEL OESTE).

Otros informantes americanos adelantan igualmente la hipótesis de que comandos británicos se encuentran ya sobre las ISLAS MALVINAS ocupadas por ARGENTINA.

El NEW YORK TIMES cita que expertos militares británicos, no identificados confirman que pequeñas unidades se encuentran ya sobre las islas.

El WASHINGTON POST indica que no hay ninguna duda "según ciertas fuentes" en WASHINGTON, que exploradores británicos estan efectuando misiones de reconocimiento de las posiciones argentinas en el archipiélago.

LONDRES : l'ultimatum britannique expire vendredi 30 avril à onze heures G.M.T.

Londres. — La Grande-Bretagne a encore accru ses pressions militaires sur l'Argentine, tandis que les dernières propositions de règlement négocié transmises par M. Haig sont accueillies avec scepticisme. Londres a annoncé, à l'issue d'une réunion d'urgence du conseil des ministres, jeudi 28 avril, qu'un blocus naval, décrété dès le début de la crise dans une zone de 2 milles autour des Malouines, était complété par un blocus aérien (nos dernières éditions du Monde du 29 avril).

« Une zone d'exclusion totale » dans laquelle tout navire ou avion non britannique sera considéré comme « hostile » et susceptible d'être attaqué par la force d'intervention a été établie. Le ministre de la défense a précisé que cette mesure s'appliquait aux bateaux et avions se trouvant dans le port ou sur l'aérodrome de Port-Stanley. Elle entre en vigueur vendredi à 11 heures G.M.T.

Le gouvernement britannique a donc lancé un véritable ultimatum aux Argentins. S'ils ne font pas acte de bonne volonté d'ici à vendredi la force d'intervention qui se trouve maintenant très près des Malouines entrera en action. Il a laissé un délai de réflexion de quarante-huit heures pour des raisons à la fois militaires et politiques : délai qui doit permettre à la flotte d'être en mesure de faire respecter le blocus et donnant, par la même occasion, une dernière chance à la diplomatie.

Ce délai ne signifie pas que les rumeurs de débarquement des commandos des forces spéciales de la marine (S.B.S.) soient fausses. Elles font partie des pressions au même titre que la fermeté affichée par Mme Thatcher et son refus public d'exclure toute hypothèse, y compris un bombardement des bases aériennes argentines.

Le dernier plan de M. Haig, qui porte la signature du président Reagan, est le premier projet de règlement en bonne et due forme lancé sur la table des négociations depuis le début de la crise. Mais ses chances de succès sont minces. S'il s'inspire des idées transmises à l'administration américaine par M. Pym, secrétaire au Foreign Office, lors de son voyage à Washington, il ne comporte aucun élément vraiment nouveau. Il concerne les trois points en discussion :

De notre correspondant

qui devrait être accompagné d'un « allègement de la pression exercée par la Grande-Bretagne » :

2) Administration conjointe pendant une période transitoire ;

3) Consultation des habitants des Malouines sur le statut à long terme de l'archipel, sans aucune référence à la question de la souveraineté.

Le Foreign Office, même s'il n'est

pas entièrement satisfait par ces propositions, déjà jugées « insuffisantes » par le gouvernement britannique la semaine dernière, paraît enclin à les considérer avec plus d'intérêt que Mme Thatcher. Dans son récent entretien à la télévision, le premier ministre avança, pour la première fois, parlé d'une administration conjointe et implicitement admis que le drapeau argentin pourrait continuer à flotter sur les Malouines, à condition qu'il ne soit pas le symbole de la souveraineté. Toutefois, elle était restée absolument intransigeante sur le retrait des troupes argentines comme préalable à toute négociation.

Les propositions américaines devaient de nouveau être examinées par le conseil des ministres ce jeudi 29 avril avant que le chef du gouvernement n'ouvre un débat — le quatrième en trois semaines — sur la crise des Malouines à la Chambre des communes. La Grande-Bretagne paraît très soucieuse de n'être pas la première à rejeter les propositions américaines pour faire porter à l'adversaire la responsabilité d'un échec.

Le sursis accordé à l'Argentine a permis également au parti travailliste de maintenir son unité et de ne pas prendre immédiatement position sur le maintien ou le retrait de son soutien au gouvernement. A l'unanimité, le comité exécutif national a demandé à Mme Thatcher de s'adresser aux Nations unies après avoir repoussé une motion présentée par M. Tony Benn, le chef de file de l'aile gauche, demandant que la force d'intervention cesse sa progression. La direction des syndicats s'est également prononcée en faveur d'un recours à l'O.N.U. Le premier ministre a déjà refusé plusieurs fois cette solution qui, selon elle, permettrait seulement à l'Argentine de gagner du temps.

DANIEL VERNET.

1) Retrait des troupes argentines,

quatre-vingt-deux ans est en mauvaise santé et s'astreint, sur l'ordre de ses médecins, à des périodes plus ou moins prolongées de « repos total », qu'il interrompt parfois pour s'occuper des affaires urgentes de l'État. La victoire de Dezful, qualifiée à Téhéran de *Fath o mobine* (« victoire évidente »), semble lui avoir insufflé une nouvelle énergie. L'imam a, depuis lors, repris ses activités publiques, reçoit sans désemparer des visiteurs étrangers de marque, des militaires de retour du front et prononce d'interminables allocutions télévisées d'une voix, certes faible, mais assurée. Tout semble indiquer qu'il est toujours d'humeur combative et qu'il jouit de toutes ses facultés.

Le rôle de l'imam ne se limite d'ailleurs pas à prononcer des discours. Rien d'important ne se fait sans son avis, et il s'occupe parfois de régler dans le détail des questions politiques ou militaires, bien que, le plus souvent, il se contente d'arbitrer les conflits qui, malgré la défaite des adversaires de la République islamique, continuent d'opposer ceux qui détiennent l'essentiel du pouvoir.

Certains de ses adversaires espèrent que la disparition de l'imam, cet inéluctable défi majeur imposé au régime, entraînerait *ipso facto* son éclatement et donnerait le signal d'une nouvelle guerre civile opposant les différents centres de pouvoir qui coexistent au sein des diverses institutions de l'État. On peut, en sens contraire, estimer qu'un système capable de survivre à l'élimination physique successive en un seul mois de l'ayatollah Behechti, du président Radjaï et du premier ministre Bahonar ne sera pas emporté par la mort du « guide de la révolution ».

Ayant en juin et juillet 1981 frôlé le désastre, les différentes factions religieuses et civiles qui gravitent autour de l'imam ont réussi à mettre une sourdine à leurs divergences et ont consolidé les structures essen-

candidat. Le parti républicain islamique (P.R.I.), qui avait été conçu à l'origine pour être le parti dirigeant, est sorti très amoindri de l'attentat qui a coûté la vie à l'ayatollah Behechti et à la plupart de ses cadres supérieurs. L'ampleur du désastre paraît avoir été intentionnellement minimisée, mais il semble bien que le P.R.I. n'existe plus en tant qu'organisation politique structurée et n'est désormais qu'un regroupement de personnalités aux vues souvent diamétralement opposées.

Le rôle des députés Hodjatieh

action. Le Toudch estime cependant que la partie n'est pas encore jouée et que, malgré les revirements enregistrés, rien de décisif n'a encore été accompli dans la lutte pour le pouvoir. « La tendance réaliste du pouvoir » à la « droite islamique extrémiste ». « Nous ne commencerons à être vraiment inquiets, a ajouté l'un des représentants du parti, que lorsque apparaîtront dans la politique gouvernementale des indices sérieux témoignant d'une modification irréversible de la politique anti-impérialiste et anti-américaine suivie par le régime depuis la révolution. »

Quoi qu'il en soit, le « complot Ghotbzadeh », officiellement présenté ici comme étant inspiré par la C.I.A., constitue la preuve qu'il n'existe pour l'instant aucun signe d'un glissement de la ligne officielle vers des positions plus conciliantes envers « l'impérialisme américain ».

Une succession difficile

L'affaire Ghotbzadeh et encore plus les accusations portées contre l'ayatollah Chariat Madari demeureraient incompréhensibles si l'on omettait de les inscrire dans la lutte pour le pouvoir que mènent différentes factions du clergé pour assurer une succession de l'imam Khomeiny favorable à leurs intérêts particuliers. La relève paraît d'autant plus ardue qu'il n'existe actuellement aucun successeur susceptible de faire autour de lui l'unanimité. On a parlé à un certain moment de l'ayatollah Montazeri comme le candidat le mieux placé. Il est entièrement dévoué à l'imam, dont il aurait épousé la sœur, et partage sans réserves ses convictions religieuses et politiques, notamment la conception du *velayate faqih*, qui confère un droit de regard sur les affaires temporelles et spirituelles au guide religieux de l'Oumma, assurant en l'occurrence à l'imam Khomeiny, aux termes de la Constitution islamique, les prérogatives de « tuteur du peuple ».

Ce texte fondamental prévoit qu'en cas de disparition du guide, ce dernier sera remplacé par un nouveau tuteur religieux aux mêmes qualités que l'imam « universellement respecté ». En l'absence d'un consensus sur le choix de ce dignitaire, une assemblée d'experts de soixante et un *mojtahed* (docteur en théologie), élue au suffrage universel, devrait désigner un conseil de tutelle comprenant trois ou cinq faqih. Si l'on sait que la plupart des six ayatollahs-ozmas d'Iran,

433 p. 403 (b)

TRADUCCION

DIARIO LE MONDE DEL 30 DE ABRIL 1982

LONDRES: EL ULTIMATUM EXPIRA EL VIERNES 30 DE ABRIL A LAS 11 HS GMT

LONDRES: GRAN BRETANA ha acrecentado sus presiones militares, mientras que las ultimas proposiciones de negociación transmitidas por el señor HAIG son recibidas con escepticismo.

LONDRES comunicó que el bloqueo había sido completado - aéreo y marítimo - decretando de esta forma una zona de exclusión total, en donde todo navío o avión no británico sería considerado como hostil y sería susceptible de ataque.

El Ministro de Defensa dijo que esta medida se aplicaría también a todo navío que se encuentre en PUERTO STANLEY, y al aeropuerto; todo ello a partir del viernes a las 11 hs GMT.

Este plazo no significa que los rumores de desembarco de los comandos de las fuerzas especiales de la marina (SBS) sean falsos. Ellas hacen parte de las presiones ejercidas con el mismo título que la firmeza de la señora THATCHER que rechaza el excluir toda hipótesis, ni siquiera la de un eventual bombardeo de las bases aéreas argentinas.

Esta proposición no comporta nuevos elementos, sus puntos principales son :

- Retiro de las tropas argentinas, que debería ser acompañado de un aligeramiento de las presiones británicas.
- Administración conjunta durante un período transitorio;
- Consulta a los habitantes del archipiélago sobre el estatuto a establecer en las islas a largo plazo, sin hacer ninguna referencia a la soberanía.

El Ministerio del Exterior aunque no totalmente satisfecho por las proposiciones, ya juzgadas por el gobierno como insuficientes, parecen considerarlas con más interés que la sra THATCHER..

El plazo acordado a ARGENTINA ha permitido a los LIBERALES el mantener su unidad y no pronunciarse inmediatamente sobre su apoyo o no hacia el gobierno. Por unanimidad el Comité Ejecutivo pidió a la sra. THATCHER de dirigirse a las NACIONES UNIDAS -después de haber rechazado una moción presentada por el señor TONY BENN - Jefe del ala izquierda; pidiendo que la fuerza de intervención pare su progresión.

La dirección de los sindicatos se pronunció igualmente a favor de un recurso a la ONU. El primer Ministro rechazó ya varias veces esta proposición diciendo que sólo permitiría a los argentinos ganar tiempo.-

DANIEL VERNET

LE CONFLIT DES ILES MALOUINES

Le compte à rebours a commencé dans le conflit des Malouines. Le gouvernement britannique a lancé un véritable ultimatum à l'Argentine en annonçant qu'un blocus naval et aérien total entrera en vigueur dans la « zone de guerre » des Malouines, le vendredi 30 avril, à onze heures G.M.T. (treize heures, heure de Paris).

Le plan de règlement négocié soumis par les Etats-Unis, mercredi 28, à Londres et à Buenos-Aires ne contient pas d'éléments nouveaux et prévoit le retrait des forces argentines. On doute, à Londres comme à Buenos-Aires, qu'il puisse relancer sérieusement la négociation. Ni les Britanniques, ni les Argentins ne souhaitent cependant fermer la porte les premiers.

Selon des informations concordantes, des commandos britanniques auraient d'ailleurs déjà débarqué aux Malouines, et se seraient mêlés à la population locale, afin de préparer

l'intervention de la Royal Navy. Le gouvernement de Londres a d'autre part demandé instamment à Israël de ne plus livrer de matériel militaire (en particulier des Mirage) à l'Argentine.

A Washington, où le département d'Etat estime que le conflit « a atteint un point critique », on met en relief les déclarations modérées faites mercredi par M. Costa Mendez, ministre argentin des affaires étrangères, et on laisse entendre à Buenos-Aires, de source gouvernementale, que la junte compte répondre dans les vingt-quatre heures aux dernières propositions américaines.

L'état d'alerte totale a été proclamé pour toutes les forces militaires argentines, et un sous-marin serait parti ce jeudi à destination des Malouines. Un soldat argentin, prisonnier en Géorgie du Sud, est mort lundi dernier dans des circonstances non établies.

Iran : défi et

Malgré l'apparente normalisation de la situation à Téhéran, où les autorités semblent avoir résolu, du moins en partie, le problème du terrorisme, les rivalités qui opposent les différentes fractions du régime subsistent. Elles semblent même avoir été exacerbées par la lutte pour la succession de l'imam Khomeiny (le Monde du 29 avril).

Téhéran. — Les rumeurs sur la mort de l'imam Khomeiny, régulièrement colportées à l'étranger et amplifiées par les radios de l'opposition, ne sont jamais prises au sérieux en Iran en dépit de l'âge du « guide de la révolution ». Pourtant, tout le monde sait ici que cet homme de

tielles de l'État, assurant ainsi sa continuité. On peut facilement imaginer que, dans une telle éventualité, les différents détenteurs du pouvoir, également menacés, resserreront leurs rangs au lieu de croiser immédiatement le fer, ainsi que le souhaitent leurs adversaires.

Il ne faudrait pas pour autant sous-estimer la gravité des rivalités de personnes et des dissensions idéologico-politiques qui existent au sein du clergé et des milieux dirigeants et qui ont, jusqu'à présent, empêché la mise en application des articles de la Constitution islamique, assurant dans le détail la succession sans accroc des principaux responsables. Cette lacune est due notamment au fait qu'aucune des forces en présence n'est suffisamment puissante pour imposer sa volonté et son

II. - Après lui

De notre envoyé spé

politique anticommuniste avec pour objectif final l'élimination de la vie politique du Toudeh et de ses alliés Fedayin majoritaires.

Déjà, ce que l'on appelle ici la « droite musulmane » est parvenue à obtenir des autorités la fermeture de la plupart des publications annexes du Toudeh, qui se voit peu à peu relégué dans une espèce de semi-clandestinité. Un des porte-parole du parti communiste nous a déclaré à ce propos que son organisation, ainsi que les Fedayin majoritaires, qui suivent la même politique d'appui conditionnel au régime, redoutaient de nouvelles restrictions à leur

en

434p 404 10

TRADUCCION

DIARIO LE MONDE DEL 30 DE ABRIL DE 1982

EL CONFLICTO DE LAS ISLAS MALVINAS

La cuenta regresiva comenzó en el conflicto de las MALVINAS. El gobierno británico lanzó un verdadero ultimatum a ARGENTINA anunciando el bloqueo total marítimo y aéreo a partir del viernes 30 abril a las 13 hs (hora PARIS).

El plan de arreglo negociado propuesto por los EEUU el miercoles 28 no tiene elementos nuevos.

Ni BUENOS AIRES, ni LONDRES quieren cerrar las puertas los primeros a las negociaciones.-

Según ciertas informaciones, comandos ingleses habrían desembarcado en las MALVINAS, y se habrían mezclado a la población local a fin de preparar la intervención de la ROYAL NAVY.

El gobierno de LONDRES pidió a ISRAEL que suspenda el envío de material de guerra a ARGENTINA (en particular el envío de MIRAGES).

En WASHINGTON donde el departamento de Estado estima que el conflicto llegó a una fase crítica se hace incausado en las declaraciones moderadas del Ministro de Relaciones Exteriores Argentino NICANOR COSTA MÉNDEZ, y se deja entrever, de fuente gubernamental que la Junta respondería dentro de las 24 horas que siguen a las últimas proposiciones americanas.

El estado de alerta total se declara para todas las fuerzas militares argentinas.

435 f. 1005 (2)

LA ESPERA OPRIMENTE DE BUENOS AIRES

Esperar, esperar. Palabra obsesiva en los labios de todos. En todos lados es la misma respuesta irritante "Estamos listos. Esperamos". Para luchar contra la angustia cada uno recuerda la situación: "Nuestros aviones están listos para decolar, pero las condiciones atmosféricas son muy malas, será duro" y del hospital regional de Comodoro Rivadavia llegaba este mensaje: " Todos los enfermos han sido evacuados a clínicas privadas. Quince médicos y cirujanos están listos para partir hacia las Malvinas si las autoridades militares se lo piden .

Pero ayer nadie preguntaba nada, Un pesado silencio rodeaba la Casa Rosada. Se sabía que detrás de esas paredes , los negociadores tentaban aún de salvar la paz. Ninguna información se filtraba.

A la noche, el jefe de la marina Almirante Anaya estudiaba con el Brigadier Lami Dozo jefe de Aeronáutica, el proyecto de acuerdo del Presidente Reagan, el General Galtieri telefoneaba al ministro Costa Méndez, a Washington. Su conversación quedó secreta. Ni el menor comunicado. Se murmura simplemente que Haig podría volver a Buenos Aires. El piso 22 del Sheraton está siempre disponible para una eventual visita.

Pero las nuevas propuestas de los americanos no varían casi de aquellas sobre las cuales las primeras negociaciones chocaron: retiro de las tropas argentinas de las Malvinas, retorno de la flota británica a Inglaterra, administración tripartita de las islas (Argentina, Inglaterra y Estados Unidos), plan de cinco años para negociar la soberanía, desmilitarización total de la zona del conflicto, y consultas sin consecuencias sobre las decisiones adoptadas por los negociadores , de la población local.

Entonces? Lo que hace unos días era inaceptable puede constituir una base de acuerdo, hoy! Ayer se dudaba. Y sin embargo los responsables argentinos avanzaban todavía: " que era posible una salida pacífica" mientras aquí se leía y se releía las últimas declaraciones del comandante Woodward, que él también parecía dar marcha atrás después de haber declarado a principio de la semana: "Las Georgias constituían un aperitivo, las Falkland serán el plato de resistencia".

Así, al correr de las horas, cada uno buscaba una esperanza en la menor información. En las casas y en las oficinas la radio y la televisión estaban permanentemente . Se esperaba ese flash que anunciara que se había encontrado una solución. Pero las agujas seguían dando vueltas y la guerra se aproximaba.

oo

De un artículo de J. L.



11/11/11

2

STIRRED

2

2

2

2

2

2

2

2





Dans l'attente d'une éventuelle offensive britannique, les troupes argentines bivouaquent sur les côtes des Malouines. (Quelques 10.000 soldats argentins stationneraient actuellement sur l'archipel.)

L'attente oppressante de Buenos Aires

BUENOS AIRES :
de notre envoyé spécial
Jacques LESINGE

L'Argentine a vécu hier son jour le plus long. Après un mois de folie, le pays, brusquement, s'est figé. Le silence a succédé aux cris, aux communiqués, aux déclarations fracassantes. La junte est restée muette. La population égrenait le compte à rebours imposé par les Anglais. Ce matin à 8 heures (13 heures heure de Paris) tout pouvait arriver.

Dans les rues de Buenos Aires, on sentait les passants éternels, tendus. Ils se massaient sans un mot devant les vitrines des journaux où sont affichées les dernières dépêches, s'agglutinaient devant le seul kiosque de l'avenue Florida à recevoir la presse étrangère. On cherchait des traducteurs. « Rien de plus que dans nos journaux », m'a dit un étudiant, déçu. Chacun quêtrait une information, une nouvelle. Que ce soit la guerre ou la paix, peu importait, mais qu'on en finisse de cette attente oppressante.

Des Malouines, un message était parvenu dans la journée et il n'avait fait qu'accroître la moiteur du climat : « Tout est tranquille. Les communications avec le continent sont normales, nos radars n'ont pas détecté de navires anglais dans le secteur. » Et le gouverneur militaire des îles, le général Mario Benjamin Menéndez concluait : « Il faut attendre, une attaque est possible à tout moment. »

Attendre, attendre. Toute la journée ce mot irritant, obsédant, revenait sur les lèvres. Partout c'était la même réponse : « Nous sommes prêts, nous attendons ». Pour lutter contre l'angoisse, chacun régulièrement, rappelait sa situation : « Nos avions sont prêts à décoller, mais les conditions atmosphériques sont très mauvaises, ce sera dur », annonçait l'armée de l'air, et, en écho, arrivait ce message de l'hôpital régional de Comodoro Rivadavia : « Tous les malades ont été évacués dans des cliniques privées. Quinze médecins et chirurgiens sont prêts à partir aux Malvinas si les autorités militaires le demandent. »

Mais hier, personne ne de-

mandait rien. Un silence pesant entourait le palais présidentiel. On savait que derrière ses murs roses, des négociateurs tentaient encore de sauver la paix. Mais aucune information ne filtrait.

Dans la nuit, après avoir étudié avec l'amiral Anaya, chef de la marine, et le brigadier Lami-Dozo, chef de l'armée de l'air, le projet d'accord du président Reagan, le général Galtieri téléphonait à son ministre des Affaires étrangères, M. Costa-Mendes, à Washington. Leur conversation est restée secrète. Pas le moindre communiqué. On murmure simplement qu'Alexander Haig pourrait revenir à Buenos Aires. Le vingt-deuxième étage de l'hôtel Shératon est toujours réquisitionné en vue de cette éventuelle visite.

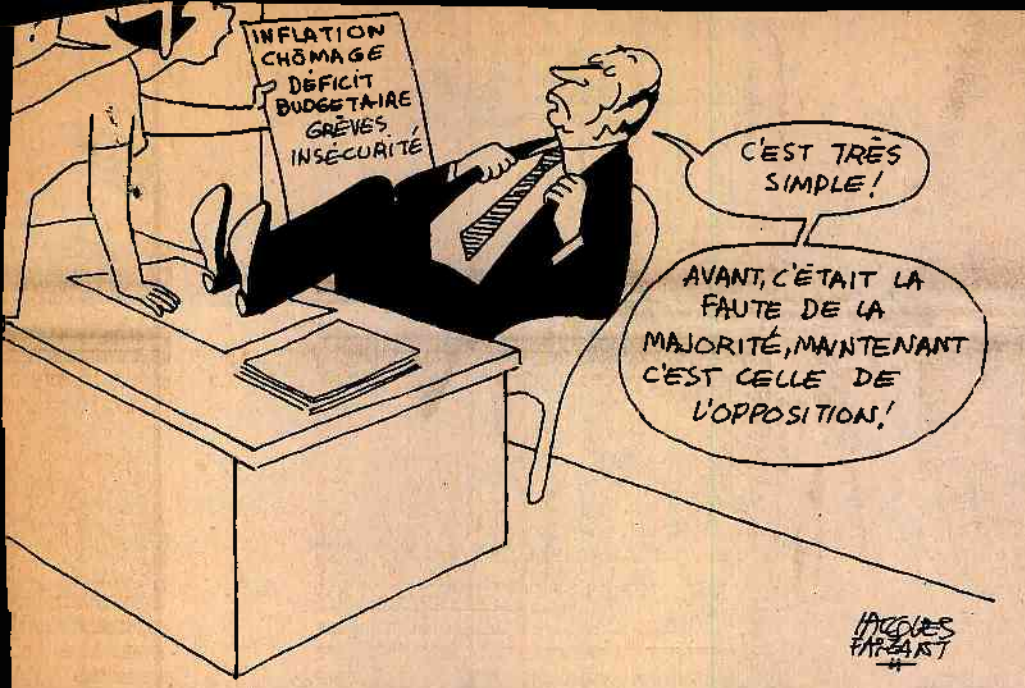
Mais les nouvelles propositions des Américains ne varient guère de celles sur lesquelles les premières négociations ont buté : retrait des troupes argentines des Malouines, retour de la flotte britannique en Angleterre, administration tripartite des îles (Argentine, Angleterre, Etats-Unis), plan de cinq ans pour négocier la souveraineté, démilitarisation to-

tale de la zone du ci... et consultation, sans conséquences sur les décisions adoptées par les négociateurs, de la population locale.

Alors ? Ce qui était inacceptable il y a quelques jours peut-il constituer une base d'accord aujourd'hui ? On en doutait hier. Et pourtant, des responsables argentins avançaient encore « qu'une issue pacifique restait possible », cependant qu'on lisait et relisait ici les dernières déclarations du commandant de la flotte anglaise, John Woodward, qui, lui aussi, semblait faire machine arrière après avoir déclaré, en début de semaine : « Les Géorgies constituaient un aperitif, les Falkland seront le plat de résistance. »

Ainsi, au fil des heures chacun cherchait un espoir dans la moindre dépêche. Dans les appartements, dans les bureaux, à la télévision et radio restaient, branchées en permanence. On attendait ce flash qui annoncerait qu'une solution était trouvée. Mais les aiguilles tournaient inexorablement et la guerre approchait.

J. L.



Mitterrand

Le président de la République, prendre la défense de la dissu gauche vêtus de jeans et port l'avaient accueilli à son arrivée. cot

Le rap

L'épar pénalis

Le rapport sur le « dével l'épargne » — le rapport Dautr blic. Pour les particuliers, ce te très importantes au niveau de l

Ainsi, la commission propose, purement et simplement, de sup primer le prélèvement libératoire de 38 % sur les intérêts des bons nominatifs. En outre, si sur ces bons les porteurs veulent préser ver leur anonymat, la ponction fiscale passerait de 42 à « 50 % au moins ».

Le rapport propose égale ment la suppression des méca nismes actuels de déduction du revenu imposable (sur les em prunts contractés pour l'achat d'une résidence principale, sur les assurances-vie, sur les tra vaux économisant l'énergie...). A la place, les experts proposent

Les mots

Pascal. Mais, la plupart du temps, ou bien les mots dépassent la pensée, ce qui leur coûte généralement peu de peine, ou bien la pensée dépasse les mots, comme on peut le voir chez les grands mystiques ou chez les grands irascibles que la colère rend muets.

Dans le cas présent, j'ai plut ôt l'impression que les mots de M. Labbé ont surtout dépassé le R.P.R., qui va sûrement s'effor cer de les rattraper.

André FROSSARD.

1^{er} Mai désuni

Le 1^{er} Mai 1982 n'est pas celui du changement social. Malgré l'arrivée de la gauche au pouvoir, comme les autres années, les syndicats auront chacun leur défilé! Séguy, Maire et Bergeron ne marche ront pas main dans la main à travers Paris désert. Cette im possibilité viscérale à s'unir dénote une signification politi

que troublante. F.O., à 10 heures du matin, marchera de la Bastille à l'Hôtel-de-Ville. La C.F.D.T. organise une fête à partir de midi, place de la Bastille, avec orateurs et chanteurs. La C.G.T. défilera, à 14 h 30, de la République à Richelieu-Drouot.

(Page 5)

Rappelons, à cette occasion, que notre journal, comme l'ensemble de ses confrères, ne paraîtra pas le samedi 1^{er} mai.

Le sang et la rose

PAR PATRICK WAJSMAN

QUE L'Humanité se soit abaissée jusqu'à reprocher à la « Droite » d'exploiter la tragédie de la rue Marbeuf, il n'y a rien là, au fond, que de fort naturel : le P.C.F. s'est toujours ingénié à désigner chez ses adversaires les tares qui marquent son propre comportement. Hypocrites, les Communistes nous accusent d'insincérité. Sélectifs dans leurs

la rue Copernic, n'est-ce pas François Mitterrand en personne qui dénonça « l'impuissance » des dirigeants d'alors? N'est-ce point lui qui, depuis la tribune de l'Assemblée nationale, s'adressant à Raymond Barre, s'écria : « Vous êtes responsables. Vous ne pouvez vous contenter d'idées générales, d'exhortations, de bons conseils. Vous êtes le gouvernement de la

DFZ PAS

les pneus ne seront pas ck. Profitez-en dans toutes marques, avant épuisement réserves.



EL ECO CASCADO DE PLAZA DE MAYO
por Brigitte Friang

En Buenos Aires, una gran plaza se volvió célebre. Desde hace años sin descanso, a despecho de las brutalidades policiales, de los aprisionamientos, mujeres iban allí a reclamar noticias de un marido, de un hijo de una hermana "desaparecidos", volatilizados, tragados por el monstruo de la represión política. Esas locas de angustias eran llamadas las "locas de Plaza de Mayo" Por que esta plaza se lla de Mayo.

En algunas horas, ese lugar de la rebelión humana se encontró transformado en plaza de armas donde inmensas multitudes populares vinieron a ovacionar, alentar, adular a un gobierno odiado, renegado por su salvajismo y por su desprecio a los derechos humanos. Y esto por que ese gobierno acababa de apoderarse por la fuerza y sorpresivamente, a cincuenta contra uno, de un minúsculo territorio extraño poblado de extranjeros.

Es cierto que los pueblos son versátiles y su inconsecuencia establecida. No se ha visto acaso, en la primavera de 1944, delante del "Hotel de Ville" docenas de millones de parisinos gritar su fidelidad a Petain, y cuatro meses más tarde gritar su reconocimiento a de Gaulle? De todas maneras es posible que esas multitudes no hayan sido compuestas por los mismos individuos. Tampoco se excluye que las Locas de Plaza de Mayo no hayan participado en la danza de scalp destinada a impresionar al mediador americano. Además todos saben que el entusiasmo es contagioso.

Por el contrario, cuantos jefes sindicalistas a penas salidos de la prisión donde reflexionaban sobre la manera de hacer caer al régimen, aceptaban inspeccionar el fin de la heroica invasión en compañía de los que en la víspera denunciaban como torturadores fascistas, lleva a reflexionar sobre la firmeza de las opiniones humanas. Además que este amable paseo turístico en aeroplano, no haya sido organizado en las horas que siguieron a la revancha de ciento cincuenta años de ocupación inglesa, de un islote reivindicado y en un clima pues de transe colectivo.

Entre paréntesis, el colega del General Galtieri, le general Jaruzelski debe lamentar amargamente no disponer de un pedazo de roca en el Báltico y arrancar a las garras de un ex imperio insular y lejano, el del Japón, por ejemplo, hubiera sido magnífico! Hacer correr vodka a bordo de un Iliouchine con Lech Walesa, Monseñor Glemp y Jacek Kuron. hacerse aclamar delante de la usina de Ursus o de las rejas de las canteras de Gdansk!

Pero volviendo a las ovejas de Malvinas, lo que inquieta es que, pasado el primer frenesí, el mediador surcando los aires, la flota inglesa haciendo caer la presión de las máquinas (deténganme o hago un desastre) escritores cuestionados y aún un "Nobel" coronado por su lucha en favor de los derechos humanos, hayan podido aplaudir un acto de piratería internacional, cualquiera sea la exasperación de un pueblo después de años de vanas negociaciones.

STRENGTH



WOT (B)

LE FIGARO 30 de abril de 1982

EL ECO CASCADO DE PLAZA DE MAYO

Suponiendo que el actual gobierno argentino no se llevado por el viento que levantó, han pensado estos ardientes y tan fiables defensores del derecho de la gente, que el eco que devuelto de sus quejas y de sus denuncias políticas que tienen pocas chances de ser menos sospechozas, arriesga de sonar un poco "cascado"? Que hayan dado, con sus aplausos, un cheque en blanco a la Junta por mucho tiempo han amordazado a los torturados y han dado alas a los comandos de la muerte?

En la Plaza de Mayo, las Locas podrán muy bien desde ahora gritar su desamparo, el Occidente, el único que las sostenía, tendrá todavía oídos para escucharlas?

oo

EXTRA

28



CHRONIQUE

L'écho fêlé
de la place de Mai

PAR BRIGITTE FRIANG

A Buenos Aires, une grande place était devenue célèbre. Depuis des années, sans relâche, en dépit des brutalités policières, des emprisonnements, des femmes y venaient réclamer des nouvelles d'un mari, d'un fils d'une sœur « disparus », volatilisés, avalés par le monstre de la répression politique. Ces folles d'angoissé et de courage étaient appelées les *Folles de Mai*. Car cette place porte le nom de Mai.

En quelques heures, ce haut lieu de la révolte humaine devant l'oppression s'est trouvé mué en place d'armes où d'immenses foules populaires sont venues ovationner, encourager, encenser un gouvernement haï, renié pour sa sauvagerie, son mépris des droits de l'homme. Et cela pour la raison que ce gouvernement venait de s'emparer, par la force et la surprise, à cinquante contre un, d'un minuscule territoire étranger, peuplé d'étrangers.

Certes les peuples sont versatiles et leur inconscience établie. N'a-t-on pas vu, au printemps 1944, devant l'Hôtel de Ville, des dizaines de milliers de Parisiens crier leur fidélité à Pétain et, quatre mois plus tard, hurler leur reconnaissance à de Gaulle ? Néanmoins, il se peut que ces foules n'aient pas été composées des mêmes individus. Il n'est pas davantage exclu que les *Folles de Mai* n'aient pas participé à la danse du scalp destinée à impressionner le médiateur américain. De plus, chacun sait que l'enthousiasme est communicatif.

En revanche, que des chefs syndicalistes à peine exhumés de prison où ils réfléchissaient aux moyens de mettre à bas le régime aient accepté d'inspecter l'objet de l'héroïque invasion en compagnie de ceux qu'ils dénonçaient la veille comme tortionnaires fascistes porte à réfléchir sur la fermeté des opinions humaines. Encore que cette amicale promenade touristique en aéroplane ait été organisée dans les heures qui ont suivi la revanche sur cent cinquante années d'occupation anglaise d'un slot revendiqué et donc dans un climat de transe collective.

Par parenthèse, le collègue du général Galtieri, le général Jaruzelski, doit regretter amèrement de ne pas disposer d'un bout de rocher de la Baltique à arracher aux griffes d'un ex-empire insulaire et lointain, celui du Japon, par exemple, qui eût si bien fait l'affaire ! Ah ! sabler la vodka à bord d'un Iliouchine avec Lech Walesa, Mgr Glemp et Jacek Kuron, se faire acclamer devant l'usine d'Ursus ou les grilles des chantiers de Gdansk !

Mais pour en revenir aux moutons malouins, ce qui inquiète c'est que, la première frénésie éteinte, le médiateur sillonnant les airs, la Royal Navy faisant tomber la pression dans les machines (retenez-moi ou je fais un malheur !), des écrivains contestataires notoires et même un « Nobel » couronné pour sa lutte en faveur des droits de l'homme aient pu applaudir à un acte de piraterie internationale quelle que soit l'exaspération d'un peuple après des années de vaines négociations.

A supposer que l'actuel gouvernement argentin ne soit pas balayé par la tourmente qu'il a soulevée, ont-ils songé, ces ardents et si fiables défenseurs du droit des gens, que l'écho renvoyé par leurs plaintes et leurs dénonciations de mœurs politiques, qui ont peu de chances de devenir moins suspectes, risque de sonner quelque peu le fêlé ? Qu'ayant, par leurs applaudissements, accordé un chèque en blanc à la junte, ils ont pour longtemps bâillonné les torturés, donné des ailes aux commandos de la mort ?

Sur la place de Mai, les *Folles* pourront bien désormais crier leur détresse, l'Occident seul qui les soutenait aura-t-il encore des oreilles pour les entendre ?

B. F.



le Danemark et la bombe

qui termine aujourd'hui sa visite officielle au Danemark, a dû hier affronter la réaction nucléaire française devant le Folketing. Cinq socialistes de gauche ont porté des tee-shirts frappés d'un champignon atomique tricolore. Cette fausse note n'a pas troublé la bonne humeur dont l'accueil du roi (notre photo) fut le symbole.

(Page 3)

Report Dautresme révèle l'urgence logement série

l'effacement et la protection de l'épargne — vient d'être rendu public. Ce texte présente des modifications de la fiscalité des placements.

un système moins favorable de réduction d'impôt, exprimée en pourcentage du revenu investi (de l'ordre de 20 à 25 %).

Ces dispositions, si elles venaient à être appliquées, iraient à l'encontre des mesures, également annoncées, hier, par Edmond Hervé, ministre de l'Énergie. En effet, ce dernier a détaillé le renforcement des déductions

logement, c'est-à-dire de supprimer la prime d'épargne logement et de faire évoluer les taux d'intérêt des plan et compte d'épargne logement (taux du crédit consenti et taux versé pour l'épargne réalisée) en fonction de l'évolution du marché.

Au même moment, le ministre de l'Énergie a, au contraire, préconisé une transformation dans un sens plus favorable de l'épargne logement, avec la création d'un compte épargne énergie et d'un plan épargne énergie pour que tous ceux voulant utiliser

423 ft. 292 ft.

El Foreign Office de Londres pidió al miércoles al gobierno de Jerusalén cesar toda entrega de material de guerra a la Argentina. Israel respondió, afirmando su neutralidad en el conflicto de las Malvinas.



12

12

Des armes israéliennes pour l'Argentine

Israël a vendu des armes à l'Argentine, a confirmé jeudi le consul général israélien à Glasgow en Ecosse. « Nous avons eu des contrats d'armements avec le gouvernement de Buenos Aires dans le passé », a indiqué Sinai Rome.

Le Foreign Office de Londres a demandé mercredi au gouvernement de Jérusalem de cesser toute livraison de matériel de guerre à l'Argentine. Israël a répondu, en affirmant sa neutralité dans le conflit des Malouines.

De sse d'arme Defferre et propos du ter

Anne NOURRY

DASSE d'arme au
Sénat sur le ter

Charles Pasqua a dressé
réquisitoire de « La lut
contre le terrorisme doit être

□ The Argentine Navy High Command today named the sailor, who ~~was~~ died in an incident after his capture by British forces in South Georgia, as Chief Petty Officer Felix Oscar Artuso (Reuter reports).

The circumstances and place of his death have not been sufficiently clarified by the British Government," a statement said.

Chief Petty Officer Artuso was a crew member of the submarine Santa Fe, which was crippled during the British assault on South Georgia last Sunday. The sailor's death was announced yesterday by the British Defence Ministry.

present political background, little could be done about that situation. "We will have to live with the consequences of the legislation as best we can. But we do believe that the Government would do well to defer bringing in the provision for the review of existing closed shops until after the next general election, so as to reduce the

LOCAL ELECTIONS

**Attack on Tory
record over**

THE

Hopes fade in Washington for peace deal on Falklands

● As the deadline approached for Britain's air and sea blockade of the Falkland Islands from midday today, the United States said it had little basis for optimism in achieving a diplomatic solution. But the White House remained in touch with both Britain and Argentina.

● In Buenos Aires, the

signs last night were that the military junta, which was still studying the latest American proposals, was near to issuing a formal rejection of the package and was resigned to hostilities.

● Mrs Thatcher succeeded in the Commons debate in regaining the conditional support of the most of the Labour Party.



in the David Moore manslaughter case, looking on with as the vehicle is inspected by the trial judge. PC Keenan partly disabled, during the Toxteth riots last year.

allowed to indefinitely

by Hodges

would be justified", Mr Raison said.

"In the circumstances we would be prepared to grant indefi-

Acquitted policeman returns

One of the four London policemen acquitted in an Operation Countryman trial at the Central Criminal Court

Las esperanzas desaparecen en Washington
para un arreglo pacífico en las
Falklands

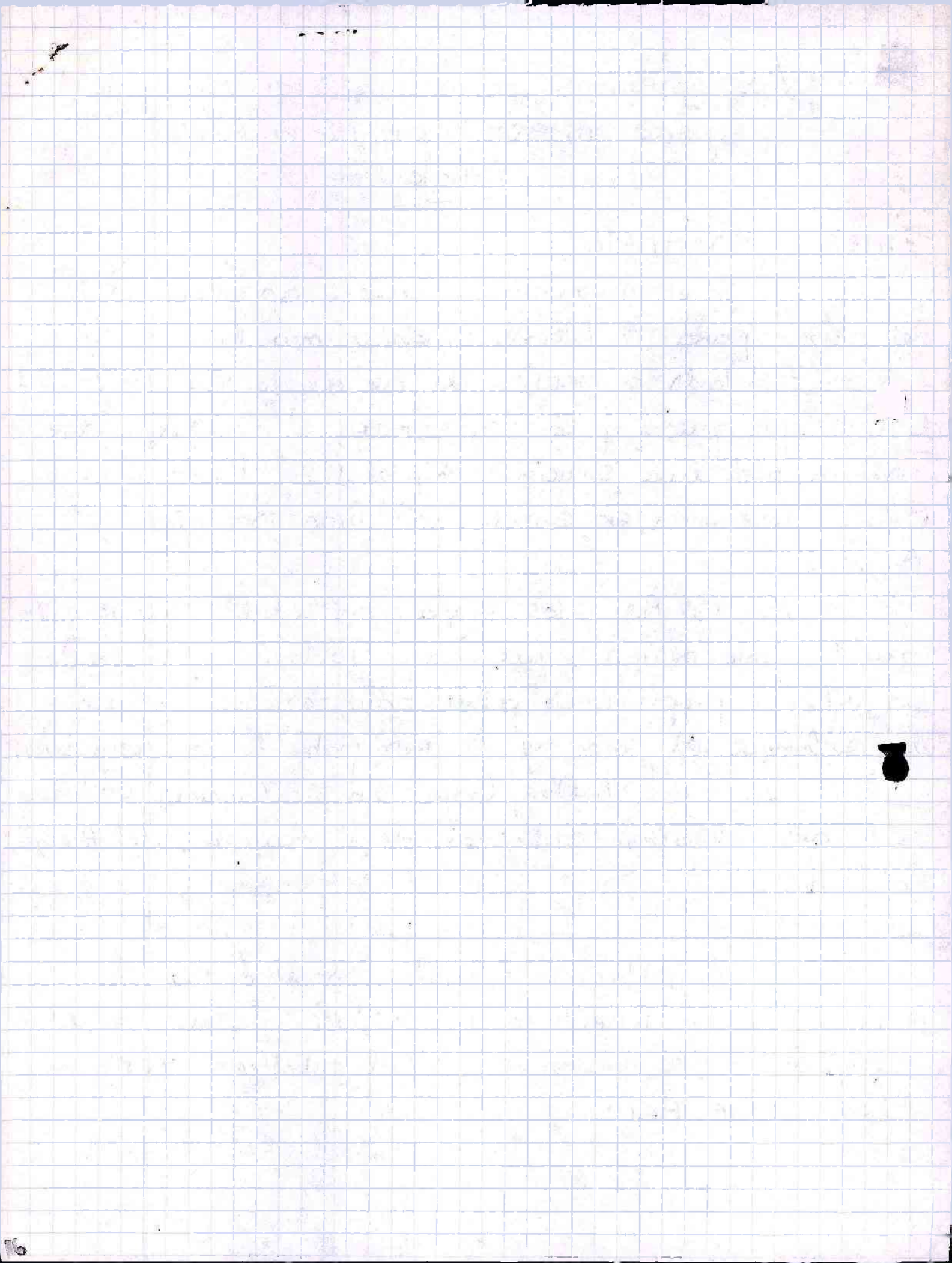
TIMES - 30 ABRIL -

En el momento en que se aproxima el fin del plazo para el bloqueo británico marítimo y aéreo de las Falklands a partir de medianoche de hoy, los EE. UU. dijeron que queda poca base para el optimismo por terminar por una solución diplomática. Pero la Casa Blanca permanece en contacto con Gran Bretaña y Argentina.

En Bs. As., los signos mostraban ayer noche que la junta militar, que estaba todavía estudiando las últimas proposiciones americanas, estaba a punto de rechazar el pacto y se resignaba a las hostilidades.

La Sra. Thatcher logró en los Comunes volver a ganarse el apoyo condicional de la mayoría del Partido Laboral.

La Marina Argentina nombró hoy al marino, quien murió en un incidente después de ser capturado en la Georgia, oficial subalterno de Marina Felix Oscar Artuso.



LE COMMANDANT DE LA FORCE BRITANNI- QUE N'EXCLUT PAS « UNE LONGUE ET SANGLANTE CAMPAGNE ».

Londres (A.P.). — Le commandant de la force d'intervention britannique, le contre-amiral John Woodward, a affirmé, mercredi 28 avril, que le conflit avec l'Argentine pourrait se transformer « en une longue et sanglante campagne », mais qu'il espérait encore « une solution politique ».

Cette déclaration est publiée, ce jeudi 29, par cinq journaux britanniques (*Times*, *Daily Telegraph*, *Sun*, *Guardian* et *Daily Star*). Le contre-amiral rappelle que la force britannique est prête à répondre à toute éventualité, mais qu'une solution diplomatique était toujours possible, et le serait encore même après le début des combats. « La guerre est un instrument politique, peut-être le moins souhaitable » affirme le contre-amiral. « Nous approchons de la confrontation, c'est un moment très dangereux », a-t-il ajouté.

Cette mise au point du contre-amiral Woodward contraste nettement avec celle qu'il avait faite il y a deux jours et dans laquelle il affirmait que l'attaque des Malouines ne serait qu'« une promenade ».

qui font la pierre angulaire de l'islam, sont opposés à la notion de séparation des pouvoirs. On comprend ainsi pourquoi cette assemblée d'experts, prévue par la Constitution, aux termes de la Constitution de la République islamique, être élue et fonctionner au cours de l'année 1981, n'existe toujours pas.

Il est fort probable que l'imam Khomeiny n'a pas voulu que se réunisse une Assemblée susceptible de

IS DE FLORIDE

es prepa. SC PO et universités US
00 Neuilly. 722.94.94 - 745.09.19



440fr
LH B

TRADUCCION

DIARIO LE MONDE DEL 30 DE ABRIL DE 1982

EL COMANDANTE DE LA FUERZA BRITANICA NO EXCLUYE "UNA LARGA Y SANGRIENTA CAMPAÑA"

LONDRES AP El comandante de la fuerza de intervención británica Contra Almirante JOHN WOODWARD, afirmó el 28.4.82 que el conflicto con ARGENTINA podría transformarse "en una larga y sangrienta campaña, pero que esperaba todavía una solución política.

Esta declaración fue publicada por cinco periódicos británicos el jueves 29: TIMES, DAILY TELEGRAPH, SUN, GUARDIAN y DAILY STAR

Declara que la flota está preparada para cualquier eventualidad pero que una solución diplomática era todavía posible, aunque se empezaran los combates. "La guerra es un instrumento político, probablemente el menos deseable". "Nos acercamos a la confrontación, es un momento muy peligroso".

Esta declaración contrasta con la que hiciera el Comandante WOODWARD hace dos días en la que dijo "que el ataque a las MALVINAS sería un paseo".

BUENOS-AIRES : Mme Thatcher veut-elle la guerre totale avec l'Argentine ?

Correspondance

Buenos-Aires. — On n'attend rien ici ou presque du « plan de paix » américain, qualifié ici de « plan britannique ». On estime qu'il s'agit d'une nouvelle pression de Washington afin d'éviter coûte que coûte une escalade militaire qui risquerait d'internationaliser définitivement le conflit des Malouines. Pour la junte, tout est négociable sauf la souveraineté.

La résolution approuvée mercredi par l'organisme de consultation du TIAR n'a fait que renforcer la détermination des militaires argentins. Buenos-Aires estime, en effet, avoir remporté une victoire diplomatique.

Pourtant, le pessimisme qui prévalait dans tous les milieux mercredi soir demeure. Londres et Buenos-Aires ont franchi un pas de plus vers la guerre. A l'annonce par la Grande-Bretagne du blocus aérien et naval autour des Malouines, la réponse de l'Argentine ne s'est pas fait attendre. Dans son communiqué n° 35, la junte prévoit des opérations militaires dans la zone des Malouines au cours des prochaines quarante-huit heures. On note une nervosité croissante au sein l'état-major de la marine et l'on laisse supposer que les unités de combat de la flotte argentine se préparent à passer à l'offensive. La défense de la côte argentine, de Mar-Del-Plata à Ushuaia, a été considérablement renforcée en prévision d'une attaque aérienne contre le continent. Le pont aérien entre Comodoro-Rivadavia et Port-Stanley fonctionne sans interruption, acheminant aux Malouines des troupes et du matériel.

Les militaires n'écartent pas une action de commando sur l'une des côtes des cent îles qui forment les Malouines, soit pour préparer un débarquement, soit simplement pour hisser le drapeau britannique. On estime néanmoins du côté argentin que ces commandos seraient rapidement repérés et neutralisés. Le blocus naval annoncé par Londres paraît possible surtout si l'on compte de la supériorité des sous-marins britanniques. On fait cependant remar-

quer que de sérieux problèmes d'approvisionnement se poseraient à la flotte britannique, malgré la reprise, dimanche, d'une partie des îles de Géorgie du Sud (officiellement les combats continuent). Le relief montagneux de l'archipel et l'hiver austral qui approche rendraient difficile l'installation d'une base. Quant au blocus aérien, il semble délicat à mettre en œuvre, dit-on ici, tant que la Grande-Bretagne ne disposera que des vingt harriers et d'hélicoptères face aux cent Skyhawk-A4, Mirage-III et Dagger (version israélienne du Mirage), argentins. Le rapport de force pourrait cependant être modifié si les bombardiers stratégiques Vulcan étaient envoyés dans l'Atlantique sud. Ces derniers pourraient, en effet, bombarder des aéroports sur le continent.

Mme Thatcher veut-elle que son pays reprenne pied symboliquement sur les Malouines avant de s'asseoir à la table des négociations ? Veut-elle reconquérir par la force les îles ou veut-elle la guerre totale contre l'Argentine ? L'évolution du conflit oblige les militaires argentins à s'écarter aucune de ces trois hypothèses.

JACQUES DESPRÉS.



**SI VOUS MESUREZ
1 m 80 OU PLUS
(jusqu'à 2 m 10)
SI VOUS ÊTES
MINCE OU FORT**

JOHN RAPAL

Grandes tailles prêt-à-porter

**COSTUMES LÉGERS
DEMI-SAISON,
VESTES SPORT, BLAZERS,
BLOUSONS TOILE MODE,
IMPERS TRENCHS,
ENSEMBLES SAHARIENNES,**

**BLOUSONS CUIR OU DAIM,
EXCLUSIVITÉ
JOHN RAPAL**

**PANTALONS LÉGERS,
JEANS, VELOURS, PULLS
CHEMISES VILLE ET SPORT,
(4 LONGUEURS DE MANCHES)**

40, av. de la République
75011 PARIS - Tél. 355.66.00

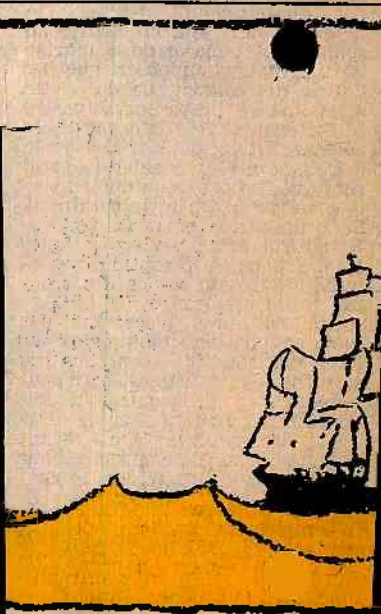
Ouvert du lundi au samedi
de 9 h 30 à 19 h sans interruption
Métro Parmentier - Parking gratuit

a encore tout récemment, de « pays réactionnaires à la tête des Etats-Unis ».

Le groupe des députés hodjatich s'oppose souvent au Parlement à la tendance dite « des partisans de la ligne de l'imam », dont la figure de proue est l'hodjatoleslam Hachemi Rafsandjani, le président du Majlis. On ne peut pas, pour autant, tracer une ligne de séparation étanche entre ces deux groupements. Certains des députés de la ligne de l'imam se montrent souvent, au gré des scrutins, plus extrémistes que les Hodjatich. Une conclusion s'impose cependant pour tous les observateurs : les « ultras » ont en ce moment le vent en poupe. Ils seraient à l'origine de la brouille entre Téhéran et Moscou, dont l'ambassadeur, M. Vinogradov, ayant terminé son temps de séjour en mars dernier, n'a pas encore été remplacé. Ils semblent également avoir réussi, avec le concours d'autres groupements de droite représentés au Parlement, à imposer une

LYCÉE FRANÇAIS

INTERNAT 2^e, 1^{re}, terminales, classes
co CEPEs, 57, rue Ch.-Lafitte, 92



441f 412b

TRADUCCION

DIARIO LE MONDE DEL 30 DE ABRIL DE 1982

BUENOS AIRES: LA SRA THATCHER QUIERE LA GUERRA TOTAL CON ARGENTINA ?

BUENOS AIRES: No se espera nada aquí del plan de paz americano, llamado "plan británico". Se estima que se trata de una nueva presión de WASHINGTON a fin de evitar cueste lo que cueste una acción militar que peligró de hacer internacionalizar definitivamente el conflicto de las MALVINAS.

La determinación de la TIAR, no hizo más que reforzar la determinación de la Junta.

BUENOS AIRES estima haber tenido una victoria diplomática. Al bloqueo anunciado por GRAN BRETAÑA, la respuesta de ARGENTINA no se hizo esperar. En el comunicado Nro 35 la Junta preve operaciones militares en la zona de las MALVINAS en el curso de las próximas 48 horas. (...) Todo deja suponer que las unidades de combate de la marina ARGENTINA se preparan para una a pasar a la ofensiva.

No se descarta la posibilidad de una operación de comando sobre una de las 100 islas que forman el archipiélago de las MALVINAS, sea para preparar un desembarco o simplemente para hisar la bandera británica, pero de todas formas serían rápidamente localizados y neutralizados.

El bloqueo marítimo es posible sobre todo por la superioridad británica dada por ejemplo por los sub-marinos, pero se presentarían para ellos graves problemas de aprovisionamiento, a pesar de la toma de las GEORGIAS: (oficialmente los combates continúan). La geografía de la zona y el invierno que aproxima harían difícil la instalación de una base.

En cuanto al bloqueo aéreo parece una operación muy delicada puesto que GRAN BRETAÑA no dispone más que de 20 HARRIER y helicópteros frente a los 100 SKYHAWK -A4, MIRAGE III y DAGGER (versión israelita del MIRAGE) de los que dispone ARGENTINA. Las relaciones de fuerza podrían cambiar si se enviaran los bombarderos estratégicos VULCAIN al ATLANTICO SUR, estos últimos podrían en efecto bombardear los aeropuertos en el continente

Es que la sra, THATCHER quiere la guerra total con ARGENTINA? Es que quiere tomar, simbólicamente las islas antes de sentarse a la mesa de las negociaciones?

Los militares argentinos no pueden descartar ninguna posibilidad.-

22056ARGTN AR #
22056ARGTN AR
AGMIFRA 613819F

DE: AGREMIARGE FRANCIA

PARA: ESMAYORDOS (DPTO EXT)

SINTESIS DE PRENSA DEL DIA DE LA FECHA

1. PRINCIPALES TITULARES:

- A. MALVINAS: LA DIPLOMACIA DE LA GUERRA.
- B. LOS DIEZ SOSTIENEN TODAVIA A LONDRES.
- C. CHEYSSON: "LA EUROPA POLITICA EXISTE"...PERO INGLATERRA.
- D. NUEVOS BOMBARDEOS BRITANICOS SOBRE PUERTO STANLEY.
- E. WASHINGTON CRITICADO EN AMERICA LATINA.
- F. SONDAGE EUROPEOS: TENDENCIA NEUTRALISTA.
- G. LONDRES ANUNCIA UNA "MUY IMPORTANTE" COMUNICACION.
- H. LONDRES: LO QUE ESTE EN JUEGO MERECE MUERTE DE HOMBRES.
- I. LA COMUNIDAD INGLESA DE ARGENTINA CONTRA MRS THATCHER.

2. PRINCIPALES COMENTARIOS

A. LE QUOTIDIEN: MAS ALLA DE LAS APARICIENCIAS, LA SEPARACION TRADICIONAL Y LOS ODIOS RECIPROCOS SON LAS FUERTES QUE EL SIBULACRO DE COHISION DE ALGUNOS ESTADOS LATINO-AMERICANOS.

A DESPUES DE NUMEROSAS PROCLAMACIONES DE SOLIDARIDAD CON LA ARGENTINA DEFUNDIDAS A LO LARGO DE ESTOS ULTIMOS DIAS, APARECE POCO PROBABLE QUE UN SOLO GOBIERNO LATINO-AMERICANO ARRIESGUE A ENVIAR UN CONTINGENTE DE SUS CIUDADANOS HACIA EL RIO DE LA PLATA, POR EL RIESGO DE HECERSE SATURAR POR LAS MALVINAS.

EN FRANCIA Y EN EUROPA SE TIENE EL RAZONAMIENTO SIGUIENTE: EL CONFLICTO ANGLO ARGENTINO EN EL ATLANTICO SUR, VA A LEVANTAR A TODA LA AMERICA LATINA CONTRA EUROPA, QUE SOSTIENE LA POLITICA DE LONDRES.

SE TRATA DE UN PUNTO DE VISTA COMPLETAMENTE ERRONEO. PRIMERO, NO HAY HABIDO NI HABRA JAMAS UNA VERDADERA UNANIMIDAD ENTRE LOS LATINOAMERICANOS. SI EN OCTUBRE DE 1965, LA OEA VOTO LA EXCLUSION DE CUBA (CASI UNANIMEMENTE-MEXICO RECHAZO), ERA SOBRE TODO POR UN ASUNTO DE MUCHO DINERO, LOS GOBIERNOS PENSABAN APROVECHAR DE LA DISTRIBUCION DE DOLARES DE LA "ALIANZA PARA EL PROGRESO" PROPUESTO POR JOHN KENNEDY DOS AÑOS ANTES.

LOS DIRIGENTES DE ESOS PAISES SABEN BIEN, LO QUE PERDERIAN ECONOMICAMENTE SI PROVOCARAN UNA VERDADERA RUPTURA CON LOS PAISES RICOS DE OCCIDENTE, Y FUERAN REDUCIDOS A VENDER SUS PRODUCTOS POR RUBLOS, "LEVAS" "LEI" "PIASRES" VIETNAMITAS Y OTRAS MONEDAS DEL ESTE. MAS AUN QUE FUERA DE CUBA Y DE NICARAGUA, LOS REGIMENES DEL CONTINENTE SON BASTANTE POCO DE IZQUIERDA.

EL SEGUNDO FACTOR QUE VUELVE IMPOSIBLE LA UNANIMIDAD LATINO-AMERICANA EN FAVOR DE BUENOS AIRES ES MUY CARACTERISTICA ETNOLOGICA: EN EFECTIVA MAYORIA DE ESOS PAISES SE DETESTAN ENTRE ELLOS. HAY SIEMPRE ALGUN PROCESO DE MARGINACION, DE LOS CONTENCIOSOS QUE REMONTAN A LOS CONQUISTADORES, O A LOS TIEMPOS DE LA COLONIA ESPANOLA (LAS MALVINAS ES UNO DE ELLOS). PERO EL QUE REUNE CONTRA ELLOS MAYOR RESENTIMIENTO POR PARTE DE SUS VECINOS, ES SIN DUDA LA ARGENTINA.

DETRAS DE LA MAYOR PARTE DE LAS PROTESTAS DE AMISTAD QUE LLEGAN TODOS LOS DIAS A BUENOS AIRES, HAY MUCHA HIPOCRESIA Y NOS PODEMOS PREGUNTAR QUE ES LO QUE HA DETERMINADO A CIERTAS ELECCIONES DE TAL O TAL BELIGERANTE: EL MAS RICO O EL MAS PROXIMO?

AHY QUE AGREGAR QUE DESDE HQCE UN MES, BRASIL ESTA DEMASIADO PRUDENTE, TOMANDO MUCHO CUIDADO DE PRONUNCIARSE POR UNO O POR OTRO DE LOS COMBATIENTES. YA SEA ORO O PLOMO, EL PESO DEL BRASIL ES DETERMINANTE EN LA ELECCION DEL CONTINENTE. EL RESTO NO ES MAS QUE "GRITOS DE LO-ROS" COMO SE DICE EN AMERICA-LATINA: "BAVARDAGES DE PERROQUETS" (PAR LOTEJO DE PAPAGAYOS).

AYER, EL SEMANARIO BRITANICO "SUNDAY TIMES" SE PREGUNTABA SOBRE EL PAPEL DESEMPEÑABA FRANCIA EN EL ENTRENAMIENTO DE LOS ARGENTINOS EN EL MANEJO DE MISILES DE FABRICACION FRANCESA EXOCET, QUE DESTROYO EL MARTES PASADO EL DESTROYER SHIFFIELD EN LAS COSTAS DE LAS MALVINAS.

EL GOBIERNO FRANCES, DICE EL SUNDAY TIMES, PARECE INFORMADO MAL A LOS BRITANICOS A PROPOSITO DE LA CAPACIDAD DE LOS ARGENTINOS PARA UTILIZAR LOS COHETES QUE PUSIERON FUERA DE COMBATE EL DESTROYER SHIFFIELD.

PERO EN RESPUESTA A UNA PREGUNTA DEL MINISTERIO BRITANICO DE DEFENSA, OFICIALES FRANCESES HAN DICHO QUE LOS ARGENTINOS NO FUERON ENTRENADOS EN LA COLOCACION DE LOS MISILES EXOCET DEBAJO DEL ALA DE LOS DIEZ SUPER ETENDARD, QUE POSEIAN LOS ARGENTINOS, PROSIGUE EL DIARIO. ES UNA OPERACION COMPLEJA, DICE EL SUNDAY TIMES, QUE IMPLICA UN INSTRUMENTAL ELECTRONICO. POR ESO, CUANDO EL SHEFFIELD PROSIGUE EL SEMANARIO, FUE PUESTO FUERA DE USO POR UN EXOCET, EL MINISTERIO DE DEFENSA BRITANICO QUEDO ESTUPEFACTO. ALGUNAS FUENTES MILITARES EN FRANCIA DUDAN DE LA VERACIDAD DE LOS SEGUROS PROPORCIONADOS POR SU GOBIERNO. ESAS MISMAS FUENTES MILITARES FRANCESES, SEGUN EL SUNDAY TIMES, SUBRAYAN QUE LOS AVIONES Y MISILES FRANCESES SON VENDIDOS EN CONJUNTO, COMO UN TODO. DICEN TAMBIEN, QUE UN EQUIPO DE TECNICOS FRANCESES ENTRENO A LOS ARGENTINOS A LA COLOCACION DE LOS EXOCET Y A SU MANTENIMIENTO. EL DIARIO AGREGA: VEINTE PILOTOS ARGENTINOS RECIBIERON UN ENTRENAMIENTO DE SEIS MESES EN LAS BASES NAVALES DE TOULON Y DE HYERES.

SI LOS ARGENTINOS, CONCLUYE EL SEMANARIO, NO FUERON ENTRENADOS POR LOS FRANCESES (EN EL MANEJO DE LOS EXOCET) ANTES QUE EL CONFLICTO COMIENCE, QUIEN LES ENSENO? HAY VARIOS PAISES QUE TIENEN LA HABILIDAD, PERO EL MAS PROBABLE DE ENTRE ELLOS ES ISRAEL.

NO VILLIERS-LE TEMPLE ESTUVIERON RETICENTES CON EL MINISTRO BRITANICO, SINO QUE LOS AGRICULTORES BELGAS LO OBLIGARON A VOLVER A SU COCHE, ATRAVESANDO LOS CAMPOS.

DE FUENTE PROXIMA A PRESIDENCIA BELGA DEL CONSEJO, NOS CONFIRMABO EN EL TORDE, QUE EL ACUERDO ENTRE LOS DIEZ ERQ MQS QUE NUNCA UN CUERDO "PARA LA GALERIA". UNA PIQUETA QUE PERMITIA A LOS NUEVE "PARTENAIRES" DE G.BRETANA SOSTENERLA SIN COMPROMETERSE DEMASIADO. NO SE DESCARTA, EN CASO DE UNA NUEVA ESCALADA, QUE LA DEFECCION DE CIERTAS CAPITALES SEA EVIDENTE.

MUCHO SE PUEDE APOSTAR QUE M. PYM CONSERVARA UN MAL RECUERDO DE ESTA REUNION. NO SOLAMENTE ESTUVO RELATIVAMENTE AISLADO, PERO ADEMAS TUVO QUE ABANDONAR LA "COMMANDEIRIE DES TEMPLIERS" EN LA QUE SE HABIAN REUNIDO LOS DIEZ MINISTROS, ESCONDIENDOSE. LOS AGRICULTORES BELGAS AL CONOCER SU PRESENCIA Y QUERIENDO PROTESTAR CONTRA EL BLOQUEO BRITANICO DE LAS NEGOCIACIONES SOBRE LOS PRECIOS AGRICOLAS, CERCARON EL EDIFICIO CON LOS TRACTORES Y CERRARON ALGUNAS RUTAS QUE DAN ACCESO AL PUEBLO. M. PYM HA DEBIDO PUES -Y EL HUMOR BRITANICO LO HABRA AYUDADO- ABANDONAR LA REUNION ATRAVESANDO LOS CAMPOS RODEADO DE SUS CONSEJEROS Y SUS GUARDAESPALDAS Y SALTAR UN CERCO Y UNA PARED PARA PODER LLEGAR A SU COCHE QUE LO ESPERABA ESCON-

EL VIERNES ENTRE LOS PUERTOS, LOS AEROPUERTOS BRITANICOS Y LA BASE AMERICANA DE LA ISLA DE ASCENSION.

UN MILLAR DE TECNICOS BRITANICOS ESTAN EN EL LUGAR, DESPUES DE HABER LEVANTADO CENTENAS DE CARPAS PARA ACOGER HOMBRES Y MATERIAL MILITAR PROVENIENTE DE G.BRETANA. AVIONES HERCULES Y DC 10 DE TRANSPORTE DE TROPAS Y DE HELICOPTEROS DE LA R.A.F., DESEMBARCAN PRACTICAMENTE CADA DIA EN ESTA ISLA NUEVOS MARINES Y PARACADISTAS. ESTOS HACEN EJERCICIOS MILITARES EN LA ISLA, LUEGO PARTEN EN DIRECCION DEL ATLANTICO SUR. HACE ALGUNOS DIAS, EL PAQUEBOTE CANBERRA -QUE TRANSPORTA DOS MIL QUINIENTOS SOLDADOS- FUE VISTO EN EL PUERTO DE LA ISLA.

PERO LA TASK FORCE DEBE REEMPLAZAR TAMBIEN LOS AVIONES DE CAZA HARRIER DESTROYEDOS O DESAPARECIDOS EN LA ULTIMA SEMANA: TRES OFICIALMENTE. VEINTE OTROS AVIONES DE ESTE TIPO DE JERON LAS BASES BRITANICAS Y, POR PRIMERA VEZ EN LA HISTORIA AERONAUTICA, HICIERON EL VUELO OLONDRES-GEORGETOWN (ASCENSION) SIN ESCALA. RECORRIERON ESTA DISTANCIA (3.500 MILLAS) SOLAMENTE EN NUEVE HORAS, Y FUERON REABASTECIDOS EN VUELO POR LOS AVIONES CISTERNAS AMERICANOS VICTOR AUE ESTAN ESTACIONADOS EN ASCENSION.

PARALELAMENTE, OTROS HELICOPTEROS SEA KING Y OTROS NAVIOS, ESPECIALMENTE CINCO FRAGATAS, LLEGARON A LA ISLA DE ASCENSION.

EL MINISTRO PUSO A DISPOSICION DE LA PRENSA CUATRO FOTOGRAFIAS TOMADAS ESTOS ULTIMOS DIAS DE LA ISLA. UNA MUESTRA CINCO AVIONES CISTERNAS VICTOR K2 ALINEADOS EN LA PISTA DE WIDEAWAKE, OTRA EL DESEMBARCO SIMULTANEO DE TRES AVIONES DE TRANSPORTE HERCULES, LA TERCERA UN HELICOPTERO SEA KING LEVANTANDO DE LA PISTA UN CARGAMENTO "PARA HACERLO LLEGAR AL NAVIO DE LA FUERZA DE INTERVENCION ANCLADO" Y LA ULTIMA, EL ENTRENAMIENTO DE TIRO DE LOS PARACADISTAS DESEMBARCADOS EN LA ISLA POR EL PAQUEBOTE CANBERRA.

AVIONES DE RECONOCIMIENTO MARITIMO NIMROD FUERON ENVIADOS DIRECTAMENTE A LA ISLA DE ASCENSION GRACIAS AL MISMO SISTEMA DE REABASTECIMIENTO EN VUELO QUE LOS HARRIER. ESTOS AVIONES RADAR, QUE TIENEN UNA AUTONOMIA DE VUELO DE DIEZ HORAS, SERAN MANTENIDOS TODO EL TIEMPO POSIBLE SOBRE LA ZONA DE GUERRA, PARA PERMITIR A LA TASK FORCE DE L ALMIRANTE WOODWARD, DE SABER EN CUALQUIER MOMENTO DONDE SE ENCUENTRAN LOS SUBMARINOS, LOS NAVIOS Y LOS MIRAGE ARGENTINOS.

AL CONTRARIO, NO PARECE QUE ESTOS NIMROD PUEDAN DETECTAR A TIEMPO LOS SUPER-ETENDARD ARGENTINOS QUE ESTAN MUNDIDOS DE LOS FAMOSOS MISILES EXOCET. EXISTE, ES CIERTO, UN ULTIMO MODELO DE NIMROD, EL M.K.3 QUE PODRIA HACERLO. PERO OFICIALMENTE, NO HQ SQUID TODAVIA DE LAS FABRICAS DE LA AEROSPATIALE BRITANICA. ESTA NUEVA GENERACION DE NIMROD EQUIVALE PRACTICAMENTE A LOS FAMOSOS AVIONES-RADAR AMERICANOS AWACS.

PARA EVITAR QUE LOS DESTRUCTORES BRITANICOS SOPORTEN LA MISMA MUERTE QUE EL SHEFFIELD -QUE FUE HINDIDO EL VIERNES ULTIMO POR UN MISIL EXOCET- LONDRES HABIA PEDIDO A WASHINGTON PRESTARLE AWACS HASTA EL DIA EN QUE LOS NUEVOS NIMROD PUEDAN SER DESPLEGADOS.

SIN EMBARGO, SI SE CREE EN EL MUY OFICIAL GUIA JANE'S, LOS NIMROD MK3 DEBIAN ESTAR DISPONIBLES DESDE PRINCIPIOS DE 1982. SEGUN ALGUNAS FUENTES MILITARES, ALGUNOS EJEMPLARES DE ESTOS AVIONES RADAR YA HABRIAN SALIDO DE FABRICA. NOTT, MINISTRO DE LA DEFENSA, NADA HA DICHO, NATURALMENTE, CON RESPECTO A LOS NIMROD. PERO TRANQUILIZO AYER A LA OPINION PUBLICA BRITANICA DECLARANDO QUE, EN TODOS LOS CASOS, G.BRETANA DEBERIA GANAR LA GUERRA DE LAS MALVINAS.

AYER POR LA TARDE, MIENTRAS LOS ESFUERZOS DIPLOMATICOS DEL SEGRAL DE LAS NACIONES UNIDAS, SR DEL CUILLERAS PARECIAN MARCAR EL PASO, EL REPRESENTANTE BRITANICO EN LA ONU ANUNCIABA QUE HABIA ENTREGADO AL MEDIADOR UNA COMUNICACION DE SU GOBIERNO QUE CALIFICO DE "MUY IMPORTANTE EN CUANTO AL FONDO".

DIPLOMACIA Y PROPAGANDA. PREOCUPADOS EN NO APARECER COMO LOS RESPONSABLES DE UNA EXTENSION DEL CONFLICTO DE LAS MALVINAS, BRITANICOS Y ARGENTINOS MULTIPLICAN LAS DECLARACIONES APACIGUANTES, QUERIENDO DE ESTA FORMA PROBAR SU EVIDENTE BUENA VOLUNTAD DE NEGOCIAR..

C-LE FIGARO.

ROMPIENDO LA TREGUA DE HECHO QUE SE HABIA ESTABLECIDO EN LAS MALVINAS DESDE HACE ALGUNOS DIAS, G.BRETANA SE LIBRO A ACCIONES MILITARES LIMITADAS CONTRA POSICIONES ARGENTINAS.

ES LO QUE INDICA EL ULTIMO SONDEO, SEGUN EL CUAL ANTE LA ALTERNATIVA DE EFECTUAR LA OPERACION O RENUNCIAR A LA SOBERANIA BRITANICA, LAS PERSONAS INTERROGADAS ESTIMAN: 20; QUE SE IMPONE LA PRIMERA SOLUCION, 59; SOSTIENEN LA POLITICA DE LA DIPLOMACIA APOYADA POR EL BASTON SEGUIDO POR EL GOBIERNO. EN FIN MAS DE LA MITAD DE LAS PERSONAS INTERROGADAS (55;)) PIENSAN QUE LA RECONQUISTA VALE AMPLIAMENTE LA PERDIDA DE UN NUMERO DE VIDAS BRITANICAS QUE SERIA MAS ALTO QUE EL NUMERO DE MUERTOS Y HERIDOS QUE HAY AL DIA DE HOY.

DICHO DE OTRA FORMA EN GRAN BRETAGNA PREVALECE LA LINEA DURA Y EL PRIMER MINISTRO TATCHER NO PUEDE MAS QUE REGOCIARSE POR UN APOYO TAN MARCADO DE LA OPINION. SU GOBIERNO ES EL QUE MAS GANA CON TODO ESTE ASUNTO: DESDE QUE COMENZO EL PROBLEMA, YA HACE SEIS SEMANAS, NO SE HABLA MAS DE LOS 6 MILLONES DE DESOCUPADOS NI DE LAS INSEGURIDADES DEL FUTURO. LAS ELECCIONES MUNICIPALES DEL ELECTORADO CAMBIO SUS SENTIMIENTOS HABITUALES Y QUE MUCHOS BRITANICOS HAN ELEGIDO ESTE MEDIO PARA MOSTRAR QUE ESTAN RESUELTAMENTE DETRAS DE SU PRIMER MINISTRO.

SI EL PARTIDO CONSERVADOR ES EL GANADOR INDISCUTIBLE DE LA GUERRA POR EL MOMENTO, EL GRAN PERDEDOR, EN OTRO CAMPO DISTINTO DE IDEAS ES EL BUEN SENTIDO. QUE HABIA SUFRIDO UN BUEN GOLPE CON LA INCREIBLE ECLOSION DE "CALVINISMO" QUE PROVOCO EL ENVIO DE LA ARMADA BRITANICA.

SE PONE ABIERTAMENTE EN DUDA EL PATRIOTISMO DE LOS AUE SE PREGUNTAN SOBRE LA PRUDENCIA DE LA OPERACION Y SE HABLA DE ALTA TRAIACION CUANDO LA BBC O EL CANAL DE TELEVISION INDEPENDIENTE SE ATREVEN A DAR, EN UN ARROJO DE OBJETIVIDAD, UN PUNTO DE VISTA ARGENTINO O PEOR TODAVIA, CUANDO ACERCAN A LOS BOLETINES TRIUNFALES BRITANICOS LOS BOLETINES AUN MAS TRIUNFALES DE LA PROPAGANDA ENEMIGA. DE HECHO LA BBC HA RECIBIDO QUEJAS POR HABER MOSTRADO IMAGENES DEL ENTIERRO DE UN MARINO ARGENTINO.

SIN EMBARGO TODO NO ESTA PERDIDO. TOMANDO TARDE CONSCIENCIA DE SUS RESPONSABILIDADES, EL CLERO RECONSIDERARA SUS POSICIONES. LUEGO DE LA RIVALIDAD EN LA BENDICIONES DE LOS ESTANDARTES Y DE HABER DISCURRIDO LARGAMENTE SOBRE LA NOCION DE "GUERRA JUSTA" SEGUN SAN AGUSTIN Y SAN AMBROSIO, LAS JERARQUIAS PROTESTANTES Y CATTOLICAS COMENZAN A PREGUNTARSE ABIERTAMENTE Y CIERTAS PERSONALIDADES RELIGIOSAS -EL OBISPO DE CANTERBURY A LA CABEZA- SUGIEREN QUE NADA ES MEJOR QUE UNA SOLUCION NEGOCIADA.

UN MEDIO TRIUNFO PARA PYM: EL MINISTRO DE RREE BRITANICO OBTUVO QUE SUS COLEGAS DE LA COMUNIDAD EUROPEA ECONOMICA, REUNIDOS DURANTE 48 HS EN UN GRAN HOTEL A UNOS 20 KM DE LIEGE, REAFIRMEN SU SOLIDARIDAD CON G.BRETANA, PERO TODA DECISION SOBRE LA PROLONGACION DE LAS SANCIONES CON RESPECTO A ARGENTINA SE POSTERGO HASTA EL 16 DE MAYO. LAS SANCIONES TOMADAS POR LOS DIEZ, EL 16 DE ABRIL ULTIMO, NO TENIAN QUE TENER VIGENCIA MAS QUE HASTA EL 16 DE MAYO. UN NUEVO CONSEJO DE MINISTROS SERA NECESARIO ENTONCES PARA LA SEMANA QUE VIENE, PARA QUE SE DECIDA QUE ES LO CONVENIENTE DE REALIZAR.

TODY PABO DURANTE ESOS DOS ULTIMOS DIAS COMO SI LOS 9 COLEGAS DE F.PYM HUBIESEN QUERIDO HACERLE COMPRENDER QUE SE OPONIAN RESUELTEAMENTE A UNA ESCALADA DEL CONFLICTO E INSISTIERON PARA QUE INGLATERRA HAGA LO POSIBLE PARA QUE LA GUERRA NO TOOME AMPLITUD.

AL PRINCIPIO DE LA REUNION, AYER POR LA MANANA, LA ATMOSFERA EN LA SALA DE SESIONES ERA BASTANTE TENSA CUANDO CORRIO LA VOZ DE QUE TROPAS INGLESES HABIAN DESEMBARcado EN LAS MALVINAS. PYM LLAMO A LONDRES Y DECLARO QUE SE TRATABA DE RUMORES SIN FUNDAMENTO. D

QUE SU GOBIERNO ERA PARTIDARIO DE LA PAZ, PERO QUE INGLATERRA NO ERA LA UNICA POTENCIA IMPLICADA EN ESTE CONFLICTO Y QUE LA SOLUCION TAMBIEN DEPENDERIA DE ARGENTINA. EN CONSECUENCIA, CONCLUYO, ES IMPOSIBLE PARA MI GOBIERNO TOMAR UN COMPROMISO, CUALQUIERA QUE FUESE, SOBRE EL DESARROLLO DE LA GUERRA.

ARGUMENTO QUE NO CONVENCIO EN ABSOLUTO A LOS INTERLOCUTORES. ANTE EL ANIMO DE SUS COLEGAS EL MINISTRO INGLIS DE RREE SABE DE AHORA EN MAS QUE NO PUEDE CONTAR CON EL APOYO INCONDICIONAL DE LOS MIEMBROS DE LA COMUNIDAD EUROPEA.

"JAMAS EUROPA HA HECHO UN ESFUERZO DE SOLIDARIDAD TAN NOTORIO COMO EL HECHO CON EL PROBLEMA DE LAS MALVINAS, LOS ITALIANOS -DE LOS QUE SE CONOCEN LOS LAZOS CON ARGENTINA- SE HAN MOSTRADO HE-ROICOS, LOS IRLANDESES TAMBIEN, MIENTRAS SU OPINION PUBLICA ESTA DESENFRENADA. NO HABIAMOS VISTO JAMAS TAN CLARAMENTE QUE EUROPA EXISTE. Y ES EL MOMENTO QUE ELIGE INGLATERRA PARA AFLOJAR POR UNOS CIENTOS MILLONES DE ESCUDOS", DIJO CHEYSSON.

ES AUE LOS NUEVE COMPANEROS DE LOS BRITANICOS BUSCCARAN EL ESTABLECER UN LAZO ENTRE LOS PROBLEMAS INTERNOS DE LA COMUNIDAD Y LA PRORROGACION DE LAS SANCIONES ECONOMICAS CONTRA ARGENTINA, SOBRE LAS QUE DISCUTIRAN EL LUNES? CLAUDE CHEYSSON SE NIEGA A ENCARAR EL FUTURO EN ESTOS TERMINOS. PARA EL SOLO LOS HECHOS DE GUERRA PODRAN HACER EVOLUCIONAR LA ACTUA DE LOS NUEVE FRENTE AL CONFLICTO DE LAS MALVINAS.

AGREGO EL MINISTRO: "NO SE DEBE EN EL CURSO DE UNA REUNION COMO LA DE AYER, EMPEZAR HABLANDO HORAS DEL ROL EJEMPLAR QUE JUGO GRAN BRETAGNA EN LA DEFENSA DE LAS RESOLUCIONES DEL CONSEJO DE SEGURIDAD DE LAS NACIONES UNIDAS SIN REPARAR EN EL HECHO DE QUE VIOLA UN TRATADO INTERNACIONAL QUE TREATO Y FIRMO", ALUSION AL TRATADO DE ROMA Y A SUS OBLIGACIONES QUE TRATAN LOS PRECIOS AGRICOLA S Y SU FIJACION.

D-DE UN DESPACHO POR TELEX RECIBIDO EN ESTA AGREGADURIA DE LA AGENCIA INFOCEI

SUPLEMENTO ESPECIAL 62 BIS DE LOS TELEX HEBDO Y CARTAA DE INFORMACION CEI: 1) DE FUENTE VISUAL INDEPENDIENTE DE LAS MALVINAS. BALANCE EXACTO DE LAS PERDIDAS BRITANICAS FINAL DE LA PRIMERA SEMANA DE MAYO SE ESTABLECE:

-SOBRE 2 PORTAAVIONES: 1 HERMES FUERA DE COMBATE, SOBRE 3 DESTROYERES CLASE SHEFFIELD: 1 DESTROYED, UNO DANADO, 3 FRAGATAS SOBRE 9 DANADAS, SOBRE 45 HELICOPTEROS, 10 DESTROYEDS VISUALMENTE CONSTATADO, 5 DANADOS. SOBRE 20 AVIONES DE COMBATE DE LOS CUALES ALGUNOS HARRIER, 7 DESTROYEDS VISUALMENTE CONSTATADO, 5 DANADOS. TODO ESTO CONTRARIAMENTE A VERSION INGLESA Y SEGUN INFORME EN MANOS DE ESPECIALISTAS EN WASHINGTON LOS ARGENTINOS ADMITEN DESTRUCCION DE 4 AVIONES SOBRE 223 APARATOS Y LA PERDIDA DEL CRUCERO GENERAL BELGRANO.

2) LECCION ESTRATEGICA: LOS MISILES SEA DART (30 KM-94 BRITANICOS 44 ARGENTINOS SON TOTALMENTE INEFICACES CONTRARIAMENTE A LOS EXOCET (42 KM 28 EN CADA CAMPO)

3) CONTRARIAMENTE VERSION HAIG DEL 29 ABR POR LA TARDE, FUENTE SENATORIAL CEI INDICA QUE PROPOSICIONES ARGENTINAS, DADAS MISMO DIA AL MEDIO DIA CONTENIAN PROPOSICIONES Y NO EL RECHAZO NEGOCIACION, EN LAS QUE FIGURABA VUELTA SOBERANIA ARGENTINA LLEVADA A LARGO PLAZO. RAZONES ACTITUD HAIG MUY CODNTOVERTIDO EN EL CENSO DONDE FUERTES PRESIONES PARA OBTENER SU RENUNCIA, A PESAR APOYO CIERTOS MEDIOS MULTINACIONALES A SU LINEA DE CONDUCTA.

3. CONCLUSIONES

A. SE CONFIRMA LO INFORMADO EN LA SINTESIS DEL DIA 09 MAY RESPECTO A LA FASE 3 DE LA EVOLUCION DE LA OPINION PERIODISTICA O SEA LA PREOCUPACION CADA VEZ MAS CRECIENTE DE EUROPA POR LA GENERALIZACION DEL CONFLICTO.

B. EL SENOR PYM NO LOGRO EN LA REUNION DE LOS MIEMBROS DEL MCE CONVENCER A LOS MISMO DE UN APOYO TOTAL E IRRESTRICTO A GB-SOLO LOGRO QUE SE MANTUVIERA EL BLOQUEO HASTA LA FECHA INICIALMENTE ESTABLECIDA (16 MAY) LO QUE DARA MOTIVO A UNA NUEVA REUNION LA PROXIMA SEMANA.

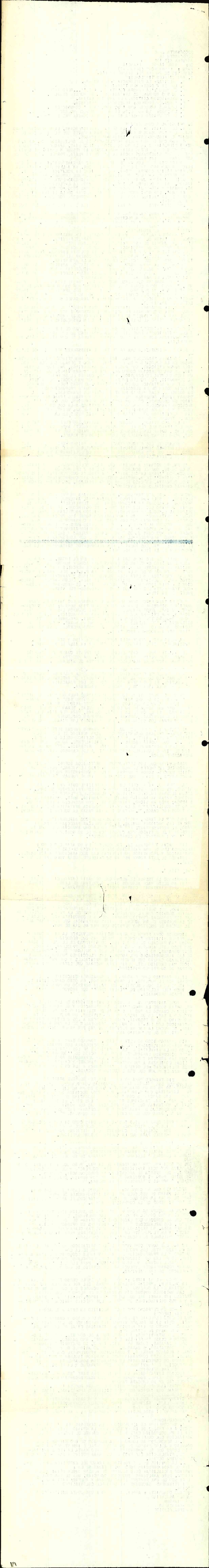
C. LA OPINION DE LOS POLITICOS FRANCESES EXPRESADA EN LOS MEDIOS DE RADIODIFUSION PUEDE SINTETIZARSE EN: EL PARTIDO SOCIALISTA: DEBE DEJARSE DE PENSAR QUIEN ORIGINO EL CONFLICTO. DEBE ANALIZARSE SUS CONSECUENCIAS, UNA DE LAS CUALES ES EL RIESGO DE UNA RUPTURA ENTRE EUROPA Y AMERICA LATINA QUE DEBE DEFINITIVAMENTE SACUDIRSE EL YUGO DEL COLONIALISMO Y DE LA EXPLO-TACION.

PARTIDO COMUNISTA: AMPLIO APOYO NO A UNA JUNTA MILITAR SINO AL PUEBLO ARGENTINO

AGREMIARGE

22056ARGTN AR

AGMIFRA 613819F



Cdo J E — EMGE
Jef III - Icia - Dpto Ext

4088

Fecha-Hora recepción

01/400 May 82

444 fr

46

Destino Interno

1 2 3 4

Proceder

SS

Nro

Fecha Hora

Recibido por

Verme previo estudio

1

Verme con antecedentes

2

Preparar contestación

3

Integrar al caso

4

OBSERVACIONES

Proponer acción a tomar

Tomar conocimiento

Coordinar

Explotación y registro

Carta de Situación

Parte Subversivo

IIIP

Reunión Informativa

Indir a:

— Secr Grl

— B Icia 601

— FAA

— ARA

— Jef III - Op

— Dpto Int

Archivar

J Dpto

2do J Dpto

51

22056ARGTN ART

44542
2222
415 (B)
(46)

22056ARGTN AR

22056ARGTN AR

AGMIFRA 613819F

DE: AGREMIARGE FRANCIA

PARA: ESMAYORODS (DPTO EXT)

AM FR NRO 408/82.

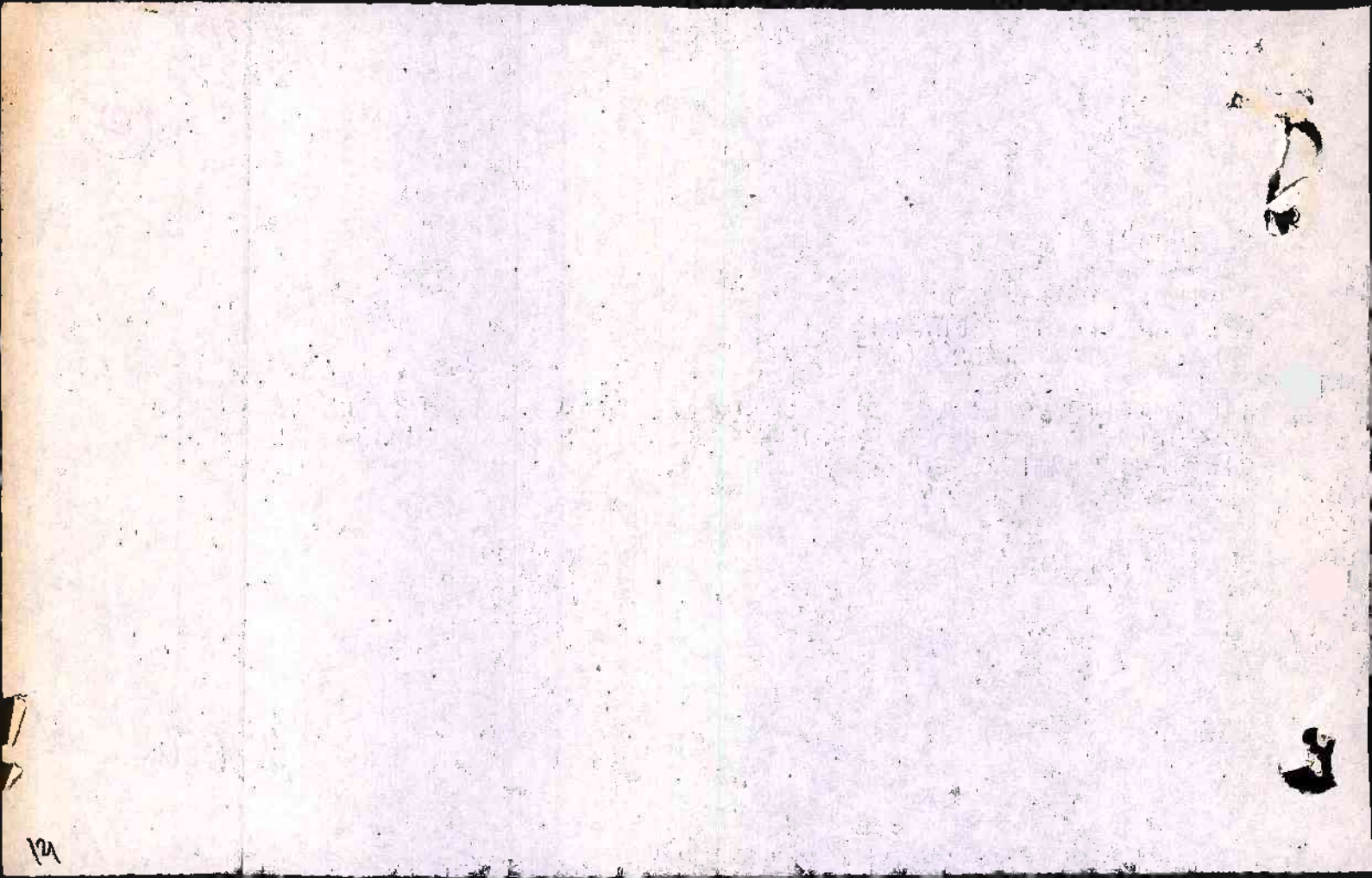
INFORMATIVOS RADIALES DAN CUENTA DEL ATAQUE AEREO INGLES A PUERTO
ARGENTINO CON AVIONES HARRIER Y QUE JAPON SE HA SUMADO A LAS SAN-
CIONES ECONOMICAS CONTRA ARGENTINA.
AGREMIARGE

BT

22056ARGTN AR

AGMIFRA 613819FT

113626



Cdo J Ej — EMGE
Jef U - Icia - Dpto Ext

4147

446 fp.

47

Fecha-Hora recepción 02 1400 May 82

Destino Interno	1	2	3	4	Nro	Fecha Hora	Recibido por
Proceder	SS	M					
Verme previo estudio					1		
Verme con antecedentes					2		
Preparar contestación					3		
Integrar al caso					4		
Proponer acción a tomar					<u>OBSERVACIONES</u>		
Tomar conocimiento							
Coordinar							
Explotación y registro	X						
Carta de Situación							
Parte Subversivo							
IIP							
Reunión Informativa							
Difundir a:							
— Secr Gri							
— B Icia 601							
— FAA							
— ARA							
— Jef III - Op							
— Dpto Int							
Archivar					J Dpto		
					2do J Dpto	 J. Turm	

10

10

na

22056ARGTN AR
22056ARGTN AR
AGMIFRA 613819F

DE: AGREMIARGE FRANCIA
PARA: ESMAYORDOS DPTO EXT
AM FR 409/82 SINTESIS DE PRENSA FRANCESA DEL DIA 02 MAY 82 SOBRE MALVINAS.
LOS TITULARES Y COMENTARIOS CORRESPONDEN AL UNICO PERIODICO QUE APARECIO EN LA FECHA LE JOURNAL DU DIMANCHE.

1. TITULARES

-MALVINAS: LA GUERRA HACE FUROR (GRAN TITULAR DE PRIMERA PLANA.
-EN ADELANTE LA GUERRA-
-MOSCU: SOSTEN TOTAL A BUENOS AIRES-
-BUENOS AIRES: ESPERANZAS EN LAS NACIONES UNIDAS-
-WASHINGTON: LUZ VERDE A LOS INGLESES EL VIERNES-
-LONDRES: LA OPINION CON LA DAMA DE HIERRO-
-EN EL CIELO SERA LA GUERRA DE LOS ASES-
-4H40 EN PORT STANLEY: ES EL INFIERNO-

2. COMENTARIOS PRINCIPALES

A-EN LAS EMBAJADAS OCCIDENTALES EN MOSCU LA REACCION HA SIDO UNANIME: SACANDOSE LA CARETA COMO ESCRIBIO TASS, LOS EE UU PROPORCIONAN UN SERVICIO INESPERADO A MOSCU. LOS MILITARES ARGENTINOS, HASTA ENTONCES DESCONFIADOS CON RESPECTO A LOS RUSOS, DEBERAN VOLVERSE HACIA ELLOS DE UN MODO U OTRO.

ESTA EXTRAÑA GUERRA DE OPERETA PELIGRA DE TRANSFORMARSE EN UN NUEVO TEATRO DE ENFRENTAMIENTO ENTRE LAS DOS SUPERPOTENCIAS SE DICE EN MOSCU. ENFRENTAMIENTO INDIRECTO EVIDENTEMENTE. PORQUE SI EL KREMLIN NO PARECE DECIDIDO A PASAR A PRIMERA LINEA, CONCIENTE DE LAS RETICENCIAS IDEOLOGICAS DE LA JUNTA, PUEDE MUY BIEN UTILIZAR SUS INTERMEDIARIOS TRADICIONALES EN AMERICA LATINA.

SIN SABERLO MME THATCHER QUIZA HA PRESTADO UN MAGNIFICO SERVICIO A LEONID BREJNEV ENVIANDO SU FLOTA A MALVINAS. MOSCU PODRIA ENCONTRAR LA OCASION DE REFORZAR SUS LAZOS CON EL CONTINENTE SUDAMERICANO. UN SIMBOLO: EL EMBAJADOR DE GB NO ESTABA AYER EN LA PLAZA ROJA. EL DE ARGENTINA SI. SE LO VIO AUN INTERCAMBIAR UN SIGNO AMIGABLE CON EL JEFE DE ESTADO SOVIETIVO.

-ES UNA TRAICION INFAME, ES INJUSTO. NOS ATACAN EN PLENA NEGOCIACION. NOSOTROS VAMOS A GANAR LA GUERRA. LA MUJER QUE ME HIZO ESTE COMENTARIO EN PLAZA SAN MARTIN EN PLENO CENTRO DE BSAS. TENIA LAGRIMAS EN LOS OJOS. ESTAS REACCIONES RECOGIDAS EN LAS CALLES DE LA CAPITAL ARGENTINA AYER POR LA TARDE, TESTIMONIAN MUY BIEN EL ESTADO DE ANIMO DE LOS ARGENTINOS LUEGO DEL RAID AEREO BRITANICO SOBRE EL AEROPUERTO DE PUERTO ARGENTINO, PORQUE LA CENSURA HABIA OCULTADO O EN TODO CASO MINIMIZADO EL ABANDONO DE LOS EE UU DEL VIERNES A LA NOCHE.

-LA ASISTENCIA MILITAR AMERICANA DECIDIDA POR REAGAN ES DE TRES FORMAS: INFORMACIONES, INFORMACIONES LOGISTICAS, ABASTECIMIENTO DE REPUESTOS Y DE MATERIAL.

LOS AMERICANOS ENTREGAN SOBRE TODO A GB LAS COPIAS DE CIERTAS INTERCEPTACIONES DE COMUNICACIONES RADIALES ENTRE EL ESTADO MAYOR ARGENTINO Y LAS UNIDADES COMBATIENTES, INTERCEPTACIONES EFECTUADAS POR LA CIA EFECTIVAMENTE UNA GRAN COMPLICIDAD ESTABLECIDA ENTRE LOS SERVICIOS DE SEGURIDAD DE AMBOS PAISES. ES SEGURO A PESAR DE LAS DECLARACIONES DE REAGAN QUE AFIRMAN QUE EL NO SABIA NADA, QUE LOS EE UU ESTABAN AL TANTO DEL ATAQUE AEREO BRITANICO MUCHO ANTES QUE ELLO TUVIERA LUGAR. LA DECISION AMERICANA DE ALINEARSE JUNTO A GB ERA UNA SUERTE DE LUZ VERDE DADA POR EE UU PARA QUE LONDRES PASE A LA OFENSIVA. MUCHAS RAZONES PERMITEN EXPLICAR ESTA ACTITUD - LOS AMERICANOS SE DIERON CUENTA DE LA FALTA DE REALIDAD DE LOS GENERALES ARGENTINOS MIEMBROS DE LA JUNTA. ELLOS SENTIERON QUE EL EQUIPO EN EL PODER ESTABA LEJOS DE ESTAR UNIDO. COMPRENDIERON QUE LOS ARGENTINOS BUSCABAN GANAR TIEMPO Y QUE TODOS MODOS UN MIEMBRO DE LA JUNTA SE MOSTRABA MAS ABIERTO A LA NEGOCIACION, HABIA PRONTO UN COLEGA DISPUESTO A CRITICAR Y A PLANTEAR POSICIONES EXTREMAS- LOS AMERICANOS PIENSAN QUE SOLO LA ACTITUD FUERTE PODRA OBLIGAR A LA ARGENTINA A CEDER. EL ANALISIS AMERICANO VA TODAVIA MAS LEJOS. SE PIENSA EN WASHINGTON QUE EL REGIMEN ARGENTINO ACTUAL PUEDE CAER. ARRIESGA CONOCER UNA SUERTE COMPARABLE A LA DE LOS CORONELES GRIEGOS HACIENDO ALGUNOS ANOS DURANTE EL CONFLICTO ENTRE TURQUIA Y GRECIA A PROPOSITO DE CHIPRE. PARA QUE SOSTENER ESTE REGIMEN CUANDO SUS DIAS ESTAN ESTAN CONTADOS?

3. COMENTARIOS RADIALES

DE 1330 A 1400HS DE LA FECHA LA EMISORA FRANCESA EUROPE 1 DIFUNDIO UN PROGRAMA GRABADO EN BS AS POR UN PERIODISTA FRANCES CON FONDO MUSICAL DE UNA MARCHA SOBRE LAS MALVINAS, DIVERSOS REPORTAJES A MADRES DE LA PLAZA DE MAYO, A VOLUNTARIOS QUE SE PRESENTAN PARA ALISTARSE, A MAGDALENA RUIZ GUINAZU, ERNESTO SABATO Y COMODORO GUIRALDES, SE DELATO A CADA INSTANTE LA INTENCION DEL PERIODISTA DE PONER ENFASIS EN TERMINOS COMO: DICTADURA, REPRESION, DESAPARECIDOS MEZCLADOS CON EL SENTIMIENTO NACIONAL RELACIONADOS CON LOS SUCEOS QUE SE VIVEN. ES DE DESTACAR LAS DECLARACIONES DE M. RUIZ GUINAZU Y DEL COMODORO GUIRALDES QUE RESULTARON ESCLARECEDORAS Y SUMAMENTE OBJETIVAS CON CLARO SENTIDO PATRIOTICO.

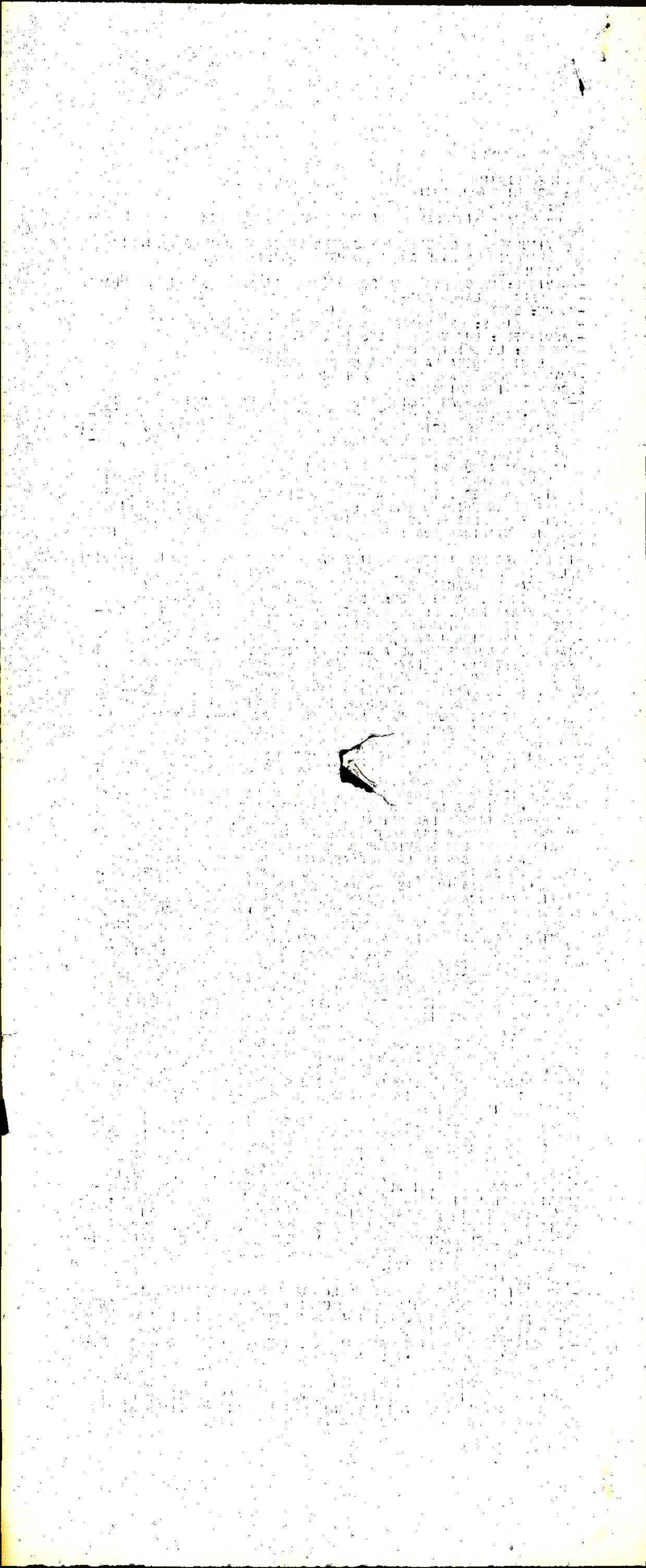
4. CONCLUSIONES

-LAS NOTICIAS SOBRE EL DESARROLLO DE LAS OPERACIONES, SOBRE TODO RADIO Y TV SE DIFUNDEN EN CASI TODOS LOS CASOS DANDO CUENTA DE FUERTES PERDIDAS DEL LADO ARGENTINO Y CASI NINGUN DANO DEL COSTADO BRITANICO.

-SE AFIRMA QUE TRADICIONALMENTE LOS INGLESES NUNCA HAN OCULTADO SUS BQJAS DURANTE LA SEGUNDA GUERRA MUNDIAL LO CUAL HARIA CREIBLE SUS INFORMACIONES.

-CUANDO SE REFIEREN A INFORMACIONES DE BS AS SIEMPRE SE AGREGA QUE LOS ARGENTINOS SE ATRIBUYEN TALES O CUALES EXITOS- POR LO QUE SE CONCLUYE QUE LA INFORMACION EN FRANCIA CONTINUA SIENDO TOTALMENTE DEFORMADA EN CONTRA DE NUESTRO PAIS. AGREMIARGE

22056ARGTN AR
AGMIFRA 613819F



02 MAY

446/13
44847

124

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

02 MAY 62

033000

GA 220364

122 1710 /1999/

220364RGTH AR

AGNIFRA 613619F

DE: AGREMIARCE FRANCIA

PARA: ESMAYOROS OPTO EXT

AN FR 409/82 SINTESIS DE PRENSA FRANCESA DEL DIA 02 MAY 82 SO-
BRE MALVINAS.

LOS TITULARES Y COMENTARIOS CORRESPONDEN AL UNICO PERIODICO
QUE APARECIO EN LA FECHA LE JOURNAL DU DIMANCHE.

1. TITULARES

-MALVINAS: LA GUERRA HACE FUROR (GRAN TITULAR DE PRIMERA PLANA.

-EN ADELANTE LA GUERRA-

-MOSCU: SOSTEN TOTAL A BUENOS AIRES-

-BUENOS AIRES: ESPERANZAS EN LAS NACIONES UNIDAS-

-WASHINGTON: LUZ VERDE A LOS INGLESES EL VIERNES-

-LONDRES: LA OPINION CON LA DAMA DE HIERRO-

-EN EL CIELO SERA LA GUERRA DE LOS AEROS-

-4440 EN PORT STANLEY: ES EL INFIERNO-

2. COMENTARIOS PRINCIPALES

A-EN LAS EMBAJADAS OCCIDENTALES EN MOSCU LA REACCION HA SIDO
UNANIME: SACANDOSE LA CARETA COMO ESCRIBIO TASS. LOS EE UU PRO-
PORCIONAN UN SERVICIO INESPERADO A MOSCU. LOS MILITARES ARGENTI-
NOS, HASTA ENTONCES DESCONFIAADOS CON RESPECTO A LOS RUSOS, DE-
BERAN VOLVERSE HACIA ELLOS DE UN MODO U OTRO.

ESTA EXTRAÑA GUERRA DE OPERETA PELIGRA DE TRANSFORMARSE EN
UN NUEVO TEATRO DE ENFRENTAMIENTO ENTRE LAS DOS SUPERPOTENCIAS
SE DICE EN MOSCU. ENFRENTAMIENTO INDIRECTO EVIDENTEMENTE. POR-
QUE SI EL KREMLIN NO PARECE DECIDIDO A PASAR A PRIMERA LINEA,
CONCIENTE DE LAS RETICENCIAS IDEOLOGICAS DE LA JUNTA, PUEDE
MUY BIEN UTILIZAR SUS INTERMEDIARIOS TRADICIONALES EN AMERICA
LATINA.

SIN SABERLO NRE THATCHER QUIZA HA PRESTADO UN MAGNIFICO SERVICIO
A LEONID BREJNEV ENVIANDO SU FLOTA A MALVINAS. MOSCU PODRIA
ENCONTRAR LA OCASION DE REFORZAR SUS LAZOS CON EL CONTINENTE
SUDAMERICANO. UN SIMBOLO: EL ENBAJADOR DE GB NO ESTABA AYER
EN LA PLAZA ROJA. EL DE ARGENTINA SI. SE LO VIO AUN INTERCAN-
BIAR UN SIGNO AMIGABLE CON EL JEFE DE ESTADO SOVIETICO.

-ES UNA TRAICION INFAME, ES INJUSTO. NOS ATACAN EN PLENA NEGO-
CIACION. NOSOTROS VAMOS A GANAR LA GUERRA. LA MUJER QUE ME HIZO
ESTE COMENTARIO EN PLAZA SAN MARTIN EN PLENO CENTRO DE BSAS.
TENIA LAGRIMAS EN LOS OJOS. ESTAS REACCIONES RECOGIDAS EN LAS
CALLES DE LA CAPITAL ARGENTINA AYER POR LA TARDE, TESTIFONIAN
MUY BIEN EL ESTADO DE ANIMO DE LOS ARGENTINOS LUEGO DEL RAID
AEREO BRITANICO SOBRE EL AEROPUERTO DE PUERTO ARGENTINO, POR-
QUE LA CENSURA HABIA OCULTADO O EN TODO CASO MINIMIZADO EL
ABANDONO DE LOS EE UU DEL VIERNES A LA NOCHE.

-LA ASISTENCIA MILITAR AMERICANA DECIDIDA POR REAGAN ES DE TRES
FORMAS: INFORMACIONES, INFORMACIONES LOGISTICAS, ABASTECIMIENTO
DE REPUESTOS Y DE MATERIAL.

LOS AMERICANOS ENTREGAN SOBRE TODO A GB LAS COPIAS DE CIERTAS
INTERCEPTACIONES DE COMUNICACIONES RADIALES ENTRE EL ESTADO
MAIOR ARGENTINO Y LAS UNIDADES COMBATIENTES, INTERCEPTACIONES
EFECTUADAS POR LA CIA EFECTIVAMENTE UNA GRAN COMPLIICIDAD ESTA-
BLECIDA ENTRE LOS SERVICIOS DE SEGURIDAD DE AMBOS PAISES.

ES SEGURO A PESAR DE LAS DECLARACIONES DE REAGAN QUE AFIRMAN
QUE EL NO SABIA NADA, QUE LOS EE UU ESTABAN AL TANTO DEL ATA-
QUE AEREO BRITANICO NICHOS ANTES QUE ELLO TUVIERA LUGAR. LA DE-
CISION AMERICANA DE ALINEARSE JUNTO A GB ERA UNA SUERTE DE
LUZ VERDE DADA POR EE UU PARA QU LONDRES PASE A LA OFENSIVA.

MUCHAS RAZONES PERMITEN EXPLICAR ESTA ACTITUD - LOS AMERICANOS
SE DIERON CUENTA DE LA FALTA DE REALIDAD DE LOS GENERALES ARGEN-
TINOS MIEMBROS DE LA JUNTA. ELLOS PINTIERON QUE EL EQUIPO
EN EL PODER ESTABA LEJOS DE ESTAR UNIDO. COMPRENDIERON QUE LOS
ARGENTINOS BUSCARAN GANAR TIEMPO Y QUE TODOS NODO S UN MIEMBRO
DE LA JUNTA SE MOSTRABA MAS ABIERTO A LA NEGOCIACION, HABIA
PRONTO UN COLEGA DISPUESTO A CRITICAR Y A PLANTEAR POSICIONES
EXTREMAS. LOS AMERICANOS PIENSAN QUE BOLE, AL ACTIVA FUERTE
PODRA OBLIGAR A LA ARGENTINA A CEDER. EL ANALISIS AMERICANO
VA TODAVIA MAS LEJOS. SE PIENSA EN WASHINGTON QUE EL REGIMEN
ARGENTINO ACTUAL PUEDE CAER. ANHIEGA CONOCER UNA SUERTE COMPA-
RABLE A LA DE LOS CORONELES GRIEGOS HACE ALGUNOS AÑOS DURANTE
EL CONFLICTO ENTRE TURQUIA Y GRECIA A PROPOSITO DE CHIPRE. PARA
QUE SOSTENER ESTE REGIMEN CUANDO SUS DIAS ESTAN ESTAN CONTADOS?

3. COMENTARIOS RADIALES

DE 1330 A 1400HS DE LA FECHA LA EMISORA FRANCESA EUROPE 1 DI-
FUNDIO UN PROGRAMA GRABADO EN BS AS POR UN PERIODISTA FRANCES
CON FONDO MUSICAL DE UNA MARCHA SOBRE LAS MALVINAS, DIVERSOS
REPORTAJES A MADRES DE LA PLAZA DE MAYO, A VOLUNTARIOS QUE SE
PRESENTAN PARA ALISTARSE, A MAGDALENA RUIZ GUINAZU, ERNESTO
SABATO Y COMODORO GUIBALDES, SE DELATO A CADA INSTANTE LA IN-
TENCION DEL PERIODISTA DE PONER ENFASIS EN TERMINOS COMO : DIC-
TADURA, REPRESION, DESAPARECIDOS MEZCLADOS CON EL SENTIMIENTO
NACIONAL RELACIONADOS CON LOS SUCESOS QUE SE VIVEN. ES DE DES-
TACAR LAS DECLARACIONES DE M. RUIZ GUINAZU Y DEL COMODORO GUI-
BALDES QUE RESULTARON ESCLARECEDORAS Y SUMAMENTE OBJETIVAS CON
CLARO SENTIDO PATRIOTICO.

4. CONCLUSIONES

-LAS NOTICIAS SOBRE EL DESARROLLO DE LAS OPERACIONES, SOBRE
TODO RADIO Y TV SE DIFUNDEN EN CASI TODOS LOS CASOS DANDO CUEN-
TA DE FUERTES PERDIDAS DEL LADO ARGENTINO Y CASI NINGUN DANO
DEL COSTADO BRITANICO.

-SE AFIRMA QUE TRADICIONALMENTE LOS INGLESES NUNCA HAN OCULTA-
DO SUS BOJAS DURANTE LA SEGUNDA GUERRA MUNDIAL LO CUAL HARIA
CREIBLE SUS INFORMACIONES.

-CUANDO SE REFIEREN A INFORMACIONES DE BS AS SIEMPRE SE AGREGA
QUE LOS ARGENTINOS SE ATRIBUYEN TALES O CUALES EXITOS- POR LO
QUE SE CONCLUYE QUE LA INFORMACION EN FRANCIA CONTINUA SIENDO
TOTALMENTE DEFORMADA EN CONTRA DE NUESTRO PAIS. AGREMIARCE.

220364RGTH AR

AGNIFRA 613619F

448/b
480p.

26

033000
SA 220564
022 1710 1999
220564RGTH ARS
AGNIFRA 613215F

DE: AGRENIARGE FRANCIA
PARA: ESMAYORDOS DPTO EXT
AN FR 409/82 SINTESIS DE PSENSA FRANCESA DEL DIA 02 MAY 82 SO-
BRE MALVINAS.
LOS TITULARES Y COMENTARIOS CORRESPONDEN AL UNI CO PERIODICO
QUE APARECIO EN LA FECHA LE JOURNAL DU DIMANCHE.

1. TITULARES
-MALVINAS: LA GUERRA HACE FUOR (GRAN TITULAR DE PRIMERA PLANA)
-EN ADELANTE LA GUERRA-
-MOSCU: SOSTEN TOTAL A BUENOS AIRES-
-BUENOS AIRES: ESPERANCIAS EN LAS NACIONES UNIDAS-
-WASHINGTON: LUZ VERDE A LOS INGLESES EL VIERNES-
-CONGRESO: LA OPINION CON LA DANA DE HIERRO-
-EN EL CIELO SERA LA GUERRA DE LOS AUCS-
-HAY EN PUERTO STANLEY ES EL INFIERNO-

2. COMENTARIOS PRINCIPALES
A- EN LAS EMBAJADAS OCCIDENTALES EN MOSCU LA REACCION HA SIDO
UNANIMEMENTE SACANDOSE LA CARETA COMO ESCRIBIO TASS. LOS EE UU PRO-
PORCIONAN UN SERVICIO INESPERADO A MOSCU. LOS MILITARES ARGENTI-
NOS HASTA ENTONCES DESCONFIADOS CON RESPECTO A LOS RUSOS. DE-
BERAN VOLVERSE HACIA ELLOS DE UN MODO U OTRO.
ESTA EXTRAÑA GUERRA DE OPERETA PELIGRA DE TRANSFORMARSE EN
UN NUEVO TEATRO DE ENFRENTAMIENTO ENTRE LAS DOS SUPERPOTENCIAS
SE DICE EN MOSCU. ENFRENTAMIENTO INDIRECTO EVIDENTEMENTE POR-
QUE SI EL KREMLIN NO PARECE DECIDIDO A PASAR A PRIMERA LINEA,
CONCIENTE DE LAS RETICENCIAS IDEOLOGICAS DE LA JUNTA, PUEDE
QUI BIEN UTILITAR SUS INTERMEDIARIOS TRADICIONALES EN AMERICA
LATINA.

SIN SABERLO MME THATCHER QUIZA HA PRESTADO UN MAGNIFICO SERVICIO
A LEONID BREJNEV ENVIANDO SU FLOTA A MALVINAS. MOSCU PODRIA
ENCONTRAR LA OCACION DE REFORZAR SUS LAZOS CON EL CONTINENTE
SUDAMERICANO. UN SIMBOLO: EL ENBAJADOR DE GB NO ESTABA AYER
EN LA PLAZA ROJA. EL DE ARGENTINA SI. SE LO VIO AUN INTERCAN-
BIAR UN SIGNO AMIGABLE CON EL JEFE DE ESTADO SOVIETICO.
-ES UNA TRAICION INFAME, ES INJUSTO. NOS ATACAN EN PLENA NEGOCIA-
CION. NOSOTROS VAMOS A GANAR LA GUERRA. LA MUJER QUE ME HIZO
ESTE COMENTARIO EN PLAZA SAN MARTIN EN FIENO CENTRO DE BSAS.
PENIA LAGRIMAS EN LOS OJOS. ESTAS REACCIONES RECOGIDAS EN LAS
CALLES DE LA CAPITAL ARGENTINA AYER POR LA TARDE. TESTIMONIAN
MUY BIEN EL ESTADO DE ANIMO DE LOS ARGENTINOS LUEGO DEL RATO
AEREO BRITANICO SOBRE EL AEROPUERTO DE PUERTO ARGENTINO. POR
QUE LA CENSURA HABIA OCULTADO O EN TODO CASO MINIMIZADO EL
ABANDONO DE LOS EE UU DEL VIERNES A LA NOCHE.

LA ASISTENCIA MILITAR AMERICANA DECIDIDA POR REAGAN ES DE TRES
FORMAS: INFORMACIONES, INFORMACIONES LOGISTICAS, ABASTECIMIENTO
DE REPUESTOS Y DE MATERIAL.
LOS AMERICANOS ENTREGAN SOBRE TODO A GB LAS COPIAS DE CIERTAS
INTERCEPTACIONES DE COMUNICACIONES RADIALES ENTRE EL ESTADO
MAYOR ARGENTINO Y LAS UNIDADES COMBATIENTES. INTERCEPTACIONES
EFECTUADAS POR LA CIA EFECTIVAMENTE UNA GRAN COMPLICIDAD ESTA-
BLECIDA ENTRE LOS SERVICIOS DE SEGURIDAD DE AMBOS PAISES.
ES SEGURO A PESAR DE LAS DECLARACIONES DE REAGAN QUE AFIRMAN
QUE EL NO SABIA NADA. QUE LOS EE UU ESTABAN AL TANTO DEL ATA-
QUE AEREO BRITANICO MUCHO ANTES QUE ELLO TUVIERA LUGAR. LA DE-
CISION AMERICANA DE ALINEARSE JUNTO A GB ERA UNA SUERTE DE
LUZ VERDE DADA POR EE UU PARA QUE LONDRES PASE A LA OFENSIVA.
MUCHAS RAZONES PERMITEN EXPLICAR ESTA ACTITUD - LOS AMERICANOS
SE DIERON CUENTA DE LA FALTA DE REALIDAD DE LOS GENERALES ARGEN-
TINOS MIEMBROS DE LA JUNTA. ELLOS SENTIERON QUE EL EQUIPO
EN EL PODER ESTABA LEJOS DE ESTAR UNIDO. COMPRENDIERON QUE LOS
ARGENTINOS BUSCABAN GANAR TIEMPO Y QUE TODOS NOMBRES UN MIEMBRO
DE LA JUNTA SE MOSTRABA MAS ABIERTO A LA NEGOCIACION. HABA
PRONTO EN LONDRES ABERBERTO CRITICAR Y A PLANTAR PERICIONES
EXTRINSECA LOS AMERICANOS EN LA GUERRA MALVINAS.
PODRA OBLIGAR A LA ARGENTINA A CEDER. EL ANALISIS AMERICANO
VA TODAVIA MAS LEJOS. SE PIENSA EN WASHINGTON QUE EL REGIMEN
ARGENTINO ACTUAL PUEDE LLEGAR ARIESEA CONOCER UNA SUERTE OTRA-
RABLE A LA DE LOS CORONILES GRIEGOS HACE ALGUNOS AÑOS DURANTE
EL CONFLICTO ENTRE TURQUIA Y GRECIA A PROPOSITO DE CHIPRE. PARA
QUE SOSTENER ESTE REGIMEN CUANDO SUS DIAS ESTAN ESTAN CONTADOS?

3. COMENTARIOS RADIALES
DEL 1330 A 1400HS DE LA FECHA LA EMISORA FRANCESA EUROPE 1 DI-
FUNDIO UN PROGRAMA GRABADO EN BS AS POR UN PERIODISTA FRANCES
CON FONDO MUSICAL DE UNA MARCHA SOBRE LAS MALVINAS. DIVERSOS
REPORTAJES A MADRES DE LA PLAZA DE MAYO. A VOLUNTARIOS QUE SE
PRESENTAN PARA ALISTARSE. A MAGDALENA RUIZ GULIATU, ERNESTO
SABATO Y COMODORO GUTRAIDES. SE DELATO A CADA INSTANTE LA IN-
TENCION DEL PERIODISTA DE PONER ENFASIS EN TERMINOS COMO "DICTA-
DURA", REPRISION, DESAPARECIDOS MEZCLADOS CON EL SENTIMIENTO
NACIONAL RELACIONADOS CON LOS SUCESOS QUE SE VIVEN. ES DE DE-
TACAR LAS DECLARACIONES DE M. RUIZ GULIATU Y DEL COMODORO GUI-
RAIDES QUE RESULTARON ESCLARECEDORAS Y SUMAMENTE OBJETIVAS CON
CLARO SENTIDO PATRIOTICO.

4. CONCLUSIONES
-LAS NOTICIAS SOBRE EL DESARROLLO DE LAS OPERACIONES, SOBRE
TODO RADIO Y TV SE DIFUNDEN EN CASI TODOS LOS CASOS DANDO CUEN-
TA DE FUERTES PERDIDAS DEL EJERCITO ARGENTINO Y CASI NINGUN DANO
DEL ACORAZADO BRITANICO.
-SE AFIRMA QUE TRADICIONALMENTE LOS INGLESES NUNCA HAN OCULTA-
DO SUS BAJAS DURANTE LA SEGUNDA GUERRA MUNDIAL LO CUAL HARTA
CREIBLE SUS INFORMACIONES.
-CUANDO SE REFIEREN A INFORMACIONES DE BS AS SIEMPRE SE AGREGA
QUE LOS ARGENTINOS SE ATRIBUYEN TALES O CUALES EXITOS. POR LO
QUE SE CONCLUYE QUE LA INFORMACION EN FRANCIA CONTINUA SIENDO
TOTALMENTE DEFORMADA EN CONTRA DE NUESTRO PAIS AGRENIARGE-
220564RGTH AR
AGNIFRA 613215F

TIMES - 3 de mayo 1982 -

481 b.

449 b

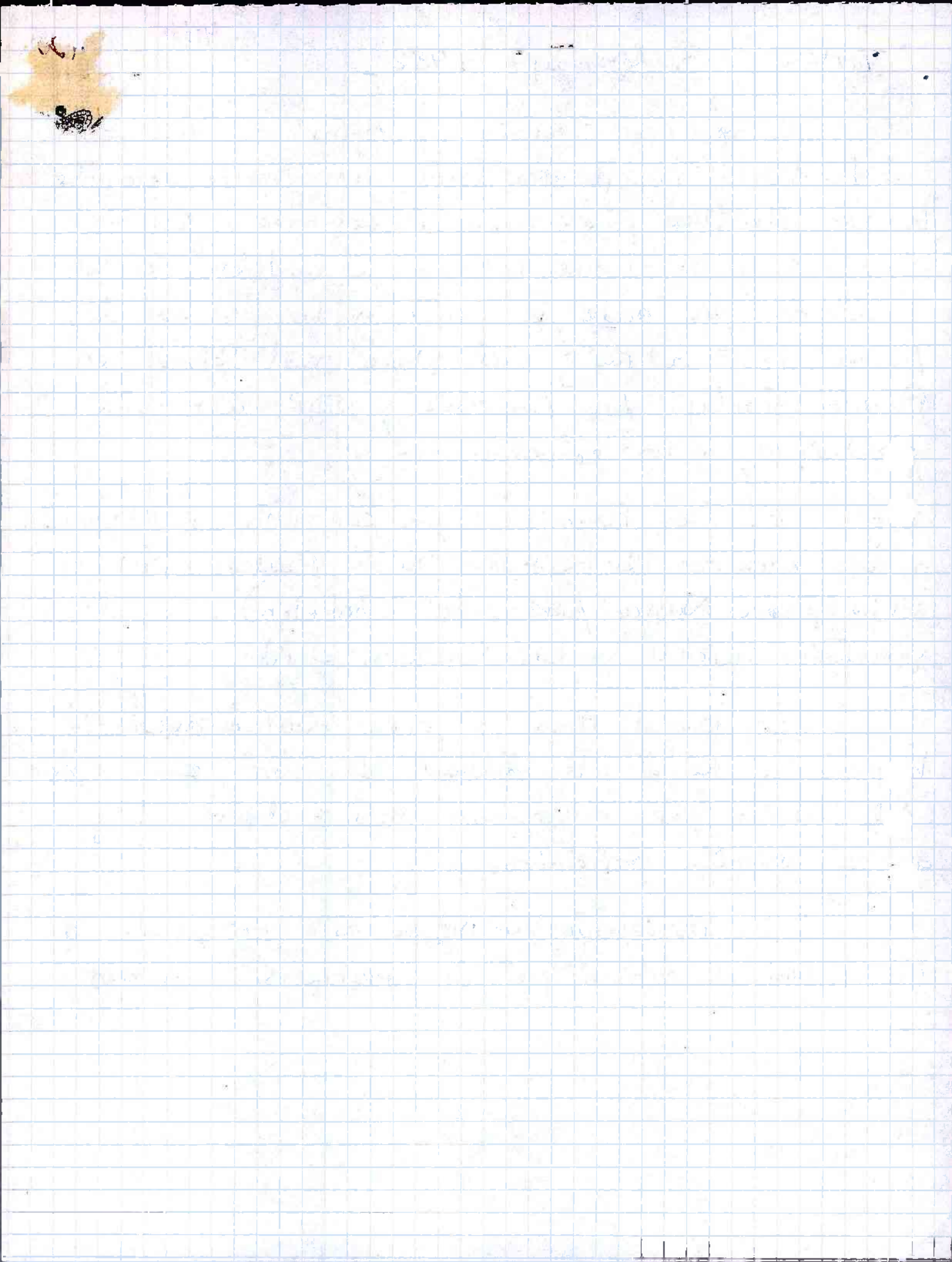
127

Como Gran Bretaña y Argentina dudaban al borde de la guerra total, un ofrecimiento de la Sra. Thatcher para conversaciones de todas las partes en Westminster sobre el conflicto de las Falklands fue rechazado ayer noche por el Sr. Michael Foot a raíz del ataque del Sábado en Puerto Stanley. Los Liberales y SDP aceptaron participar a las conversaciones.

El Sr. Francis Pym consultó en Washington a los miembros de la Administración Reagan antes de salir para Nueva York donde se entrevistará con el Secretario General de las Naciones Unidas.

En Buenos Aires, la junta militar reconoció la pérdida de 2 jets durante el violento combate aéreo del Sábado pero reivindicaron serios daños infligidos a la aviación Británica.

El Ministerio de Defensa dijo en Londres que los Argentinos habían perdido arriba de 3 aviones.



260 (8)

THE



MONDAY MAY 3

Mrs Thatcher's offer of all-party talks turned down by Foot

● As Britain and Argentina hovered on the brink of all-out war, an offer by Mrs Thatcher for all-party talks at Westminster on the Falklands crisis was rejected last night by Mr Michael Foot in the wake of Saturday's assault on Port Stanley. The Liberals and SDP agreed to join the talks.

● Mr Francis Pym, the Foreign Secretary, conferred in Washington with senior members of the Reagan

Administration before flying to New York for talks with the United Nations Secretary-General.

● In Buenos Aires, the military junta admitted the loss of two jets in Saturday's dogfight but claimed that severe damage had been inflicted on British aircraft.

● The Ministry of Defence said in London that the Argentines had lost up to three aircraft

AY MAY 3 1982

PROXIMATE OPERATING
NGE OF ARGENTINE
ID - BASED AIRCRAFT
HOUT REFUELLING

TH ATLANTIC
OCEAN

ON

Grytviiken

HMS Invincible's role

'Our aircraft have inter They are turning

The following pooled dispatch from HMS Invincible with the task force near the Falkland Islands was received in London yesterday. It gives details of the British forces' reaction to the air action resulting from the attack by Argentine aircraft on the task force.

The Argentine resistance was first encountered when Mirage jet fighters approached the warships. Harrier pilots snatching meals between sorties told newsmen on Invincible: "The enemy is shirking it. They are taking off but firing their missiles and weapons too early and too far out."

The Argentine aircraft, possibly refuelling from tankers in mid-air, made a number of approaches to the warships but each time were

he had just gone to bed when the klaxon sounded action stations, "I just had time to put my wallet in my pocket — I had prepared the night before because we knew there might be an attack and I put my girl friend's picture and some money in the wallet. Though what good the money would be I don't know."

The Invincible was called to action stations some time after 10.00 and only 10 minutes after the alert each of the 1,000-plus company was in his allotted place and all the hatches were battened down to secure against flooding and fire.

They first knew this was a real attack when Commander Tony Provost said: "Hostile aircraft to the south-west."

LOS EEUU ELIGEN UBICARSE CON GRAN BRETANA EN EL CONFLICTO DE LAS MALVINAS.

Un enfrentamiento militar entre G.B. y Argentina en la "zona de guerra" de las Malvinas parecía inevitable, el viernes 30 de abril, a principios de la tarde. La flota argentina recibió desde el jueves a la noche la orden de romper el bloqueo naval y aéreo impuesto por la Royal Navy.

Los EEUU se preparaban a tomar oficialmente partido por el gobierno británico después del rechazo por Buenos Aires del "plan de paz" sometido el jueves a la Junta por Reagan. El Senado americano aprobó el jueves una resolución sosteniendo la posición británica por 79 votos contra uno solo. La URSS, que condena Londres, renovó su apoyo a la Junta Argentina.

Un recurso a la UN, aún después de eventuales combates, es encarado por los laboristas británicos y por Argentinos, que cuentan con un veto soviéticos en el Consejo de Seguridad.

LA ESCALADA

Bs.As. La escalada verbal a que se libran G.B. y Argentina desde el comienzo de la crisis, alcanza su punto culminante. Después de haber anunciado inminentes operaciones militares, la Junta hizo saber, en su comunicado N° 37 que, a partir de este viernes 30 de Abril, cualquier barco británico que se encuentre en las aguas argentinas y cualquier avión de G.B. sobrevolando su espacio aéreo serán considerados como "hostiles" y tratados en consecuencia. El círculo se cierra y solo falta una declaración de guerra formal entre los dos países.

Bs.As. no quiere evidentemente tomar la responsabilidad de la ruptura definitiva. El último "plan de paz" de Reagan no fue oficialmente rechazado por la Argentina y el Ministro del Interior, Gr1 Saint.Jean, llegó hasta afirmar que "si Inglaterra pone un poco de buena voluntad el problema puede ser resuelto pacíficamente".

Sin embargo es claro que las últimas proposiciones de Washington han tropezado, como las precedentes, sobre el problema de la soberanía (Argentina exige, a falta de un reconocimiento previo de sus derechos sobre las Malvinas, la fijación de una fecha a partir de la cual éstos la ejercerán plenamente) y sobre el problema de la participación de los habitantes (Bs As está dispuesta a tener en cuenta sus "Intereses" pero no acepta que los "Kelpers" puedan decidir su estatuto definitivo de las islas). Los esfuerzos de la diplomacia argentina intentan ahora preparar las negociaciones que deberían seguir a un enfrentamiento armado juzgado desde ahora inevitable.

Argentina se prepara entonces a librar batalla. La flota recibió la orden de romper el bloqueo británico y los aviones de combate concentrados entre Río Gallegos y Río Grande, en el extremo sud del país podrían entrar en acción en las próximas horas. Los diez mil soldados estacionados en las Malvinas fueron colocados en estado de alerta máximo y una segunda pista de aterrizaje habría sido construida en los últimos días.

Por otra parte, se nota la voluntad de las autoridades de tranquilizar a la población sobre la moral y la preparación de las fuerzas armadas. Las afirmaciones de Londres, según las cuales los soldados argentinos encargados de defender las islas de G. del Sud se habían prácticamente

483p.
na

452 b

rendido sin combatir y el anuncio del desembarco de un comando británico en las Malvinas habían seriamente inquietado a los Argentinos. El Gr1 Menendez, gobernador de las Malvinas, sin excluir totalmente "acciones limitadas de desembarco" puso esta información en cuenta de la "presión psicológica" ejercida por G.B. sobre las tropas argentinas. La Junta decidió someter, a partir del viernes, todas las informaciones concernientes "el desarrollo de las operaciones militares y la seguridad nacional" al control del estado mayor conjunto.

JACQUES DESPRES

30343

TEXAS STATE

STATION

more

Henry

Stanton

LA GUERRA DE LAS ISLAS MALVINAS

El gobierno cubano tomó muy oficialmente posición por la Argentina. En una declaración publicada en La Habana, el sábado 12 de mayo, denuncia "el seguro colonial del gobierno británico que cuenta ahora con el apoyo empujado del imperialismo norteamericano y busca "imponer por la fuerza lo que no le pertenece por derecho". La declaración agrega: "Toda hipocresía de sistema interamericano, creada por los imperialistas de los Estados Unidos para servir a sus propios intereses, se desvanece ahora, ya que, en el momento en que un país de la América latina es atacado, el gobierno norteamericano se une a los agresores y les ofrece su apoyo militar y político(...) La hora de la solidaridad latino-americana ha llegado. La causa de las Malvinas es la causa del pueblo argentino, y por consecuencia la causa de América latina y del Caribe: nuestra causa(...) Los apíes de la América latina deben apoyar absolutamente a la Argentina por todos los medios necesarios. Cuba está dispuesta a hacer respetar ese derecho al lado de los pueblos de la América latina. "

Una fuente próxima del Congreso americano reveló el viernes 30 de abril que los servicios de informaciones de Washington tienen "pruebas formales" de la entrega por Cuba a la Argentina, en estos últimos días, de armas antisubmarinas y otros equipos militares soviéticos. M. Haighabaría dado esas informaciones el jueves en el curso de un encuentro privado de representantes. Por su parte la Embajada Argentina en Washington confirmó que países miembros de la O.E.A., sin otra presición, proporcionaban una "asistencia material" a Buenos Aires.

Numerosos países latino-americanos, principalmente Méjico, Venezuela, Perú, Nicaragua, y Ecuador, condenaron la acción británica y expresaron su apoyo a la Argentina. Venezuela en particular juzgó que el apoyo de los Estados Unidos a Gran Bretaña, constituían una violación del tratado interamericano de asistencia recíproca(TIAR) y se mostró listo a comenzar consultas con sus otros miembros al respecto.

Brasil es prudente. Su gobierno salió el 12 de mayo de la reserva que guardaba desde hacía varios días para decir su "desacuerdo" por el ataque aéreo británico contra las Malvinas.

MOSCU, los dirigentes soviéticos, contrariamente a Cuba, pero también a los americanos no salieron de su neutralidad oficial en el conflicto de las Malvinas, aunque a nivel de principios, se ligaron desde el principio de la crisis a las tesis argentinas y anunciaron el carácter "inadmisibles" de las tentativas británicas de restablecer por la fuerza el estatuto colonial de las islas, indica nuestro corresponsal. Al día siguiente del comienzo de las hostilidades entre las fuerzas británicas y argentinas. M. Leonid Brejnev lanzó a "todos los gobiernos del mundo" un llamado a la "razón y al sentido de las responsabilidades". El jefe del Partido Comunista soviético tomó de soslayo una carta dirigida a los copresidentes americano y soviético de la conferencia de los "médicos del mundo para la prevención de la guerra nuclear" que tuvo lugar en Cambridge en marzo último, para lanzar este llamado.

PEKIN El gobierno chino llamó el domingo 2 de mayo a la Argentina y a Gran Bretaña a cesar "inmediatamente sus acciones militares" y "a emprender negociaciones en vista de un arreglo razonable y justo" Un vocero denunció el cambio brusco de actitud de los Estados Unidos, que "ante la evidencia, no va a contribuir a los esfuerzos desplegados por la comunidad internacional para arreglar pacíficamente el diferendo"

MADRID M. Calvo Sotelo, primer ministro, reveló el domingo que había propuesto a la Argentina la mediación de España. Sin embargo, este ofrecimiento

LE MONDE 4 de mayo de 1982

LA GUERRA DE LAS ISLAS MALVINAS

que proviene de un país que reivindica él mismo una colonia británica (Gibraltar) casi no arriesga de ser aceptado por Londres. España se separó de sus futuros partenaires de la Comunidad europea y de la OTAN absteniéndose en el Consejo de seguridad sobre la resolución pidiendo el retiro de las fuerzas argentinas de las Malvinas.

Y se ha disociado más aún al condenar el bombardeo del aeropuerto de Puerto Argentina (Port Stanley) por la aviación británica como "una grave escalada del conflicto". El comunicado publicado el sábado por el ministerio de Relaciones Extranjeras estima que una acción británica generalizada y masiva sería "un error histórico".

BONN El gobierno reafirmó el viernes la necesidad de emprender todos los esfuerzos para un arreglo pacífico del conflicto" y eso "a pesar de los recientes desarrollos. "Según un vocero, es una "solución política" la que debe ser encontrada y no una ~~XXXXXX~~ militar. Según el "Spiegel", la solidaridad de la Alemania del Oeste con Gran Bretaña estaría terminada en el curso de la semana pasada. M. Smith se habría opuesto a dar un "blancseing" en este sentido, mientras que allegados al canciller habría calificado el envío de la flota de "operación de domesticación digna de métodos del siglo diecinueve" agrega el diario.

TOKYO El ministerio de Relaciones Extranjeras anunció el sábado que el Japón aplicará, a pedido de Londres, medidas económicas a la Argentina. No se trata de un embargo propiamente dicho, pero el gobierno pedirá a las empresas de no buscar de sacar provecho de las sanciones decididas por los europeos y no acordará, "por el momento", crédito a Buenos Aires.

VATICANO Jean-Paul II evocó la dolorosa e inquietante realidad" que es la confrontación militar entre dos grandes y queridas naciones". Invitó a los fieles a rezar con él por la paz.

Le Monde

étranger

LA GUERRE DES ILES MALOUINES

Le gouvernement cubain a pris position très officiellement en faveur de l'Argentine. Dans une déclaration publiée à La Havane samedi 1^{er} mai, il dénonce « l'assurance coloniale du gouvernement britannique, qui compte maintenant sur l'appui effronté de l'impérialisme nord-américain » et cherche à « imposer par la force ce qui ne lui appartient pas de droit ». La déclaration ajoute : « Toute l'hypocrisie du système interaméricain, créé par les impérialistes des Etats-Unis pour servir leurs propres intérêts, s'écroule maintenant, puisque, au moment où un pays de l'Amérique latine est attaqué, le gouvernement nord-américain se joint aux agresseurs et leur offre son appui militaire et politique (...). L'heure de la solidarité latino-américaine est arrivée. La cause des Malouines est la cause du peuple argentin, et, par conséquent, la cause de l'Amérique latine et des Caraïbes : notre cause (...). Les pays de l'Amérique latine doivent absolument appuyer l'Argentine par tous les moyens nécessaires. Cuba est disposée à faire respecter ce droit aux côtés des peuples de l'Amérique latine. »

Une source proche du Congrès américain a révélé vendredi 30 avril que les services de renseignement de Washington détiennent des « preuves formelles » de la livraison par Cuba à l'Argentine, ces derniers jours, d'armes anti-sous-marines et d'autres équipements militaires soviétiques. M. Haig aurait donné ces informations jeudi au cours d'une rencontre privée avec des représentants. Pour sa part,

l'ambassade d'Argentine à Washington a confirmé que des pays membres de l'Organisation des Etats américains, sans autre précision, fournissaient une « assistance matérielle » à Buenos-Aires.

De nombreux pays latino-américains, notamment le Mexique, le Venezuela, le Pérou, le Nicaragua et l'Equateur, ont condamné l'action britannique et exprimé leur soutien à l'Argentine. Le Venezuela, en particulier, a jugé que l'appui des Etats-Unis à la Grande-Bretagne constituait une « violation » du traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR) et s'est dit prêt à entamer des consultations avec ses autres membres à ce sujet.

Le Brésil reste très prudent. Son gouvernement est sorti samedi 1^{er} mai de la réserve qu'il observait depuis plusieurs jours pour dire son « désaccord » avec l'attaque aérienne britannique contre les Malouines.

● A MOSCOU, les dirigeants soviétiques, contrairement à Cuba, mais aussi aux Américains, ne se sont pas départis de leur neutralité officielle dans le conflit des Malouines, même si, sur le plan des principes, ils se sont ralliés dès le début de la crise aux thèses argentines et ont dénoncé le caractère « inadmissible » des tentatives britanniques de rétablir par la force le statut colonial des îles, indique notre correspondant. Le lendemain de l'ouverture des hostilités entre les forces britanniques et argentines, M. Leonid Brejnev a lancé à « tous les gouvernements du monde » un appel « à la raison et au sens des responsa-

bilités ». Le chef du P.C. et de l'Etat soviétique a choisi le biais d'une lettre adressée aux coprésidents américain et soviétique de la conférence des « médecins du monde pour la prévention de la guerre nucléaire », qui s'est tenue à Cambridge en mars dernier, pour lancer cet appel.

● A PEKIN, le gouvernement chinois a appelé, dimanche 2 mai, l'Argentine et la Grande-Bretagne à cesser « immédiatement leurs actions militaires » et à entreprendre des négociations en vue d'un règlement « raisonnable et juste ». Un porte-parole a dénoncé le « changement subit d'attitude » des Etats-Unis, qui, « à l'évidence, ne contribuera pas aux efforts déployés par la communauté internationale pour régler pacifiquement le différend ».

● A MADRID, rapporte notre correspondant, M. Calvo Sotelo, premier ministre, a révélé dimanche qu'il avait proposé à l'Argentine la médiation de l'Espagne. Toutefois, cette offre provenant d'un pays qui lui-même revendique une colonie britannique (Gibraltar) ne risque guère d'être acceptée à Londres. L'Espagne s'est démarquée de ses futurs partenaires de la Communauté européenne et de l'OTAN en s'abstenant au Conseil de sécurité sur la résolution demandant le retrait des forces argentines des Malouines.

Elle s'en est encore plus largement dissociée en condamnant le bombardement de l'aéroport de Puerto-Argentina (Port-Stanley) par l'aviation britannique comme « une grave

escalade du conflit ». Le communiqué publié samedi par le ministère des affaires étrangères estime qu'une action britannique généralisée et massive serait une « erreur historique ».

● A BONN, le gouvernement a réaffirmé samedi la nécessité d'« entreprendre tous les efforts pour un règlement pacifique du conflit », et cela « malgré les récents développements ». Selon un porte-parole, c'est « une solution politique » qui doit être trouvée, non une solution militaire. Selon le « Spiegel », la solidarité de l'Allemagne de l'Ouest avec la Grande-Bretagne se serait effritée au cours de la semaine écoulée. M. Schmidt se serait opposé à donner un blanc-seing en ce sens, tandis qu'un proche du chancelier aurait qualifié l'envoi de la flotte britannique d'« opération de domestication digne des méthodes du dix-neuvième siècle », ajoute l'hebdomadaire.

● A TOKYO, le ministère des affaires étrangères a annoncé samedi que le Japon appliquera, à la demande de Londres, des sanctions économiques à l'Argentine. Il ne s'agit pas d'un embargo à proprement parler, mais le gouvernement demandera aux entreprises de ne pas chercher à tirer profit des sanctions décidées par les Européens et n'accordera pas, « pour le moment », de crédit à Buenos-Aires.

● AU VATICAN, Jean-Paul II a évoqué la « douloureuse et inquiétante réalité » qu'est la confrontation militaire entre « deux grandes, nobles et chères nations ». Il a invité les fidèles à prier avec lui pour la paix.

LA GUERRE DES ILES

BUENOS-AIRES : l'Argentine compte sur le soutien diplomatique de l'Union soviétique

Buenos-Aires. — A en croire les communiqués diffusés par l'état-major argentin, les forces aériennes et terrestres argentines ont repoussé l'attaque britannique déclenchée depuis samedi 1^{er} mai. On considère ce lundi 3 mai que, si cette attaque visait à faire céder la junte, elle a totalement manqué son objectif.

Le général Galtieri, dans son deuxième discours radio télévisé depuis le déclenchement de la guerre, a réaffirmé samedi soir la volonté de l'Argentine de « répondre à la violence par l'action militaire ». « Les armes de la nation ont répondu aujourd'hui à un nouvel acte de guerre de la Grande-Bretagne dans l'Atlantique sud, a déclaré le chef de l'Etat... Et telle sera toujours notre réponse si l'ennemi cherche à faire de la terre argentine une colonie. »

L'opposition qui, au cours des derniers jours, avait pris ses distances à l'égard du gouvernement, fait bloc de nouveau avec l'armée. Les principaux dirigeants des partis de gauche et d'extrême gauche ont déclaré dans un communiqué samedi : « Le peuple sans exception est aujourd'hui uni pour défendre l'intégrité territoriale de la patrie. »

L'Argentine a dénoncé « l'agression britannique » devant les Nations unies et auprès de l'organisme de consultation du TIAR.

Correspondance

San-Martin que l'attitude du gouvernement de Mme Thatcher va durcir la position des pays latino-américains, qui ont déjà très mal accueilli les sanctions économiques prises par les Dix, à la demande de Londres. Des représailles commerciales ne sont pas à écarter de la part du Venezuela, du Pérou et même du Brésil, si la situation s'aggravait. Il n'est pas certain, espère-t-on dans les milieux dirigeants argentins que les pays de la Communauté, qui ont jusqu'à présent accompagné le premier ministre britannique dans son action punitive contre les militaires argentins, soient disposés à couvrir le risque d'une rupture avec des pays qui sont à la fois des acheteurs et des débiteurs de poids.

La guerre des Malouines a, en tout cas, commencé et les risques d'une internationalisation du conflit ont augmenté. Le général Galtieri a eu des mots très durs pour les Etats-Unis, accusés de violer les principes de l'O.E.A., « auxquels ils ont adhéré il y a trente-cinq ans », et « d'appuyer dans les faits les prétentions coloniales d'une puissance euro-

péenne sur le territoire américain ».

On a toutefois noté ici le caractère symbolique des sanctions prises par Washington. Surtout, les militaires argentins tiennent, pour le moment, à défendre seuls la souveraineté de leur pays sur les îles australes. Buenos Aires cherche à s'assurer une attitude « active » de la part de l'U.R.S.S. au sein du Conseil de sécurité mais ne paraît pas avoir demandé aux Soviétiques une aide militaire directe.

L'affrontement reste pour l'instant circonscrit à ses deux protagonistes. Le 2 avril, l'Argentine a utilisé la force pour reconquérir les Malouines. Un mois après, la Grande-Bretagne vient de faire de même. Les armes peuvent-elles désormais se taire ? L'attaque britannique contre le croiseur *General Belgrano*, atteint par une torpille à la pointe de la Terre de Feu, et le rejet par le gouvernement argentin des nouvelles propositions présentées par le président du Pérou, M. Fernando Belaunde Terry, prouvent que les deux pays veulent encore en découdre.

JACQUES DESPRÉS.

Sea Harrier contre Mirage-III

LONDRES : doser les pressions militaires et la diplomatie

Londres. — La guerre avec l'Argentine n'a pas encore commencé. Le porte-parole du ministère de la défense l'a répété à plusieurs reprises depuis samedi 1^{er} mai. Il ne s'agit pas d'une guerre, mais de l'exercice du droit d'autodéfense, en conformité avec l'article 51 de la charte des Nations unies. Il n'empêche que les Britanniques sont bien décidés à faire respecter le blocus qu'ils ont imposé à la garnison argentine retranchée depuis un mois sur les îles Malouines. Cette mesure est conçue comme une étape vers le retrait total des troupes de Buenos-Aires que Londres est résolu à obtenir par les voies diplomatiques si c'est possible, par la force si c'est nécessaire.

Le gouvernement de Londres n'a jamais estimé que l'usage de la force et la négociation devrions alterner. La reconquête de la Georgie du Sud a eu lieu lors d'un premier voyage de M. Pym à Washington, sa deuxième visite n'a pas empêché Mme Thatcher de relancer l'attaque contre Port-Stanley.

Chaque degré gravi dans les pressions militaires doit pousser la junte de Buenos-Aires à accepter les concessions sans lesquelles — selon les Britanniques — il ne pourra pas y avoir de solution négociée. Le secrétaire au Foreign Office a réaffirmé à Washington que de véritables négociations ne pourraient pas commencer avant le retrait des troupes argentines.

De notre correspondant

a déclaré l'amiral John Woodward, qui fêta ses cinquante ans.

Aucune précision n'a été donnée sur le sort de la population civile des Malouines. Quatre cents habitants sur mille huit cents seraient encore dans les îles, les autres étant partis depuis l'invasion argentine. On pense généralement à Londres que les bombardements ont été très précis et que les

Américains ont accepté d'apporter à la Grande-Bretagne permet à cette dernière de maintenir le blocus beaucoup plus longtemps que si elle n'avait dû compter que sur ses propres forces. Elles peuvent enfin être le prélude à une tentative de débarquement du contingent britannique. Il semble cependant qu'une telle tentative ne puisse avoir lieu avant quelques jours, le gros de la troupe se trouvant encore à la hauteur de l'île de l'Ascension.

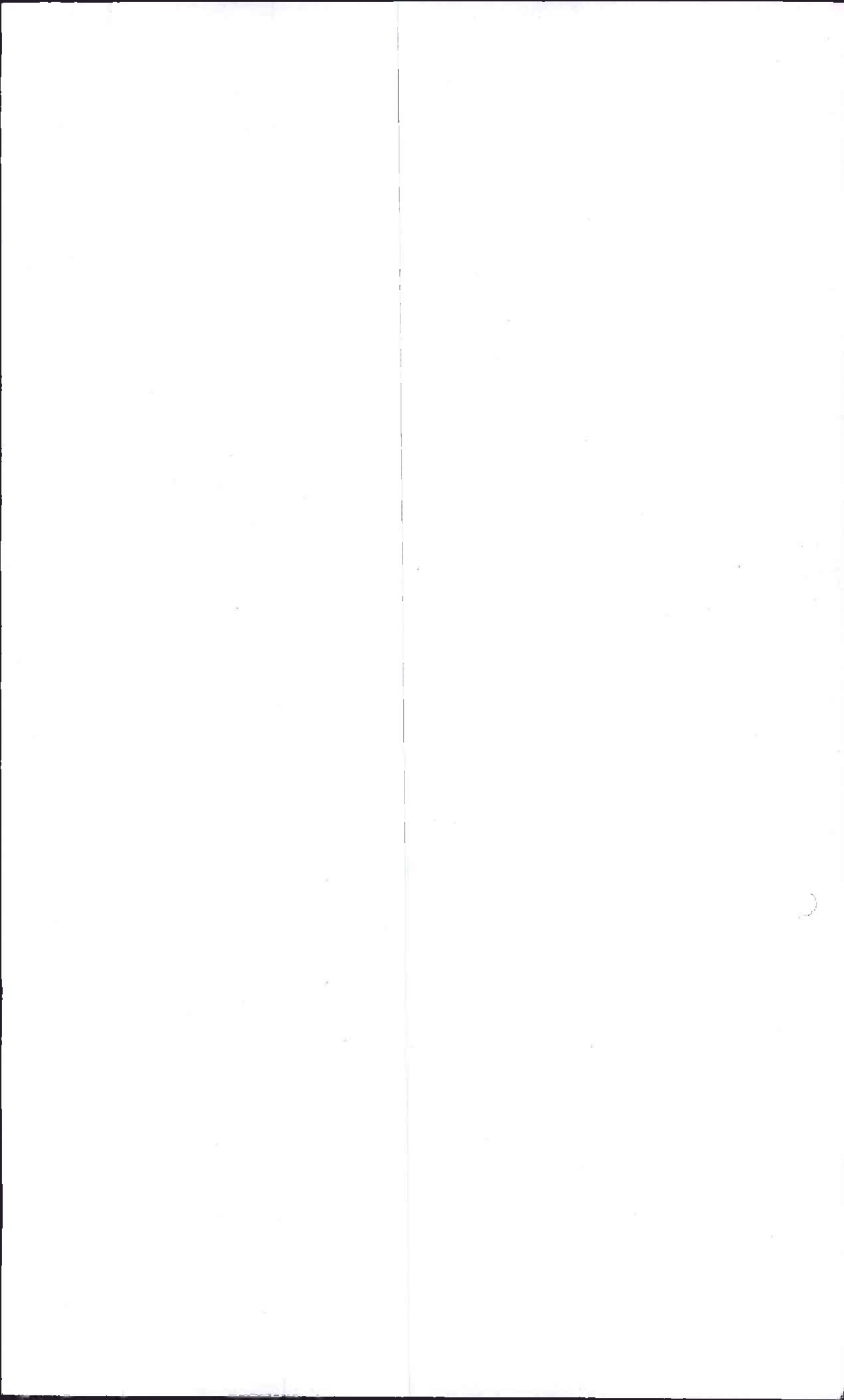
Le choix du gouvernement de Londres et le dosage des pressions militaires dépendront de l'attitude de la junte de Buenos Aires, de sa capacité à riposter ou de sa volonté de négocier. Mais il est tout à fait évident qu' Mme Thatcher ne cherche pas seulement à sauver l'honneur. Elle veut une défaite diplomatique ou militaire de l'Argentine. Si elle dispose dans l'opinion publique d'un immense soutien dont témoignent tous les sondages, les Britanniques ne sont pas pour autant des va-t-en-guerre. 60 % estiment que Port-Stanley ne vaut pas la vie d'un seul soldat anglais.

Les manifestations pacifistes ont toutefois été jusqu'à présent très limitées. M. Tony Benn, à la gauche du parti travailliste, reste toujours très isolé dans sa critique de l'opération Malouines. Cependant, la ligne officielle du parti devient de plus en plus critique vis-à-vis de Mme Thatcher. M. Denis Healey, qui est

LE CROISEUR « GENERAL-BELGRANO » LE DERNIER SURVIVANT DE PEARL-HARBOR

Le croiseur argentin *Général-Belgrano*, torpillé dimanche par un sous-marin britannique à la pointe de la Terre-de-Feu, est le dernier bateau de surface rescapé de l'attaque japonaise sur Pearl-Harbor qui se trouve encore en service actif.

Construit aux Etats-Unis, il avait été lancé en 1938 sous le nom de *Phoenix* et avait été mis à la disposition de la marine américaine. Pendant la seconde guerre mondiale, le croiseur de 13 600 tonnes avait réussi à



Cdo J Ej — EMGE
Jef II - Icia - Dpto Ext

44865

48

Fecha-Hora recepción

031530 MAY 82

Destino Interno

1 2 3 4

Proceder

Nro

Fecha Hora

Recibido por

Verme previo estudio

1

Verme con antecedentes

2

Preparar contestación

3

Integrar al caso

4

Proponer acción a tomar

OBSERVACIONES

Tomar conocimiento

Coordinar

Explotación y registro

X

Carta de Situación

Parte Subversivo

IIP

Reunión Informativa

Difundir a:

— Secr Grl

— B Icia 601

— FAA

— IIRA

— Jef III - Op

— Dpto Int

Archivar

J Dpto

PEDRO O. QUIROGA

2do J Dpto

V. TURNO

131

132



22056ARGTN AR
22056ARGTN AR
AGMIFRA 613819F
DE: AGREMIARGE FRANCIA
PARA: ESMAYORDOS-DPTO EXT-

AM FR 414/82-SINTESIS DE PRENSA FRANCESA DEL 03 MAY 82
SOBRE MALVINAS.

1. TITULARES DE LA FECHA.

A-MALVINAS: EL CANTODE LA GUERRA.
B-BUENOS AIRES: PIC-NIC Y FUTBOL COMO SI NADA FUERA.
C-WASHINGTON JUEGA A LA SORPRESA, MOSCU ELIGIO SU CAMPO:
LA ARGENTINA.
D-LOS EEUU ELIGEN UBICARSE CON G.B. EN EL CONFLICTO DE LAS
MALVINAS.

2. COMENTARIOS MAS IMPORTANTES.

A-LE MATIN: LIBERAR ARGENTINA
SI SE ADMITE QUE ARGENTINA TIENE SUS DERECHOS SOBRE LAS
MALVINAS, RELATIVAMENTE CERCANAS A SUS COSTAS, ES YA MAS
DIFICIL HABLAR DE LOS DERECHOS DE UN PUEBLO COLONIZADO, LOS
HABITANTES DE LAS ISLAS SIENDO DE HABLA INGLESA NUNCA PIDIERON
DEPENDER DE UN PAIS DE HABLA ESPANOLA.
PERO ALLI NO ESTA LO ESENCIAL, ESTIMA ALAIN TOURAINE: LO
ESENCIAL ES QUE UN GOBIERNO DICTATORIAL, CUYO PODER DESCANSA
EN LA TORTURA, BUSCA CUBRIR SU FRACASO ECONOMICO Y SU PROPIA
DEBILIDAD POLITICA MOVILIZANDO SENTIMIENTOS NACIONALISTAS.
PRESENTAR A ARGENTINA COMO A UN PAIS EN LUCHA PARA LOGRAR SU
INDEPENDENCIA NACIONAL Y LA DESTRUCCION DE LOS ULTIMOS RESTOS
DE COLONIALISMO INGLÉS ES RISIBLE.
EN CUANTO A NOSOTROS, NO FINJAMOS VER EN LA CRISIS EN CURSO
UN ENFRENTAMIENTO ENTRE DOS NACIONES, Y MENOS TODAVIA EL RETRO-
CESO DEL COLONIALISMO INGLÉS. LO QUE CUENTA POR ENCIMA DE
TODO ES LIBERAR A ARGENTINA GRAN PAIS QUE SUCUMBE BAJO LA
REPRESION Y EL MIEDO. EL PAIS DE LOS DESAPARECIDOS Y DE LAS
"ADMIRABLES LOCAS DE LA PLAZA DE MAYO", EL PAIS DEL CUAL LA
CAPITAL FUE DURANTE TANTO TIEMPO EL CENTRO INTELECTUAL MAS
GRANDE DE AMERICA LATINA, Y DEL CUAL LOS SABIOS Y LOS ARTISTAS
SE ENCUENTRAN EN EL EXILIO EN MEXICO, EN FRANCIA O EN OTROS
PAISES, Y VIVEN EN LA INQUIETUD Y EN EL SILENCIO. NO SE PODRIA
ESPERAR QUE LA CRISIS, DESENCADENADA POR EL GOBIERNO MILITAR,
SE VUELVA CONTRA EL, QUE UN FRACASO PODRIA HASTA HACERLO CAER?

LOS MILITARES HACEN LLAMADO AL NACIONALISMO, PERO ESTE, ALIMEN-
TADO DE UNA LARGA TRADICION PERONISTA, ESTA TAMBIEN ATADO EN
ARGENTINA A LA DEFENSA DE LOS INTERESES SINDICALES Y EN OTROS
MEDIOS ESTA ASOCIADO A LA CONCIENCIA DE LA CAIDA CONTINUA DE
UN PAIS QUE FUE HACE TIEMPO PARA MILLONES DE INMIGRANTES "LA
AMERICA", PAIS LIBRE, RICO, CREADOR. CESEMOS DE SEGUIR ESTE
LEJANO CONFLICTO COMO SI SE TRATARA DE UNA CRISIS MUNDIAL O SIM-
PLEMENTE DE UN ENFRENTAMIENTO ENTRE ESTADOS. LO QUE SE CUESTIONA
NO ES LA LIBERTAD DE LAS MALVINAS, ES LA LIBERTAD DE ARGENTINA.

LAS PROBABILIDADES DE LIBERACION DE ARGENTINA SON PROBABLEMENTE
MEJORES DE LO QUE PENSAMOS. EN EL SUR DEL CONTINENTE LATINO-AMERI-
CANO, LOS REGIMENES POPULISTAS HAN SIDO BARRIDOS POR LOS GOLPES
DE ESTADO MILITARES, EN BRASIL EN 1964, EN URUGUAY EN 1971,
EN CHILE EN 1973, EN ARGENTINA EN 1976, SIN CONTAR BOLIVIA QUE
NO CONOCIO MAS QUE EN BREVES PERIODOS UNA APERTURA DEMOCRATICA.
PERO DESPUES DE ESTE PERIODO DE REACCION Y DE REPRESION, SOBRE-
VIENE UN PERIODO DE CRISIS ECONOMICA Y POLITICA. EN CHILE EN
PARTICULAR, LAS ILUSIONES CREADAS POR LA POLITICA DE LOS "CHI-
CAGOS BOYS" HAN DESAPARECIDO.

POR OTRA PARTE ARGENTINA NO ES EN ABSOLUTO UN PAIS SUBDESARRO-
LLADO. SU ALTO NIVEL DE URBANIZACION, DE EDUCACION Y HASTA DE
INGRESO, HACE ESCANDALOSO EL RECHAZO POR PARTE DE LOS DIRIGENTES
DE LA MODERNIZACION. LA ASOCIACION DE LOS GRANDES INTERESES
AGRARIOS Y DE LA DICTADURA MILITAR DEBILITA LA INDUSTRIALIZACION
AL MISMO TIEMPO QUE PERJUDICA LOS INTERESES DE LA CLASE MEDIA
URBANA Y DE LA CLASE OBRERA.

PORQUE LA CRISIS DE LAS MALVINAS NO PODRIA DESENCADENAR UNA
CRISIS DE LA DICTADURA? SI ESE OBJETIVO PRINCIPAL SE ALCANZARA,
NO SERIA MAS TAN DIFICIL ENCONTRAR UNA SOLUCION PARA LAS ISLAS.
POR SUPUESTO, TATCHER JUEGA DE SU LADO A CARA O SECA. BUSCA
TAMBIEN TAPAR EL FRACASO POLITICO MOVILIZANDO EL AMOR PROPIO
NACIONAL, HASTA AHORA TOTALMENTE INDIFFERENTE A LOS HABITANTES
DE LAS FAKLANDS. PERO NO COMPAREMOS TATCHER A LOS GENERALES
ARGENTINOS/

NO SE TRATA DE TOMAR PARTIDO POR G.BRETANA Y CONTRA ARGENTINA,
SE TRATA DE TOMAR PARTIDO A FAVOR DE LOS ARGENTINOS CONTRA LOS
DICTADORES QUE LOS OPRIMEN Y QUE AGRAVAN LA CRISIS DE SU PAIS.
NO SE TRATA DE DESPRECIAR LAS CENTENAS DE HABITANTES DE LAS
MALVINAS, SINO DAR PRIORIDAD A 27 MILLONES DE ARGENTINOS.

ES POSIBLE ESPERAR TAMBIEN QUE UNA CONMOCION DE LA DICTADURA
AL ESTE DE LA CORDILLERA DEBILITARIA A PINOCHET SOBRE LA COSTA
PACIFICA, SIN OLVIDAR EL "DESGRACIADO" O "POBRE" URUGUAY,
APLASTADO, DESTRUIDO, VACIADO DE SU SUBSTANCIA POR LA DICTA-
DURA. LA CAIDA DE LAS DICTADURAS DEL CONO SUR DEL CONTINENTE
LATINOAMERICANO ES EL OBJETIVO QUE DEBE DIRIGIR NUESTRAS
REACCIONES EN LA CRISIS ABIERTA POR LA INICIATIVA PELIGROSAS
DE LOS AMOS PROVISORIOS DE ARGENTINA.

UN MISTERIOSO AVION MILITAR.

LA ARGENTINA RECIBE MATERIAL MILITAR SOVIETICO? EL COMPROMISO
DE EEUU HACIA LONDRES, HA ABIERTO ESTA POSIBILIDAD, ESTIMAN
MAS O MENOS UNANIMEMENTE, LOS OBSERVADORES EN MOSCU QUIENES
CONSTATARON AL MISMO TIEMPO UNA GRAN PRUDENCIA DE LA DIRECCION
SOVIETICA.

SIN EMBARGO EL JUEVES, EL SECRETARIO DE ESTADO HAIG CONFIABA
A PARLAMENTARIOS AMERICANOS QUE LOS SERVICIOS SECRETO DE LA
US TENIAN LA CONVICCION DE QUE LA URSS HABRIA LIBRADO A ARGENTINA
EN EL CURSO DE LOS DIAS PRECEDENTES, MATERIAL MILITAR SOFISTI-
CADO, PRINCIPALMENTE DESTINADO A LA LUCHA ANTISUBMARINA:
UN AVION MILITAR CUBANO, EN RUTA HACIA BUENOS AIRES, TUVO QUE
HACER UN ATERRIZAJE FORZADO EN BRASIL, POR UN PROBLEMA DE
MOTORES. ANTES DE SU PARTIDA, LOS AGENTES AMERICANOS HABRIAN
TENIDO EL TIEMPO NECESARIO PARA EXAMINAR SU CARGA.

3-LE FIGARO.

MALVINAS: CANONES Y GUERRA PSICOLOGICA.
TENDRA LUGAR LA GUERRA DE LAS MALVINAS? 24 HS DESPUES DE LOS
COMBATES, LA CALMA PARECIA REINAR NUEVAMENTE EN MALVINAS. LOS
ENFRENTAMIENTOS COMENZADOS EL SABADO, SEGUN PARECE NO DIO NI
VENCIDOS NI VENCEDORES. MIENTRAS LONDRES AFIRMABA HABER
LLEGADO A SU OBJETIVO-NEUTRALIZAR PTO STANLEY AISLANDO LAS
MALVINAS- BS AS AFIRMABA HABER HECHO FRACASAR A LA FLOTA BRIT.

SEGUN LONDRES, LOS COMBATES NO DIERON MAS QUE UN HERIDO INGLÉS
Y ALGUNOS DAÑOS MATERIALES "SUPERFICIALES". TRES APARATOS
ARGENTINOS FUERON ABATIDOS EN PUERTO STANLEY.

AL CONTRARIO, SEGUN VERSION DE BS AS, EL POTENCIAL AERONAVAL
BRIT. HABRIA SIDO DISMINUIDO EN MAS DEL 50%. SEGUN LA PRENSA
ARGENTINA, LAS PERDIDAS SE ELEVARIAN A TRES MUERTOS Y SIETE
HERIDOS.

AYER A LA MANANA, EN EEUU, F. PYM SE DECLARABA LISTO PARA
PROSEGUIR LAS NEGOCIACIONES. HACIA NOTA QUE "ARGENTINA CONTINUABA
PONIENDO OBSTACULOS" A LA BUSQUEDA DE UN COMPROMISO POLITICO.

GALTIERI, EN BS AS, DECIA QUE EL CONFLICTO "COSTABA Y COSTARA
TODAVIA MUCHAS VIDAS" AFIRMANDO QUE SU PAIS "NO IZARIA LA
BANDERA BLANCA".

EL PTE ESPANOL CALVO SOTELO SE PROPUSO AL GOBIERNO ARGENTINO
COMO MEDIADOR.

"LA SEMANA PASADA VINE A LOS EEUU PARA NEGOCIAR CON UN MEDIA-
DOR, HOY VENGO A CONSULTAR A UN ALIADO" DECLARO PYM AL TERMINAR
SU ENTREVISTA CON HAIG. ESTE DECIA A LOS PERIODISTAS: LA SOLUCION
DEBE SER POLITICA. Y LUEGO PYM: NOSOTROS HEMOS AUMENTADO LAS
PRESIONES EN LA ARGENTINA. PERO LA PUERTA QUEDA ABIERTA. LO QUE
QUEREMOS ES QUE LOS ARGENTINOS RETIREN SUS FUERZAS Y SE SIENTEN
A LA MESA DE NEGOCIACIONES PARA DISCUTIR DE UNA MANERA CIVILI-
ZADA. LA INTERVENCION DE NUESTROS AVIONES EL SABADO, NO SIGNIFI-
CA QUE HAYAMOS RENUNCIADO A LA BUSQUEDA DE UNA SOLUCION PACIFI-
CA"

A PESAR DE SU TOMA DE POSICION, HAIG SE DECIA DISPUESTO A IR
A BS AS PARA DISCUTIR LA ULTIMA PROPUESTA DE SU PLAN. SEGUN EL
NEW YORK TIMES, HAIG ACABABA DE OBTENER UNA CONCESION QUE LE
PERMITIA ESQUIVAR EL PROBLEMA DE LA SOBERANIA DE LAS ISLAS.
HAIG ESTARIA A PUNTO DE SUBIR AL AVION CUANDO C.MENDEZ LO
DETUVO, A LAS DOS DE LA MANANA.

LOS EEUU CONCLUYERON QUE NO HABIA OTRA ESPERANZA DE LLEVAR A
LOS ARGENTINOS QUE LO DE "INFLIGIR" "UNQ TERAPEUTICA DE CHOQUE"
EN DOS TIEMPOS:

- 1) DECLARACION DE HAIG ACUSANDO A LA ARGENTINA DE SER LA RES-
PONSABLE DEL IMPASSE Y CONCLUYENDO QUE LOS EEUU NO HABIAN TENIDO
OTRO RECURSO QUE ELEGIR EL CAMPO BRITANICO.
- 2) BOMBARDEOS POR LOS AVIONES DE LA ROYAL AIR FORCE A LOS
AEROPUERTOS DE STANLEY Y GROOSE GREEN.

LA APUESTA SERIA LA SIGUIENTE: ENFRENTADOS A ESTA DOBLE RESPUES-
TA, LOS GRUPOS DE BS AS SE RESIGNARAN A ADMITIR QUE NO DISPONEN
MEDIOS PARA GANAR. ENTONCES, LAS VERDADERAS NEGOCIACIONES PODRAN
COMENZAR.

COROLARIO: LAS SANCIONES DECRETADAS POR LOS EEUU HAN SIDO SOBRE
TODO SIMBOLICAS. LAS REPRESALIAS SE LIMITAN A LA ANULACION DE
230 MILLONES DE DOLARES EN CREDITOS CIVILES Y 6 MILLONES DE
MATERIAL MILITAR.

ESCALADA

ADVERTENCIA SUPLEMENTARIA: LA PROMESA DE LOS EEUU DE PROVEER A
LOS BRIT EL MATERIAL NECESARIO PARA SEGUIR LAS OPERACIONES.
DICHAS DE OTRA FORMA, SI LOS ARGENTINOS CONTINUAN NO SIENDO
RAZONABLES, PELIGRAN TENER UNA LARGA GUERRA. LOS EXPERTOS ACUERDAN
A LOS BRIT UNA AUTONOMIA MAXIMA DE 90 DIAS. MAS ALLA DE ESTE
LIMITE LOS AMERICANOS TOMARAN EL REEMPLAZO.

REAGAN FUE BRUTAL DIRIGIENDOSE A PERIODISTAS: TENEMOS AUE
RECORDAR QUE ES ARGENTINA QUE HA ELEGIDO LA AGRESION. ES
ESENCIAL HACER RESPETAR EL PRINCIPIO QUE LA AGRESION NO PUEDE
SER RECOMPENSADA JAMAS".

LOS CINCO PUNTOS DEL PLAN AMERICANO ESTAN SOBRE LA MESA:
CESE DE LAS HOSTILIDADES, EVACUACION SIMULTANEA DE LAS FUERZAS
ARG Y BRIT, ESTABLECIMIENTO DE UNA ADMINISTRACION INTERINA QUE
ASOCIE BRIT Y ARG, APERTURA DE LAS NEGOCIACIONES PARA UNA SOLU-
CION DEFINITIVA ANTES DEL 31 DIC PROXIMO.

EEUU HACE UN BALANCE DE LA CRISIS: LADO POSITIVO: ALIANZA ESPEC-
TACULAR DE LOS EEUU Y G.B. EN DETRIMENTO INTERESES REGIONALES
DE WASHINGTON SERA UTIL PARA CONVENCER A LOS EUROPEOS EN QUE
CONSIENTAN UN MAYOR ESFUERZO PARA LA DEFENSA COMUN.
LADO NEGATIVO: AUN SI ESTA SOLIDARIDAD ES TEORICA, EL CONJUNTO
DE AMERICA LATINA HACE FRENTE COMUN AL IMPERIALISTA YANKEE.
LOS EEUU NO PUEDEN CONTAR MAS CON SUS AMIGOS DEL SUR, ESPE-
CIALMENTE CON ARGENTINA.

4-LE QUOTIDIEN.

LA ELECCION ARRIESGADA DE LOS EEUU

LOS EEUU ELIGIERON SU CAMPO: GRAN BRETANA. ENTRE DOS PRIORI-
DADES -AMERICA LATINA Y EUROPA- EEUU OPTO POR EL VIEJO CONTI-
NENTE. FUERON SUFICIENTES ALGUNAS SALVAS PARA QUE LOS AMERICANOS
SE PONGAN DEL LADO DE SUS ALIADOS TRADICIONALES.

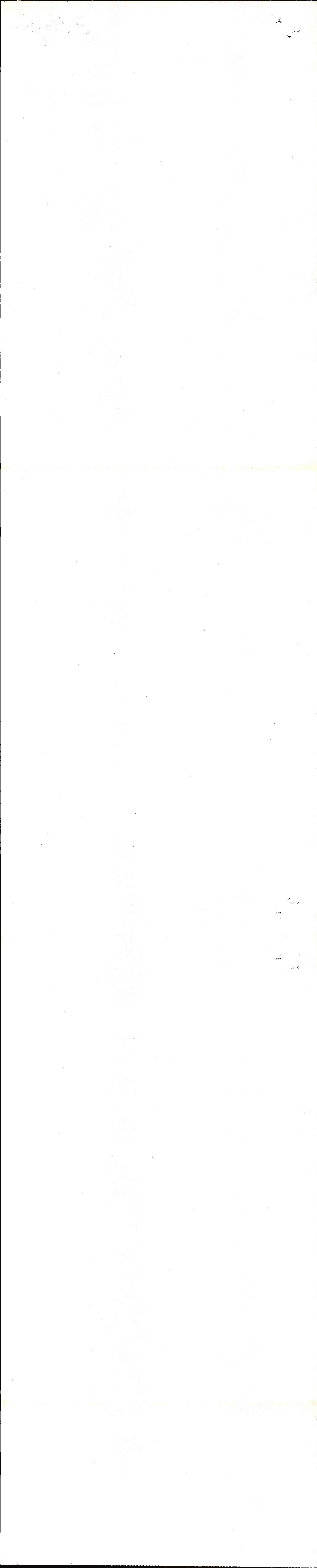
POR SUS CONSECUENCIAS MILITARES Y SUS DIMENSIONES TRADICIONA-
LES, MALVINAS SE HA TRANSFORMADO EN UNA CRISIS DE PRIMERA
IMPORTANCIA. TAL VEZ C.CHEYSSON HABRIA PENSADO MUY BIEN EN DAR
VUELTAS SU LENGUA SIETE VECES ANTES DE DECLARAR, LA ULTIMA
SEMANA EN LUXEMBURGO, QUE EL UNICO MAL ENGENDRADO HASTA EL
PRESENTE POR LOS ACONTECIMIENTOS ERA EL "MAREO"

DECIDIDAMENTE, EL MINISTRO FRANCÉS DE RREE TIENE UN FINO
SENTIDO DE LAS FORMULAS. PERO CUANDO CORRE SANGRE, LAS BUENAS
PALABRAS TOMAN EL ASPECTO DE BROMAS DE MAL GUSTO.

4-CONCLUSIONES:

LA PRENSA SE MOSTRO EN LA FECHA SUMAMENTE CRITICA Y NEGATIVA
HACIA ARGENTINA ATACANDOLA EN TODOS LOS CAMPOS.

AGREMIARGE
22056ARGTN AR
AGMIFRA 613819FT



AM FR 414/82-SINTESIS DE PRENSA FRANCESA DEL 03 MAY 82
SOBRE MALVINAS.

1. TITULARES DE LA FECHA.

A-MALVINAS: EL CANTODE LA GUERRA.

B-AUENINOS AIRES: PIC-NIC Y FUTROOL COMO SI NADA FUERA.

C-WASHINGTON JUEGA A LA SORPRESA, MOSCU ELIGIO SU CAMPO:

LA ARGENTINA.

D-LOS EEUU ELIGEN UBICARSE CON G.B. EN EL CONFLICTO DE LAS MALVINAS.

2. COMENTARIOS MAS IMPORTANTES.

A-LE MATIN: LIBERAR ARGENTINA

SI SE ADMITE QUE ARGENTINA TIENE SUS DERECHIS SOBRE LAS MALVINAS, RELATIVAMENTE CERCANAS A SUS COSTAS, ES YA MAS DIFICIL HABLAR DE LOS DERECHOS DE UN PUEBLO COLONIZADO, LOS HABITANTES DE LAS ISLAS SIENDO DE HABLA INGLESA NUNCA PIDIERON DEPENDER DE UN PAIS DE HABLA ESPANOLA.

PERO ALLI NO ESTA LO ESENCIAL, ESTIMA ALAIN TOURAINE: LO ESENCIAL ES QUE UN GOBIERNO DICTATORIAL, CUYO PODER DESCANSA EN LA TORTURA, BUSCA CUBRIR SU FRACASO ECONOMICO Y SU PROPIA DEBILIDAD POLITICA MOVILIZANDO SENTIMIENTOS NACIONALISTAS. PRESENTAR A ARGENTINA COMO A UN PAIS EN LUCHA PARA LOGRAR SU INDEPENDENCIA NACIONAL Y LA DESTRUCCION DE LOS ULTIMOS RESTOS DE COLONIALISMO INGLÉS ES RISIBLE.

EN CUANTO A NOSOTROS, NO FINJAMOS VER EN LA CRISIS EN CURSO UN ENFRENTAMIENTO ENTRE DOS NACIONES, Y MENOS TODAVIA EL RETROCESO DEL COLONIALISMO INGLÉS. LO QUE CUENTA POR ENCIMA DE TODO ES LIBERAR A ARGENTINA GRAN PAIS QUE SUCUMBE BAJO LA REPRISION Y EL MIEDO. EL PAIS DE LOS DESAPARECIDOS Y DE LAS "ADMIRABLES LOCAS DE LA PLAZA DE MAYO", EL PAIS DEL CUAL LA CAPITAL FUE DURANTE TANTO TIEMPO EL CENTRO INTELECTUAL MAS GRANDE DE AMERICA LATINA, Y DEL CUAL LOS SABIOS Y LOS ARTISTAS SE ENCUENTRAN EN EL EXILIO EN MEXICO, EN FRANCIA O EN OTROS PAISES, Y VIVEN EN LA INQUIETUD Y EN EL SILENCIO. NO SE PODRIA ESPERAR QUE LA CRISIS, DESENCADENADA POR EL GOBIERNO MILITAR, SE VUELVA CONTRA EL, QUE UN FRACASO PODRIA HASTA HACERLO CAER?

LOS MILITARES HACEN LLAMADO AL NACIONALISMO, PERO ESTE, ALINENTADO DE UNA LARGA TRADICION PERONISTA, ESTA TAMBIEN ATADO EN ARGENTINA A LA DEFENSA DE LOS INTERESES SINDICALES Y EN OTROS MEDIOS ESTA ASOCIADO A LA CONCIENCIA DE LA CAIDA CONTINUA DE UN PAIS QUE HACE TIEMPO PARA MILLONES DE INMIGRANTES "LA AMERICA", PAIS LIBRE, RICO, CREADOR. CESEMOS DE SEGUIR ESTE LEJANO CONFLICTO COMO SI SE TRATARA DE UNA CRISIS MUNDIAL O SIMPLEMENTE DE UN ENFRENTAMIENTO ENTRE ESTADOS. LO QUE SE CUESTIONA NO ES LA LIBERTAD DE LAS MALVINAS, ES LA LIBERTAD DE ARGENTINA.

LAS PROBABILIDADES DE LIBERACION DE ARGENTINA SON PROBABLEMENTE MEJORES DE LO QUE PENSAMOS. EN EL SUR DEL CONTINENTE LATINO-AMERICANO, LOS REGIMENES POPULISTAS HAN SIDO BARRIDOS POR LOS GOLPES DE ESTADO MILITARES, EN BRASIL EN 1964, EN URUGUAY EN 1973, EN CHILE EN 1973, EN ARGENTINA EN 1976, SIN CONTAR BOLIVIA QUE NO CONOCE MAS QUE EN BREVES PERIODOS UNA AFETURA DEMOCRATICA. PERO DESPUES DE ESTE PERIODO DE REACCION Y DE REPRISION, SOBREVIENE UN PERIODO DE CRISIS ECONOMICA Y POLITICA. EN CHILE EN PARTICULAR, LAS ILUSIONES CREADAS POR LA POLITICA DE LOS "CHICAGOS BOYS" HAN DESAPARECIDO.

POR OTRA PARTE ARGENTINA NO ES EN ABSOLUTO UN PAIS SUBDESARROLLADO. SU ALTO NIVEL DE URBANIZACION, DE EDUCACION Y HASTA DE INGRESO, HACE ESCANDALOSO EL RECHAZO POR PARTE DE LOS DIRIGENTES DE LA MODERNIZACION. LA ASOCIACION DE LOS GRANDES INTERESES AGRARIOS Y DE LA DICTADURA MILITAR CUELITA LA INDUSTRIALIZACION AL MISMO TIEMPO QUE PERJUDICA LOS INTERESES DE LA CLASE MEDIA URBANA Y DE LA CLASE OBRERA.

PORQUE LA CRISIS DE LAS MALVINAS NO PODRIA DESENCADENAR UNA CRISIS DE LA DICTADURA? SI ESE OBJETIVO PRINCIPAL SE ALCANZARA, NO SERIA MAS TAN DIFICIL ENCONTRAR UNA SOLUCION PARA LAS ISLAS. POR SUPUESTO, TATCHER JUEGA DE SU LADO A CARA O SECA. BUSCA TAMBIEN TAPAR EL FRACASO POLITICO MOVILIZANDO EL AMOR PROPIO NACIONAL, HASTA AHORA TOTALMENTE INDIFFERENTE A LOS HABITANTES DE LAS FALKLANDS. PERO NO COMPAREMOS TATCHER A LOS GENERALES ARGENTINOS.

NO SE TRATA DE TOMAR PARTIDO POR G.BRETANA Y CONTRA ARGENTINA, SE TRATA DE TOMAR PARTIDO A FAVOR DE LOS ARGENTINOS CONTRA LOS DICTADORES QUE LOS OPRIMEN Y QUE AGRAVAN LA CRISIS DE SU PAIS. NO SE TRATA DE DESPRECIAR LAS CENTENAS DE HABITANTES DE LAS MALVINAS, SINO DAR PRIORIDAD A 27 MILLONES DE ARGENTINOS.

ES POSIBLE ESPERAR TAMBIEN QUE UNA CONOCION DE LA DICTADURA AL ESTE DE LA CORDILLERA DEBILITARA A PINOCHET SOBRE LA COSTA PACIFICA, SIN OLVIDAR EL "DESERTADO" O "POBRE" URUGUAY, AFLASTADO, DESTRUIDO, VACIADO DE SU SUBSTANCIA POR LA DICTADURA. LA CAIDA DE LAS DICTADURAS DEL CONO SUR DEL CONTINENTE LATINOAMERICANO ES EL OBJETIVO QUE DEBE DIRIGIR NUESTRAS REACCIONES EN LA CRISIS ABIERTA POR LA INICIATIVA PELIGROSA DE LOS AMOS PROVISORIOS DE ARGENTINA.

UN MISTERIOSO AVION MILITAR.

LA ARGENTINA RECIBE MATERIAL MILITAR SOVIETICO? EL COMPROMISO DE EEUU HACIA LONDRES, HA ABIERTO ESTA POSIBILIDAD, ESTIMAN MAS O MENOS UNANIMEMENTE, LOS OBSERVADORES EN MOSCU QUIENES CONSTATARON AL MISMO TIEMPO UNA GRAN PRUDENCIA DE LA DIRECCION SOVIETICA.

SIN EMBARGO EL JUEVES, EL SECRETARIO DE ESTADO HAIG CONFIAABA A PARLAMENTARIOS AMERICANOS QUE LOS SERVICIOS SECRETOS DE LA US TENIAN LA CONVICCION DE QUE LA URSS HABRIA LIBRADO A ARGENTINA EN EL CURSO DE LOS DIAS PRECEDENTES, MATERIAL MILITAR SOFISTICADO, PRINCIPALMENTE DESTINADO A LA LUCHA ANTISUBMARINA: UN AVION MILITAR CUBANO, EN RUTA HACIA BUENOS AIRES, TUVO QUE HACER UN ATERRIZAJE FORZADO EN BRASIL, POR UN PROBLEMA DE MOTORES. ANTES DE SU PARTIDA, LOS AGENTES AMERICANOS HABRIAN TENIDO EL TIEMPO NECESARIO PARA EXAMINAR SU CARGA.

3-LE FIGARO.

MALVINAS: CANONES Y GUERRA PSICOLOGICA. TENDRA LUGAR LA GUERRA DE LAS MALVINAS? 24 HS DESPUES DE LOS COMBATES, LA CALMA PARECIA REINAR NUEVAMENTE EN MALVINAS. LOS ENFRENTAMIENTOS COMENZADOS EL SABADO, SEGUN PARECE NO DIO NI VENCIDOS NI VENCEDORES. MIENTRAS LONDRES AFIRMA HABER ILLEGADO A SU OBJETIVO-NEUTRALIZAR PTO STANLEY AISLANDO LAS MALVINAS- BS AS AFIRMA HABER HECHO FRACASAR A LA FLOTA BRIT.

SEGUN LONDRES, LOS COMBATES NO DIERON MAS QUE UN HERIDO INGLÉS Y ALGUNOS DANOS MATERIALES "SUPERFICIALES". TRES APARATOS ARGENTINOS FUERON ABATIDOS EN PUERTO STANLEY.

AL CONTRARIO, SEGUN VERSION DE BS AS, EL POTENCIAL AERONAVAL BRIT. HARRIA SIDO DISMINUIDO EN MAS DEL 50%. SEGUN LA PRENSA ARGENTINA, LAS PERDIDAS SE ELEVARIAN A TRES MUERTOS Y SIETE HERIDOS.

AYER A LA MANANA, EN EEUU, F. PYM SE DECLARABA LISTO PARA PROSEGUIR LAS NEGOCIACIONES. HACIA NOTA QUE "ARGENTINA CONTINUABA PONIENDO OBSTACULOS" A LA BUSQUEDA DE UN COMPROMISO POLITICO.

GALTIERI, EN BS AS, DECIA QUE EL CONFLICTO "COSTABA Y COSTARA MUCHAS VIDAS" AFIRMANDO QUE SU PAIS "NO IZARIA LA MANO BLANCA".

EN PTE ESPANOL CALVO SOTELO SE PROPUSO AL GOBIERNO ARGENTINO COMO MEDIADOR.

LA SEMANA PASADA VINE A LOS EEUU PARA NEGOCIAR CON UN MEDIADOR. HOY VENGU A CONSULTAR A UN ALIADO" DECLARO PYM AL TERMINAR SU ENTREVISTA CON HAIG. ESTE DECIA A LOS PERIODISTAS: LA SOLUCION DEBE SER POLITICA. Y LUEGO PYM: NOSOTROS HEMOS AUMENTADO LAS PRESIONES EN LA ARGENTINA, PERO LA PUERTA QUEDA ABIERTA. LO QUE QUEREMOS ES QUE LOS ARGENTINOS RETIREN SUS FUERZAS Y SE SIENEN A LA MESA DE NEGOCIACIONES PARA DISCUTIR DE UNA MANERA CIVILIZADA. LA INTERVENCION DE NUESTROS AVIONES EL SABADO, NO SIGNIFICA QUE HAYAMOS RENUNCIADO A LA BUSQUEDA DE UNA SOLUCION PACIFICA.

A PESAR DE SU TOMA DE POSICION, HAIG SE DECIA DISPUESTO A IR A BS AS PARA DISCUTIR LA ULTIMA PROPUESTA DE SU PLAN. SEGUN EL NEW YORK TIMES, HAIG ACABARA DE OBTENER UNA CONCESION QUE LE PERMITIA ESQUIVAR EL PROBLEMA DE LA SOBERANIA DE LAS ISLAS. HAIG ESTARIA A PUNTO DE SUBIR AL AVION CUANDO C.MENDEZ LO DETUVO, A LAS DOS DE LA MANANA.

LOS EEUU CONCLUYERON QUE NO HUBO OTRO ESPERANZA DE LLEVAR A LOS ARGENTINOS QUE LO DE "INFLIGIR" "UNO TERAPEUTICA DE CHOQUE" EN DOS TIEMPOS:

1) DECLARACION DE HAIG ACURVANDO A LA ARGENTINA DE SER LA RESPONSABLE DEL IMPASSE Y CONCLUYENDO QUE LOS EEUU NO HABIAN TENIDO OTRO RECURSO QUE ELEGIR EL CAMPO BRITANICO.

2) BOMBARDEOS POR LOS AVIONES DE LA ROYAL AIR FORCE A LOS AEROPUERTOS DE STANLEY Y GROOSE GREEN.

LA APUESTA SERIA LA SIGUIENTE: ENFRENTADOS A ESTA DOBLE RESPUESTA, LOS GRLES DE BS AS SE RESIGNARAN A ADMITIR QUE NO DISPONEN MEDIOS PARA GANAR. ENTONCES, LAS VERDADERAS NEGOCIACIONES PODRAN COMENZAR.

COROLARIO: LAS SANCIONES DECRETADAS POR LOS EEUU HAN SIDO SOBRE TODO SIMBOLICAS. LAS REPRESENTAS SE LIMITAN A LA ANULACION DE 230 MILLONES DE DOLARES EN CREDITOS CIVILES Y 6 MILLONES DE MATERIAL MILITAR.

ESCALADA

ADVERTENCIA SUPLEMENTARIA: LA PROMESA DE LOS EEUU DE PROVEER A LOS BRIT EL MATERIAL NECESARIO PARA SEGUIR LAS OPERACIONES, DICHO DE OTRA FORMA, SI LOS ARGENTINOS CONTINUAN NO SIENDO RAZONABLES, PELIGRAN TENER UNA LARGA GUERRA. LOS EXPERTOS ACUERDAN A LOS BRIT UNA AUTONOMIA MAXIMA DE 90 DIAS. MAS ALLA DE ESTE LIMITE LOS AMERICANOS TOMARIN EL REEMPLAZO.

REAGAN FUE BRUTAL DIRIGIENDOSE A PERIODISTAS: TENEMOS QUE RECORDAR QUE ES ARGENTINA QUE HA ELEGIDO LA AGRESION. ES ESENCIAL HACER RESPETAR EL PRINCIPIO QUE LA AGRESION NO PUEDE SER RECOMPENSADA JAMAS.

LOS CINCO PUNTOS DEL PLAN AMERICANO ESTAN SOBRE LA MESA: CESE DE LAS HOSTILIDADES, EVACUACION SIMULTANEA DE LAS FUERZAS ARG Y BRIT, ESTABLECIMIENTO DE UNA ADMINISTRACION INTERINA QUE ASOCIE BRIT Y ARG, APERTURA DE LAS NEGOCIACIONES PARA UNA SOLUCION DEFINITIVA ANTES DEL 31 DIC PROXIMO.

EEUU HACE UN BALANCE DE LA CRISIS: LADO POSITIVO: ALIANZA ESPECTACULAR DE LOS EEUU Y G.B. EN DETRIMENTO INTERESES REGIONALES DE WASHINGTON SERA UTIL PARA CONVENCER A LOS EUROPEOS EN QUE CONSENTAN UN MAYOR ESFUERZO PARA LA DEFENSA COMUN.

LADO NEGATIVO: AUN SI ESTA SOLIDARIDAD ES TEORICA, EL CONJUNTO DE AMERICA LATINA HACE FRENTE COMUN AL IMPERIALISTA YANKEE. LOS EEUU NO PUEDEN CONTAR MAS CON SUS AMIGOS DEL SUR, ESPECIALMENTE CON ARGENTINA.

4-LE QUOTIDIEN.

LA ELECCION ARRIESGADA DE LOS EEUU

LOS EEUU ELIGIERON SU CAMPO: GRAN BRETANA. ENTRE DOS PRIORIDADES -AMERICA LATINA Y EUROPA- EEUU OPTOP POR EL VIEJO CONTINENTE. FUERON SUFICIENTES ALGUNAS SALVAS PARA QUE LOS AMERICANOS SE PONGAN DEL LADO DE SUS ALIADOS TRADICIONALES.

POR SUS CONSECUENCIAS MILITARES Y SUS DIMENSIONES TRADICIONALES, MALVINAS SE HA TRANSFORMADO EN UNA CRISIS DE PRIMERA IMPORTANCIA. TAL VEZ C.CHEYENSON HABRIA PENSADO MUY BIEN EN DAR VUELTAS SU LENGUA SIETE VECES ANTES DE DECLARAR, LA ULTIMA SEMANA EN LUXEMBURGO, QUE EL UNICO MAL ENGENDRADO HASTA EL PRESENTE POR LOS ACONTECIMIENTOS ERA EL "MAREO".

DECIDIDAMENTE, EL MINISTRO FRANCÉS DE RREE TIENE UN FINO SENTIDO DE LAS FORMULAS. PERO CUANDO CORRE SANGRE, LAS BUENAS PALABRAS TOMAN EL ASPECTO DE BROMAS DE MAL GUSTO.

4-CONCLUSIONES:

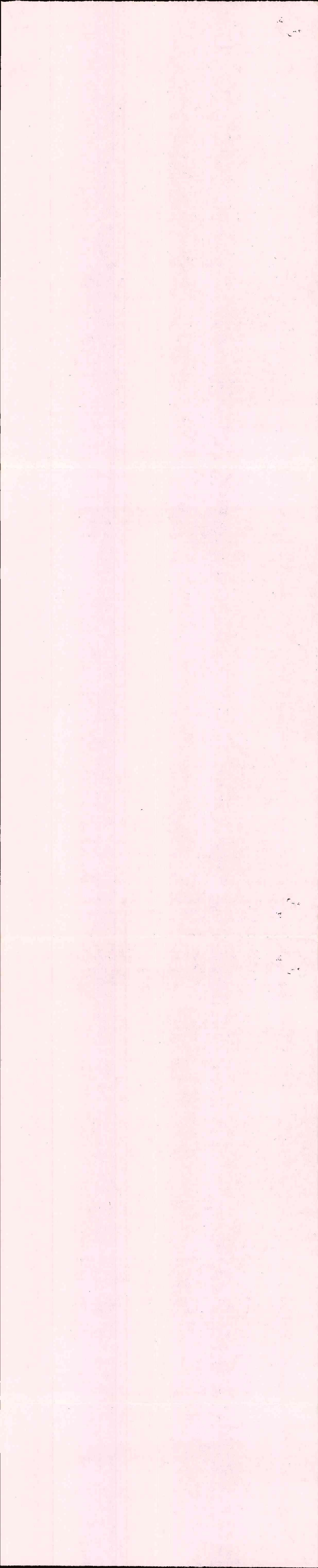
LA PRENSA SE MOSTRO EN LA FECHA SUMAMENTE CRITICA Y NEGATIVA HACIA ARGENTINA ATACANDOLA EN TODOS LOS CAMPOS.

AGREMIARBE

22056ARGTN AR

AGNIFRA 613819F

434/3
3 May 4654



DE AGENCIARCE FRANCIA
PARA AGENCIARCE FRANCIA
PARA AGENCIARCE FRANCIA

EN FR. 414/82-SINTESIS DE PRENSA FRANCESA DEL 03 MAY 82
SOBRE MALVINAS.

1. TITULARES DE LA FECHA.

A-MALVINAS EL CANTO DE LA GUERRA.
B-BUENOS AIRES: PIL-NIC Y FUTOL COMO SI NADA FUERA.
C-WASHINGTON JUEGA A LA SORPRESA: MOSCU ELISIO SU CAMPO.
D-LOS EEUU ELIGEN UBICARSE CON G.B. EN EL CONFLICTO DE LAS
MALVINAS.

2. COMENTARIOS MAS IMPORTANTES.

A-LE MATINI: LIBERAR ARGENTINA.

SI SE ADMITE QUE ARGENTINA TIENE SUS DERECHOS SOBRE LAS
MALVINAS RELATIVAMENTE CERCANOS A SUS COSTAS, ES YA MAS
DIFICIL HABLAR DE LOS DERECHOS DE UN PUERLO COLONIZADO. LOS
HABITANTES DE LAS ISLAS SIENDO DE HABLA INGLESA NUNCA FIDIERON
DEPENDER DE UN PAIS DE HABLA ESPANOLA.

PERO ALLI NO ESTA LO ESSENCIAL. ESTIMA ALAIN TOURAINE: LO
ESSENCIAL ES QUE UN GOBIERNO DICTATORIAL, CUYO PODER RESCANSO
EN LA TORTURA, BUSCA CUBRIR SU FRACASO ECONOMICO Y SU PROPIA
DEBILIDAD POLITICA MOVILIZANDO SENTIMIENTOS NACIONALISTAS.
PRESENTAR A ARGENTINA COMO A UN PAIS EN LUCHA PARA LIBRAR SU
INDEPENDENCIA NACIONAL Y LA DESTRUCCION DE LOS ULTIMOS RESTOS
DE COLONIALISMO INGLÉS ES RISIBLE.

EN CUANTO A NOSOTROS, NO FINJAMOS VER EN LA CRISIS EN CURSO
UN ENFRENTAMIENTO ENTRE DOS NACIONES, Y MENOS TOCAYIA EL RETRO-
CESO DEL COLONIALISMO INGLÉS. LO QUE CUENTA POR ENCIMA DE
TODO ES LIBERAR A ARGENTINA GRAN PAIS QUE SUCUMBE BAJO LA
REPRISION Y EL MIEDO. EL PAIS DE LOS DESAPARECIDOS Y DE LAS
ADMIRABLES LOCAS DE LA PLAZA DE MAYO. EL PAIS DEL CUAL LA
CAPITAL FUE DURANTE TANTO TIEMPO EL CENTRO INTELECTUAL MAS
GRANDE DE AMERICA LATINA, Y DEL CUAL LOS BARROS Y LOS ARTISTAS
SE ENCUENTRAN EN EL EXILIO EN MEXICO, EN FRANCIA O EN OTROS
PAISES, Y VIVEN EN LA INQUIETUD Y EN EL SILENCIO. NO SE PODRIA
ESPERAR QUE LA CRISIS, DESENCADENADA POR EL GOBIERNO MILITAR,
SE VOLVIA CONTRA EL, QUE UN FRACASO PODRIA HASTA HACERLO CAER?

LOS MILITARES HACEN EL MANO AL NACIONALISMO. PERO ESTE ALINEN-
TADO DE UNA LARGA TRADICION PERONISTA, ESTA TAMBIEN ATADO EN
ARGENTINA A LA DEFENSA DE LOS INTERESES SINDICALES Y EN OTROS
MEDIOS ESTA ASOCIADO A LA CONCIENCIA DE LA CATRA CONTINUA DE
UN PAIS QUE HACE TIEMPO PARA MILLONES DE INMIGRANTES Y LA
AMERICA "PAIS LIBRE, RICO, CREADOR. CESEMOS DE SEGUIR ESTE
LEJANO CONFLICTO COMO SI SE TRATARA DE UNA CRISIS MUNDIAL O SIM-
PLEMENTE DE UN ENFRENTAMIENTO ENTRE ESTADOS. LO QUE SE ARGENTINA
NO ES LA LIBERTAD DE LAS MALVINAS, ES LA LIBERTAD DE ARGENTINA.

LAS PROBABILIDADES DE LIBERACION DE ARGENTINA SON PROBABLEMENTE
MEJORES DE LO QUE PENSAMOS EN EL SUR DEL CONTINENTE LATINO-AMERI-
CANO. LOS REGIMENES POPULISTAS HAN SIDO BARRIDOS POR LOS GOLPES
DE ESTADO MILITARES. EN BRASIL EN 1964, EN URUGUAY EN 1973,
EN CHILE EN 1973, EN ARGENTINA EN 1976. SIN CONTAR BOLIVIA QUE
NO CONOCIO MAS QUE EN BREVES PERIODOS UNA APERTURA DEMOCRATICA.
PERO DESPUES DE ESTE PERIODO DE REACCION Y DE REPRISION, BOLE-
VIENE UN PERIODO DE CRISIS ECONOMICA Y POLITICA. EN CHILE EN
PARTICULAR LAS ILUSIONES CREADAS POR LA POLITICA DE LOS "CHI-
CAGOS BOYS" HAN DESAPARECIDO.

POR OTRA PARTE ARGENTINA NO ES EN ABSOLUTO UN PAIS SUBDESARRO-
LLADO. SU ALTO NIVEL DE URBANIZACION, DE EDUCACION Y HASTA DE
INGRESO, HACE ESCANDALIZAR EL PENSAMIENTO POR PARTE DE LOS DIRIGENTES
DE LA MODERNIZACION. LA ASOCIACION DE LOS GRANDES INTERESES
HABITANTES Y DE LA DISTRIBUCION DE LA RIQUEZA. LA MODERNIZACION
AL TIEMPO TIEMPO QUE PERDIDA LOS INTERESES DE LA CLASE MEDIA
URBANA Y DE LA CLASE OBRERA.

PODRIA LA CRISIS DE LAS MALVINAS NO PODRIA DESENCADENAR UNA
CRISIS DE LA DICTADURA. SI ESE OBJETIVO PRINCIPAL SE ALCANZARA,
NO SERIA MAS TAN DIFICIL ENCONTRAR UNA SOLUCION PARA LAS ISLAS.
POR SUPUESTO, TATCHER JUEGA DE SU LADO A CARA O BACA. BUSCA
TAMBIEN TAPAR EL FRACASO POLITICO MOVILIZANDO EL AMOR PROPIO
NACIONAL. HASTA AHORA TOTALMENTE INDIFFERENTE A LOS HABITANTES
DE LAS ISLAS. PERO NO COMPARAMOS TATCHER A LOS GENERALES
ARGENTINOS.

NO SE TRATA DE TOMAR PARTIDO POR G.B. Y CONTRA ARGENTINA.
SE TRATA DE TOMAR PARTIDO A FAVOR DE LOS ARGENTINOS CONTRA LOS
DICTADORES QUE LOS OPRIMEN Y QUE AGRAVAN LA CRISIS DE SU PAIS.
NO SE TRATA DE DESPRECIAR LAS CENIZAS DE HABITANTES DE LAS
MALVINAS, SINO DAR PRIORIDAD A 27 MILLONES DE ARGENTINOS.

ES POSIBLE ESPERAR TAMBIEN QUE UNA COMOCION DE LA DICTADURA
AL ESTE DE LA CORDILLERA DEBILITARIA A PINOCHET SOBRE LA COSTA
PACIFICA, SIN OLVIDAR EL "DESGRACIADO" O "POBRE" URUGUAY,
APLASTADO Y DESTRUIDO VACIADO DE SU SUBSTANCIA POR LA DICTA-
DURA. LA CATRA DE LAS DICTADURAS DEL CONO SUR DEL CONTINENTE
LATINOAMERICANO ES EL OBJETIVO QUE DEBE DIRIGIR NUESTRAS
REACCIONES EN LA CRISIS ABIERTA POR LA INICIATIVA PETCHERAS
DE LOS AÑOS PROVISORIOS DE ARGENTINA.

UN MISTERIOSO AVION MILITAR.

LA ARGENTINA RECIBE MATERIAL MILITAR SOVIETICO. EL COMPROMISO
DE SEGU HACIA LONDRES, HA ABIERTO ESTA POSIBILIDAD. ESTIMAN
MAS O MENOS UNANIMEMENTE, LOS OBSERVADORES EN MOSCU CUENOS
CONSTATARON AL MISMO TIEMPO UNA GRAN PRUDENCIA DE LA DIRECCION
SOVIETICA.

SIN EMBARGO EL JUEVES, EL SECRETARIO DE ESTADO HAIG CONFESABA
A PARLAMENTARIOS AMERICANOS QUE LOS SERVICIOS SECRETO DE LA
US TENIAN LA CONVICCION DE QUE LA URSS HABIA CUBRADO A ARGENTINA
EN EL CURSO DE LOS DIAS PRECEDENTES, MATERIAL MILITAR SUFICIENTE
CABO, PRINCIPALMENTE DESTINADO A LA LUCHA ANTISUBMARINA.
UN AVION MILITAR CUBANO EN RUTA HACIA BUENOS AIRES, TUVO QUE
HACER UN ATERRIZAJE FORZADO EN BRASIL, POR UN PROBLEMA DE
MOTORES. ANTES DE SU PARTIDA, LOS AGENTES AMERICANOS HABRIAN
TENIDO EL TIEMPO NECESARIO PARA EXAMINAR SU CARGA.

A-LE FIGARO.

MALVINAS: CANONES Y GUERRA PSICOLOGICA.
TENDRA LUGAR LA GUERRA DE LAS MALVINAS Y YA HS DESPUES DE LOS
COMBATES. LA CALMA PARECIA RETORNAR NUEVAMENTE EN MALVINAS. LOS
ENFRENTAMIENTOS COMENZADOS EL SABADO, SEGU FARECE NO DIO NI
VENCEDORES NI VENCIDOS. MIENTRAS LONDRES AFIRMA HABER
LLEGADO A SU OBJETIVO NEUTRALIZAR PTO STANLEY AISLANDO LAS
MALVINAS- BS AS AFIRMA HABER HECHO FRACASAR A LA FLOTA BRIT.

SEGUN LONDRES, LOS COMBATES NO DIERON MAS QUE UN HERIDO INGLÉS
Y ALGUNOS DAÑOS MATERIALES "SUPERFICIALES". TRES APARATOS
ARGENTINOS FUERON ABATIDOS EN PUERTO STANLEY.

AL CONTRARIO, SEGUN VERSION DE BS AS, EL POTENCIAL AERONAVAL
BRIT, HABRIA SIDO DISMINUIDO EN MAS DEL 50%. SEGUN LA PRENSA
ARGENTINA, LAS PERDIDAS SE ELEVARIAN A TRES MUERTOS Y SIETE
HERIDOS.

AYER A LA MANANA, EN EEUU, F. RYH SE DECLARABA LISTO PARA
PROSEGUIR LAS NEGOCIACIONES. HACIA NOTA QUE LA ARGENTINA CONTINUARA
PROMOVENDO OBSTACULOS EN LA BUSQUEDA DE UN COMPROMISO POLITICO.

BALTIERI, EN BS AS, DECIA QUE EL CONFLICTO "COSTABA Y COSTARA
MUCHA MUCHA VIDA". AFIRMANDO QUE SU PAIS "NEUTRALIZABA LA
GUERRA BLANCA".

EL DE ESPANOL CALVO SUTEL SE PRETENDIO AL GOBIERNO ARGENTINO
COMO MEDIADOR.

A-LE FIGARO.

LA SEMANA PASADA, VINE A LOS EEUU PARA NEGOCIAR CON UN MEDIA-
DOR. HOY VENGO A CONSULTAR A UN ALIADO. DECLARO FIN AL TERCER
EN ENTREVISTA CON HAIG. ESTE DECIA A LOS REPORTEROS: LA SOLUCION
DE INTERES POLITICA Y LUEGO FINE. NOSOTROS REPOSICIONAMOS LAS
OPESIONES EN LA ARGENTINA. PERO LA PUERTA QUEDA ABIERTA. LO QUE
QUEREMOS ES QUE LOS ARGENTINOS RETIENAN SUS FUERTAS Y SE SIESTEN
A LA MESA DE NEGOCIACIONES PARA DISCUTIR DE UNA MANERA CIVILI-
ZADA. LA INTERVENCION DE NUESTROS AVIONES EL SABADO, NO SIGNIFI-
CA QUE HAYAMOS RENUNCIADO A LA BUSQUEDA DE UNA SOLUCION PACIFI-
CA.

A PASAR DE SU TONA DE POSICION, HAIG SE DECIA DISPUERTO A IR
A BS AS PARA DISCUTIR LA ULTIMA PROPUESTA DE SU PLAN. SEGUN EL
NEW YORK TIMES, HAIG ACABABA DE OBTENER UNA CONCESION QUE LE
PERMITIA ESQUIVAR EL PROBLEMA DE LA SOBERANIA DE LAS ISLAS.
HAIG ESTABA A PUNTO DE SUBIR AL AVION CUANDO OYENDO LO
OYENDO, A LAS DOS DE LA MANANA.

LOS EEUU CONCLUYERON QUE NUNCA OTRO EXPERIENCIA DE LLEVAR A
LOS ARGENTINOS QUE LO DE "INFLIETR" UNA TERAPIA DE CHOQUE
EN DOS TIEMPOS:

- 1) DECLARACION DE HAIG ACUSANDO A LA ARGENTINA DE SER LA RES-
PONSABLE DEL IMPASSE Y CONCLUYENDO QUE LOS EEUU NO HABIAN TENIDO
OTRO RECURSO QUE ELEGIR EL CAMPO BRITANICO.
- 2) BOMBARDEOS POR LOS AVIONES DE LA ROYAL AIR FORCE A LOS
AEROPUERTOS DE STANLEY Y GROSS GREEN.

LA APUESTA SERIA LA SIGUIENTE: ENFRENTADOS A ESTA DOBLE REPRES-
IA, LOS BRIT DE BS AS SE RESIGNARAN A ADMITIR QUE NO DISPONEN
MEDIOS PARA GANAR. ENTONCES, LAS VERDADERAS NEGOCIACIONES PODRAN
COMENZAR.

CORCLARIO: LAS SANCIONES DECRETADAS POR LOS EEUU HAN SIDO SOBRE
TODO SIMBOLICAS. LAS REPERALIAS SE LIMITAN A LA ANULACION DE
250 MILLONES DE DOLARES EN CREDITOS CIVILES Y A MILLONES DE
MATERIAL MILITAR.

ESCALADA.

ADVERTENCIA SUPLEMENTARIA: LA PROMESA DE LOS EEUU DE PROVEER A
LOS BRIT EL MATERIAL NECESARIO PARA SEGUIR LAS OPERACIONES.
DICHO DE OTRA FORMA, SI LOS ARGENTINOS CONTINUAN NO SIENDO
RAZONABLES, RELIGAN TENER UNA LARGA GUERRA. LOS EXPERTOS ACUERDAN
A LOS BRIT UNA AUTONOMIA MARINA DE 90 DIAS. MAS ALLA DE ESTE
LIMITE LOS AMERICANOS TOMARAN EL COMANDO.

REAGAN FUE BRUTAL DIRIGIENDOSE A PERIODISTAS: TENEMOS QUE
RECORDAR QUE ES ARGENTINA QUE HA ELIGIDO LA AGRESION. ES
ESSENCIAL HACER RESPETAR EL PRINCIPIO QUE LA AGRESION NO PUEDE
SER RECOMPENSADA JAMAS.

LOS CINCO PUNTOS DEL PLAN AMERICANO ESTAN SOBRE LA MESA.
CESO DE LAS HOSTILIDADES, EVACUACION SIMULTANEA DE LAS FUERTAS
ARG Y BRIT, ESTABLECIMIENTO DE UNA ADMINISTRACION INTERINA QUE
ASOCIE BRIT Y ARG, APERTURA DE LAS NEGOCIACIONES PARA UNA SOLU-
CION DEFINITIVA ANTES DEL 31 DIC PROXIMO.

SEGU HACI UN BALANCE DE LA CRISIS: LADO POSITIVO: ALIANTIA ESPECI-
TACULAR DE LOS EEUU Y G.B. EN DETRIMENTO INTERESES REGIONALES.
DE WASHINGTON SERA UTIL PARA CONVENCER A LOS EUROPEOS EN QUE
CONSIENTAN UN MAYOR ESFUERZO PARA LA DEFENSA COMUN.
LADO NEGATIVO: AUN SI ESTA SOLIDARIDAD ES TEORICA, EL CONJUNTO
DE AMERICA LATINA SE FRENTE COMUN AL INTERLISTA YANKEE.
LOS EEUU NO PUEDEN CONTAR MAS CON SUS AMIGOS DEL SUR, ESPE-
CIALMENTE CON ARGENTINA.

4-LE QUOTIDIEN.

LA ELECCION ARRIESGADA DE LOS EEUU.

LOS EEUU ELIGIERON SU CAMPO: GRAN BRITANIA. ENTRE DOS PRIORI-
DADES -AMERICA LATINA Y EUROPA- EEUU OPTO POR EL VIEJO CONTI-
NENTE. FUERON SUFICIENTES ALGUNAS SALVAS PARA QUE LOS AMERICANOS
SE PENSAN DEL LADO DE SUS ALIADOS TRADICIONALES.

LOS EEUU CONCLUYERON QUE NUNCA OTRO EXPERIENCIA DE LLEVAR A
LOS ARGENTINOS QUE LO DE "INFLIETR" UNA TERAPIA DE CHOQUE
EN DOS TIEMPOS:

- 1) DECLARACION DE HAIG ACUSANDO A LA ARGENTINA DE SER LA RES-
PONSABLE DEL IMPASSE Y CONCLUYENDO QUE LOS EEUU NO HABIAN TENIDO
OTRO RECURSO QUE ELEGIR EL CAMPO BRITANICO.
- 2) BOMBARDEOS POR LOS AVIONES DE LA ROYAL AIR FORCE A LOS
AEROPUERTOS DE STANLEY Y GROSS GREEN.

LA APUESTA SERIA LA SIGUIENTE: ENFRENTADOS A ESTA DOBLE REPRES-
IA, LOS BRIT DE BS AS SE RESIGNARAN A ADMITIR QUE NO DISPONEN
MEDIOS PARA GANAR. ENTONCES, LAS VERDADERAS NEGOCIACIONES PODRAN
COMENZAR.

CORCLARIO: LAS SANCIONES DECRETADAS POR LOS EEUU HAN SIDO SOBRE
TODO SIMBOLICAS. LAS REPERALIAS SE LIMITAN A LA ANULACION DE
250 MILLONES DE DOLARES EN CREDITOS CIVILES Y A MILLONES DE
MATERIAL MILITAR.

ESCALADA.

ADVERTENCIA SUPLEMENTARIA: LA PROMESA DE LOS EEUU DE PROVEER A
LOS BRIT EL MATERIAL NECESARIO PARA SEGUIR LAS OPERACIONES.
DICHO DE OTRA FORMA, SI LOS ARGENTINOS CONTINUAN NO SIENDO
RAZONABLES, RELIGAN TENER UNA LARGA GUERRA. LOS EXPERTOS ACUERDAN
A LOS BRIT UNA AUTONOMIA MARINA DE 90 DIAS. MAS ALLA DE ESTE
LIMITE LOS AMERICANOS TOMARAN EL COMANDO.

REAGAN FUE BRUTAL DIRIGIENDOSE A PERIODISTAS: TENEMOS QUE
RECORDAR QUE ES ARGENTINA QUE HA ELIGIDO LA AGRESION. ES
ESSENCIAL HACER RESPETAR EL PRINCIPIO QUE LA AGRESION NO PUEDE
SER RECOMPENSADA JAMAS.

LOS CINCO PUNTOS DEL PLAN AMERICANO ESTAN SOBRE LA MESA.
CESO DE LAS HOSTILIDADES, EVACUACION SIMULTANEA DE LAS FUERTAS
ARG Y BRIT, ESTABLECIMIENTO DE UNA ADMINISTRACION INTERINA QUE
ASOCIE BRIT Y ARG, APERTURA DE LAS NEGOCIACIONES PARA UNA SOLU-
CION DEFINITIVA ANTES DEL 31 DIC PROXIMO.

SEGU HACI UN BALANCE DE LA CRISIS: LADO POSITIVO: ALIANTIA ESPECI-
TACULAR DE LOS EEUU Y G.B. EN DETRIMENTO INTERESES REGIONALES.
DE WASHINGTON SERA UTIL PARA CONVENCER A LOS EUROPEOS EN QUE
CONSIENTAN UN MAYOR ESFUERZO PARA LA DEFENSA COMUN.
LADO NEGATIVO: AUN SI ESTA SOLIDARIDAD ES TEORICA, EL CONJUNTO
DE AMERICA LATINA SE FRENTE COMUN AL INTERLISTA YANKEE.
LOS EEUU NO PUEDEN CONTAR MAS CON SUS AMIGOS DEL SUR, ESPE-
CIALMENTE CON ARGENTINA.

4-LE QUOTIDIEN.

LA ELECCION ARRIESGADA DE LOS EEUU.

LOS EEUU ELIGIERON SU CAMPO: GRAN BRITANIA. ENTRE DOS PRIORI-
DADES -AMERICA LATINA Y EUROPA- EEUU OPTO POR EL VIEJO CONTI-
NENTE. FUERON SUFICIENTES ALGUNAS SALVAS PARA QUE LOS AMERICANOS
SE PENSAN DEL LADO DE SUS ALIADOS TRADICIONALES.

LOS EEUU CONCLUYERON QUE NUNCA OTRO EXPERIENCIA DE LLEVAR A
LOS ARGENTINOS QUE LO DE "INFLIETR" UNA TERAPIA DE CHOQUE
EN DOS TIEMPOS:

- 1) DECLARACION DE HAIG ACUSANDO A LA ARGENTINA DE SER LA RES-
PONSABLE DEL IMPASSE Y CONCLUYENDO QUE LOS EEUU NO HABIAN TENIDO
OTRO RECURSO QUE ELEGIR EL CAMPO BRITANICO.
- 2) BOMBARDEOS POR LOS AVIONES DE LA ROYAL AIR FORCE A LOS
AEROPUERTOS DE STANLEY Y GROSS GREEN.

LA APUESTA SERIA LA SIGUIENTE: ENFRENTADOS A ESTA DOBLE REPRES-
IA, LOS BRIT DE BS AS SE RESIGNARAN A ADMITIR QUE NO DISPONEN
MEDIOS PARA GANAR. ENTONCES, LAS VERDADERAS NEGOCIACIONES PODRAN
COMENZAR.

CORCLARIO: LAS SANCIONES DECRETADAS POR LOS EEUU HAN SIDO SOBRE
TODO SIMBOLICAS. LAS REPERALIAS SE LIMITAN A LA ANULACION DE
250 MILLONES DE DOLARES EN CREDITOS CIVILES Y A MILLONES DE
MATERIAL MILITAR.

ESCALADA.

ADVERTENCIA SUPLEMENTARIA: LA PROMESA DE LOS EEUU DE PROVEER A
LOS BRIT EL MATERIAL NECESARIO PARA SEGUIR LAS OPERACIONES.
DICHO DE OTRA FORMA, SI LOS ARGENTINOS CONTINUAN NO SIENDO
RAZONABLES, RELIGAN TENER UNA LARGA GUERRA. LOS EXPERTOS ACUERDAN
A LOS BRIT UNA AUTONOMIA MARINA DE 90 DIAS. MAS ALLA DE ESTE
LIMITE LOS AMERICANOS TOMARAN EL COMANDO.

REAGAN FUE BRUTAL DIRIGIENDOSE A PERIODISTAS: TENEMOS QUE
RECORDAR QUE ES ARGENTINA QUE HA ELIGIDO LA AGRESION. ES
ESSENCIAL HACER RESPETAR EL PRINCIPIO QUE LA AGRESION NO PUEDE
SER RECOMPENSADA JAMAS.

LOS CINCO PUNTOS DEL PLAN AMERICANO ESTAN SOBRE LA MESA.
CESO DE LAS HOSTILIDADES, EVACUACION SIMULTANEA DE LAS FUERTAS
ARG Y BRIT, ESTABLECIMIENTO DE UNA ADMINISTRACION INTERINA QUE
ASOCIE BRIT Y ARG, APERTURA DE LAS NEGOCIACIONES PARA UNA SOLU-
CION DEFINITIVA ANTES DEL 31 DIC PROXIMO.

SEGU HACI UN BALANCE DE LA CRISIS: LADO POSITIVO: ALIANTIA ESPECI-
TACULAR DE LOS EEUU Y G.B. EN DETRIMENTO INTERESES REGIONALES.
DE WASHINGTON SERA UTIL PARA CONVENCER A LOS EUROPEOS EN QUE
CONSIENTAN UN MAYOR ESFUERZO PARA LA DEFENSA COMUN.
LADO NEGATIVO: AUN SI ESTA SOLIDARIDAD ES TEORICA, EL CONJUNTO
DE AMERICA LATINA SE FRENTE COMUN AL INTERLISTA YANKEE.
LOS EEUU NO PUEDEN CONTAR MAS CON SUS AMIGOS DEL SUR, ESPE-
CIALMENTE CON ARGENTINA.

4-LE QUOTIDIEN.

LA ELECCION ARRIESGADA DE LOS EEUU.

LOS EEUU ELIGIERON SU CAMPO: GRAN BRITANIA. ENTRE DOS PRIORI-
DADES -AMERICA LATINA Y EUROPA- EEUU OPTO POR EL VIEJO CONTI-
NENTE. FUERON SUFICIENTES ALGUNAS SALVAS PARA QUE LOS AMERICANOS
SE PENSAN DEL LADO DE SUS ALIADOS TRADICIONALES.

LOS EEUU CONCLUYERON QUE NUNCA OTRO EXPERIENCIA DE LLEVAR A
LOS ARGENTINOS QUE LO DE "INFLIETR" UNA TERAPIA DE CHOQUE
EN DOS TIEMPOS:

- 1) DECLARACION DE HAIG ACUSANDO A LA ARGENTINA DE SER LA RES-
PONSABLE DEL IMPASSE Y CONCLUYENDO QUE LOS EEUU NO HABIAN TENIDO
OTRO RECURSO QUE ELEGIR EL CAMPO BRITANICO.
- 2) BOMBARDEOS POR LOS AVIONES DE LA ROYAL AIR FORCE A LOS
AEROPUERTOS DE STANLEY Y GROSS GREEN.

LA APUESTA SERIA LA SIGUIENTE: ENFRENTADOS A ESTA DOBLE REPRES-
IA, LOS BRIT DE BS AS SE RESIGNARAN A ADMITIR QUE NO DISPONEN
MEDIOS PARA GANAR. ENTONCES, LAS VERDADERAS NEGOCIACIONES PODRAN
COMENZAR.

CORCLARIO: LAS SANCIONES DECRETADAS POR LOS EEUU HAN SIDO SOBRE
TODO SIMBOLICAS. LAS REPERALIAS SE LIMITAN A LA ANULACION DE
250 MILLONES DE DOLARES EN CREDITOS CIVILES Y A MILLONES DE
MATERIAL MILITAR.

ESCALADA.

ADVERTENCIA SUPLEMENTARIA: LA PROMESA DE LOS EEUU DE PROVEER A
LOS BRIT EL MATERIAL NECESARIO PARA SEGUIR LAS OPERACIONES.
DICHO DE OTRA FORMA, SI LOS ARGENTINOS CONTINUAN NO SIENDO
RAZONABLES, RELIGAN TENER UNA LARGA GUERRA. LOS EXPERTOS ACUERDAN
A LOS BRIT UNA AUTONOMIA MARINA DE 90 DIAS. MAS ALLA DE ESTE
LIMITE LOS AMERICANOS TOMARAN EL COMANDO.

REAGAN FUE BRUTAL DIRIGIENDOSE A PERIODISTAS: TENEMOS QUE
RECORDAR QUE ES ARGENTINA QUE HA ELIGIDO LA AGRESION. ES
ESSENCIAL HACER RESPETAR EL PRINCIPIO QUE LA AGRESION NO PUEDE
SER RECOMPENSADA JAMAS.

LOS CINCO PUNTOS DEL PLAN AMERICANO ESTAN SOBRE LA MESA.
CESO DE LAS HOSTILIDADES, EVACUACION SIMULTANEA DE LAS FUERTAS
ARG Y BRIT, ESTABLECIMIENTO DE UNA ADMINISTRACION INTERINA QUE
ASOCIE BRIT Y ARG, APERTURA DE LAS NEGOCIACIONES PARA UNA SOLU-
CION DEFINITIVA ANTES DEL 31 DIC PROXIMO.

SEGU HACI UN BALANCE DE LA CRISIS: LADO POSITIVO: ALIANTIA ESPECI-
TACULAR DE LOS EEUU Y G.B. EN DETRIMENTO INTERESES REGIONALES.
DE WASHINGTON SERA UTIL PARA CONVENCER A LOS EUROPEOS EN QUE
CONSIENTAN UN MAYOR ESFUERZO PARA LA DEFENSA COMUN.
LADO NEGATIVO: AUN SI ESTA SOLIDARIDAD ES TEORICA, EL CONJUNTO
DE AMERICA LATINA SE FRENTE COMUN AL INTERLISTA YANKEE.
LOS EEUU NO PUEDEN CONTAR MAS CON SUS AMIGOS DEL SUR, ESPE-
CIALMENTE CON ARGENTINA.

4-LE QUOTIDIEN.

LA ELECCION ARRIESGADA DE LOS EEUU.

LOS EEUU ELIGIERON SU CAMPO: GRAN BRITANIA. ENTRE DOS PRIORI-
DADES -AMERICA LATINA Y EUROPA- EEUU OPTO POR EL VIEJO CONTI-
NENTE. FUERON SUFICIENTES ALGUNAS SALVAS PARA QUE LOS AMERICANOS
SE PENSAN DEL LADO DE SUS ALIADOS TRADICIONALES.

LOS EEUU CONCLUYERON QUE NUNCA OTRO EXPERIENCIA DE LLEVAR A
LOS ARGENTINOS QUE LO DE "INFLIETR" UNA TERAPIA DE CHOQUE
EN DOS TIEMPOS:

- 1) DECLARACION DE HAIG ACUSANDO A LA ARGENTINA DE SER LA RES-
PONSABLE DEL IMPASSE Y CONCLUYENDO QUE LOS EEUU NO HABIAN TENIDO
OTRO RECURSO QUE ELEGIR EL CAMPO BRITANICO.
- 2) BOMBARDEOS POR LOS AVIONES DE LA ROYAL AIR FORCE A LOS
AEROPUERTOS DE STANLEY Y GROSS GREEN.

LA APUESTA SERIA LA SIGUIENTE: ENFRENTADOS A ESTA DOBLE REPRES-
IA, LOS BRIT DE BS AS SE RESIGNARAN A ADMITIR QUE NO DISPONEN
MEDIOS PARA GANAR. ENTONCES, LAS VERDADERAS NEGOCIACIONES PODRAN
COMENZAR.

CORCLARIO: LAS SANCIONES DECRETADAS POR LOS EEUU HAN SIDO SOBRE
TODO SIMBOLICAS. LAS REPERALIAS SE LIMITAN A LA ANULACION DE
250 MILLONES DE DOLARES EN CREDITOS CIVILES Y A MILLONES DE
MATERIAL MILITAR.

ESCALADA.

ADVERTENCIA SUPLEMENTARIA: LA PROMESA DE LOS EEUU DE PROVEER A
LOS BRIT EL MATERIAL NECESARIO PARA SEGUIR LAS OPERACIONES.
DICHO DE OTRA FORMA, SI LOS ARGENTINOS CONTINUAN NO SIENDO
RAZONABLES, RELIGAN TENER UNA LARGA GUERRA. LOS EXPERTOS ACUERDAN
A LOS BRIT UNA AUTONOMIA MARINA DE 90 DIAS. MAS ALLA DE ESTE
LIMITE LOS AMERICANOS TOMARAN EL COMANDO.

REAGAN FUE BRUTAL DIRIGIENDOSE A PERIODISTAS: TENEMOS QUE
RECORDAR QUE ES ARGENTINA QUE HA ELIGIDO LA AGRESION. ES
ESSENCIAL HACER RESPETAR EL PRINCIPIO QUE LA AGRESION NO PUEDE
SER RECOMPENSADA JAMAS.

LOS CINCO PUNTOS DEL PLAN AMERICANO ESTAN SOBRE LA MESA.
CESO DE LAS HOSTILIDADES, EVACUACION SIMULTANEA DE LAS FUERTAS
ARG Y BRIT, ESTABLECIMIENTO DE UNA ADMINISTRACION INTERINA QUE
ASOCIE BRIT Y ARG, APERTURA DE LAS NEGOCIACIONES PARA UNA SOLU-
CION DEFINITIVA ANTES DEL 31 DIC PROXIMO.

SEGU HACI UN BALANCE DE LA CRISIS: LADO POSITIVO: ALIANTIA ESPECI-
TACULAR DE LOS EEUU Y G.B. EN DETRIMENTO INTERESES REGIONALES.
DE WASHINGTON SERA UTIL PARA CONVENCER A LOS EUROPEOS EN QUE
CONSIENTAN UN MAYOR ESFUERZO PARA LA DEFENSA COMUN.
LADO NEGATIVO: AUN SI ESTA SOLIDARIDAD ES TEORICA, EL CONJUNTO
DE AMERICA LATINA SE FRENTE COMUN AL INTERLISTA YANKEE.
LOS EEUU NO PUEDEN CONTAR MAS CON SUS AMIGOS DEL SUR, ESPE-
CIALMENTE CON ARGENTINA.

4-LE QUOTIDIEN.

LA ELECCION ARRIESGADA DE LOS EEUU.

LOS EEUU ELIGIERON SU CAMPO: GRAN BRITANIA. ENTRE DOS PRIORI-
DADES -AMERICA LATINA Y EUROPA- EEUU OPTO POR EL VIEJO CONTI-
NENTE. FUERON SUFICIENTES ALGUNAS SALVAS PARA QUE LOS AMERICANOS
SE PENSAN DEL LADO DE SUS ALIADOS TRADICIONALES.

LOS EEUU CONCLUYERON QUE NUNCA OTRO EXPERIENCIA DE LLEVAR A
LOS ARGENTINOS QUE LO DE "INFLIETR" UNA TERAPIA DE CHOQUE
EN DOS TIEMPOS:

- 1) DECLARACION DE HAIG ACUSANDO A LA ARGENTINA DE SER LA RES-
PONSABLE DEL IMPASSE Y CONCLUYENDO QUE LOS EEUU NO HABIAN TENIDO
OTRO RECURSO QUE ELEGIR EL CAMPO BRITANICO.
- 2) BOMBARDEOS POR LOS AVIONES DE LA ROYAL AIR FORCE A LOS
AEROPUERTOS DE STANLEY Y GROSS GREEN.

LA APUESTA SERIA LA SIGUIENTE: ENFRENTADOS A ESTA DOBLE REPRES-
IA, LOS BRIT DE BS AS SE RESIGNARAN A ADMITIR QUE NO DISPONEN
MEDIOS PARA GANAR. ENTONCES, LAS VERDADERAS NEGOCIACIONES PODRAN
COMENZAR.

CORCLARIO: LAS SANCIONES DECRETADAS POR LOS EEUU HAN SIDO SOBRE
TODO SIMBOLICAS. LAS REPERALIAS SE LIMITAN A LA ANULACION DE
250 MILLONES DE DOLARES EN CREDITOS CIVILES Y A MILLONES DE
MATERIAL MILITAR.

ESCALADA.

ADVERTENCIA SUPLEMENTARIA: LA PROMESA DE LOS EEUU DE PROVEER A
LOS BRIT EL MATERIAL NECESARIO PARA SEGUIR LAS OPERACIONES.
DICHO DE OTRA FORMA, SI LOS ARGENTINOS CONTINUAN NO SIENDO
RAZONABLES, RELIGAN TENER UNA LARGA GUERRA. LOS EXPERTOS ACUERDAN
A LOS BRIT UNA AUTONOMIA MARINA DE 90 DIAS. MAS ALLA DE ESTE
LIMITE LOS AMERICANOS TOMARAN EL COMANDO.

REAGAN FUE BRUTAL DIRIGIENDOSE A PERIODISTAS: TENEMOS QUE
RECORDAR QUE ES ARGENTINA QUE HA ELIGIDO LA AGRESION. ES
ESSENCIAL HACER RESPETAR EL PRINCIPIO QUE LA AGRESION NO PUEDE
SER RECOMPENSADA JAMAS.

LOS CINCO PUNTOS DEL PLAN AMERICANO ESTAN SOBRE LA MESA.
CESO DE LAS HOSTILIDADES, EVACUACION SIMULTANEA DE LAS FUERTAS
ARG Y BRIT, ESTABLECIMIENTO DE UNA ADMINISTRACION INTERINA QUE
ASOCIE BRIT Y ARG, APERTURA DE LAS NEGOCIACIONES PARA UNA SOLU-
CION DEFINITIVA ANTES DEL 31 DIC PROXIMO.

SEGU HACI UN BALANCE DE LA CRISIS: LADO POSITIVO: ALIANTIA ESPECI-
TACULAR DE LOS EEUU Y G.B. EN DETRIMENTO INTERESES REGIONALES.
DE WASHINGTON SERA UTIL PARA CONVENCER A LOS EUROPEOS EN QUE
CONSIENTAN UN MAYOR ESFUERZO PARA LA DEFENSA COMUN.
LADO NEGATIVO: AUN SI ESTA SOLIDARIDAD ES TEORICA, EL CONJUNTO
DE AMERICA LATINA SE FRENTE COMUN AL INTERLISTA YANKEE.
LOS EEUU NO PUEDEN CONTAR MAS CON SUS AMIGOS DEL SUR, ESPE-
CIALMENTE CON ARGENTINA.

4-LE QUOTIDIEN.

LA ELECCION ARRIESGADA DE LOS EEUU.

LOS EEUU ELIGIERON SU CAMPO: GRAN BRITANIA. ENTRE DOS PRIORI-
DADES -AMERICA LATINA Y EUROPA- EEUU OPTO POR EL VIEJO CONTI-
NENTE. FUERON SUFICIENTES ALGUNAS SALVAS PARA QUE LOS AMERICANOS
SE PENSAN DEL LADO DE SUS ALIADOS TRADICIONALES.

LOS EEUU CONCLUYERON QUE NUNCA OTRO EXPERIENCIA DE LLEVAR A
LOS ARGENTINOS QUE LO DE "INFLIETR" UNA TERAPIA DE CHOQUE
EN DOS TIEMPOS:

- 1) DECLARACION DE HAIG ACUSANDO A LA ARGENTINA DE SER LA RES-
PONSABLE DEL IMPASSE Y CONCLUYENDO QUE LOS EEUU NO HABIAN TENIDO
OTRO RECURSO QUE ELEGIR EL CAMPO BRITANICO.
- 2) BOMBARDEOS POR LOS AVIONES DE LA ROYAL AIR FORCE A LOS
AEROPUERTOS DE STANLEY Y GROSS GREEN.

LA APUESTA SERIA LA SIGUIENTE: ENFRENTADOS A ESTA DOBLE REPRES-
IA, LOS BRIT DE BS AS SE RESIGNARAN A ADMITIR QUE NO DISPONEN
MEDIOS PARA GANAR. ENTONCES, LAS VERDADERAS NEGOCIACIONES PODRAN
COMENZAR.

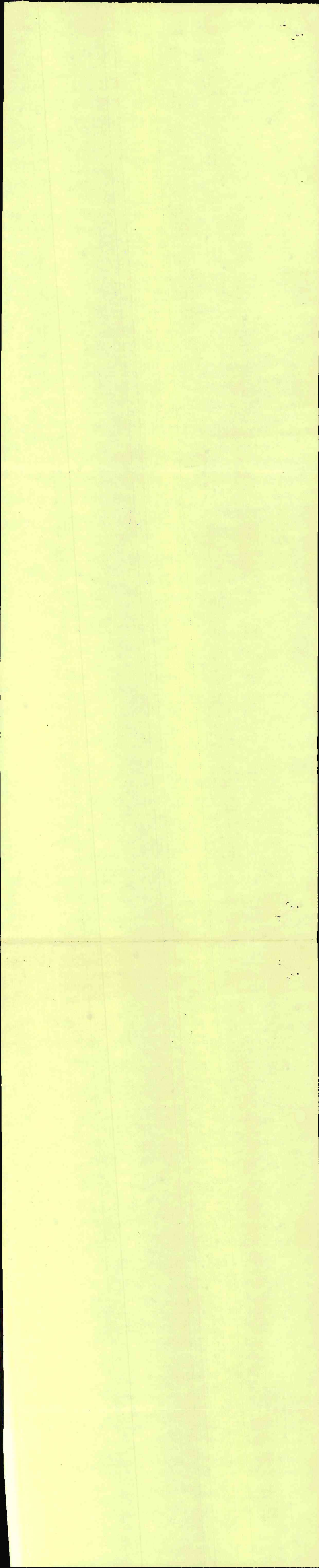
CORCLARIO: LAS SANCIONES DECRETADAS POR LOS EEUU HAN SIDO SOBRE
TODO SIMBOLICAS. LAS REPERALIAS SE LIMITAN A LA ANULACION DE
250 MILLONES DE DOLARES EN CREDITOS CIVILES Y A MILLONES DE
MATERIAL MILITAR.

ESCALADA.

ADVERTENCIA SUPLEMENTARIA: LA PROMESA DE LOS EEUU DE PROVEER A
LOS BRIT EL MATERIAL NECESARIO PARA SEGUIR LAS OPERACIONES.
DICHO DE OTRA FORMA, SI LOS ARGENTINOS CONTINUAN NO SIENDO
RAZONABLES, RELIGAN TENER UNA LARGA GUERRA. LOS EXPERTOS ACUERDAN
A LOS BRIT UNA AUTONOMIA MARINA DE 90 DIAS. MAS ALLA DE ESTE
LIMITE LOS AMERICANOS TOMARAN EL COMANDO.

REAGAN FUE BRUTAL DIRIGIENDOSE A PERIODISTAS: TENEMOS QUE
RECORDAR QUE ES ARGENTINA QUE HA ELIGIDO LA AGRESION. ES
ESSENCIAL HACER RESPETAR EL PRINCIPIO QUE LA AGRESION NO PUEDE
SER RECOMPENSADA JAMAS.

LOS CINCO PUNTOS DEL PLAN AMERICANO ESTAN SOBRE



Un mystérieux avion militaire

ARGENTINE
reçoit-elle du matériel militaire soviétique ? L'engagement américain au côté de la Grande-Bretagne en a ouvert la possibilité, estiment, à peu près unanimes, les observateurs à Moscou, qui constataient jusque-là une grande prudence de la direction soviétique.

Pourtant, jeudi, le secrétaire d'Etat, Alexander Haig, confiait à des parlementaires américains que les services secrets US avaient

acquis la conviction que l'URSS avait livré à l'Argentine, au cours des jours précédents, du matériel militaire sophistiqué, principalement destiné à la lutte anti-sous-marins : un avion militaire cubain, en route vers Buenos Aires, aurait dû faire un atterrissage forcé au Brésil, du fait d'une défaillance de moteurs. Avant qu'il ne reparte, des agents américains auraient eu le temps d'examiner sa cargaison.

les effets des sanctions économiques, déjà coûté cs à la ... etagne

, chute de certaines valeurs
que des capitaux : pour la
équences économiques de la
nt encore bénignes. Mais les
uiets : d'ores et déjà la fac-
millions de livres (plus de 3
qui n'arrange pas les comp-
quier.

remontée au plus haut depuis
un an, a fait brutalement
machine arrière il y a une
semaine. Enfin, de nombreux
opérateurs se débarrassent de

implication militaire directe
américaine. Les sanctions des
Etats-Unis sont donc en
retrait par rapport à celles qui
ont été prises par les pays de
la Communauté européenne.
Lesquels ont imposé un
embargo total sur les impor-
tations en provenance
d'Argentine. Mais les ban-
ques américaines détiennent
des créances à long terme de
9,2 milliards de dollars (plus
de 55 milliards de nos francs)
à l'égard de l'Argentine. Elles

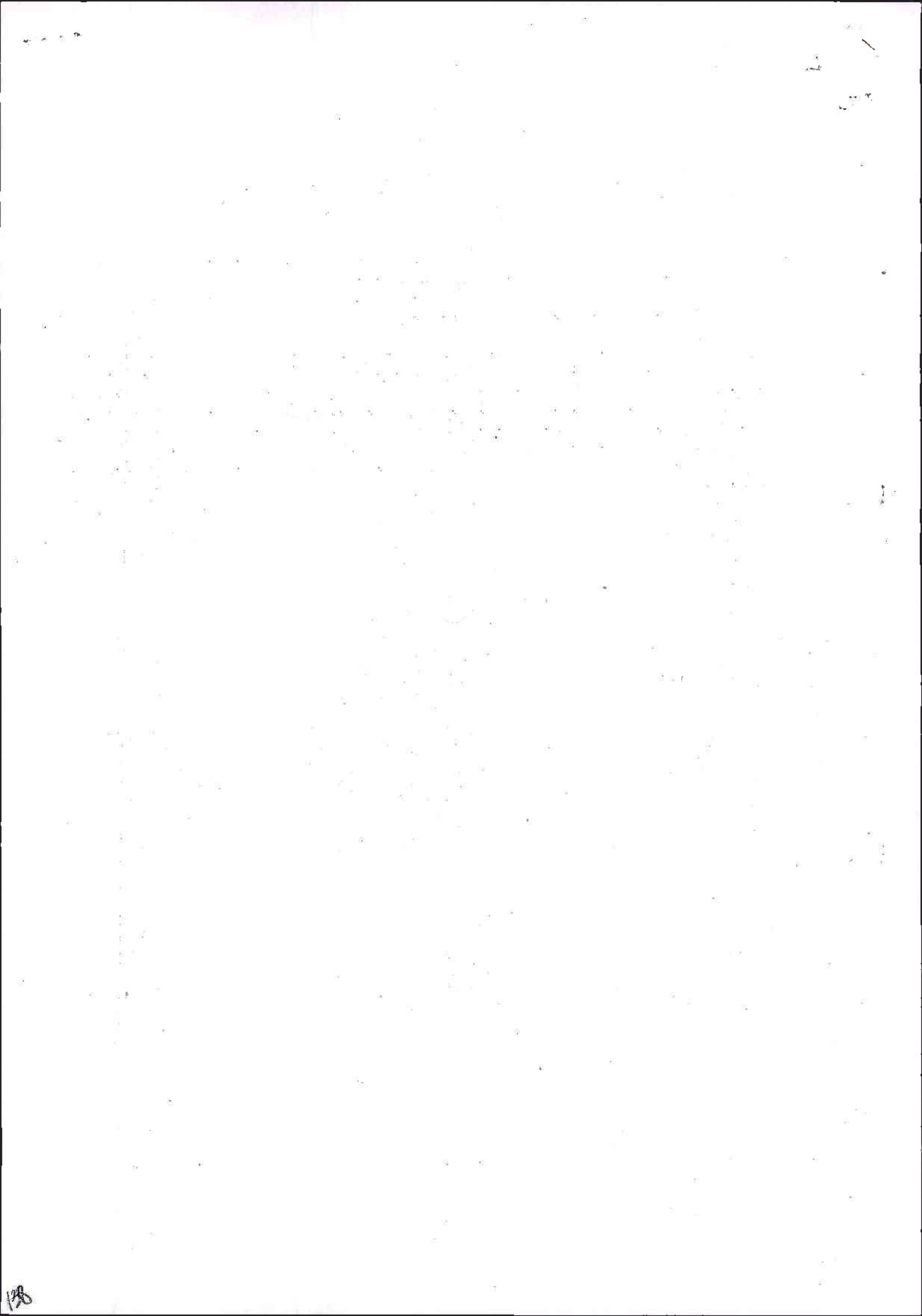
(2)
TRADUCCION

DIARIO LE MATIN DE PARIS DEL 3 DE MAYO DE 1982

UN MISTERIOSO AVION MILITAR

La ARGENTINA recibe material militar soviético? El compromiso de EEUU hacia LONDRES, ha abierto esta posibilidad, estiman más o menos unánimemente, los observadores en MOSCU quienes constataron al mismo tiempo una gran prudencia de la dirección soviética.

Sin embargo el jueves, el Secretario de Estado HAIG confiaba a parlamentarios americanos que los servicios secretos de la US tenían la convicción de que la URSS habría librado a ARGENTINA en el curso de los días precedentes, material militar sofisticado, principalmente destinado a la lucha anti-sub marinos: un avión militar cubano, en ruta hacia BUENOS AIRES, tuvo que hacer un aterrizaje forzado en BRASIL, por un problema de motores. Antes de su partida, los agentes americanos habrían tenido el tiempo necesario para examinar su carga.



①

TRADUCCIONDIARIO LE MATIN DE PARIS DEL 3 DE MAYO DE 1982LA GUERRA DE LAS MALVINASLIBERAR ARGENTINA

Si se admite que ARGENTINA tiene sus derechos sobre las MALVINAS, relativamente cercanas a sus costas, es ya más difícil hablar de los derechos de un pueblo colonizado, los habitantes de las islas siendo de habla inglesa nunca pidieron depender de un país de habla española.

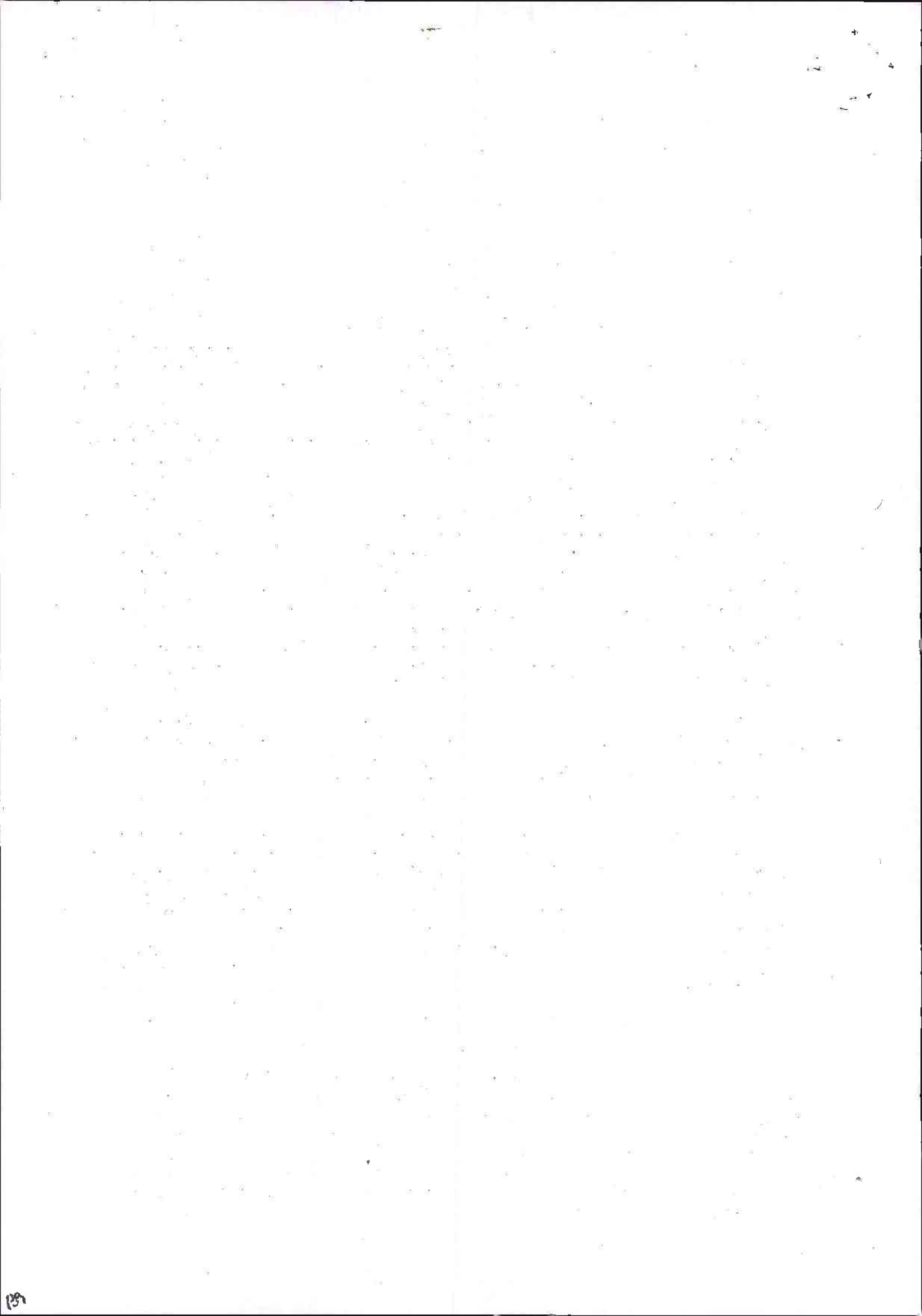
Pero allí no está lo esencial, estima ALAIN TOURAINE: lo esencial es que un gobierno dictatorial, cuyo poder descansa en la tortura, busca cubrir su fracaso económico y su propia debilidad política mobilizando sentimientos nacionalistas.

Presentar a ARGENTINA como a un país en lucha para lograr su independencia nacional y la destrucción de los últimos restos de colonialismo inglés es risible. El sentimiento nacional de los argentinos es respetable y nada tiene que ver con la crisis actual. La posición soviética se comprende mejor. En primer lugar porque la UNION SOVIETICA es un cliente muy importante para las exportaciones agrícolas argentinas, y se sirve de su posición para suscitar una crisis en una región dominada por los americanos, lo que es parte de una buena guerra fría, seguidamente porque se comprende la simpatía que tiene MOSCU por cualquier invasión de un territorio extranjero aún cuando las ambiciones de los invasores de las MALVINAS son más modestas que las de los conquistadores de AFGANISTAN.

En cuanto a nosotros, no finjamos ver en la crisis en curso un enfrentamiento entre dos naciones, y menos todavía el retroceso del colonialismo inglés. Lo que cuenta por encima de todo es liberar a ARGENTINA gran país que sucumbe bajo la represión y el miedo. El país de los desaparecidos y de las "admirables locas de la Plaza de Mayo", el país del cual la capital fue durante tanto tiempo el centro intelectual más grande de AMERICA LATINA, y del cual los sabios y los artistas se encuentran en el exilio en MEXICO, en FRANCIA o en otros países, y viven en la inquietud y en el silencio. No se podría esperar que la crisis, desencadenada por el gobierno militar, se vuelva contra el, que un fracaso podría hasta hacerlo caer?

Los militares hacen llamado al nacionalismo, pero éste, alimentado de una larga tradición peronista, está también atado en ARGENTINA a la defensa de los intereses sindicales y en otros medios está asociado a la conciencia de la caída continua de un país que fué hace tiempo para millones de inmigrantes "la AMERICA", país libre, rico, creador. Cesemos de seguir este lejano conflicto como si se tratara de una crisis mundial o simplemente de un enfrentamiento entre estados. Lo que se cuestiona no es la libertad de las MALVINAS, es la libertad de ARGENTINA.

Las probabilidades de liberación de ARGENTINA son probablemente mejores de lo que pensamos. En el sur del continente latino-americano, los regimenes populistas han sido primero barridos por los golpes de Estado Militares, en BRASIL en 1964, en URUGUAY en 1971, en CHILE en 1973, en ARGENTINA en 1976, sin contar BOLIVIA que no conoció más que en breves períodos una apertura democrática. Pero después de este período de reacción y de represión, sobreviene un período de crisis económica y política. En CHILE en particular, las ilusiones creadas por la política de los "CHICAGOS BOYS" han desaparecido.



El mercado interior se redujo por el retroceso de la clase media, y el nivel de vida obrero es más bajo que el de hace 40 años. El crecimiento que no favorecía más que a una minúscula elite se agotó rápidamente, dejando el país desdentado.

El balance de ARGENTINA, como el del URUGUAY, es aún más completamente negativo. El poder militar no pudo ni siquiera lograr establecerse sólidamente. Las luchas entre las fracciones se tradujeron en una represión todavía más salvaje, por el hecho que era más incoherente. La inflación que llegaba todavía a un 100 % en 1980 y que superó esta cifra en 1981 aplasta los asalariados reales. El índice de la producción industrial bajó 2 puntos desde 1975 hasta 1980. El PNB sufrió un ligero retroceso en 1980, el Peso mantenido artificialmente con un curso demasiado elevado, fué devaluado en un 30% en abril 1981. La Balanza de Pagos a pesar de la importancia de las exportaciones agrícolas, es altamente deficitaria.

Por otra parte ARGENTINA no es en absoluto un país sub-desarrollado. Su alto nivel de urbanización, de educación y hasta de ingreso, hace escandaloso el rechazo por parte de los dirigentes de la modernización. La asociación de los grandes intereses agrarios y de la dictadura militar debilita la industrialización al mismo tiempo que perjudica los intereses de la clase media urbana y de la clase obrera.

Por que la crisis de las MALVINAS no podría desencadenar una crisis de la dictadura? Si ese objetivo principal se alcanzara, no sería más tan difícil encontrar una solución para las islas. Por supuesto, MARGARET THATCHER juega de su lado a cara o seca. Busca también a tapan el fracaso político mobilizando el amor propio nacional, hasta ahora totalmente indiferente a los habitantes de las FALKLAND. Pero no comparemos THATCHER a los generales argentinos !

No se trata de tomar partido por GRAN BRETAÑA y contra ARGENTINA, se trata de tomar partido a favor de los argentinos contra los dictadores que los aprimen y que agravan la crisis de su país. No se trata de desprestigiar las centenas de habitantes de las MALVINAS, sino dar prioridad a 27 millones de argentinos.

Es posible esperar también que una conmoción de la dictadura al este de la cordillera debilitaría a PINOCHET sobre la costa Pacífica, sin olvidar el "desgraciado" o "pobre" URUGUAY, aplastado, destruido, vaciado de su substancia por la dictadura. La caída de las dictaduras del CONO SUR del continente latino-americano es el objetivo que debe dirigir nuestras reacciones en la crisis abierta por la iniciativa peligrosas de los amos provisorios de ARGENTINA.-



LA GUERRE DES MALOUINES

Libérer l'Argentine

par Alain Touraine

Si l'on admet que l'Argentine ait des droits sur les Malouines, relativement proches de ses côtes, il est déjà plus difficile de parler des droits d'un peuple colonisé, les habitants des îles étant de langue anglaise et n'ayant jamais demandé leur rattachement à un pays de langue espagnole. Mais là n'est pas l'essentiel, estime Alain Touraine : l'essentiel est qu'un gouvernement dictatorial, dont le pouvoir repose sur la torture, cherche à couvrir son échec économique et sa propre faiblesse politique en mobilisant des sentiments nationalistes.

PRESENTER l'Argentine comme un pays en lutte pour l'achèvement de son indépendance nationale et la destruction des derniers restes du colonialisme anglais est risible. Le sentiment national des Argentins est respectable et n'a rien à voir avec la crise actuelle. La position soviétique se comprend mieux. D'abord parce que l'Union soviétique est devenue un client très important pour les exportations agricoles de l'Argentine et se sert de sa position commerciale pour susciter une crise dans une région dominée par les Américains, ce qui est de bonne guerre froide, ensuite parce qu'on comprend la sympathie de Moscou pour l'invasion d'un territoire étranger même si les ambitions des envahisseurs des Malouines sont plus modestes que celles des conquérants de l'Afghanistan.

Quant à nous, ne feignons pas de voir dans la crise en cours l'affrontement de deux nations, encore moins un nouveau recul du colonialisme britannique. Ce qui compte par-dessus tout est de libérer l'Argentine, grand pays qui succombe sous la répression et la peur. Le pays des disparus et des admirables « folles de Mai », le pays dont la capitale fut pendant si longtemps le plus grand centre intellectuel d'Amérique latine et dont les savants et les artistes sont maintenant en exil au Mexique, en France ou ailleurs, et vivent dans l'inquiétude et le silence. Ne peut-on pas espérer que la crise, déclenchée par le gouvernement militaire, pourrait se retourner contre lui, qu'un échec pourrait même le faire tomber ?

Les militaires en appellent au nationalisme, mais celui-ci, nourri d'une longue tradition peroniste, est aussi attaché en Argentine à la

défense des intérêts syndicaux et dans d'autres milieux il est associé à la conscience de la chute continue d'un pays qui fut autrefois pour des millions d'immigrants l'« Amérique », pays libre, riche, créateur. Cessons de suivre ce lointain conflit comme s'il s'agissait d'une crise mondiale ou simplement d'un affrontement entre Etats. Ce qui est en cause n'est pas la liberté des Malouines, mais celle de l'Argentine.

Les chances de libération de l'Argentine sont peut-être meilleures qu'on pense. Dans tout le sud du continent latino-américain, les régimes « populistes » ont d'abord été balayés par des coups d'Etat militaires, au Brésil en 1964, en Uruguay en 1971, au Chili en 1973, en Argentine en 1976, sans compter la Bolivie qui n'a connu que de brèves périodes d'ouverture démocratique. Mais, après cette période de réaction et de répression, vient une période de crise économique et politique. Au Chili, en particulier, les illusions créées par la politique des Chicago Boys se sont envolées. Le marché intérieur a été rétréci par le recul de la classe moyenne, et le niveau de vie ouvrier est encore plus bas qu'il y a dix ans. La croissance qui ne profitait qu'à une minuscule élite s'est vite épuisée, laissant le pays endetté.

Le bilan de l'Argentine, comme celui de l'Uruguay, est plus complètement négatif encore. Le pouvoir militaire n'a même pas réussi à s'établir solidement. Les luttes entre factions se sont traduites par une répression encore plus sauvage du fait qu'elle était plus incohérente. L'inflation, qui atteignait encore 100 % en 1980 et a dépassé ce chiffre en 1981, écrase les salaires réels. L'indice de la production industrielle a baissé de deux

points de 1975 à 1980. Le PNB a reculé légèrement en 1980, le Peso, maintenu artificiellement à un cours trop élevé, a dû être dévalué de 30 % en avril 1981. La balance des paiements, malgré l'importance des exportations agricoles, est fortement déficitaire.

Or l'Argentine n'est nullement un pays sous-développé. Son haut niveau d'urbanisation, d'éducation et même de revenus, rend scandaleux le refus, par ses dirigeants, de la modernisation. L'association des grands intérêts agraires et de la dictature militaire affaiblit l'industrialisation en même temps qu'elle porte atteinte aux intérêts de la classe moyenne urbaine et de la classe ouvrière.

Pourquoi la crise des Malouines ne déclencherait-elle pas une crise de la dictature ? Si cet objectif principal était atteint, il ne serait plus difficile de trouver une solution pour les îles. Bien sûr, Margaret Thatcher joue de son côté à quitte ou double. Elle cherche, elle aussi, à racheter son échec politique en mobilisant l'amour propre national, jusqu'alors tout à fait indifférent aux habitants des Falkland. Mais ne comparons pas Thatcher et les généraux argentins !

Il ne s'agit pas de prendre le parti de la Grande-Bretagne contre celui de l'Argentine ; il s'agit de prendre le parti des Argentins contre les dictateurs qui les oppriment et qui aggravent la crise de leur pays. Ce n'est pas mépriser les quelques centaines d'habitants des Malouines que de donner une absolue priorité à la libération de 27 millions d'Argentins.

Il est permis aussi d'espérer qu'un ébranlement de la dictature à l'est de la cordillère affaiblirait Pinochet sur la côte Pacifique, sans oublier le malheureux Uruguay, écrasé, détruit, vidé de sa substance par la dictature. Le renversement des dictatures du « cône sud » du continent latino-américain est l'objectif qui doit commander nos réactions dans la crise ouverte par l'initiative dangereuse des maîtres provisoires de l'Argentine.

A. T.

«Amoco-Cadiz» : 2 tonnes 220000 tonnes de pétrole

*avaient profité des lacunes du droit international
de Chicago devrait constituer un important précédent*

professionnelles et les quelque soixante-
gnants « privés » qui poursuivent
hui, devant le tribunal de Chicago,
s plus grandes compagnies pétrolières
es, la Standard Oil, et sa filiale arma-
moco International, ainsi que quatre
sociétés ou personnes physiques, ont en
l'espoir de voir naître une jurispru-
di ne laissera plus désormais les victi-

mes désarmées devant les responsables des
plus graves pollutions.

Ce procès, présidé par le juge fédéral
Frank McGarr, durera au moins jusqu'à la
fin de 1983. Il examinera, dans un premier
temps, le problème des responsabilités sur les-
quelles le juge devrait se prononcer avant la
fin de cette année. Ce n'est qu'après ce pre-
mier jugement et les procédures d'appel qui en
découleront que le magistrat examinera l'épi-
neuse question des dédommagements.

envoyé spécial à Chicago



deux au large de Portsall, où il s'est échoué avec son chargement de pétrole. Le plan Polmar.
r au nettoyage de la grève

résultat escompté sur le plan
financier est quasiment nul.

« Une maladie et une
injustice », estime
aujourd'hui Jean-Baptiste
Henry, conseiller de Ploudal-
mezeau et secrétaire du syndi-
cat mixte, « car tout le monde
savait que Bardari n'était
dans cette affaire que le lam-
piste ». Très vite, en effet, il
est apparu que le seul vérita-
ble maître à bord de l'Amoco-
Cadiz, après Dieu, n'était pas
le capitaine Bardari, mais un
petit homme en complet-
veston de technocrate à des
milliers de kilomètres de là :
Claude Fillips, directeur des
opérations maritimes
d'Amoco International, dont
le bureau se trouve dans le

durant avec l'Amoco, au lieu
de le tirer en attendant la
signature de ce contrat. Il ira
même jusqu'à surestimer la
puissance de son bâtiment
pour ne pas avoir à partager
l'« affaire » avec un autre
remorqueur.

Pour atteindre ce qu'ils
estimaient être les véritables
responsables de cette cata-
strophe, ceux qui sont
aujourd'hui poursuivis
devant le tribunal de Chicago,
les sociétés américaines Stan-
dard Oil et Amoco Internatio-
nal, la société libérienne
Amoco Transports, proprié-
taire du bateau, Claude Fil-
lips, directeur des opérations
maritimes, la société alle-
mande Bugsier de Hambourg,

l'Irlande, et les convainquit
de la possibilité d'une telle
action civile et de ses chances
de réussite.

Au cours de l'instruction
dite *discovery*, menée non pas
par un magistrat instructeur,
comme dans le droit français,
mais par les avocats eux-
mêmes, qui se transforment
en la circonstance en vérita-
bles officiers de police judi-
ciaire, tous les élus, tous les
fonctionnaires, y compris le
ministre de l'Environnement,
Michel d'Ornano, le secré-
taire d'Etat, Marc Becam, ont
été entendus par ces avocats
américains, soit aux Etats-
Unis, soit en France, souvent
au cours d'interrogatoires qui
durèrent plusieurs heures
d'affilée. Ils durent s'expli-
quer sur toutes leurs déclara-
tions, sur toutes leurs déci-
sions, sur tous leurs comptes.

« Chez moi, à Trebeurden,
se souvient le maire, Pierre
Lepape, interrogé plus de
25 heures à Chicago, j'ai dû
fournir 1 800 pièces : "Où
étiez-vous ce jour-là ? Que
faisiez-vous ? Pourquoi avez-
vous utilisé..." »

*re à bord n'était pas le capitaine
e en complet-veston à des milliers
de kilomètres de là »*

beau building blanc de la
Standard Oil. C'est lui qui,
pendant plus de douze heures,

sans oublier les chantiers
navals espagnols, Astilleros
Francés, les chantiers suédois et

LOS COMUNICADOS CONTRADICTORIOS DE SUCEDEN? PERO LA DIPLOMACIA
NO PIERDE SUS DERECHOS.

MALVINAS: CAÑONES Y GUERRA PSICOLOGICA

4706 439 B

Tendrá lugar la guerra de las Malvinas? Veinticuatro horas después de los combates intensivos, la calma parecía reinar nuevamente en las Malvinas. Los enfrentamientos comenzados el sábado de madrugada, según parece no dió ni vencidos ni vencedores. Mientras que en Londres se anunciaba que habían llegado a su objetivo _ neutralizar el aeropuerto de Port Stanley con el fin de aislar las Malvinas _ Buenos Aires afirmaba haber hecho fracasar a la flota británica.

Según Londres, los combates no dieron, del lado inglés, más que un herido y algunos daños materiales "superficiales". Tres aparatos argentinos fueron abatidos en el aeropuerto de Port Stanley ^{que} habría sido fuertemente dañado.

Al contrario, según la versión de Buenos Aires, el potencial aeronaval británico habría sido disminuido en más del 50 %. Según la prensa argentina finalmente, las pérdidas humanas se elevarían , del lado argentino, a tres muertos y siete heridos.

A pesar del clima extremadamente tenso que reina en las capitales británica y Argentina, parecía persistir la esperanza de una solución diplomática , durante la calma de ayer.

En efecto, ayer de mañana en Washington, después de una larga entrevista con el Secretario de Estado americano, Alexander Haig, el secretario del Foreign Office, Francis Pym, se declaraba listo a proseguir las negociaciones . Hacía notar sin embargo que "la Argentina continuaba poniendo obstáculos" a la búsqueda de un compromiso político y agregaba que El Reino Unido encaraba acrecentar sus presiones sobre Buenos Aires.

Durante ese tiempo, en la capital argentina, el Presidente Galtieri, después de haber subrayado que el conflicto de las Malvinas "costaba y costará todavía muchas vidas", afirmaba que su país " no izaría la bandera blanca"

Mientras la Argentina se declara descontenta de la toma de posición de los Estados Unidos (que se decidieron por los británicos), el secretario del Foreign Office se apresta hoy a encontrar al secretario general de las Naciones Unidas, Señor Perez de Cuellar.

Ayer en Roma, el Papa Jean-Paul II lanzó un llamado de atención sobre las graves consecuencias de un conflicto armado en las Malvinas. Finalmente, el presidente español Leopoldo Calvo Sotelo se propuso al gobierno argentino como mediador.

"La semana pasada, vine a los Estados Unidos para negociar con un mediador. Hoy vengo a consultar a un aliado" declaró Francis Pym al terminar su tête-à-tête de dos horas con Alexandre Haig. Está claro que, visto desde Washington, el nuevo asalto británico contra las Malvinas debe ser considerado como la prosecución de la diplomacia bajo otra forma. Est confirmado por Haig, quien decía a los periodistas: "La solución debe ser política ". Luego Pym explicaba : " Nosotros hemos aumentado las presiones en la Argentina. Pero la puerta queda abierta. Lo que queremos es que los argenti-

LE FIGARO 3 de mayo de 1982

MALVINAS: CAÑONES Y GUERRA PSSICOLOGICA

nos retiren su armada y se sienten a la mesa de las negociaciones para discutir de una manera civilizada". Y agregó "La intervención de nuestros aviones el sábado, no significa que hayamos renunciado a la búsqueda de una solución pacífica". La prueba es que Pym se dirigió luego a Nueva York para estudiar la propuesta del secretario general de la O.N.U., Javier Perez Cuellar.

A pesar de la toma de partido por los británicos, el secretario de Estado americano, Haig se decía dispuesto a ir a Buenos Aires para discutir en persona la última propuesta de su plan. Según el "New York Times", Haig acababa de obtener una concesión que le permitía esquivar el problema central de la soberanía en las islas. Según este diario, Haig estaría a punto de subir al avión cuando Costa Méndez lo detuvo, a las dos de la mañana.

Costa Méndez le anunciaba que la Junta había cambiado de opinión: el reconocimiento previo por los británicos de la soberanía de Buenos Aires sobre las Malvinas era la condición previa a toda negociación. Sin embargo, durante más de diez días continúan sus marchas para tratar de encontrar las bases de un acuerdo.

Los Estados Unidos concluyeron que no había otra esperanza de llevar a los argentinos que la de "infligir" según un funcionario de estado--"una terapéutica de choque".

Este remedio de caballo se daría en dos tiempos:

1º - Declaración de Haig acusando a la Argentina de ser la responsable del impasse y concluyendo que los Estados Unidos no habían tenido otro recurso que el de elegir el campo británico.

2º - Bombardeos por los aviones de la ROYAL AIR FORCE a los aeropuertos de PORT STANLEY y GROOSE GREEN.

La coincidencia en la cronología no debe seguramente nada al azar. La apuesta sería la siguiente: enfrentados a esta doble respuesta, los generales de BUENOS AIRES se resignarán a admitir que no disponen de medios para ganar. Entonces en ese caso, las verdaderas negociaciones podrán comenzar.

Corolario: las sanciones decretadas por los EEUU han sido sobre todo simbólicas. Se trata más vale de enviar un mensaje a la ARGENTINA más que de paralizarla. Las represalias americanas se limitan a la anulación de 230 millones de dólares en créditos civiles y 6 millones en entregas de material militar. Un boycott total al cual EEUU se reserva de recurrir si los argentinos persisten en su inflexibilidad, sería diferentemente molesto.

ARGENTINA, que es el cuarto mercado de los EEUU en AMERICA LATINA, importa más de 2 mil millones de dólares en productos "made in US". Por su lado los americanos compran en ARGENTINA por mil millones en petróleo, cuero y carne. El sector financiero es también muy importante: los préstamos de los bancos americanos a ARGENTINA sobrepasan los 9 mil millones de dólares. El margen de maniobra de la administración REAGAN en pues confortable, inversamente los argentinos no pueden hacerse ilusiones sobre la catástrofe económica que representaría para su país la adopción en WASHINGTON de medidas tan restrictivas como aquellas ya tomadas por la COMUNIDAD europea y ahora también por el JAPON.

ESCALADA

Advertencia suplementaria: la promesa de los EEUU de proveer a la flota británica el material necesario para el proseguimiento de las operaciones militares. Dicho de otra forma, si los argentinos continúan no siendo razonables, peligran tener una larga guerra. Los expertos del PENTAGONO acuerdan al cuerpo expedicionario británico una autonomía máxima de 90 días. Más allá de este límite serían los americanos los que tomarían el reemplazo.

Ultima demostración de esta estrategia de doble golpe: las tareas repartidas entre REAGAN y HAIG. El presidente fue particularmente brutal. Dirigiéndose, el viernes, a un grupo de periodistas, dijo: "Tenemos que recordar que es la ARGENTINA que ha alegido la agresión en esta disputa por un pequeño montoncito de cantos rodados congelados. Es esencial hacer res- petar el principio que la agresión no puede ser recompensada jamás" Denuncian- do la responsabilidad de BUENOS AIRES en el fracaso de las negociaciones, el secretario de Estado fue mucho más diplomático ." Teníamos razones para pensar que el REINO UNIDO estaba listo a encarar un arreglo sobre la base de nuestras proposiciones. Pero ARGENTINA viene de informarnos que no podía aceptar una tal solución"

(..)

La amenaza implícita que representa la eventualidad de una escalada en las represalias no debe eclipsar el hecho de que los cinco puntos del plan americano están sobre la mesa: cese de las hostilidades, evacuación simultánea de las fuerzas argentinas y británicas, fin de las sanciones econó- micas, establecimiento de una administración interina que asocie británicos y argentinos, apertura de las negociaciones para una solución definitiva que deberá intervenir antes del 31 de diciembre próximo.

Obligados a entender que la situación se decanta antes de pensar en una nueva iniciativa, los americanos estan haciendo el balance de la crisis. La do positivo: la alianza espectacular de los EEUU con GRAN BRETAÑA, en detrimento de los intereses regionales de WASHINGTON será útil para conven- cer a los europeos en que consientan un mayor esfuerzo para la defensa común.

Lado negativo: aún si esta solidaridad es esencialmente teórica, el conjunto de AMERICA LATINA hace frente común al imperialista yankee. Los EEUU no pueden contar más con sus amigos del SUR, especialmente con ARGENTINA que se vió asignada un rol crucial, para contrarrestar la subversión comunista en AMERICA CENTRAL.

En cuanto al hombre de la calle, estaría involucrado en el fracaso de otra negociación. El miercoles, la conferencia cumbre entre TIP O'NEIL, el locutor de la CAMARA, y el presidente REAGAN no pudo llegar a la meta del presupuesto "al compromiso de la última esperanza". A causa de no ha- ber podido comprenderse sobre la reducción del déficit que alcanza ahora 182 mil millones , los dos hombres han tenido que confesar que el resurgimiento de la economía sería nuevamente aplazado. Ello no impide que en su mayoría aparen- temente aplastante, los americanos están de todo corazón con los británicos. Para ellos GRAN BRETAÑA, no ha sólo reestablecido el honor de su bandera sino que vengó a OCCIDENTE de un decanato de humillaciones.

CHARLES LAMBROSCHINI

EX-107-11-2-11-10-10-10

LA ELECCION ARRIESGADA DE LOS ESTADOS UNIDOS

Los Estados Unidos eligieron su campo: el de Gran Bretaña. Entre dos prioridades _ la de América Latina y la de Europa _ Washington optó por el Viejo Continente. Fueron suficientes algunas salvas intercambiadas entre los 40 "rugientes" y los 500 "mugientes", en un decorado que evoca más la epopeya de los de Cabo de Hornos que aventuras militares, para que los americanos se pongan del lado de sus aliados tradicionales.

.....

Por sus consecuencias militares y sus dimensiones tradicionales, el asunto Malvinas se transformado en una crisis de primera importancia. Tal vez Claude Cheysson habría pensado muy bien en dar vueltas su lengua siete veces antes de declarar, la última semana en Luxemburgo, que el único mal engendrado hasta el presente por los acontecimientos era el "mal de Mer" (mareo).

Decididamente, el ministro francés de Relaciones Exteriores, tiene un fino sentido de la fórmula. Pero, cuando corre sangre, las buenas palabras toman el aspecto de bromas dudosas.

De un artículo de Pierre Beylau

CONFIDENTIAL

The following information is being furnished to you for your information only. It is not to be used for any other purpose. The information is being furnished to you for your information only. It is not to be used for any other purpose. The information is being furnished to you for your information only. It is not to be used for any other purpose.

The following information is being furnished to you for your information only. It is not to be used for any other purpose. The information is being furnished to you for your information only. It is not to be used for any other purpose. The information is being furnished to you for your information only. It is not to be used for any other purpose.

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

Le choix risqué des Etats-Unis

Les Etats-Unis ont choisi leur camp : celui de la Grande-Bretagne. Entre deux priorités — celle de l'Amérique latine et celle de l'Europe — Washington a opté pour le Vieux Continent. Il a suffi de quelques salves échangées entre les « quarantièmes rugissants » et les « cinquantièmes mugissants », dans un décor évoquant davantage l'épopée des cap-horniers que les aventures militaires, pour que les Américains se rangent aux côtés de leurs alliés traditionnels.

En agissant ainsi, ont-ils « choisi le passé plutôt que l'avenir » comme l'affirme M. Costa Mendez, le ministre argentin des Affaires étrangères ? Les réactions enregistrées dans le sous-continent pourraient le laisser penser. La majorité des Etats latino-américains se déclarent solidaires de Buenos Aires à l'exception du Chili qui se cantonne dans une prudence dissimulant mal ses sympathies

pour Londres. Déjà, le Venezuela réclame une « réorientation » du système d'accords interaméricains dans le sens d'une défense accrue des intérêts du sous-continent.

Via ses alliés cubains, l'URSS profite de la situation pour pousser ses pions dans la région en se rangeant délibérément dans le camp de l'Argentine, il est vrai partenaire économique important de Moscou malgré son régime résolument anti-communiste.

L'affaire des Malouines risque fort d'alimenter un sentiment anti-américain traditionnellement vivace en Amérique latine et par conséquent de compliquer encore un peu plus les relations des Etats-Unis avec leurs voisins.

Ce n'est probablement pas de gaieté de cœur que les dirigeants américains se sont finalement résignés à apporter leur appui à Mme Thatcher. Tout confirme d'ailleurs que les Britanniques ont fait un véritable forcing auprès de Washington pour obtenir cette

décision. Mais, au risque d'entraîner au sein de l'Alliance atlantique une crise grave, Washington ne pouvait se permettre de trahir la confiance de la Grande-Bretagne, bastion de l'OTAN, dont l'immense majorité de l'opinion américaine se sent historiquement et culturellement très proche.

Par ses conséquences militaires et ses dimensions internationales, l'affaire des Malouines est donc devenue une crise de première importance. Peut-être Claude Cheysson aurait-il été bien inspiré de tourner sa langue sept fois dans sa bouche avant de déclarer, la semaine dernière à Luxembourg, que le seul mal jusqu'à présent engendré par ces événements était « le mal de mer ». Décidément, le ministre français des Relations extérieures a un sens aigu de la formule. Mais, quand le sang coule, les bons mots prennent l'aspect de plaisanteries douteuses.

Pierre BEYLAU

de Radio-Solidarnosc. Elle a lieu la veille de la fête ouvrière du 1^{er} Mai. Elle aura donc un caractère particulier, tout comme la prochaine, le 3 Mai, à l'occasion de la fête nationale (du moins l'ancienne, celle qui était la fête nationale de la Pologne d'avant-guerre). »

Deux responsables de Solida-

sant allusion à la fête du 1^{er} Mai : « Les drapeaux rouges qui seront portés dans les défilés sont tachés du sang des ouvriers de Poznan et du littoral, et de tous ceux qui sont touchés dans cette guerre déclenchée par les autorités contre leur propre peuple. »

Pendant que se déroulait

■ Un millier de prisonniers libérés

La procédure de libération de 1 000 internés qui avait été annoncée mercredi par le ministère polonais de l'Intérieur s'est achevée vendredi soir. 800 personnes ont bénéficié d'une libération pure et simple. 200 autres ont été libérées sous condition.

Selon la télévision, 56 femmes ont ainsi quitté le centre d'internement de Goldap, une maison de repos de la radio-télévision polonaise située dans le nord de la Pologne, à la frontière de l'Union soviétique.

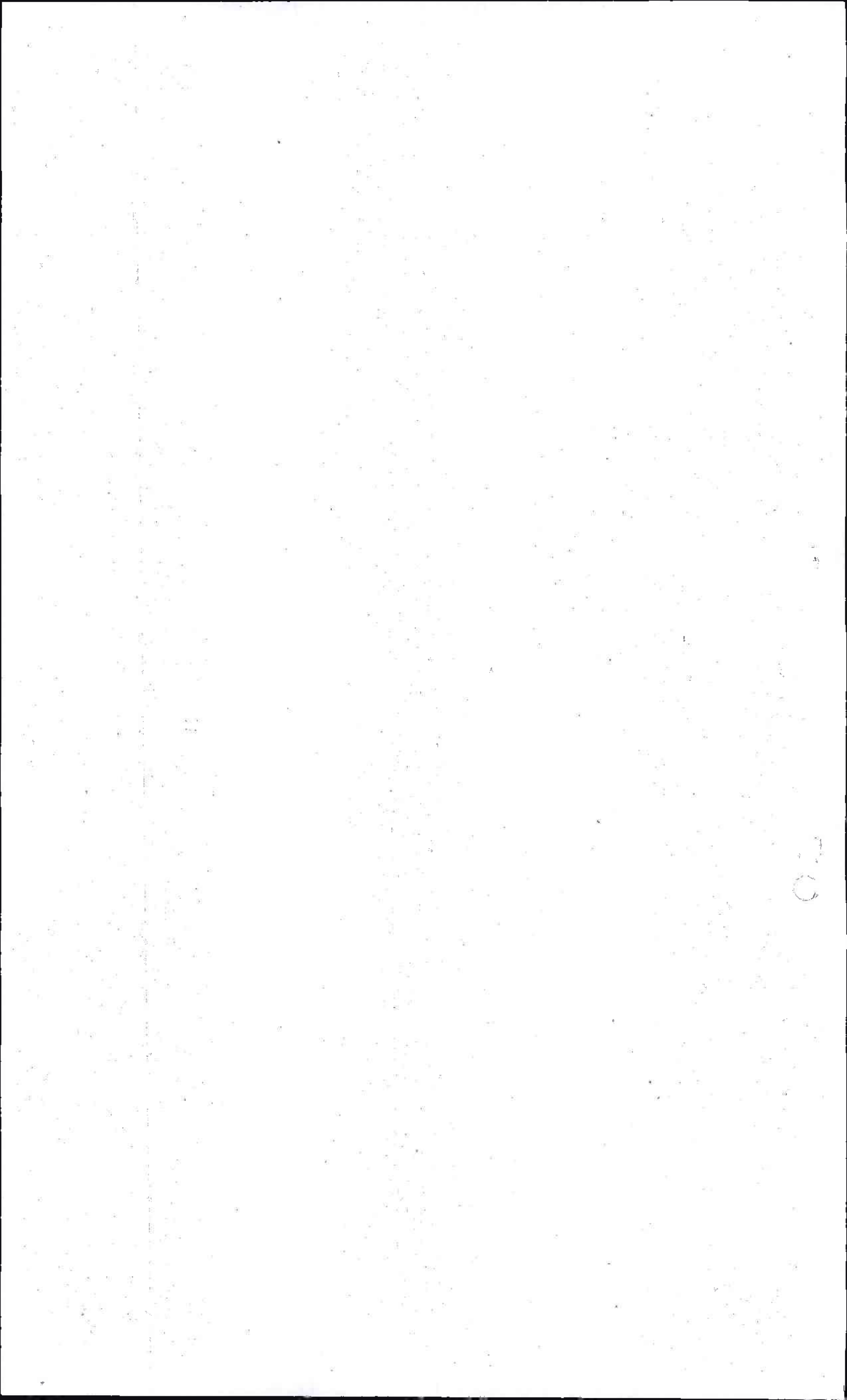
D'autre part, 88 personnes ont été remises en liberté dans la voïvodie de Wrocław, où se trouvent notamment les centres d'internement de Nysa et de Grotkow.

Comme elle l'avait fait jeudi soir pour la libération des 35 personnes internées à la prison de Bialoleka (banlieue de Varsovie), la télévision a montré quelques images du centre de Goldap et de celui de Nysa.

ways et autobus. Des funérailles incontrôlées faisaient état de l'arrestation des animateurs de Radio-Solidarnosc. Solidarité continue donc à vivre et à s'exprimer. Une nouvelle commission nationale destinée à reprendre la direction du syndicat a été constituée. Un communiqué de cette commission a annoncé la reprise de l'action syndicale et des grèves. Un arrêt de travail d'un quart d'heure a été demandé pour le 13 mai prochain, cinq mois après la proclamation de l'état de guerre. Une grève générale pourrait être éventuellement proclamée en cas de menaces graves.

Aujourd'hui, 3 mai, Solidarité célèbre l'anniversaire de la Constitution de 1791 qui était la fête nationale de la Pologne avant guerre. Cet anniversaire avait été célébré pour la première fois officiellement l'an dernier dans des cérémonies où participaient le parti, l'Eglise, et Solidarité. Une manifestation est prévue devant la cathédrale de Varsovie. Une troisième émission clandestine de Radio Solidarité devrait également être diffusée dans la soirée.

Gérard LECHE



On spécule déjà sur la succession de Galtieri

Dans sa rubrique Périscope, le magazine « Newsweek » avance le nom d'Alejandro Orfila, diplomate de grande envergure et actuellement secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (OEA), pour succéder éventuellement au général Galtieri.

Sans doute, M. Orfila jouit-il d'un respect unanime parmi les diplomates du continent et dans la capitale américaine, mais peut-être cette estime, au moment où les Etats-Unis apportent leur caution à la Grande-Bretagne, ne serait-elle pas la meilleure carte pour s'installer au pouvoir dans une Argentine battue par les Britanniques.

Il est vrai, d'autre part, que le personnel politique argentin, décimé par la répression militaire et les querelles intestines, n'offre guère de personnalités de premier plan. Peron est mort et ses épigones sont un peu falots. Toutefois, un homme comme le général Lanusse, qui fut président de 1971 à 1973, conserve des partisans et un prestige encore grand. Il aime à se présenter comme un de Gaulle de l'hémisphère sud. Il y a également parmi les anciens collaborateurs du président Frondizi (1958-1962), un certain nombre d'hommes capables et pas trop marqués politiquement.

Mais, en Argentine, l'on est surtout habitué à voir un général succéder à un autre général.

G. D.

Les Britanniques semblent
pace aérien et maritime de
Telle est l'évidence qui s'in
dimanche du seul croiseur
argentine et l'attaque hier d
l'un a été coulé et l'autre a
Le sous-marin nucléaire an
pilles contre le « General Be
impunité ce qui n'est guère
supériorité écrasante de la
argentine ne paraît pas non
cer sérieusement l'armada

Les combats que se
livrent depuis samedi
les forces argentines
et britanniques inau-
gurent une nouvelle forme de
guerre aéronavale, prévue par
les stratèges occidentaux, en
raison des progrès gigan-
tesques réalisés depuis vingt
ans dans le domaine des mis-
siles et de l'électronique.

En 1982, les flottes de guerre
ne sont plus ce qu'elles étaient
il y a trente-cinq ans, à la fin
de la Seconde Guerre mon-
diale. Les moyens mis en
œuvre aujourd'hui, aussi bien
par les navires de guerre que
par les avions de combat,
n'ont pratiquement plus rien
de commun avec ceux qui
furent utilisés lors de la
bataille aéronavale nippo-
américaine de Midway dans le
Pacifique en juin 1942.

Les avions et porte-aéronefs
jouent toujours un rôle domi-
nant, mais ils sont devenus
d'autant plus redoutables que
l'informatique a été mise au
service des engins de
recherche des objectifs et de
destruction.

Les navires de surface, avec
des tonnages très inférieurs à
ceux des cuirassés ou des croi-
seurs de naguère, peuvent
avec leurs radars, leurs
sonars, leurs hélicoptères,
détecter un adversaire à plu-

■ L'aéroport Stanley inutilisé

Des photographies prises

①

SE ESPECULA YA SOBRE LOS SUCESES DE GALTIERI

En su rúbrica "PERISCOPE" la revista NEWSWEEK adelanta el nombre de ALEJANDRO ORFILA, diplomático de gran envergadura y actualmente secretario general de la ORGANIZACIÓN DE LOS ESTADOS AMERICANOS (OEA), como sucesor eventual del General GALTIERI.

Sin duda el señor ORFILA goza de un respeto unánime entre los diplomáticos del continente y en la capital americana, pero puede que esta estima, en el momento en que los EEUU aportan su apoyo a GRAN BRETAÑA, no sea la mejor carta de presentación para instalarse en el poder en una ARGENTINA batida por los británicos.

Es cierto, por otra parte que el personal político argentino, decimado por la represión militar y los querellas internas, no ofrezca personalidades de primer orden. PERON murió y sus epígonos son un poco ridículos. De todas formas un hombre como el General LANUSSE, quien fuera presidente desde 1971 hasta 1973, conserva sus partidarios y todavía un gran prestigio. Le gusta presentarse como un DE GAULLE del hemisferio sud. Hay también entre los antiguos colaboradores del presidente FRONDISI (1958-1962), un cierto número de hombres capaces y no demasiado marcados políticamente.

Pero en ARGENTINA, se está sobre todo acostumbrado a ver suceder un General a otro General.

G.D.

Cdo J — EMGE
Jef II - Icia - Dpto Ext

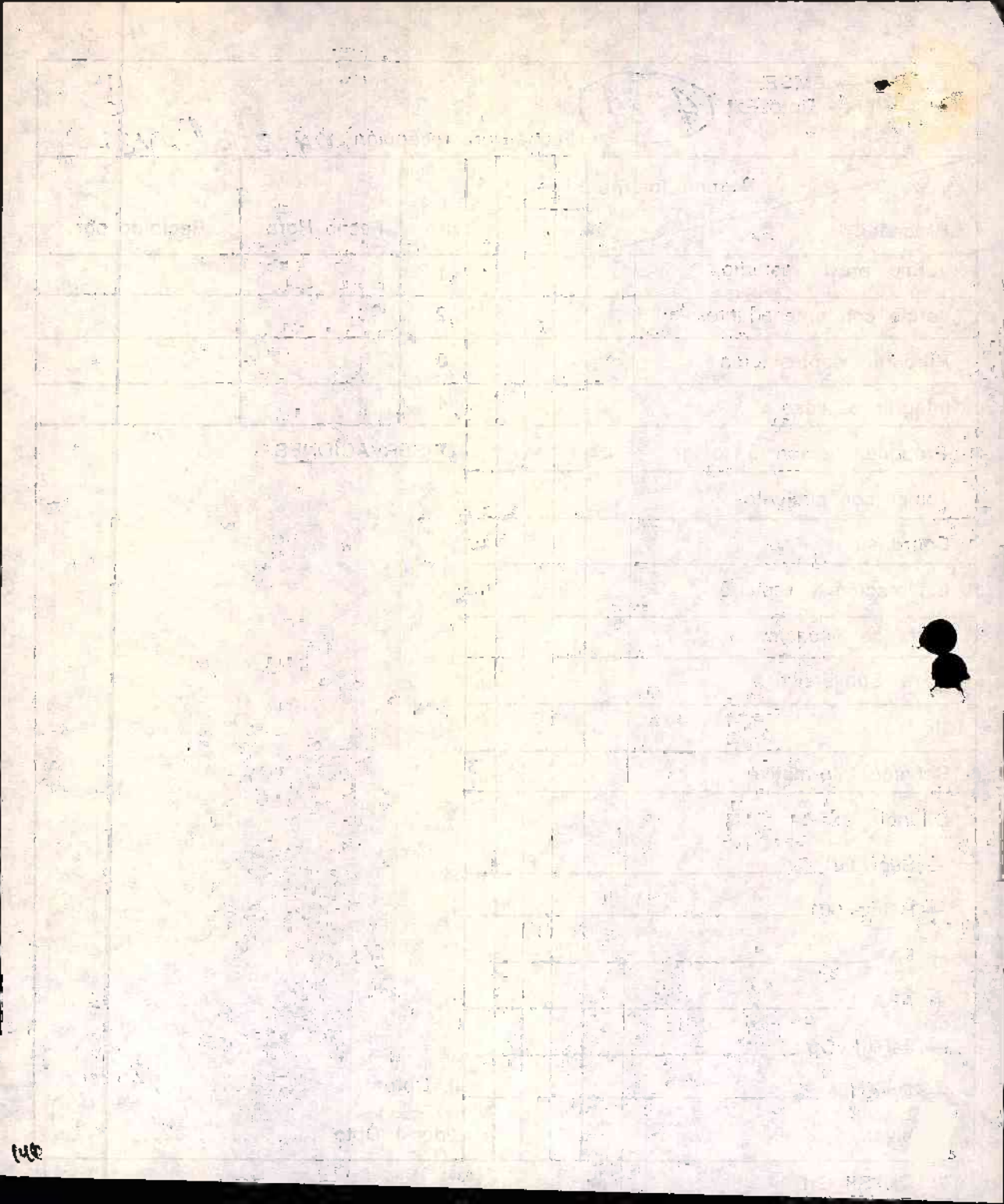
4224

Fecha-Hora recepción 041300 May 84

4874

49

Destino Interno	1	2	3	4	Nro	Fecha Hora	Recibido por
Proceder	SS						
Verme previo estudio					1		
Verme con antecedentes					2		
Preparar contestación					3		
Integrar al caso					4		
Proponer acción a tomar					<u>OBSERVACIONES</u>		
Tomar conocimiento							
Coordinar							
Explotación y registro							
Acta de Situación							
Parte Subversivo							
IIP							
Reunión Informativa							
Difundir a:							
— Secr Grl							
— B Icia 601							
— FAA							
— ARA							
— Jef III - Op							
— Dpto Int							
Archivar					J Dpto	132	
					2do J Dpto		



22056ARGTN AR
22056ARGTN AR
AGMIFRA 613819F
DE: AGREMIARGE FRANCIA
PARA: ESMAYORDOS-DPTO EXT-

AM FR 415/82-SINTESIS DE PRENSA FRANCESA DEL DIA 04 MAY 82
SOBRE EL TEMA MALVINAS.

1-PRINCIPALES TITULARES DE LA FECHA.
A. PRIMER BALANCE: FUERTES PERDIDAS ARGENTINAS.
B-MALVINAS: LA GUERRA DE LOS MISILES.
C. SE ESPECULA YA SOBRE LA SUCESION DE GALTIERI.
D-LA GUERRA DE MALVINAS ARRIESGA ENVENENAR LAS RELACIONES
ESTE-OESTE.
E.LA SUPERIORIDAD INGLESA PARECE CONFIRMARSE.
F.BUENOS AIRES DECIDIO IR HASTA EL FINAL.
G. HUNDIENDO EL CRUCERO BELGRANO LA ROYAL NAVY PROBO SUS
NUEVAS ARMAS.

2-COMENTARIOS MAS IMPORTANTES.

A. LE QUOTIDIEN.
EN SU RUBRICA "PERISCOPE" LA REVISTA NEWSWEEK ADELANTE EL
NOMBRE DE A. ORFILA, DIPLOMATICO DE GRAN ENVERGADURA Y ACTUAL-
MENTE SEC GRL DE LA OEA, COMO SUCEJOR EVENTUAL DE GALTIERI.

SI DUNDA EL SR ORFILA GOZA DE UN RESPETO UNANIME ENTRE LOS
DIPLOMATICOS DEL CONTINENTE Y EN LA CAPITAL AMERICANA, PERO
PUEDE QUE ESTA ESTIMA, EN EL MOMENTO EN QUE LOS EEUU APORTAN
SU APOYO A G.B., NO SEA LA MEJOR CARTA DE PRESENTACION PARA
INSTALARSE EN EL PODER EN UNA ARGENTINA BATIDA POR LOS
BRITANICOS.

ES CIERTO, POR OTRA PARTE QUE EL PERSONAL POLITICO ARGENTINO,
DECIMADO POR LA REPRESION MILITAR Y LAS QUERELLAS INTERNAS,
NO OFREZCA PERSONALIDADES DE PRIMER ORDEN. PERON MURIO Y SUS
EPIGONOS SON UN POCO RIDICULOS. DE TODAS FORMAS UN HOMBRE
COMO EL GRL LANUSSE, QUIEN FUERQ PRESIDENTE DESDE 1971
HASTA 1973, CONSERVA SUS PARTIDARIOS Y TODAVIA UN GRAN PRES-
TIGIO. LE GUSTA PRESENTARSE COMO UN DE GAULLE DEL HEMISFERIO
SUD. HAY TAMBIEN ENTRE LOS ANTIGUOS COLABORADORES DEL PTE
FRONDIZI (1958/1962), UN CIERTO NUMERO DE HOMBRES CAPACES Y
NO DEMASIADO MARCADOS POLITICAMENTE.

PERO EN ARGENTINA, SE ESTA SOBRE TODO ACOSTUMBRADO A VER
SUCCEDER UN GENERAL A OTRO GENERAL.

LA CARTA DE UN SOLDADO ARGENTINO.
SIR ARTHUR HARRIS ES SIN EMBARGO MENOS TIERNO PARA LOS
ARGENTINOS. HASTA SDE PREGUNTA, CON UNA LEVE SONRISA, SI
ESTOS ULTIMOS "MERECE VERDADERAMENTE EL NOMBRE DE ENEMIGOS".
NUMEROSOS DIARIOS SE RIEN, CON MAS O MENOS BONDAD, DE UN
ADVERSARIO QUE NO ESTA LEJOS DE PASAR AQUI POR UN SALVAJE.
EN EL "DAILY MIRROR", CON EL TITULO DE LA "GUERRA MENTIROSA"
UN EDITORIALISTA DE VERBA TORNA AL RIDICULO LA GUERRA DADA
POR LA JUNTA SOBRE EL DESARROLLO DE LAS OPERACIONES MILITA-
RES.

Y POR TODAS PARTES FIGURA EN BUEN LUGAR LA CARTA DE UN SOLDADO
QUE EXPLICABA A SU NOVIA QUE EL "TIENE MIEDO". UNA JOVEN
ANGLO-ARGENTINA QUE VIVIA GRAN PARTE EN BUENOS AIRES, HASTA
EL COMIENZO DE LOS ACONTECIMIENTOS. ELLA HABLA DE "ESE PAIS
CUYO NOMBRE NO DEBE SER PRONUNCIADO EN LAS CONVERSACIONES
MUNDANAS". ALREDEDOR DE UNA TAZA DE TE, EN LOS SALONES DE
LA CAPITAL, NO ES RARO OIR CALIFICAR A LOS ARGENTINOS DE
"ARGIES", UN DIMINUTIVO POCO DIVERTIDO, QUE EQUIVALE MAS
O MENOS AL TERMINO DE METEQUE...

B-LE MATIN

NUEVOS REFUERZOS DE TROPAS BRITANICAS SON ENCAMINADOS HACIA
EL ATLANTICO SUR. TATCHER SE PREPARA PARA UNA GUERRA DE LARGA
DURACION.
LONDRES ALZO SU TONO AYER PARA RECORDAR AL MUNDO QUE EL
DERECHO ESTA DE SU LADO.

FLANQUEANDO SE CON CUATRO BANDERAS BRITANICAS QUE LLEVABAN
LAS INSIGNIAS DE LOS DIFERENTES CUERPOS DE EJERCITO Y ENCUA-
DRANDOSE POR UN ENORME MAPA GEOGRAFICO DEL ATLANTICO SUR, EL
PORTAVOZ DEL MINISTERIO DE DEFENSA, MCDONALD, SALIO DE SU
RESERVA HABITUAL PARA ATACAR LAS "MENTIRAS" DE LOS ARGENTI-
NOS. EN LONDRES, TODO LO QUE VIENE DE BS AS NO ES MAS QUE
PROPAGANDA. NO HAY RESISTENCIA POR PARTE DE LOS ARGENTINOS
EN GEORGIA DEL SUD. EL AEROPUERTO DE PUERTO STANLEY FUE BIEN
DANADO. NINGUN AVION BRITANICO FUE DERRIBADO POR EL ENEMIGO.
LOS PORTAVIONES INVINCIBLE Y HERMES, NO HAN PARTICIPADO EN LA
BATALLA. PARA APOYAR SUS DICHOS, NO SOLAMENTE MOSTRO FOTOS TOMA-
DAS POR LA CAZA BRITANICA -QUE SERAN PRONTOS DISPONIBLES-
Y TAMBIEN CORRESPONDENCIA DE PERIODISTAS QUE SE ENCUENTRAN
A BORDO DE LOS NAVIOS DE LA R.NAVY. ESTOS SENALARON QUE TODOS
LOS AVIONES QUE PARTICIPARON A LOS COMBATES VOLVIERON SANOS
Y SALVOS.

C-FRANCE SOIR.

MIENTRAS LONDRES CONTINUA ENVIANDOREFUERZOS AL ATLANTICO SUR,
LA SERIE DE INICIATIVAS DIPLOMATICAS PARA TRATAR DE RESOLVER
PACIFICAMENTE EL CONFLICTO, PARECE ESTAR EN PUNTOMUERTO. LA
ARGENTINA RECHAZA UN PLAN DE PAZ PERUANO, MIENTRAS QUE EN
N.YORK, EL MINISTRO BRITANICO DE RREE, PYM, RECHAZABA TODAS
LAS REIVINDICACIONES ARGENTINAS SOBRE MALVINAS Y DECLARABA:
"BS AS DEBERA CEDER. CUANDO HAYAMOS SACADO A LOS ARGENTINOS
DE LAS MALVINAS POR LA NEGOCIACION O POR LA FUERZA, EL
MUNDO SERA MAS ESTABLE, MAS DICHOSO Y ESTARA MAS SEGURO"

IMPOTENTES, LOS EEUU SE CALLAN, MIENTRAS QUE LOS SOVIETICOS
DIRIGEN UN DOBLE LLAMADO DE ATENCION A LONDRES Y A WASHINGTON.
EN LA HORA ACTUAL CUALQUIER FOCO DE TENSION DONDE ESTALLE, SE
TRADUCE INEVITABLEMENTE POR UNA AGRAVACION DEL CLIMA INTERNA-
CIONAL. TODO LO QUE PASO HASTA AHORA, AGREGA MOSCU, SE INS-
CRIBE EN EL CUADRO DE LA "POLITICA IMPERIALISTA GLOBAL" DE
WASHINGTON.

EN PARIS, SIN EMBARGO, EL NUMERO TRES CUBANO, C.R.RODRIGUEZ
TRATA DE TRANQUILIZAR A LOS OCCIDENTALES. "NADA DE ARMAS A
BUENOS AIRES. NUESTRO SOSTEN NO SIGNIFICA UN APOYO A LA JUNTA".
D-LE FIGARO.

EL MINISTERIO DE DEFENSA ANUNCIO AYER EN LONDRES LA REQUISICION
DEL PAQUEBOTE "QUEEN ELIZABETH", DE DOS FERRIES Y DE UN
PORTA-CONTAINER PARA TRANSPORTAR CON DESTINO AL GRUESO DE LA
FLOTA BRITANICA, LA 57Q BRIGADA DE INFANTERIA QUE CUENTA CON
3.000 HOMBRES QUE HAN ACABADO UN PERIODO DE MANIOBRAS EN EL
PAIS DE GALES, PREVIENDO SU ENVIO AL ATLANTICO SUR.

DIRIGIENDOSE AYER A LA PRENSA ANTES DE TOMAR EL AVION, F.PYM
AFIRMO QUE PERTENECIA A LA ARGENTINA HACER EL PRIMER GESTO
Y QUE ESPERABA QUE LA PRESION MILITAR "INEJORABLE" IMPUESTA
POR G.B., OBLIGARIA A LOS DIRIGENTES DE BS AS A RETOMAR EL
CAMINO DE LA MESA DE NEGOCIACIONES. EN LO QUE CONCERNE LAS
NACIONES UNIDAS, NO SE HIZO NADA PARA PEDIR SU INTERVENCION.

PARA G.B. SIN EMBARGO, LA BUSQUEDA Y DESCUBRIMIENTO DE UNA
SOLUCION NEGOCIADA SE VUELVE URGENTE EN LA MEDIDA EN QUE
NO PODRA BENEFICIAR INDEFINIDAMENTE DEL APOYO DE SUS PARTENAIRES
DE LA COMUNIDAD EUROPEA. SEGUN UNA CORRESPONDENCIA DEL
"TIMES" FECHADA EN BONN, LOS RAIDS BRITANICOS SOBRE PUERTO
STANLEY HAN ENFRIADO PARTICULARMENTE EL APOYO DADO HASTA AHORA
POR EL GOBIERNO ALEMAN A G. B. EL CANCELLER SCHMIDT CONSIDERABA
LA EXPEDICION DE LAS MALVINAS COMO UN ANACRONISMO PELIGROSO
Y EL ULTIMO COMUNICADO OFICIAL RELATIVO A LA CRISIS SE ABSTENIA
CUIDADOSAMENTE HACER MENCION DE LA SOLIDARIDAD ALEMANA ANTE
G.B.

POR SU LADO, LE "GUARDIAN" DE UN CORRESPONSAL DE DUBLIN,
SENALA LA INQUIETUD DEL GOBIERNO IRLANDESO ANTE LA ESCALADA
MILITAR. APARECERIA QUE IRLANDA CONSIDERA AHORA QUE LA RESOLU-
CION N. 502 DE L CONSEJO DE SEGURIDAD DEBE APLICARSE TANTO A
G.B. COMO A LA ARGENTINA Y EL GOBIERNO DE DUBLIN DUDARIA AL
VOTAR POR LA RENOVACION DE LAS SANCIONES CONTRA ARGENTINA.

AUN EN G.B. EL OFRECIMIENTO HECHO POR TATCHER A LOS LEADERS
DE LOS PARTIDOS DE LA OPOSICION DE MANTENERLOS INFORMADOS
DIRECTAMENTE DE LA EVOLUCION DE LA CRISIS, NO PARECE TERMINAR
EN GRAN COSA, EL LEADER LABORISTA M. FOOT DECIDIO DE NO PARTI-
CIPAR EN LAS CONVERSACIONES DE ESTE TIPO. PIENSO, DIJO, QUE
ESTAS DISCUSIONES DEBEN TENER LUGAR EN PUBLICO, EN LA CAMARA DE
COMUNES, DE MANERA QUE LA NACION ENTERA ESTE INFORMADA.

CENTENAS DE VICTIMAS?

A PESAR DE LOS COMUNICADOS OFICIALES, PARECE QUE LOS DUROS
COMBATES DEL SABADO HAN COSTADO CARO A LOS DOS CAMPOS, LO QUE
EXPLICARIA CIERTOS MISTERIOS Y EL ALEJAMIENTO DE LA FLOTA
BRITANICA.

EN EFECTO, NADIE SABE POR EL MOMENTO, LO QUE HA PASADO EN
LAS MALVINAS PERO ALGUNOS PUNTOS SON TURBADORES. LOS ARGENTINOS
AFIRMAN HABER CAPTURADO UN PILOTO INGLÉS DESPUES DE HABER
ABATIDOSU APARATO. 48 HS DESPUES DE ESTA INFORMACION, SE
IGNORA LA IDENTIDAD DEL PRISIONERO. IGUALMENTE, NINGUNA FOTO,
NINGUN FILM HAN LLEGADO DE LAS MALVINAS. LOS ARGENTINOS
AFIRMAN SIN EMBARGO QUE LAS INSTALACIONES DEL AEROPUERTO NO
HAN SIDO TOCADAS Y QUE LOS DANOS CAUSADOS POR LOS BOMBARDEOS
SON INSIGNIFICANTES. ES POSIBLE, PERO HAY QUE CREERLOS EN
PALABRA.

NO ES TAL VEZ PARA UNA SIMPLE VISITA QUE UNA DELEGACION DE
LA CRUZ ROJA INTERNACIONAL LLEGO, AYER, EN ESTA ZONA. HAY QUE
ENTREGARSE A LA EVIDENCIA, TIROS DE ARTILLERIA Y UN BOMBARDEO
PRACTICAMENTE CONTINUO DE NUEVE HORAS NO PUEDEN NO HABER HECHO
MAS QUE OCHO HERIDOS LEVES. PERO DE UN LADO COMO DEL OTRO
SE TIENE INTERES ACTUALMENTE A OCULTAR SUS MUERTOS PARA QUE DOS
PUEBLOS ENCEGUECIDOS CONTINUEN PIDIENDO TIROS.

LONDRES: ROBERT DE SUZANNET.

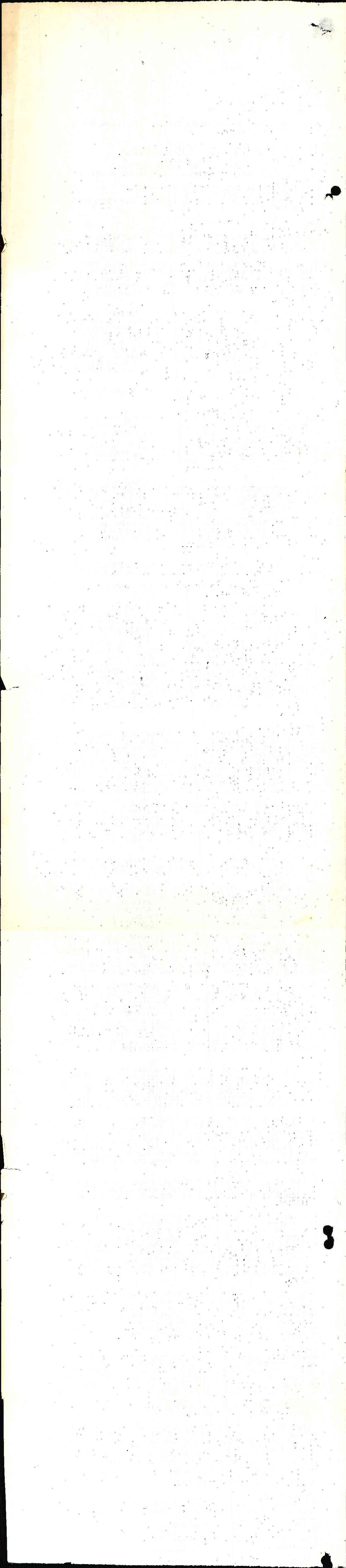
CON LA PUESTA FUERA DE COMBATE DEL CRUCERO "GRL BELGRANO"
QUE, POR SU TONELAJE, ES LA SEGUNDA UNIDAD DE LA FLOTA ARGEN-
TINA E IGUALMENTE LA MAS ANTIGUA, LUEGO EL ENFRENTAMIENTO EN
EL CURSO DEL CUAL FUE HUNDIDO UN POTRULLERO ARGENTINO Y OTRO
FUE DANADO. LA ESCUADRA BRITANICA QUE ASEGURA EL BLOQUEO
DE LAS ISLAS MALVINAS ACABA DE ESTABLECER CLARAMENTE SU SUPE-
RIORIDAD SOBRE LA FLOTA ARGENTINA. EN LOS DOS CASOS, NOTAMOS AUE
SON ARMAS NUEVAS LAS QUE HAN SIDO UTILIZADAS POR LOS BRITANICOS
Y QUE HAN MOSTRADO SU EFICACIA.

NO FUE MAS QUE A PRIMERAS HORAS DE LA MANANA DE AYER QUE SE
SUPO DE FUENTE BRITANICA QUE EL SUBMARINO A PROPULSION NUCLEAR
"CONQUEROR" HABIA LANZADO DOS TORPEDOS DEL TIPO "TGERFISCH"
CONTRA EL CRUCERO ARGENTINO "GRL BELGRANO", QUE ACOMPAÑADO
DE DOS NAVIOS DE ESCOLTA SE ENCONTRABA EN EL BORDO DE LA
ZONA PROHIBIDA DE LAS 200 MILLAS QUE LOS BRITANICOS HAN ESTA-
BLECIDO ALREDEDOR DEL ARCHIPIELAGO. ERA ENTONCES LAS 21 HS (HORA
PARIS) EL DOMINGO POR LA NOCHE Y EL CRUCERO SE ENCONTRABA
JUSTO EN EL EXTERIOR DE ESTA ZONA.

A/7C,QQSIMJUS8,

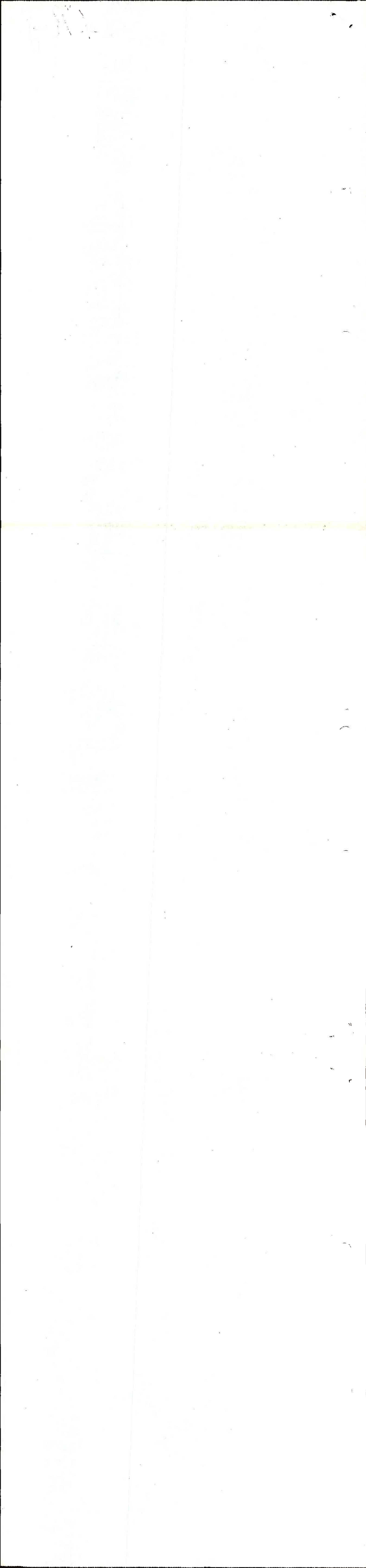
SE MANTIENEN LAS CONCLUSIONES DE LOS DESPACHOS ANTERIORES
EN EL SENTIDO DEL ENFOQUE FRANCES TOTALMENTE NEGATIVO HACIA
LA ARGENTINA.

SE AGREGA, QUE SE INSINUA CADA VEZ MAS EL ACENTO SOBRE LA
DESESTABILIZACION PROBABLE DE LA JUNTA MILITAR LO QUE
EQUIVALDRIA A "LIBERAR" A NUESTRO PAIS.
AGREMIARGE



148

[illegible]



AM FR 415782-SINTESIS DE PRENSA FRANCESA DEL DIA 04 MAY 82
SOBRE EL TEMA MALVINAS.

1-PRINCIPALES TITULARES DE LA FECHA.

- A. PRIMER BALANCE: FUERTES PERDICAS ARGENTINAS.
- B-MALVINAS: LA GUERRA DE LOS MISILES.
- C. SE ESPERABA YA SOBRE LA SUCESION DE GALTIERI.
- D-LA GUERRA DE MALVINAS ARRIEGA ENVENENAR LAS RELACIONES ESTE-OESTE.
- E-LA SUPERIORIDAD INGLESA PARECE CONFIRMARSE.
- F.BUENOS AIRES DECIDIO IR HASTA EL FINAL.
- G. HUNDIENDO EL CRUCERO BELGRANO LA ROYAL NAVY PROBO SUS NUEVAS ARMAS.

2-COMENTARIOS MAS IMPORTANTES.

A. LE QUOTIDIEN.

EN SU RUBRICA "PERISCOPE" LA REVISTA NEWSWEEK ADELANTE EL NOMBRE DE A. ORFILA, DIPLOMATICO DE GRAN ENVERGADURA Y ACTUALMENTE SEC GRL DE LA OFA, COMO SUCESOR EVENTUAL DE GALTIERI.

SI DONDE EL SR ORFILA GOZA DE UN RESPETO UNANIME ENTRE LOS DIPLOMATICOS DEL CONTINENTE Y EN LA CAPITAL AMERICANA, PERO PUEDE QUE ESTA ESTIMA, EN EL MOMENTO EN QUE LOS EEUU APORTAN SU APOYO A G.B., NO SEA LA MEJOR CARTA DE PRESENTACION PARA INSTALARSE EN EL PODER EN UNA ARGENTINA BATIDA POR LOS BRITANICOS.

ES CIERTO, POR OTRA PARTE QUE EL PERSONAL POLITICO ARGENTINO, DECIMADO POR LA REPRISION MILITAR Y LAS GUERRELLAS INTERNAS, NO OFRECE PERSONALIDADES DE PRIMER ORDEN. PERON MURIO Y SUS EMIGROS SON UN POCO RIDICULOS. DE TODAS FORMAS UN HOMBRE COMO EL GEL LANUSSE, QUIEN FUERO PRESIDENTE DESDE 1971 HASTA 1973, CONSERVA SUS PARTIDARIOS Y TODAVIA UN GRAN PRESTIGIO. LE GUSTA PRESENTARSE COMO UN DE GAULLE DEL HEMISFERIO SUR. HAY TAMBIEN ENTRE LOS ANTIGUOS COLABORADORES DEL PTE FRONDISZI (1958/1962), UN CIERTO NUMERO DE HOMBRES CAPACES Y NO DEMASIADO MARCADOS POLITICAMENTE.

PERO EN ARGENTINA, SE ESTA SOBRE TODO ACOSTUMBRADO A VER SUCEDER UN GENERAL A OTRO GENERAL.

LA CARTA DE UN SOLDADO ARGENTINO.

SIR ARTHUR HARRIS ES SIN EMBARGO MENOS TIERNO PARA LOS ARGENTINOS. HASTA SDE PREGUNTA, CON UNA LEVE SONRISA, SI ESTOS ULTIMOS "MERECE VERDADERAMENTE EL NOMBRE DE ENEMIGOS". NUMEROSOS DIARIOS SE SIEN, CON MAS O MENOS BONDAD, DE UN ADVERBARIO QUE NO ESTA LEJOS DE PASAR AQUI POR UN SALVAJE. EN EL "DAILY MIRROR", CON EL TITULO DE LA "GUERRA MENTIDOSA" UN EDITORIALISTA DE VERBA TORNAL EL RIDICULO LA VERSION DADA POR LA JUNTA SOBRE EL DESARROLLO DE LAS OPERACIONES MILITARES.

Y POR TODAS PARTES FIGURA EN BUEN LUGAR LA CARTA DE UN SOLDADO QUE EXPLICABA A SU NOVIA QUE EL "TIENE MIEDO". UNA JOVEN ANGO-ARGENTINA QUE VIVIA GRAN PARTE EN BUENOS AIRES, HASTA EL COMIENZO DE LOS ACONTECIMIENTOS. ELLA HABLA DE "ESE PAIS CUYO HOMBRE NO DEBE SER PRONUNCIADO EN LAS CONVERSACIONES MUNDANAS". ALREDEDOR DE UNA TATA DE TE, EN LOS SALONES DE LA CAPITAL, NO ES RARO OIR CALIFICAR A LOS ARGENTINOS DE "ARGIES" UN DIMINUTIVO LOGO DIVERTIDO, QUE EQUIVALE MAS O MENOS AL TERMINO DE NEZESQUE...

B-LE MATIN

NUEVOS REQUERIMIENTOS DE TROPAS BRITANICAS SON ENCOMENDADOS HACIA EL ATLANTICO SUR. TATCHER SE PREPARA PARA UNA GUERRA DE LARGA DURACION.

LONDRES ALZO SU TONO AYER PARA RECORDAR AL MUNDO QUE EL DERECHO ESTA DE SU LADO.

PLANQUEANDO SE CON CUATRO BANDERAS BRITANICAS QUE LLEVABAN LAS INSIGNIAS DE LOS DIFERENTES CUERPOS DE EJERCITO Y ENCUADRANDOSE POR UN ENORME MAPA GEOGRAFICO DEL ATLANTICO SUR, EL PORTAVOZ DEL MINISTERIO DE DEFENSA, McDONALD, SALIO DE SU RESERVA HABITUAL PARA ATACAR LAS "MENTIRAS" DE LOS ARGENTINOS. EN LONDRES, TODO LO QUE VIENE DE RS AS NO ES MAS QUE PROPAGANDA. NO HAY RESISTENCIA POR PARTE DE LOS ARGENTINOS EN GEORATIA DEL SUR. EL AEROPUERTO DE PUERTO STANLEY FUE BIEN CANADO. NINGUN AVION BRITANICO FUE DERRIBADO POR EL ENEMIGO. LOS PORTAVOCOS INVINCIBLE Y HERMES, NO HAN PARTICIPADO EN LA BATALLA. PARA APOYAR SUS DICHO, NO SOLAMENTE MOSTRO FOTOS TOMADAS POR LA GATA BRITANICA -QUE SERAN PRONTOS DISPONIBLES- Y TAMBIEN CORRESPONDENCIA DE PERIODISTAS QUE SE ENCUENTRAN A BORDO DE LOS NAVIOS DE LA R.NAVY. ESTOS SENALABAN QUE TODOS LOS AVIONES QUE PARTICIPARON A LOS COMBATES VOLVIERON SANOS Y SALVOS.

C-FRANCE SOIR.

MIENTRAS LONDRES CONTINUA ENVIANDOREFUERZOS AL ATLANTICO SUR, LA SERIE DE INICIATIVAS DIPLOMATICAS PARA TRATAR DE RESOLVER PACIFICAMENTE EL CONFLICTO, PARECE ESTAR EN PUNTO MUERTO. LA ARGENTINA RECHAZO UN PLAN DE PAZ PERUANO, MIENTRAS QUE EN N.YORK, EL MINISTRO BRITANICO DE ASSE, PYN, RECHAZABA TODAS LAS REIVINDICACIONES ARGENTINAS SOBRE MALVINAS Y DECLARABA: "LOS AS DEBERA CEDER. CUANDO HAYAMOS SACADO A LOS ARGENTINOS DE LAS MALVINAS POR LA NEGOCIACION O POR LA FUERZA, EL MUNDO SERA MAS ESTABLE Y MAS DICHOSO Y ESTARA MAS SEGURO".

IMPOTENTES, LOS EEUU SE CALLAN, MIENTRAS QUE LOS SOVIETICOS DIRIGEN UN DOBLE LLAMADO DE ATENCION A LONDRES Y A WASHINGTON. EN LA HOFA ACTUAL CUALQUIER POCO DE TENSION DONDE ESTALLE, SE TRADUCE INEVITABLEMENTE POR UNA AGRAVACION DEL CLIMA INTERNACIONAL. TODO LO QUE PASO HASTA AHORA, AGREGA MOSCU, SE INSCRIBE EN EL CUADRO DE LA "POLITICA IMPERIALISTA GLOBAL" DE WASHINGTON.

EN PARIS, SIN EMBARGO, EL NUMERO TRES CUBANO, C.R.RODRIGUEZ TRATA DE TRANQUILIZAR A LOS OCCIDENTALES. "NADA DE ARMAS A BUENOS AIRES. NUESTRO SOSTEN NO SIGNIFICA UN APOYO A LA JUNTA".

D-LE FIGARO.

EL MINISTERIO DE DEFENSA ANUNCIO AYER EN LONDRES LA REQUISICION DEL PAQUEBOTE "QUEEN ELIZABETH", DE DOS FERRIES Y DE UN PORTA-CONTAINER PARA TRANSPORTAR CON FINISTRO AL GRUPO DE LA FLOTA BRITANICA, LA 5TA BRIGADA DE INFANTERIA QUE CUENTA CON 3.000 HOMBRES QUE HAN ACABADO UN PERIODO DE MANIOBRAS EN EL PAIS DE GALES, PREVIENDO SU ENVIO AL ATLANTICO SUR.

DIRIGIENDOSE AYER A LA PRENSA ANTES DE TOMAR EL AVION, F.PYN AFIRMO QUE PERTENECIA A LA ARGENTINA HACER EL PRIMER Gesto Y QUE ESPERABA QUE LA PRESION MILITAR "INEXORABLE" IMPUESTA POR G.B., OBLIGARIA A LOS DIRIGENTES DE RS AS A RETOMAR EL CAMINO DE LA MESA DE NEGOCIACIONES. EN LO QUE CONCERNE LAS NACIONES UNIDAS, NO SE HIZO NADA PARA PEDIR SU INTERVENCION.

PARA G.B., SIN EMBARGO, LA BUSQUEDA Y DESCUBRIMIENTO DE UNA SOLUCION NEGOCIADA SE VUELVE URGENTE EN LA MEDIDA EN QUE NO PODRA BENEFICIAR INDEFINITAMENTE DEL APOYO DE SUS PARTIDARIOS DE LA COMUNIDAD EUROPEA. SEGUN UNA CORRESPONDENCIA DEL "TIMES" FECHADA EN BONN, LOS RAIDS BRITANICOS SOBRE PUERTO STANLEY HAN ENFERIADO PARTICULARMENTE EL APOYO DADO HASTA AHORA POR EL GOBIERNO ALEMAN A G. B. EL CANCELLER SCHMIDT CONSIDERABA LA EXPEDICION DE LAS MALVINAS COMO UN ANACRONISMO PELIGROSO Y EL ULTIMO COMUNICADO OFICIAL RELATIVO A LA CRISIS SE ABSTENTA ESCUDOSAMENTE HACER MENCION DE LA SOLIDARIDAD ALEMANA ANTE G.B.

POR SU PARTE LE "GUARDIAN" DE UN CORRESPONDENTE DE DUBLIN SENALA LA INQUIETUD DEL GOBIERNO IRLANDESA ANTE LA ESCALADA MILITAR, APARECIENDO QUE IRLANDA CONSIDERA AHORA QUE LA RESOLUCION N. 502 DE L CONSEJO DE SEGURIDAD DEBE APLICARSE TANTO A G.B. COMO A LA ARGENTINA Y EL GOBIERNO DE DUBLIN DUDARIA AL VOTAR POR LA RENOVACION DE LAS SANCIONES CONTRA ARGENTINA.

AUN EN G.B., EL OFRECIMIENTO HECHO POR TATCHER A LOS LEADERS DE LOS PARTIDOS DE LA OPOSICION DE MANTENERLOS INFORMADOS DIRECTAMENTE DE LA EVOLUCION DE LA CRISIS, NO PARECE TERMINAR EN GRAN COSA. EL LEADER LABORISTA M. FOOT DECIDIO DE NO PARTICIPAR EN LAS CONVERSACIONES DE ESTE TIPO. SIENSO, DIJO, QUE ESTAS DISCUSIONES DEBEN TENER LUGAR EN PUBLICO, EN LA CAMARA DE COMUNES, DE MANERA QUE LA NACION ENTERA ESTE INFORMADA.

CENTENAS DE VICTIMAS?

A PESAR DE LOS COMUNICADOS OFICIALES, PARECE QUE LOS DUROS COMBATES DEL SABADO HAN COSTADO CARO A LOS DOS CAMPOS, LO QUE EXPLICARIA CIERTOS MISTERIOS Y EL ALEJAMIENTO DE LA FLOTA BRITANICA.

EN EFECTO, NADIE SABE POR EL MOMENTO, LO QUE HA PASADO EN LAS MALVINAS PERO ALGUNOS PUNTOS SON TURBADORES. LOS ARGENTINOS AFIRMAN HABER CAPTURADO UN PILOTO INGLIS DESPUES DE HABER ABATIDOSU APARATO. 46 HS DESPUES DE ESTA INFORMACION, SE IGNORA LA IDENTIDAD DEL PRISIONERO. IGUALMENTE, NINGUNA FOTO, NINGUN FILM HAN LLEGADO DE LAS MALVINAS. LOS ARGENTINOS AFIRMAN SIN EMBARGO QUE LAS INSTALACIONES DEL AEROPUERTO NO HAN SIDO TOCADAS Y QUE LOS DANOS CAUSADOS POR LOS BOMBARDEOS SON INSIGNIFICANTES. ES POSIBLE, PERO HAY QUE CREERLOS EN PALABRA.

NO ES TAL VEZ PARA UNA SIMPLE VISITA QUE UNA DELEGACION DE LA CRUZ ROJA INTERNACIONAL LLEGO, AYER, EN ESTA ZONA. HAY QUE ENTREGARSE A LA EVIDENCIA, TIROS DE ARTILLERIA Y UN BOMBARDEO PRACTICAMENTE CONTINUO DE NUEVE HORAS NO PUEDEN NO HABER HECHO MAS QUE OCHO HERIDOS LEVES. PERO DE UN LADO COMO DEL OTRO SE TIENE INTERES ACTUALMENTE A OCULTAR SUS MUERTOS PARA QUE DOS PUEBLOS ENCEGUECIDOS CONTINUEN PIDIENDO TIROS.

LONDRES: ROBERT DE SUTANNET.

CON LA PUESTA FUERA DE COMBATE DEL CRUCERO "GRL BELGRANO" QUE, POR SU TONELAJE, ES LA SEGUNDA UNIDAD DE LA FLOTA ARGENTINA E IGUALMENTE LA MAS ANTIGUA, LUEGO EL ENFRENTAMIENTO EN EL CURSO DEL CUAL FUE HUNDIDO UN PATRULLERO ARGENTINO Y OTRO FUE DANADO. LA ESCUADRA BRITANICA QUE ASEGURA EL BLOQUEO DE LAS ISLAS MALVINAS ACABA DE ESTABLECER CLARAMENTE SU SUPERIORIDAD SOBRE LA FLOTA ARGENTINA. EN LOS DOS CASOS, NOTAMOS QUE SON ARMAS NUEVAS LAS QUE HAN SIDO UTILIZADAS POR LOS BRITANICOS Y QUE HAN MOSTRADO SU EFICACIA.

NO FUE MAS QUE A PRIMERAS HORAS DE LA MANANA DE AYER QUE SE SUPO DE FUENTE BRITANICA QUE EL SUBMARINO A PROPULSION NUCLEAR "CONQUEROR" HABIA LANZADO DOS TORPEDOS DEL TIPO "TGFRFISCH" CONTRA EL CRUCERO ARGENTINO "GRL BELGRANO", QUE ACOMPAÑADO DE DOS NAVIOS DE ESCOLTA SE ENCONTRABA EN EL BORD E DE LA ZONA PROHIBIDA DE LAS 200 MILLAS QUE LOS BRITANICOS HAN ESTABLECIDO ALREDEDOR DEL ARCHIPIELAGO. ERA ENTONCES LAS 21 HS (HORA PARIS) EL DOMINGO POR LA NOCHE Y EL CRUCERO SE ENCONTRABA JUSTO EN EL EXTERIOR DE ESTA ZONA.

A/7C:QRSIMJ58.

SE MANTIENEN LAS CONCLUSIONES DE LOS DESPACHOS ANTERIORES EN EL SENTIDO DEL ENFOQUE FRANCES TOTALMENTE NEGATIVO HACIA LA ARGENTINA.

SE AGREGA, QUE SE INSINUA CADA VEZ MAS EL ACENIO SOBRE LA DESESTABILIZACION PROBABLE DE LA JUNTA MILITAR LO QUE EQUIVALDRIA A "LIBERAR" A NUESTRO PAIS.

AGREMIARDE

3194
23810
4 May
142



AN FR 415/32 SINTESIS DE PRENSA FRANCESA DEL DIA 04 MAY 82
SOBRE EL TEMA MALVINAS.

1-PRINCIPALES TITULARES DE LA FECHA.

A. PRIMER BALANCE: FUERTES PERDIDAS ARGENTINAS.

B. MALVINAS LA GUERRA DE LOS NIQUIS.

C. SE ESPECULA YA SOBRE LA RUPTURA DE GALTIERI.

D. LA GUERRA DE MALVINAS AMENAZA ENVENENAR LAS RELACIONES ESTE-OESTE.

E. LA SUPERIORIDAD INGLESA PARECE CONFIRMARSE.

F. BUENOS AIRES DECIDIO IR HACIA EL FINAL.

G. HUNDIENDO EL CRUCERO BELGRANO LA ROYAL NAVY PROBO SUS NUEVAS ARMAS.

2-COMENTARIOS MAS IMPORTANTES.

A. LE QUOTIDIEN.

EN SU RUBRICA "PERISCOPE" LA REVISTA NEWSWEEK ADELANTE EL NOMBRE DE A. GREFILA, DIPLOMATICO DE GRAN ENVERGADURA Y ACTUAL-
MENTE SEC GRL DE LA OEA, COMO SUCESOR EVENTUAL DE GALTIERI.

SI DUNCA EL SR GREFILA GOZA DE UN RESPETO UNANIME ENTRE LOS DIPLOMATICOS DEL CONTINENTE Y EN LA CAPITAL AMERICANA, PERO PUEDE QUE ESTA ESTIMA, EN EL MOMENTO EN QUE LOS EEUU APORTAN SU APOYO A G.B., NO SEA LA MEJOR CARTA DE PRESENTACION PARA INSTALARSE EN EL PODER EN UNA ARGENTINA BATIDA POR LOS BRITANICOS.

ES CIERTO, POR OTRA PARTE QUE EL PERSONAL POLITICO ARGENTINO DECIMADO POR LA REPRESION MILITAR Y LAS GUERRILLAS INTERNAS, NO OFRECE PERSONALIDADES DE PRIMER ORDEN. PERON MUERTO Y SUS ERIGONOS SON UN POLO RIDICULO DE TODAS FORMAS UN HOMBRE Y HASTA EL SR LANUSSE, QUIEN FUERO PRESIDENTE DESDE 1973 HASTA 1977, CONSERVA SUS PARTIDARIOS Y TOGAVIA UN GRAN PRESTIGIO. LE COSTA PRESENTARSE COMO UN DE GAULLE DEL HEMISPHERIO SUR. HAY TAMBIEN ENTRE LOS ANTIGUOS COLABORADORES DEL PTE ARONIZZI (1952/1962) UN CIERTO NUMERO DE HOMBRERES CAPACES Y NO DEMASIADO MARCADOS POLITICAMENTE.

PERO EN ARGENTINA, SE ESTA SOBRE TODO ACOSTUMBRADO A VER SUCEDER UN GENERAL A OTRO GENERAL.

LA CARTA DE UN SOLDADO ARGENTINO.

SIR ARTHUR HARRIS ES SIN EMBARGO MENOS TIENNO PARA LOS ARGENTINOS. HACE PRESENTAR CON UNA LEVE SONRISA, SI ESTOS ULTIMOS "MERECEN VERDADERAMENTE EL NOMBRE DE ENEMIGOS". NUMEROSOS DIARIOS SE RIEN, CON MAS O MENOS BONDAD, DE UN ADVERSARIO QUE NO ESTA LEJOS DE PASAR AQUI POR UN SALVAJE. EN EL "DAILY MIRROR", CON EL TITULO DE LA "GUERRA MENTIROSA" UN EDITORIALISTA DE VERBA TORNA AL RIDICULO LA VERSION DADA POR LA JUNTA SOBRE EL DESARROLLO DE LAS OPERACIONES MILITARES.

Y POR TODAS PARTES FIGURA EN BUEN LUGAR LA CARTA DE UN SOLDADO QUE EXPLICABA A SU NOVIA QUE EL "TIENE MIEDO". UNA JOVEN ANGLO-ARGENTINA QUE VIAJA GRAN PARTE EN BUENOS AIRES, HASTA EL COMIENZO DE LOS ACOTECINIENTOS, ELLA HABLA DE "MERE PAIS HUNDANAS". ALREDEDOR DE UNA TAZA DE TE, EN LOS SALONES DE LA CAPITAL, NO ES RARO OIR CALIFICAR A LOS ARGENTINOS DE "MARGIES" UN DIMINUTIVO POCO DIVERTIDO, QUE EQUIVALE MAS O MENOS AL TERMINO DE MATEQUE.

6-15 MATIN.

NUEVOS REEFUERZOS DE ESPECIALIZACION CON ENCOMENDAS HACIA EL ATLANTICO SUR. TATCHER SE PREPARA PARA UNA GUERRA DE LARGA DURACION. LONDRES ALZO SU TONO AYER PARA RECORDAR AL MUNDO QUE EL DERECHO ESTA DE SU LADO.

FLANQUEANDO SE CON CUATRO BANDERAS BRITANICAS QUE LLEVABAN LAS INSIGNIAS DE LOS DIFERENTES CUERPOS DE EJERCITO Y ENCUADRANDOSE POR UN ENORME MAPA GEOGRAFICO DEL ATLANTICO SUR, EL PORTAVOZ DEL MINISTERIO DE DEFENSA, MCDONALD, SALIO DE SU RESERVA HABITUAL PARA ATACAR LAS "MENTIRAS" DE LOS ARGENTINOS. EN LONDRES, TODO LO QUE VIENE DE RS AS NO ES MAS QUE PROPAGANDA. NO HAY RESISTENCIA POR PARTE DE LOS ARGENTINOS. EN GEORGIA DEL SUR, EL AEROPUERTO DE PUERTO STANLEY FUE BIEN DANADO. NINGUN AVION BRITANICO FUE DERRIBADO POR EL ENEMIGO. LOS PORTAVOCOS INVINCIBLE Y HERMES, NO HAN PARTICIPADO EN LA BATALLA. PARA APOYAR SUS DICHO, NO SOLAMENTE MOSTRO ROTOS TOMADAS POR LA OZA BRITANICA QUE SERAN PRONTOS DISPONIBLES, Y TAMBIEN CORRESPONDENCIA DE PERIODISTAS QUE SE ENCUENTRAN A BORDO DE LOS NAVIOS DE LA R. NAVY. ESTOS SEÑALAN QUE TODOS LOS AVIONES QUE PARTICIPARON A LOS COMBATES VOLVIERON SANOS Y SALVOS.

6-FRANCE SOIR.

MIENTRAS LONDRES CONTINUA ENVIANDO REEFUERZOS AL ATLANTICO SUR, LA SERIE DE INICIATIVAS DIPLOMATICAS PARA TRATAR DE RESOLVER PACIFICAMENTE EL CONFLICTO, PARECE ESTAR EN PUNTOMUERTO. LA ARGENTINA RECHAZO UN PLAN DE PAZ PERUANO, MIENTRAS QUE EN N. YORK, EL MINISTRO BRITANICO DE RREE, PYM, RECHAZABA TODAS LAS REIVINDICACIONES ARGENTINAS SOBRE MALVINAS Y DECLARABA: "RS AS DEBEN CEDER. CUANDO HAYAMOS SACADO A LOS ARGENTINOS DE LAS MALVINAS POR LA NEGOCIACION O POR LA FUERZA, EL MUNDO SERA MAS ESTABLE, MAS DICHOSO Y ESTARA MAS SEGURO".

IMPOTENTES, LOS EEUU SE CALLAN, MIENTRAS QUE LOS SOVIETICOS DIRIGEN UN DOBLE LLAMADO DE ATENCION A LONDRES Y A WASHINGTON. EN LA HORA ACTUAL CUALQUIER FOCO DE TENSION DONDE ESTALLE, SE TRADUCE INEVITABLEMENTE POR UNA AGRAVACION DEL CLIMA INTERNACIONAL. TODO LO QUE PASO HASTA AHORA, AGREGA ROSCU, SE INCORIE EN EL CUADRO DE LA "POLITICA IMPERIALISTA GLOBAL" DE WASHINGTON.

EN PARIS, SIN EMBARGO, EL NUMERO TRES CUBANO, C.R. RODRIGUEZ, TRATA DE TRANQUILIZAR A LOS OCCIDENTALES. "NADA DE ARMAS A BUENOS AIRES. NUESTRO SOSTEN NO SIGNIFICA UN APOYO A LA JUNTA".

EL MINISTERIO DE DEFENSA ANUNCIO AYER EN LONDRES LA REQUISICION DEL PAQUEBOTE "QUEEN ELIZABETH" DE DOS FERRIES Y DE UN FLOTA CONTAINER PARA TRANSPORTAR CON DESTINO AL GRUPO DE LA FLOTA BRITANICA LA 3TA BRIGADA DE INFANTERIA QUE CUENTA CON 3.000 HOMBRERES QUE HAN ACABADO UN PERIODO DE MANIOBRAS EN EL PAIS DE GALES, PREVIENDO SU ENVIO AL ATLANTICO SUR.

DIRIGIENDOSE AYER A LA PRENSA ANTES DE TONAR EL AVION, F. PYM, AFIRMO QUE PERTENECIA A LA ARGENTINA HACER EL PRIMER Gesto Y QUE ESPERABA QUE LA PRESION MILITAR "INEJORABLE" IMPUESTA POR G.B. OBLIGARIA A LOS DIRIGENTES DE RS AS A RETONAR EL LAMINO DE LA MESA DE NEGOCIACIONES. EN LO QUE CONCERNE LAS NACIONES UNIDAS, NO SE HIZO NADA PARA PEDIR SU INTERVENCION.

PARA G.B. SIN EMBARGO, LA BUSQUEDA Y DESCURRIMENTODE UNA SOLUCION NEGOCIADA SE VUELVE URGENTE EN LA MEDIDA EN QUE NO PODIA NEGOCIAR INDEFINIDAMENTE DEL APOYO DE SUS PARTIDARIOS DE LA COMUNIDAD EUROPEA. SEGUN UNA CORRESPONDENCIA DEL "TIMES" RECHAZADA EN BONN, LOS RAIDS BRITANICOS SOBRE PUERTO STANLEY HAN ENERGIADO PARTICULARMENTE EL APOYO RADO HASTA AHORA POR EL GOBIERNO ALEMAN A G. B. EL CANCELIER SCHMIDT CONSIDERABA LA EXPEDICION DE LAS MALVINAS COMO UN ANACRONISMO PELIGROSO Y EL ULTIMO COMUNICADO OFICIAL RELATIVO A LA CRISIS DE ARGENTINA ADECUADAMENTE HACER MENCION DE LA SOLIDARIDAD ALEMANA ANTE G.B.

PARA SU LADO, LE GUARDIAN, QUE UN CORRESPONDENTE DE DUBLIN SEÑALA LA INQUIETUD DEL GOBIERNO IRLANDESE ANTE LA ESCALADA MILITAR, APARECERIA QUE IRLANDA CONSIDERA AHORA QUE LA RESOLUCION N. 502 DE L. CONSEJO DE SEGURIDAD DEBE APLICARSE TANTO A G. B. COMO A LA ARGENTINA Y EL GOBIERNO DE DUBLIN DUDARIA AL VOTAR POR LA RENOVACION DE LAS SANCIONES CONTRA ARGENTINA.

AUN EN G.B. EL DERECHIMIENTO HECHO POR TATCHER A LOS LEADERS DE LOS PARTIDOS DE LA OPOSICION DE MANTENERLOS INFORMADOS DIRECTAMENTE DE LA EVOLUCION DE LA CRISIS NO PARECE TERMINAR EN GRAN COSA. EL LEADER LABORISTA N. FOOT DECIDIO DE NO PARTICIPAR EN LAS CONVERSACIONES DE ESTE TIPO, PUES, AJUD, QUE ESTAS DISCUSIONES DESEN TENER LUER EN PUBLICO. EN LA CAMARA DE COMUNES, DE MANERA QUE LA NACION ENTERA ESTE INFORMADA.

CENTENAS DE MUERTOS.

A PESAR DE LOS COMUNICADOS OFICIALES, PARECE QUE LOS Duros COMBATES DEL SABADO HAN COSTADO CARONA LOS DOS CAMPOS. LO QUE EXPLICARIA CUERTOS MISTERIOS Y EL ALEJAMIENTO DE LA FLOTA BRITANICA.

EN EFECTO, NADIE SABE POR EL MOMENTO LO QUE HA PASADO EN LAS MALVINAS. FERRALGUNOS PUNTOS SON TURBADORES. LOS ARGENTINOS AFIRMAN HABER CAPTURADO UN PILOTO INGLESE DESPUES DE HABER ABATIDOS SU APARATO. 48 HS DESPUES DE ESTA INFORMACION, SE IGNORA LA IDENTIDAD DEL PRISIONERO, IGUALMENTE NINGUNA FOTO, NINGUN FILM HAN LLEGADO DE LAS MALVINAS. LOS ARGENTINOS AFIRMAN SIN EMBARGO QUE LAS INSTALACIONES DEL AEROPUERTO NO HAN SIDO TOCADAS Y QUE LOS DAÑOS CAUSADOS POR LOS SUBMARINOS SON INSIGNIFICANTES. ES POSIBLE, PERO HAY QUE CREERLOS EN PALABRA.

NO ES TAN VEZ PARA UNA SIMPLE VISITA QUE UNA DELEGACION DE LA CRUZ ROJA INTERNACIONAL LLEGO AYER EN ESTA ZONA. HAY QUE ENTREGARSE A LA EVIDENCIA, TIROS DE ARTILLERIA Y UN SOBRECARGO PRACTICAMENTE CONTINUO DE NUEVE HORAS NO PUEDEN NO HABER HECHO MAS QUE OTRO HERIDOS LEVES. PERO DE UN LADO COMO DEL OTRO SE TIENE INTERES ACTUALMENTE A OCULTAR SUS MUERTOS PARA QUE DOS PUEBLOS ENDEQUECIDOS CONTINUEN PIDIENDO TIROS.

LONDRES: ROBERT DE SUZANNET.

CON LA PUERTA FUERA DE COMBATE DEL CRUCERO "ARL BELGRANO" QUE, POR SU TONELAJE, ES LA SEGUNDA UNIDAD DE LA FLOTA ARGENTINA E IGUALMENTE LA MAS ANTIGUA, DESDE EL ENFRENTAMIENTO EN EL CURSO DEL CUAL FUE HUNDIDO UN POTRULLERO ARGENTINO Y OTRO FUE DANADO, LA ESCUADRA BRITANICA QUE ASEGURA EL BLOQUEO DE LAS ISLAS MALVINAS ACABA DE ESTABLECER CLARAMENTE SU SUPERIORIDAD SOBRE LA FLOTA ARGENTINA. EN LOS DOS CASOS, NOTAMOS QUE SON ARMAS NUEVAS LAS QUE HAN SIDO UTILIZADAS POR LOS BRITANICOS Y QUE HAN MOSTRADO SU EFICACIA.

NO FUE MAS QUE A PRIMERAS HORAS DE LA MANANA DE AYER QUE SE SUFO DE FUENTE BRITANICA QUE EL SUBMARINO A PROPULSION NUCLEAR "CONQUEROR" HABIA LANZADO DOS TORPEDOS DEL TIPO "GERFISCH" CONTRA EL CRUCERO ARGENTINO "ARL BELGRANO" QUE ACOMPAÑADO DE DOS NAVIOS DE ESCOLTA SE ENCONTRABA EN EL BORDO DE LA ZONA PROHIBIDA DE LAS 200 MILLAS QUE LOS BRITANICOS HAN ESTABLECIDO ALREDEDOR DEL ARCHIPELAGO. ERA ENTONCES LAS 21 HS (HORA PARIS) EL DOMINGO POR LA NOCHE Y EL CRUCERO SE ENCONTRABA JUSTO EN EL EXTERIOR DE ESTA ZONA.

ATENCION SINISA.

SE MANTIENEN LAS CONCLUSIONES DE LOS DESPACHOS ANTERIORES EN EL SENTIDO DEL ENFOQUE FRANCES TOTALMENTE NEGATIVO HACIA LA ARGENTINA. SE AGREGA QUE SE INSINUA CADA VEZ MAS EL ADOLETO SOBRE LA DESESTABILIZACION PROBABLE DE LA JUNTA MILITAR LA QUE EQUIVALE A LA LIBERACION A NUESTRO PAIS.



5

HUNDIENDO EL CRUCERO ARGENTINO "GRL BELGRANO" LA ROYAL NAVY
ENSAYO SUS NUEVAS ARMAS.

El Ministerio de Defensa anunció ayer en Londres la requisición del paquebote "Queen Elizabeth", de dos ferries y de un porta-container para transportar con destino al grueso de la flota británica, la 5a Brigada de Infantería que cuenta con 3.000 hombres que han acabado un periodo de maniobras en el país de Gales, previendo su envío al Atlántico Sud.

Dirigiéndose ayer a la prensa antes de tomar el avión, F. Pym afirmó que pertenecía a la Argentina hacer el primer gesto y que esperaba que la presión militar "inexorable", impuesta por G.B., obligaría a los dirigentes de Bs As a retomar el camino de la mesa de negociaciones. En lo que concierne las Naciones Unidas, no se hizo nada para pedir su intervención.

Para B.G. sin embargo, la búsqueda y descubrimiento de una solución negociada se vuelve urgente en la medida en que no podrá beneficiar indefinidamente del apoyo de sus partenaires de la Comunidad Europea. Según una correspondencia del "Times" fechada en Bonn, los raids británicos sobre Puerto Stanley han enfriado particularmente el apoyo dado hasta ahora por el gobierno alemán a G.B. El Canciller Schmidt consideraba la expedición de las Malvinas como un anacronismo peligroso y el último comunicado oficial relativo a la crisis se abstenía cuidadosamente hacer mención de la solidaridad alemana ante G.B.

Por su lado, le "Guardian", de un corresponsal de Dublin, señala la inquietud del gobierno irlandés ante la escalada militar. Aparecería que Irlanda considera ahora que la resolución N. 502 del Consejo de Seguridad debe aplicarse tanto a G.B. como a la Argentina y el gobierno de Dublin dudaría al votar por la renovación de las sanciones contra Argentina.

Aún en G.B. el ofrecimiento hecho por Thatcher a los leaders de los partidos de la oposición de mantenerlos informados directamente de la evolución de la crisis, no parece terminar en gran cosa, el leader laborista Michael Foot decidió de no participar a las conversaciones de este tipo. Pienso, dijo, que estas discusiones deben tener lugar en público, en la Cámara de Comunes, de manera que la nación entera esté informada.

BUENOS AIRES DECIDIDA DE IR HASTA EL FIN.

Centenas de víctimas?

A pesar de los comunicados oficiales, parece que los duros combates del sábado han costado caro a los dos campos, lo que explicaría ciertos misterios y el alejamiento de la flota británica.

En efecto, nadie sabe por el momento, lo que ha pasado en las Mal-

RECEIVED

EX-100

vinas, pero algunos puntos son turbadores. Los Argentinos afirman haber capturado un piloto inglés después de haber abatido su aparato 48 horas después de esta información, se ignora siempre la identidad del prisionero. Igualmente, ninguna foto, ningún film han llegado de las Malvinas. Los Argentinos afirman sin embargo que las instalaciones del aeropuerto no han sido tocadas y que los danos causados por los bombardeos son insignificantes. Es posible, pero hay que creerlos en palabra.

No es tal vez para una simple visita que una delegación de la Cruz Roja internacional llegó, ayer, en esta zona. Hay que entregarse a la evidencia, tiros de artillería y un bombardeo prácticamente continuo de nueve horas no pueden no haber hecho más que ocho heridos leves. Pero de un lado como del otro se tiene interés actualmente a ocultar sus muertos para que dos pueblos enceguecidos continuen pidiendo tiros.

LONDRES: ROBERT DE SUZANNE

Con la puesta fuera de combate del crucero "GENERAL BELGRANO" que, por su tonelaje, es la segunda unidad de la flota argentina e igualmente la más anciana, luego el enfrentamiento en el curso del cual fué hundido un patrullero argentino y otro fué dañado. La escuadra británica que asegura el bloqueo de las islas MALVINAS viene de establecer claramente su superioridad sobre la flota argentina. En los dos casos, notamos que son armas nuevas las que han sido utilizadas por los británicos y que han mostrado su eficacia.

No fué más que a primeras horas de la mañana de ayer que se supo de fuente británica que el sub-marino a propulsión nuclear "CONQUEROR" había lanzado dos torpedos del tipo "TGERFISH" contra el crucero argentino "GENERAL BELGRANO", que acompañado de dos navíos de escolta se encontraba en el borde de la zona prohibida de las 200 millas que los británicos han establecido alrededor del archipiélago. Eran entonces las 21 hs (hora PARIS), el domingo por la noche, y el crucero se encontraba justo en el exterior de esta zona.



Handwritten text, possibly a signature or name, written vertically in the center of the page.

La guerre aéronavale se poursuit au large des

En coulant le croiseur argentin « General Belgrano »

La Royal Navy a essayé ses armes nouvelles

Londres et Buenos Aires faisaient hier les comptes des combats aéronavals de ces trois derniers jours dans l'Atlantique Sud et restaient totalement contradictoires quant aux bilans. On peut cependant supposer que les pertes ont été importantes. Il n'en faut pour preuve que la perte du croiseur argentin « General Belgrano » qui coula hier soir avec 500 hommes à bord.

Parallèlement, les manœuvres diplomatiques se poursuivent, et l'Espagne est venue s'ajouter à la liste des pays ayant proposé leurs bons offices. Le ministre espagnol des Affaires étrangères, Jose Pedro Perez Llorca, s'est déclaré « extraordinairement pessimiste sur le développement du conflit » à son départ pour les États-Unis où il compte « apporter des idées sur des possibles solutions pacifiques ».

Ce pessimisme a été confirmé par les paroles de Francis Pym, secrétaire au Foreign Office, qui a déclaré hier avant de quitter New York : « Notre intention est de réussir, si possible par un règlement négocié, sinon par la force. » Dans cette optique, le ministère de la Défense a réquisitionné hier le

paquebot « Queen Elizabeth II » pour transporter aux Malouines une brigade d'infanterie, soit 3.000 hommes qui viennent de subir un entraînement spécial dans les collines du Pays de Galles.

Cependant, alors que l'Argentine avait rejeté hier matin une tentative de médiation américano-péruvienne présentée par le président péruvien Belaunde Terry, deux hauts militaires argentins se sont rendus dans l'après-midi à Lima, chargés d'une mission par le président Leopoldo Galtieri.

Autre tentative de conciliation, le président du Conseil de sécurité, M. Ling Qing (Chine), devait consulter hier soir les membres du Conseil sur une nouvelle intervention de cet organisme dans le conflit des Malouines. Le secrétaire général de l'O.N.U., Javier Perez de Cuellar, participera à ces entretiens et informera les membres du Conseil des conversations qu'il a eues pendant le week-end avec les parties en conflit. Le Conseil tiendra une séance plénière de consultations informelles s'il se dégage une opinion majoritaire pour qu'il intervienne dans la recherche d'une solution négociée.



Le sourire malgré la crise — Margaret Thatcher avait l'air radieux en rentrant hier à Downing Street après une escapade aux Chequers, résidence de campagne des premiers ministres britanniques.

la réquisition du paquebot « Queen Elizabeth II », celle de deux ferries et d'un porte-conteneurs. Le « Queen Elizabeth II », qui est l'un des paquebots les plus luxueux du monde, et les trois bâtiments vont subir quelques modifications dans leurs aménagements. Après quoi, ils transporteront à destination du gros de la flotte britannique, la 5e brigade d'infanterie, forte de 3.000 hommes, qui vient de terminer une période de manœuvres au pays de Galles en prévision de son envoi dans l'Atlantique sud.

Pym devant les Communes

Tout semble indiquer que le gouvernement britannique — tout en réitérant sa volonté de rechercher « avec acharnement » une solution négociée — n'entrevoit aucune possibilité du genre dans l'immédiat. Rentré hier soir d'un très bref séjour à Washington et à New York, le secrétaire d'État au Foreign et Commonwealth Office, Francis Pym, doit faire aujourd'hui une déclaration aux Communes sur ses entretiens avec le secrétaire d'État américain Alexander Haig et avec le secrétaire général des Nations unies, Javier Perez de Cuellar.

S'adressant hier à la presse avant de prendre l'avion, Francis Pym a affirmé qu'il appartenait à l'Argentine de faire le premier geste et qu'il espérait que la pression militaire « inexorable », imposée par la Grande-Bretagne sur elle, contraindrait rapidement les dirigeants de Buenos Aires à reprendre le chemin de la table de négociations. En ce qui concerne les Nations unies, aucune démarche n'a été faite pour demander leur intervention.

Pour la Grande-Bretagne

R. S.

Malgré des pertes qu'on croit lourdes

Buenos Aires décidé à aller jusqu'au bout

BUENOS AIRES : de notre envoyé spécial Jacques LESINGE

Depuis quelques heures, on ne tire plus sur les îles Malouines. Il ne s'agit pas, hélas, d'un cessez-le-feu, mais d'un simple répit. La preuve : bien que la flotte anglaise ait pris momentanément le large, elle vient encore de prouver qu'elle ne renonçait pas au combat pour autant en annonçant qu'elle avait coulé un sous-marin ennemi dans la nuit de dimanche à lundi.

Cette information assez floue n'a pu être vérifiée. En revanche, les Argentins ont reconnu qu'un sous-marin britannique avait très sérieusement endommagé un croiseur, le « General Belgrano », au large de la Terre de Feu, hors de la zone d'exclusion maritime délimitant le périmètre des combats. Ce bateau est en train de couler. Six cents hommes se trouvent à bord. Des unités de la flotte argentine sont parties leur porter secours. Mais elles auraient reçu l'ordre de rester à distance respectable du bâtiment touché pour ne pas être victimes elles-mêmes du sous-marin à propulsion nucléaire qui doit toujours se trouver dans les parages.

Les Anglais ont donc touché au but, mais la cible n'est pas si importante que les chiffres pourraient le laisser croire. Construit par les Américains en 1938, le « Belgrano » avait échappé au bombardement de Pearl Harbor par les Japonais, le 7 décembre 1941. Désarmé peu après, il avait été vendu aux Argentins en 1950 pour commencer une nouvelle carrière. Si elle a marqué un point important, la Royal Navy n'a guère entamé, malgré tout, la puissance de feu de son adversaire. Le « Belgrano » restait en fait en réserve. La marine argentine ne comptait l'utiliser qu'en renfort ou par gros temps, car, par mauvaise mer, son poids joue en sa faveur. Mais des officiers de marine argentins ont certifié qu'il valait mieux que le « Belgrano » soit perdu plutôt qu'une vedette lance-missiles, si l'on fait abstraction des pertes humaines que cela peut provoquer.

Des centaines de victimes ?

En revanche, malgré tous les communiqués officiels, il semble que les durs combats de samedi aient coûté cher aux deux camps, ce qui explique certains mystères et le décrochage de la flotte britannique.

En effet, nul ne sait, pour l'instant, ce qui s'est réellement passé aux Malouines, mais certains points sont troublants. Les Argentins affirment, par exemple, avoir capturé un pilote anglais après avoir abattu son appareil. Quarante-huit heures après cette information, on ignore toujours l'identité du prisonnier. De même, aucune photo, aucun film, ne sont parvenus des Malouines. Les Argentins affirment pourtant que les installations de l'aéroport n'ont pas été touchées et que les dégâts causés par les bombardements sont insignifiants. C'est possible, mais il faut les croire sur parole.

De leur côté, les Anglais certifient qu'un bombardier « Vulcan » et plusieurs chasseurs « Harrier » ont gravement endommagé la piste d'atterrissage. Des photos le prouveraient, mais, là encore, il faut attendre pour voir.

Quoi qu'il en soit, il serait étonnant que le pilonnage de la marine et de l'aviation anglaise n'ait pas causé de lourdes pertes en matériel et surtout en vies humaines sur l'île. De même, l'artillerie argentine a dû faire payer leur audace aux Anglais.

Côté britannique, on parle de deux blessés, et côté argentin, officiellement, de six blessés légers. Seul, dans son discours, samedi soir, le président Galtieri a dit : « La guerre nous coûte en ce moment beaucoup de vies et nous en coûtera encore, mais nos ennemis le paieront cher. »

Mais personne, ici, ne veut avancer de chiffres. A aucun moment il n'a été question de victimes dans un communiqué officiel.

Cela paraît invraisemblable. D'ailleurs, de source officielle, on m'a affirmé qu'il y aurait déjà plusieurs centaines de morts et de blessés qui seraient actuellement transportés vers les ports du sud de Rio Gallego et Rio Grande.

Ce n'est peut-être pas pour une simple visite qu'une délégation de la Croix-Rouge internationale est arrivée, hier, dans cette zone. Il faut bien se rendre à l'évidence, des tirs d'artillerie et un bombardement pratiquement continu de nuit heures ne peuvent pas n'avoir fait que huit blessés légers. Mais d'un côté comme de l'autre on a intérêt actuellement à cacher ses morts, pour que deux peuples aveuglés continuent à demander des coups.

A ce petit jeu, l'addition, lorsqu'elle sera dévoilée risque d'être lourde. C'est bien pour cela qu'il faudrait se hâter de négocier. Hélas, les dernières discussions ne sont guère encourageantes.

Dans la nuit de dimanche à lundi, la junte argentine a encore repoussé un projet d'accord en sept points d'Alexander Haig, transmis par le président du Pérou, Belaunde Terry. « Rien de plus dans cette proposition que le 27 avril dernier », a répondu le président Galtieri en s'empressant aussitôt de démentir catégoriquement l'annonce d'un cessez-le-feu qu'une agence de presse avait fait couler sur les téléécrans.

Toutes les tentatives de négociations seront d'entrée de jeu à l'échec tant que les Anglais ne reconnaîtront pas la souveraineté argentine sur les Malouines. Il est inutile de chercher plus loin les

Argentins sont prêts à tout accepter à condition que leurs couleurs flottent sur Port Stanley. Si les Anglais ne veulent pas céder, le combat ne cessera que faute de combattants.

On pouvait croire les Argentins habiles ; on mesure mieux aujourd'hui leur détermination. C'est avec soulagement que les journaux de Buenos Aires ont écrit, hier, que l'annonce du cessez-le-feu était une fausse nouvelle. Un moment on avait craint, ici, que les dirigeants du pays aient accepté un compromis.

Dialogue de sourds

Dans ces conditions on se demande comment le secrétaire général de l'O.N.U., le Péruvien Javier Perez de Cuellar, nouveau « Monsieur Bons Offices » pourrait parvenir à trouver une solution acceptable pour les deux parties.

Certes, il faut espérer. Un militaire argentin est parti, hier en cor, pour Lima afin de porter un message au président de la République du Pérou. Les Argentins ne renoncent pas à négocier, mais on se demande ce qui pourrait sortir de ce dialogue de sourds, sans compter qu'à Buenos Aires on avance maintenant que les Américains continuent à proposer des projets d'accords assortis de cessez-le-feu provisoires, pour permettre à leurs amis anglais de souffler et d'attendre l'arrivée des renforts en hommes et en matériel. Ceci n'est pas fait pour détendre l'atmosphère.

« L'idéal, ce serait que le gouvernement de Mme Thatcher tombe. Alors on pourrait repartir sur de nouvelles bases. Autrement, je ne vois pas d'issue », m'a confié un diplomate, s'empressant d'ajouter : « Mais bien sûr, c'est de la fiction. »

J. L.

LONDRES : Robert de SUZANNE

Avec la mise hors de combat du croiseur « General Belgrano », qui, par son tonnage, est la deuxième unité de la flotte argentine et, également, la plus ancienne, puis l'engagement au cours duquel un patrouilleur argentin a été coulé et un autre endommagé, l'escalade britannique qui assure le blocus des îles Malouines vient d'établir clairement sa supériorité sur la flotte argentine. Dans les deux cas, on remarque que ce sont des armes toutes nouvelles qui ont été employées par les Britanniques et qui ont montré leur efficacité.

Ce n'est qu'aux petites heures de la matinée d'hier que l'on a appris de source britannique que le sous-marin à propulsion nucléaire « Conqueror » avait lancé deux torpilles du type « Tigerfish » contre le croiseur argentin « General Belgrano » qui, en compagnie de deux bâti-

ments d'escorte, se trouvait en bordure de la zone interdite de 200 milles que les Britanniques ont établie autour de l'archipel. Il était alors 21 heures — heure de Paris — dimanche soir, et le croiseur se trouvait juste à l'extérieur de cette zone.

Le commandement britannique a estimé qu'il représentait une « menace sérieuse » pour la flotte britannique et, selon le ministère de la Défense britannique, c'est en vertu de l'article 51 de la charte des Nations unies que le croiseur a été attaqué.

Réquisition

Son assaillant, le « Conqueror », est un chasseur de sous-marin qui déplace 3.500 tonnes : conçu pour des patrouilles sous-marines prolongées, il peut atteindre une vitesse en plongée de 25 nœuds. Il est équipé de 25 torpilles « Tigerfish », arme dont la mise au point n'est pas à proprement parler officiellement achevée.

Le deuxième engagement

s'est produit vers 6 h 30 — heure de Paris — hier matin. Deux patrouilleurs argentins ont ouvert le feu sur un hélicoptère de lutte anti-sous-marin « Sea King ». Deux hélicoptères du type « Lynx » sont alors intervenus et l'un des patrouilleurs a été atteint par un missile « Sea Skua » guidé par radar. Le bâtiment a coulé tandis que le deuxième patrouilleur était gravement endommagé.

Selon les sources britanniques, ils se trouvaient à 90 milles à l'intérieur de la zone interdite. On ignore le nombre des victimes du côté argentin. Tous les hélicoptères seraient rentrés indemnes.

De source britannique, on indiquait que les deux patrouilleurs auraient été des bâtiments auxiliaires du type « Rio Igazu », capables de se déplacer à la vitesse de 22 nœuds, avec un équipage de 15 hommes et armés de deux canons Oerlikon de 22 mm à tir rapide.

Enfin, le ministère de la Défense a annoncé hier à Londres

10 MAI 81 10 MAI 82

Pour préparer l'après-socialisme, il faut une stratégie pour l'opposition, des valeurs pour la République, des propositions pour tous les Français, c'est ce que le Club de l'Horloge vous proposera lors de son deuxième séminaire politique sur

UN PROJET RÉPUBLICAIN POUR VAINCRE LE SOCIALISME

avec la participation de Yvan BLOT, Jean-Paul GARDINIER, Jacques GODFRAIN, Pierre-Marie GUASTAVINO, Jean-Yves LE GALLOU, Alain MADELIN.

Lundi 10 mai 1982

de 20 h à 23 h 30 précises - Hôtel Shératon Montparnasse
19, rue du Commandant Mouchotte 75014 PARIS

CLUB DE L'HORLOGE

4, rue de Stockholm - 75008 PARIS - Tél. : 294.14.14

Découpez suivant le pointillé et renvoyez au Club de l'Horloge

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____

☐ Je participerai à votre séminaire politique du 10 mai, accompagné de personnes. Ci-joint un chèque de F (25 F par personne ; 10 F pour les étudiants).

☐ Veuillez m'abonner à la Lettre d'Information du Club de l'Horloge à partir du numéro 8 consacré au Projet Républicain pour vaincre le socialisme. Ci-joint, chèque de F (150 F pour un abonnement de 10 numéros).

☐ Pour vous aider à diffuser vos travaux, veuillez trouver ci-joint un chèque de :

☐ 100 F ☐ 500 F ☐ 1.000 F ☐ 5.000 F

Cuba dément la fourniture d'armes à l'Argentine

Carlos Rafael Rodríguez, vice-président du conseil d'État cubain, chargé des Relations internationales, a souligné hier à Paris que son pays était décidé « à aider l'Argentine dans le cadre des pays de l'Amérique latine ». « Ce sont ces pays qui décideront du type d'aide », a précisé M. Rodríguez qui a démenti les informations selon lesquelles Cuba avait fourni des armes à Buenos Aires.

M. Rodríguez, qui a fait cette déclaration à l'issue d'un entretien avec Claude Cheysson, ministre des Relations extérieures, a réaffirmé que

son pays reconnaissait la souveraineté argentine sur les îles Malouines et soutenait « le peuple argentin » dans sa volonté de récupérer les îles. « Cela ne signifie pas un soutien à la junte », a-t-il souligné.

Le numéro trois cubain, qui a entrepris hier une visite officielle de trois jours en France, a ajouté qu'il n'y avait pas d'obstacle majeur aux relations franco-cubaines, bien que La Havane et Paris ne soutiennent pas le même protagoniste dans le différend anglo-argentin. (A.F.P.)

Paul-Marie de la Gorce

Paul-Marie de la Gorce

L'état de jungle

Reflexions sur l'histoire de ce temps

Balland

Balland

SALTA 255.95.25

TRANSPORTE TOUT A TOUTE HEURE

se poursuit au large des

grano »
sayé

Malgré des pertes qu'on croit lourdes

Buenos Aires décidé à aller jusqu'au bout

BUENOS AIRES :
de notre envoyé spécial
Jacques LESINGE

Depuis quelques heures, on ne tire plus sur les îles Malouines. Il ne s'agit pas, hélas, d'un cessez-le-feu, mais d'un simple répit. La preuve : bien que la flotte anglaise ait pris momentanément le large, elle vient encore de prouver qu'elle ne renonçait pas au combat pour autant en annonçant qu'elle avait coulé un patrouilleur ennemi dans la nuit de dimanche à lundi.

Cette information assez floue n'a pu être vérifiée. En revanche, les Argentins ont reconnu qu'un sous-marin britannique avait très sérieusement endommagé un croiseur, le *General Belgrano*, au large de la Terre de Feu, hors de la zone d'exclusion maritime délimitant le périmètre des combats. Ce bateau est en train de couler. Six cents hommes se trouvent à bord. Des unités de la flotte argentine sont parties leur porter secours. Mais elles auraient reçu l'ordre de rester à distance respectable du bâtiment touché pour ne pas être victimes elles-mêmes du sous-marin à propulsion nucléaire qui doit toujours se trouver dans les parages.

Les Anglais ont donc touché au but, mais la cible n'est pas si importante que les chiffres pourraient le laisser croire. Construit par les Américains en 1938, le *Belgrano* avait échappé du bombardement de Pearl Harbor par les Japonais, le 7 décembre 1941. Désarmé peu après, il avait été vendu aux Argentins en 1950 pour commencer une nouvelle carrière. Si elle a marqué un point important, la Royal Navy n'a guère entamé, malgré tout, la puissance de feu de son adversaire. Le *Belgrano* restait en fait en réserve. La marine argentine ne comptait l'utiliser qu'en renfort ou par gros temps, car, par mauvaise mer, son poids joue en sa faveur. Mais des officiers de marine argentins ont certifié qu'il valait mieux que le *Belgrano* soit

Côté britannique, on parle de deux blessés, et côté argentin, officiellement, de six blessés légers. Seul, dans son discours, samedi soir, le président Galtieri a dit : « La guerre nous coûte en ce moment beaucoup de vies et nous en coûtera encore, mais nos ennemis le paieront cher. »

Mais personne, ici, ne veut avancer de chiffres. A aucun moment il n'a été question de victimes dans un communiqué officiel.

Cela paraît invraisemblable. D'ailleurs, de source officielle, on m'a affirmé qu'il y aurait déjà plusieurs centaines de morts et de blessés qui seraient actuellement transportés vers les ports du sud de Rio Gallego et Rio Grande.

Ce n'est peut-être pas pour une simple visite qu'une délégation de la Croix-Rouge internationale est arrivée, hier, dans cette zone. Il faut bien se rendre à l'évidence, des tirs d'artillerie et un bombardement pratiquement continu de neuf heures ne peuvent pas n'avoir fait que huit blessés légers. Mais d'un côté comme de l'autre on a intérêt actuellement à cacher ses morts, pour que deux peuples aveuglés continuent à demander des coups.

A ce petit jeu, l'addition, lorsqu'elle sera dévoilée risque d'être lourde. C'est bien pour cela qu'il faudrait se hâter de négocier. Hélas, les dernières discussions ne sont guère encourageantes.

Dans la nuit de dimanche à lundi, la junte argentine a encore repoussé un projet d'accord en sept points d'Alexander Haig, transmis par le président du Pérou, Belaunde Terry. « Rien de plus dans cette proposition que le 27 avril dernier », a répondu le président Galtieri en s'empresant aussitôt de démentir catégoriquement l'annonce d'un cessez-le-feu qu'une agence de presse avait fait courir sur les téléscripteurs.

Argentins sont prêts à tout accepter à condition que leurs couleurs flottent sur Port Stanley. Si les Anglais ne veulent pas céder, le combat ne cessera que faute de combattants.

On pouvait croire les Argentins habileurs ; on mesure mieux aujourd'hui leur détermination. C'est avec soulagement que les journaux de Buenos Aires ont écrit, hier, que l'annonce du cessez-le-feu était une fausse nouvelle. Un moment on avait craint, ici, que les dirigeants du pays aient accepté un compromis.

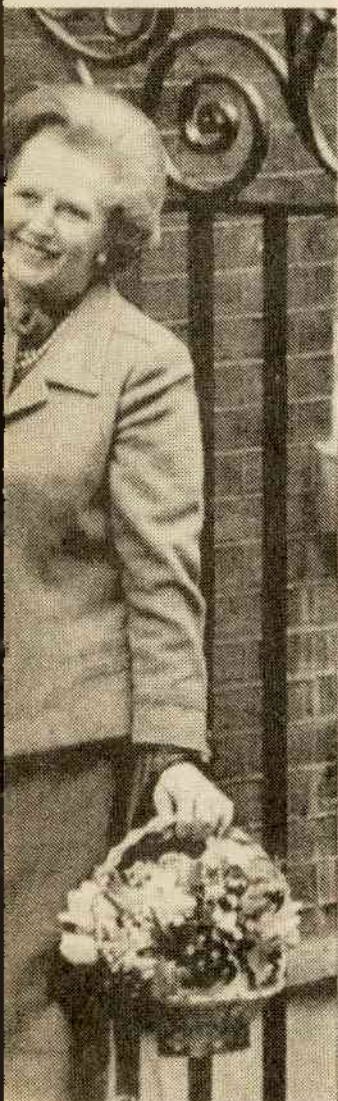
Dialogue de sourds

Dans ces conditions on se demande comment le secrétaire général de l'O.N.U., le Péruvien Javier Perez de Cuellar, nouveau « Monsieur Bons Offices » pourrait parvenir à trouver une solution acceptable pour les deux parties.

Certes, il faut espérer. Un militaire argentin est parti, hier encore, pour Lima afin de porter un message au président de la République du Pérou. Les Argentins ne renoncent pas à négocier, mais on se demande ce qui pourrait sortir de ce dialogue de sourds, sans compter qu'à Buenos Aires on avance maintenant que les Américains continuent à proposer des projets d'accords assortis de cessez-le-feu provisoires, pour permettre à leurs amis anglais de souffler et d'attendre l'arrivée des renforts en hommes et en matériel. Ceci n'est pas fait pour détendre l'atmosphère.

« L'idéal, ce serait que le gouvernement de Mme Thatcher tombe. Alors, on pourrait repartir sur de nouvelles bases. Autrement, je ne vois pas d'issue », m'a confié un diplomate, s'empresant d'ajouter : « Mais bien sûr, c'est de la fiction. »

J. L.



Margaret Thatcher avait l'air serein après une escapade en campagne des premiers ministres britanniques.

pourrait, la recherche et la découverte d'une solution négociée deviennent urgentes dans la mesure où elle ne pourra pas bénéficier indéfiniment du soutien de

Toutes les tentatives de négocier

CE SOIR

MALVINAS . PRIMER BALANCE: GRANDES PERDIDAS ARGENTINAS

El apoyo americano a Londres, que algunos países consideran como una violación a la solidaridad continental, contribuye , por otra parte, a crear la impresión de que un " bloque de los ricos" que comprende la C.E.E. se ha formado para defender una conquista colonial británica, lo que lleva a los países no alineados a ponerse del lado de la Argentina.

En cuanto al sostén de la U.R.S.S. a la Argentina, sería concretizado, según el "New York Times" de ayer con la puesta en el lugar, desde el comienzo del conflicto, de seis a ocho satélites espías soviéticos sobre las Malvinas.

Carlos Rafael Rodríguez, vice presidente cubano, encargado de las relaciones internacionales, subrayó ayer en París que su país estaba decidido a ayudar a la Argentina en el cuadro de la América latina". " Son esos países quienes decidirán el tipo de ayuda" precisó el Señor Rodríguez quien desmintió las informaciones según las cuales Cuba había proporcionado armas a la Argentina. El vice presidente cubano hizo estas declaraciones después de una entrevista con M. Claude Gheysen, ministro de Relaciones Extranjeras.

LONDRES: " ELLOS HAN HECHO LO QUE SE DEBIA HACER"LA CARTA DE UN SOLDADO ARGENTINO

Sir Arthur Harris es sin embargo menos tierno para los argentinos. El va hasta preguntarse , con una leve sonrisa, si estos últimos "merecen verdaderamente el nombre de enemigos". Numerosos diarios se ríen, con más o menos bondad, de un adversario que no está lejos de pasar aquí por un salvaje. En el "Daily Mirror", bajo el título de "la guerra mentirosa", un editorialista de verba torna al ridículo la versión dada por la Junta sobre el desarrollo de las operaciones militares.

Y por todas partes figura en buen lugar la carta de un soldado que explicaba a su novia que él "tiene miedo". Una joven anglo-argentina que vivía gran parte en Buenos Aires, hasta el comienzo de los acontecimientos. Ella habla de "ese país cuyo nombre no debe ser pronunciado en las conversaciones mundanas". Alrededor de una taza de té, en los salones de la capital, no es raro oír calificar a los argentinos de "argies" un diminutivo poco divertido, que equivale más o menos al término de metequé...

LA RESERVA DE LA REINA

Para el " Guardian" (liberal) sin embargo, el bombardeo del aeropuerto de Port Stanley " haríase de volver aún más difícil para los generales argentinos de admitir su locura"

El domingo, la Reina se unió a las plegarias por la paz y una solución equitativa.

1. The first of these is the fact that the United States has a large and growing population of people of Mexican descent. This population is not only large, but it is also growing rapidly. In 1960, there were approximately 5 million people of Mexican descent in the United States. By 1980, this number had increased to approximately 8 million. And by 2000, it is estimated that there will be approximately 12 million people of Mexican descent in the United States. This rapid growth is due to a number of factors, including immigration from Mexico and the high birth rate of people of Mexican descent.

2. The second of these factors is the fact that people of Mexican descent are concentrated in certain areas of the United States. This concentration is particularly evident in the Southwest, where people of Mexican descent make up a large percentage of the population. In California, for example, people of Mexican descent make up approximately 20% of the population. In Texas, they make up approximately 15%. And in Arizona, they make up approximately 10%. This concentration has led to the development of a distinct Mexican American culture in these areas, which is different from the culture of the rest of the United States.

3. The third of these factors is the fact that people of Mexican descent are often faced with discrimination and prejudice. This is particularly true in the areas where they are concentrated. In the Southwest, for example, people of Mexican descent are often treated as second-class citizens. They are often paid less than white people for the same work, and they are often subjected to harassment and discrimination. This has led to a sense of alienation and resentment among people of Mexican descent, which has in turn led to the development of a distinct Mexican American identity.

4. The fourth of these factors is the fact that people of Mexican descent are often faced with language barriers. Many people of Mexican descent do not speak English, and this can make it difficult for them to interact with the rest of society. This is particularly true in the areas where they are concentrated, where English is the dominant language. This language barrier has led to a sense of isolation and has made it difficult for people of Mexican descent to fully participate in the life of the United States.

5. The fifth of these factors is the fact that people of Mexican descent are often faced with economic hardship. Many people of Mexican descent live in poverty, and they often work in low-paying jobs. This is particularly true in the areas where they are concentrated, where the economy is often based on low-paying jobs. This economic hardship has led to a sense of frustration and has made it difficult for people of Mexican descent to improve their lives.

6. The sixth of these factors is the fact that people of Mexican descent are often faced with a lack of political representation. There are very few people of Mexican descent in Congress, and there are very few people of Mexican descent in state legislatures. This lack of representation has led to a sense of powerlessness and has made it difficult for people of Mexican descent to have their voices heard.

7. The seventh of these factors is the fact that people of Mexican descent are often faced with a lack of access to education. Many people of Mexican descent do not have access to the same quality of education as white people. This is particularly true in the areas where they are concentrated, where the schools are often overcrowded and underfunded. This lack of access to education has led to a sense of hopelessness and has made it difficult for people of Mexican descent to achieve their dreams.

8. The eighth of these factors is the fact that people of Mexican descent are often faced with a lack of access to healthcare. Many people of Mexican descent do not have access to the same quality of healthcare as white people. This is particularly true in the areas where they are concentrated, where the healthcare system is often overburdened and underfunded. This lack of access to healthcare has led to a sense of despair and has made it difficult for people of Mexican descent to live healthy lives.

9. The ninth of these factors is the fact that people of Mexican descent are often faced with a lack of access to social services. Many people of Mexican descent do not have access to the same quality of social services as white people. This is particularly true in the areas where they are concentrated, where the social service system is often overburdened and underfunded. This lack of access to social services has led to a sense of isolation and has made it difficult for people of Mexican descent to lead successful lives.

10. The tenth of these factors is the fact that people of Mexican descent are often faced with a lack of access to the justice system. Many people of Mexican descent do not have access to the same quality of the justice system as white people. This is particularly true in the areas where they are concentrated, where the justice system is often overburdened and underfunded. This lack of access to the justice system has led to a sense of injustice and has made it difficult for people of Mexican descent to live in a free and democratic society.

1. The first of these is the fact that the
2. second is the fact that the
3. third is the fact that the
4. fourth is the fact that the
5. fifth is the fact that the
6. sixth is the fact that the
7. seventh is the fact that the
8. eighth is the fact that the
9. ninth is the fact that the
10. tenth is the fact that the

3. The above information was obtained from the files of the FBI, New York Office, and is being furnished to you for your information.



étranger

MALOUINES PREMIER BILAN : LOURDES PERTES ARGENTINES

Un navire de patrouille argentin a été coulé et un autre endommagé, hier à 3 heures GMT, par des hélicoptères Lynx de la Royal Navy. Selon le ministère de la Défense britannique, les navires, qui se trouvaient à l'intérieur de la zone totale d'exclusion, ont été attaqués après avoir tiré sur un hélicoptère Sea King du porte-avions «Hermes». Dimanche soir, le croiseur argentin «General Belgrano», deuxième unité de la marine argentine par ordre d'importance, avait été torpillé par un sous-marin nucléaire britannique de la classe Hunter Killer. Selon l'état-major argentin, il a «probablement coulé».

Les Argentins ont souligné que le torpillage avait eu lieu «en dehors» de la zone de blocus, ce que l'on ne nie pas à Londres où l'on invoque à ce propos le droit à la légitime défense tel qu'il est défini dans la Charte des Nations unies. Le «General Belgrano», vendu par les Etats-Unis à l'Argentine en 1951, était le dernier rescapé de la bataille de Pearl Harbor encore en service actif. A Londres, le porte-parole du ministère de la Défense a, de nouveau, démenti, hier, toutes les informations en prove-

nance de Buenos Aires faisant état de pertes humaines ou matérielles britanniques. Il a notamment précisé que tous les hélicoptères de la flotte d'intervention étaient bien rentrés sur leurs navires après leurs missions. Il a en outre annoncé que le paquebot «Queen Elizabeth II» avait été réquisitionné par le gouvernement britannique pour servir de transport de troupes.

A Buenos Aires, les espoirs de paix suscités, dimanche soir, par l'annonce de l'existence d'un plan de paix péruvien ont été dissipés, hier, après que les autorités argentines eurent fait savoir qu'elles rejetaient cette initiative. Pour les Argentins, en effet, ce plan ne fait que reprendre les propositions américaines du 27 avril, qu'ils avaient déjà repoussées. Toutefois, deux émissaires argentins, dont le général Iglesias, secrétaire général de la présidence, sont partis hier après-midi pour Lima. A Washington, le Département d'Etat s'est refusé, hier, à tout commentaire sur ce nouveau rejet argentin.

Dé son côté, M. Francis Pym, secrétaire au Foreign Office, qui s'est entretenu, dimanche soir, avec le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez Cuellar, a indiqué, hier, qu'il n'était pas question de cessez-le-feu tant que la condition préalable britannique de

retrait des troupes argentines des Malouines n'était pas remplie.

Sur le plan diplomatique, l'affaire des Malouines met en évidence un double clivage Est-Ouest et Nord-Sud. L'Amérique hispanophone, de La Havane en passant par Caracas, soutient généralement, avec plus ou moins de détermination, la position de Buenos Aires, en dépit de très sérieuses divergences idéologiques. L'appui américain à Londres, que certains pays latino-américains assimilent à un viol de la solidarité continentale, contribue, d'autre part, à créer l'impression qu'un «bloc des riches», comprenant la CEE, s'est formé pour défendre une conquête coloniale britannique, ce qui pousse les pays non alignés à se mettre du côté de l'Argentine.

Quant au soutien de l'URSS à l'Argentine, il se serait concrétisé, selon le «New York Times» d'hier, par la mise en place, depuis le début de la crise, de six à huit satellites espions soviétiques au-dessus des îles Malouines.

M. Carlos Rafael Rodríguez, vice-président cubain, chargé des relations internationales, a souligné hier à Paris que son pays était décidé «à aider l'Argentine dans le cadre des pays de l'Amérique latine». «Ce sont ces pays qui décide-

ront du type d'aide», a précisé M. Rodríguez qui a démenti les informations selon lesquelles Cuba avait fourni des armes à Buenos Aires. Le vice-président cubain a fait cette déclaration à l'issue d'un entretien avec M. Claude Cheysson, ministre des Relations extérieures.

Le vice-président, considéré comme le numéro trois cubain, qui a entrepris lundi une visite officielle en France de trois jours, a réaffirmé que son pays reconnaissait la souveraineté argentine sur les îles Malouines et soutenait «le peuple argentin» dans sa volonté de récupérer ces îles.

«Cela ne signifie pas un soutien de la junte», a souligné le vice-président.

M. Rodríguez a ajouté qu'il n'y avait pas d'obstacle majeur aux relations franco-cubaines bien que La Havane et Paris ne soutiennent pas le même protagoniste dans le différend anglo-argentin.



C'est le «General Belgrano» qui a été torpillé par un sous-marin britannique

■ Le «survivant» de Pearl Harbor

Le croiseur argentin «General Belgrano», torpillé —et «probablement coulé»— dimanche par un sous-marin britannique à la pointe de la Terre de Feu, était dernier bateau de surface rescapé de l'attaque japonaise sur Pearl Harbor à être encore en service actif.

Construit aux Etats-Unis, il avait été lancé en 1938 sous le nom de «Phoenix» et avait été mis à la dis-

position de la marine américaine. Pendant la Seconde Guerre mondiale, le croiseur de 13 600 tonnes avait réussi à échapper au bombardement de l'aviation japonaise le 7 décembre 1941 sur Pearl Harbor. Vendu à l'Argentine en 1951, il avait été engagé auparavant dans la guerre maritime du Pacifique et avait déjà été endommagé à plusieurs reprises.

■ Londres : «Ils ont fait ce qui devait être fait»

C'est la victoire, c'est Trafalgar ! Dans les rues de Londres, les passants se surprennent à fredonner l'hymne national, les écoliers attendent avec impatience que l'on rajoute dans leur livre d'histoire l'épisode héroïque des Falkland; les anciens combattants refont des plans... Là-bas, dans un archipel perdu de l'Atlantique-Sud, la Grande-Bretagne a retrouvé sa fierté.

Dans les colonnes de la presse populaire, ce ne sont que louanges pour les innombrables vertus de la flotte de Sa Majesté. Il n'y a pas de mots assez forts pour vanter son courage et son habileté. A la «Une» de nombreux journaux, la photo du jeune marin de vingt ans blessé au cours de l'engage-

ment de samedi, brille comme un soleil dans le brouillard londonien.

Et l'on écoute, avec le respect dû aux vainqueurs, le récit des pilotes qui ont participé aux combats. Le capitaine Bertie Penfold est l'un de ceux-ci. Il a 35 ans et a abattu un Mirage argentin. Sa femme rougit de plaisir en en parlant, elle en est si «fière». Pour la presse, il n'est plus que «l'as du ciel», un héros venu d'ailleurs, destiné à remplacer dans le cœur des enfants les Goldorak et autres robots irréels. Le capitaine, pourtant, reste lucide, presque triste. «J'ai été désolé de voir un avion exploser, confie-t-il, mais il fallait le faire». Et sa femme aussi a l'œil mouillé en pensant à la famille du pilote argentin tué. Mais la guerre, ma brave dame, ce n'est pas toujours drôle...

Les anciens combattants, eux aussi, veulent prendre la parole. Sir Arthur Harris, 90 ans, commandant des bombardiers pendant la Seconde Guerre mondiale, porte un

regard bienveillant sur les «petits» d'aujourd'hui. «Ils ont fait exactement ce qui devait être fait : détruire la piste que l'ennemi utilise. J'aurais fait la même chose. On ne peut se laisser marcher sur les pieds sans réagir.»

La lettre d'un soldat argentin

Sir Arthur Harris est cependant moins tendre pour les Argentins. Il va même jusqu'à se demander, avec un léger sourire, si ces derniers «méritent vraiment le nom d'ennemi». De nombreux journaux se joignent à lui pour rire, avec plus ou moins de bonté, d'un adversaire qui n'est pas loin de passer ici pour un sauvage. Dans le «Daily Mirror», sous le titre «la Guerre bidon», un éditorialiste en verve tourne en ridicule la version donnée par la junte du déroulement des opérations militaires.

Et partout figure en bonne place la lettre d'un soldat argentin expliquant à sa fiancée qu'il «a peur». Une

jeune femme anglo-argentine, qui vivait jusqu'aux événements en partie à Buenos Aires parle avec condescendance de «ce pays dont on ne doit pas dire le nom dans les conversations mondaines».

Autour d'une tasse de thé, dans les salons de la capitale, il n'est pas rare d'entendre les Argentins qualifiés d'«argies», un diminutif peu amène qui équivaut à peu près au terme de mêtèques...

La réserve de la reine

Pour le «Guardian» (libéral) cependant, le bombardement de l'aéroport de Port Stanley «risque de rendre encore plus difficile pour les généraux argentins d'admettre leur folie». Quant aux journaux travaillistes, ils regrettent franchement la tournure prise par les événements. «Le langage de la guerre, des bombes et des combats aériens ne doit pas l'emporter sur la négociation», estime le «Daily Mir-

ror». Mais il faut aller chercher un quotidien communiste comme le «Morning Star» pour trouver une énorme manchette à la Une appelant le gouvernement à «arrêter la guerre».

Dans ce concert, seule la Maison royale est restée sur la réserve. Dimanche, la Reine s'est jointe aux prières «pour la paix et une solution équitable», auxquelles étaient invités les fidèles anglicans. Là-bas, le prince Andrew se bat pour l'Empire. Il aurait même participé aux premières opérations militaires. La Reine doit avoir aussi un petit pincement de fierté. Mais elle sait le cacher.

Moscou menace

Pour la première fois depuis le début du conflit des Malouines, l'agence officielle soviétique Tass a mis en garde hier à la fois la Grande-Bretagne et les Etats-Unis contre les conséquences de leur «politique impérialiste» sur le climat international dans son ensemble.

«Les artisans de cette politique, qui ont clairement montré ce que vaut leur respect de l'indépendance des peuples et des Etats souverains, refusent de prendre en considération ce fait indéniable, à savoir que de nos jours, tout foyer de tension, où qu'il éclate, se traduit inévitablement par une aggravation du climat international», souligne l'agence soviétique.

Selon Tass, tous les éléments qui ont marqué l'escalade du conflit et qui ont conduit la Grande-Bretagne à «agresser» l'Argentine, avec le soutien des Etats-Unis qui s'étaient pourtant engagés par traité à «défendre les pays d'Amérique latine» s'inscrivent dans le cadre de la «politique impérialiste globale» de Washington, dont le pivot est «l'extension de l'influence et de la présence des Etats-Unis et de l'OTAN partout où cela est possible».

Bertrand de SAINT-VINCENT

Fiscalité : réformes à l'horizon

La première vague de la réforme fiscale est imminente. Au programme : une modification de la taxe professionnelle et de la taxe d'habitation, un réajustement de la TVA. Sans parler de la mise en œuvre concrète de l'impôt sur la fortune

Les services de Laurent Fabius sont sur la brèche en ce moment : ils mettent en effet la dernière main à des mesures fiscales dont le principe a d'ores et déjà été annoncé, mais qui ne font pas l'unanimité des contribuables ni, semble-t-il, des ministres concernés. On attend ainsi, pour les prochains jours, vraisemblablement, le Conseil des ministres du mercredi 12 mai, la présentation officielle d'un dispositif fiscal qui devrait faire l'objet d'une loi de finances rectificative.

Comme Pierre Mauroy l'avait annoncé à Yvon Gattaz le vendredi 17 avril dernier, les entreprises vont bénéficier d'une réduction de la taxe professionnelle de 5 milliards pour 1982 d'abord, puis de 6 milliards en 1983. Cette mesure, qui va grever de 11 milliards les finances des collectivités locales (la taxe professionnelle fournit actuellement la moitié de leurs ressources, soit environ 40 milliards cette année) a normalement pour but, non seulement de contenter les chefs d'entreprise mais aussi, selon le gouvernement, d'effacer les défauts au regard de l'investissement et l'embauche d'une taxe créée en 1975 par Jacques Chirac.

Il faut en effet rappeler que la taxe professionnelle est calculée pour un cinquième sur les salaires et pour le reste sur la valeur locative des bâtiments et que le taux en est librement fixé par chaque commune. Certaines entreprises se trouvent ainsi pénalisées si, par exemple, leur

région ne comporte que peu d'implantations industrielles et pratique un taux élevé pour compenser le faible nombre de contribuables.

Ecrêtement

Reste que pour 1982, il ne s'agit que d'un écrêtement uniforme de 9 points, calculable par rapport à ce qui aurait été exigé cette année (et non l'an dernier comme le demandait le patronat) et qui ne s'appliquera qu'aux entreprises détenant du matériel et payant des salaires (ce qui exclut les professions libérales et certains petits commerçants). Un statut plus favorable devrait être réservé à celles vivant encore sous le régime de la patente de 1975. Ce n'est qu'en 1983 que l'on s'attaquera à l'assiette de l'impôt avec la prise en compte des salaires et des investissements et la création d'un fonds de péréquation national alimenté par l'état grâce au versement d'une partie de la TVA. Mais pas question dans l'immédiat de ne pas compenser cette perte de recette pour les

collectivités locales. Pour ce faire, l'état devrait s'orienter dans trois directions : vers les banques qui devraient voir leurs profits quelque peu entamés (mais on ne sait pas encore de combien ni si Jacques Delors se montrera coopératif pour une mesure qui pourrait aller à l'encontre de la politique bancaire qu'il tente de définir) ; vers des économies supplémentaires à réaliser sur le budget de cette année (mais on ignore sur quels postes elles pourront porter), et enfin vers un impôt particulièrement rentable et déjà largement sollicité (puisqu'il fournit actuellement 348,395 milliards à l'état, soit 41,5 % de ses recettes budgétaires) : la TVA.

Réaménagement

Le réaménagement de la TVA devrait en effet être tout prochainement défini : on prévoit ainsi un relèvement d'un ou d'un demi-point du taux intermédiaire, actuellement fixé à 17,6 % (un point supplémentaire rapporterait 13,5 milliards aux finances publiques) assorti d'un abaissement du taux inférieur (de 7 %) en faveur de certains produits de première nécessité. Il est, par ailleurs, question d'une augmentation de la taxe prélevée sur les biens pour lesquels les fournisseurs étrangers sont particulièrement compétitifs, comme la télévision ou les magnétoscopes. Mais les débats au Budget

comme aux Finances ne sont vraisemblablement pas encore clos, les conséquences d'un relèvement de la TVA aussi bien sur les prix que sur la relance ou sur les échanges extérieurs faisant l'objet d'opinions contrastées.

Dernière réforme fiscale imminente : une modification de la taxe d'habitation, qui apporte avec la taxe professionnelle les deux tiers des recettes des communes et 20 milliards à elle seule en 1982. Elle est actuellement calculée sur la valeur locative de l'appartement ou de la maison, bien sûr, de la superficie, mais aussi de la région ou du quartier. La considérant comme discriminatoire vis-à-vis des contribuables, le gouvernement envisage d'asseoir la taxe d'habitation en partie sur les revenus du locataire ou du propriétaire et donc d'en modifier l'assiette.

Enfin, les contribuables touchés par l'impôt sur la fortune devraient être bientôt éclairés sur le mode de calcul de cette nouvelle taxe : la circulaire d'application tant attendue est en effet actuellement parachevée par les services de la législation fiscale et sera sous peu, du moins l'affirme-t-on au ministère du Budget, mise sous presse à l'imprimerie nationale. Les contribuables n'auront alors que jusqu'au 15 juillet pour s'en inspirer et faire l'inventaire de leur patrimoine.

Claire CHAZAL

Logement : accord de modération pour les loyers HLM

Un accord de modération des loyers pour le secteur des HLM a été signé entre l'Union nationale des fédérations d'organismes d'HLM et les associations d'usagers. Cet accord, applicable pour l'année 1982, prévoit : — pour un logement HLM conventionné (ouvrant droit à l'aide personnalisée au logement) : l'augmentation maximale du loyer en 1982 est fixée à 13 %.

— Pour une HLM non conventionnée, elle est limitée à 7 % (9 ou 10 % pour les logements particulièrement bas).

Pour obtenir des précisions sur les différentes modalités de cet accord de modération, on peut s'adresser aux centres d'information sur l'habitat. Les adresses de ces centres sont communiquées par l'ANIL (Association nationale pour l'information sur le logement). Tél. : (1) 202.65.95.

RFA : les instituts de conjoncture plutôt pessimistes

Après deux ans et demi de stagnation, la reprise économique interviendra au deuxième semestre de cette année en RFA, mais elle sera très faible, prévoient les cinq grands instituts de conjoncture privés du pays.

Dans leur rapport de printemps, publié hier à Bonn, la majorité des instituts tablent sur une croissance réelle de 0,5 % seulement en moyenne pour 1982 après une récession de 0,3 % en 1981. L'Institut de l'économie mondiale de Kiel est plus pessimiste que les autres. Il estime que la machine économique ne redémarrera qu'à la fin de l'année et que le produit national reculera une nouvelle fois de 0,5 % en 1982.

Pour tous les instituts, la RFA connaîtra une très forte poussée de chômage. Pour la majorité d'entre eux, le chômage frappera en moyenne annuelle 1,8 million de travailleurs (environ 6,6 % de la population active) après 1,27 million en 1981 (4,7 % de la population active). Après avoir fait un bond de 43 % en 1981, il augmentera donc à nouveau de 42 % cette année.

A l'Actif, tous les instituts se retrouvent pour pronostiquer un ralentissement de l'inflation (de 5,9 % en 1981 à 4,5 % en 1982) et un léger excédent de cinq milliards de marks (deux milliards de dollars) de la balance des paiements courants.

Chimie : Rhône-Poulenc, des résultats moins mauvais en 1981

Rhône-Poulenc a annoncé hier des résultats en sensible amélioration pour 1981, puisque sa perte nette consolidée est ramenée de 1,947 milliards de francs en 1980 à 335 millions, pour un chiffre d'affaires en hausse de 19 % (près de 36 milliards de francs contre 30,2 milliards en 1980).

Toutefois, si l'on tient compte d'un certain nombre d'écritures comptables exceptionnelles passées au cours des exercices 80 et 81, les chiffres comparables sont les suivants : une perte de 587 millions en 1981 contre 678 millions en 1980. De même, la marge d'exploitation (résultat hors éléments exceptionnels, avant amortissements et frais financiers) s'établit à 2,843 milliards en 1981 contre 2,158 en 1980.

La société mère Rhône-Poulenc SA affiche quant à elle une perte de 368 millions en 1981 contre moins 2,047 milliards en 1980.

TRANSPORTS

Lifting pour la SNCF

La vénérable Société nationale des chemins de fer français va retrouver une nouvelle jeunesse : c'est ce qu'a annoncé hier son président, André Chadeau

Une SNCF gaie, moderne, pimpante, accueillante et séduisante : c'est ce que promet André Chadeau, président de la SNCF, à l'horizon 1984. Pour atteindre cet objectif, M. Chadeau a présenté hier un ensemble de 73 mesures touchant tous les aspects du fonctionnement des chemins de fer français.

Les réformes envisagées comportent des points aussi essentiels que la tenue des agents de la SNCF qui sera désormais « modernisée et plus saine ». Autre modification de fond : les contrôleurs ne s'appelleront plus, désormais, des contrôleurs. Mais des modifications plus intéressantes vont également être apportées. Ainsi une animation sera-t-elle instituée dans les trains à long parcours, tandis que de nouvelles voitures à quatre places de front en deuxième classe viendront

remplacer les anciens modèles. Pour attirer à elle les Français qui préfèrent prendre leur voiture (40 % des Français n'ont pas pris le train depuis cinq ans), la SNCF va améliorer l'accueil et l'information des voyageurs : son budget de publicité a été accru de 50 %, et 550 agents d'accueil supplémentaires seront placés dans les trains et dans les gares. Les trains seront mieux adaptés à plusieurs catégories de passagers : familles, jeunes, handicapés, groupes. Les enfants vont bénéficier de demi-tarifs jusqu'à 12 ans au lieu de 10, et les jeunes de 12 à 25 ans d'un tarif d'abonnement spécial.

Toutes les lignes — rapides, express, omnibus, banlieue — bénéficieront de cette amélioration de la qualité du service, qui commencera par une meilleure formation de tous les agents en contact avec le public.

D'ici à 1984, 500 trains Corail circuleront chaque jour, 3 000 voitures anciennes et 200 gares auront été rénovées, 50 parkings et 50 centres de renseignements téléphoniques construits, 600 bicyclettes et 10 000 chariots à bagages supplémentaires mis en service.

Dès cet été, une voiture-cinéma circulera entre Paris et Bourg-Saint-Maurice. Huit nouveaux trains « autos accompagnées » et six « motos accompagnées » seront créés.

Trente-cinq gares nouvelles loueront des vélos. Mille trains supplémentaires transporteront gratuitement les bicyclettes, et des formules nouvelles de voyage de nuit moins cher seront mises à l'essai.

L'objectif pour 1982 est une augmentation de 5 % du trafic-voyageurs contre 2,8 % en 1981.

Pour renverser la tendance à

la baisse du trafic-marchandises (-2,7 % en 1981), la SNCF, a indiqué M. Chadeau, va « tout en gardant des prix de revient et des tarifs compétitifs », développer et accélérer les livraisons à domicile, améliorer les transports combinés (rail-route et conteneurs) par la création d'une nouvelle société de financement, la SEFERGIE, qui facilitera la mise en place de matériels de manutention, rendre plus étroits les contacts avec la clientèle et intensifier la prospection.

PUBLICITÉ FINANCIÈRE :

ADC

98, RUE DE LA VICTOIRE
75009 PARIS
Tél. 874.47.10 et 77.36
TELEX 660.837

Schlumberger

Le rapport annuel de SCHLUMBERGER pour 1981 est publié.

Il doit être, dans les jours qui viennent, distribué à tous les actionnaires par leur banque ou leur agent de change.

Si vous ne le recevez pas, réclamez-le à votre banquier ou à votre agent de change.

Toute personne, actionnaire ou non, peut en recevoir un exemplaire en s'adressant à :

SCHLUMBERGER
Département Communications
42, rue St-Dominique, 75007 Paris

ETABLISSEMENTS ALFRED HERLICO ET FILS

Réuni le 28 avril 1982, le conseil d'administration a arrêté les comptes de l'exercice 1981. Ils se soldent par un bénéfice net de 9 230 000 F (soit 10,35 F par action) contre 24 691 000 F pour l'exercice 1980.

Tenant compte des perspectives d'avenir, spécialement à l'étranger, le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale annuelle, qui sera convoquée le 22 juin 1982, la distribution d'un dividende net de 4 F, plus avoir fiscal de 2 F, soit 6 F brut par action.

Après affectation des résultats, la situation nette de la société sera de 128 316 000 F, soit 143,96 F par action.

314 p 275/31

LA TRAGEDIA DEL "GENERAL BELGRANO"

El veterano de la flota de combate, rescatado de Pearl Harbor, el crucero argentino "General Belgrano" murió. Se hundió en 55°24' de latitud sur y 61°32' de longitud oeste en las heladas aguas del Atlántico Sur en las costas de Tierra del Fuego.

Tenía una tripulación de 1042 hombres de los cuales hasta el presente se han rescatado solamente 400, según Buenos Aires. Los marinos que conocen bien estos mares estiman que un hombre, cualquiera sea su constitución, no puede resistir más de algunas decenas de minutos submergido en aguas cuya temperatura es de cerca de los dos o tres grados centígrados.

El anuncio del naufragio no fue hecho sino 24 horas después que el barco fue tocado el último domingo a las 16 hora local, por dos torpedos Tigerfish (pescado-tigre) lanzados por el submarino nuclear de ataque británico "Conqueror".

Los expertos no se sorprendieron por el epílogo de este drama. Un navío de 44 años no podía casi resistir el golpe de dos torpedos tan poderosos como los Tigerfish británicos. Lo atacaron en la línea de flotación e hizo una brecha en la cual el agua entró. Los tabiques debilitados por la edad no pudieron resistir la presión de las aguas.

A bordo de todo buque de guerra, hacen notar los expertos, son previstos puestos de evacuación y hay balsas suficientes para embarcar a todos los miembros de la tripulación. Pero es probable que en un mar indomable donde había pozos de de ocho metros, el barco haya naufragado rápidamente, oscilando, y en su torbellino arrastró la mayor parte de los marinos que se encontraban a su bordo.

En el portaviones británico "Ll'Invencible" el anuncio de que el General Belgrano había naufragado fue acogido con entusiasmo.

ELLOS O NOSOTROS

"Ellos o nosotros", comenta un oficial. Cuando hay que darle, ahay que darle, exclama un piloto. Es la mejor noticia. Justo lo que queríamos. Se puede esperar una poco de acción ahora, si es que ellos tienen medios todavía. Espero que eso los vuelva locos y nos corran consus aviones" La nueva hizo subir la moral de los 1000 hombres del "Invencible" que esperaba hacía 24 horas informaciones de la BBC, informaciones alarmistas de fuentes argentinas.

Otras noticias también contribuyeron a alegrarlos: los primeros "family-grams" (mensaje de 30 palabras enviadas a las familias desde las naves y los marinos han recibido las primeras cartas. El sentimiento general en el "Invencible" es que el tiempo apura para los argentinos si quieren hacer una contra-ofensiva de modo de dar coraje a sus fuerzas que saben bien que Buenos Aires no les dice la verdad.

Los últimos despachos de los corresponsales británicos, admitidos solamente a bordo y sometido a reglas estrictas de publicación, fueron enviados antes de saberse que el General Belgrano se había hundido con un número de hombres a bordo. El hecho de que el crucero argentino se encontrara fuera de la zona de exclusión de 200 millas no suscita ningún comentario. Según el enviado del "SUN" la Royal Navy ha puesto a los "argies" de rodillas con un doble ataque devastador. y su diario no duda en poner este título: "1200 "argies" habrán naufragado?"

1. The first part of the document is a letter from the President of the United States to the Congress, dated January 3, 1862. It is a very long letter, and it contains a great deal of information about the state of the country at that time. It is a very important document, and it is one of the most interesting documents in the collection.

La tragédie du « General-Belgrano »

Le vétérán des flottes de combat, rescapé de Pearl Harbor, le croiseur argentin « General Belgrano » est mort. Il a sombré par 55°24 de latitude sud et 61°32 de longitude ouest dans les eaux glacées de l'Atlantique-Sud au large de la Terre de Feu. Il avait un équipage de 1 042 hommes dont 400 seulement ont été jusqu'à présent retrouvés, selon Buenos Aires. Les marins qui connaissent bien ces mers estiment qu'un homme, quelle que soit sa constitution, ne peut résister plus de quelques dizaines de minutes immergé dans des eaux dont la température est voisine de deux ou trois degrés centigrades.

BUICK

Skylark 9CV ou V6 13CV
4XC69 limitée/GMP 82.



Jean Charles s.a.
28, rue Claude Terrasse - PARIS 16^e
24, rue de Tilsitt PARIS 17^e
524.43.33

L'annonce du naufrage n'a été faite que près de 24 heures après que le bâtiment eut été frappé dimanche à 16 heures locales par deux torpilles Tigerfish (poisson-tigre) lancées par le sous-marin nucléaire d'attaque britannique « Conqueror ».

Les experts ne sont pas surpris par l'épilogue de ce drame. Un navire de 44 ans ne pouvait guère résister à la frappe de deux torpilles aussi puissantes que les Tigerfish britanniques. Elles l'ont atteint sous la ligne de flottaison faisant une brèche dans laquelle l'eau s'est engouffrée. Les cloisons étanches affaiblies par l'âge n'auront pas pu résister à la pression des eaux.

A bord de tout navire de guerre, remarquent par ailleurs les experts, des postes d'évacuation sont prévus et il y a suffisamment de radeaux pour embarquer tous les membres de l'équipage. Mais il est probable que dans une mer démontée où il y avait des creux de huit mètres, le bâtiment ait coulé très rapidement, basculant peut-être en sombrant et entraînant dans

son tourbillon la plus grande partie des marins qui se trouvaient à son bord.

Sur le porte-avions britannique « l'Invincible », l'annonce que le « General Belgrano » avait été touché a été accueillie avec enthousiasme.

Eux ou nous

« C'est eux ou nous, commente un officier. Quand faut y aller, faut y aller. » « C'est la meilleure nouvelle depuis longtemps, s'écrit un pilote. Juste ce qu'on voulait. On peut s'attendre à un peu d'action maintenant, s'ils en ont encore les moyens. J'espère que ça va les rendre fous et qu'ils vont venir nous courir après avec leurs avions. »

La nouvelle a remonté le moral des quelque 1 000 hommes de « l'Invincible » qui entendaient depuis 24 heures sur la BBC les informations alarmistes de source argentine, écrivent les correspondants. D'autres nouvelles ont contribué à les stimuler : les premiers « family-grams » (messages de 30 mots envoyés aux familles depuis les navires) ont pu être envoyés et

les marins ont reçu milliers de lettres depuis. Le sentiment général « l'Invincible » est, John Witherow, « que le temps presse pour les Argentins s'ils veulent monter une contre-offensive de manière à redonner courage à leurs forces qui savent bien que Buenos Aires ne leur dit pas la vérité ».

Les dernières dépêches des correspondants britanniques, seuls admis à bord de la force d'intervention et soumis à des règles de publication strictes, ont été envoyées avant que l'on apprenne que le « General Belgrano » avait coulé avec un grand nombre d'hommes à son bord. Le fait que le croiseur argentin se trouvait en dehors de la zone d'exclusion de 200 milles ne suscite aucun commentaire. Pour l'envoyé spécial du « Sun » sur « l'Invincible », « la Royal Navy a mis les argies (diminutif peu amène qui équivalait à métèques) à genoux avec une double attaque dévastatrice », et son journal n'hésite pas à titrer : « Est-ce que 1 200 argies ont coulé ? ».

Les délégués au 15^e congrès de la Démocratie chrétienne éliront demain leur secrétaire général. Quel sera le successeur de M. Flaminio Piccoli, ce compte d'être pour lui un cadeau empoisonné, les différents courants n'ayant pas manqué d'étaler au grand jour leurs divisions.

De Mita ou Forlani ? Le défenseur d'un rapprochement avec le Parti communiste ou le centriste ? Selon les dernières rumeurs circulant au Palais des Sports de l'Eur, dans la banlieue romaine, M. Ciriaco de Mita l'emporterait d'une courte tête sur son rival, grâce au soutien du secrétaire général sortant, M. Piccoli, de l'ancien président du conseil, M. Giulio Andreotti et du président du Sénat, M. Amintore Fanfani.

D'ici à demain, bien des choses peuvent cependant changer, notamment avec les discours-programmes des deux candidats qui porteront pour l'essentiel sur les rapports avec le partenaire socialiste.

Car, c'est précisément de l'attitude à tenir à l'égard de ce partenaire ambitieux que sont nées les principales divergences de vues révélées au cours de ce congrès. C'est

également cette question qui devrait largement déterminer, à travers l'élection de l'un ou l'autre candidat, la politique de la Démocratie chrétienne à l'avenir.

Seul point sur lequel tous les délégués ont réussi à se mettre d'accord : la nécessité de maintenir les socialistes (12 % des suffrages aux élections de 1979) à l'intérieur de la coalition gouvernementale. Les positions divergent, en revanche, sur la façon d'empêcher le Parti socialiste d'empiéter sur une partie de l'électorat démocrate chrétien.

M. Forlani, candidat de l'aile modérée et qui a fait figure de gêneur en se présentant alors que l'on s'acheminait vers une candidature unique de M. de Mita, est un partisan du statu quo, c'est-à-dire d'un gouvernement à cinq (Démocratie chrétienne, Parti socialiste, Parti libéral, Parti républicain, Parti social-démocrate) et d'une opposition essentiellement constituée par le Parti

communiste. Il est actuellement crédité de 40 % des voix environ, mais le mode de scrutin à bulletin secret peut lui être favorable. Certains partisans de M. Fanfani, peu enclins à voter pour M. de Mita, peuvent ainsi voter Forlani en toute impunité.

Les socialistes en sandwich

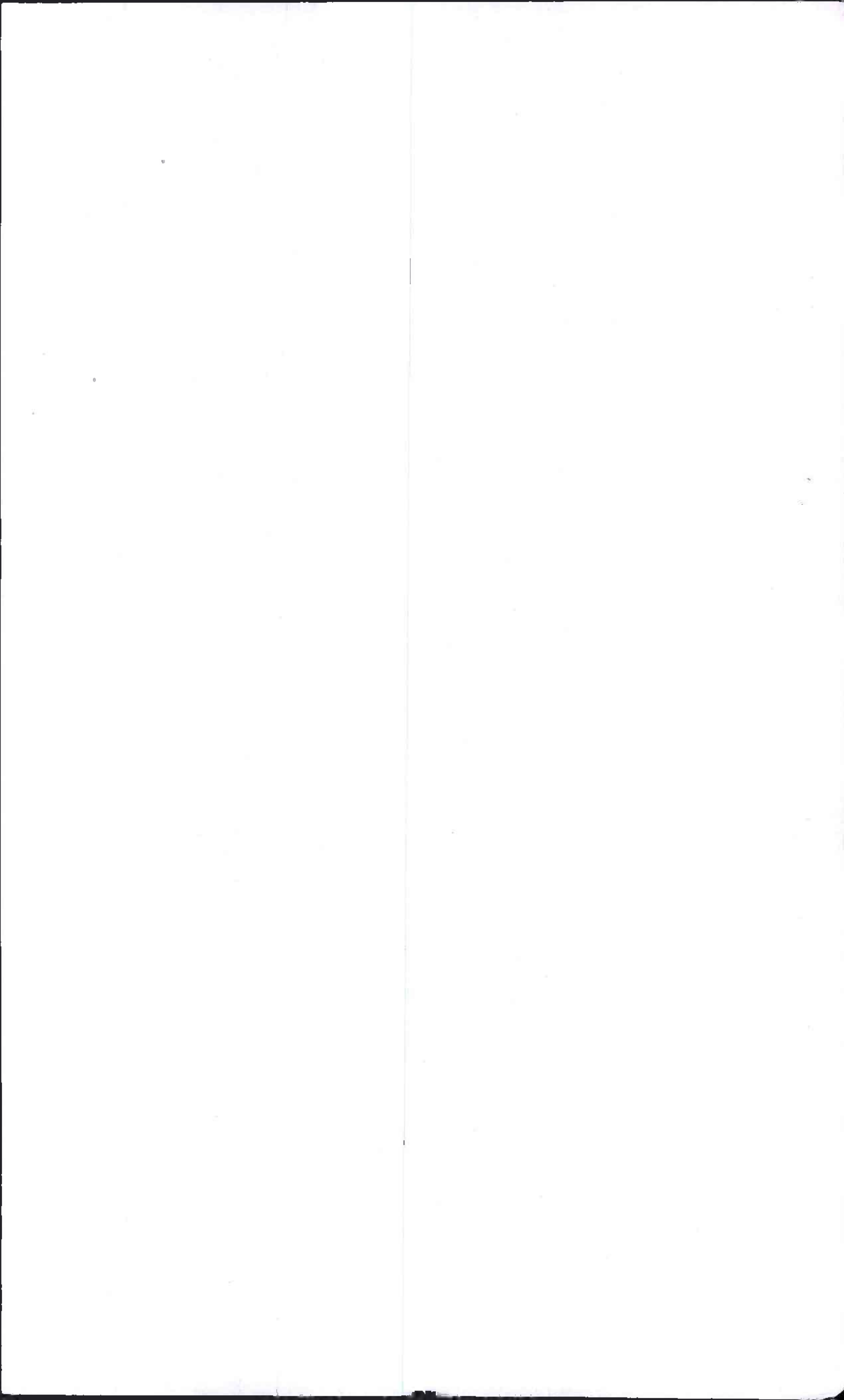
La position défendue par Ciriaco de Mita est sensiblement différente : il ne remet pas en cause la coalition « pentapartite » mais se déclare favorable à un rapprochement avec le Parti communiste qui « pèse » 30 % de l'électorat. Sans forcément revenir à la formule du « compromis historique » lancée par Aldo Moro et qui ne lui a pas survécu, cette initiative aurait pour principal intérêt de modérer les ardeurs du Parti socialiste en le prenant en sandwich entre les deux plus grandes formations politiques que sont le Parti communiste et la Démocratie chrétienne. La formation de M. Enrico Berlinguer est d'autant mieux armée que deux événements sont récemment venus rassurer nombre de ses électeurs potentiels : la rupture avec Moscou et les attentions dont

le Parti communiste est l'objet de la part du Parti socialiste français.

En outre, la polémique qui oppose socialistes et démocrates chrétiens pourrait être profitable à la tendance de Mita. Elle a pris un tout nouveau hier avec une note parue dans « l'Avanti », l'hébdomadaire du Parti socialiste, note non signée mais attribuée à M. Bettino Craxi et qui dénonce « les résurgences patriotardes et intégristes » de la Démocratie chrétienne avant d'ajouter : « Si la Démocratie chrétienne devait pousser les choses jusqu'au point de rupture avec le Parti socialiste italien, cela signifie qu'elle a mal calculé les conséquences ou qu'elle a déjà en gestation une politique de rechange ou qu'elle entrevoit l'opportunité d'un défi qui risque de se transformer en défi électoral. »

Après les violentes critiques des démocrates chrétiens contre ceux qui restent malgré tout des alliés, et la réponse de ces derniers, le ton est donné, chacune des deux parties évoluant ouvertement l'éventualité d'une crise politique. Le premier élément de réponse devrait venir du vote de demain.

Y.C.



LE MONDE, Martes 4 de Mayo de 1982.-

EL PAPEL DE LAS OPINIONES.

Insensible pero seguramente, el conflicto de las Malvinas toma amplitud. Todos los elementos están ahora reunidos para que una verdadera guerra se instale entre Londres y Bs As y origina una nueva línea de fractura en un mundo donde no faltaban.

La hora no es más de ironizar sobre el aspecto "paseista" de este enfrentamiento, pero de considerar su gravedad. Lo que llama más la atención en este problema, es la incapacidad de la comunidad internacional para prevenir el choque. Gracias a las distancias, el tiempo sin embargo no faltó, pero Haig no logró aprovecharlo para detener la crisis. Muy cerca de las preocupaciones británicas, Washington no era, es cierto, el mejor mediador. Los esfuerzos del Secretario Americano no han sido reforzados por suficientes presiones sobre las partes concernidas. Thatcher, en particular, pudo ser impulsada en su intransigencia por el apoyo apurado que le manifestaron la mayoría de los países europeos.

Si los generales argentinos utilizaron las Malvinas como exutorio a las dificultades económicas y políticas de las que son en gran parte responsables, todo pasa ahora como si Thatcher adoptaba el mismo comportamiento. Se diga lo que se diga en Londres no se creyó nunca en las chances de una mediación y Thatcher siempre estuvo tentada por la solución militar. Más grave todavía es el aspecto simbólico de esta política: el recurso a la fuerza puede arreglar un problema percibido como una sobrevivencia colonial.

Si no puso fin a la escalada, el conflicto de Malvinas va sin dudas originar una formidable ola antieuropea en la mayoría de los países latinoamericanos. Los dictadores de Buenos Aires perderán tal vez el poder, pero el problema subsistirá. Que formidable regalo para la URSS, que se prepara para utilizar la situación! Decididamente, la línea de división es bien delgada entre las relaciones Nord-Sud y Est-Oeste, que se busca a veces a oponer.

Desde ya, es evidente que una victoria militar británica no cambiará nada a un problema que depende de la psicología de los pueblos, por lo tanto de lo irracional. Thatcher puede bien hacer desembarcar sus tropas a las Falkland; sólo ganará muertos y aumentará todavía la exasperación de la opinión pública latinoamericana. Quedará siempre por resolver el problema de las Falkland, que Londres no niega su existencia pero del cual no se ha querido nunca discutir verdaderamente.

A la larga, es sin embargo Thatcher quien se ha expuesto a perder su apuesta: en caso de afrontamiento generalizado, la expedición de las Malvinas perderá rápidamente su aspecto de "guerra alegre" y la opinión pública británica, que estaba de acuerdo para salvar la ^{Cara} ~~caja~~, arriesga en dividirse cuando tenga una idea más exacta del costo de la operación.

222

10710

2000

2000

10710

**130 pays ont approuvé
le projet de convention
sur le droit de la mer**

LIRE PAGE 7

Le M

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

La guerre des Malouines risque d'envenimer les relations Est-Ouest

Le rôle des opinions

Insensiblement mais sûrement, le conflit des îles Malouines prend de l'ampleur. Tous les éléments sont maintenant réunis pour qu'un véritable état de guerre s'installe entre Londres et Buenos-Aires et entraîne une nouvelle ligne de fracture dans un monde qui n'en manquait pas.

L'heure n'est plus d'ironiser sur l'aspect « passéiste » de cet affrontement, mais d'en saisir au contraire la gravité. Ce qui frappe le plus dans cette affaire, c'est l'incapacité de la communauté internationale à prévenir le choc. Grâce aux distances le temps n'a pourtant pas manqué, mais M. Haig n'a pas réussi à le mettre à profit pour désamorcer la crise. Très proche des préoccupations britanniques, Washington n'était pas, il est vrai, le meilleur médiateur. Les efforts du secrétaire d'Etat américain n'ont pas non plus été relayés par suffisamment de pressions sur les parties concernées. Mme Thatcher, en particulier, a pu être encouragée dans son intransigeance par le soutien hâtif que lui ont manifesté la plupart des pays européens.

Si les généraux argentins ont utilisé les îles Malouines comme exutoire aux difficultés économiques et politiques dont ils sont en grande partie responsables, tout se passe maintenant comme si Mme Thatcher adoptait le même comportement. Quoi qu'on en dise à Londres, on n'a jamais beaucoup cru aux chances d'une médiation, et Mme Thatcher a toujours été tentée par la solution militaire. Plus grave encore est l'aspect symbolique de cette politique : le recours à la force pour régler un problème perçu comme une survivance coloniale.

S'il n'est pas mis fin à l'escalade, le conflit des Malouines va sans doute déclencher une formidable vague anti-européenne dans la majorité des pays latino-américains. Les dictateurs de Buenos-Aires y perdront peut-être le pouvoir, mais le problème demeurera. Quel formidable cadeau pour l'Union soviétique, qui s'apprête à utiliser la situation ! Décidément, la ligne de partage est bien mince entre les relations Nord-Sud et Est-Ouest, que l'on cherche parfois à opposer.

D'ores et déjà, il est évident qu'une victoire militaire britannique ne changera rien à un problème qui relève de la psychologie des peuples, donc de l'irrationnel. Mme Thatcher peut bien faire débarquer ses troupes aux Falkland ; elle n'y gagnera que des morts et accroîtra encore l'exaspération de l'opinion publique latino-américaine. Il restera toujours à résoudre la question des Falkland, dont Londres ne nie pas l'existence, mais dont on n'a jamais voulu vraiment discuter.

A la longue, c'est pourtant Mme Thatcher qui s'est exposée à perdre son pari : en cas d'affrontement généralisé, l'expédition des Malouines perdra vite son aspect de « guerre joyeuse » et l'opinion publique britannique, qui était d'accord pour sauver la face, risque de se diviser lorsqu'elle aura une idée plus exacte du coût de l'opération.

Britanniques et Argentins rejettent catégoriquement ce lundi 3 mai toute possibilité de cessez-le-feu, trois jours après le début de leur affrontement aéronaval autour des Malouines, dans l'Atlantique sud. Londres a annoncé qu'un patrouilleur argentin avait été coulé, et un autre touché, lundi à l'aube, à l'intérieur de la zone de guerre des 200 milles. Quant au croiseur « General-Belgrano », il a été sévèrement touché dimanche soir par un sous-marin britannique à propulsion nucléaire, près de la Terre de Feu, en dehors de la zone d'exclusion.

Buenos-Aires a repoussé dimanche un plan de paix proposé par le Pérou, et M. Pym, secrétaire au Foreign Office, devait rencontrer ce lundi à New-York M. Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies. Mais l'impuissance de la diplomatie est manifeste, alors que le conflit risque d'aggraver les relations Est-Ouest.

Les Etats-Unis se sont officiellement rangés aux côtés de la Grande-Bretagne, et des manœuvres navales américaines d'envergure devaient commencer ce lundi dans les Caraïbes, alors que Cuba proclame sa volonté d'aider l'Argentine « par tous les moyens ». Moscou reste prudent, tout en maintenant son soutien à l'Argentine. Madrid, qui condamne l'action militaire britannique, offre sa médiation.

Les enjeux

par MARCEL NIEDERGANG

Après un mois d'hésitation, M. Reagan a choisi de prendre officiellement parti pour la Grande-Bretagne et contre l'Argentine. Décision logique, prévisible, mais dramatique et lourde de conséquence pour les Etats-Unis.

Pour la première fois depuis l'intervention armée des Etats-Unis en République Dominicaine, en 1965, Washington risque d'affronter une hostilité généralisée en Amérique latine au moment même où le gouvernement Reagan s'efforçait d'améliorer sérieusement ses relations avec ses partenaires de l'Organisation des Etats américains.

En cautionnant l'intervention militaire américaine à Saint-Domingue, l'O.E.A. s'était discréditée, et il a fallu plusieurs années pour que cet organisme régional surmonte cette

épreuve. Mais il s'agissait d'une querelle interaméricaine, et les Etats-Unis avaient, dans cette tempête, conservé des amitiés solides, comme celle du Brésil. En s'alignant sur une nation « européenne » contre un pays « américain », Washington joue cette fois le rôle du « traître » au sein de l'O.E.A. et réalise la quasi-unanimité contre lui.

On s'en est aperçu la semaine dernière lors des débats de l'organisme de consultation des pays signataires du traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR). M. Costa Mendez, le ministre argentin des relations extérieures, a été chaleureusement applaudi malgré les réserves mentales de nombre de ses collègues. M. Haig a été écouté dans un silence glacial.

(Lire la suite page 5)

LE MONDE
diplomatique

de mai
EST PARU

Au sommaire :

- Proche-Orient : le nouveau champ de bataille.
- Les racines profondes de la crise du système soviétique.

d'Israël

maît que les implantations israéliennes dans les territoires occupés étaient « inopportunes mais pas illégales ». La complaisance et la passivité de Washington à l'égard d'Israël sont tout aussi évidentes lorsqu'on observe le déroulement des débats du Conseil de sécurité : actuellement, tout projet de résolution condamnant Israël s'expose immanquablement au veto américain. Celui-ci a encore joué récemment afin d'empêcher l'adoption d'une résolution prévoyant l'éventualité de « menaces de sanctions » contre Israël au cas où ne serait pas abrogée la loi d'annexion du plateau du Golan, qui constituait une initiative pourtant manifestement illégale au regard du droit international...

La banalisation de la violence, la passivité de l'opinion publique internationale, la faiblesse et l'hypocrisie des pays occidentaux, sont autant de facteurs qui laissent le champ libre à l'activisme israélien, d'autant plus que le monde arabe est retombé dans ses traditionnelles et byzantines querelles intestines. Cet activisme se nourrit cependant d'une grande illusion : celle de croire qu'Israël pourra avoir à la fois la paix et les territoires. Outre les menaces de déstabilisation qui pèsent sur plusieurs régimes arabes, l'une des conséquences essentielles de l'enlisement actuel sera vraisemblablement d'encourager les États arabes à renouer ou à consolider leurs liens avec Moscou et, à l'instar de la Syrie, à chercher protection derrière le bouclier soviétique. Dès lors, les conditions seront réunies pour une nouvelle conflagration généralisée au Proche-Orient : ce serait là l'ultime et paradoxale retombée des accords de Camp David.

(*) Co-auteurs de l'ouvrage *Les Complots libanais*, éditions Berger-Levrault.

Il n'y aura pas de deuxième Sadate

par DANIEL AMSON (*)

On peut, sans doute, comprendre, d'un certain point de vue, l'intransigeance dont fait preuve actuellement le gouvernement d'Israël. Il n'est pas facile, en effet, pour un État, de restituer un gage qu'il a conquis à deux reprises et dont il a pu éprouver, une fois au moins, qu'il assurait utilement la protection de ses citoyens.

Il y a vingt-cinq ans, les Israéliens, cédant à la pression américaine, ont quitté la péninsule du Sinaï qu'ils avaient conquise en novembre 1956. Le département d'État publia alors une note précisant que « les eaux du golfe d'Akaba étaient internationales et qu'une nation n'avait pas le droit d'empêcher le libre et pacifique passage par les détroits y donnant accès ». Mais, quand, en 1967, à la suite du blocus du golfe d'Akaba par le colonel Nasser, les Israéliens demandèrent aux États-Unis de faire respecter le principe qu'ils avaient proclamé dix ans plus tôt, ils recueillirent seulement de vagues promesses et durent engager la force contre l'Égypte pour obtenir satisfaction. L'État juif conquist alors, pour la deuxième fois, la péninsule du Sinaï, dont il doit, en principe, achever de se retirer dans quelques jours. Il n'est donc pas surprenant que ce nouveau retrait fasse songer à l'ancien et que le gouvernement de Jérusalem ait pu paraître éprouver, un moment, la tentation de reculer.

Il a compris, heureusement, qu'il aurait commis une erreur en y cédant.

Depuis 1948, l'État juif a toujours cherché, en effet, à sortir de son isolement. Chacun à sa manière, Ben Gourion, Golda Meïr, le général Dayan et M. Begin ont voulu trouver des interlocuteurs officiels dans le monde arabe. Cette recherche permanente — et parfois pathétique — de « quelqu'un avec qui parler » a été, depuis trente-cinq ans, un des

aspects fondamentaux de la politique israélienne.

Or ce quelqu'un est aujourd'hui trouvé, depuis le geste historique du président Sadate. L'Égypte et Israël ont « parlé », ouvert leurs frontières, eu des échanges économiques. Que ce tableau comporte des ombres, que les irréductibles de chaque camp — comme jadis les émigrés de l'Ancien Régime — ne veulent rien apprendre ni oublier et souhaitent, au fond d'eux-mêmes, l'échec de tout accord, cela n'est pas douteux. Mais comment ne pas voir qu'il ne saurait en aller autrement moins de neuf ans après la guerre de Kippour, qui était elle-même la quatrième en vingt-cinq ans ? Comment ne pas voir que ces difficultés sont inscrites dans « la nature des choses » comme celles qui ont existé, il n'y a pas si longtemps encore, entre la France et l'Allemagne et que l'opinion française a particulièrement ressenties à l'époque de la C.E.D. ? Comment ne pas voir que, s'y arrêtant, le gouvernement israélien retomberait dans la politique qu'il a toujours voulu éviter depuis la création de l'État ?

Les Israéliens ont prouvé qu'ils formaient une grande nation, capable de se rassembler et de lutter lorsque l'essentiel était en jeu. Après avoir gagné quatre guerres, il ont relevé le défi de la paix que le président Sadate leur avait lancé avec noblesse. Cette paix est imparfaite — comme toutes les paix, — mais elle existe. Les Israéliens, qui l'ont toujours appelée de leurs vœux, ne doivent pas la mettre en cause au moment où elle doit être consacrée. Ils doivent se dire — comme les ennemis de la paix se le disent également dans chacun des deux camps — qu'il n'y aura pas de second Sadate.

(*) Avocat à la cour

Les luttes islamiques

par MARC BERGE (*)

et juive qui devrait être prise en considération.

Le document montre le « bout de l'oreille » quand il accuse les « fouilles archéologiques illégales » telles qu'elles ont été dénoncées par les actes de l'ONU ou de l'UNESCO : or il s'agit clairement de ce que les Israéliens ont fait à Jérusalem (avec

L'ISLAM, il y a plus de quatorze siècles, est né d'une lutte. Il apparaît encore aujourd'hui comme tel, sur la scène mondiale, sur tous les fronts. Autant au cœur du monde islamique qu'à l'extérieur, partout où la d

pensée moderne, et notamment marxiste, à celle de l'islam, comme il fut fait autrefois, dès le IX^e siècle, pour la pensée grecque qu'héritait avec profit, ensuite, notre Occident, à travers les philosophes musulmans.

Mais à quelles exigences ces luttes doivent-elles répondre pour mériter le titre d'islamiques ? N'y a-t-il pas lieu de se méfier de certaines de ces luttes où la référence à l'islam n'est qu'un prétexte à la réalisation d'ambitions personnelles ? En effet, les musulmans ont à « lutter dans le chemin de Dieu (en donnant de) leurs biens et (en payant de) leurs personnes » (Coran, XLIX, 15). Mais « pas de contrainte en religion. La voie droite se distingue de l'erreur » (Coran, II, 256). La foi monothéiste des juifs et des chrétiens, « gens du Livre », fut ainsi respectée. Ce qui fut combattu, jusque par les armes et donc la guerre, (harb) — mais pas à toutes les époques de l'histoire, — ce fut l'athéisme, après que l'invitation à croire eut été lancée. La guerre, dans ce cas-là, n'était considérée que comme un moindre mal pour défendre l'islam menacé. La paix restait le but final. Les réformistes contemporains préconisent d'ailleurs une expansion de l'islam par des moyens pacifiques sous forme d'action missionnaire.

Ainsi la guerre, en elle-même, est condamnée. N'a-t-on pas vu l'Organisation de la conférence islamique (O.C.I.), qui regroupe quarante et un pays, condamner la guerre déclenchée en septembre 1980 entre l'Irak et l'Iran ? Par les soins de l'O.C.I., une mission islamique de médiation a été instituée pour arrêter ce conflit. D'ailleurs, selon l'esprit islamique le plus enraciné dans la tradition et le plus vécu quotidiennement, c'est la lutte intérieure pour se réformer soi-même qui prime. Rentrant d'une expédition militaire, le prophète Mouhammad déclarait : « Nous voici revenus du petit djihad pour nous engager dans le grand djihad, l'effort de l'âme. »

Au Proche-Orient, deux peuples luttent au nom de la justice : l'un, Israël, recherche la paix l'autre, les Palestiniens, une patrie. Nul ne doit désespérer que cet esprit de justice universelle, ressenti et revendiqué par chacune des parties, ne triomphe un jour sur cette terre où la fraternité, ne l'oublions pas, trouve son inspiration et son origine dans l'ancêtre commun Abraham.

(*) Professeur, directeur de l'Institut d'études arabes et islamiques de l'université de Bordeaux-III.

LE MATIN, Martes 4 de Mayo de 1982.-

2

446 f.

LONDRES: "UNA CORRECCION DESAGRADABLE PERO NECESARIA"

Nuevos refuerzos de tropas británicas son encaminados hacia el Atlántico Sur. Thatcher se prepara para una guerra de larga duración.

Londres alzó su tono ayer para recordar al mundo que el derecho está de su lado.

Flanqueado con cuatro banderas británicas llevando las insignias de los diferentes cuerpos de ejército y encuadrado por un enorme mapa geográfico del Atlántico Sud, el portavoz del Ministerio de Defensa, Mc Donald, salió de su reserva habitual para atacar las "mentiras" de los Argentinos. En Londres, todo lo que viene de Bs.As. no es más que propaganda. No hay resistencia por parte de los Argentinos en Georgia del Sud. El aeropuerto de Puerto Stanley fue bien dañado. Ningún avión británico fue derribado por el enemigo. Los portaviones Invincible y Hermes, no han participado en la batalla. Para apoyar sus dichos, no solamente mostró fotos tomadas por la caza británica -que serán pronto disponibles-, y también correspondencia de periodistas que se encuentran a bordo de los navíos de la R.Navy. Estos señalaron que todos los aviones que participaron a los combates volvieron sanos y salvos.

EXTRA

EXTRA

28/05/82



James

James

James

James

LE CONFLIT ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'ARGENTINE

Londres : « Une correction déplaisante mais nécessaire »

De nouveaux renforts de troupes britanniques sont acheminés vers l'Atlantique-Sud. Mme Thatcher paraît se préparer à une guerre de longue durée

La véritable bataille navale de l'Atlantique-Sud a commencé dans la nuit de dimanche à lundi. Elle a déjà réveillé quelques vieux démons, notamment du côté de la vieille Angleterre de Mme Thatcher, décidée plus que jamais à infliger une sévère correction aux « bandits de Buenos Aires ». Le ministre de la Défense John Nott a confirmé que Londres « maintiendra une ferme pression militaire sur les Argentins ».

De notre envoyé spécial à Londres

LONDRES a haussé le ton hier pour rappeler au monde que le droit est de son côté.

Flanqué de quatre drapeaux britanniques portant les insignes des différents corps d'armée et encadré par une énorme carte géographique de l'Atlantique-Sud, le porte-parole du ministère de la Défense, Ian McDonald, s'est, départi de sa réserve habituelle pour s'en prendre aux « mensonges » des Argentins. A Londres, tout ce

qui vient de Buenos Aires n'est que de la propagande. Il n'a pas de résistance de la part des Argentins en Géorgie du Sud. L'aéroport de Port Stanley a été bien endommagé. Aucun avion britannique n'a été touché par l'ennemi. Les porte-avions, *Invincible* et *Hermes*, n'ont même pas participé à la bataille. Pour appuyer ses propos, il a fait état non seulement des photos prises par la chasse britannique — qui seront bientôt disponibles —

mais aussi des correspondances de journalistes se trouvant à bord des navires de la Royal Navy. Ceux-ci n'ont pas manqué de souligner que tous les avions qui ont participé aux combats aériens sont rentrés sains et saufs.

Personne ne doute ici, à Londres, des affirmations officielles, mais hier, pour la première fois depuis le début de cette guerre, la Grande-Bretagne semble prendre conscience du fait qu'elle peut coûter cher, notamment en vies humaines. Le porte-parole britannique a fait état de la « préoccupation des familles des soldats », mais il en a rendu responsable Buenos Aires. La junte argentine est, à ses yeux, à l'origine de ces « préoccupations », en raison de ses communiqués fantaisistes sur les pertes britanniques.

Faut-il rapprocher cette affirmation des slogans franchement racistes lancés par de jeunes manifestants samedi dernier à Covent Garden du genre : « Shoot the bastards, right now » (fusillez les bâtards, tout de suite) ? Une chose est sûre : depuis hier, la guerre des Malouines n'est plus tout à fait une affaire de professionnels. La Royal Navy, sa maîtrise et son courage ont servi jusque-là d'écran derrière lequel la Grande-Bretagne s'est cachée pour ne pas se sentir tout à fait concernée par cette guerre lointaine. Désormais, personne ne peut dire comment on peut l'arrêter. Ni combien de bateaux couleront avant la

fin des hostilités.

« Par prudence », a déclaré Ian McDonald, le gouvernement britannique a décidé de dépêcher sur le théâtre de guerre une autre brigade d'infanterie. Pour cela, il a fallu réquisitionner d'autres navires, et notamment le très fameux *Queen Elizabeth 2*. Autant dire que Londres se prépare à une guerre « longue et sanglante », selon le terme utilisé récemment par Sandy Woodward, le commandant en chef de la task force.

Pour l'instant, tout indique que les Britanniques contrôlent chaque phase de la bataille en cours. Ils ont tiré les premiers « parce qu'il ne faut pas attendre d'être attaqué pour ouvrir le feu », a précisé le porte-parole britannique.

Il a ensuite indiqué qu'après avoir coulé un patrouilleur argentin, la Royal Navy a pris soin de parachuter des canots et des gilets de sauvetage près d'un deuxième patrouilleur qui venait d'être sérieusement endommagé. Ce qui signifie qu'on ne pouvait plus rien faire pour l'équipage du premier. Une quinzaine de marins, semble-t-il. Très probablement des jeunes appelés qui auraient sûrement préféré applaudir les exploits de l'équipe de football de Cesar Menotti, lors du prochain Mondial, plutôt que de mourir noyés dans les eaux glacées de l'Atlantique Sud. L'équipage du deuxième patrouilleur a été probablement sauvé in extremis. Par les Britanni-



Margaret Thatcher : préparer l'Angleterre à une guerre de longue durée

ques, pour qui la guerre demeure « bloody but fair » (sanglante, mais correcte).

« Il fallait le faire. Et peut-être qu'il faudra le faire à nouveau », a écrit hier le *Times*. Ce quotidien londonien est convaincu que la Grande-Bretagne doit infliger « une correction déplaisante, mais nécessaire » à l'Argentine, afin qu'elle puisse enfin sortir de la « longue nuit » qui l'a conduite à la crise actuelle. Cette nouvelle mission civilisatrice est accomplie, selon le *Times*, au nom

de l'histoire passée, notamment en raison de l'aide apportée par Londres aux Argentins, lorsque ceux-ci étaient en lutte contre l'Espagne et la France. Pour le *Times*, les Argentins sont aujourd'hui « prisonniers de leur passé ». Margaret Thatcher, qui est rentrée hier d'un long week-end dans sa résidence des Chequers, paraissait, quant à elle, plus que jamais « prisonnière d'une guerre » qui ne fait que commencer.

Elio Comarin



Ian McDonald, porte-parole officiel du ministère de la Défense : « Tout ce qui vient d'Argentine n'est que propagande »

Le gâchis diplomatique

Moscou et Washington ont bien du mal à retrouver leurs alliés idéologiques

Tout en maintenant sa pression militaire autour des Malouines, la Grande-Bretagne espère toujours parvenir à un règlement négocié. Le secrétaire au Foreign Office, Francis Pym, qui s'est entretenu hier à New York avec le secrétaire général de l'ONU, Javier Perez de Cuellar, a répété que tout accord passe par le retrait des forces argentines de l'archipel et le renoncement immédiat des Argentins à leur exigence de souveraineté. Deux conditions que l'Argentine, malgré ses déboires militaires, ne paraît pas prête à accepter.

LE conflit aéronaval qui oppose l'Argentine à la Grande-Bretagne dans l'Atlantique-Sud et l'échec de la tentative de médiation entreprise, depuis un mois, par le secrétaire d'Etat américain Alexander Haig placent doré-

navant les Etats-Unis dans une position bien délicate : alliés de la Grande-Bretagne au sein de l'OTAN et de l'Argentine au sein de l'OEA, les Etats-Unis ont été contraints de choisir. Ils l'ont fait en sachant bien le risque qu'ils prenaient : celui de voir

l'Union soviétique s'ingérer dans un conflit et dans une région où elle n'a pas une place naturelle.

Certes, en manifestant un soutien de plus en plus tangible à l'Argentine, l'Union soviétique agit en fonction de ses propres intérêts : l'Argentine lui fournit les céréales et la viande que, depuis l'embargo décrété par l'ex-président Carter au moment de l'intervention soviétique en Afghanistan, les Etats-Unis refusent de lui livrer. Moscou est donc passé en quelques semaines d'une neutralité prudente à une compréhension active qui se traduit notamment par la transmission des renseignements obtenus par ses satellites d'observation sur la situation de l'armée britannique.

A terme, la menace est plus grave : si le conflit doit se prolonger, la Royal Navy pourrait être tentée d'instaurer un blocus autour des ports et des bases navales argentines, blocus que l'URSS pourrait difficilement tolérer puisqu'il interromprait son approvisionnement en céréa-

les à partir des ports de Rosario ou de Buenos Aires.

Pour l'heure, le président Reagan, dans l'incapacité d'amener les belligérants à une solution négociée et à jouer un rôle actif, ne peut plus qu'« espérer » : évoquant l'éventualité d'une intervention soviétique plus directe dans le conflit, le président américain a déclaré qu'il « espérait qu'ils ne feront pas : cela provoquerait une jolie pagaille ». Pour Washington, quarante-huit heures après l'ouverture des hostilités le gâchis est déjà considérable.

Le vent nationaliste qui depuis un mois balaie l'Argentine et qui fait que l'opposition de gauche, jusque-là adversaire irréductible de la junte, a rejoint dans son combat pour les Malouines la dictature militaire s'étend dorénavant à l'ensemble de l'Amérique latine. La première ligne de démarcation qui sépare les partenaires de l'Argentine et les alliés de la Grande-Bretagne ne tient compte d'aucun impératif idéologique. Il s'agit avant tout de marquer une solidarité géographique, voire his-

torique et culturelle : l'Amérique hispanique et l'Espagne (qui voit dans ce conflit un « problème colonial de fond ») derrière l'Argentine ; les démocraties occidentales d'Europe, les Etats-Unis et le Japon aux côtés de la Grande-Bretagne.

Par-delà cet ordre apparent, pourtant se dessine une autre logique, bien connue celle-là : les puissances moyennes et périphériques ont manifesté un réflexe « naturel » en se soumettant à leur chef de file traditionnel, Moscou pour les uns, Washington pour les autres.

Ces deux lignes de démarcation essentielles se mélangent parfois, et la « jolie pagaille » que redoute Ronald Reagan est déjà bel et bien là : le Parti communiste français, par exemple, par fidélité à Moscou, a choisi de soutenir la junte argentine. Lorsque, dans l'*Humanité* d'hier, Yves Moreau écrivait que « cette guerre anglaise, activement soutenue par les Etats-Unis, a pour mobile (les intérêts) de l'impérialisme », il décidait de privilégier le conflit Est-Ouest en dehors de toute autre considération.

Mais lorsque les dictatures latino-américaines (Guatemala, Uruguay ou Equateur) prennent dans cette affaire le parti de l'adversaire des Etats-Unis, elles décident de se situer dans le cadre du seul clivage Nord-Sud.

Bien sûr, ces prises de position officielle sont entourées de justifications : les Européens et les Etats-Unis sont solidaires de la Grande-Bretagne parce qu'il s'agit du combat d'une démocratie contre une dictature militaire coupable d'avoir par la force, en occupant les Malouines le 5 avril, bafoué le droit international ; les Latino-Américains et l'URSS, au contraire, voient dans la Grande-Bretagne, relayée par l'« impérialisme américain », le « mal absolu », Londres, dans sa tradition coloniale, cherchant à conserver des possessions situées à 10 000 kilomètres. Mais ces justifications ne sont que de faibles alibis : s'il doit se prolonger, le conflit anglo-argentin sera de plus en plus dominé et empoisonné par la querelle Est-Ouest.

Christian Casteran

A vivre !

Brésil Prix au 5/4/82

Salvador de Bahia 4.480 F AR

Dep Madrid Validité 10 60j

nouveau monde 8, rue Mabilion 75006 PARIS

(1) 329 40 40

Points de vente : Aix 27.93.83 - Bruxelles 649.81.84 - Lille 31.50.88 - Marseille 54.31.30 - Montpellier 60.50.98 - Nice 88.95.95 - Toulouse 67.42.26

ET L'ARGENTINE

Buenos Aires sous information hautement surveillée

La télé montre des documents falsifiés. Journaux et radios s'autocensurent par patriotisme pour ne pas démoraliser la population qui croit encore à la victoire de ses armées

L'information argentine a été placée à l'heure de la propagande d'état-major, et les nouvelles sur la situation aux Malouines en provenance du reste du monde ne sont que discrètement évoquées par les médias de Buenos Aires. Notre envoyée spéciale nous raconte comment radios et journaux argentins se débrouillent avec cette « nécessité patriotique ». Lundi, les émissions de la BBC vers l'Argentine ont été brouillées pendant cinq heures.

De notre envoyée spéciale en Argentine

ES autorités argentines ont voulu montrer à la presse étrangère qu'après l'attaque des avions britanniques sur l'aéroport de Puerto Argentino (ex-Port Stanley) celui-ci était intact. Dans la salle de presse du Sheraton de Buenos Aires dimanche, sur un écran vidéo, les porte-parole de l'état-major ont passé une séquence d'une minute dix sur laquelle on voyait un C130 atterrir puis décoller du fameux aéroport. Le porte-parole affirmait que ces images avaient été prises après l'opération militaire anglaise et prouvaient donc que l'aéroport avait été épargné. Mais rien sur l'image (journal daté, par exemple) ne venait étayer la chose. Quelques heures plus tard, on s'apercevait que des télévisions étrangères possédaient déjà ces images qui leur avaient été fournies par les autorités avant le 1^{er} mai.

A l'extérieur, et plus encore

à l'intérieur, l'information est, pour les autorités argentines, une arme, même si, comme le montre cet incident, son maniement n'est pas toujours parfaitement au point.

Depuis le début des opérations, des communiqués de l'état-major argentin donnent indiscutablement un très large avantage à l'Argentine dans les opérations militaires. Dès le deuxième jour, il était question de onze avions britanniques détruits ou endommagés (cinq à coup sûr et six probablement), ainsi que deux hélicoptères, trois frégates et un porte-avions *Hermes*, eux aussi atteints. Trois avions argentins, selon cette version officielle, étaient touchés. Hier, toutefois, les communiqués faisaient un peu machine arrière. Il n'y avait plus que deux avions touchés sûrement (et six au conditionnel). L'état-major reconnaissait aussi le torpillage du croiseur *Belgrano* au moment même

— existe-t-il un rapport ? — où il refusait le plan de paix proposé par le Pérou.

Or toutes ces informations jusqu'à présent globalement extrêmement « positives » pour l'Argentine sont pratiquement les seules dont disposent les Argentins, pourtant terriblement avides d'informations. Ceux-ci dévorent littéralement leurs journaux, et l'autre nuit, à la rédaction en chef du quotidien *Clarín*, on pavaisait. Le numéro du 2 mai de ce journal de centre-droit, assez orienté sur les questions économiques, a été tiré à 1 310 966 exemplaires. Un record jamais atteint en Argentine par un quotidien, d'après le rédacteur en chef : près du double du tirage habituel.

Or *Clarín*, tout comme les autres quotidiens, les télévisions et les radios lorsqu'ils évoquent les opérations militaires autour des Malouines, donne exclusivement la version de l'état-major argentin. A *Clarín*, pourtant, on connaît bien les autres versions puisqu'on reçoit outre les agences officielles argentines, toutes les grandes agences internationales : Reuter, AFP, AP, UPI, etc. Voici comment le rédacteur en chef explique la situation : « Peu avant qu'éclatent les hostili-

tés, les autorités militaires ont réuni les responsables des journaux. Elles nous ont demandé notre collaboration. Elles nous ont demandé de ne pas contribuer à la guerre psychologique menée par l'ennemi. Elles nous ont demandé, en ce qui concerne les opérations militaires, de ne donner que la version argentine. »

Interrogé pour savoir si cela ne le gêne pas en tant que journaliste, il répond aussitôt : « C'est une situation d'urgence. Il s'agit de contribuer à la défense nationale. » Puis il ajoute : « Mais vous voyez que nous sommes capables de donner des informations défavorables à l'Argentine », et il montre un titre : « Le ministre des Affaires étrangères britanniques a demandé à Haig d'accroître ses pressions sur l'Argentine. »

Et qu'arriverait-il s'il ne respecterait pas la « suggestion » des autorités argentines ? C'est un de ses confrères présents qui répond pour lui : « Il ne le fera pas car il est un bon patriote. »

Certes, le black-out sur l'information venue d'Angleterre n'est pas absolu. Certains journaux la glissent. Magdalena Ruiz Guinazi, animatrice d'informations très populaires le matin sur une

radio indépendante, Radio Continental, ne parle bien sûr en ce moment que des Malouines. Hier matin, son correspondant à Londres déclarait notamment à l'antenne que les Anglais n'admettaient avoir eu qu'un seul blessé : « Tu vois que je ne m'autocensure pas », explique Magdalena. Mais il est vrai que tout le reste de l'émission était un festival patriotique : interview de la présidente des Volontaires pour la patrie, de l'ambassadeur argentin à Paris, de celui de l'OEA... festival qu'attendait du reste, actuellement, les Argentins.

Le journal gouvernemental, la *Nación*, publiait ainsi hier un article de son correspondant à Londres sur les « versions contradictoires » données en Grande-Bretagne sur les combats. Il signalait le fait que le ministre de la Défense britannique n'ait admis la perte que d'une frégate, d'un avion *Harrier* et d'un « *artillero naval* ». Mais, dans le même temps, il soulignait le « scepticisme sain des journaux sérieux » d'Angleterre à l'égard de cette source d'information.

Ce « scepticisme sain » du journaliste britannique est-il partagé par les Argentins ? Certainement pas de la même



Le président argentin Galtieri, lors de son discours à la nation, dans lequel il affirmait que le premier jour de guerre s'était achevé sur une victoire des forces argentines

manière. L'Argentine vit à l'heure de l'union sacrée, les îles Malouines sont incrustées dans chaque cœur argentin, comme elles ne le sont pas chez les Britanniques. Alors, comme le dit un observateur de la vie argentine : « Les Argentins ont peut-être des doutes, mais, pour le moment, la guerre vient de commencer et ils ne demandent qu'à croire ce qu'on leur dit. »

Jacqueline de Linarès

La supériorité anglaise paraît se confirmer

Dans cette guerre que l'Argentine présente désormais comme un conflit Nord-Sud, les armes modernes sont des deux côtés. Mais pas le « know-how »

Dans l'Atlantique-Sud, au troisième jour des combats ouverts entre les forces armées de l'Argentine et de la Grande-Bretagne, une nouvelle forme de bataille aéronavale s'impose : la guerre des missiles.

N dépit de l'apparence quelque peu désuète d'une flotte d'inter-vention qui met trois semaines à s'en aller rétablir l'ordre colonial sur des rochers situés à l'autre bout du monde, les affrontements de samedi, dimanche et lundi matin ont mis en œuvre un arsenal hautement sophistiqué qui fait, pour la première fois, la preuve de sa redoutable efficacité et transforme totalement les traits de la guerre navale.

Le sous-marin nucléaire d'attaque qui a torpillé le vieux croiseur *General Belgrano* a tiré une torpille téléguidée à assez grande distance, jouissant ainsi d'une invulnérabilité inconnue dans les combats de cette sorte au cours du dernier conflit mondial.

Les deux navires patrouilleurs argentins qui, à 90 km des îles Malouines, ont cru, quelques heures plus tard, pouvoir tirer au canon sur un hélicoptère britannique ont

vu aussitôt deux modernes hélicoptères Lynx — opérationnels depuis 1977 — quitter les navires de l'armada britannique et les tirer comme des lapins avec des missiles. Un patrouilleur a coulé, le second a été gravement endommagé.

Les engagements aériens — au cours desquels quatre avions argentins ont été abattus, dont un par la DCA de Port Stanley, selon un reporter britannique — ont, plus encore, mis en valeur l'importance des missiles. Le récit du pilote britannique d'un *Harrier*, sorti vainqueur samedi d'un court duel avec un *Mirage* argentin, l'illustre (voir ci-contre). Chacun des deux adversaires semble s'être borné à tirer un missile qui se guidait lui-même en fonction de la chaleur dégagée par l'avion cible.

A ce jeu, et bien que les deux camps en présence soient équipés d'armes sophistiquées et de missiles provenant souvent des mêmes fournisseurs américains, britanniques ou français, les Britanniques paraissent avoir, d'ores et déjà, affirmé leur supériorité. Sur mer comme dans les airs.

On note d'ailleurs qu'après les raids de samedi contre la

flotte britannique, l'aviation argentine ne s'est plus manifestée sur une grande échelle. La flotte argentine ne s'est pas non plus approchée lundi de la zone des 200 milles interdite par Londres autour des Malouines.

Le blocus britannique paraît donc, pour le moment, respecté. Les Argentins ont cependant indiqué lundi en cours de journée qu'un navire marchand de ravitaillement était arrivé dimanche à Port Stanley « sans aucun problème », selon son capitaine.

Rien que la reconquête des Malouines, dès lors que les dirigeants argentins ne cèdent pas après les premiers engagements, passe par une action terrestre. Celle-ci pose aux Britanniques de tout autres problèmes. En faisant envoyer lundi de nouveaux renforts de troupes et en annonçant la réquisition du *Queen Elisabeth 2*, Margaret Thatcher s'y dit prête. La Grande-Bretagne n'aurait eu, depuis le début des affrontements, qu'un seul blessé. Mais combien de morts britanniques viendraient, dans l'hypothèse d'un débarquement, rejoindre les victimes, au nombre inconnu, que déplorent déjà les troupes argentines ?

SHOPPING AUTOUR DU GLOBE.

Du cœur de l'Afrique, de l'Orient ou d'Amérique Latine, tous les objets du monde sont là. Ajoutez l'exotisme à votre vie, venez les découvrir.

ARTISANS DU MONDE.

Porte de Versailles 10 h - 19 h. Mardi et vendredis jusqu'à 22 h 30.
FOIRE DE PARIS 29 AVRIL-9 MAI.

Un problème... une solution
lisez notre rubrique
téléphone services
du lundi au vendredi

150 ARTISANS DU MONDE VOUS PROPOSENT DES OBJETS D'AILLEURS.

Objets inédits, captivants, décoratifs, venez donc faire un merveilleux shopping autour du globe et emportez un souvenir du bout du monde.

ARTISANS DU MONDE.

Porte de Versailles 10 h - 19 h. Mardi et vendredis jusqu'à 22 h 30.
FOIRE DE PARIS 29 AVRIL-9 MAI.

FOIRE DE PARIS, ALLEZ-Y AVEC LA 2^e VOITURE!
METRO - BUS - RER - RATP

Service renforcé pour nocturnes et jours fériés : 346.14.14.

LA GUERRA DE LAS MALVINAS: LA ADVERTENCIA DE MOSCU

La batalla de las Malvinas se endurece entre Gran Bretaña y Argentina. La armada británica puso fuera de combate una parte de la flota argentina: el único crucero que poseía fue torpedeado y los helicópteros británicos hundieron un patrullero argentino y averió un segundo barco.

Mientras Londres continúa enviando refuerzos al Atlántico Sur, la serie de iniciativas diplomáticas para tratar de resolver pacíficamente el conflicto, parece estar en punto muerto. La Argentina rechazó un plan de paz peruano, mientras que en Nueva York, el ministro británico de Relaciones Exteriores, Francis Pym rechazaba todas las reivindicaciones argentinas sobre las Malvinas y declaraba: "Buenos Aires deberá ceder. Cuando hayamos sacado a los argentinos de las Malvinas por la negociación o por la fuerza, el mundo será más estable más dichoso y estará más seguro".

Impotentes los Estados Unidos se callan, mientras que los soviéticos dirigen un doble llamado de atención a Londres y a Washington: "En la hora actual cualquier foco de tensión donde estalle, se traduce inevitablemente por una agravación del clima internacional". Todo lo que pasó hasta ahora, agrega Moscú, se inscribe en el cuadro de la "política imperialista global" de Washington.

En París, sin embargo, el número tres cubano, Carlos Rafael Rodríguez trata de tranquilizar a los Occidentales. "No librar armas a Buenos Aires. Nuestro sostén no significa un apoyo a la Junta."

La historia de las relaciones de las naciones de América Latina con el mundo exterior, en general, y con los Estados Unidos, en particular, es un tema de gran importancia. En este sentido, el estudio de la historia de las relaciones internacionales de América Latina es un campo de investigación que merece la mayor atención. Este libro, que trata de la historia de las relaciones internacionales de América Latina, es un trabajo de gran importancia. El autor, que es un experto en el tema, ha tratado de presentar una visión clara y completa de la historia de las relaciones internacionales de América Latina. El libro está dividido en tres partes. La primera parte trata de la historia de las relaciones internacionales de América Latina desde la independencia hasta la actualidad. La segunda parte trata de la historia de las relaciones internacionales de América Latina desde la independencia hasta la actualidad. La tercera parte trata de la historia de las relaciones internacionales de América Latina desde la independencia hasta la actualidad.

La guerre des Malouines : l'avertissement de Moscou

LA bataille des Malouines se durcit entre la Grande-Bretagne et l'Argentine. L'armée britannique a enregistré lundi plusieurs coups au but en mettant hors de combat, une partie de la flotte argentine : le seul croiseur que celle-ci possédait a été torpillé, et les hélicoptères britanniques ont coulé un patrouilleur argentin et endommagé un second bâtiment.

Tandis que Londres continue à envoyer des renforts dans l'Atlantique Sud, la série d'initiatives diplomatiques pour tenter de résoudre pacifiquement le conflit semble au point mort. L'Argentine a rejeté un plan de paix péruvien, tandis qu'à New York, le ministre britannique des Affaires étrangères, Francis Pym repoussant toutes les revendications argentines sur les Malouines déclarait : « Buenos Aires devra céder. Quand nous aurons chassé les Argentins des Malouines

par la négociation ou par la force, le monde sera plus sûr, plus stable et plus heureux. »

Impuissants, les États-Unis se taisent, tandis que les Soviétiques adressent une double mise en garde à Londres et à Washington : « De nos jours, tout foyer de tension où qu'il éclate, se traduit inévitablement par une aggravation du climat international. » Tout ce qui s'est passé jusqu'à présent, ajoute

Moscou, s'inscrit dans le cadre de la « politique impérialiste globale » de Washington.

A Paris, cependant, le numéro trois cubain, Carlos Rafael Rodriguez tente de rassurer les Occidentaux. « Pas de livraison d'armes à l'Argentine. Notre soutien à Buenos Aires ne signifie pas un soutien à la junte. »

En page 7.

Salons

**du confort ménager
et de la hifi**

FOIRE DE PARIS

Dossier spécial

foyer.

SALON S ENSEMBLIERS. L Y A DU NEUF!

**ATTENTION NOCTURNES MARDI
ET VENDREDIS JUSQU'A 22 H 30!**

ersailles 10 h - 19 h. Mardi et vendredis jusqu'à 22 h 30.

OIRE DE PARIS 9 AVRIL-9 MAI.

4287

05/000 MAY 82

1	2	3	4
---	---	---	---

65

Fecha Hora

Recibido por

1

2

3

4

Proponer acción a tomar

Coordinar

Carta de Situación

te Subversivo

تاریخ

Reunión Informativa

Difundir a:

— Secr Grl

— B lcia 601

— FAA

— ARA

— Jef III - Op

— Dpto Int

Archivar

J BPTG

2do J Dpt

4904 451 (9)
2320
(50)
113024

22056ARGTN AR
22056ARGTN AR
AGMIFRA 613819F
DE: AGREMIARGE FRANCIA
PARA: ESMAYORDOS (DPTO EXTERIOR)
AM FR NRO 418/82.

SINTESIS DE PRNSA DE LA FECHA.

1. PRINCIPALES TITULARES

1. MALVINAS: LA NAVY GOLPEA DA A SU TURNO.
2. LOS RPIMEROS MUERTOS INGLESES
3. LONDRES: LA GRAN DESILUSION
4. EMOCION Y CONSTERNACION EN PARIS Y EN BON.
5. MALVINAS: LA ARGENTINA CONTRAATA. UN DESTRUCTOR BRITANICO DESTRUIDO.
6. LA ARGENTINA SUMERGIDA EN LA PESADILLA.
- B. PRINCIPALES COMENTARIOS.

1. LE FIGARO.

-CONSTERNACION EN FRANCIA, EMOCION EN LA REPUBLICA FEDERAL, APREHENSION EN ITALIA, PREOCUPACION EN LOS PAISES BAJOS, INDIGNACION EN IRLANDA. LA IMPORTANCIA DE LAS PERDIDAS DE VIDAS HUMANAS DESPUES DE LA TORPEDEADA DEL CRUCERO "GRL BELGRANO" SON EL ORIGEN DE ESTAS REACCIONES A TRAVES EUROPA Y EL MUNDO OCCIDENTAL. SEGUN LAS ULTIMAS INFORMACIONES, MAS DE 6 RPT 600 MARINOS SE DAN COMO DESAPARECIDOS.

PERO ESTAS TOMAS DE POSICION ESCONDEN MAL LA MISMA INQUIETUD: LA DE VER QUE EL CONFLICTO DE LAS MALVINAS TOMA MAGNITUD. DE PRONTO EL SOSTEN ACORDADO INICIALMENTE SIN RESTRICCIONES A G. BRETAGNA POR SUS PARTENAIRES EUROPEOS DIO LUGAR, DESDE AYER, A UNA RESERVA CRECIENTE. ESTO ES VALIDO TAMBIEN PARA FRANCIA. FUE IRLANDA QUIEN SE EXPRESO MAS NETAMENTE: "HEMOS CONSIDERADO AL PRINCIPIO QUE ARGENTINA ERA EL AGRESOR Y HEMOS APOYADO A LONDRES, PERO AHORA ES EVIDENTE QUE LOS BRITANICOS PASARON AL ATAQUE Y NOSOTROS ADOPTAMOS POR LO TANTO UNA POSICION NEUTRAL". EL GOBIERNO IRLANDESE PIDIO A LA REUNION DEL CONSEJO DE SEGURIDAD PARA QUE PONGA FIN, LO ANTES POSIBLE, A LOS COMBATES EN EL ATLANTICO SUR. EL GOBIERNO ITALIANO HIZO LO MISMO. LAS AUTORIDADES DE DUBLIN HAN ANUNCIADO POR PARTE QUE ELLAS "TRATARIAN DE OBTENER LA DETENCION DE LAS SANCIONES DE LA CEE CONTRA ARGENTINA".

EL TRAMITE IRLANDESE PUEDE EXPLICARSE EN CIERTA MEDIDA, PORQUE IRLANDA ES ACTUALMENTE UNO DE LOS MIEMBROS NO PERMANENTES DEL CONSEJO DE SEGURIDAD Y POR SU DESEO DE CONSERVAR SU NEUTRALIDAD TRADICIONAL. AL MISMO TIEMPO LOS TERMINOS DEL COMUNICADO SON REVELADORES DE UN CAMBIO EN LOS ESPIRITUS, PORQUE SE TRATA DE LA CONSTERNACION EXPERIMENTADA POR EL GOBIERNO IRLANDESE ANTE LO QUE SE CONVIERTE EN UNA GUERRA ABIERTA ENTRE ARGENTINA Y GRAN BRETAGNA EN EL ATLANTICO SUR. ANTES DE LA REUNION DE GABINETE EN EL TRANSURSO DE LA CUAL SE ELABORO ESTE COMUNICADO, SE OYO AL MINISTRO DE DEFENSA DECIR QUE EL AGRESOR ERA DESDE AHORA GRAN BRETAGNA.

LA GUERRA SIGUE EN ALTA MAR DE LAS MALVINAS. MIENTRAS QUE LA OPINION INTERNACIONAL ESTABA TODAVIA BAJO EL CHOQUE DEL ANUNCIO DE LAS PESADAS PERDIDAS EN VIDAS HUMANAS, CONSECUENCIA DEL TORPEDAJE DRPT TORPEDAJE DEL CRUCERO ARGENTINO "GRL BELGRANO", SE SABIA TARDE EN LA NOCHE QUE ERA A SU VEZ LOS INGLESES DE SOPORTAR LOS GOLPES DE LA SUERTE. EN EFECTO, EL MINISTERIO DE DEFENSA DE LONDRES ANUNCIO QUE EL DESTROYER "SEFFIELD", UNO DE LAS LAS MODERNAS UNIDADES DE LA FUERZA NAVAL BRITANICA, HABIA SIDO PUESTO TOTALMENTE FUERA DE COMBATE POR UN MISSILE ARGENTINO "EXOCET" TIRADO POR UN AVION SUPER-ETENDARD Y QUE SE TEMIA POR EL NUMERO DE VICTIMAS. EL MINISTERIO ANUNCIABA POCO DESPUES QUE UN AVION HARRIER, EL PRIMERO, HABIA SIDO ABATIDO Y SU PILOTO MUERTO.

SIN EMBARGO, EN BUENOS AIRES, DONDE EL DRAMA DEL "GRL BELGRANO" CHOCO PROFUNDAMENTE A LA POBLACION, LA COLERA SUCEDIO A LA INDIGNACION Y LOS ARGENTINOS ESTAN MAS QUE NUNCA DECIDIDOS A DEFENDER SU BANDERA CUETE LO QUE CUESTE.

2-LE MATIN

MAS ALLA DE ESTA PREOCUPACION HUMANITARIA, LA ACTITUD DE LOS PAISES DE LA CEE Y DE LOS EEUU, AL MENOS, ES TURBADORA. SE TIENE LA IMPRESION QUE LOS RESPONSABLES DE LAS DEMOCRACIAS OCCIDENTALES HAN DESCUBIERTO ESTE ULTIMO FIN DE SEMANA, QUE LA ESTRATEGIA ADOPTADA POR TATCHER DESDE EL PRINCIPIO DE LA CRISIS IBA A ORIGINAR UNA BATALLA NAVAL Y, POR LO TANTO, MUERTOS. SE CONOCE, DESGRACIADAMENTE, POCAS GUERRAS SIN VICTIMAS Y NO SE VE COMO ESTA HABRIA SIDO UNA EXCEPCION A LA REGLA... HAY, POR PARTE DE LOS ALIADOS DE GRAN BRETAGNA, UNA HIPOCRESIA QUE DA LASTIMA, AHORA, SOBRE LA SUERTE DE LOS ARGENTINOS DESAPARECIDOS.

ES UNA MANERA, PARA WASHINGTON, DE ATENUAR EL FRACASO DE LAS DIVERSAS INICIATIVAS DIPLOMATICAS DE HAIG ? EL SECRETARIO DE ESTADO AMERICANO, CORRIENDO ENTRE LONDRES Y BUENOS AIRES, NO TUVO NUNCA UNA POSICION LIMPIA Y COHERENTE EN ESTE CONFLICTO. TRATO DE CONCILIAR ARGUMENTOS QUE SABIA INCONCILIABLES. FRENTE A LOS ULTIMOS DESARROLLOS, SU LINEA DE CONDUCTA TIENE LA MISMA AMBIGUIDAD YA QUE ACABA DE DECLARAR: "HASTA AHORA BS AS NO HA HECHO PRUEBA DE LA FLEXIBILIDAD NECESARIA. SE PODRIA EXTRAER LA CONCLUSION QUE LA TRAGICA RECIENTE PERDIDA DE VIDAS HUMANAS, ASOCIADA A LA PERDIDA DE SU CRUCERO, CONTRIBUYO A MANTENER SU INTRANSIGENCIA". ESTO QUE AUIERE DECIR? VISIBLEMENTE, EL EMBARAZO DE LOS DIRIGENTES OCCIDENTALES HA LLEGADO AL LIMITE. PERO PODRIAN, AHORA, "ABANDONAR" A TATCHER DESPUES DE HABERLE ASEGURADO, AYER, SU APOYO ? SI PSICOLOGICAMENTE EL DRAMA DEL CRUCERO ESTREMECE LA OPINION, POLITICA Y DIPLOMATICAMENTE LOS ASPECTOS DEL CONFLICTO NO HAN CAMBIADO.

DESPUES DE UN DEBATE RUIDOSO EN LOS COMUNES SOBRE EL TORPEDEO DEL CRUCERO ARGENTINO, EL ANUNCIO DE LAS PERDIDAS BRITANICAS PROVOCA LA CONSTERNACION.

LOS ARGENTINOS DESTRUYERON EL DESTROYER BRITANICO SHEFFIELD. LA TRIPULACION DEBIO ABANDONAR EL ANVIO EN FUEGO, PERO 12 MARINOS SON DECLARADOS DESAPARECIDOS, ANUNCIO EN LONDRES EL MINISTERIO DE DEFENSA. ANTES, LOS BRITANICOS HABIAN RECONOCIDO LA PERDIDA DE UN CAZA HARRIER CUYO PILOTO FUE MUERTO. ESTOS PRIMEROS REVESES HAN GOLPEADO FUERTEMENTE A LA OPINION INGLESA QUE S CONSIDERABA LA RECONQUISTA DE LAS MALVINAS COMO UN PASEO SALUDABLE.

EL DESTROYER SHEFFIELD Y SU TRIPULACION (DE 170 A 300 HOMBRES) PERDIDO. LA NOVEDAD, ANUNCIO AYER A LA NOCHE OFICIALMENTE EN LONDRES, TUVO EL EFECTO DE UN TRUENO. EL NAVIO NO ERA CONSIDERADO COMO UNO DE LOS CINCO MEJORES DEL MUNDO? ES UN MISILE FRANCES, EL EXOCET, LANZADO PROBABLEMENTE DE UN SUPER ETENDARD, AVION FRANCES, QUE ATACO VIOLENTAMENTE EL CENTRO DEL NAVIO. DE ALLI EL TEMOR DE QUE HAYA UNA GRAN CANTIDAD DE VICTIMAS ENTRE LOS MIEMBROS DE LA TRIPULACION, LOS SOBREVIVIENTES DEBIERON ABANDONAR SU BARCO EN FUEGO.

MANIFIESTAMENTE, EL PUBLICO BRITANICO NO ESTABA PREPARADO A ESTE TIPO DE NOVEDAD. HASTA AHORA HABIA SIDO MANTENIDO EN LA EUFORIA, EN UNA CIERTA IRRESPONSABILIDAD, Y LAS DECLARACIONES OFICIALES HABIAN NUTRIDO UNA CIERTA FORMA DE NACIONALISMO. EL REVERSO CONSTITUYE EL DESASTRE DEL SHIFFIELD Y PODRIA COSTAR MUY CARO A TATCHER EN EL NIVEL ELECTORAL, EN EL FUTURO CERCANO.

Y DESPUES, EN LA TELEVISION, LOS ESPECIALISTAS DESFILARON: "HAY QUE RENDIRSE A LA EVIDENCIA, DIJO UN ALTE, LOS ARGENTINOS TIENEN LAS MISMAS ARMAS QUE NOSOTROS". "EL EXOCET, AGREGO, ES UNA PEQUENA ARMA MUY MALA, CUANDO ES LANZADA NO SE PUEDE DETENERLA". ENTONCES ES LA GRAN DESILUSION. YA, A LA TARDE, LOS BRITANICOS SE HACIAN MUCHAS PREGUNTAS.

DOS DIAS DESPUES DEL ATAQUE LANZADO POR UN SUBMARINO BRITANICO CONTRA EL "GRL BELGRANO", LA BATALLA NAVAL QUE SE REALIZABA EN EL ATLANTICO SUR DIVIDE PROFUNDAMENTE A LOS BRITANICOS.

EL GOBIERNO FRANCES SUPO "CON CONSTERNACION" EL NAUFRAGO DEL CRUCERO GRL BELGRANO Y LA PERDIDA EN VIDAS HUMANAS QUE RESULTO. ES LO QUE HA INDICADO QYER EL PORTAVOZ DEL MINISTERIO DE RREE QUE AGREGO QUE ESTA "CONSTERNACION" RESPONDE A CONSIDERACIONES DE ORDEN PURAMENTE HUMANO Y NO IMPLICA MODIFICACION EN LA POSICION FRANCESA SOBRE EL CONFLICTO DE LAS MALVINAS.

EN TOKYO, UN PORTAVOZ DEL MINISTERIO JAPONES DE RELACIONES EXTERIORES DECLARO QUE EL JAPON NO TIENE LA INTENCION EN LO INMEDIATO DE IMPONER SANCIONES ECONOMICAS CONTRA LA ARGENTINA, PIDIENDO EL GOBIERNO SIMPLEMENTE A LOS IMPORTADORES NIPONES DE NO SABOTEAR LAS MEDIDAS TOMADAS POR LA CCE (COMUNIDAD EUROPEA).

3-LE QUOTIDIEN DE PARIS.

EL CONFLICTO DE LAS ISLAS MALVINAS, PONE MANIFIESTAMENTE A LA DIPLOMACIA FRANCESA EN UN PROFUNDO APURO. OFICIALMENTE PARIS ELIGIO SU CAMPO: EL DE GRAN BRETAGNA. Y HA EXPLICITAMENTE DESIGNADO A LA ARGENTINA COMO AGRESOR REAFIRMANDO QUE DESEABA VER DESANUDARSE LA CRISIS POR MEDIO DE UNA NEGOCIACION MAS QUE POR LA FUERZA DE LAS ARMAS. ACTUANDO DE ESTA FORMA FRANCIA OPTO POR LA SOLIDARIDAD ATLANTICA EN DETRIMENTO, SIN DUDA, DEL ROL QUE AMBICIONABA TENER EN LAS RELACIONES NORTE-SUR EN GENERAL Y EN AMERICA LATINA EN PARTICULAR.

EL GOBIERNO SE ENCONTRABA ENTRE TRES EXIGENCIAS: MOSTRARSE SOLIDARIO CON SU ALIADO INGLESE, NO DESENCANTAR DEMASIADO A SUS COMPANEROS LATINOAMERICANOS CON UNA TOMA DE POSICION EXTREMA EN FAVOR DE LONDRES, Y NO APARECER EN FIN COMO DEFENSORES DE UN REGIMEN MILITAR ARGENTINO CONTRA EL CUAL LOS SOCIALISTAS NO CESARON, DESDE HACE ANOS, DE ENVIAR LOS MAS FULMINANTES ANATEMAS. ESTOS TRES IMPERATIVOS CONTRADICTORIOS EXPLICAN PORQUE TANTO EL QUAI D'ORSAY Y EL ELISEO HAN OBSERVADO HASTA HOY UNA PRUDENCIA DE SERPIENTE.

LAS DECLARACIONES HECHAS EL DIA DE AYER POR EL MINISTERIO DE RREE EXPRESAN ESTA VISIBLE MOLESTA: AL MISMO TIEMPO QUE SE DECLARA "CONSTERNACION" POR EL TORPEDEO DEL CRUCERO ARGENTINO "GRL BELGRANO" QUE NO ERA MAS QUE HUMANITARIA, ACLARO QUE NO IMPLICABA NINGUN CAMBIO EN LA ACTITUD FRANCESA.

LOS ACONTECIMIENTOS PRODUCIDOS EN EL MAR AUSTRAL DAN UN FUERTE GOLPE A LAS ESPERANZAS SOCIALISTAS DE IMPONER A FRANCIA COMO UN COMPANERO ESPECIAL PARA EL CONTINENTE LATINOAMERICANO DEL SUR. DE BUENA O MALA GANA PARIS SE VE RECHAZADA POR LAS NECESIDADES ESTRATEGICAS DEL LADO "IMPERIALISTA". EL PESO DE LAS RELACIONES ESTE-OESTE PRIMO SOBRE EL DE LAS RELACIONES NORTE-SUR.

POR LO MENOS MOMENTANEAMENTE, PUESTO QUE EL REFLEJO HUMANITARIO PROVOCADO POR EL NAUFRAGO DRAMATICO DEL "GRL BELGRANO" PODRIA APORTAR UN EXCELENTE PRETEXTO PARA "RECENTRAR" LA POSICION FRANCESA. Y VOLVER A GANAR UN POCO LA CONFIANZA PERDIDA EN AMERICA LATINA.

4-LE MONDE

"LA ARGENTINA ESTA DIRIGIDA POR UNA JUNTA DE PAYASOS QUE NO SE ATREVEN A DECIR A SUS CONCIUDADANOS LA VERDAD SOBRE LO A QUE PASA", ESCRIBE EL DAILY EXPRESS ESTE MARTES 4 DE MAYO.. ESTE JUICIO SEVERO ES IGUALMENTE COMPARTIDO POR LA PRENSA BRITANICA EN SU TOTALIDAD. PARA NUESTROS COLEGAS DE ULTRAMANCHA, LA INCAPACIDAD DE LOS RESPONSABLES ARGENTINOS EN RECONOCER LA AMPLITUD DE SUS PERDIDAS MILITARES, LA JACTANCIA Y LA POCO FIRMEZA DE SUS DECLARACIONES, ES EL SIGNO DE UNA GRAVE DEFICIENCIA.

EL DESPRECIO EVIDENTE DE LA PRENSA BRITANICA PARA LOS DIRIGENTES ARGENTINOS, CUYA PROXIMA CAIDA ES PREVISTA POR VARIOS ORGANOS DE PRENSA, Y NO LOS MENOS RESPETABLES, SE DESLIZA A VECES INSIDIOSAMENTE O DE MANERA MAS ABIERTA, A LA XENOFOBIA. ES LA SOCIEDAD ARGENTINA COMPLETA LA ATACADA. EL DAILY TELEGRAPH QUE CONDENA COMO SUS COLEGAS "LA CAMPANA DE MENTIRAS" DE BUENOS AIRES, SIENTE ESTE PELIGRO Y TRATA DE RECTIFICAR EL TIRO: "LA JUNTA GALTIERI ATRAE SINGULAMENTE POCO LA SIMPATIA. SUS SUCESES SERAN PROBABLEMENTE PEORES. LA SIMPATIA DEBE IR HACIA EL PUEBLO ARGENTINO" ESTIMA EL COTIDIANO CONSERVADOR.

C-CONCLUSIONES:

-LA OPINION DE LA PRENSA FRANCESA HA DADO UN VUELCO CASI TOTAL. EL HECHO GALVANIZANTE ES EL HUNDIMIENTO DEL CRUCERO BELGRANO.

-SON POCOS LOS QUE RECUERDAN QUE ARGENTINA ERA EL "AGRESOR". LA OPINION DE LA PRENSA ESCRITA, RADIAL Y TELEVISIVA HA DEJADO DE IRONIZAR SOBRE NUESTRAS CAPACIDADES Y DESTACAN CON HORROR EL ATAQUE AL BELGRANO.

-SE SUCEDEN LOS LLAMADOS TELEFONICOS DE SOLIDARIZACION Y DE REITERACION.

AGREMIARGE
22056ARGTN AR
AGMIFRA 613819FT

Relación correcta de uno a cuatrocientos cincuenta y
siete folios.

3124. 240 ft

5 May

5 May

[illegible][illegible][illegible][illegible][illegible]

1. The first step in the process of the investigation is to identify the problem. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator will then gather information about the problem and the people involved. This information will be used to determine the cause of the problem and to develop a plan to solve it.

[illegible]

1. **Prüfungsausschuss**: Der Prüfungsausschuss ist das oberste Gremium der Hochschule. Er besteht aus Vertretern der Fakultäten, der Verwaltung und der Studierenden. Er entscheidet über die Zulassung zur Prüfung, die Bewertung der Leistungen und die Vergabe von Stipendien.

2. **Prüfungsausschuss**: Der Prüfungsausschuss ist das oberste Gremium der Hochschule. Er besteht aus Vertretern der Fakultäten, der Verwaltung und der Studierenden. Er entscheidet über die Zulassung zur Prüfung, die Bewertung der Leistungen und die Vergabe von Stipendien.

3. **Prüfungsausschuss**: Der Prüfungsausschuss ist das oberste Gremium der Hochschule. Er besteht aus Vertretern der Fakultäten, der Verwaltung und der Studierenden. Er entscheidet über die Zulassung zur Prüfung, die Bewertung der Leistungen und die Vergabe von Stipendien.

4. **Prüfungsausschuss**: Der Prüfungsausschuss ist das oberste Gremium der Hochschule. Er besteht aus Vertretern der Fakultäten, der Verwaltung und der Studierenden. Er entscheidet über die Zulassung zur Prüfung, die Bewertung der Leistungen und die Vergabe von Stipendien.

5. **Prüfungsausschuss**: Der Prüfungsausschuss ist das oberste Gremium der Hochschule. Er besteht aus Vertretern der Fakultäten, der Verwaltung und der Studierenden. Er entscheidet über die Zulassung zur Prüfung, die Bewertung der Leistungen und die Vergabe von Stipendien.

6. **Prüfungsausschuss**: Der Prüfungsausschuss ist das oberste Gremium der Hochschule. Er besteht aus Vertretern der Fakultäten, der Verwaltung und der Studierenden. Er entscheidet über die Zulassung zur Prüfung, die Bewertung der Leistungen und die Vergabe von Stipendien.

7. **Prüfungsausschuss**: Der Prüfungsausschuss ist das oberste Gremium der Hochschule. Er besteht aus Vertretern der Fakultäten, der Verwaltung und der Studierenden. Er entscheidet über die Zulassung zur Prüfung, die Bewertung der Leistungen und die Vergabe von Stipendien.

8. **Prüfungsausschuss**: Der Prüfungsausschuss ist das oberste Gremium der Hochschule. Er besteht aus Vertretern der Fakultäten, der Verwaltung und der Studierenden. Er entscheidet über die Zulassung zur Prüfung, die Bewertung der Leistungen und die Vergabe von Stipendien.

9. **Prüfungsausschuss**: Der Prüfungsausschuss ist das oberste Gremium der Hochschule. Er besteht aus Vertretern der Fakultäten, der Verwaltung und der Studierenden. Er entscheidet über die Zulassung zur Prüfung, die Bewertung der Leistungen und die Vergabe von Stipendien.

10. **Prüfungsausschuss**: Der Prüfungsausschuss ist das oberste Gremium der Hochschule. Er besteht aus Vertretern der Fakultäten, der Verwaltung und der Studierenden. Er entscheidet über die Zulassung zur Prüfung, die Bewertung der Leistungen und die Vergabe von Stipendien.

DE: AGREMIARSE FRANCIA
PARA: EMBARCARSE (DPTO EXTERIOR)

AK FR NRO 418/82.

SINTESSIS DE PUNTA DE LA FECHA.

1. PRINCIPALES TITULARES

1. MALVINAS: LA NAVY BRITANICA DA A SU TURNO.

2. LOS REFINEROS MUERTOS INGLESES

3. LONDRES: LA GRAN DESILUSION

4. EMOCION Y CONSTERNACION EN PARIS Y EN BON.

5. MALVINAS: LA ARGENTINA CONTRAATACA. UN DESTRUCTOR BRITANICO DESTROYO.

6. LA ARGENTINA SUMERGIDA EN LA PESADILLA.

8. PRINCIPALES COMENTARIOS.

1. LE FIGARO.

-CONSTERNACION EN FRANCIA, EMOCION EN LA REPUBLICA FEDERAL, AFRENTA EN ITALIA, PREOCUPACION EN LOS PAISES BAJOS, INDIAGNACION EN IRLANDA. LA IMPORTANCIA DE LAS PERDIDAS DE VIDAS HUMANAS DESPUES DE LA TORPEDADA DEL CRUCERO "GRL BELGRANO" SON EL ORIGEN DE ESTAS REACCIONES A TRAVES EUROPA Y EL MUNDO OCCIDENTAL. SEGUN LAS ULTIMAS INFORMACIONES, MAS DE 46 RPT 600 MARINOS SE DAN COMO DESAPARECIDOS.

PERO ESTAS TONAS DE POSICION ESCONDEN MAL LA MISMA INQUIETUD: LA DE VER QUE EL CONFLICTO DE LAS MALVINAS TOMA MAGNITUD. DE PRONTO EL SOSTEN ACORDADO INICIALMENTE SIN RESTRICCIONES A G. BREITANA POR SUS PARTENARIOS EUROPEOS DIO LUGAR, DESDE AYER, A UNA RESERVA CRESCIENTE. ESTO ES VALIDO TAMBIEN PARA FRANCIA. POR IRLANDA QUIEN SE EXPRESO MAS VEYAMENTE: "MEHOS CONSIDERADO AL PRINCIPIO QUE ARGENTINA ERA EL AGRESOR Y NENOS APOYADO A LONDRES, PERO AHORA ES EVIDENTE QUE LOS BRITANICOS PASARON AL ATAQUE Y NOSOTROS ADOPTAMOS POR LO TANTO UNA POSICION NEUTRAL". EL BORISPO INGLANDES FIDIO A LA REUNION DEL CONSEJO DE SEGURIDAD PARA QUE PONGA FIN, LO ANTES POSIBLE, A LOS COMBATES EN EL ATLANTICO SUR. EL GOBIERNO ITALIANO HIZO LO MISMO. LAS AUTORIDADES DE QUELIN MAN ANUNCIADO POR PARTE QUE ELLAS "TRATARIAN DE OBTENER LA DETENCION DE LAS SANCIONES DE LA CEE CONTRA ARGENTINA".

EL TRAMITE IRLANDES PUEDE EXPLICARSE EN CIERTA MEDIDA, PORQUE IRLANDA ES ACTUALMENTE UNO DE LOS MIEMBROS NO PERMANENTES DEL CONSEJO DE SEGURIDAD Y POR SU DESEO DE CONSERVAR SU NEUTRALIDAD TRADICIONAL. AL MISMO TIEMPO LOS TERMINOS DEL COMUNICADO SON REVELADORES DE UN CAMBIO EN LOS ESPIRITUS, PORQUE SE TRATA DE LA CONSTERNACION EXPERIMENTADA POR EL GOBIERNO IRLANDES ANTE LO QUE SE CONVIENE EN UNA GUERRA ASIENTA ENTRE ARGENTINA Y GRAN BREITANA EN EL ATLANTICO SUR. ANTES DE LA REUNION DE GABINETE EN EL TRANSURSO DE LA CUAL SE ELABORO ESTE COMUNICADO, SE OYO AL MINISTRO DE DEFENSA DECIR QUE EL AGRESOR ERA DESDE AHORA GRAN BREITANA.

LA GUERRA SIGUE EN ALTA MAR DE LAS MALVINAS. MIENTRAS QUE LA OPINION INTERNACIONAL ESTABA TORAVIA BAJO EL CHOQUE DEL ANUNCIO DE LAS PRIMERAS PERDIDAS EN VIDAS HUMANAS, CONSECUENCIA DEL TORPEDAJE D

AGENCIA GABINETE

125 1159

ISI 430497F

EL TORPEDAJE DEL CRUCERO ARGENTINO "GRL BELGRANO" SE DARIA TAMBIEN EN LA NOCHE QUE ERA A SU VEC LAS INGLESES DE DESTACAR LOS COLEAS DE LA FUERTE. EL DESTROYER "SHEFFIELD", UNO DE LAS MAS MODERNAS UNIDADES DE LA FUERZA NAVAL BRITANICA, HABIA SIDO PUESTO TOTALMENTE FUERA DE COMBATE POR UN MISSILE ARGENTINO "EXASCE" TIRADO POR UN AVION SUPER-ETENDARD Y QUE SE TENIA POR EL MUNDO DE VICTIMAS. EL MINISTRO ANUNCIABA POCO DESPUES QUE UN AVION HARRIER, EL PRIMERO, HABIA SIDO ABATIDO Y SU PILOTO MUERTO.

SIN EMBARGO, EN BUENOS AIRES, DONDE EL DRAMA DEL "GRL BELGRANO" CHOCO PROFUNDAMENTE A LA POBLACION, LA COLERA SUCEDIO A LA INDIAGNACION Y LOS ARGENTINOS ESTAN MAS QUE NUNCA DECIDIDOS A DEFENDER SU BANDERA CUENTE LO QUE CUESTE.

2-LE NATION

MAS ALLA DE ESTA PREOCUPACION HUMANITARIA, LA ACTITUD DE LOS PAISES DE LA CEE Y DE LOS REU, AL MENOS, ES TURBADOR. SE TIENE LA IMPRESION QUE LOS RESPONSABLES DE LAS DEMOCRACIAS OCCIDENTALES HAN DESCUBIERTO ESTE ULTIMO FIN DE SEMANA, QUE LA ESTRATEGIA ADOPTADA POR TATCHER DESDE EL PRINCIPIO DE LA CRISIS IRA A ORIGINAR UNA BATALLA NAVAL Y, POR LO TANTO, MUERTOS. SE CONOCE, DESGRACIADAMENTE, POCAS GUERRAS SIN VICTIMAS Y NO SE VE COMO ESTA HABRIA SIDO UNA EXCEPCION A LA REGLA... HAY, POR PARTE DE LOS ALIADOS DE GRAN BREITANA, UNA HIPOCRESIA QUE DA LASTIMA; AHORA, SOBRE LA SUEDE DE LOS ARGENTINOS DESAPARECIDOS.

ES UNA MANERA, PARA WASHINGTON, DE ATENUAR EL FRACASO DE LAS DIVERSAS INICIATIVAS DIPLOMATICAS DE HATE Y EL SECRETARIO DE ESTADO AMERICANO, CORRIENDO ENTRE LONDRES Y BUENOS AIRES, NO TUVO NUNCA UNA POSICION LIMPIA Y COHERENTE EN ESTE CONFLICTO. TRATO DE CONCILIAR ARGUMENTOS QUE SORIA INCONCILIABLES. FRENTE A LOS ULTIMOS DESARROLLOS, SU LINEA DE CONDUCTA TIENE LA MISMA AMBIGUIDAD YA QUE ACABA DE DECLARAR: "HASTA AHORA RE AS NO HA HECHO PRUEBA DE LA FLEXIBILIDAD NECESARIA. SE PODRIA EXTRAER LA CONCLUSION QUE LA TRAGICA RECENTE PERDIDA DE VIDAS HUMANAS, ASOCIADA A LA PERDIDA DE SU CRUCERO, CONTRIBUYO A MANTENER SU INTRANSIGENCIA". ESTO QUE QUIERE DECIR? VISTABLEMENTE, EL EMPARATO DE LOS DIRIGENTES OCCIDENTALES HA LLEGADO AL LIMITE. PERO PODRIAN, AHORA, "ABANDONAR" A TATCHER DES: PUES DE HABERLE ASEGURADO, AYER, SU APOYO ? SI PSICOLOGICAMENTE EL DRAMA DEL CRUCERO ESTRECHO LA OPINION, POLITICA Y DIPLOMATICAMENTE LOS ASPECTOS DEL CONFLICTO NO HAN CAMBIADO.

DESPUES DE UN DEBATE RUIDOSO EN LOS COMUNES SOBRE EL TORPEDAJE DEL CRUCERO ARGENTINO, EL ANUNCIO DE LAS PERDIDAS BRITANICAS PROVOCA LA CONSTERNACION.

LOS ARGENTINOS DESTROYERON EL DESTROYER BRITANICO SHEFFIELD. LA TRIPULACION DEBIO ABANDONAR EL NAVIO EN FUEGO, PERO 12 MARINOS SON DECLARADOS DESAPARECIDOS. ANUNCIO EN LONDRES EL MINISTRO DE DEFENSA. ANTES, LOS BRITANICOS HABIAN RECONOCIDO LA PERDIDA DE UN CATY HARRIER CHVO PILOTO FUE MUERTO, ESTOS PRIMEROS REVERSES HAN GOLPADO FUERTEMENTE A LA OPINION INGLESA QUE S CONSIDERABA LA RECONQUISTA DE LAS MALVINAS COMO UN PASEO SALUDABLE.

EL DESTROYER SHEFFIELD Y SU TRIPULACION (DE 170 A 300 HOMBRES) PERDIDO, LA NOVEDAD, ANUNCIO AYER A LA NOCHE OFICIALMENTE EN LONDRES, TUVO EL EFECTO DE UN TRUENO. EL NAVIO NO ERA CONSIDERADO COMO UNO DE LOS CINCO MEJORES DEL MUNDO? ES UN MISSILE FRANCES, EL PROCE, LANZADO PROBABLEMENTE DE UN SUPER ETENDARD, AVION FRANCES, QUE ATACO VIOLENTAMENTE EL CENTRO DEL NAVIO. DE ALLI EL TEMOR DE QUE HAYA UNA GRAN CANTIDAD DE VICTIMAS ENTRE LOS MIEMBROS DE LA TRIPULACION, LOS SOBREVIVIENTES SERIERON ABANDONAR SU BARCO EN FUEGO.

MANIFIESTAMENTE, EL PUEBLO BRITANICO NO ESTABA PREPARADO A ESTE TIPO DE NOVEDAD. HASTA AHORA HABIA SIDO MANTENIDO EN LA EUPORIA, EN UNA CIERTA IRRESPONSABILIDAD, Y LAS DECLARACIONES OFICIALES HABIAN NUTRIDO UNA CIERTA FORMA DE NACIONALISMO. EL REVERSO CONSTITUYO EL DEBATE DEL SHEFFIELD Y PODRIA MOSTAR MUY CARO A TATCHER EN EL MUEL ELECtoral, EN EL FUTURO CERCAO.

Y DESPUES POR LA TELEVISION, LOS EXPREVINISTAS DESFILARON: HAY QUE TENER LAS DEBES ATRAS NOS NOSTRO... EL PROCE, REVERSO, ES UNA PROBLEMA ANA MUY MALA, NUNCA ES LANZADA NO SE PUEDE METERELLA".

ENTONCES ES LA GRAN DESILUSION. YA A LA TARDE, LOS BRITANICOS SE HACIAN MUCHAS PREGUNTAS.

DOS DIAS DESPUES DEL ATAQUE LANZADO POR UN SUBMARINO BRITANICO CONTRA EL "GRL BELGRANO", LA BATALLA NAVAL QUE SE REALIZABA EN EL ATLANTICO SUR DIVIDE PROFUNDAMENTE A LOS BRITANICOS.

EL GOBIERNO FRANCES SUPO "CON CONSTERNACION" EL NAUFRAGO DEL CRUCERO GRL BELGRANO Y LA PERDIDA EN VIDAS HUMANAS QUE RESULTO. ESTO QUE HA INDICADO AYER EL PORTAVOZ DEL MINISTERIO DE REE QUE AGRESO QUE ESTA "CONSTERNACION" RESPONDE A CONSIDERACIONES DE ORDEN PURAMENTE HUMANO Y NO IMPLICA MODIFICACION EN LA POSICION FRANCESA SOBRE EL CONFLICTO DE LAS MALVINAS.

EN TOKYO, UN PORTAVOZ DEL MINISTERIO JAPONES DE RELACIONES EXTERIORES DECLARO QUE EL JAPON NO TIENE LA INTENCION EN LO INMEDIATO DE IMPOSER SANCIONES ECONOMICAS CONTRA LA ARGENTINA, PIDIENDO EL GOBIERNO SIMPLEMENTE A LOS IMPORTADORES NIPONES DE NO SABOTEAR LAS MEDIDAS TOMADAS POR LA COMUNITAD EUROPEA).

3-LE QUOTIDIEN DE PARIS.

EL CONFLICTO DE LAS ISLAS MALVINAS, PONE MANIFIESTAMENTE A LA DIPLOMACIA FRANCESA EN UN PROFUNDO APURO. OFICIALMENTE PARIS ELISIO SU CAMPO: EL DE GRAN BREITANA. Y HA EXPLICITAMENTE DESIGNADO A LA ARGENTINA COMO AGRESOR REAFIRMANDO QUE DESEABA

FIN DE PAPIER PERFO

VIDER LES CONFETTI

VER DEBANDARSE LA CRISIS POR MEDIO DE UNA NEGOCIACION MAS QUE POR LA FUERZA DE LAS ARMAS. ACTUANDO DE ESTA FORMA FRANCIA OPTO POR LA SOLIDARIDAD ATLANTICA EN DETRIMENTO. SIN DUDA, DEL ROL QUE AMERICANA TENER EN LAS RELACIONES NORTE-SUR EN GENERAL Y EN AMERICA LATINA EN PARTICULAR.

EL GOBIERNO SE ENCONTRA ENTRE TRES EXIGENCIAS: MOSTRARSE SOLIDARIO CON SU ALIADO INGLE, NO DESENCANTAR DEMASIADO A SUS COMPAÑEROS LATINOAMERICANOS CON UNA TOMA DE POSICION EXTREMA EN FAVOR DE LONDRES, Y NO APARECER EN FIN COMO DEFENSORES DE UN REGIMEN MILITAR ARGENTINO CONTRA EL CUAL LOS SOCIALISTAS NO CEGARON. DESDE HACE ANOS, DE ENVIAR LOS MAS FULMINANTES ANATEMAS, ESTOS TRES IMPERATIVOS CONTRADICTORIOS EXPLICAN PORQUE TANTO EL GAI D'ORSAY Y EL ELISEO HAN OBSERVADO HASTA HOY UNA PRUDENCIA DE SERPIENTE.

LAS DECLARACIONES HECHAS EL DIA DE AYER POR EL MINISTERIO DE REE EXPRESAN ESTA VISIBLE NOLESTA: AL MISMO TIEMPO QUE SE DECLARABA "CONSTERNADO" POR EL TORPEDAJE DEL CRUCERO ARGENTINO "GRL BELGRANO" QUE NO ERA MAS QUE HUMANITARIA, ACLARO QUE NO IMPLICABA NINGUN CAMIO EN LA ACTITUD FRANCESA.

LOS ACONTECIMIENTOS PRODUCIDOS EN EL MAR AUSTRAL DAN UN FUERTE GOLPE A LAS ESPERANZAS SOCIALISTAS DE IMPOSER A FRANCIA COMO UN COMPAÑERO EFICIENTE PARA EL CONTINENTE LATINOAMERICANO DEL SUR. DE BUENA O MALA GANA PARIS SE VE RECHAZADA POR LAS NECESIDADES ESTRATEGICAS DEL LAGO "IMPERIALISTA". EL PESO DE LAS RELACIONES ESTE-OESTE REINO HONRA EL DE LAS RELACIONES NOROCCIDENTALES.

FOR LO PRIMO MOMENTANEMENTE, PUESTO QUE EL REFLEJO HUMANITARIO PRODUCIDO POR EL NAUFRAGO DEBASTADO DEL "GRL BELGRANO" PODRIA PORTAR UN FACILEMENTE REACTIVO PARA "RECENTRAR" LA POSICION FRANCESA, Y VOLVER A ABRAR UN POCO LA CONFIANZA PERDIDA EN AMERICA LATINA.

4-LE NOUVE

"LA ARGENTINA ESTA DIRIGIDA POR UNA JUNTA DE PAYABOS QUE NO SE ATREVE A DECIR BA SUS CONCIUDADANOS LA VERDAD SOBRE LO A QUE PASA". ESCRIBE EL DAILY EXPRERES ESTE MARTES 4 DE MAYO. ESTE JUICIO SEVERO ES IGUALMENTE COMPARTIDO POR LA PRENSA BRITANICA EN SU TOTALIDAD. PARA NUESTROS COLEGAS DE ULTRA-MARCHA, LA INCAPACIDAD DE LOS RESPONSABLES ARGENTINOS EN RECORDAR LA AMPLITUD DE SUS PERDIDAS MILITARES, LA JACTANCIA Y LA POCA FIRMEZA DE SUS DECLARACIONES, ES EL SIGNO DE UNA GRAVE DEFICIENCIA.

EL DESPRECIO EVIDENTE DE LA PRENSA BRITANICA PARA LOS DIRIGENTES ARGENTINOS, CUYA PROXIMA SALIDA ES PREVISTA POR VARIOS ORGANOS DE PRENSA, Y NO LOS MENOS RESPETABLES, SE DESLIZA A VECES INSIDIOSAMENTE O DE MANERA MAS ABIERTA, A LA XENOFORIA. ES LA SOCIEDAD ARGENTINA COMPLETA LA ATACADA. EL DAILY TELEGRAPH QUE CONDENA COMO SUS COLEGAS "LA CAMPANA DE MENTIRAS" DE BUENOS AIRES, SIETE ESTE PELIGRO Y TRATA DE RECTIFICAR EL TIPO: "LA JUNTA GALTIERI AYRAE SIMULANAMENTE POCO LA SIMPATIA, SUS CUSACIONES SERAN PROBABLEMENTE FALSAS. LA SIMPATIA DEBE IR HACIA EL PUEBLO ARGENTINO" ESTIMA EL COTIDIANO CONSERVADOR.

5-CONCLUSIONES:

-LA OPINION DE LA PRENSA FRANCESA HA DADO UN VUELCO CABI TOTAL. EL HECHO SALVANIZANTE ES EL HUNDIMIENTO DEL CRUCERO BELGRANO.

-SON POCOS LOS QUE RECUERDAN QUE ARGENTINA ERA EL "AGRESOR". LA OPINION DE LA PRENSA ESCRITA, RADIAL Y TELEVISIVA HA DEJADO DE IGONIZAR SOBRE NUESTRAS CAPACIDADES Y DEBETACAN CON HORROR EL ATAQUE AL BELGRANO.

-SE SUCEDEN LOS LLAMADOS TELEFONICOS DE SOLIDARIZACION Y DE FELICITACION. AGREMIARSE

LE MATIN, Miércoles 5 de Mayo de 1982.-

LONDRES: LA GRAN DESILUSION.

Después de un debate ruidoso en los Comunes sobre el torpedeo del crucero argentino, el anuncio de las pérdidas británicas provoca la consternación.

Los argentinos destruyeron el destroyer británico SHEFFIELD. La tripulación debió abandonar el navío en fuego, pero 12 marinos son declarados desaparecidos, anunció en Londres el Ministerio de Defensa. Antes, los Británicos habían reconocido la pérdida de un caza Harrier cuyo piloto fue muerto. Estos primeros reveses han golpeado fuertemente a la opinión inglesa que consideraba la reconquista de las Malvinas como un paseo saludable.

El destroyer SHEFFIELD y su tripulación (de 170 a 300 hombres) perdido. La novedad, anunció ayer a la noche oficialmente en Londres, tuvo el efecto de un trueno. El navío no era considerado como uno de los cinco mejores armas del mundo ? Es un misil francés, el EXOCET, lanzado probablemente de un SUPER ETENDARD, avión francés, que atacó violentamente el centro del navío. De allí el temor de que haya una gran cantidad de víctimas entre los miembros de la tripulación, los sobrevivientes debieron abandonar su barco en fuego.

Violentemente, las cadenas de radio y de televisión anunciaron la novedad, citando las declaraciones oficiales del portavoz del Ministerio de Defensa. Y luego, dos veces, dieron la lista de los números de teléfono adonde las familias de los marinos del SHEFFIELD podrían recibir informaciones. Manifiestamente, el público británico no estaba nada preparado a este tipo de novedad. Hasta ahora había sido mantenido en la euforia, en una cierta irresponsabilidad, y las declaraciones oficiales habían nutrido una cierta forma de nacionalismo. El reverso constituye el desastre del SHIFFIELD y podría costar muy caro a Thatcher en el nivel electoral, en el futuro cercano. En las primeras declaraciones oficiales televisadas, la Dama de Hierro fue descripta como "devastated" por el drama del destroyer. Denis Healey, el dirigente laborista, calificó la novedad de "grave y trágica". En Westminster, no se dudó a hablar de "tragedia nacional" y un miembro del Parlamento estimó que era necesario pedir cuentas al Comandante en Jefe de la Armada Británica, Almirante Sandy Woodward,

Y después, en la televisión, los especialistas desfilieron: "Hay que rendirse a la evidencia, dijo un Almirante, los Argentinos tienen las mismas armas que nosotros". "El Exocet, agregó, es una pequeña arma muy mala; cuando es lanzada, no se puede detenerla"

Entonces es la gran desilusión. Ya, a la tarde, los Británicos se hacían muchas preguntas.

Thatcher decidió deliberadamente atacar fuerte provocando la muerte de centenas de marinos argentinos que se encontraban a bordo del crucero Gr1 BELGRANO ? O S. Woodward, Comandante de la Armada Británica, decidió solo hundir el único crucero argentino ? Además, éste amenazaba verdaderamente a la flota británica mientras que navegaba alrededor de 50 km, fuera de la "zona de guerra" instaurada por G.B. ? Dos días después del ataque lanzado por un submarino británico contra el Gr. BELGRANO, la batalla naval que se realizaba en el Atlántico del Sur divide profundamente a los Británicos.

9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100

101
102
103
104
105
106
107
108
109
110
111
112
113
114
115
116
117
118
119
120
121
122
123
124
125
126
127
128
129
130
131
132
133
134
135
136
137
138
139
140
141
142
143
144
145
146
147
148
149
150
151
152
153
154
155
156
157
158
159
160
161
162
163
164
165
166
167
168
169
170
171
172
173
174
175
176
177
178
179
180
181
182
183
184
185
186
187
188
189
190
191
192
193
194
195
196
197
198
199
200

201
202
203
204
205
206
207
208
209
210
211
212
213
214
215
216
217
218
219
220
221
222
223
224
225
226
227
228
229
230
231
232
233
234
235
236
237
238
239
240
241
242
243
244
245
246
247
248
249
250
251
252
253
254
255
256
257
258
259
260
261
262
263
264
265
266
267
268
269
270
271
272
273
274
275
276
277
278
279
280
281
282
283
284
285
286
287
288
289
290
291
292
293
294
295
296
297
298
299
300

301
302
303
304
305
306
307
308
309
310
311
312
313
314
315
316
317
318
319
320
321
322
323
324
325
326
327
328
329
330
331
332
333
334
335
336
337
338
339
340
341
342
343
344
345
346
347
348
349
350
351
352
353
354
355
356
357
358
359
360
361
362
363
364
365
366
367
368
369
370
371
372
373
374
375
376
377
378
379
380
381
382
383
384
385
386
387
388
389
390
391
392
393
394
395
396
397
398
399
400

401
402
403
404
405
406
407
408
409
410
411
412
413
414
415
416
417
418
419
420
421
422
423
424
425
426
427
428
429
430
431
432
433
434
435
436
437
438
439
440
441
442
443
444
445
446
447
448
449
450
451
452
453
454
455
456
457
458
459
460
461
462
463
464
465
466
467
468
469
470
471
472
473
474
475
476
477
478
479
480
481
482
483
484
485
486
487
488
489
490
491
492
493
494
495
496
497
498
499
500

501
502
503
504
505
506
507
508
509
510
511
512
513
514
515
516
517
518
519
520
521
522
523
524
525
526
527
528
529
530
531
532
533
534
535
536
537
538
539
540
541
542
543
544
545
546
547
548
549
550
551
552
553
554
555
556
557
558
559
560
561
562
563
564
565
566
567
568
569
570
571
572
573
574
575
576
577
578
579
580
581
582
583
584
585
586
587
588
589
590
591
592
593
594
595
596
597
598
599
600

601
602
603
604
605
606
607
608
609
610
611
612
613
614
615
616
617
618
619
620
621
622
623
624
625
626
627
628
629
630
631
632
633
634
635
636
637
638
639
640
641
642
643
644
645
646
647
648
649
650
651
652
653
654
655
656
657
658
659
660
661
662
663
664
665
666
667
668
669
670
671
672
673
674
675
676
677
678
679
680
681
682
683
684
685
686
687
688
689
690
691
692
693
694
695
696
697
698
699
700

En el interior como al exterior de los Comunes, donde un áspero debate tuvo lugar ayer.

"Es espantoso". La muerte de varias centenas de soldados argentinos -o sea alrededor de la mitad de la población de las Malvinas- provoca en Londres reacciones opuestas. Y aún entre los conservadores, donde todos no comprenden la determinación del primer ministro británico de obtener, cueste lo que cueste, el retiro de las fuerzas argentinas de las Islas Malvinas.

Ochenta años, British Empired Medal por su heroismo durante la Segunda Guerra Mundial, un pintor anónimo del barrio de Piccadilly estima que Thatcher es "el mejor primer ministro de todos los tiempos" y no comprende: "El gobierno no quiere ni hablar de guerra abierta con la Argentina, pero no duda en sacrificar centenas de marinos. Porqué nuestra flota se ha ido hasta allá ? Para destruir casas, matar inocentes, poner en peligro la vida de nuestros soldados y hundir barcos enemigos". Para él, esta guerra es una "terrible idiotez".

Jóvenes que aprovechan raros rayos de sol en este mismo barrio no son de esta opinión: "Lo han querido, lo tienen". Para ellos, "Los Argentinos han merecido lo que tienen".



REAR

CONTRONG

EXHIBIT

page 111111

2000

LE MATIN, Miércoles 5 de Mayo de 1982.-

EMOCION Y CONSTERNACION EN PARIS Y EN BONN.

El gobierno francés supo "con consternación" el naufragio del crucero Gr1 Belgrano y la pérdida en vidas humanas que resultó. Es lo que ha indicado ayer el portavoz del Ministerio de RREE que agregó que esta "consternación" responde a consideraciones de orden puramente humano y no implica modificación en la posición francesa sobre el conflicto de las Malvinas. El Ministro encargado de Asuntos Europeos ANDRE CHANDERNAGOR que se expresaba en EUROPE 1, estimó que es necesario "poner fin lo más rápidamente posible al conflicto de las Malvinas y restablecer discusiones y negociaciones". "En este sentido Francia pesará", agregó.

Los ministros franceses y de los Países Bajos de Relaciones Exteriores expresaron también su "extrema inquietud". VAN DER STOEL quien se entrevistó más de una hora con C. CHEYSSON, calificó de "acontecimientos horribles" el torpedeo del crucero argentino.

En Bonn, el gobierno oeste-alemán también expresó su "emoción después de la muerte de tantos marinos argentinos" y su "preocupación relacionada con la amplitud de las hostilidades y los riesgos de un aumento de las actividades militares".

En Tokyo, un portavoz del ministerio japonés de RREE declaró que el Japón no tiene la intención en lo inmediato de imponer sanciones económicas contra la Argentina, pidiendo el Gobierno simplemente a los importadores nipones de no sabotear las medidas tomadas por la CEE.



2

ST. GEORGE

EXTRA

2

2000

LE CONFLIT ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'ARGENTINE

Londres : la grande désillusion

Après un débat houleux aux Communes sur le torpillage du croiseur argentin, l'annonce des pertes britanniques provoque la consternation

Les Argentins ont détruit le destroyer britannique *Sheffield*. L'équipage a dû abandonner le navire en feu, mais 12 marins sont portés disparus, a annoncé à Londres le ministère de la Défense. Auparavant, les Britanniques avaient reconnu la perte d'un chasseur *Harrier* dont le pilote a été tué. Ces premiers revers ont fortement frappé l'opinion anglaise, qui considérait la reconquête des Malouines comme une promenade de santé.

De notre envoyé spécial à Londres

LE destroyer *Sheffield* et son équipage (de 170 à 300 hommes) en perdition. La nouvelle, annoncée officiellement à Londres hier soir, a fait l'effet d'un coup de tonnerre. Le bâtiment n'était-il pas considéré comme l'une des cinq meilleures armes du monde ? C'est un missile français, l'Exocet, lancé probablement d'un Super-Étendard — avion français —, qui a frappé de plein fouet le centre du navire. D'où la crainte d'un très grand nombre de victimes parmi les membres de l'équipage, les survivants devant abandonner leur bateau en feu.

Brutalement, les chaînes de radio et de télévision ont

annoncé la nouvelle, en citant les déclarations officielles du porte-parole du ministère de la Défense. Et puis, à deux reprises, elles ont donné la liste des numéros de téléphone auprès desquels les familles des marins du *Sheffield* pourraient recueillir des informations. Manifestement, le public britannique n'était pas du tout préparé à ce type de nouvelle. Il avait jusqu'alors été entretenu dans l'euphorie, dans une certaine irresponsabilité, et les déclarations officielles avaient nourri une certaine forme de chauvinisme. Le revers que constitue le désastre du *Sheffield* pourrait donc coûter très cher à Margaret Thatcher au niveau électoral, un jour prochain. Dans les premières

déclarations officielles télévisées, la Dame de fer a été décrite comme « devastated » par le drame du destroyer. Denis Healey, le dirigeant travailliste, a qualifié la nouvelle de « grave et tragique ». A Westminster, on n'a pas hésité à parler de « tragédie nationale », et un membre du Parlement a estimé qu'il fallait demander des comptes au commandant en chef de l'armée britannique, l'amiral Sandy Woodward.

Et puis, à la télévision, les spécialistes ont défilé : « Il faut se rendre à l'évidence, a dit un amiral, les Argentins ont les mêmes armes que nous. » « L'Exocet, a-t-il ajouté, est une petite arme très méchante ; quand elle est lancée, on ne peut pas la stopper. »

C'est donc la grande désillusion. Déjà, dans l'après-midi, les Britanniques s'étaient posé beaucoup de questions.

Margaret Thatcher a-t-elle délibérément décidé de frapper un grand coup en provoquant la mort de centaines de

marins argentins qui se trouvaient à bord du croiseur *General Belgrano* ? Ou Sandy Woodward, commandant en chef de l'armée britannique, a-t-il décidé seul de couler l'unique croiseur argentin ? En outre, celui-ci menaçait-il vraiment la flotte britannique alors qu'il naviguait à quelque 50 km, en dehors de la « zone de guerre » instaurée par la Grande-Bretagne ? Deux jours après l'attaque lancée par un sous-marin britannique contre le *General Belgrano*, la bataille navale en cours dans l'Atlantique-Sud divise profondément les Britanniques. A l'intérieur comme à l'extérieur des Communes, où un âpre débat a eu lieu hier.

« Sorry, it's bloody awful » (c'est épouvantable). La mort de plusieurs centaines de soldats argentins — soit près de la moitié de la population des Malouines — provoque à Londres des réactions opposées. Et même chez les conservateurs, où tous ne comprennent pas la détermination du premier ministre

britannique à obtenir coûte que coûte le retrait des forces argentines des îles Malouines.

Quatre-vingts ans, British Empire Medal pour son héroïsme lors de la Seconde Guerre mondiale, un peintre anonyme du quartier de Piccadilly, qui estime que Margaret Thatcher est « le meilleur premier ministre de tous les temps », ne comprend pas : « Le gouvernement ne veut même pas parler de guerre ouverte avec l'Argentine, mais il n'hésite pas à sacrifier des centaines de marins. Pourquoi notre flotte est-elle partie là-bas ? Pour détruire des maisons, tuer des innocents, mettre en péril la vie de nos soldats et couler des bateaux ennemis. » Pour lui, cette guerre est une « terrible sottise ».

Des jeunes qui profitent des rares rayons de soleil dans ce même quartier ne sont pas de cet avis : « Ils l'ont voulu, ils l'ont eu. » Pour eux, « les Argentins ont bien mérité ce qu'ils ont ».

Elio Comarin

Première brèche dans la solidarité européenne

L'Irlande demande la suppression de l'embargo décrété par la CEE contre l'Argentine

Le soutien des Dix à la Grande-Bretagne, accordé sans réserve après l'invasion argentine, a connu sa première brèche hier avec la demande du gouvernement irlandais de mettre fin aux sanctions décrétées par la CEE contre l'Argentine, le 16 avril. Le gouvernement français et le gouvernement ouest-allemand faisaient état dans le même temps de leur préoccupation devant l'élargissement des hostilités, tandis qu'à Bruxelles étaient réunis les directeurs politiques des ministères des Affaires étrangères des Dix.

De notre correspondant à Bruxelles

LA réunion hier à Bruxelles des directeurs politiques des ministères des Affaires étrangères des Etats membres du Marché commun a confirmé que, après l'escalade de la violence dans le conflit anglo-argentin, les Dix avaient de plus en plus de difficultés à soutenir d'un seul bloc la position de Londres. En dénonçant la tournure prise par les événements et en demandant la suppression de l'embargo décrété par la CEE sur les importations en provenance d'Argentine, les Irlandais ont « dit tout haut ce que beaucoup d'Européens pensent », pour reprendre l'expression d'un haut fonctionnaire irlandais.

Les Britanniques, qui avaient demandé la convocation de cette réunion dans la capitale belge, voulaient sonder leurs partenaires et voir si leur soutien n'avait pas quelque peu fléchi après le drame du croiseur *General Belgrano*. Ils souhaitent également la prorogation de l'embargo qui, normalement, vient à échéance le 17 mai. La réponse des Irlandais a été on

ne peut plus claire, puisque ceux-ci se sont prononcés pour la convocation d'une « réunion immédiate » du Conseil de sécurité de l'ONU afin d'adopter une nouvelle résolution réclamant « la cessation immédiate des hostilités » et la « négociation d'un arrangement diplomatique sous les auspices des Nations unies ». Le gouvernement de Dublin estime, d'autre part, que les sanctions économiques prises par la Communauté contre l'Argentine doivent être levées, car elles « ne sont plus appropriées ».

Les Dix n'avaient jusqu'à

présent jamais parlé ensemble des aspects militaires de la crise des Malouines, reconnaissait lundi Léo Tindemans, ministre belge des Relations extérieures et président du Conseil de la CEE. De fait, les Neuf ont donné au Royaume-Uni leur soutien pour la recherche d'une solution pacifique sur la base de la résolution 502 de l'ONU. Et non pas pour une escalade des combats. L'Italie, notamment, a toujours insisté sur ce point. L'Allemagne fédérale aussi, qui, de plus, tient à ne pas trop compromettre ses trop importants intérêts commerciaux et financiers en Argentine. Il n'en va pas de même pour plusieurs autres Etats membres.

En conséquence, les Britanniques risquent fort de ne plus être du tout suivis lors de la réunion « informelle » des ministres des Affaires étrangères des Dix, le week-end prochain, à Villers-le-Temple, dans les Ardennes belges.

André Geoffroy

Les Américains craignent une prise d'otages en Argentine

LA brutale aggravation de la situation aux Malouines a conduit les autorités américaines à prendre une décision qui en dit long sur leurs craintes de voir le conflit se transformer. Le personnel « non essentiel » de l'ambassade américaine à Buenos Aires a été prié de regagner les Etats-

Unis et certaines catégories d'employés « autorisés » à quitter l'Argentine.

Cette mesure provisoire, qui n'est pas « un ordre d'évacuation », concerne environ 7 000 Américains résidant en Argentine.

Le spectre des otages de Téhéran, qui avait traumatisé les Etats-Unis pendant qua-

torze mois, explique cette décision. L'éventualité d'une prise d'otages américains par des éléments incontrôlés aurait même été évoquée lors de la dernière réunion du Conseil de sécurité à la Maison-Blanche, croit-on savoir de source bien informée.

Au moment où le départe-

ment d'Etat publiait cette consigne à ses ressortissants, un groupe de businessmen argentins soulignait à Washington que, depuis l'engagement américain aux côtés de la Grande-Bretagne, vendredi dernier, l'opinion argentine était devenue plus antiaméricaine qu'antibritannique, ce qui n'est pas peu dire.

AFGHANISTAN

Attaque d'un camp soviétique

Alors qu'on attend une prochaine offensive soviéto-afghane contre la résistance au nord de Kaboul, un camp militaire soviétique situé au sud de la capitale a été attaqué par un commando de résistants dans la nuit du 1^{er} mai. Un dépôt de munitions a explosé et les fusillades ont duré deux heures. Aucun bilan n'a été publié. Pendant ce temps, 250 000 personnes participaient, selon des diplomates, au défilé organisé par le régime à l'occasion du 1^{er} Mai.

CHINE

Important remaniement gouvernemental

Un vaste remaniement ministériel a été annoncé mardi à Pékin dans le but de lutter contre l'inefficacité des services de l'Etat. Le nombre des vice-présidents passe de 13 à 2 et 23 nouveaux ministres ont été nommés. La majorité des ministères importants demeure cependant aux mains des mêmes titulaires. Wan Li, soixante-six ans, et Yao Yilin, soixante-cinq ans, restent vice-présidents d'un gouvernement toujours présidé par Zhao Ziyang.

INDONESIE

Elections générales

Les élections générales se sont tenues hier dans le calme pour élire 360 des 460 députés que compte l'Assemblée nationale et réélire les assemblées régionales. La campagne électorale avait pourtant été marquée par de violents incidents qui ont fait une soixantaine de morts et provoqué plusieurs émeutes à Jakarta et Jogjakarta. Le parti du président Suharto devrait être une nouvelle fois vainqueur et espérait obtenir près de 70 % des votes. Face au Golkar, le parti musulman (PDU) et le parti démocrate devraient se partager le reste.

ULSTER

Un policier tué

Alors que les républicains célébraient l'anniversaire de la mort de Bobby Sands, suite à une grève de la faim, l'an dernier, un policier nord-irlandais a été tué et une femme grièvement blessée mardi matin dans le centre de Londonderry.

ETATS-UNIS

Des détenus inventifs

Depuis plusieurs années, des rumeurs circulaient dans la prison mais les gardiens du pénitencier de haute sécurité de Carson City (Nevada) n'en sont pas encore revenus : ils ont découvert que trois prisonniers avaient pratiqué un défilé à confectionner de toutes pièces un hélicoptère pour s'échapper. Seule une pale manquait encore. Toutes les pièces avaient été fabriquées avec du matériel provenant du magasin de la prison.

ET L'ARGENTINE

contre-attaque

**bombardement de l'aéroport de Port Stanley
Harrier et en détruisant le destroyer «Sheffield»**

argentin, avait en outre envoyé par le fond un destroyer ultra-moderne de la Royal Navy, le *Sheffield*.

Margaret Thatcher se déclarait « catastrophe », mais le ministre de la Défense britannique indiquait que « la force d'intervention poursuivait ses opérations comme prévu ». Le cabinet de Londres prévoyait une réunion d'urgence des Communes pour y faire une

déclaration.

Dans la journée, le gouvernement français avait exprimé sa « consternation » et les Européens s'étaient inquiétés de l'ampleur prise par le conflit. Au sein même de la CEE, l'Irlande a critiqué ouvertement la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Allemagne ont demandé un « cessez-le-feu » ou une réunion du Conseil de sécurité

de l'ONU. Leonid Brejnev avait pour sa part vigoureusement pris à partie le « brigandage colonial » et accusé le bloc occidental d'être responsable de la guerre.

A Washington, Haig déplorait « la tragédie » du *General Belgrano*, tandis que le secrétaire général de l'ONU consultait les membres du Conseil de sécurité sur l'opportunité d'une nouvelle réunion.

Le dramatique naufrage du «General Belgrano»

**Hier, en fin d'après-midi, 680 marins seulement (sur 1042)
avaient pu être recueillis par la marine argentine**

Six cent quatre-vingts marins survivants du croiseur argentin *General Belgrano* avaient pu être recueillis hier par la marine argentine. Les unités qui participent aux opérations de sauvetage ont repéré environ quinze autres embarcations de sauvetage provenant du navire coulé, au sud des îles Malouines. Sur le croiseur se trouvaient mille quarante-deux hommes et officiers. Selon l'ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, Jeane Kirkpatrick, la moitié de l'équipage aurait péri, soit environ cinq cents hommes. Jeane Kirkpatrick a précisé qu'elle a été informée de la tragédie par le secrétaire général de l'ONU, Javier Perez de Cuellar.

«GENERAL BELGRANO, endommagé !»

A bord du porte-avions *Invincible*, des cris de joie accueillent la nouvelle. Il est 19 h GMT, dimanche. Les marins britanniques, dans l'euphorie de l'action, sont loin, ce dimanche, de mesurer le drame qui va se jouer. Les officiers viennent d'apprendre que le sous-marin à propulsion nucléaire *Conqueror* a touché le croiseur argentin, mais ils estiment alors que le vieux navire est seulement « endommagé ». Dans le carré des officiers, où vient de s'achever la projection d'un film, un pilote commente la nouvelle en ces termes : « C'est eux ou nous. Quand faut y aller, faut y aller. C'est ce que l'on attendait depuis longtemps. On peut s'attendre à un peu d'action maintenant, s'ils en ont encore les moyens. J'espère que ça va les rendre fous et qu'ils vont venir nous courir après avec leurs avions. »

Pourtant, dès cet instant, à plusieurs dizaines de milles de là, le drame se joue. L'équipage argentin s'en rend aussitôt compte : le *General Belgrano* est mort. Désarmé dans la tempête, gros monstre immobile roulé par les vagues de 10 mètres, fréquentes en cette saison dans cette zone proche du cap Horn, le vieux navire n'est plus maître de ses mouvements. Atteint par une torpille du *Conqueror* sous la ligne de flottaison, faisant une brèche dans laquelle l'eau, par tourbillons s'engouffre, le croiseur ne résistera pas longtemps : les cloisons étanches affaiblies par l'âge ne pouvaient supporter la pression des eaux. Le *General Belgrano*, bâtiment de 13 600 tonnes, dont la conception datait de 1932, avait survécu, sous les couleurs américaines, à l'attaque surprise japonaise de Pearl Harbor, le 7 décembre 1941. Mais il ne pourra survivre

longtemps, ce 2 mai 1982, à la « guerre des Malouines ».

A bord de tout navire de guerre, des postes d'évacuation sont prévus, et il y a suffisamment de radeaux pour embarquer tous les membres d'équipage. Mais dans la mer démontée de l'Atlantique-Sud, gémissant sous les rafales de vent qui atteignent la force 8, le bâtiment va couler très rapidement, basculant peut-être en sombrant et

entraînant dans son tourbillon une grande partie des mille quarante-deux hommes qui se trouvaient à son bord.

Avant de sombrer, lundi, le pacha du navire a le temps de faire l'ultime point : 55°24 de latitude sud ; 61°32 de longitude ouest. Il lance le dernier, l'ultime SOS et, aussitôt, des unités de la marine argentine se dirigent vers le lieu du naufrage. Ce n'est que vingt-quatre heures plus tard que Buenos Aires annoncera être en possession d'« indices qui laissent présumer qu'il a été coulé ».

Sur place, c'est le drame. Les hommes du *General Belgrano* s'embarquent dans des chaloupes de sauvetage de vingt-cinq places. Lundi soir, Buenos Aires annonçait avoir recueilli, au large de la Terre de Feu, cent vingt-trois marins du navire torpillé, à bord de ces lourdes chaloupes

de bois. Dans ces mers australes, un homme, quelle que soit sa constitution, ne peut résister plus de quelques dizaines de minutes.

Aussi, c'est une dramatique course contre la montre qu'entreprend la marine argentine pour tenter de sauver des rescapés. Hier encore, des unités de la marine continuaient à rechercher d'autres survivants. Environ vingt-cinq chaloupes, dérivant au sud de l'archipel des Malouines, étaient repérées par un bateau de reconnaissance. Mais l'obscurité autant que les conditions météorologiques difficiles rendaient les opérations de secours très délicates. Des brouillards intenses empêchent en outre toute visibilité.

En Argentine, les bateaux de guerre ancrés dans les ports ainsi que les appareils de l'aviation et de l'aérona-

vale ont été placés en état d'alerte, se trouvant prêts à partir vers la zone du naufrage, c'est-à-dire à 36 milles (67 km) en dehors de la zone maritime exclusive de 200 milles (370 km) décrétée par la Grande-Bretagne pour imposer le blocus de l'archipel des Malouines. Le personnel des hôpitaux et des centres de soins du territoire argentin de la Terre de Feu a été également mobilisé pour recevoir les marins blessés ou brûlés.

Au total, selon Buenos Aires, quatre cents marins du croiseur avaient pu être sauvés hier. Ils étaient dirigés vers le port d'Ushuaia, à l'extrême sud de l'Argentine. Selon l'ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, Jeane Kirkpatrick, cinq cents hommes de l'équipage du *General Belgrano* auraient péri au cours du naufrage.

Le premier Harrier abattu

DANS la bataille des Malouines face aux *Mirage*, le *Harrier* commençait à se tailler une réputation d'invincibilité, grâce à son réacteur orientable, qui lui permet de décoller verticalement et lui donne une très grande maniabilité. La légende a vécu : un *as* de la RAF est mort, mardi à 17 h 50 GMT, a reconnu Londres.

A Buenos Aires, on revendiquait la destruction non d'un *mais* de deux *Harrier*. La DCA argentine les aurait abattus lors d'une attaque de l'aéronavale britannique sur Port Darwin, au centre de l'île de la Solitude, en plein archipel des Malouines.

SE RÉUNIR
POUR PRÉPARER L'AVENIR.

L'ASSURANCE C'EST ÇA

LINTAS-PARIS

15

11

LA AMPLITUD DE LA OFENSIVA BRITANICA EN LAS MALVINAS INQUIETA A LOS OCCIDENTALES.

El torpedeo del crucero "Gr1 Belgrano" había ocasionado la muerte de más de novecientos marinos argentinos.

La importancia de las pérdidas causadas por el torpedeo del crucero argentino "Gr1 Belgrano" contaría más de 900 muertos- y la determinación de Londres de recurrir a la fuerza comienza a inquietar ciertas capitales europeos, como también Washington.

En París, el Quai d'Orsay hizo saber, el martes 4, que observaba el desarrollo del conflicto "con consternación", mientras que Chander-nagor, ministro encargado de los asuntos europeos, declaraba en Europa 1 que es necesario "poner fin lo más rápidamente posible al conflicto y restablecer discusiones y negociaciones (...). Deploramos que este asunto degenera en una guerra con todo lo que eso significa de violencia y de sangre", agregó el ministro, después de haber recordado que París no había tomado nunca posición en el fondo del debate entre Londres y Buenos Aires. Inquietudes parecidas comienzan a aparecer en Bonn y en Roma. El hecho que el "Gr1 Belgrano" haya sido destruido mientras se encontraba en el exterior de la zona de exclusión decretada por Londres es juzgado particularmente chocante.

Ningún nuevo combate naval y aéreo fue mencionado este martes. El último enfrentamiento data del lunes a la mañana, cuando un aviso argentino fue danado en alta mar cerca de las Malvinas por cohetes tirados a partir de helicópteros británicos. De fuente argentina, se afirma también que once civiles británicos murieron el sábado durante una tentativa de desembarco en las Malvinas orientales. Los soldados británicos habrían sufrido pérdidas "importantes", pero Londres se mantiene silencioso sobre estas informaciones. En Buenos Aires, finalmente, se desmintió el lunes una información según la cual Argentina estudiaba un plan de solución previendo el alquiler de las Malvinas a Gran Bretana por una duración de tres años.

EXTRA STRONGE

200/1666 500/222

Le Monde

Rubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

Algérie, 2 DA : M
Allemagne, 1,60
23 fr : Canada,
Danemark, 6,50
Grèce, 45 dr.
Italie, 1000 L.
Norvège, 5,00
90 esc. : Sénégal
Suisse, 1,30 f.

Tarif

5. B

7542

Tél.

C.O.

T

L'ampleur de l'offensive britannique aux Malouines inquiète les Occidentaux

Le torpillage du croiseur « General-Belgrano » aurait entraîné la mort de plus de neuf cents marins argentins

L'importance des pertes causées par le torpillage du croiseur argentin « General-Belgrano » — on compterait plus de neuf cents morts — et la détermination de Londres à avoir recours à la force commencent à inquiéter certaines capitales européennes, ainsi que Washington.

A Paris, le Quai d'Orsay a fait savoir, ce mardi 4 mai, qu'il observait le développement du conflit « avec consternation », tandis que M. Chandernagor, ministre chargé des affaires européennes, déclarait à Europe 1 qu'il faut « mettre fin le plus rapidement possible au conflit et rétablir des discussions et des négociations (...). Nous déplorons que cette affaire dégénère en une guerre avec tout ce que cela comporte de violence et de sang », a ajouté le ministre, après avoir rappelé que Paris n'avait jamais pris position sur le fond du débat entre Londres et Buenos-Aires. Des inquiétudes semblables commencent à se faire jour à Bonn et

à Rome. Le fait que le « General-Belgrano » ait été détruit alors qu'il se trouvait à l'extérieur de la zone d'exclusion décrétée par Londres est jugé particulièrement choquant.

Aucun nouveau combat naval et aérien n'a été mentionné ce mardi. Le dernier affrontement remonte à lundi matin, lorsqu'un aviso argentin a été endommagé au large des Malouines par des roquettes tirées à partir d'hélicoptères britanniques. De source argentine, on affirme aussi que onze civils britanniques ont trouvé la mort samedi lors d'une tentative de débarquement dans les Malouines orientales. Les soldats britanniques auraient subi des pertes « importantes », mais Londres reste silencieux sur ces informations. A Buenos-Aires, enfin, on a démenti lundi une information selon laquelle l'Argentine étudiait un plan de solution prévoyant la location des Malouines à la Grande-Bretagne pour une durée de trois ans.

Londres. — Après les premiers succès remportés dans l'Atlantique sud, que les Britanniques espèrent durables, — il était difficile de ne pas évoquer l'amiral Nelson et la victoire de Trafalgar. M. John Nott, ministre de la défense, n'y a pas manqué lundi 3 mai dans sa première conférence de presse depuis la reconquête de la Georgie du Sud : « La magnanimité dans la victoire, a-t-il dit, sera le principal objectif des forces britanniques. » Le ministre a ajouté que la stratégie de la Grande-Bretagne consistait à

De notre correspondant

utiliser le minimum de forces sous un strict contrôle britannique pour obtenir une solution diplomatique.

Au compte de la « magnanimité » britannique, il faut sans doute mettre le largage par des hélicoptères d'équipements de sauvetage à proximité des deux patrouilleurs argentins attaqués lundi matin dans la zone des deux cents milles. L'un a été coulé et l'autre sérieusement endommagé.

Pour Londres, le plus grand sujet de satisfaction est que les opérations militaires ont été menées avec une grande économie de moyens, sans aucune victime dans la force d'intervention. Politiquement c'est essentiel. Les informations de source argentine selon lesquelles onze civils habitants des Malouines auraient été tués lors du bombardement de Goose Green ont été démenties par le ministère de la défense.

DANIEL VERNET.

(Lire la suite page 3.)

idées

Où est l'intolérance ?

LE Comité national d'action laïque, chacun s'en souvient, avait organisé à l'aube de la V^e République la riposte nécessaire aux graves atteintes à la laïcité des institutions que constitua alors la loi Debré.

Entre autres actions spectaculaires — et dont le pouvoir né du coup d'État d'Alger n'allait tenir aucun compte — le C.N.A.L. avait, dans des délais rapides, collecté onze millions de signatures de citoyens de plus de vingt et un ans et rassemblé quatre cent mille personnes à Vincennes pour défendre l'école et sa laïcité.

Nous étions au plus fort du drame algérien, et la droite ne trouva pour tant rien de plus urgent que de rallumer la guerre scolaire au mépris même de l'histoire... et de la Constitution.

L'« œuvre » ainsi entreprise par Debré sous de Gaulle — et qui, fondamentalement, se calquait sur celle de Vichy en la matière — allait être constamment poursuivie et aggravée, de Haby en Guemour et de Pompidou en Giscard d'Estaing. Elle se résume aisément : asphyxier, lentement mais sûrement, l'école de tous, service public ouvert à tous (par les moyens, par les structures), faire chorus dans le sens d'un discrédit organisé et, simultanément, financer aux frais de la nation le développement d'un système scolaire particulariste, patronal ou confessionnel, à 95 % catholique dans ce dernier cas.

En vingt ans a donc été installé le paysage actuel, sans que jamais les majorités politiques de droite aient manifesté l'ombre d'un scrupule. Et pour cause ! Car l'entreprise avait une finalité ségrégative et élitiste évidente que tous les cris d'orfraie, aujourd'hui entendus de ce côté-ci, confirment abondamment *a posteriori*.

L'occasion est opportune de remarquer que l'école laïque et ceux qui la servent devaient avoir néanmoins quelques solides qualités et vertus ; car le système public d'éducation est resté debout. Vilipendé, systématiquement critiqué, rendu responsable de tous les échecs — quand la plupart incombent au système social ou à l'évolution des atti-

par
MICHEL BOUCHAREISSAS

D'autres arguments et constats, trop ignorés ou trop souvent tus, mériteraient développement et commentaires, chose impossible dans le cadre d'un court papier.

Pour résumer : autant le service public d'éducation, héritier d'une grande conquête républicaine, doit s'adapter aux temps présents (et, pour ce faire, obtenir aide et effectivement s'aider lui-même), autant les arguments employés à haute dose — et le plus souvent *a priori* — contre son principe même (sinon, que signifierait l'argument du « libre choix » ?) sont révélateurs des arrière-pensées politiques de leurs utilisateurs.

Au reste, les exorbitants privilèges administratifs et financiers offerts, depuis vingt ans, par la droite politique à un enseignement privé qui se donne la religion pour prétexte et quelques enfants pauvres pour alibi, qui, de surcroît, confient à l'autorité diocésaine la désignation de ses chefs d'établissement, choisit ou licencie ses enseignants sur des critères de vie privée, racole les élèves sans souci de cartes scolaires, pratique ici et là un prosélytisme accentué (au nom de la liberté), l'État ayant l'unique droit... de payer, tout cela a peu à peu permis, avec l'aide de toute une presse, de lui bâtir une imagerie d'efficacité, d'ordre, de bonne morale, de relations parents-enseignants. Imagerie pourtant que rien n'illustre de façon sérieuse ou, en tout cas, à grande échelle. Le « foutoir laïque », la « laïcité trahie », le « goulag pour les petits enfants », le « marxisme dès l'école », voilà quelques-uns des thèmes favorisés et des insultes gratuites des plumeux de la réaction. Naguère, c'était seulement en période électorale. Depuis le 10 mai, c'est quotidien.

Pourquoi ? Parce que ceux qui s'étaient rassemblés l'autre samedi porte de Pantin n'ont jamais pardonné à l'école laïque d'avoir construit et préservé le pluralisme de la France, d'avoir garanti la liberté de conscience et la liberté de pensée, celle du croyant, celle du marxiste, celle de l'agnostique, celle de l'indif-

MM. Pons, Chinaud, Lecanuet. Hélas ! une fois encore, la hiérarchie catholique, quant à elle, vient sans doute d'hypothéquer une chance qui lui était offerte de ne plus être classée à droite. Qu'elle ne s'en prenne pas aux laïques, si cela l'offusque, mais à ceux auxquels Mgr Lustiger a accepté de prêter sa présence et sa voix.

Face à cela, le C.N.A.L. garde l'ambition d'unir dans un esprit de concorde, pour préparer l'école du vingt et unième siècle. Celle qui ne triera pas entre les êtres, celle qui disposera d'immenses moyens et de meilleures structures pour conduire chaque enfant au maximum de ses potentialités. L'école, lieu d'accueil, d'échange, de rencontre, de responsabilité. L'école du pluralisme, plutôt que le pluralisme des écoles.

Anachronique, un tel dessein ? Inadapté ? Inacceptable ? On lit que les dirigeants de l'enseignement privé n'accepteront pas de négocier ce qui fait l'essentiel du problème, c'est-à-dire le « caractère propre » de leurs établissements, « caractère propre » dont le financement par la collectivité se pratique à guichets ouverts... et dont l'extension (actuellement possible « légalement ») à d'autres familles spirituelles, à d'autres groupes sociaux, voire à des sectes, peut conduire à un foisonnement de systèmes scolaires éclatés et à une multitude d'antagonismes dans notre société.

Le C.N.A.L., rappelons-le puisqu'il le faut encore, ne demande pas le monopole pour l'enseignement public. Il demande, en revanche, le retour à la légalité républicaine, sans spoliation, sans sanction, sans privilège, par l'intégration volontaire dans le service public des personnels et établissements ayant perçu des fonds publics.

J'ajoutais, ici même, l'an passé, que cette intégration devrait se faire « dans l'égalité des droits et des devoirs ».

Où est donc l'intolérance ? Où est la volonté de « guerre scolaire » ? Assurément pas du côté de ceux qui préconisent une école ouverte à tous et respectueuse des consciences de tous, une école pour tout le peuple, hors des tutelles étatiques, idéologiques et sectaires.

LE MONDE, Miércoles 5 de Mayo de 1982.-

En la prensa británica.
Del patriotismo a la xenofobia.

"La Argentina está dirigida por una junta de payasos que no se atreven decir a sus conciudadanos la verdad sobre lo que pasa", escribe el DAILY EXPRESS este martes 4 de mayo. Este juicio severo es igualmente compartido por la prensa británica en su totalidad. Para nuestros colegas de Ultra-Mancha, la incapacidad de los responsables argentinos en reconocer la amplitud de sus pérdidas militares, la jactancia y la poca firmeza de sus declaraciones, es el signo de una grave deficiencia.

El desprecio evidente de la prensa británica para los dirigentes argentinos, cuya próxima caída es prevista por varios órganos de prensa, y no los menos respetables, se desliza a veces insidiosamente o de manera más abierta, a la xenofobia. Es la sociedad argentina completa la atacada. El Daily Telegraph, que condena como sus colegas "la campana de mentiras" de Buenos Aires, siente este peligro y trata de rectificar el tiro: "La Junta Galtieri atrae singularmente poco la simpatía. Sus sucesores serán probablemente peores. La simpatía debe ir hacia el pueblo argentino" estima el cotidiano conservador.

EXTRA STICKS

Leyse Francis

Le Monde

étranger

LA GUERRE DES ILES MALOUINES

Les efforts déployés pour renouer les fils d'une négociation dans le conflit des Malouines sont au point mort après le rejet par l'Argentine d'une proposition péruvienne et bien que le ministre espagnol des affaires étrangères soit arrivé lundi à Washington, porteur d'idées sur de possibles solutions pacifiques. Son collègue britannique, M. Pym, qui séjourne à New-York, a estimé pour sa part que le moment d'une intervention de l'ONU dans le conflit n'est pas arrivé et que l'intention de Londres est de réussir, si possible par un règlement négocié, sinon par la force si cela ne peut être évité. Ce qui arrive au gouvernement argentin n'est indifférent, a dit encore M. Pym. Il peut tomber.

Tandis que le Canada autorisait la Grande-Bretagne à utiliser son réseau de transmissions militaires comme relais entre Londres et la force britannique au large des Malouines et se disait prêt à considérer toute autre demande d'aide de Londres, les autres pays de l'hémi-

sphère américain confirmaient leur soutien à l'Argentine. Le Brésil a fait savoir lundi 3 mai qu'il vendait à Buenos-Aires un nombre non précisé d'avions de reconnaissance EMB-111. Le Pérou est également prêt à fournir une aide militaire. En revanche, le président du Venezuela, M. Luis Herrera Campins, a démenti que son pays ait envoyé des pièces détachées de Mirage à l'Argentine, comme l'affirmait un journal de Caracas. Il a aussi averti que, si Buenos-Aires sollicitait l'appui soviétique, le Venezuela et peut-être d'autres pays latino-américains pourraient réviser leur actuel soutien à l'Argentine, ajoutant qu'il n'envisageait pas pour le moment de rompre ses relations diplomatiques et économiques avec Londres.

Pour sa part, M. Carlos Rafael Rodríguez, vice-président du Conseil d'Etat cubain, qui a commencé lundi une visite à Paris par des entretiens avec MM. Cheysson ministre des relations extérieures, Régis Debray, chargé de mission à l'Elysée, et Mauroy, à Matignon, a

précisé que son pays est décidé à « aider l'Argentine dans le cadre des pays de l'Amérique latine ». « Ce sont ces pays qui décideront du type d'aide qui sera accordé », a-t-il précisé, avant d'ajouter que le soutien de Cuba au « peuple argentin » dans sa volonté de récupérer les Malouines « ne signifie pas un soutien de la junte ».

On note encore que la Fédération syndicale mondiale (pro-communiste) a invité une « délégation commune et représentative du mouvement syndical argentin à venir à son siège de Prague » en vue de renforcer la « solidarité internationale » à « la lutte anticolonialiste et anti-impérialiste du peuple argentin ». La F.S.M. ajoute : « La meilleure façon de créer les conditions efficaces de défense de la souveraineté nationale est de rétablir intégralement les libertés démocratiques et les droits syndicaux en Argentine ».

● A PARIS, le Quai d'Orsay a fait savoir ce mardi 4 mai que le gouvernement français

« observe avec consternation l'évolution de la situation ». Le conflit des Malouines fait l'objet ce même jour d'une discussion entre les directeurs politiques des ministères des affaires étrangères des pays membres de la Communauté, réunis à Bruxelles. M. Tindemans, président belge du conseil des ministres de la C.E.E., a déclaré lundi que la Communauté n'a subi aucune pression de la part d'un ou plusieurs de ses membres afin de modifier sa position : « Rien n'est changé pour le moment et il n'y a aucune tendance à un changement », a-t-il dit.

On sait que les Dix ont imposé, le 10 avril, un embargo sur toutes les importations en provenance d'Argentine et demandé le retrait immédiat des forces argentines de l'archipel des Malouines. Les Dix ont toutefois marqué leur souhait de voir prévaloir un règlement pacifique et fixé au 17 mai la date limite pour l'application des sanctions contre Buenos-Aires, avec possibilité de reconduction.

BUENOS-AIRES : l'unité nationale est plus solide que jamais

Correspondance

Buenos-Aires. — Le croiseur *General-Belgrano*, atteint par plusieurs torpilles, dimanche 2 mai, à 250 kilomètres à l'est de la Terre de Feu, a coulé au fond des eaux de l'Atlantique sud. L'état-major conjoint l'a admis dans un communiqué diffusé lundi après-midi 3 mai. On apprend un peu plus tard que cent vingt-trois membres de l'équipage sur mille quarante-deux avaient pu être recueillis.

Cette attaque menée en dehors de la zone de blocus établie vendredi dernier par la Grande-Bretagne ne fait que confirmer, aux yeux des autorités argentines, la décision du gouvernement de Mme Thatcher de frapper fort, où et quand il le jugera nécessaire pour parvenir à ses fins. Elle démontre également l'efficacité des sous-marins de la Royal Navy qui pourraient, dans les prochaines heures, porter des coups meurtriers à d'autres unités de la marine argentine.

On estime, dans les milieux militaires, que le calme des dernières quarante-huit heures autour des Malouines n'est que le prélude à une nouvelle offensive contre l'île Soledad, encore appelée la Grande-Malouine, apparemment plus vulnérable.

L'état-major argentin sait que les possibilités de contre-attaque de sa force aérienne sont limitées. Sa tactique est donc essentiellement défensive. On estime que l'objectif final de la Grande-Bretagne est la reconquête partielle ou totale de l'archipel des Malouines et que l'attaque lancée contre la flotte argentine vise surtout à décourager l'adversaire. Si plusieurs bâtiments étaient mis rapidement hors de combat, l'impact sur l'opinion publique serait certes très fort. Il n'en reste pas moins que la véritable bataille se livrera sur les îles récupérées par Buenos-Aires il y a un mois.

La question est donc de savoir pendant combien de temps la forte-

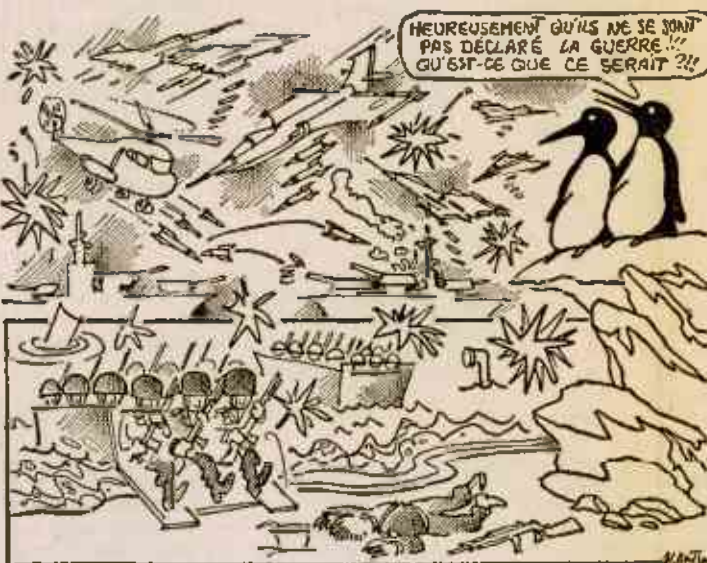
resse, patiemment édifiée depuis le 2 avril pour résister aux assauts des troupes britanniques et quel est le prix que l'Argentine est prête à payer pour la défense de ce territoire.

Une chose est certaine : le moral de la population reste élevé et l'unité nationale plus solide que jamais. Rares sont les Argentins qui estiment que leur pays devrait se plier à « diktat » de Londres et de Washington. Le rejet de la nouvelle proposition de M. Haig (1), transmise à Buenos-Aires par le président du Pérou, a été bien accueilli par une opinion publique de plus en plus hostile aux Etats-Unis.

Tous les dirigeants politiques et syndicaux soutiennent qu'un cessez-le-feu serait à l'heure actuelle catastrophique pour l'Argentine, mais ils savent aussi qu'il faudra arrêter les hostilités avant que les pertes en vies humaines et le coût politique d'une défaite ne soient trop lourds. Quelle sera l'attitude d'une population qui prend de plus en plus conscience de la gravité de la situation, mais qui n'a pas encore vraiment « vu » la guerre, si les combats deviennent de plus en plus meurtriers ? Un leader politique nous a déclaré : « Les réactions du peuple argentin sont imprévisibles ». Les dirigeants de la « multipartite » paraissent, en tout cas, décidés à soutenir les forces armées jusqu'à ce qu'apparaisse une possibilité de paix à peu près honorable. « A ce moment-là », affirme l'un d'eux, la décision de continuer ou de cesser la lutte n'appartiendra plus seulement aux militaires. »

JACQUES DESPRES.

(1) Elle ne comporte en fait qu'une seule nouveauté par rapport au plan de paix de M. Rangan : l'administration provisoire est confiée à plusieurs pays, le Pérou, le Venezuela et le Canada élisent aux côtés de l'Argentine, de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis.



(Dessin de PLANTU.)

La maîtrise du ciel et de la mer

(Suite de la première page.)

Le torpillage du croiseur *General-Belgrano* pourrait devenir gênant pour les Britanniques s'il se confirme que plus de neuf cents marins argentins sont morts dans les eaux glacées de l'Atlantique sud. Le *General-Belgrano* a reçu deux torpilles du sous-marin britannique à propulsion nucléaire *Conqueror*, alors qu'il se trouvait au sud des Malouines, en dehors de la zone de guerre des 200 milles.

Le ministère de la défense soutient cependant que le croiseur représentait une « menace significative pour la Grande-Bretagne » et qu'il était « déraisonnable d'attendre une zone d'interdiction ».

Est-ce la véritable première « bavure » ? L'incident illustre en tout cas les difficultés de doser la riposte et de tenir constamment la balance égale entre les pressions militaires et les initiatives diplomatiques. Sans l'avouer, on craint à Londres que le torpillage du *General-Belgrano* affecte le large soutien que la Grande-Bretagne a reçu de la communauté internationale, notamment aux Etats-Unis, et en Europe occidentale, et n'amène le Conseil de sécurité des Nations unies à intervenir. Or l'un des objectifs du secrétaire au Foreign Office, M. Francis Pym, lors de son séjour à New-York, a été de tout faire pour éviter le renouveau de ce Conseil. L'heure d'une solution négociée n'est pas plus proche ; les milieux dirigeants britanniques sont convaincus que la pression militaire devra encore être accrue pour amener la junte de Buenos-Aires à retirer ses troupes des Malouines.

En moins de quatre jours après

l'entrée en vigueur du blocus maritime et aérien, le vendredi 30 avril, la force d'intervention s'est assurée la maîtrise du ciel et de la mer. La supériorité technique des équipements et le professionnalisme des soldats ont largement compensé les inconvénients dus à l'éloignement des bases et à trois semaines de voyage. Les questions posées au début de la crise sur le rapport des forces entre la Grande-Bretagne et l'Argentine ont été tranchées à l'avantage de la première. Une contre-offensive de Buenos-Aires ne saurait être exclue : on estime à Londres qu'elle pourrait peut-être infliger de lourds dégâts à la flotte, mais qu'elle se terminerait par la destruction d'une grande partie de l'aviation argentine.

Pour parer à toute éventualité, la Grande-Bretagne renforce son corps expéditionnaire. La réquisition du paquebot de luxe *Queen Elizabeth II*, connu des Anglais autres navires et d'un porte-conteneurs destiné à transporter des hélicoptères et peut-être même de nouveaux chasseurs Sea Harrier. Le *Queen Elizabeth II*, transportera au moins trois mille hommes vers les Malouines en une dizaine de jours seulement. Ces soldats, qui viennent de subir un entraînement intensif dans le centre du Pays de Galles, au relief proche de celui des Falkland, seront appelés à renforcer le contingent qui tentera un débarquement, soit plus vraisemblablement à constituer la garnison qui assurera la sécurité des Malouines après le départ, volontaire ou forcé, des troupes argentines.

DANIEL VERNET.

Sainte-Lucie

Les conservateurs ont remporté les élections législatives

Castries (A.F.P.). — Le parti conservateur pro-occidental U.W.P. (United Workers Party) a remporté, le lundi 3 mai, les élections législatives dans la petite île anglophone de Sainte-Lucie, au sud de la Martinique.

Selon des résultats officiels, il remporte 14 des 17 sièges au Parlement. Le parti travailliste S.L.P. (Saint Lucia Labour Party, gauche modérée), vainqueur du dernier scrutin, en juillet 1979, n'obtient que 2 sièges. Le grand-battu de la consultation est le parti travailliste progressiste (P.L.P., pro-cubain), qui n'obtient qu'un siège.

Cette consultation revêtait un intérêt très supérieur à ce que suggère la dimension du jeune Etat (622 kilomètres carrés), ou sa population : cent vingt mille habitants, dont soixante-quinze mille électeurs. La compétition, en effet, opposait trois hommes, les chefs de file des trois formations en présence, qui sont, chacun à sa manière, des symboles dans toute la Caraïbe : M. John Compton, leader de l'U.W.P., un avocat conservateur au pouvoir durant les quinze années précédentes, l'indépendance, acquise en février 1979, et qui en avait été

chassé par des émeutes quelques mois plus tard ; M. Peter Josie, aujourd'hui figure de proue du parti travailliste, qui avait remporté l'U.W.P., et dont les trente mois de gestion sont largement considérés comme une faillite ; et M. George Odum, ancien vice-premier ministre, ancien ministre des affaires étrangères du gouvernement travailliste, un des plus brillants des jeunes « radicaux » des Antilles anglophones, ami et émule de M. Maurice Bishop, premier ministre de l'île voisine de Grenade et lui-même admirateur de M. Fidel Castro. L'échec de M. Odum, qui avait quitté le S.L.P. pour fonder le P.L.P., est aujourd'hui patent : il n'a même pas retrouvé son siège au Parlement ; c'est son frère qui remporte le seul siège du P.L.P.

M. Compton, dont le slogan, durant la campagne électorale, était « *Chrétiens toujours, communistes jamais !* », entend suivre, pour Sainte-Lucie, le modèle dit « portoricain » d'ouverture aux capitaux étrangers. M. Compton s'était, à Pâques dernier, déplacé dans l'île voisine de la Barbade pour y rencontrer le président Ronald Reagan, qui y passait des vacances.

Dans la presse britannique

Du patriotisme à la xénophobie

« L'Argentine est dirigée par une junte de bouffons qui n'ont pas dit à leurs concitoyens la vérité sur ce qui se passe », écrit le *Daily Express* ce mardi 4 mai. Ce jugement sévère est généralement partagé par la presse britannique dans son ensemble. Pour nos confrères d'outre-Manche, l'ineptie des responsables argentins à reconnaître l'ampleur de leurs pertes militaires, la fanfaronnerie et le flot de leurs déclarations, sont le signe d'une grave déficience.

Mépris pour les dirigeants argentins

Les journaux britanniques ironisent en particulier sur le communiqué selon lequel « des indications » font « présumer » aux chefs d'état-major de Buenos-Aires que le croiseur *General-Belgrano* a été coulé. Dans un article daté de la capitale argentine, le *Times* s'apitoie de manière significative sur le triste sort d'une presse condamnée à diffuser des nouvelles qu'elle sait fausses sur le déroulement des opérations.

Parfois analysé de manière approfondie, le contraste entre deux conceptions du pouvoir et de l'information est en filigrane dans la « couverture » du conflit par les journaux britanniques. Certains choix sont-ils innocents ? On peut noter la différence entre les portraits des dignitaires argentins, rajustés dans des uniformes et dans des poses qui pouvaient rappeler ces derniers jours au lecteur des souvenirs d'opérettes, et la photo de Mme Thatcher, publiée ce mardi à la une du *Guardian*, où l'on voit simplement, comme le dit la légende, une dame « détendue » et souriante, revenant de son week-end aux Chequers. Le *Daily Express* montre en prime, également en une, le bouquet de fleurs du premier ministre et commente : « Le pouvoir des fleurs, Maggie hier. »

« On vous a eus », titre le *Sun*. « Cet homme a une place dans l'histoire », écrit le *Daily Mail* à côté du portrait en pied, mais sur les hanches, du pilote de la R.A.F. Bertie Penfold, qui a abattu le premier Mirage argentin aux commandes de son Harrier. De façon très anglaise, il ajoute : « C'était triste de voir un

avion exploser, mais il fallait le faire. »

Le mépris évident de la presse britannique pour les dirigeants argentins, dont la chute prochaine est prévue par plusieurs organes de presse, et non des moins respectables, glisse parfois, insensiblement ou de façon plus ouverte, à la xénophobie. C'est la société argentine tout entière qui est alors tournée en dérision. Le *Daily Telegraph*, qui condamne comme ses confrères « la campagne de mensonges » de Buenos-Aires, sent ce danger et essaye de rectifier le tir : « La junte Galtieri attire singulièrement pour la sympathie. Ses successeurs seront probablement pires. La sympathie doit aller au peuple argentin », estime le quotidien conservateur.

La plupart des journaux britanniques estiment en tout cas que la pression militaire exercée par la Grande-Bretagne va s'accroître dans les prochains jours. Le gouvernement pense que celle-ci « devra être appliquée plus longtemps et probablement intensifiée, et les ministres sont de plus en plus pessimistes sur les chances d'une ouverture diplomatique », écrit le *Financial Times*.

La crédibilité de l'alliance atlantique

Le *Times*, dans un éditorial, s'interroge sur les risques d'intervention soviétique mais conclut par une défense et illustration du pari de Mme Thatcher. La crédibilité de l'alliance atlantique en matière de dissuasion « a été considérablement renforcée à la fois par la décision des Etats-Unis de soutenir leur principal allié — en dépit des difficultés inter-américaines que cela pose — et par le spectacle qu'offre la Grande-Bretagne dans sa détermination à user de la force pour faire respecter les lois internationales et protéger ses citoyens. La perspective de voir les stratèges soviétiques pecher en eau trouble dans l'Atlantique sud est peut-être inquiétante, mais il y a plus important, et c'est que la loi doit être observée et la crédibilité d'une politique de dissuasion assurée partout où celle-ci est susceptible de s'appliquer », estime le quotidien britannique. — D. Dh.

La fin du « General-Belgrano »

Buenos-Aires (A.F.P.). — La marine argentine a engagé une dramatique course contre la montre pour tenter de sauver les rescapés du naufrage du croiseur *General-Belgrano* qui a sombré avec mille quarante-deux hommes après avoir été torpillé par un sous-marin britannique.

Les recherches avaient permis, lundi soir à 24 heures locales (3 heures G.M.T. mardi), de recueillir cent vingt-trois survivants. D'autres marins auraient été localisés à bord de chaloupes dérivant au sud des Malouines. L'obscurité, mais surtout les conditions météorologiques rendent les opérations de secours très délicates.

Selon Buenos-Aires, l'endroit où le *General-Belgrano* a coulé — par 55 degrés 24 minutes de latitude sud et 61 degrés 32 minutes de longitude ouest — se trouve à 38 milles (67 kilomètres environ) en dehors de la zone maritime exclusive de 200 milles (370 kilomètres) délimitée par la Grande-Bretagne pour imposer le blocus des Malouines.

Dans cette région, l'océan est très agité. De plus, des brouillards intenses empêchent toute visibilité. L'état-major a annoncé

que les fils de trois amiraux de la flotte s. trouvaient parmi l'équipage.

Selon l'état-major, le croiseur a été touché par une seule torpille et a sombré sous les coups redoublés de vagues particulièrement fortes.

Le personnel des hôpitaux et des centres de soins du territoire argentin de la Terre de Feu a été mobilisé pour recevoir les marins blessés ou brûlés. Le naufrage du *General-Belgrano* a causé une grande stupeur en Argentine. Dans la soirée de lundi, l'amiral Jorge Anaya, commandant de la flotte, a adressé un message à ses hommes dans lequel il souligne que cette tragédie représente « la part du sacrifice que la marine offre à la patrie dans les dures circonstances historiques que traverse le pays ».

Quelques heures après avoir annoncé que le *General-Belgrano* avait sombré, l'état-major reconnaissait qu'un autre bâtiment, l'avisos *Altezo-Sobral*, avait été endommagé par la marine britannique, lundi, alors qu'il tentait de porter secours à un pilote qui avait dû s'éjecter de son appareil au large des Malouines.

● Trois délégués du Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.), dont un médecin, ont quitté Buenos-Aires lundi 3 mai à destination des villes de Rio-Gallegos, Puerto-Deseado et Comodoro-Rivadavia, d'où ils se rendront, si la situation le permet, dans l'archipel des Malouines, a annoncé à Genève un communi-

qué du C.I.C.R. Cette mission fait suite à une série d'entretiens avec les autorités argentines, au cours desquels le C.I.C.R. avait fait part de sa préoccupation quant à la situation de la population civile vivant dans l'archipel ainsi que dans les villes du sud de l'Argentine. — (A.F.P.)

Le Monde DE L'EDUCATION

APPRENDRE UN METIER

L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

L'alcoolisme et les jeunes

Où en est le congé formation ?

INFOS PRATIQUES Des aides pour les vacances

MALOUINES

Conserver l'initiative pour maintenir la pression militaire

une opiniâtreté que l'on ne vraisemblablement attendre Mme Thatcher, la Grande-Bretagne maintient sa pression militaire sur les Malouines et applique, constance, ce qu'elle avait prévu : un blocus naval et aérien complet, autour d'un territoire sur lequel elle ne cesse de prosa souveraineté nationale.

Le torpillage du croiseur argentin *General Belgrano*, apparemment en de la zone d'interdiction des mines décrétee par Londres au début de la crise, participe aussi de la politique qui consiste à neutraliser pour rendre encore plus créna la volonté d'arriver à ses fins ce qui, sur mer ou dans les airs, peut sembler une menace contre les intérêts de guerre britanniques. Les approches des îles ne cessent.

Les marins aiment à le dire, la guerre sur mer est une affaire professionnelle déterminée par des calculs très graves : populations civiles, et c'est tout. Cet aspect-là des choses rend quasi inéluctable, justement, malgré la souplesse des moyens engagés, le début du mois d'avril, la Grande-Bretagne s'est avancée à vapeur vers son objectif, pour le temps aux diplomates, elle a agi méthodiquement, logique, sans réellement dissimuler ses intentions. Elle a choisi de son entrée en scène dans la Géorgie du Sud pour matérialiser une volonté politique, prévenir vis-à-vis, traduire en actes l'air de la détermination du Royaume-Uni et, du même coup, créer une base de redéploiement à l'intérieur de la zone sur laquelle Thatcher veut imposer un blocus que censé faciliter une reconquête des Malouines, isolées et

ces préliminaires, la détermination s'étale, aujourd'hui, aux yeux de tous. Le bombardement de Port-Stanley est l'une des phases de cette tactique, qui les avions de combat argentins certaines acrobaties, compte les distances à couvrir, et les avions de transport à prendre pleinement de gros risques. Le rôle du croiseur et d'un sous-marin argentin est une autre qui illustre le désir des Américains de faire le vide sur la mer dans une perspective de démantèlement de l'hiver austral implique les opérations aériennes et toute perspective de démantèlement, la Grande-Bretagne se fonde, en principe, de conserver l'initiative et cela la condamne à accepter d'une escalade qu'il n'est

tout si, comme c'est sans doute le cas, des actions initiales de bombardement et de torpillage ont émoussé la volonté de résistance des Argentins aux Malouines.

Mais ce qui frappe aussi dans ce conflit, c'est l'utilisation que font les Britanniques de toute leur panoplie d'attaque, en mêlant les moyens de l'immédiate après-guerre aux instruments de combat les plus modernes.

Le bombardement de Port-Stanley est le fait d'un *Vulcan* — venu de l'île de l'Ascension — dont certains exemplaires avaient été antérieure-

LES PAQUEBOTS A LA RESCOURSSE

La Royal Navy réquisitionne les paquebots britanniques pour les utiliser comme transports de troupes. Une longue aventure aux Falkland vaut bien une croisière conventionnelle aux Bahamas.

Si la Norvège avait à défendre ses fjords et Panama son canal, ils pourraient compter chacun sur treize navires. Si la Grèce était attaquée aux Cyclades et l'Italie dans le détroit de Messine, Athènes et Rome « mettraient sur zone » trente et un et dix paquebots.

Sur ce chapitre, l'U.R.S.S. avec neuf bâtiments dispose d'une supériorité confortable sur les Etats-Unis.

Bon dernier dans l'armée des grandes puissances maritimes, la France : trois navires dont le plus prestigieux, le *Mermoz*, a été construit en 1956.

Tremblez, Français des Kerguelen, de Crozet et des Marquises ! — F. GR.

ment ressortie de la réserve pour la circonstance. Il y a tout lieu de penser que sa navigation vers sa cible a été aidée par des balises de guidage implantées clandestinement aux Malouines par des commandos britanniques. Mais l'intervention du *Vulcan* démontre que les Anglais ne souhaitent pas trop approcher leurs porte-aéronefs et, donc, que le rayon d'action des *Harrier* embarqués pose encore des problèmes lors d'un bombardement à pleine charge.

D'autre part, le torpillage du *General Belgrano* témoigne de la maîtrise de la marine britannique sur ses sous-marins d'attaque lance-torpilles, à propulsion nucléaire, qui sont aujourd'hui les « capital ships » des grandes flottes dans les pays développés. Mais il est vrai aussi qu'il ne s'agit pas d'un exploit militaire convaincant, la marine argentine étant pratiquement dépourvue de

WASHINGTON : le zèle anglophile du Pentagone contraste avec l'embarras du département d'Etat

Correspondance

Washington. — Le torpillage du *General Belgrano* et la disparition d'un grand nombre des membres de l'équipage ont créé un malaise au Département d'Etat, où l'on redoute maintenant que les hostilités ne dépassent les limites que s'étaient fixées les Britanniques. Mais les pertes en vies humaines, dit-on, doivent stimuler et accélérer la recherche d'une solution négociée. En fait, bien que d'accord avec les Britanniques sur le principe de « forcer la négociation » par des opérations limitées, on craint que les initiatives militaires de la Grande-Bretagne ne rendent encore plus difficiles les efforts des diplomates. Certains spécialistes des problèmes de l'Amérique latine estiment que les Britanniques méconnaissent la mentalité latino-américaine en se lançant dans des opérations qui ne peuvent que confirmer les dirigeants argentins dans leur « intransigeance ». Démoraliser l'adversaire est une chose, l'humilier en est une autre, disent-ils en notant que les marins sont les éléments les plus durs et les plus irresponsables de la junte de Buenos-Aires.

Bref, on se demande si, en envoyant par le fond le *General Belgrano*, les Britanniques n'ont pas torpillé aussi les faibles chances de l'initiative de paix prise par le président péruvien Belaunde Terry. Certes Buenos-Aires avait déjà répondu négativement au plan péruvien dont les sept points représentaient des variantes de propositions américaines antérieures (cessez-le-feu, évacuation des forces argentines concomitante avec le retrait des forces navales britanniques, administration temporaire tripartite en attendant la négociation sur la souveraineté). Mais l'envoi à Lima du général Iglesias et de l'amiral Moya, proches collaborateurs du président Galtieri, entretient l'espoir que le plan péruvien n'est pas définitivement enterré.

Pour sa part, M. Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, n'a pas été inactif. Dans une série de rencontres avec les membres du Conseil de sécurité, il a soumis lundi diverses formules de compromis dans lesquelles l'organisation internationale serait appelée à jouer un

rôle majeur. Ainsi les Nations unies pourraient assumer l'administration des îles, administration à laquelle participeraient les Britanniques et les Argentins. Le drapeau de l'organisation internationale flotterait sur les Malouines en attendant le retrait des forces argentines et britanniques, retrait qui serait supervisé par un contingent de l'O.N.U. Les négociations sur le fond pourraient alors s'engager, sous l'autorité d'un représentant du secrétaire général, sur le modèle des conversations entre les deux communautés à Chypre. Avant de rentrer à Londres M. Pym a déclaré qu'il n'excluait pas un rôle des Nations unies, mais que le moment n'était pas encore venu pour l'organisation internationale de l'assumer.

Au Pentagone, on pense que les Britanniques débarqueront prochainement aux Malouines, sans attendre l'arrivée des forces amphibies. Ils ne livreraient pas assaut à Port-Stanley, mais des centaines d'hommes de commando prendraient pied en divers points de l'île. Les opérations s'effectueraient dans le contexte de la guerre psychologique visant à démoraliser l'adversaire, dont les forces stationnées aux Malouines sont maintenant isolées.

Jusqu'à nouvel ordre, l'assistance américaine aux Britanniques ne va pas au-delà de la communication de renseignements et de facilités de ravitaillement en carburant pour les navires et avions faisant escale à l'île de l'Ascension. Mais si les Britanniques le demandaient, les Américains seraient prêts à mettre à leur disposition les gros appareils cargos C 5 A pour le transport de matériel (radios, radars, etc.) et même des munitions. En même temps, les Américains pourraient contribuer au système de rotation établi par la Royal Navy, et auquel participent soixante quinze navires faisant la navette entre l'île de l'Ascension et les bâtiments près des Falkland. Le zèle des militaires du Pentagone à coopérer avec les Britanniques contraste sensiblement avec les réserves et l'embarras du département d'Etat, désireux de ne pas couper définitivement les ponts avec Buenos-Aires.

HENRI PIERRE.

MOSCOU : l'agence Tass dénonce la « politique impérialiste globale » des Etats-Unis et de l'OTAN

De notre correspondant

Moscou. — L'Union soviétique est sortie, lundi 3 mai, de sa réserve pour mettre en garde à la fois la Grande-Bretagne et les Etats-Unis contre les possibles

toutes ses manifestations », est convaincue que le rétablissement du statut colonial sur ces îles est « inadmissible ». L'U.R.S.S., ajoute l'agence, estime que le conflit



■ L'Europe prend ses distances d'avec Londres

3217

2

Bruxelles, mardi.

Les dix directeurs politiques de la Communauté européenne se sont réunis, hier après-midi, à 15 heures, au

de notre
correspondant
Claude MONIQUET

château de Val-Duchesse, dans les environs de Bruxelles. Leur but : déterminer s'il y a lieu, pour les Etats membres de la Communauté, de prendre une nouvelle position dans la crise qui oppose Londres à Buenos Aires, au sujet des Malouines.

C'est le recours de la Grande-Bretagne à la force et le torpillage du croiseur argentin, avant-hier, qui sont à l'origine de cette nouvelle réunion. Toutefois, elle était prévisible depuis quelques jours déjà. C'est qu'en effet, depuis l'attaque contre la Géorgie du Sud, il y a une dizaine de jours, et le bombardement de Port-Stanley, durant le week-end dernier, l'unanimité des neuf partenaires de Londres dans le soutien à la capitale britannique s'effrite sérieusement. Derrière une façade qui se lézarde, commencent à se faire jour des clivages profonds.

A l'heure actuelle, le plus inquiet des alliés de Londres,

c'est certainement l'Allemagne fédérale. Il faut, en effet, avoir présent à l'esprit que Bonn est le premier partenaire commercial de Buenos Aires en Europe — depuis le début de l'année, l'Allemagne a vendu pour plus de 2 350 000 000 de DM de produits à l'Argentine — le boycottage économique de l'Argentine grève donc lourdement la balance commerciale ouest-allemande. Jusqu'ici, le chancelier Schmidt pouvait espérer que le conflit se réglerait diplomatiquement, il a d'ailleurs insisté personnellement auprès de Mme Thatcher pour qu'il en soit ainsi. Le 28 avril dernier, déjà, M. Genscher, ministre des

Affaires étrangères, déclarait qu'il « ne s'agissait pas de remettre un chèque en blanc à la Grande-Bretagne, au nom de la solidarité européenne ». Du côté des Italiens et des Danois aussi, on est mécontent, et c'est peu dire, du tour que prennent les choses. Un fonctionnaire italien, membre de la délégation de son pays aux Communautés, nous déclarait, hier après-midi : « Fort de sa position, de son bon droit et de l'appui de ses alliés, le gouvernement de Mme Thatcher aurait pu choisir de résoudre pacifiquement le conflit avec l'Argentine. A quoi rime le recours à la force ? A quoi riment ces morts et ces blessés ? En

vérité, il nous apparaît clairement que Mme Thatcher a voulu faire une opération de propagande pour son gouvernement, opération qui pourrait bien nuire aux intérêts de ses partenaires. » Enfin, de source bien informée, on apprenait, mardi après-midi, que la République d'Irlande comptait demander à ses partenaires l'arrêt des sanctions contre l'Argentine et, même, demander la convocation d'urgence du Conseil de sécurité des Nations unies. On le voit, tous les éléments étaient réunis pour faire de la réunion d'hier une confrontation plutôt qu'une consultation...

C. M.

ce en chef ! La réaction des journalistes fut immédiate : elles se mirent en grève contre ce licenciement

visiblement d'évincer la rédaction contestatrice d'« Antoinette » avant la tenue du 41^e congrès de la

maliser une rédaction oppositionnelle...

Jean-François RICHARD

pour la durée du travail, c'est-à-dire d'engager dans un premier temps des négociations syndicats-patronat en vue de

modification... de l'enveloppe budgétaire ne constituerait qu'une solution amputée », explique-t-on au CNPF.

Corse privée de courrier

Pres de 500 000 lettres et objets divers sont maintenant en souffrance à Ajaccio au 20^e jour de la grève des facteurs. Et on nous prédit des actions d'une plus grande ampleur. Il ne manque pas de boutefeux qui voudraient transformer un conflit salarial catégoriel en une épreuve de force dont la population pâtirait bien plus encore.

Ce que réclament les grévistes ? Neuf emplois nouveaux alors que la direction ne leur en accorde que cinq et la prime d'insularité « permettant de palier la cherté de la vie supérieure en Corse de plus de 20 % par rapport au continent ». Cette seconde revendication est évidemment le gros écueil car le gouvernement n'ignore pas que s'il « lâchait » la prime d'insularité aux PTT, les autres fonctionnaires à leur tour s'engouffreraient dans la brèche... Si bien que chacun campe sur ses positions. Le lampiste, lui, ne cache pas sa déconvenue. Il pensait naïvement qu'un compromis sur

arrangement loyal entre gens qui parlent le même langage politique vaudrait mille fois mieux qu'une très mauvaise grève. Il faut déchanter ! Déjà, les socioprofessionnels ont décidé d'attaquer en justice l'administration des PTT pour « non respect des charges du service public ».

Il faut dire aussi que pour les professionnels du tourisme, le mois de mai est celui où sont enregistrées le plus de réservations. Bref, la paralysie d'un secteur-clé comme celui des postes, entraîne maintenant celle de l'économie d'une ville, d'une région.

J. L.

CITROEN Incidents à Levallois-Perret manifestation aujourd'hui à Paris

Des incidents se sont déroulés selon la CGT entre grévistes de la CGT et non-grévistes de la CSL, hier matin à l'entreprise Citroën de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine). D'après la CGT, c'est lors d'un débrayage hier matin dans les ateliers moteurs de l'entreprise Citroën de Levallois-Perret que « plusieurs dizaines de membres de la CSL, armés de

matraques, se sont jetés sur les grévistes qu'ils ont chassés de l'usine ». Trois grévistes ont été blessés, ajoute la CGT. D'autre part, toujours selon la CGT, des distributeurs de tracts de ce syndicat qui se trouvaient mardi en début d'après-midi à la sortie de la station de métro Pont de Levallois ont été encadrés par plusieurs dizaines de personnes armées de matraques qui les ont contraints à se déplacer et à cesser leurs activités.

Les unions départementales CGT et CFDT et la section départementale de la FEN de Seine-Saint-Denis appellent à une manifestation aujourd'hui à 16 heures place des Ternes à Paris, pour apporter leur soutien aux grévistes de l'usine Ci-

281 b

TRADUCCION

DIARIO LE QUOTIDIEN DE PARIS DEL 5 DE MAYO DE 1982

EUROPA TOMA SUS DISTANCIAS CON RESPECTO A LONDRES

BRUSELAS , martes.

Los diez directores políticos de la COMUNIDAD EUROPEA se han reunido ayer a las 15hs en el Castillo de VAL DUCHESSE, en los alrededores de BRUSELAS. Su meta: determinar si cabe, para los estados miembros de la COMUNIDAD EUROPEA, el tomar una nueva posición en la crisis que opone LONDRES a BUENOS AIRES por las MALVINAS.

Lo que dá origen a esta nueva reunión fue el recurso a la fuerza de GRAN BRETAÑA y el torpedeo del crucero argentino GENERAL BELGRANO. De todas formas era previsible desde hace algunos días. Es que en efecto luego del ataque a las GEORGIAS DEL SUR, hace ya unos diez días, y el bombardeo de PUERTO STANLEY (PUERTO ARGENTINO) el último fin de semana, la unanimidad de los nueve compañeros de LONDRES en su sostén a la capital británica se desmorona seriamente. Detrás de una fachada que se agrieta, comienzan a aparecer a la luz profundos fisuras.

Hasta el momento el más inquieto de los aliados de LONDRES es sin duda ALEMANIA FEDERAL. Hay que tener presente que BONN es el primer aliado comercial de BUENOS AIRES en EUROPA desde principio de año. ALEMANIA ha vendido a ARGENTINA productos por más de 2.350000000 DM, ergo el boycott comercial a ARGENTINA grava de forma importante la balanza comercial alemana. Hasta acá el Canciller SCHMIDT podía esperar que el conflicto se arregle por vías diplomáticas, y hasta ha insistido personalmente ante THATCHER para que ello se produzca. El 28 de abril último, ya el Ministro de Relaciones Exteriores señor GENSCHER declaraba: " no se trata de emitir un cheque en blanco a favor de GRAN BRETAÑA, en nombre de la solidaridad europea. Por el lado de los italianos y de los daneses también se nota el descontento, y eso es poco, con el aspecto que van tomando las cosas. Un funcionario italiano, miembro de la delegación de su país en la COMUNIDAD, nos declaraba ayer por la tarde : " Seguro de su posición, de su derecho y del apoyo de sus aliados, el gobierno de la señora THATCHER, hubiese podido elegir el resolver pacíficamente el problema con ARGENTINA. Con que rima el recurso a la fuerza ? Con qué riman todos esos heridos y esos muertos ? En realidad, nos parece claro que la señora THATCHER ha querido hacer una operación de propaganda para su gobierno, operación que podría perjudicar los intereses de sus "compañeros." En fin de fuentes bien informadas, se supo el martes por la tarde que la REPUBLICA DE IRLANDA quería pedir a los otros miembros de la COMUNIDAD el cese de las sanciones contra ARGENTINA y , hasta el pedir la convocación del CONSEJO DE SEGURIDAD con carácter de urgencia.

Se vé, todos los elementos están reunidos para hacer de la reunión de ayer un enfrentamiento más que una consulta.-

LE MATIN- Miércoles 5 de Mayo de 1982.-

LA GUERRA, DESGRACIADAMENTE ES LA GUERRA !

Más allá de esta preocupación humanitaria, la actitud de los países de la CEE y de los EEUU, al menos, es turbadora. Se tiene la impresión que los responsables de las democracias occidentales han descubierto este último fin de semana, que la estrategia adoptada por Thatcher desde el principio de la crisis iba originar una batalla naval y, por lo tanto, muertos. Se conoce, desgraciadamente!, pocas guerras sin víctimas y no se ve como ésta habría sido una excepción a la regla... Hay, por parte de los aliados de Gran Bretaña, una hipocresía que da lástima, ahora, sobre la suerte de los Argentinos desaparecidos.

Es una manera, para Washington, de atenuar el fracaso de las diversas iniciativas diplomáticas de Haig ? El Secretario de Estado Americano, corriendo entre Londres y Buenos Aires, no tuvo nunca una posición limpiada y coherente en este conflicto; trató de conciliar argumentos que sabía inconciliables. Frente a los últimos desarrollos, su línea de conducta tiene la misma ambigüedad ya que acaba de declarar: "Hasta ahora Bs As no ha hecho prueba de la flexibilidad necesaria. Se podría extraer la conclusión que la trágica reciente pérdida de vidas humanas, asociada a la pérdida de su crucero, contribuyó a mantener su intransigencia". Esto qué quiere decir ? Visiblemente, el embarazo de los dirigentes occidentales ha llegado al límite. Pero podrían, ahora, "abandonar" a Thatcher después de haberle asegurado, ayer, su apoyo ? Si psicológicamente el drama del crucero estrema la opinión, política y diplomáticamente los aspectos del conflicto no han cambiado.



1117

EXTRA

subject

CA STRONG

we arrange

La guerre, hélas! c'est la guerre

WASHINGTON « regrette » les pertes en vies humaines dues à la destruction du croiseur argentin *General Belgrano* coulé par un sous-marin britannique. Van der Stoep, ministre néerlandais des Affaires étrangères, a exprimé son extrême inquiétude devant l'escalade de la guerre des Malouines, rejoint, en cela, par le gouvernement de Bonn. Claude Cheysson, notre ministre des Relations extérieures, qualifiait de son côté d'« événement horrible » le torpillage du croiseur. Quant à la République irlandaise, elle a demandé à la CEE de lever les sanctions décrétées contre l'Argentine le 16 avril dernier.

Ces réactions des alliés naturels de la Grande-Bretagne répondent à une logique humanitaire qui ne devrait surprendre personne. Comment se pourrait-il que les capitales occidentales applaudissent à la mort de marins argentins et jettent de l'huile sur le feu ? Tous les partenaires européens comme ceux de l'OTAN n'ont, à l'évidence, aucun intérêt à une aggravation du conflit : on ne peut plus, en effet, exclure le risque d'un engrenage qui placerait les deux belligérants dans une situation que ni l'un ni l'autre n'avaient prévue ou souhaitée. La passion avec laquelle réagit le gouvernement de Buenos Aires montre à quel point les dangers d'une exaspération incontrôlable de la guerre sont réels.

AU-DELA de ce souci humanitaire, l'attitude des pays de la CEE et des Etats-Unis est, pour le moins, troublante. On a l'impression que les responsables des démocraties occidentales ont découvert, ce dernier week-end, que la stratégie adoptée par Margaret Thatcher depuis le début de la crise allait entraîner une bataille navale et, donc, des morts. On connaît, hélas ! peu de guerres sans victimes et l'on ne voit pas comment celle-ci aurait pu faire exception à la règle... Il y a, de la part des alliés de la Grande-Bretagne, une hypocrisie à s'apitoyer, maintenant, sur le sort des Argentins disparus.

EST-CE une manière, pour Washington, de gommer l'échec des diverses initiatives diplomatiques du général Alexander Haig ? Le secrétaire d'Etat américain, courant entre Londres et Buenos Aires, n'a jamais eu une position limpide et cohérente dans ce conflit ; il a cherché à concilier des données qu'il savait inconciliables. Face aux derniers développements, sa ligne de conduite est empreinte de la même ambiguïté puisqu'il vient de déclarer : « Jusqu'à aujourd'hui, Buenos Aires n'a pas fait preuve de la flexibilité nécessaire. On pourrait tirer la conclusion que la tragique récente perte de vies humaines, associée à la perte de leur croiseur, a contribué à maintenir leur intransigeance. » Qu'est-ce que cela veut dire ? Visiblement, l'embarras des dirigeants occidentaux est à son comble. Mais pourraient-ils, désormais, « lâcher » Thatcher après l'avoir, hier, assurée de leur soutien ? Si psychologiquement le drame du croiseur bouleverse l'opinion, politiquement et diplomatiquement les données du conflit n'ont pas changé.

L'URSS, en tout cas, ne fait pas dans la dentelle et n'éprouve aucun complexe à dénoncer la « nature agressive » de l'OTAN, à souligner « l'arrogance » de la Grande-Bretagne, à tenir enfin le bloc occidental pour « responsable dans son ensemble » de la guerre des Malouines...

Nos informations P. 10, 11 et 12

LE MATIN

DE PARIS
21, rue Hérold 75001 Paris
Tél. 296-16-65

Télex :

MATIN 240 443 F (France)
MATIN 240 445 F (Etranger)

Directeur de la rédaction
Claude PERDRIEL

Rédaction en chef
Guy CLAISSE - Richard LISCIA

Adjoint à la rédaction en chef
Jean-Pierre MITHOIS

Conseiller de la direction : Paul CEUZIN

Rédacteur en chef adjoint
Roger COLOMBANI

Editorialiste Jean BOTHOREL
Rédacteur en chef Magazine
Hervé CHABALIER

Administrateur général
Bernard VILLENEUVE

Directeur de la publication
Claude PERDRIEL

Ce numéro a été tiré à
248 812 exemplaires

Numéro de commission
paritaire 58 979
Membre de l'OJD



Photocomposition Photogravure
P.C.H., 21, rue Hérold, 75001 Paris

Impression
P.I.O., 1, boulevard Ney,
75018 Paris
Fac-similé

SEREPAX TELECOM

Imp. Riccobono Offset Presse, Vitrolles
— Midifax, Toulouse — Rhône Offset
Presse, Irigny — Imprimerie Loire océan
Saint-Herblain.

Directeur de la publicité
Axel BRUCKER
Adjoint : Pascal TOURY

P.A.M. immobilier :
Sylvie CAUDRELIER
Support P.A. :
Patrick BERNARD

é par la police

P. 24

Matin des Livres

3,50 F

S AIS

au
gentines
tué
portés disparus

Nombreuses arrestations en Pologne

LES manifestations et les bagarres, parfois très violentes, qui ont eu lieu lundi à Varsovie et dans plusieurs grandes villes polonaises ont immédiatement entraîné des mesures de rétorsion. Selon certaines informations, non confirmées officiellement, mille personnes auraient été arrêtées (l'agence polonaise PAP fait état de « plusieurs centaines d'arrestations »). Dans plusieurs voïvodies (départements) le couvre-feu a été rétabli, le téléphone coupé et la circulation des voitures interdite. A Lublin, les deux universités et une école ont été fermées pour une journée.

P. 14

Mauroy attaque l'opposition

P. 3

INDUSTRIE

Thomson dans le rouge

Pour la première fois de son histoire, Thomson a perdu de l'argent en 1981. Avec 180 millions de francs de perte consolidée, le groupe présidé par Alain Gomez rejoint Rhône-Poulenc au tableau des nationalisés « dans le rouge ». Et la situation ne va guère s'améliorer cette année : Alain Gomez annonce déjà un nouveau déficit en 1982.

P. 5

SECURITE SOCIALE

Elections en décembre

Les élections à la Sécurité sociale auront lieu en décembre. Nicole Questiaux a envoyé une lettre aux caisses pour les informer que le principe en avait été arrêté et leur demander de mettre en œuvre les moyens les concernant pour cette consultation.

P. 8

AUJOURD'HUI

BERNARD DAUMAN - FORUM DISTRIBUTION présentent



distribution ARTS ET MÉLODIE et FORUM DISTRIBUTION 1982

INTERDIT AUX MOINS DE 13 ANS



RESERVAS EN EUROPA

después de la muerte de 600 marinos argentinos

"Consternación en Francia, emoción en la República Federal, aprehensión en Italia, preocupación en los Países Bajos, indignación en Irlanda. La importancia de las pérdidas de vidas humanas después de la torpedeada del Crucero "General Belgrano", son el origen de estas reacciones a través Europa y el mundo occidental. Según las últimas informaciones, más de 600 marinos se dan como desaparecidos.

Pero estas tomas de posición esconden mal la misma inquietud: la de ver que el conflicto de las Malvinas toma magnitud. De pronto el sostén acordado inicialmente sin restricciones a Gran Bretaña por sus partenaires europeos dió lugar, desde ayer, a una reserva creciente. Esto es válido también para Francia.

Fue Irlanda quien se expresó más netamente: "Hemos considerado al principio que Argentina era el agresor y hemos apoyado a Londres; pero ahora es evidente que los británicos pasaron al ataque y nosotros adoptamos por lo tanto una posición neutral." El gobierno irlandés pidió a la reunión del Consejo de seguridad para que se ponga fin, lo antes posible a los combates en el Atlántico Sur. El gobierno italiano hizo lo mismo.

Las autoridades de Dublin han anunciado por otra parte que ellas "tratarían de obtener la detención de las sanciones de la Comunidad económica europea contra la Argentina."

Los directores políticos de los Diez, se encontraron precisamente ayer, en Bruselas, y no olvidaron de mencionar el asunto Malvinas. Gran Bretaña se apresuró en buscar una solución diplomática mientras que el representante de Londres pedía que fueran renovadas las sanciones económicas decididas a mitad de abril y que expiran el 17 de mayo. No se tomó ninguna decisión, pero los ministros de Relaciones Extranjeras se reunirán el 8 y el 9 de mayo próximo para hablar de cooperación política y son ellos quienes, a una semana del término, decidirán la prórroga o la anulación de las medidas tomadas hace tres semanas.

Los Diez habían suspendido todas las ventas en Buenos Aires. Luego decidieron suspenderlas durante un mes, a partir del 16 de abril, todas las importaciones provenientes de Argentina en el Mercado Común. Estas representan cerca de los dos mil millones de dólares por año.



98 M



Malouines

Réserves en Europe

après la mort de six cents marins argentins

« Consternation » en France, émotion en République fédérale, appréhension en Italie, préoccupation aux Pays-Bas, indignation en Irlande. L'importance des pertes en vies humaines à la suite du torpillage du croiseur argentin « General Belgrano » sont à l'origine de ces réactions à travers l'Europe et le monde occidental. Selon les dernières informations, plus de six cents marins sont encore portés manquants.

Mais ces prises de position cachent mal une même inquiétude : celle de voir le conflit des Malouines prendre de l'ampleur. Du coup, le soutien accordé initialement sans restriction à la Grande-Bretagne par ses partenaires européens a fait place, depuis hier, à une réserve grandissante. Cela est aussi valable pour la France.

C'est l'Irlande qui s'est exprimée le plus nettement. « Nous avons considéré au départ que l'Argentine était l'agresseur et nous avons appuyé Londres ; mais il est désormais évident que les Britanniques sont maintenant passés à l'attaque et nous adoptons donc une position neutre. » Le gouvernement irlandais a demandé la réunion du Conseil de sécurité pour que soit mis fin le plus vite possible aux combats dans l'Atlantique Sud. Le gouvernement italien a fait de même.

Les autorités de Dublin ont en outre annoncé qu'elles « chercheraient à obtenir l'arrêt des sanctions de la Communauté économique européenne contre l'Argentine ».

Les directeurs politiques des Dix se sont précisément retrouvés hier, à Bruxelles, et n'ont pas manqué d'évoquer l'affaire des Malouines. La Grande-Bretagne a

été pressée de rechercher une solution diplomatique tandis que le représentant de Londres demandait que soient renouvelées les sanctions économiques décidées à la mi-avril et qui arrivent à expiration le 17 mai. Aucune décision n'a été prise, mais les ministres des Affaires étrangères se retrouvent à Liège les 8 et 9 mai prochain pour parler de coopération politique et ce sont eux qui, à une semaine de l'échéance, décideront de la prorogation ou de l'annulation des mesures prises il y a trois semaines.

Les Dix avaient suspendu toutes leurs ventes à Buenos Aires. Ils avaient ensuite résolu d'arrêter pendant un mois, à partir du 16 avril, toutes les importations en provenance d'Argentine dans le Marché commun. Celles-ci représentent près de deux milliards de dollars par an.

Les réactions dans le reste du monde

ÉTATS-UNIS : Alexander Haig a déclaré que « la destruction tragique » du croiseur argentin risquait d'accroître l'intransigeance de Buenos Aires. « La crise, a-t-il dit, doit être résolue à terme par des négociations politiques. » Le porte-parole

de la Maison-Blanche a, de son côté, regretté les pertes en vies humaines causées par le torpillage du « General Belgrano ».

U.R.S.S. : M. Leonid Brejnev a condamné, hier, sans s'y référer explicitement, l'action de la Grande-Bretagne dans l'Atlantique Sud en s'en prenant aux forces qui se livrent à « des actes qui rappellent l'époque du brigandage colonial ».

Dans un discours prononcé au Kremlin à l'occasion de la visite d'une délégation gouvernementale du Nicaragua, le président soviétique a dit : « Si des complications périlleuses et des conflits surgissent dans l'hémisphère occidental, cela est dû précisément au fait qu'il y a des forces qui tâchent de maintenir ou de restaurer des positions de domination, d'imposer aux peuples une oppression étrangère. Elles n'hésitent pas à recourir aux menaces à la pression, au chantage et au blocus, à l'usage des armes. Elles passent aux actes qui rappellent l'époque du brigandage colonial. »

VENEZUELA : Le président du Venezuela a démenti que son pays ait envoyé des pièces détachées d'avions Mirage pour aider l'Argentine.

1.372 arrestations lors des

Pologne : couv déjà rétabli

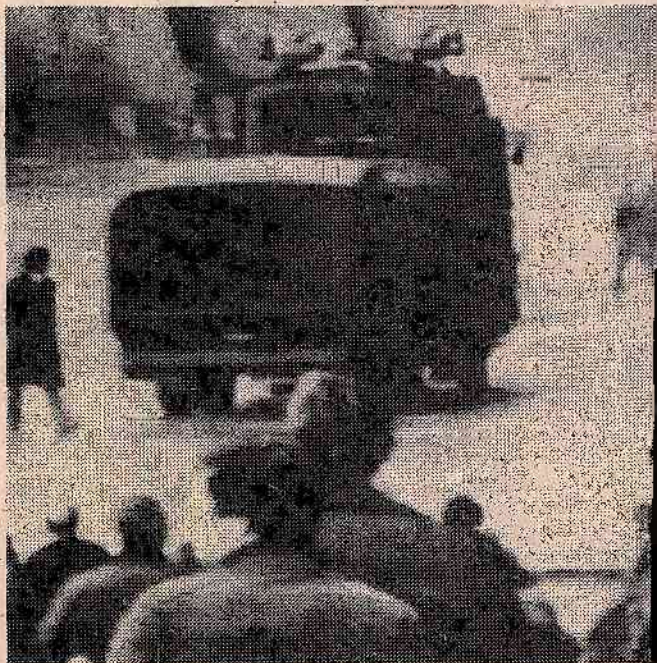
Le calme est revenu hier à Varsovie, après les affrontements de la veille entre sympathisants de Solidarité et forces de l'ordre. L'agence P.A.P. a reconnu que des incidents identiques avaient eu lieu dans la plupart des grandes villes de province, mais, les communications étant coupées, on ignorait quelle y était la situation hier. En fin d'après-midi, le général Jaruzelski, chef du gouvernement militaire, a convoqué d'urgence ses principaux collaborateurs.

VARSOVIE

Bernard MARGUERITTE

Après une journée de commémorations de la Constitution du 3 mai 1791 — la première en Europe — dont les Polonais se souviendront, car les démonstrations de rue ont bien failli se terminer en émeute insurrectionnelle, les ponts étant bloqués par la foule, des voitures endommagées, des immeubles atteints par des jets de pierres ou de grenades lacrymogènes, Varsovie panse ses plaies.

A vrai dire, d'après des informations fragmentaires et très difficiles à vérifier, les communica-



Pendant près de sept heures, lundi soir, quelque 25.000 sympathisants ont jeté des grenades lacrymogènes.

tout dans un pays qui hait tout ce qui évoque la guerre.

Il demanda que les textes de l'Eglise, concernant notamment le pacte social, soient publiés dans la presse et se prononça en faveur de la réactivation des syn-

particulièrement actives à Varsovie. Ce qui s'est passé le 13 confirme donc que le général Jaruzelski a commis une grave erreur en ne procédant pas le 13 décembre à la dissolution du parti et en n'éliminant pas auss-



3246 286 13
③

LE FIGARO-Miércoles 5 de Mayo 1982-

MIENTRAS MOSCU ACUSA...

MALVINAS: LA NAVY ATACADA A SU VEZ.

La guerra sigue en alta mar de las Malvinas. Mientras que la opinión internacional estaba todavía bajo el choque del anuncio de las pesadas pérdidas en vidas humanas, consecuencia del torpedaje del crucero argentino "General Belgrano", se sabía tarde en la noche que era a su vez los ingleses de soportar los golpes de la suerte; en efecto, le Ministerio de la Defensa de Londres anunció que el destroyer "Sheffield", uno de las más modernas unidades de la fuerza naval británica, había sido puesto totalmente fuera de combate por un misil argentino "Exocet" tirado por un avión Super-Etendard y que se temía por el número de víctimas. El ministerio anunciaba poco después que un avión Harrier, el primero, había sido abatido y su piloto muerto.

Durante el día, el aumento de la presión militar inglesa -esencialmente el torpedaje dramático del crucero argentino- había suscitado vivas reacciones en el mundo. La más notable es la de la URSS que, por medio de "Izvestia", órgano del gobierno soviético, pone en acusación la "responsabilidad del campo imperialista en su conjunto". Rompiendo un largo silencio, Brejnev en persona condenó ayer la acción de Gran Bretaña en el Atlántico Sud, atacando las fuerzas que se libran a "actos que recuerdan la época del bandidaje colonialista". Washington, de su lado, no oculta su inquietud.

Sin embargo, a Buenos Aires, donde el drama del "Grl Belgrano" chocó profundamente a la población, la cólera sucedió a la indignación y los Argentinos están más que nunca decididos a defender su bandera cueste lo que cueste.



100-100000

James

100-100000

James

100-100000

James

Tandis que Moscou accuse... Malouines : la Navy frappée à son tour

La guerre fait rage désormais au large des Malouines. Alors que l'opinion internationale était encore sous le choc de l'annonce des lourdes pertes en vies humaines, consécutives au torpillage du croiseur argentin « General Belgrano », on apprendait tard dans la nuit que c'était au tour des Anglais de subir les coups du sort : en effet le ministère de la Défense à Londres a annoncé que le destroyer « Sheffield », une des plus modernes unités de la force navale britannique, avait été mis totalement hors de combat par un missile argentin « Exocet » tiré par un

avion Super-Etendard et que de nombreuses victimes étaient à craindre. Le ministère annonçait peu après qu'un avion Harrier, le premier, avait été abattu et son pilote tué.

Dans la journée, l'accroissement de la pression militaire anglaise - essentiellement le torpillage dramatique du croiseur argentin - avait suscité de vives réactions dans le monde. La plus remarquée est celle de l'U.R.S.S. qui, par la voix des « Izvestia », organe du gouvernement soviétique, met en accusation la « responsabilité du camp impérialiste dans son ensemble ». Rom-

pant un long silence, Leonid Brejnev en personne a condamné hier l'action de la Grande-Bretagne dans l'Atlantique Sud en s'en prenant aux forces qui se livrent à « des actes qui rappellent l'époque du brigandage colonialiste ». Washington, de son côté, ne cache plus son inquiétude.

Cependant, à Buenos Aires, où le drame du « General Belgrano » a profondément choqué la population, la colère a fait place à l'indignation et les Argentins sont plus que jamais décidés à défendre leur drapeau coûte que coûte.

LONDRES :
Ro* 1 de SUZANNET

L'incertitude qui continue de planer sur le sort d'une grande partie de l'équipage du croiseur argentin « General Belgrano » et la probabilité de plus en plus grande de la perte de plusieurs centaines de vies humaines à la suite de son torpillage par un sous-marin britannique dimanche

dernier ont jeté le trouble dans les esprits et les consciences anglaises. A la Chambre des communes, hier après-midi, le premier ministre, Mme Margaret Thatcher, a déclaré regretter ces pertes de vies tout en rejetant la responsabilité sur l'Argentine, tandis qu'un peu plus tard le secrétaire d'Etat au Foreign and Commonwealth Office, Francis Pym, affirmait que la Grande-Bretagne continuait de chercher un règlement diplomatique à la crise

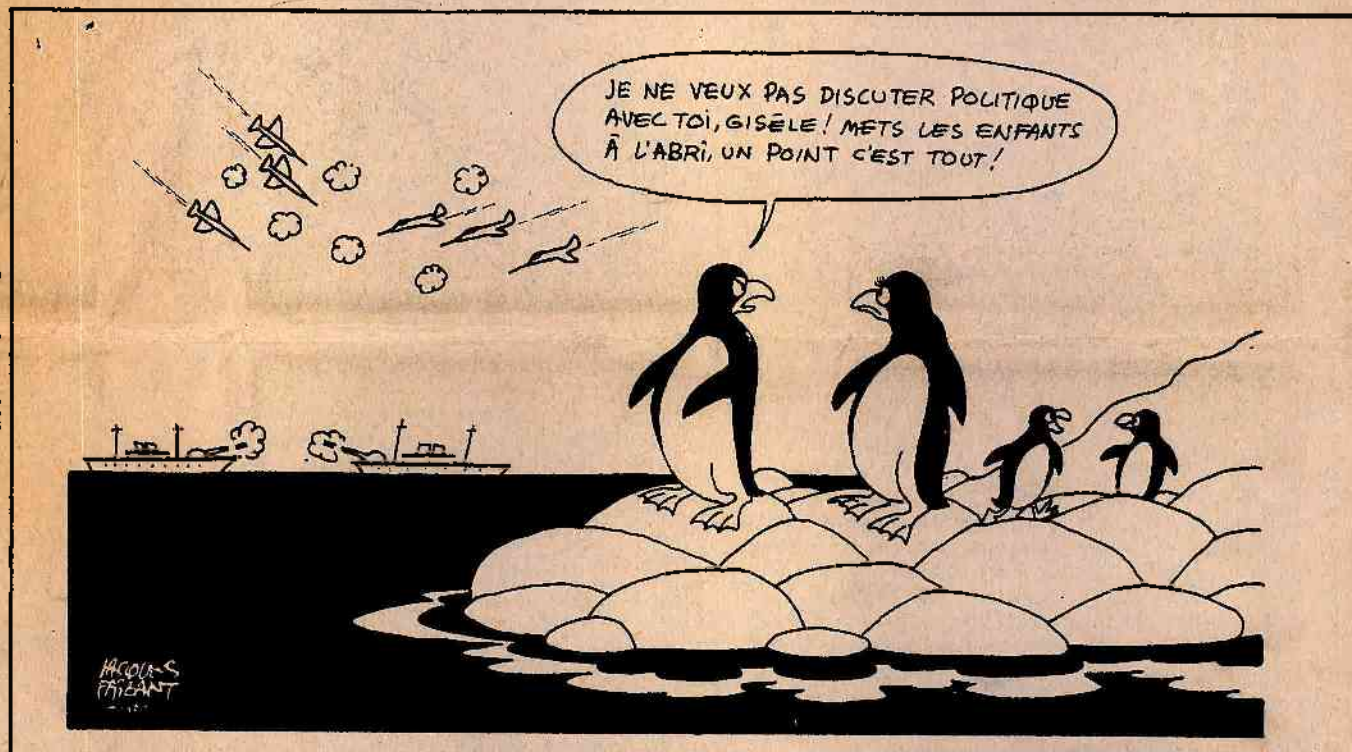
et non pas l'« humiliation militaire » de l'Argentine.

Des échanges très vifs se sont ensuite produits entre l'opposition et la majorité, et le chef de file de l'extrême gauche du parti travailliste, Tony Benn, a déclenché un tumulte violent en accusant le premier ministre de se réjouir de la perte de vies consécutives au torpillage d'un navire qui se trouvait à l'extérieur de la zone interdite sans déclaration de guerre. En termes en général

plus mesurés, un certain nombre de parlementaires de la même tendance ont demandé que les Nations unies soient saisies sans plus tarder de tout le problème et que l'administration des Malouines leur soit confiée.

Puis le secrétaire d'Etat à la Défense, John Nott, a rendu compte aux Communes des derniers développements de la situation militaire sur place.

(Suite page 3, col. 1 à 4)



CHRONIQUE

« Globalement »

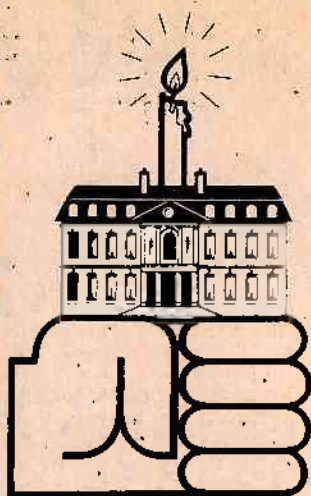
PAR JACQUES LACANT

AVEC la radio-télévision, les mots disposent aujourd'hui d'une extraordinaire caisse de résonance, que les écrivains et la presse étaient bien loin de leur offrir jadis. Il y a les mots à la mode, il y a aussi ceux qu'on pourrait dire commodes; un adjectif parmi ces derniers fait florès et c'est *globalement*. On comprend d'ailleurs fort bien qu'une doctrine collectiviste n'attache aux cas individuels qu'une importance relative et qu'elle préfère viser les masses, leur satisfaction... et leur docilité. C'est ainsi que nous avons appris il y a quelque temps que le bilan d'un régime de dictature du prolétariat — ou plutôt de ceux qui se sont institués d'autorité ses porte-parole — était « globalement positif ». D'où il ressort que les millions d'individus châtiés dans les camps de concentration ou les asiles psychiatriques, voire envoyés au poteau d'exécution, ne constituaient que des exceptions sans portée et que les écrivains et savants protestataires, incarcérés ou réduits à l'exil, ne sont que de faux témoins...

Étudiant germaniste, séjournant en Allemagne avant la guerre, je voyais la presse — après la disparition des journaux d'opposition, étranglés par le pouvoir hitlérien — vanter unanimement le bonheur de « l'ensemble du peuple », et cela au moment où les juifs étaient exclus de la communauté nationale, premier pas vers l'horrible « solution finale ». Étaient traitées de même en exceptions insignifiantes et dérisoires les protestations des chrétiens. Selon les voix officielles, tout le monde ou presque était content, c'était la fameuse « force par la joie » ! Après la guerre, mes recherches littéraires m'ont obligé à faire un séjour assez long dans un pays de l'Est; là encore, sauf chez quelques êtres nocifs, hostiles au bonheur des masses, quelle allégresse générale (selon la propagande) ! La réalité était hélas tout autre : outre la pénurie des biens de première nécessité, c'était une morne tristesse, une misère de l'âme qui, malgré l'atmosphère étouffante de contrainte et de délation, osait parfois se confier; l'exception, c'était l'arrogance satisfaite d'une nouvelle classe de privilégiés, membres du parti et de la police politique. Dans un pays où les opinions ne peuvent librement se faire entendre, comment pourrait-on d'ailleurs apprécier le résultat global d'une politique, sinon par référence à la doctrine ? C'est le triomphe de l'idéologie : fait automatiquement le bonheur du peuple, ce qui est conforme au modèle.

L'adjectif abusif est entré dans le discours quotidien. On vient de nous enseigner que la violence était — ô surprise ! — *globalement* en baisse dans notre pays; mais je crois que la leçon, depuis lors, a fait long feu; et qu'il convient d'inscrire cela au chapitre des paris stupides. Quand la répression diminue, la violence augmente, c'est une leçon meilleure, parce que c'est celle de l'expérience et de la sagesse populaire. Que voulez-vous, il faut en prendre son parti, les malfaiteurs sont des ténacés; et puis, ils ont, quant à eux, un esprit pragmatique, ils profitent des facilités et de la baisse du risque, même s'il arrive à certains d'entre eux de saisir opportunément l'alibi idéologique; le manque d'harmonie sociale, la lutte des classes, la société grande responsable. Quel baume dans le cœur des proches de ceux qui périssent par les bombes des terroristes ou sous le couteau d'un malfaiteur (1), quelle consolation pour la famille des policiers qui tombent en essayant de nous défendre, que d'entendre une bouche autorisée, sur la foi de telle statistique, affirmer que la violence est en régression ! Mais je ne suis pas sûr que les Français, globalement, y aient cru.

Jacques LACANT



Commencée dans l'état de grâce, la première année du septennat de François Mitterrand s'achève dans le désenchantement et l'inquiétude des partenaires sociaux. Désenchantement des organisations syndicales qui, pour la plupart, estiment que le changement reste à faire, inquiétude des chefs d'entreprise devant la montée vertigineuse de leurs charges, des cadres et de nombreux salariés dont le pouvoir d'achat s'amenuise.

PAR
ANDRÉ
GILLET

Paradoxalement, c'est le fait que les socialistes aient voulu tenir dans les temps leurs promesses de la campagne électorale qui a provoqué en grande partie la grogne syndicale. Les mesures ont succédé aux mesures : relèvement du S.M.I.C. et des prestations sociales, abaissement de l'âge de la retraite, réduction de la durée du travail, contrats de solidarité, préparation des nouveaux droits des travailleurs, etc. (voir d'autre part).

Ce train social mis sur les rails à la hâte roule d'une manière cahotante. Et si les syndicats ont souligné qu'il allait dans le bon sens, ils ont aussi et surtout critiqué l'insuffisance et l'impréparation des mesures prises; ce qui, au fil des mois, a installé une certaine désillusion et provoqué des conflits souvent durs.

La mise en application, par exemple, de la loi sur les trente-neuf heures a, dans de nombreuses entreprises, été accompagnée de grèves, les salariés ne comprenant pas que, s'ils travaillaient moins, ils gagneraient peut-être parfois un peu moins. Et même si une compensation salariale est prévue dans la plupart des cas, les négociations entre employeurs

et représentants des travailleurs ont été souvent tendues et appuyées par des débrayages.

Cette affaire du travail est d'ailleurs à l'origine de divergences entre les deux premières organisations syndicales. Les vertus de la solidarité et les moyens de la mettre en œuvre ne sont pas appréciés de la même manière par l'état-major de la C.G.T. et celui de la C.F.D.T. Si cette dernière défend une analyse économique de partage du travail et des revenus pour créer des emplois, la C.G.T. s'accroche à un système de revalorisation systématique du pouvoir d'achat.

Ces divergences entre deux organisations, que l'arrivée de la gauche au pouvoir aurait pu rapprocher, alimentent le malaise chez les militants. On l'a vu le 1^{er} mai où quelques rares manifestations unitaires ont été organisées dans le pays. On le constatera encore lors des congrès nationaux que tiennent en mai et juin la C.F.D.T. et la C.G.T. Même à l'intérieur de chacune des deux organisations, les avis diffèrent et le débat sera âpre, notamment sur cette question de la solidarité qui reste l'un des maîtres mots du régime.

Le coût de la solidarité

Car la solidarité ne se décreète pas, mais s'organise avec la contribution de tous. Et elle coûte cher. Une participation de 17 milliards a été demandée aux assurés sociaux pour équilibrer les comptes de la Sécurité

président du C.N.P.F., Yvon Gattaz.

L'inquiétude du patronat est encore augmentée par les projets de loi, issus du rapport Auroux, qui modifieront à terme plus d'un tiers du Code

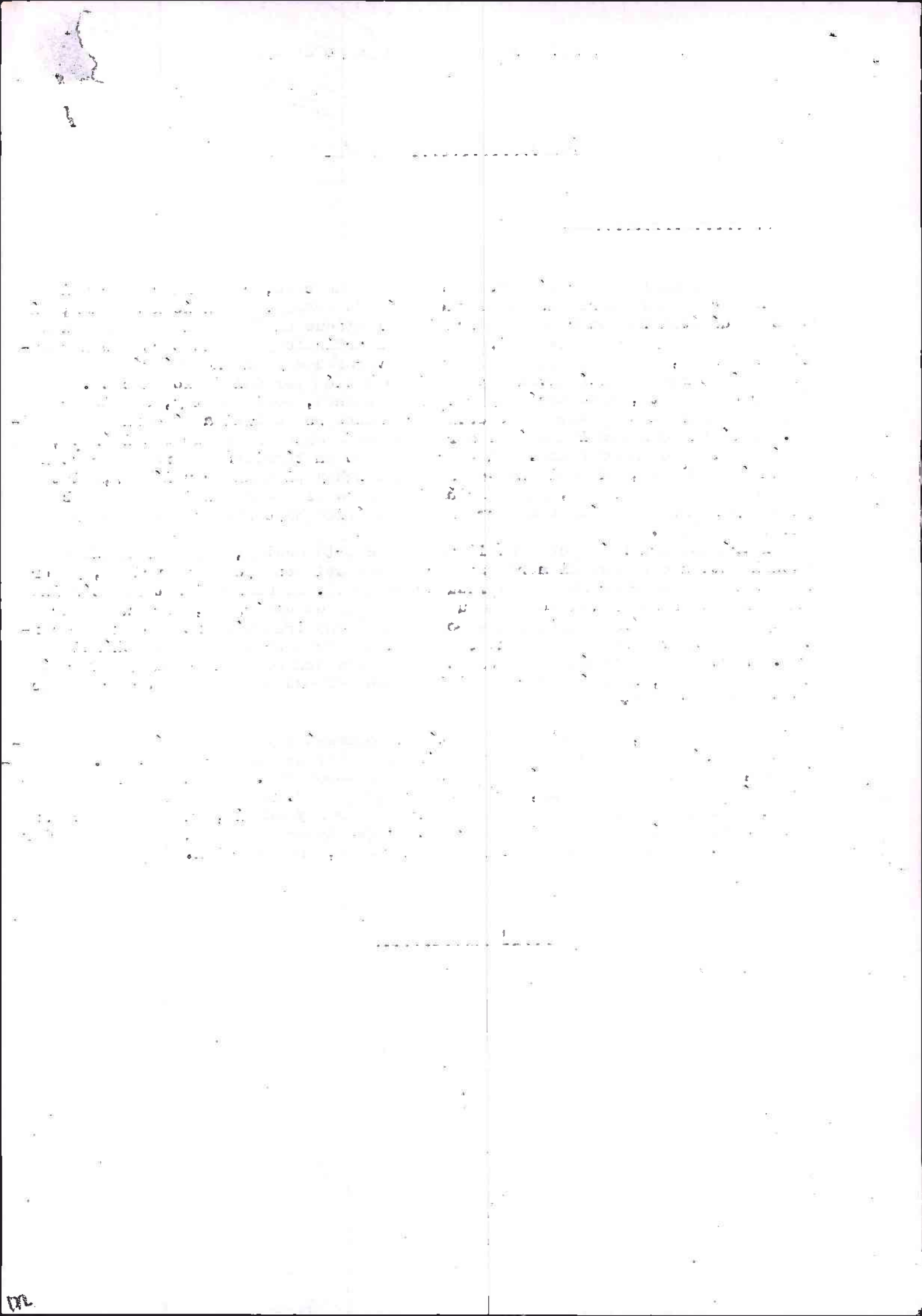
MOSCU ACUSA AL OCCIDENTELA ACTITUD IRLANDESA

Los responsables británicos buscan en este caso, transformar la realidad de los hechos para darle una apariencia más favorable? Es difícil afirmar, así como es difícil no notar que el anuncio del ataque al "General Belgrano" iba acompañado de una referencia inesperada al artículo 51 de la Carta de las Naciones Unidas, a la que sucedieron varias versiones y que no fué más que 48 horas más tarde que fué divulgada una información parcial de los hechos.

Por otra parte, como decía ayer en los Comunes, Denis Healey, el disturbio levantado por el torpedeo del crucero argentino no se limita sólo al Reino Unido. Se vé al gobierno irlandés poner distancias ante el gobierno británico, que había sostenido al comienzo. En un comunicado en términos que no se prestan a ningún equívoco, el gobierno de Charles Haughey pide una reunión inmediata del Consejo de seguridad, la cesación inmediata de las hostilidades de ambas partes y la negociación de un arreglo diplomático bajo los auspicios de las Naciones Unidas.

El trámite irlandés puede explicarse en cierta medida, porque Irlanda es actualmente uno de los miembros no permanentes del Consejo de seguridad, y por su deseo de conservar su neutralidad tradicional. Al mismo tiempo los términos del comunicado son reveladores de un cambio en los espíritus, por que se trata de la consternación experimentada por el gobierno irlandés ante lo que se convierte en una guerra abierta entre Argentina y Gran Bretaña en el Atlántico Sur. Antes de la reunión de gabinete en el transcurso de la cual se elaboró este comunicado, se oyó decir al ministro de Defensa que el agresor era desde ahora Gran Bretaña.

Por otra parte, el gobierno irlandés se opondrá a la renovación de las sanciones económicas contra la Argentina votadas por la Comunidad europea. Sin embargo, ella no se disociará del resto de la Comunidad. El cambio del gobierno irlandés no es una sorpresa, hablando con propiedad. El representa sin embargo un elemento nuevo en las relaciones entre Londres y Dublín, que desde hace un año y medio habían mejorado notablemente y que desde la llegada de James Prior a la cabeza de los asuntos de Irlanda del Norte, estaban bien.



Moscou accuse l'Occident

(Suite de la première page)

L'aviation britannique, a-t-il dit, est intervenue de nouveau contre les pistes d'atterrissage de Port Stanley et de Goose Green afin de les rendre impraticables à l'aviation légère et aux appareils d'appui au sol. Puis il a exposé les circonstances dans lesquelles le « General Belgrano » a été attaqué par un sous-marin britannique. Selon John Nott, le croiseur et les deux bâtiments qui l'escortaient se trouvaient à proximité de la zone interdite et se rapprochaient de bâtiments de la flotte britannique. Le croiseur argentin, armé de quinze canons de 152 mm et de missiles anti-aériens « Sea-Cat », et les deux autres navires, équipés de missiles mer-mer « Exocet », représentaient une menace que l'amiral commandant l'escadre britannique ne pouvait ignorer qu'à ses risques et périls.

Le leader adjoint de l'opposition, Denis Healey, qui fut secrétaire d'Etat à la Défense de 1964 à 1970, intervint alors pour tenter d'obtenir quelques précisions supplémentaires. On a appris ainsi qu'en réalité les bâtiments argentins se trouvaient à 35 milles à l'extérieur de la zone interdite et qu'ils étaient à plusieurs heures de route des navires britanniques. Le secrétaire d'Etat s'est toutefois refusé à en dire davantage, bien que l'attaque du croiseur « General Belgrano » remonte à la journée de dimanche, et son attitude ne contribuera guère à dissiper les doutes qui subsistent autour de cette affaire.

L'attitude Irlandaise

Les responsables britanniques cherchent-ils, en l'occurrence, à habiller la réalité des faits pour lui donner une apparence plus favorable ? Il est difficile de l'affirmer, tout comme il est difficile de ne pas remarquer que l'annonce de l'attaque du « General Belgrano » s'accompagnait d'une référence parfaitement inattendue à l'article 51 de la Charte des Nations unies, que plusieurs versions se sont succédé et que ce n'est que près de quarante-huit heures plus tard qu'une relation partielle des faits a été divulguée.

Au reste, comme le disait hier aux Communes Denis Healey, le trouble soulevé par le torpillage du croiseur argentin ne se borne

pas au seul Royaume-Uni. On voit ainsi le gouvernement irlandais prendre ses distances vis-à-vis du gouvernement britannique qu'il avait soutenu au départ. Dans un communiqué rédigé en termes qui ne se prêtent à aucune équivoque, le gouvernement de Charles Haughey demande une réunion immédiate du Conseil de sécurité, la cessation immédiate des hostilités par les deux parties et la négociation d'un règlement diplomatique sous les auspices des Nations unies.

La démarche irlandaise peut, dans une certaine mesure, s'expliquer par le fait que l'Irlande est actuellement l'un des membres non permanents du Conseil de sécurité et par son désir de garder sa neutralité traditionnelle. Dans le même temps, les termes du communiqué sont révélateurs d'un changement dans les esprits, puisqu'il est question de la consternation éprouvée par le gouvernement irlandais devant ce qui revient à une guerre ouverte entre l'Argentine et la Grande-Bretagne dans l'Atlantique du Sud. Avant la réunion du Conseil de cabinet au cours de laquelle ce communiqué a été élaboré, on avait entendu le ministre de la Défense dire que c'était désormais la Grande-Bretagne qui était l'agresseur.

D'autre part, le gouvernement irlandais s'opposera au renouvellement des sanctions économiques contre l'Argentine votées par la Communauté européenne.

Elle ne se dissociera pas, toutefois, du reste de la Communauté. Le revirement du gouvernement irlandais n'est pas à proprement parler une surprise. Il représente néanmoins un élément nouveau dans les relations entre Londres et Dublin, qui, depuis un an et demi, s'étaient très nettement améliorées et qui, depuis l'arrivée de James Prior à la tête des affaires d'Irlande du Nord, étaient au beau fixe.

Robert de SUZANNET.

TELEX

BULGARIE : VISITE OFFICIELLE DE CLAUDE CHEYSSON

■ Claude Cheysson, ministre français des Relations extérieures, part aujourd'hui pour Sofia pour une visite officielle de quarante-huit heures qui témoigne de la volonté de la France d'établir une nette distinction entre ses relations avec l'U.R.S.S. et avec les autres pays de l'Europe de l'Est. Cette visite, la première d'un chef de la diplomatie française en Bulgarie depuis six ans, et la première dans un pays de l'Est depuis la crise polonaise, est en effet à rapprocher du prochain voyage officiel en Hongrie - en juillet - du président François Mitterrand, qui a reçu la semaine dernière à Paris le vice-président du Conseil hongrois, Gyorgy Lazar.

Carole Passy

habille la
femme forte
élégante

MAGNIFIQUE COLLECTION
robes, ensembles, manteaux
VILLE ET CEREMONIE
du 42 au 60

48 RUE DE PASSY, 16°
(face INNO), M^e Muetto

tion d'étudiants dans la bande de
ienne, l'incident s'est produit dans
an, où un groupe de jeunes gens
teaux a obligé les jeunes filles à

était intervenue à Jérusalem en
rtissement pour disperser une
e par plusieurs centaines de
e du Saint-Sépulcre pour protester
enne dans les territoires occupés.
débuté lundi, devait se poursuivre
à une grève de la faim de trois
ue de Paris par la ligue des droits

alte ou limogeage tre de la Culture

rets gouvernementaux d'U.R.S.S.
soviétique) annonce le départ à la
e la Culture, Nikolai Mokof, alors
s de foi parlent de limogeage.

avait été prononcé il y a deux mois
e Kolevator : ce tout puissant
dministration d'Etat qui gère 6.000
s, 14.000 employés et une centaine
ou itinérants, fut arrêté pour
artistes qu'il envoyait à l'étranger
us forme notamment de pierres
ov était un ami intime de Galina
ov un » soviétique, et la divulgation
interprétée comme une manœuvre
res de Brejnev, alors qu'un fils de
istre du Commerce extérieur, était
r malversations.

victoire eurs

toire aux élections législatives du
n, avocat de 54 ans, et de son parti
P.) avec une majorité confortable
dix-sept au Parlement, semble
ilité politique à l'île.

une gestion socialiste du Labour
ses politiques, des scandales et une
dissolution du Parlement, les
155.000 habitants voisine de la
reprennent les dirigeants qu'ils
andonné dès l'indépendance, le

ques khmères de Danako.
Par miracle le ministre algé-
rien, cruellement blessé, avait
survécu.

Mohammed Benyahia...
Cette silhouette maigre... Cette
étonnante agilité d'esprit, ce
goût des idées et des cultures
qui le portait aussi bien à par-
ler interminablement de la dé-
colonisation que du jazz. Dis-
cutant très volontiers avec les
journalistes, du moins ceux en
qui il avait confiance.

Longue nuit passée à Tunis
avec ce Kabyle né le 30 jan-
vier 1932, à Djidjelli, alors chef
de cabinet de Ferhat Abbas,
président très provisoire du
G.P.R.A. (Gouvernement pro-
visoire de la République algé-
rienne). « Incollable » sur
l'échec de la prépondérance
turque en Algérie, « incolla-
ble » aussi sur une France dont
il déplorait ce qu'il appelait
alors « son aveuglement » ;
c'est ainsi qu'un soir il dira :
« Si la France sait comprendre,
c'est-à-dire partir, ce sera pour
elle la meilleure façon de res-
ter. »

Mohammed Seddick Benya-
hia était aussi tapi dans sa
ruse, n'admettant la souplesse
de la pensée que dans la seule
mesure où elle n'altérerait pas
une fermeté intransigeante sur



les principes. C'est-à-dire sur
la défense et l'illustration d'un
nationalisme sans faille.

Mars 1962. conférence
d'Évian. Il faut en finir avec la
guerre d'Algérie qui se traîne.
Dans la délégation algérienne,
un négociateur redoutable, Be-
nyahia, et Louis Joxe chargé
de négocier au nom de la
France dira de cet adversaire
par moment chaleureux :
« Cette petite hyène. » Mais
réussir alors signifie aussi une
forme de disgrâce. Si bien
qu'en février 1963, après des
mois d'attente, Ben Bella
nomme Benyahia ambassadeur
à Moscou. Rude séjour qui
l'éloignera à jamais des dévia-
tions du socialisme.

Mais la vie est tracée,
confortée par une ambition qui

Dès lors la voie est ou-
verte. Octobre 1966, ministre de l'Édu-
cation ; 1970, ministre de
l'Enseignement supérieur et de
la Recherche scientifique. Res-
ponsable des finances en
avril 1977. Et, enfin, le rêve
réalisé, ce rêve qui le hantait
depuis l'âge de vingt ans : mi-
nistre des Affaires étrangères,
en 1979, en remplacement
d'Abdulaziz Bouteflika.

Ministre assurément et dé-
fendant une conception socia-
liste de la politique étrangère
de son pays et par moment
plus tenté par le maoïsme au-
quel il attribuait « toutes les
vertus qu'il faut pour sortir un
pays du sous-développement ».
Mais aussi théoricien du ré-
gime. Tirailé dans ses mo-
ments de doute, et il en avait,
entre toutes les attitudes qu'il
fallait avoir dans un monde
complexe et au nom de l'Algé-
rie.

L'étudiant de vingt ans, qui
avait refusé ce que lui offrait
la France, avait compris, la
cinquantaine venue, qu'en
dépit des déchirements certain-
s rancœurs devaient s'effa-
cer, et nul plus que lui aura
travaillé au rapprochement
entre les deux pays.

Edmond BERGHEAUD.

TELEX

BELGIQUE

DÉMENTI DU MINISTRE DE LA DÉFENSE

■ Le ministre belge de la Dé-
fense a démenti les affirmations
selon lesquelles des travaux pré-
paratoires à l'installation de mis-
siles de l'O.T.A.N. avaient

commencé à la base aérienne de
Florennes, près de Charleroi. Le
ministre a précisé que l'installa-
tion des 48 missiles de l'O.T.A.N.
en était encore au stade des
études et que la décision défini-
tive ne serait prise que le 30 juin,
sur le vu du résultat des négocia-
tions de Genève.

HONG-KONG

EMEUTES DANS UN CAMP DE VIETNAMIENS

■ Quinze réfugiés et cinq poli-
ciers ont été blessés au cours de
bagarres qui ont opposé réfugiés
vietnamiens du Nord contre ceux
du Sud, dans un camp de réfu-
giés de Hong-Kong. La police a
dû séparer les deux communau-
tés dans le camp.

La France embarrassée

L'affaire des Malouines place manifestement la diplomatie française dans un profond embarras. Officiellement, Paris a choisi son camp : celui de la Grande-Bretagne. Elle a explicitement désigné l'Argentine comme étant l'agresseur tout en réaffirmant son souhait de voir la crise se dénouer par la négociation plutôt que par la force des armes. En agissant ainsi, la France a opté pour la solidarité atlantique au détriment, sans doute, du rôle qu'elle ambitionne de jouer dans les relations Nord-Sud en général, en Amérique latine en particulier.

Le gouvernement se trouvait pris entre trois exigences : se montrer solidaire de son allié anglais, ne pas trop mécontenter ses partenaires latino-américains par des prises de position maximalistes en faveur de Londres, ne pas apparaître enfin comme le défenseur d'un régime militaire argentin contre lequel les socialistes n'ont cessé depuis des années de fulminer les plus foudroyants anathèmes. Ces trois impératifs contradictoires expliquent pourquoi le Quai d'Orsay et l'Elysée ont, jusqu'à présent, observé une prudence de serpent.

Les déclarations faites hier par le ministère des Relations extérieures expriment cette gêne visible : tout en se disant « consterné » par le torpillage du croiseur argentin « General Belgrano », le Quai a précisé que cette « consternation » n'était qu'humanitaire et n'impliquait aucun changement dans l'attitude française. Recevant hier M. Carlos Raphael Rodriguez, le n° 3 cubain, Claude Cheysson — qui passe d'ailleurs pour très anglophile — n'a pu que constater le fossé qui le séparait de son interlocuteur au sujet des Malouines.

Les événements survenus dans les mers australes portent un rude coup aux espoirs socialistes d'imposer la France comme un partenaire essentiel du sous-continent latino-américain. Bon gré mal gré, Paris se retrouve rejeté par les nécessités stratégiques du côté « impérialiste ». Le poids des rapports Est-Ouest l'a emporté sur celui des relations Nord-Sud.

Au moins momentanément. Car le réflexe humanitaire provoqué par le naufrage dramatique du « General Belgrano » pourrait fournir un excellent prétexte pour « recentrer » la position française. Et regagner un peu de la confiance perdue en Amérique latine.

Pierre BEYLAU

présenté, hier, lui aussi, ses
critiques sur le rapport
A... situation plus par-
t... dispositions
relat... négociation col-
lective. Pour le parti de la
place de Valois, l'obligation
de négocier revient à nier le
caractère même du dialogue
social et la politique contrac-
tuelle. La toute-puissance
reconnue aux organisations
majoritaires constitue encore
un pas décisif en direction du
syndicat unique d'Etat.

Sylvie VORMUS

Sociaux Aurooux

Sur les 37 milliards de déficit, les mesures envisagées jusqu'à présent ne couvriraient que 12 milliards de francs. « A l'Etat de prendre ses responsabilités », indiquait récemment Yvon Chotard. Le gouvernement a à son tour renvoyé la balle dans le camp des partenaires sociaux. Reste à savoir combien de temps ce jeu de la balle au camp peut encore durer.

Le Conseil supérieur de l'emploi s'est encore penché hier sur le contrôle des demandeurs d'emploi. Selon le ministre, « les mesures qui seront prises iront dans le sens d'une amélioration du service rendu aux demandeurs d'emploi », notamment par la fusion des services de l'ANPE et de l'APFA.

Quant au problème des chômeurs en fin de droit, évoqué par la CFDT, aucune décision n'a été arrêtée pour le moment. Le ministre a réaffirmé que ce problème devait être examiné dans le cadre plus vaste de la réforme de l'indemnisation chômage. S. V

troën à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis).

CHAUSSON Manifestation hier à Gennevilliers

Environ trois cents travailleurs, sur les quatre mille que compte l'usine Chausson à Gennevilliers (Hauts-de-Seine) ont débrayé pendant deux heures hier après-midi à l'appel de la CGT, afin de participer à un meeting de protestation contre la décision de la direction de licencier, pour faute professionnelle, quatre délégués CGT, dont trois secrétaires syndicaux.

TRADUCCIONDIARIO LE QUOTIDIEN DE PARIS DEL 5 DE MAYO 1982FRANCIA EN APUROS

El conflicto de las islas MALVINAS, pone manifiestamente a la diplomacia francesa en un profundo apuro. Oficialmente PARIS eligió su campo: el de GRAN BRETAÑA. Y ha explícitamente designado a la ARGENTINA como agresor reafirmando que deseaba ver desanudarse la crisis por medio de una negociación más que por la fuerza de las armas. Actuando de esta forma FRANCIA optó por la solidaridad atlántica en detrimento, sin duda, del rol que ambiciona tener en las relaciones NORTE-SUR en general y en AMERICA LATINA en particular.

El gobierno se encontraba entre tres exigencias: mostrarse solidario con su aliado inglés, no desencantar demasiado a sus compañeros latinoamericanos con una toma de posición extrema en favor de LONDRES, y no aparecer en fin como defensores de un régimen militar argentino contra el cual los socialistas no cesaron, desde hace años, de enviar los más fulminantes anatemas. Estos tres imperativos contradictorios explican porqué tanto el QUAI D'ORSAY y el ELISEO han observado hasta hoy una prudencia de serpiente.

Las declaraciones hechas el día de ayer por el Ministro de Relaciones exteriores expresan esta visible molestia: al mismo tiempo que se declaraba "consternado" por el torpedeo del crucero argentino GENERAL BELGRANO, -que no era más que humanitaria aclaró que no implicaba ningún cambio en la actitud francesa.

Recibiendo ayer al señor CARLOS RAPHAEL RODRIGUEZ, el número 3 cubano, CLAUDE CHEYSSON -quien pasa por otra parte como bastante anglófilo-, no pudo más que constatar la existencia de una fosa que los separaba de su interlocutor con respecto al tema de las MALVINAS.

Los acontecimientos producidos en el mar austral dan un fuerte golpe a las esperanzas socialistas de imponer a FRANCIA como un compañero esencial para el bajo-continente latinoamericano. De buena o mala gana PARIS se ve rechazada por las necesidades estratégicas del lado "imperialista". El peso de las relaciones ESTE-OESTE primó sobre el de las relaciones NORTE-SUR.

Por lo menos momentáneamente. Puesto que el reflejo humanitario provocado por el naufragio dramático del GENERAL BELGRANO podría aportar un excelente pretexto para "recentrar" la posición francesa. Y volver a ganar un poco la confianza perdida en AMERICA LATINA.

PIERRE BEYLAU

Cuba aidera l'Argentine par tous les moyens, y compris militaires

nous déclare M. Carlos Rafael Rodriguez

« La normalisation de nos relations avec les Etats-Unis passe maintenant par une solution négociée en Amérique centrale... » M. Carlos Rafael Rodriguez, vice-président du Conseil d'Etat cubain, en visite officielle en France depuis le lundi 3 mai, a été au centre depuis vingt ans de toutes les tentatives, publiques ou secrètes, de rapprochement entre Washington et La Havane. Ses confidences sur la « petite histoire » de ces contacts en disent long sur le véritable climat des relations américano-cubaines.

En novembre dernier à Mexico, grâce à une dynamique médiation mexicaine, le numéro trois cubain rencontrait secrètement M. Alexander Haig. Rencontre dont il confirme « la courtoisie et

l'importance ». Mais, ajoute-t-il « contrairement à ce qu'on a dit, ce n'était pas la première fois qu'il y avait un entretien à ce niveau ». En mai 1978, en effet, M. Carlos Rafael Rodriguez avait déjà rencontré un secrétaire d'Etat américain, en l'occurrence M. Vance, à New-York. Brève rencontre : deux heures auparavant, le président Carter avait accusé Cuba d'intervenir au Shaba.

Une autre « tentative », bien moins connue, a eu lieu avec M. Henry Kissinger — qui l'aurait cru ? — mais cette fois ce sont les événements d'Angola qui ont fait avorter le « contact ».

Propos recueillis par
MARCEL NIEDERGANG.

(Lire la suite page 4.)

s'émanciper de sa tutelle, ils appartiennent à la même unité que, culturel, finan- L'Amérique, a dit de Gai Apollinaire, est la fille de l'Europe. Elle est avant tout celle de l'Angleterre et il est bien naturel qu'elle vienne au secours de sa vieille maman en difficulté. Aussi bien le soutien donné à Londres est-il moins sans doute la conséquence d'un choix politique et stratégique délibéré que le reflet d'une émotion populaire : c'est par 79 voix contre 1 que le Sénat avait invité le gouvernement « à recourir à tous les moyens appropriés pour assister » le Royaume-Uni.

La crise des Malouines a transformé ce rapprochement en une alliance de fait. Cyba a promis à l'Argentine un soutien dont on croit comprendre qu'il pourrait impliquer des livraisons d'armes. L'U.R.S.S. ne se fait pas faute de transmettre au général Galtieri les multiples renseignements que lui fournissent ses satellites et ses chalutiers-espions sur les mouvements de la flotte britannique.

La doctrine de Monroe est doublement morte, qui assurait, en 1823, que « les continents américains... ne devraient plus être considérés à l'avenir comme l'objet d'une

CORRESPONDANCE

HOMME ET SOUVERAINETÉ

du gouvernement britannique en envoyant un navire pour amener les couleurs argentines, hissées précédemment par des ressortissants ar-

Les problèmes intérieurs de l'Argentine sont pris en compte, analysés et résolus au niveau national et c'est à l'histoire de notre pays de ju-

DIARIO LE MONDE DEL 6 DE MAYO DE 1982

incluido → CUBA AYUDARA A LA ARGENTINA, POR TODOS LOS MEDIOS, INCLUSO LOS MILITARES

Nos declara el señor CARLOS RAFAEL RODRIGUEZ

La normalización de nuestras relaciones con los Estados Unidos pasa ahora por una solución negociada en AMERICA CENTRAL"...

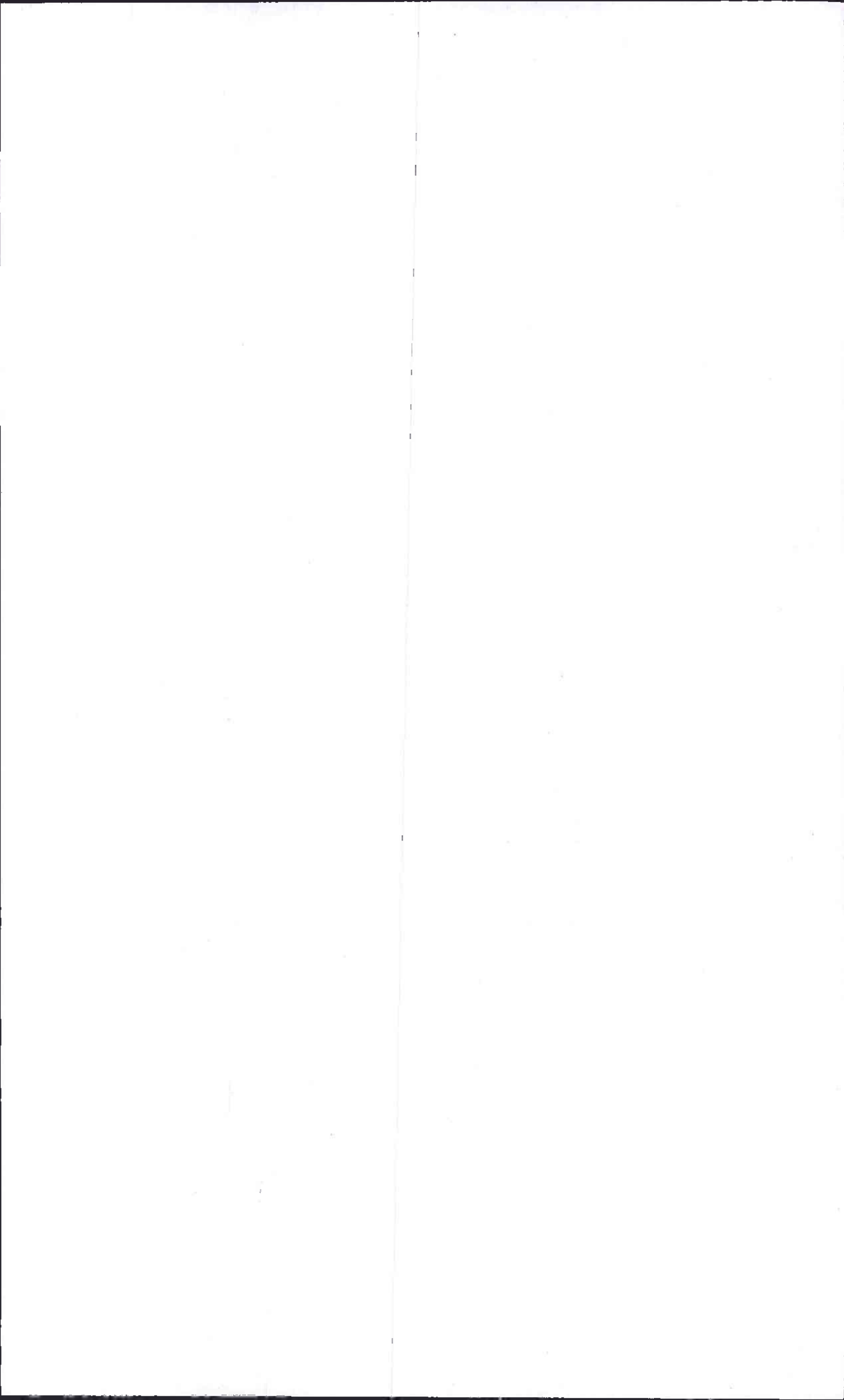
El señor CARLOS RAFAEL RODRIGUEZ, Vice -Presidente del consejo de Estado Cuba no en visita oficial en FRANCIA desde el lunes 3 de mayo, se encuentra en el centro de todas las tentativas públicas o secretas de acercamiento entre WASHINGTON y LA HABANA desde hace 20 años.

Sus confidencias sobre la "pequeña historia" de esos contactos hablan claro sobre el verdadero clima de las relaciones americano-cubanas.

En noviembre del año pasado en MEXICO, gracias a una dinámica mediación mexicana el número 3 cubano se encontró secretamente con ALEXANDER HAIG. Encuentro del cual confirma la "cortesía y la importancia". Pero agrega, "contrariamente a lo que se dice, no era la primera vez que se realizaban conversaciones a este nivel". En mayo del año 1978, en efecto, el señor CARLOS RAFAEL RODRIGUEZ ya se había encontrado con un secretario de Estado americano, el señor VANCE, en NEW YORK. Encuentro breve: dos horas antes el presidente CARTER había acusado a CUBA de intervenir en SHABA.

Otro intento, por cierto mucho más desconocido, tuvo lugar con HENRY KISSINGER -quien lo hubiese creído!?- pero en esa oportunidad fueron los acontecimientos de ANGOLA los que fracasaron el "contacto."

MARCEL NIEDERGANG



Échec

à Mme Thatcher

Hier au sommet de sa popularité, Mme Thatcher doit aujourd'hui faire face à la plus grave crise politique qu'elle ait connue depuis son arrivée au pouvoir. L'émotion affichée — une fois n'est pas coutume — par la « dame de fer » pour commenter la mort de trente soldats, la perte du destroyer lance-missiles « Sheffield » et d'un chasseur Harrier ne suffit pas à atténuer l'échec — provisoire ou non — d'une stratégie et celui d'une méthode de gouvernement, qu'à la lumière d'autres crises l'opinion britannique pouvait croire à toute épreuve.

On a d'autant plus de chances d'éviter la guerre qu'on se montre plus déterminé à la faire, pouvaient dire, la semaine dernière encore, les artisans de Mme Thatcher. La dissuasion n'a pas joué. Non seulement le recours à la force n'a pas été évité, mais l'Argentine n'a rien cédé, et, bien que l'escalade des hostilités ait succédé à l'escalade de la tension, aucune solution ne se dégage aujourd'hui de façon plus précise qu'au début du conflit.

Le choix qui au début de la crise s'offrait à Londres entre une attitude diplomatique plus souple ou la surenchère militaire est aujourd'hui dramatiquement réduit : on imagine mal que le gouvernement britannique, sauf à se dédire, abandonne des principes pour lesquels trente hommes viennent de mourir. Le ministère de la défense a estimé que le corps expéditionnaire continuait sa tâche « comme prévu ».

Autre part, les soutiens sur lesquels s'appuyait le gouvernement de Londres, en Grande-Bretagne et au plan international, se sont affaiblis.

An plan international, c'est après le torpillage, dimanche, du « General Belgrano » très nettement en dehors de la « zone de guerre » que le revirement s'est amorcé. Les Etats-Unis y ont vu un acte propre à renforcer l'intransigeance de la junte argentine et ont souligné que les vœux des habitants des Malouines ne devaient pas hypothéquer une solution négociée. Du côté européen, la République d'Irlande, qui n'a pas oublié son passé de lutte anticolonialiste contre la Grande-Bretagne, a ouvert dans le front commun européen une brèche dans laquelle d'autres semblent tentés de s'engouffrer.

En Grande-Bretagne, des voix travaillistes s'étaient élevées dès lundi pour critiquer le torpillage du « General Belgrano ». Celui du « Sheffield » a fait brutalement s'effondrer dans l'opinion publique le mythe de l'invincible « armada ». Il donne des arguments à la gauche travailliste qui, depuis le début de la crise, critique l'envoi de la flotte dans l'Atlantique sud. Il en donne aux 60 % de Britanniques qui ne soutenaient l'opération que dans la mesure où elle était victorieuse et « inoffensive ».

Une motion demandant une trêve et des négociations immédiates a été signée mardi par soixante-dix députés du parti travailliste qui, depuis le début de la crise, approuvant le recours à la menace, masquaient l'usage effectif de la force. Attitude au demeurant ambiguë, car d'autres épreuves de force ont montré que, dans la pratique, des principes, l'intransigeance de Mme Thatcher ne cède généralement ni au sens des proportions ni au dosage nécessaire de la force et de la diplomatie.

d'aérodromes souterrains et de rampes de lancement... à leur possession... l'absolu du défilé... du cap Horn, do... dans la future guerre mondiale... souvent soulignée. Si ces îles sont aux mains des Britanniques, autant dire qu'elles sont aux mains des Américains. Récupérées par les Argentins, elles apparaissent certainement moins dangereuses pour les Soviétiques, même si ceux-ci peuvent difficilement espérer s'en servir eux-mêmes : il ne faut probablement pas chercher plus loin les raisons principales du soutien de l'U.R.S.S., de Cuba, du Nicaragua, de l'Angola, etc., à un Etat où les militants de gauche et les simples démocrates sont quotidiennement assassinés.

Les « blockhaus » des mers

Et le « cas Falkland » n'est probablement que le premier d'une longue série. M. Mauroy a sans doute voulu rire à propos de Saint-Pierre-et-Miquelon. Mais qui nous dit que l'on ne découvrira pas demain l'importance stratégique des Kerguelen et de l'île Crozet ? Celle des Açores est déjà bien établie... Or, s'il est évident que chacune des superpuissances aimerait bien dominer tous ces « blockhaus » des mers... si les Etats-Unis sont mieux placés que l'U.R.S.S. dans cette course aux îles, chacun des Deux Grands pourrait se satisfaire, sans doute, d'une sécurité *négative* : être sûr que ces îles ne tombent pas aux mains de son adversaire. Et, pour toutes les autres nations du monde, une telle certitude serait un immense soulagement. Il y a à ce dilemme une issue, si simple qu'on aurait dû y songer depuis longtemps : les remettre à l'ONU. Que les Nations unies assument l'autorité politique sur tous les îlots stratégiques, ceux qui sont déjà l'objet de convoitises et de querelles, et ceux qui le seront demain, est-ce si invraisemblable ? Que l'on commence par les Falkland-Malouines, au lieu de massacrer des Anglais, des Argentins, et d'abord les mille huit cents habitants de ces îles, ne serait-ce pas raisonnable ? N'est-ce pas la seule solution que les Soviétiques pourraient accepter — et aussi la seule qui garantirait aux Etats-Unis de ne jamais y voir apparaître de bases russes, en échange de l'appui donné à l'Argentine ?

On dira « personne ne voit... » Voir. Si un vote massif de l'ONU entérine une telle solution, quelle nation osera faire la guerre à toutes les autres ? Pour tout le tiers-monde, l'ONU, cela existe ; et personne n'y traite l'ONU de « machin ». Pas besoin d'une armée et d'une flotte de l'ONU pour garder ces îles à l'Organisation mondiale : un drapeau suffira, et la crainte qu'aurait tout Etat contrevenant de se mettre à dos tous les Etats membres dont il aura besoin un jour. Même Israël, qui fait mine de mépriser l'ONU, et qui bénéficie de l'appui total de la plus puissante des superpuissances, est plus inquiet qu'il n'y paraît de l'hostilité des Nations unies. Et l'Argentine n'est pas Israël.

Et si François Mitterrand offrait les Kerguelen à l'ONU, pour donner l'exemple ? Le gouvernement mondial, cela pourrait, qui sait, commencer comme cela...

e argentin

Puisque nous sommes en plein absurde, ne peut-on dire que l'Argentine elle-même n'appartient pas aux Argentins. Elle a appartenu autrefois aux Indiens qui l'habitaient avant les Espagnols et les immigrants européens. Depuis lors, elle devrait appartenir au peuple argentin. Mais tel n'est pas le cas : l'Argentine appartient aux généraux argentins. C'est pourquoi, quand ceux-ci se lancent tête baissée dans la conquête de ces îles, il s'agit d'un déplorable malentendu. Une fois de plus, le peuple (y compris les libéraux et la gauche) est victime de son ingénuité : les généraux ne vont pas conquérir ces îles pour l'Argentine. Ils les conquièrent pour eux-mêmes, généraux, et ainsi conquièrent le peuple argentin, déjà abattu, humilié et envahi par ses propres forces armées. Telle est la vérité, dont les Argentins ne se rendent pas compte : l'Argentine d'aujourd'hui est une immense île Malouine assiégée de tous côtés par les généraux.

Et le peuple dans tout ça ? Le peuple, ce sont ces éternelles « folles de la place de Mai » dansant sur un rythme de tango leu... disparus », victimes de batailles absurdes conduites par les usurpateurs du pouvoir.

(*) Ecrivain et poète brésilien, professeur à l'université d'Aix-en-Provence.

FRACASO DE Mme THATCHER

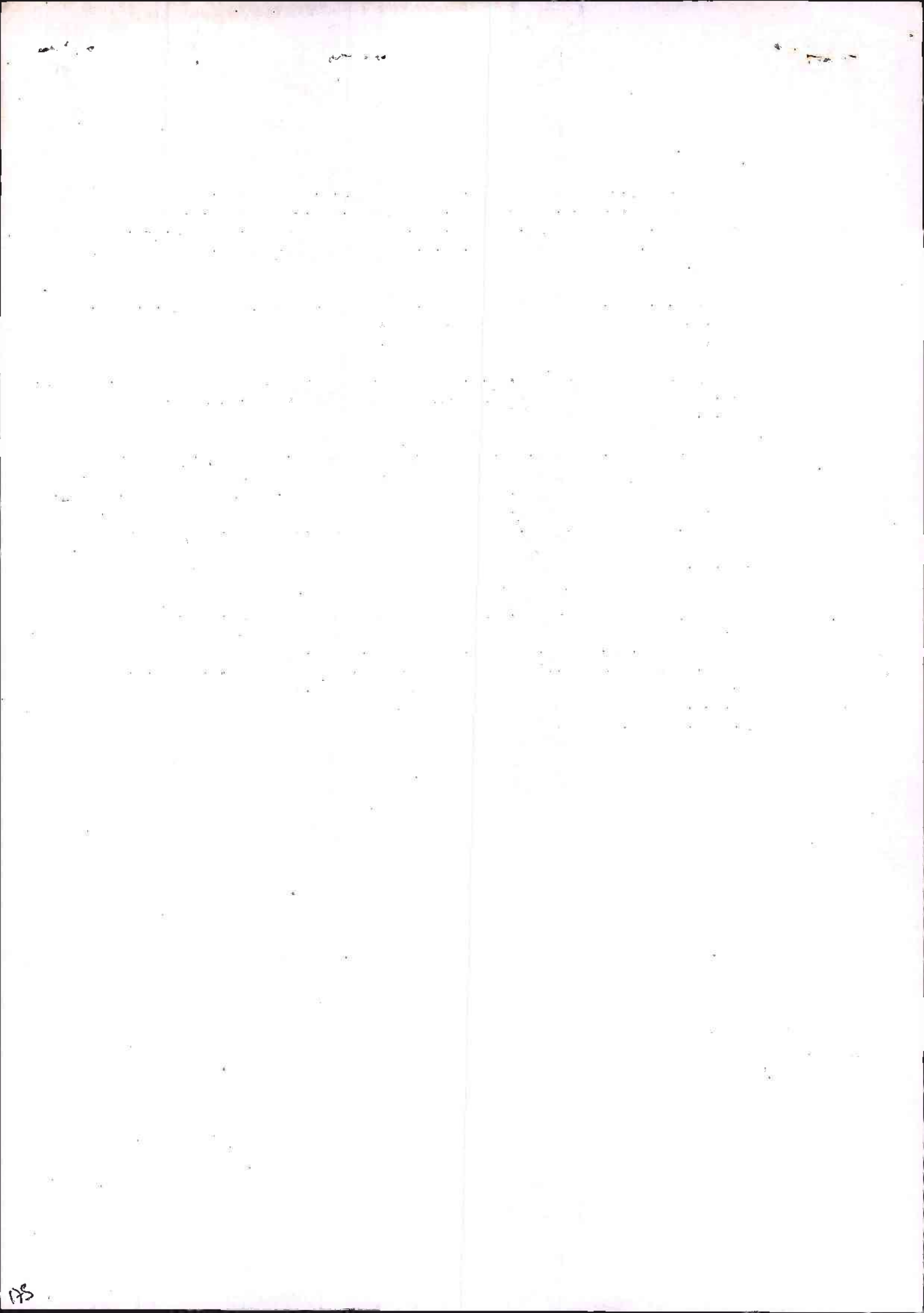
La elección que en el comienzo de la crisis se ofrecía a LONDRES, entre una actitud diplomática más ^{suave} suplicada por la ilusión de la militar, es hoy en día dramáticamente reducida: se imagina mal que el gobierno británico, salvo que se desdiga, abandone los principios por los cuales treinta hombres acaban de morir.

El Ministerio de Defensa a confirmado que los cuerpos expedicionarios continúan sus tareas como se había previsto.

Por otra parte, los principios sobre los cuales se apoyaba el gobierno británico, en Londres y en la Gran Bretaña y en el plano internacional, se han debilitado.

En el plano internacional, después del torpedaje, el domingo, del destructor "Gr1 BELGRANO", netamente fuera de la zona "de guerra", ^{que} fue el cambio se produjo. Los EEUU han visto en ello un acto propio a reforzar la intransigencia de la Junta argentina y han subrayado que los votos de los habitantes de Malvinas no debían hipotecarse en una solución negociada. Del lado europeo, la REPUBLICA DE IRLANDA, que no ha olvidado su pasado de lucha anticolonialista contra GRAN BRETAÑA, ha abierto en el frente común europeo una brecha en la cual otros países parecen estar tentados de penetrar.

En GRAN BRETAÑA, los liberales se pronunciaron a partir del lunes para criticar el torpedaje al GENERAL BELGRANO. El del SHEPFIELD ha hecho desaparecer en la opinión pública el mito de la "invencible armada". Y da argumentos a la izquierda trabajista que desde el comienzo de la crisis, critica el envío de la flota al ATLANTICO SUR. Y les da también argumentos al 60 % de los británicos que no apoyaban la operación más que en la medida en que fuera victoriosa e inofensiva.



LOS ARGENTINOS HAN RETOMADO CONFIANZA

Esta actitud original podría traerle algunas simpatías en el mundo.

En fin, resistiendo a los ingleses, cuando se la creía abandonando todo al primer cañonazo, prueba que no es una república bananera de opereta sino muy bien una nación moderna y estructurada, capaz de defenderse sola.

Si, al salir de este conflicto, la bandera argentina queda en las Malvinas, la Junta ^{es el poder} podría haber talvez logrado una bella operación. En el plan nacional, realizando una sagrada unión, aunque sea provisoria, y en el plano internacional, cambiando un poco una imagen de las más nefastas. Pero, por supuesto, no hay que perder de vista que los ingleses aún no dijeron su última palabra. Por otra parte, ayer de mañana, a partir de las nueve, recomenzaron a bombardear las Malvinas. Un nuevo combate aeronaval se originaba.

de un artículo de Jacques Lesinge

Handwritten notes and a large 'X' mark.

Handwritten text: "The end of the world is near"

Handwritten text: "The end of the world is near"

Handwritten text: "The end of the world is near"

Handwritten text: "The end of the world is near"

Handwritten text: "The end of the world is near"

Handwritten text: "The end of the world is near"

Malouines : faibles espoirs

Les Argentins ont repris confiance

BUENOS AIRES :
de notre envoyé spécial
Jacques LESINGE

Malouines dès le 1^{er} mai. Leur attaque a été repoussée, tout comme celle de mardi, dirigée contre Port Darwin. Plusieurs chasseurs britanniques (dix selon

sance de feu de l'Occident pour lutter contre un pays qui vient de réaffirmer, par la voix d'une de ses plus importantes personnalités politiques, l'amiral Montez,

ment, il lui coûte très cher (le peso vient d'être dévalué de 17 %). D'abord, pour la première fois, on parle d'elle sans évoquer les disparitions des opposants au régime : « Dans certains pays - dont la France - certains qui manifestaient hier contre nous, nous assurons maintenant de leur soutien », souligne un avocat argentin.

Ensuite, l'Argentine se présente aujourd'hui comme le porte-drapeau des opprimés. Tous les pays d'Amérique centrale la soutiennent. De même que les États non alignés. Buenos Aires s'est dressé contre la toute-puissance des États-Unis, sur le continent sud-américain, sans pour autant céder aux avances des Soviétiques. Cette attitude originale pourrait lui amener quelques sympathies dans le monde.

Enfin, en résistant aux Anglais, alors qu'on la voyait en déroute au premier coup de canon, elle prouve qu'elle n'est pas une république bananière d'opérette, mais bel et bien une nation moderne et structurée, capable de se défendre seule.

Si, au sortir de ce conflit, le drapeau argentin reste sur les Malouines, la junte au pouvoir pourrait avoir peut-être réussi une belle opération. Sur le plan national, en réalisant une union sacrée, même si elle n'est que provisoire, et sur le plan international, en changeant quelque peu une image de marque des plus néfastes... Mais, bien sûr, il ne faut pas perdre de vue que les Anglais n'ont certainement pas dit leur dernier mot. D'ailleurs, hier matin, dès 9 h, il recommençaient à bombarder les Malouines. Un nouveau combat aéronaval se déclenchait.

J. L.



Deux Argentines, faisant partie du corps médical de l'armée, durant un exercice à Comodoro Rivadavia...

Buenos Aires) et des hélicoptères ont été mis hors de combat.

Le *Sheffield* est coulé. Si l'*Hermes* est également endommagé, l'addition commencerait à être lourde et la Royal Navy pourrait se demander si elle n'avait pas quelque peu sous-estimé son adversaire. Un échec ridiculiserait les Anglais. D'autant que, hier, ils ont coulé un bateau de pêche polonais qui portait secours aux naufragés du croiseur *Belgrano*.

Mais, en plus, leurs alliés de l'O.T.A.N. pourraient aussi lui reprocher d'avoir gaspiller la puis-

que l'on voit déjà ministre, que quoi qu'il arrive, la vocation de l'Argentine est de rester l'alliée de l'Occident.

Les bénéfices éventuels

Au plus fort de la tempête, les Argentins gardent donc la tête froide et restent conscients de leurs intérêts. Cela aussi surprend les diplomates en poste à Buenos Aires. En fait, l'Argentine pourrait bien tirer des bénéfices de ce conflit. Même si, actuelle-

Le porte-avions *Hermes*, l'un des fleurons de la flotte britannique, aurait été touché et serait actuellement en difficulté au large des Malouines. L'information n'est pas officielle et les Argentins eux-mêmes, prudemment, refusent de la confirmer, ce qui, finalement, la rend encore plus crédible. Pas de triomphalisme outrancier. On attend, avec de bonnes raisons d'espérer.

Mardi, pour la première fois, et alors que les Anglais attaquaient Port Darwin, les Argentins avaient fait prendre l'air aux cinq *Super-Étendard* équipés de mille Exocet, livrés par la France il y a tout juste six mois. L'un de ces appareils a tiré deux fois sur deux cibles, une petite et une grosse, détectées par radar. Les deux projectiles ont fait mouche à quelque 35 km de distance. Le pilote en a la certitude, grâce à son contrôle radar. Mais, en rentrant à sa base, il ne savait toujours pas ce qu'il avait atteint.

Un premier élément de réponse devait lui parvenir dans la journée : les Anglais annonçaient, en effet, que le destroyer *Sheffield* avait coulé. Ça, c'était la petite cible. Reste l'autre : « Un gros morceau », certifie le pilote de l'*Étendard*. Selon les observateurs militaires, ce bâtiment mystérieux pourrait bien être l'*Hermes*. Il faut attendre confirmation. De toute façon, théoriquement, un missile Exocet ne peut couler un porte-avions, mais il peut lui occasionner de sérieux dégâts.

Si cette nouvelle se révélait exacte, le coup serait rude pour une flotte anglaise qui ne s'attendait certainement pas à une telle résistance et qui doit commencer à se poser des questions. Les Anglais comptaient, vraisemblablement, prendre pied sur les

Dans l'attente de la rencontre Jaruzelski-Pologne : l'Église veut demeurer le médiateur

VARSOVIE :

Bernard MARGUERITTE

La commission mixte Église-État s'est réunie, hier, à Varsovie et les deux parties ont déclaré qu'elles « avaient d'un commun accord, exprimé leurs soucis pour la paix sociale en Pologne ».

Le communiqué est bref, mais cela peut-être simplement pour ne pas déflorer l'importance de la nouvelle rencontre attendue entre le général Jaruzelski et Mgr Glomp. De son côté, l'épiscopat polonais confirmait, hier, dans le communiqué de sa 194^e conférence, qu'il restait plus que jamais attaché à l'idée du pacte social. Les évêques ont également pris officiellement et fermement position contre les manifestations de rues.

L'épiscopat se déclare profondément convaincu de « la nécessité du pacte social comme moyen approprié dans la situation actuelle d'échapper aux abîmes de la catastrophe sociale et économique », mais les discussions doivent être marquées du sceau de la « sincérité » et ne sauraient être limitées aux formations politiques. Les ouvriers, les paysans et l'intelligentsia doivent avoir leur mot à dire. L'Église, elle-même, sans vouloir faire de politique, accepte de jouer son rôle dans ces conversations.

C'est pourquoi les évêques ont, « avec d'autant plus de douleur et de crainte pour l'avenir de la nation et de l'État », constaté que « les nouveaux troubles qui secouent le pays retardent le pacte social, freinent l'effort entrepris vers la normalisation, désorientent la jeunesse ». La paix sociale est en effet « vitalemment nécessaire », notamment pour pouvoir mener « les discussions constructives qui ne peuvent être repoussées sans faire des torts redoutables à la nation et à l'État ».

de guerre qui constituent « un pas dans la bonne direction ». « Cependant, ajoute-t-elle, la population attend que soient tenus d'autres engagements faits par le pouvoir. » Cela concerne spécialement la phrase de la première proclamation du conseil militaire de salut national du 15 décembre dans laquelle ce dernier se déclare « convaincu que les syndicats pourront prochainement, dans l'intérêt des travailleurs, reprendre leurs activités statutaires ».

Mesure et sang-froid

Pour leur part, les autorités ont confirmé qu'elles réagissaient avec mesure et sang-froid aux événements de lundi. Elles n'ont pas rétabli le couvre-feu dans tout le pays, mais seulement dans les villes où les troubles avaient été les plus sérieux. A Varsovie, le couvre-feu est fixé de 0 h à 5 h pour les adultes et de 21 h à 5 h pour les moins de dix-huit ans. Déjà les communications téléphoniques ont été rétablies.

Le ministre de l'Intérieur, le général Kiszczak, a déclaré à la clôture de la séance de la Diète que le conseil militaire de salut national et le gouvernement « n'entendent pas modifier leur politique sous l'influence de divers incidents ». Bien entendu, il a dénoncé les « forces antisocialistes » et les « impérialistes de l'étranger », mais les véritables auteurs des provocations de lundi auront certainement compris l'allusion.

D'une manière très significative, le ministre de l'Intérieur a rappelé que le général Jaruzelski avait exprimé son opposition ferme « à la revanche et au règlement de compte ». Au cours du débat un député libéral, M. Osmanczyk, avait attaqué « Trybuna Ludu », l'organe du parti, pour avoir omis ce passage clé dans sa présentation du discours du chef de l'État. Cette citation par le général Kiszczak est donc particulièrement importante et apparaît comme un soufflet aux « durs » du parti.

Grâce aux réactions, très mesurées de l'Église et du conseil militaire, les provocations des néo-staliniens qui, aujourd'hui encore, bombardent le comité central de dépêches demandant un durcissement politique après les événements de lundi, ont apparemment échoué. Les modérés de tous les camps ont, au contraire, pris conscience, maintenant, de la nécessité d'agir vite et de parvenir à la réconciliation nationale.

On pourrait donc faire preuve, aujourd'hui, d'un relatif optimisme si des décisions navrantes ne venaient troubler cet état d'esprit. Cela concerne d'abord l'association des journalistes polonais (S.D.P.) qui a reçu, le 3 mai – ironie du sort – l'avis de rejet de son appel contre la mesure de dissolution la frappant. D'autre part, des pressions très sévères sont exercées sur les journalistes.

Il serait certes grand temps que de telles pratiques cessent enfin si l'on veut, comme le dit le général Kiszczak, parvenir un jour à une réconciliation nationale certes indispensable.



A Gdansk aussi, lundi, la police a tenté de disperser les partisans des rues afin de prouver que l'ordre s'or...

La Confédération mondiale pour le Nobel de la paix à

La Confédération mondiale du travail, dont les représentants ont été reçus récemment par le pape Jean-Paul II, vient de publier une résolution très importante. En voici les principaux passages :

1. La C.M.T. réaffirme son soutien total et fraternel à Solidarnosc, expression authentique et massive du peuple et des travailleurs polonais, de leur volonté d'indépendance, de liberté, de démocratie et de justice.

2. Afin de manifester son soutien d'une manière officielle publique et solennelle, le Comité confédéral pose la candidature de Solidarnosc au prix Nobel de la paix 1982.

En effet, Solidarnosc est une expression significative de la volonté des travailleurs et des peuples de réaliser la paix dans la justice, par une action non violente, solidaire et indépendante.

3. La C.M.T. réclame : – la libération immédiate et sans condition de tous les dirigeants et militants syndicaux et démocrates internés et emprisonnés ; – l'annulation de toutes les condamnations prononcées depuis le 13 septembre 1981, et l'arrêt immédiat de toutes les procédures en cours, notamment celle contre Miroslav Klopinski, vice-président de Solidarnosc, gravement malade ; – la levée de l'état de siège ; – le respect

422 (b)

② 45342- f

LE QUOTIDIEN 6 de mayo de 1982

LOS AVIONES BRITANICOS HACEN ESCALA EN DAKAR

Aviones militares británicos hacen escala en Dakar en ruta hacia las Islas Británicas de la Ascensión situada alrededor de 7200 km al norte de las Malvinas, declaró ayer M. Djibo Ka, ministro senegalés de Informaciones. En el transcurso de una conferencia de prensa, el ministro agregó que esas escalas se sitúan "ciertamente" en el cuadro de acuerdos existentes entre el Senegal y Gran Bretaña.

Desde el comienzo del conflicto Malvinas, un verdadero puente aéreo fué establecido entre Gran Bretaña y Ascensión, con escala en Dakar, se supo de fuente autorizada en la capital senegalesa.

Numerosos aviones militares británicos de diferentes tipos, una gran mayoría "Hércules" fueron vistos en tren de reaprovisionarse en el aeropuerto internacional de Dakar.-Yoff.-

EX-11377 2160210

[illegible][illegible][illegible]

174

Les avions britanniques font escale à Dakar

Des avions militaires britanniques font escale à Dakar sur leur route vers l'île britannique d'Ascension située à environ 7 200 km au nord des Malouines, a déclaré hier M. Djibo Ka, ministre sénégalais de l'Information. Au cours d'une conférence de presse, le ministre a ajouté que ces escales se situent « certainement » dans le cadre d'accords existant entre le Sénégal et la Grande-Bretagne.

Depuis le début du conflit des Malouines, un véritable pont aérien a été établi entre la Grande-Bretagne et Ascension, avec escale à Dakar, a-t-on appris de source autorisée dans la capitale sénégalaise.

De nombreux avions militaires britanniques de différents types, dont une majorité d'« Hercules » ont été vus en train de se ravitailler à l'aéroport international de Dakar-Yoff.

di, le binôme missile Exocet, a été utilisé dans un l'on sait. Selon les experts ces deux systèmes d'armement font en fait une arme prati-

le pilote du Super Etandard a localisé son objectif grâce à un radar qui lui permet également l'attaque, le missile, qui selon l'altitude et la vitesse de l'avion à une portée de 50 à 70 km, est mis à feu et plonge vers la surface qu'il va raser à une hauteur de trois à 15 m jusqu'à l'objectif.

La nouvelle version air-sol de ce missile (à l'origine une arme sol-sol), qui a touché le « Sheffield », à une portée de 30 km. Pendant les dix derniers kilomètres de son vol, le radar, situé à l'avant du missile, entre en fonction et dirige cette véritable bombe volante droit sur sa cible.

L'Exocet en vol

UPI/AF

C'est la première fois qu'un Exocet est lancé au cours d'un conflit et ses performances attireront certainement l'attention des 23 autres marines du monde qui ont déjà acheté ou commandé 1 600 Exocet à l'aérospatiale française.

La révolution due à l'apparition de missiles antinavires avaient commencé au cours de la guerre de Six Jours lorsque les Egyptiens coulèrent un destroyer israélien au moyen d'un missile Styx de fabrication soviétique.

Le « Sheffield » était armé de missiles britanniques sol-air et était considéré par la Royal Navy comme un navire de défense anti-aérienne chargé justement de protéger la flotte britannique de semblables attaques.

L'ultime mise au point des missiles Exocet a été faite en

LE QUOTIDIEN DE PARIS

3

4

MALVINAS-Y UN MISILE CAYO SOBRE EL DESTROYER.

Estupor en Londres. Mme Thatcher se dice "en catastrofe"

Esas extrañas condenas...

La escalada en el conflicto de las Malvinas, que ilustra el hecho que marinos británicos hayan, a su vez, caído bajo las armas, parece golpear con estupor la opinión occidental. De hecho, todo pasa como si, ayer a la mañana, en París, en Bonn o en Roma, se hayan despertado descubriendo subitamente que allá, en el Atlántico Sud era la guerra y que la guerra significaba muertos. De este asombro algunos parecen extraer una enseñanza: Londres perdió la partida, Margaret Thatcher sufrió un irreversible fracaso.

Por lo tanto, hasta probar lo contrario, esta tesis parece bien errónea y aún más si la demostración que la acompaña tiene acentos irrefutables. Qué se escucha y qué se lee, en efecto, para probar que la Dama de Hierro habría sufrido un fuerte fracaso? Simplemente que el Primer Ministro Británico sólo sería un aprendiz de brujo, hoy sobrepasado por los acontecimientos por los acontecimientos que ella misma ha desencadenado. En otros términos, Londres no habría enviado su flota a alta mar más que con la única intención de mostrar su fuerza para no tener que servirse de ella, para hacer presión sobre los Argentinos y obligarlos a negociar. Luego, he aquí que los Británicos tiraron provocando así una grave escalada y arruinando, al mismo tiempo, sus propios planes. Si, el análisis es seductor, pero tiene sin embargo, algunas fallas de importancia.

Parece poco creíble que G.Bretana haya movilizado la más grande fuerza naval constituida desde fin de la Segunda Guerra mundial, sin haber tenido la intención de hacer uso si esto se mostraba necesario.

Parece poco creíble que G.Bretana haya tardado tanto en enviar sus navíos a los lugares del conflicto si no es para dejar al adversario el tiempo de reflexión, comprendiéndose que una vez transcurrido ese lapso, se volvía evidente para Londres que Buenos Aires rechazaba escuchar razones.

Finalmente parece poco creíble que ordenando a su fuerza de intervención de abrir fuego, el gobierno británico no haya calculado y cuidadosamente pesado todas las consecuencias de tal decisión, especialmente en lo que se refiere a pérdidas humanas. De una parte y de la otra.

Se comprende entonces mal el asombro con que fue acogida la agravación trágica de las hostilidades y sólo se explica por la incredulidad con la cual, desde hace un mes, los Occidentales han analizado el asunto de las Malvinas.

De toda evidencia, si la mayoría quiso comprender que una dictadura gastada y sacudida por sus dificultades internas esté dispuesta a lo peor, aún a la guerra, para restaurar una unidad nacional desmembrada, raros son los que quisieron admitir que la vieja Inglaterra dejaría pasar la afrenta sin reaccionar.

①

SECRET - 1945

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

Occidente estaba tan habituado, desde decenias, a aceptar todas las guerras con la única condición de preservar su paz, que no comprende ahora este cambio en el orden de las cosas.

Se juzga entonces el acontecimiento con medidas kilométricas y no en nombre de los principios. Se aceptó Saigon, Kaboul, Phnom Penh y Varsovia y no se aceptaría Port Stanley ? Estamos locos ? Es así que se razona en los salones sin querer comprender que no hay ninguna razón para que eso se termine un día y que a fuérza de hacer pesar a las naciones más civilizadas y más democráticas para que se inclinen frente a la fuerza de las que son más bárbaras y más totalitarias, un día próximo la civilización y la democracia habrá dejado de existir.

Esto no implica, es cierto, de ninguna manera que se pueda gozar ni aún admitir lo que pasa en este momento. Es necesario, evidentemente, que se ponga fin a los combates. Existe para ello un marco y un medio: el respeto y la aplicación de la resolución 502 adoptada, el 3 de Abril, por la UN. Hay que senalar que hasta ahora, solamente la Argentina se negó a aceptarla ?

Es cierto que desde el Medio oriente al Asia Central, las Naciones Unidas se han ocupado, en estos últimos anos, de todos los conflictos que ensangrientan el planeta. Siempre en vano. Nadie, mientras era el más fuerte, escuchó esta voz. Gran Bretana parece hoy dispuesta a hacer una excepción. Esto hace más extranas las condenas que de todas partes, caen sobre ella.

Philippe MARCOVICI

EXHIBIT

EXHIBIT

Desarrollos en Argentina:

Los militares ~~para~~ conservaron el silencio sobre el ataque del Sheffield pero los diarios lo anunciaron como una gran victoria.

El gobierno introdujo una serie de medidas económicas para pagar la guerra, Devaluación del 17% del peso, Elevación de las tasas de exportación y baja de las ^{tasas de} importaciones sobre ciertas mercancías.

Cinco periscopios extranjeros destruidos en Bahía Blanca.

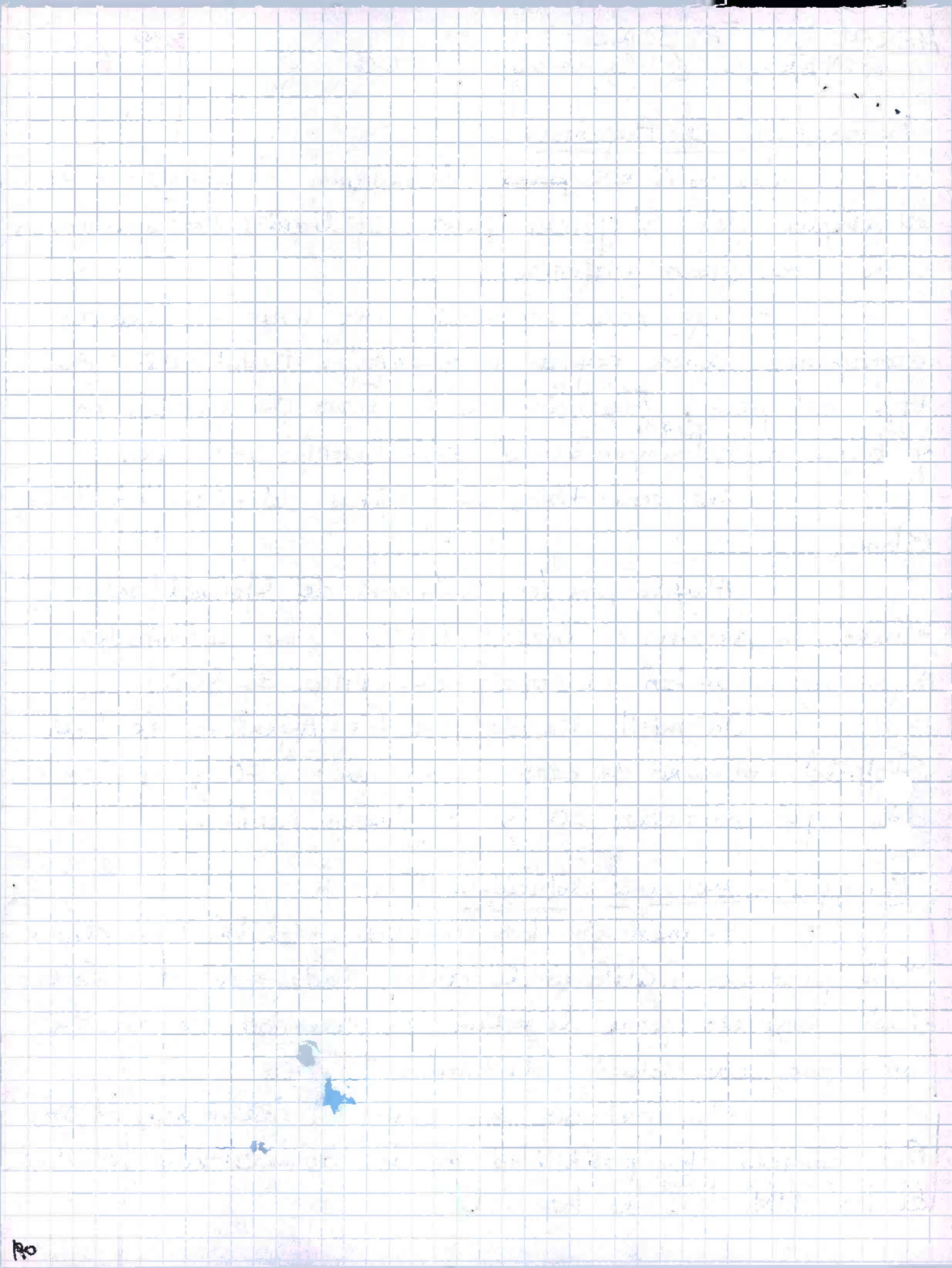
Ataque por los Británicos del General Belgrano número de personas a bordo: 1.042 y las autoridades Argentinas anuncian el rescate de cerca de 800.

Un misil tirado por los Argentinos Toco al Sheffield. número de personas a bordo: 270 y Londres dice que murieron 30 y 50 fueron heridos.

Búsqueda de una solución -

Enumerando las pérdidas, el Sr. Pym dijo: "Las pérdidas militares de ambos lados en este desgraciado conflicto pone de relieve la necesidad urgente de encontrar una solución diplomática".

Por primera vez ante el Parlamento, el Sr. Pym comentó la posibilidad de una administración fiduciaria de las ^{Naciones Unidas} NN. UU. de las islas.



305/11 26/2/82

Hubo rumores el miércoles de nuevos enfrentamientos en el Atlántico Sur pero el Sr. Nott dijo en las Comunes "No tenemos conocimiento de ningún combate naval en el Atlántico por ahora".

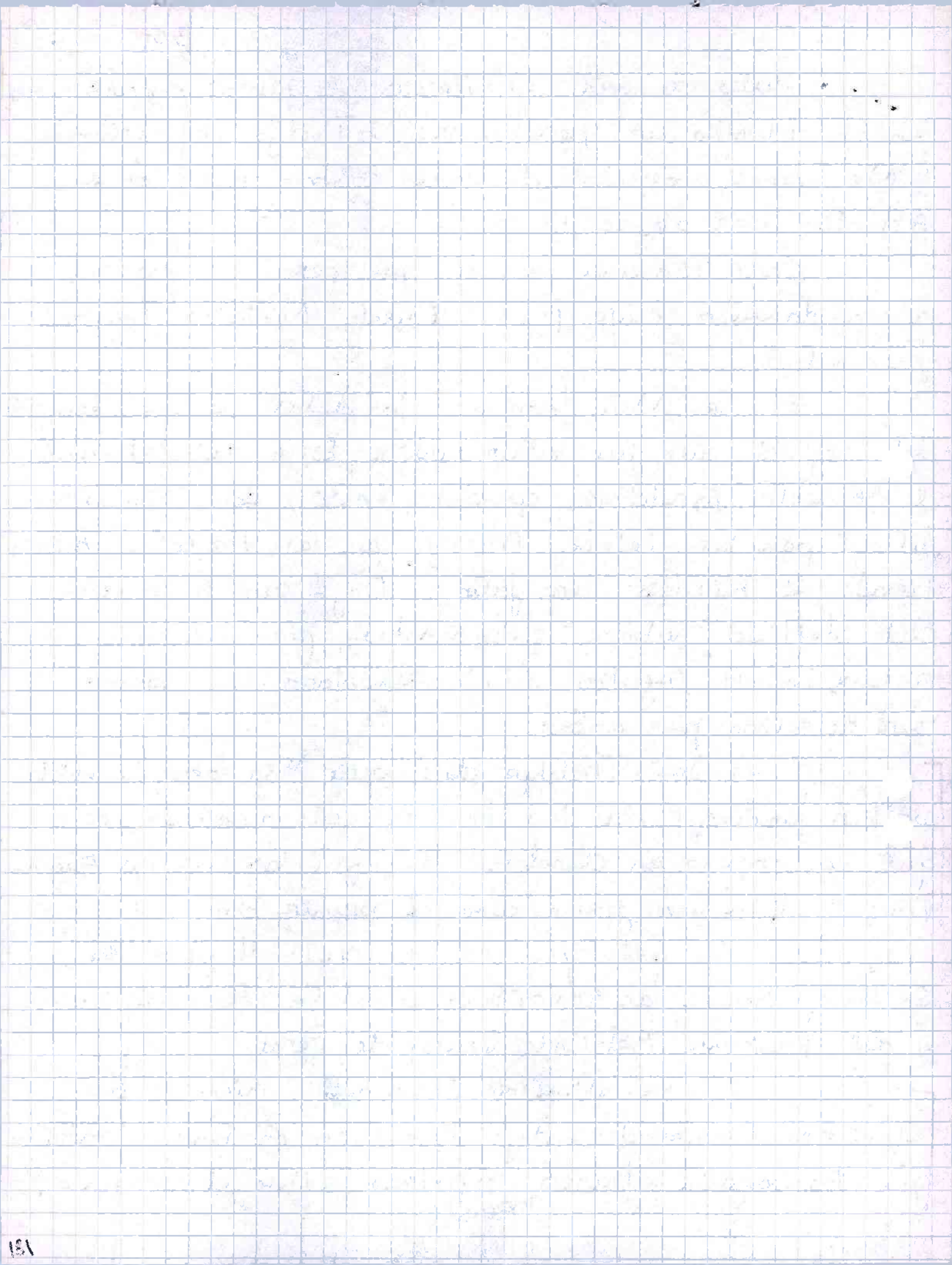
Gran Bretaña reconoce que perdió el miércoles a un Harrier cuyo piloto Teniente Nicholas Taylor fue matado.

El Sr. Nott confirmó los datos de la destrucción del Sheffield que fue abandonado. Dijo que el número de muertos Británicos quedaba en 30, con "un número futuro" por los heridos. Agregó que los Argentinos habían tirado 2 misiles uno falló. Dijo que la posición del Sheffield hubiese sido señalada por un avión de reconocimiento Argentino volando demasiado bajo para ser detectado por radar.

La Sra. Thatcher dijo que "su corazón estaba con las familias" de los hombres que murieron pero que su empeño en desalojar de las islas a los Argentinos "estaba tan firme como el primer día".

El Sr. Pym notificó que el plan del Sr. Haig incluía las contribuciones del Sr. Perez de Cuellar y del Presidente Belaúnde Terry de Perú.

El Sr. Winston Churchill, miembro del Gobierno Conservador dijo que Gran Bretaña tendría que bombardear a bases Argentinas sobre el continente.



"Es obvio que la gran amenaza para la flota británica viene de la aviación Argentina."

"Evidentemente corremos el riesgo de perder una o 2 vidas en esta operación pero ello garantizaría que no perderíamos a ningún buque de la flota."

En Argentina cientos de supervivientes del General Belgrano empezaron a llegar a Ushuaia.

En Washington los servicios de inteligencia dijeron que Venezuela está proporcionando a Argentina piezas de repuesto para los Mirages y Canberra. También dicen que el Presidente Luis Herrera Campins dió la orden a la fuerza aérea de prepararse para operaciones de vuelo no especificadas.

Los especialistas dicen que la hostilidad de Venezuela hacia Gran Bretaña viene del problema de la Guayana.

1000

1000

L'Angleterre traumatisée

Margaret Thatcher tient bon, malgré les pertes. La presse populaire et les amiraux souhaitent intensifier les combats. Mais l'opinion, choquée, est hésitante

Comme les sondages le laissaient prévoir, le choc considérable provoqué dans la population britannique par la mort des premiers soldats anglais et la destruction du *Sheffield* a entraîné mercredi un début de revirement de l'opinion jusqu'alors favorable à Mme Thatcher. Soixante-dix députés travaillistes ont d'ailleurs déposé dans l'après-midi une motion réclamant un cessez-le-feu immédiat aux Malouines. La crainte est grande que d'autres navires britanniques ne soient détruits dans les heures à venir par les redoutables missiles argentins. Mais la presse populaire demande la poursuite des combats.

De notre envoyé spécial à Londres

UN choc terrifiant. Un désastre militaire. Une énorme tragédie. Mardi soir, lorsque la BBC a interrompu ses programmes pour annoncer que le destroyer *Sheffield* avait été coulé par un Super-Etendard argentin, le pays s'est retrouvé confronté à un événement totalement inattendu.

A Portsmouth et à Sheffield (les deux villes d'origine de la plupart des marines du des-

troyer britannique), le standard de la Royal Navy a été submergé d'appels des femmes et des fiancés des trois cents marines se trouvant à bord du *Sheffield*. Des proches, qu'ils n'ont pas revus depuis près de six mois, car ce destroyer était parti en novembre dernier au Proche-Orient avant d'être envoyé dans l'Atlantique-Sud avec le reste de la task force.

A Londres, pourtant, une phrase revient sur toutes les lèvres : « *It's so sad* » (« c'est tellement triste ! »). Aussi dignes dans la défaite que « magnanimes dans la victoire », les Britanniques ne cherchent apparemment pas de bouc émissaire. On n'entend pas de réflexions méchantes vis-à-vis des Argentins. Au contraire, ils se disent attristés non seulement par les dizaines de marines morts sur le *Sheffield*, mais aussi par les centaines d'Argentins qui ont péri à bord du croiseur *General Belgrano*. Au même moment, ils ont enfin ouvert les yeux.

« *It's a war, a real war !* » (c'est une guerre, une vraie



Le visage défait, Margaret Thatcher regagnait hier le 10 Downing Street après s'être rendue aux Communes

AP

guerre ! »), m'adit dans la nuit de mardi à mercredi un jeune homme. Il venait d'acheter l'édition spéciale d'un quotidien du soir avant de rejoindre ses amis à l'intérieur de l'Empire, une boîte de nuit de Leicester. Mais sa compagne n'a pas pu cacher sa rage : « *Je ne m'intéresse nullement à cette guerre, mais Margaret Thatcher devient folle. Elle se croit Winston Churchill. Nous n'avons pas besoin de ce genre de héros.* » Et le vendeur de journaux d'ajouter :

« *Ce sera encore pire dans quelques jours. La guerre ne fait que commencer.* »

Mercredi matin, après le choc de la nuit précédente, la gravité des visages des speakers à la télévision, les larmes d'un amiral et surtout celles des veuves de Portsmouth, Londres a commencé à comprendre que cette guerre échappe quelque peu au contrôle des politiciens. Jusque-là, les Britanniques avaient fait confiance à la Royal Navy. Aujourd'hui, ils

demandent des comptes. Ils pensaient naïvement qu'au plus quelques marines allaient se faire tuer pour les Malouines. « *Jamais je n'aurais pensé qu'en quelques jours des centaines d'Argentins et des dizaines de Britanniques allaient être tués. C'est déjà le massacre. Et nous avons perdu l'un de nos meilleurs navires. De plus, s'ils en ont coulé un, cela veut dire qu'ils peuvent en couler d'autres.* » Margaret Thatcher risque désormais d'être emportée par l'escalade militaire en cours. Il faut décréter immédiatement un cessez-le-feu. Car il faut vite s'occuper des Britanniques des Falkland. Si cette guerre continue, ils seront tôt ou tard obligés de quitter leur île. Notre gouvernement aurait dû envisager cette éventualité bien avant la guerre. S'ils acceptent d'être rapatriés — mais malheureusement cela n'est pas sûr —, on pourrait leur donner des maisons toutes neuves et cela nous coûterait bien moins cher qu'un seul jour de guerre. » Le vieux Londonien qui m'a tenu ces propos était d'un tout autre avis la veille :

« *J'ai changé, dit-il, je le reconnais. Thatcher aussi doit le faire. Autrement, où allons-nous ?* » A cette question, ont d'ores et déjà répondu certains amiraux britanniques. Pour eux, la perte tragique du *Sheffield* ne doit rien changer à la stratégie politico-militaire en cours. « *Il faut riposter aussitôt aux Argentins en allant bombarder les aéroports argentins qui servent de base aux Super-Etendard* », a dit

tout haut l'un d'eux. « *D'abord, il faut chasser les Argentins des Falkland, a dit un autre à la télévision. La Royal Navy a les moyens de le faire en anticipant le débarquement de ses marines dans ses îles. Ceci est essentiel si l'on veut sauver l'honneur du pays et de son armée.* » Winston Churchill et d'autres parlementaires conservateurs sont apparemment du même avis.

Au sein du parti de Margaret Thatcher, des voix commencent à se lever en faveur d'un compromis. Mais pour le parti conservateur, cette guerre n'est « *nullement inutile* », comme semblent désormais le croire de nombreux Britanniques, mais d'abord une question de principe. « *J'étais d'accord avec eux, m'a dit un Londonien de la City. Il faut être intransigeant sur le principe, mais désormais nous ne pouvons plus oublier une chose très simple : nos bateaux qui se trouvent actuellement dans l'Atlantique-Sud sont des véritables sitting ducks (des « cibles idéales ») au milieu de l'Océan qui n'attendent que le prochain missile Exocet. Maintenant, nous en sommes conscients. Le choc que nous avons subi doit nous aider à faire face aux réalités. Celles-ci ne sont pas toujours plaisantes. On croyait que l'expédition dans l'Atlantique-Sud allait être une promenade plus diplomatique que militaire. C'est que le gouvernement nous avait promis. Depuis hier, c'est un calvaire.* »

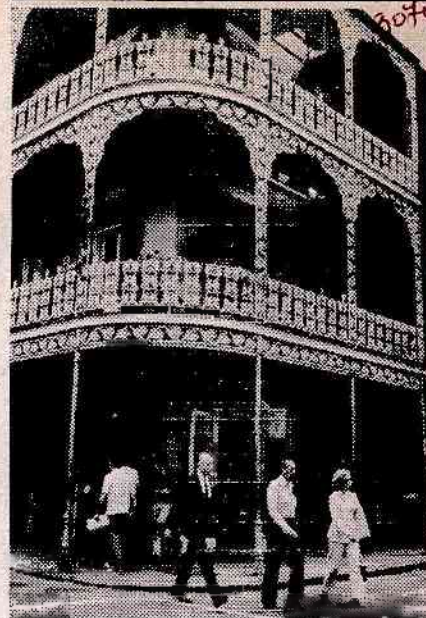
Elio Comarin



UPI

Le lieutenant Nicholas Taylor, pilote du Harrier abattu par les Argentins

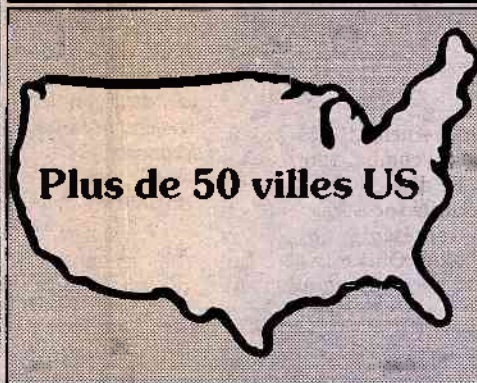
New York 2995 F



New Orleans 4250 F



Los Angeles 4650 F



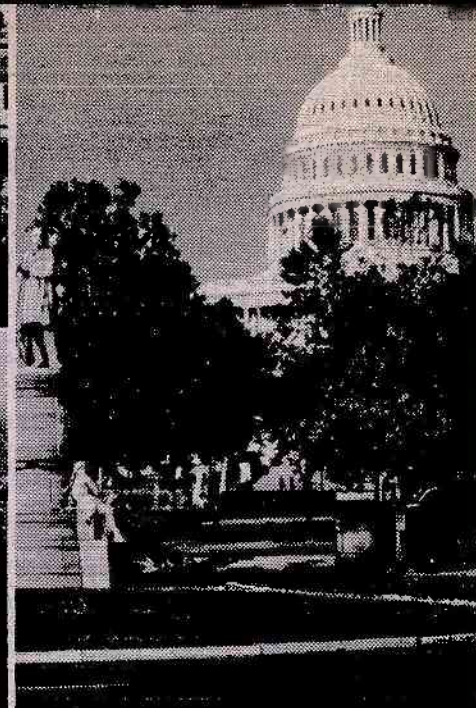
Visite USA 2400 F*



Boston 2800 F



Chicago 3635 F



Washington 3305 F

Quand vous pensez à l'Amérique, pensez TWA. TWA ne fait pas que vous transporter **en** Amérique. TWA vous fait visiter **toute** l'Amérique. De Paris, vous prenez nos vols directs vers les grandes métropoles : New York, Boston et Washington. Et vous continuez. Toujours sur TWA. Vers plus de 50 villes américaines. Où que vous alliez, TWA y va avec vous.

Seule TWA réserve vos sièges à l'avance sur tout le parcours.

Avec Airport Express TWA, vous disposez de vos cartes d'embarquement et de vos réservations de siège avant d'arriver à l'aéroport. C'est un bon moyen de gagner du temps.

Seule TWA vous offre trois menus au choix.
Ce n'est qu'un exemple du service à bord de TWA.
Un service toujours attentif, amical et chaleureux.

TWA vous offre des tarifs compétitifs.
Même avec tous ces avantages, les tarifs TWA sont parmi les plus avantageux. Avec TWA, vous aurez tout intérêt à visiter l'Amérique. Pour plus de détails, consultez votre agent de voyages, TWA à Paris, ou Loisir S.A, l'Agent Général de TWA à Nice, Bordeaux, Nantes, Strasbourg et Lyon.

Vous plaire, ça nous plaît.

* En plus de votre billet aller-retour transatlantique TWA. (juillet et août : 3000 F).
Tarifs basse saison, aller/retour. Conditions de séjour particulières.



DIARIO LE MATIN DE PARIS DEL 6 DE MAYO DE 1982

INGLATERRA TRAUMATIZADA

MARGARET THATCHER, soporta bien a pesar de las pérdidas. La prensa popular y los Almirantes desean intensificar los combates. Pero la opinión pública choca da está dudando.

Como los sondeos lo dejan prever, el impacto considerable provocado en la población británica por la muerte de los primeros soldados ingleses y la destrucción del SHEFIELD ocasionó el miércoles un comienzo de cambio en la opinión - que hasta el momento era favorable a la señora THATCHER. Setenta diputados trabajistas han por otra parte entregado por la tarde una moción que reclama el cese de las hostilidades inmediato en las MALVINAS. Es grande el temor de que o tras embarcaciones británicas sean destruidas en las próximas horas por los terribles misiles argentinos. Pero la prensa popular pide la continuación de los combates.

De nuestro enviado especial en LONDRES

Un impacto aterrador. Un desastre militar. Una enorme tragedia. El martes por la noche, cuando la BBC interrumpió su programación para anunciar que el destructor SHEFIELD había sido hundido por un SUPER ETENDART argentino el país se encontró confrontado a un acontecimiento totalmente inesperado.

En PORTMOUTH y en SHEFIELD (las dos ciudades de origen de la mayor parte de los marinos británicos), los conmutadores de la ROYAL NAVY se abarrotó de llamados de las mujeres, de las novias de los 300 marinos que se encontraban a bordo del SHEFIELD. Parientes que no habían visto desde hace 6 - meses puesto que este destructor partió en noviembre hacia CERCANO ORIENTE antes de ser enviado al ATLANTICO SUR con el resto de la fuerza de intervención.

En LONDRES, sin embargo una frase vuelve a instalarse en todas las bocas: "Es tan triste". Tan dignos en los fracasos como magnánimos en la victoria, los británicos no buscan aparentemente un chivo emisario. No se escuchan reflexiones maliciosas con respecto a los argentinos. Por el contrario se declaran tristes no solo por las decenas de marinos muertos en el SHEFIELD sino también por las centenas de argentinos que han muerto a bordo del crucero GENERAL BELGRANO. En el mismo momento, han se abriendo los ojos.

" Es una guerra, una verdadera guerra !", me dijo en la noche - del martes al miércoles un joven. Acababa de comprar la edición especial de un periódico que sale por la tarde, antes de reencontrarse con sus amigos en una boite de LEICESTER. Pero su compañera no pudo esconder su enojo: " No me intereso en absoluto en esta guerra, pero Margaret THATCHER se está volviendo completamente loca. Se cree WINSTON CHURCHILL. No necesitamos esta clase de héroes. Y el vendedor de diarios agregaba: " Será aún peor dentro de algunos días. La guerra no hace más que comenzar."

El miércoles por la mañana, luego del impacto de la noche anterior, la gravedad de las expresiones en el rostro de los locutores de televisión, las lágrimas de un Almirante y sobre todo las de las viudas de PORTSMOUTH, LONDRES empezó a comprender que esta guerra escapa de alguna forma del control de los políticos. Hasta ahí, los británicos se habían entregado a la confianza que le tenían a la ROYAL NAVY. Hoy piden que se rindan cuentas. Pensaban ingenuamente que sólo algunos marinos iban a ser muertos por las MALVINAS. " No hubiese creído jamás que sólo en unos pocos días, decenas de británicos y centenas de argentinos iban a morir. Es una masacre. Y hemos perdido uno de nuestros

309b. 267/6

mejores barcos.] Además , ya han hundido uno lo que quiere decir que pueden hundir otros. De ahora en más MARGARET THATCHER peligra de dejarse llevar en una escalada militar, que ya está en curso. Hay que decretar un alto el fuego. Pues to que hay que ocuparse de los británicos de las islas. Si esta guerra continúa, se verán obligados tarde o temprano a dejar las islas. Nuestro gobierno tendría que haber encarado esta eventualidad mucho antes de la guerra". El viejo londinense que me ha hecho las siguientes declaraciones tenía una opinión totalmente distinta la víspera: " He cambiado, declara, lo reconozco, THATCHER también tiene que hacerlo, sino adónde vamos ?

A esta pregunta, ya han dado su respuesta ciertos Almirantes ingleses. Para ellos la trágica pérdida del SHEFIELD nada debe alterar en la estrategia político-militar en curso. "Hay que contestar enseguida a los argentinos bombardeando los aeropuertos argentinos que sirven de base para los SUPER ETENDARD", declaró a voz alto uno de ellos. "Ante todo hay que echar a los argentinos de las FALKLAND, dijo otro por televisión. La ROYAL NAVY cuenta con los medios necesarios como para hacerlo anticipando el desembarco de sus marinos en las islas. Esto es esencial si se quiere salvar el honor del país y de la armada." WINSTON CHURCHILL y otros parlamentarios conservadores comparten aparentemente la misma opinión.

En el seno del partido de THATCHER, las voces empiezan a levantarse a favor de un compromiso. Pero para el partido conservador esta guerra no es de ninguna manera inútil, como parecen creerlo ahora numerosos británicos, es ante todo una cuestión de principios. "Yo estaba de acuerdo con ellos, me dijo un londinense de la City, Hay que ser intransigente sobre el principio, pero de ahora en más no podemos olvidar algo muy simple: nuestros barcos que se encuentran actualmente en el ATLANTICO SUR son verdaderos blancos ideales en el medio del océano que no hacen más que esperar el próximo misil EXOCET. Ahora tomamos conciencia de ello. El impacto que hemos sufrido debe ayudarnos a hacer frente a las realidades. Que no son siempre agradables. Se creía que la expedición al ATLANTICO SUR iba a ser un paseo más diplomático que militar. Era lo que el gobierno nos había prometido. Desde ayer es un calvario."

ELIO COMARIN

LUNES 17 DE MAYO DE 1982.

LE FIGARO: Los diez: no habrá apoyo gratuito para la Señora Thatcher.

LE QUOTIDIEN: Y durante ese tiempo la guerra continúa.

LA NACION: El derecho a la fuerza.

LE FIGARO: Un peligro para Francia.

LE FIGARO: Mitterrand en Londres.

HERALD TRIBUNE: Raids de aviones británicos en las Falklands.

HERALD TRIBUNE: Raptos de periodistas extranjeros recuerdan "la guerra sucia" en Argentina.

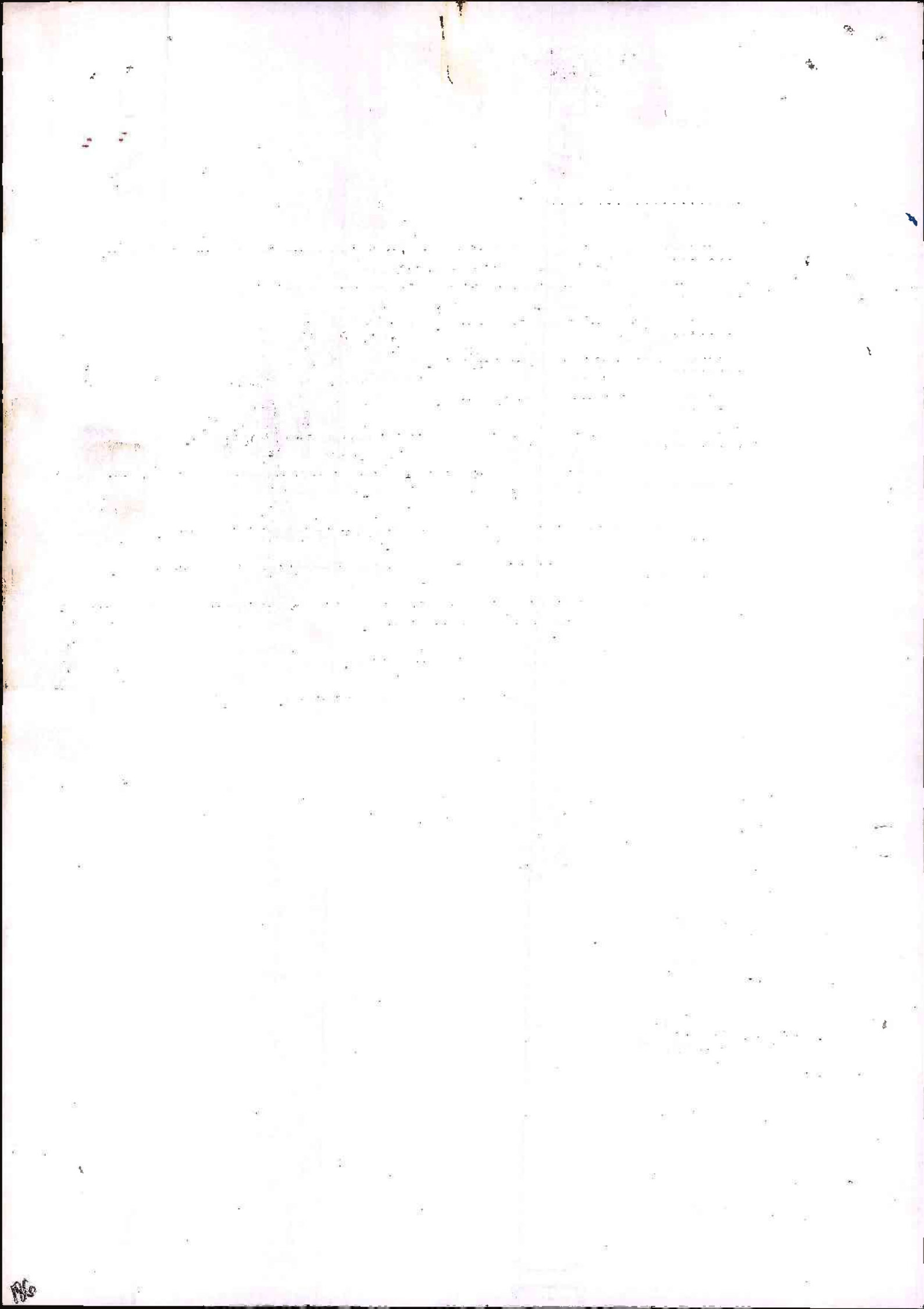
HERALD TRIBUNE: La visita del Papa a Gran Bretaña está insegura.

HERALD TRIBUNE: La decisión de la CEE sobre Argentina fue postpuesta.

HERALD TRIBUNE: Galtieri avisa que los Argentinos están preparados para combatir en una guerra larga.

LE QUOTIDIEN: Roma: abogado de la Argentina.

LE MATIN: Europa en el psicodrama de las Malvinas.



INTERNATIONAL



Tribune

Algeria..... 5.50 Din.	Israel..... 1.5. 22.00	Norway..... 5.00 N.Kr.
Austria..... 17 S.	Italy..... 1000 Lire	Oman..... 0.700 Rials
Bahrain..... 0.650 Din	Jordan..... 450 Fils	Portugal..... 45 Esc.
Belgium..... 33 B.Fr.	Kenya..... Shs. 16.00	Qatar..... 6.50 Rials
Canada..... C\$ 1.10	Kuwait..... 500 Fils	Rep. of Ireland..... 50 P.
Cyprus..... 400 Mills	Lebanon..... £13.50	Saudi Arabia..... 6.00 Rials
Denmark..... 6.00 D.Kr.	Libya..... L.Din. 0.35	Spain..... 80 Pes.
Egypt..... 90 P.	Luxembourg..... 33 L.Fr.	Sweden..... 5.00 S.Kr.
Finland..... 5.00 F.M.	Madagascar..... 50 Esc.	Switzerland..... 1.90 S.Fr.
France..... 4.50 F.	Malta..... 35 Cents	Tunisia..... 0.500 Din
Germany..... 2.00 D.M.	Morocco..... 5.50 Dh.	Turkey..... T.L. 150.00
Greece..... 45 Drs.	Netherlands..... 2.25 Fl.	U.A.E..... 6.50 Dirh.
Iran..... 135 Rials	Nigeria..... 720 K.	U.S.A. (Eur.)..... \$0.85
		Yugoslavia..... 35 D.

With The New York Times and The Washington Post

PARIS, TUESDAY, MAY 18, 1982

ESTABLISHED 1887

EEC Extends Sanctions for 7 Days As Britain Hardens Falklands Stand

Call Rejected For Another Month's Ban

Reuters

LUXEMBOURG — The European Economic Community agreed after a long debate Monday night to continue trade sanctions against Argentina over its seizure of the Falkland Islands for the next seven days.

The seven-day limit was imposed by the 10 Common Market nations despite strong British appeals that a ban on Argentine imports, originally due to expire at midnight Monday, should be extended for a further month.

A British spokesman said that Ireland and Italy, which had expressed strong reservations over extending the sanctions, finally agreed but on a different legal basis from the other EEC nations.

"The essential point is that the community is united on the point that, at least for the next seven days, there will be no imports from Argentina," said Nicholas Fenn, a spokesman for the British Foreign Office.

The import ban was first imposed soon after Argentina seized the Falkland Islands from Britain on April 2.

The 10 EEC foreign ministers agreed to extend the ban with slightly more than a half-hour to go before the original sanctions were due to expire.

The ban affects Argentine exports worth about \$2 billion a year.

Asked to comment on the short duration of the renewed ban, Mr. Fenn said: "It's a great deal better than nothing."

Italy's agreement to the extension followed intense late-night consultations between Foreign Minister Emilio Colombo in Luxembourg and Premier Giovanni Spadolini in Rome.

Mr. Fenn said that eight countries would extend the trade ban under Article 113 of the EEC founding treaty, which provides for unified external trade regulations.

Italy and Ireland agreed to be bound by Article 225, which aims at coordinating trade to avoid market actions that might distort market conditions.

The foreign ministers had failed in two hours of talks earlier Monday to agree on a formula to keep the total import ban in force.

Mr. Colombo had told other ministers that his government could not take part in renewing the sanctions because of strong public opposition to them in Italy, officials said.

The French external relations minister, Claude Cheysson, said

(Continued on Page 2, Col.6)

Peace Seen as Big Loser in Argentina's Propaganda War

By Margot Hornblower

Washington Post Service

BUENOS AIRES — A mysterious item appeared on the front page of *La Razón*, an afternoon newspaper here, on May 5. Headlined, "The Hermes Sunk?" the

NEWS ANALYSIS

story said that, according to the Soviet news agency Tass, the British aircraft carrier had been bombed and sunk by Argentine airplanes.

No official comment came from the junta. But in the press room of the Sheraton Hotel, an air force official confided, "We did it with a little Pucara plane that dropped six bombs and 32 rockets. We think the Hermes is severely damaged."

In the last two weeks, not a day has passed without speculation in the news media over the fate of the Hermes, the pride of the British Navy and flagship of its task force, with 1,350 men aboard. One paper indicated that Rear Adm. John F. (Sandy) Woodward, the task force commander, may be dead. Reports from Venezuela had the Hermes limping toward Curaçao in the Caribbean for repairs.

In a government film shown on television last week, a raft and life-jackets imprinted "Hermes 554" were shown abandoned on the shore of the Falklands while a commentator asked breathlessly, "Is this a sign of the sinking of the Hermes?"

Britain has repeatedly labeled such reports "ridiculous," and British correspondents aboard the aircraft carrier, albeit under censorship rules, report nothing is amiss. But most Argentines, even nor-

mally skeptical journalists, are convinced that the Hermes is disabled.

The conflicting reports are symptomatic of the confusion that reigns in this capital, more than 1,000 miles from the combat zone, where about 700 foreign correspondents have gathered to cover an invisible war.

A propaganda campaign whipped up by the junta, coupled with secrecy over what is actually happening in the Falklands, has blurred the lines between news and rumor, lending a surreal quality to the conflict as it is perceived in Argentina.

The propaganda may be discouraging a peaceful settlement of the war. "The military is manipulating public opinion," said a journalist for a prominent Argentine magazine. "They are preparing the public for war, not for negotiations. The navy does not want to negotiate — it has lost too many men. It wants to regain its honor. Our diplomats feel that the propaganda campaign is very detrimental to the progress of negotiations."

The military, which controls several major newspapers and all television stations, has sought to give the impression that Argentina is

winning. "Argentina to win!" radio announcers repeatedly shout, as they harangue the public with patriotic exhortations and martial music. The cover of a leading magazine declares, "We are winning!"

A few weeks ago, the junta issued "self-censorship guidelines" stipulating that journalists would be jailed for publishing information that "produces panic," "contradicts or lessens the credibility of official information" or "undermines the belief in Argentine rights."

"Our own government is blocking itself through a complete lack of information," said Maximo

Gainza, editor of the prominent daily *La Prensa*. "No independent news organization has correspondents on the islands. The government news agency, Telam, sends trash. At least Goebbels called his operation the Ministry of Propaganda."

The government media campaign is seeking to reinforce the notion that Britain is the colonialist aggressor. Prime Minister Margaret Thatcher was pictured last week in the tabloid *Tal Cual* dressed in a Nazi uniform under the headline, "Worse Than Hitler." Editorials emphasized that Argentina took the islands April 2 without bloodshed.

The almost complete inaccessibility of military officials to foreign journalists reduces many



Best
TAX-FREE
EXPORT PRICES!

ALL PERFUMES • COSMETICS
BAGS • SCARVES • TIES
FASHION ACCESSORIES

MICHEL SWISS
16, RUE DE LA PAIX
PARIS

2nd Floor, Elevator

FLAWLESS MAIL ORDER DEPARTMENT
FREE SAMPLES

Phone: 261.71.71

EEC Extends Trade Ban

(Continued from Page 1)

that France continued to support Britain and that an extension of the sanctions was necessary to maintain pressure on Argentina to withdraw from the Falkland Islands.

He said that there was a general understanding of the difficulties of the Italian government, which was faced with strident opposition to the sanctions from within the parties that support it.

"We have known for a very long time that the Italians had been heroic in taking the sanctions," Mr. Chénysson said. "But there is a new element in that we are absolutely at the end of the negotiating process and it is vital to avoid weakening their basis."

West Germany had given its support for a renewal, and the U.S. secretary of state, Alexander M. Haig Jr., had pressed Mr. Colombo on Sunday not to harm the chances of a negotiated settlement by breaking up the united EEC front.

Ireland, which is neutral and the only EEC country that does not belong to NATO, had criticized the sanctions, saying they might be construed to mean that the EEC supported British military actions against Argentina.

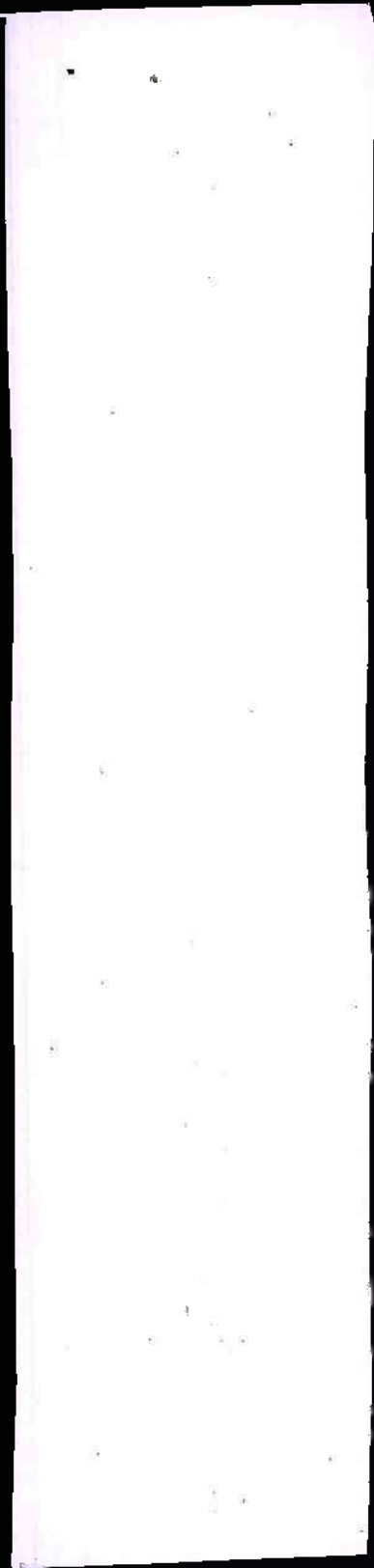
Denmark attacked the legal basis of the trade ban, claiming that national governments and parliaments should be allowed to decide independently on the issue.

A decision by some but not all of the EEC countries to prolong the sanctions would have changed the legal basis of the measure. It would have required the approval of national parliaments in several capitals, delaying the implementation of the measure.

The British foreign secretary, Francis Pym, was due back in London early Tuesday.

Mitterrand Backs Thatcher

LONDON (AP) — President François Mitterrand of France reaffirmed "support and solidarity" with Britain over the Falklands conflict during talks here Monday with Prime Minister Margaret Thatcher, officials said.



LA CEE extiende las sanciones para 7 días
MIENTRAS GB endurece su posición en las Falklands.

El pedido de otro mes de embargo
fue rechazado.

Luxemburgo. La CEE después de un largo debate
el lunes de noche aceptó continuar con las sanciones
contra Argentina para 7 días más. A pesar de que
GB reclamaba se continuara durante un mes.

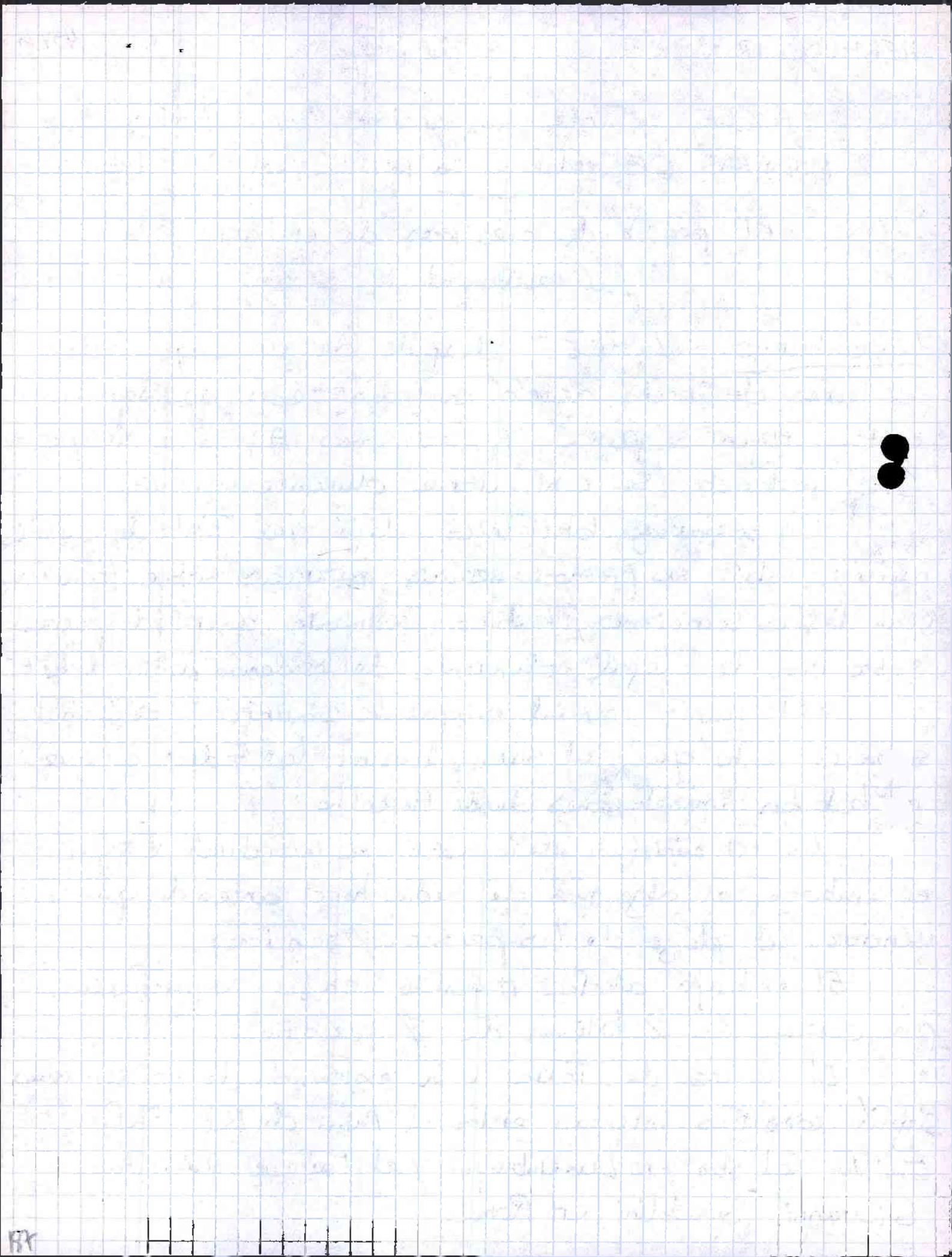
Un portavoz británico dijo que Irlanda e Italia
quienes habían expresado serias reservas sobre la exten-
sión de las sanciones, habían finalmente aceptado pero
sobre una base legal diferente de los demás países de la CEE.

"El punto esencial es que la comunidad está unida
sobre el hecho que, al menos durante los 7 días a venir,
no habrán importaciones desde Argentina"

Los 10 ministros de la CEE se acordaron a seguir
el embargo con algo más de media hora antes de que se
cumpliera el plazo de las primeras sanciones.

El embargo afecta Argentina en sus exportaciones
por cerca de 2 billones de \$ por año.

El acuerdo de Italia a la extensión de las sanciones
siguió consultas intensas entre el Min. de Rel. Exf.
Emilio Colombo en Luxemburgo y el Primer Ministro
Giovanni Spadolini en Roma.



424 h Los min. fallaron durante 2 horas de discus²
siones para aceptar una fórmula de embargo total de ^{455 p}
las importaciones.

El Sr. Colombo dijo a los demás ministros que su gob. no podía participar en ello a causa de una fuerte oposición pública en Italia.

El min. Francés Claude Cheysson dijo que Francia seguía apoyando a GB y que la extensión de las sanciones era imprescindible para mantener una presión sobre Argentina para que se retire de las Falklands.

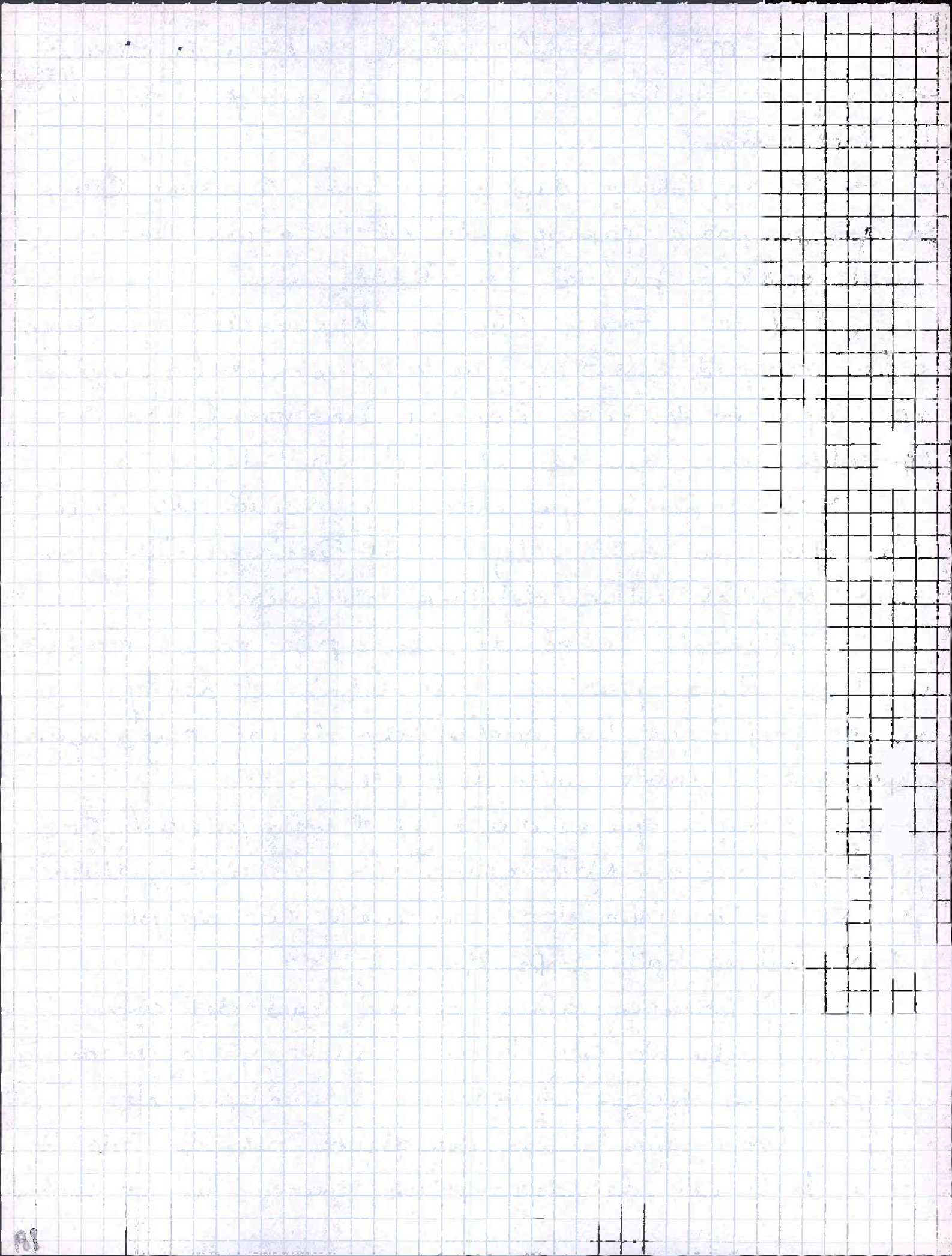
Dijo también que entendía la posición de Italia pero que como están llegando al término de las negociaciones es vital evitar debilitar las bases.

Alemania Federal dio su apoyo para la renovación y el Sr. Haig 'presionó' al Sr. Colombo el domingo para que no perjudique las oportunidades de un arreglo negociado al romper el frente unido de la CEE.

Irlanda que es neutro y el único país de la CEE que no pertenece a la Nato criticó las sanciones, diciendo que se podían interpretar como que la CEE apoyaba las acciones militares brit. contra Arg.

Dinamarca atacó la base legal del embargo económico, reclamando que los gob. nacionales y los parlamentos debían poder decidir el resultado independientemente.

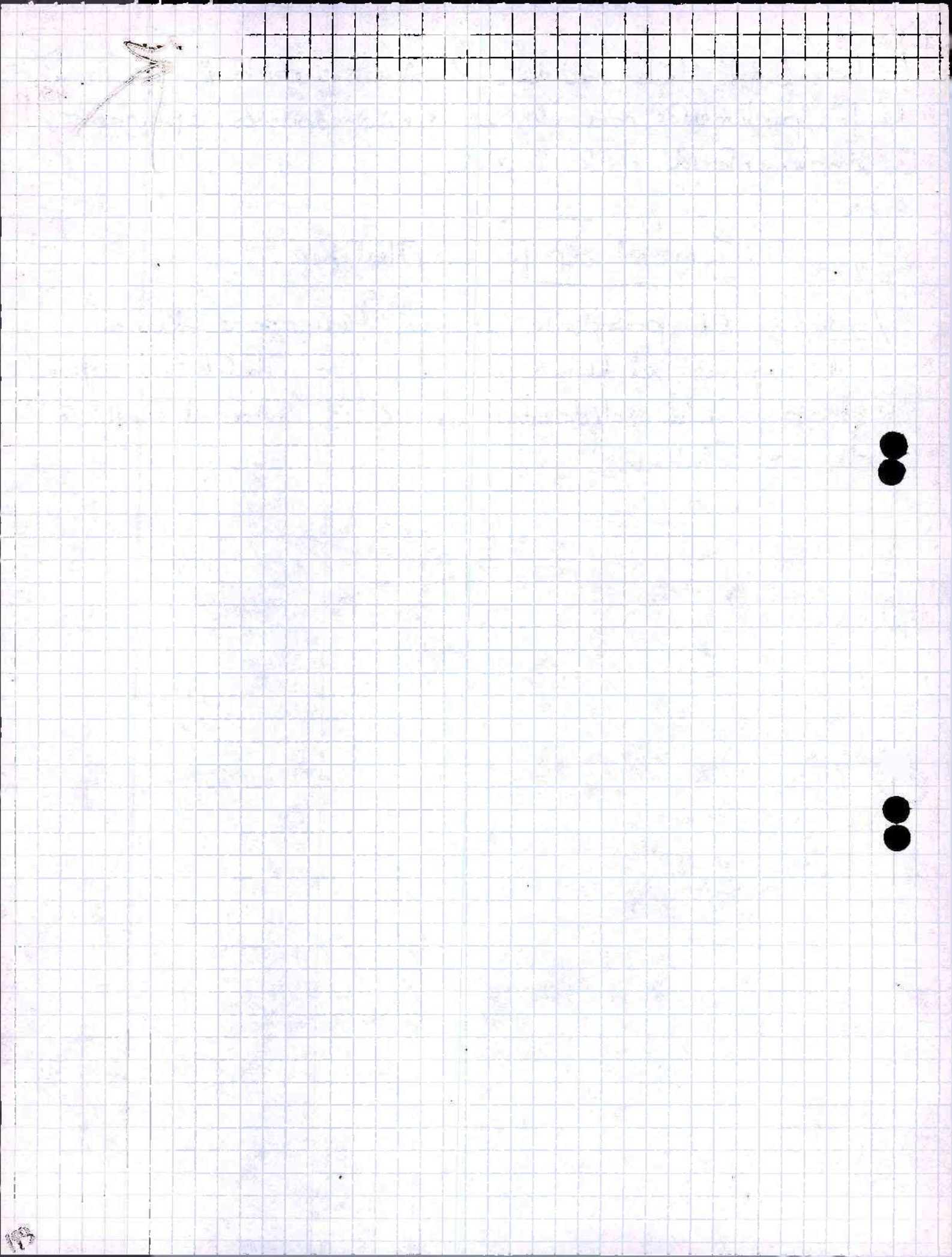
Una decisión tomada por algunos pero no todos los países de la CEE de prorrogar las sanciones hubiese cambiado



425/10
la base legal de la medida. Hubiere requerido la aprobación
de los parlamentos nacionales en varios capitales, aplazando
la implementación de la medida. 3
436 p.

Mitterrand apoya a Thatcher.

Londres. El presidente francés Mitterrand durante
discusiones el lunes, con la Sra Thatcher reafirmó
"el apoyo y la solidaridad" con G.B. sobre el conflicto
de las Falklands.



UN Delegate In 'One More' Try at Talks

By R.W. Apple Jr.

New York Times Service

LONDON — Prime Minister Margaret Thatcher said Monday that "we have gone as far as we can" in negotiations with Argentina over the Falkland Islands.

Britain's chief delegate to the United Nations, Sir Anthony Parsons, returned to New York Monday to have "one more go" at persuading the Argentines to pull out of the islands on Britain's terms, the prime minister said in a radio interview. She added that "we shall know this week whether we are going to get a peaceful settlement or not."

A senior government official said that Sir Anthony had been told to restate Britain's terms to Javier Pérez de Cuéllar, the UN secretary-general, and report his response in time for Tuesday's Cabinet meeting. The Cabinet would then be prepared to allot only 24 hours more for negotiations, the official said, before ordering "a major military operation" — presumably a series of landings in the Falklands.

Allowing for some slippage and for the vagaries of the South Atlantic weather, it appeared that the British were thinking in terms of an attack sometime toward the end of this week if diplomatic efforts proved unavailing.

Reportedly Pessimistic

Mrs. Thatcher was reported by a member of her staff to be highly pessimistic about the possibilities of a last-minute breakthrough at the United Nations. He said she expected Mr. Pérez de Cuéllar's peace initiative to collapse by the middle of this week. And she herself commented in the interview that "if Argentina really wanted to withdraw, and obey the Security Council resolution, we should have seen some sign of it by now."

The government believes that Argentina is deliberately stalling, hoping that Britain will gradually lose its stomach for battle.

"We have gone as far as we can," the prime minister declared. "They are the invader. They are the aggressor. We are the aggrieved. It is up to them. If the Argentines had really wanted a peaceful settlement, they would have taken more steps than they have done."

Asked about the prospect of heavy British losses in a campaign to retake the islands, Mrs. Thatcher told Peter Allen, the interviewer:

"You cannot fight these battles without taking casualties. That problem I live with every hour of the day and every hour of the night. But there are British people — with something like 9,000 or 10,000 soldiers — on the islands, and they look to us for help."

With every indication that time for diplomacy was rapidly slipping away, the prime minister met Monday morning with her inner "war" Cabinet.

She has told her ministers to be prepared for an emergency meeting of the full Cabinet on Tuesday.

Before them will be the judgment of Britain's military leaders that if an assault or assaults on the island are to be undertaken at all, they must come soon. With all major elements of the task force in position, with worse weather ahead and with softening-up operations well advanced, the generals and admirals are reluctant to see their forces losing fighting effectiveness while on shipboard.

There was little word of action in the combat zone Monday, although Michael Nicholson of Independent Television News reported from the aircraft carrier Hermes that it had been threatened briefly by six Argentine warplanes. They turned away without launching an attack.

Early Monday morning, Mr. Nicholson radioed, a British frigate

(Continued on Page 2, Col. 5)

...spondents here, some of whom speak no Spanish, to gleaning their reports from translations of the "self-censored" Argentine newspapers.

One prominent Argentine reporter attributes "the exaggerated triumphalism" of the propaganda campaign to an effort by the military "to clean themselves after the dirty war." The "dirty war" is what people here call the government's anti-guerrilla campaign of the 1970s, in which an estimated 6,000 persons were abducted by plainclothesmen and vanished without a trace.

Argentines also point out that Britain, too, appears to be waging a psychological campaign in its often less-than-candid reports. "Neither side has been very democratic about the handling of news," editorializes the English-language Buenos Aires Herald. The British, for example, repeatedly declined to comment on Argentina's claim that its troops had repulsed attempted helicopter landings on the Falklands.

Some Argentine newspapers have openly scorned the censorship guidelines. Nonetheless, Mr. Gainza said La Prensa was the only one refusing to carry a government advertisement bearing a thumbs-up fist labeled, "Argentina, We'll Conquer."

"This idea that we can win against the British and the U.S. is very dangerous," he said. "We need a cease-fire. Yet no one dares to stop the psychological warfare."

U.K. Hardens Its Position

(Continued from Page 1)

strafed an Argentine ship off Stanley. He speculated that it may have been the freighter Bahía Buen Suceso, which was attacked on Sunday in the sound between East and West Falkland Islands and may have been trying to limp into the harbor at Stanley for major repairs.

[The Argentine High Command accused Britain's task force Monday of launching indiscriminate attacks on the Falkland Islands, Reuters reported from Buenos Aires.

[A communiqué said British Harrier jets damaged several civilian installations in Fox Bay Sunday while a bomb fell without exploding near a house at Port Darwin.

["This shows that the English aviation attacks without discriminating its targets, seriously endangering the lives and property of the population they say they are defending," the communiqué said.]

A substantial element in the House of Commons, including members of all parties, thinks that more time should be devoted to negotiations, but Mrs. Thatcher has little patience with that point of view.

Speaking for the minority, Denis Healey, the foreign-policy spokesman of the opposition Labor party, said there remained real hope of a peaceful settlement.

U.S. Cable

By Bill Curry

Los Angeles Times Service

YAKIMA, Wash. — The Rev. Bob Cochell, an evangelical minister, considers the new R-rated cable television channel here sinful, degrading and immoral.

Chuck Nelson, the school board president, fears that it is undermining all the values schools are teaching in sex-education courses.

And Don Brule, who describes himself as a "concerned parent," is intent on getting new laws passed to rid Yakima and the state of Washington of indecency on cable television.

What is happening in Yakima is just part of the debate that is de-

SPEAK FR

U.K. Hardens Its Position

(Continued from Page 1)

strafed an Argentine ship off Stanley. He speculated that it may have been the freighter Bahía Buen Suceso, which was attacked on Sunday in the sound between East and West Falkland Islands and may have been trying to limp into the harbor at Stanley for major repairs.

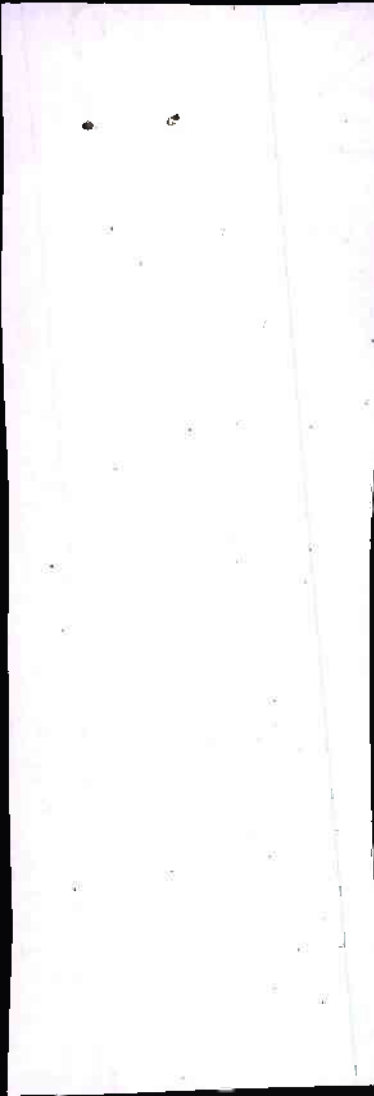
[The Argentine High Command accused Britain's task force Monday of launching indiscriminate attacks on the Falkland Islands. Reuters reported from Buenos Aires.

[A communiqué said British Harrier jets damaged several civilian installations in Fox Bay Sunday while a bomb fell without exploding near a house at Port Darwin.

["This shows that the English aviation attacks without discriminating its targets, seriously endangering the lives and property of the population they say they are defending," the communiqué said.]

A substantial element in the House of Commons, including members of all parties, thinks that more time should be devoted to negotiations, but Mrs. Thatcher has little patience with that point of view.

Speaking for the minority, Denis Healey, the foreign-policy spokesman of the opposition labor party, said there remained real hope of a peaceful settlement.



HERALD TRIBUNE — 18 de mayo.

El delegado de las NN. UU. en un intento "más" para las discusiones.

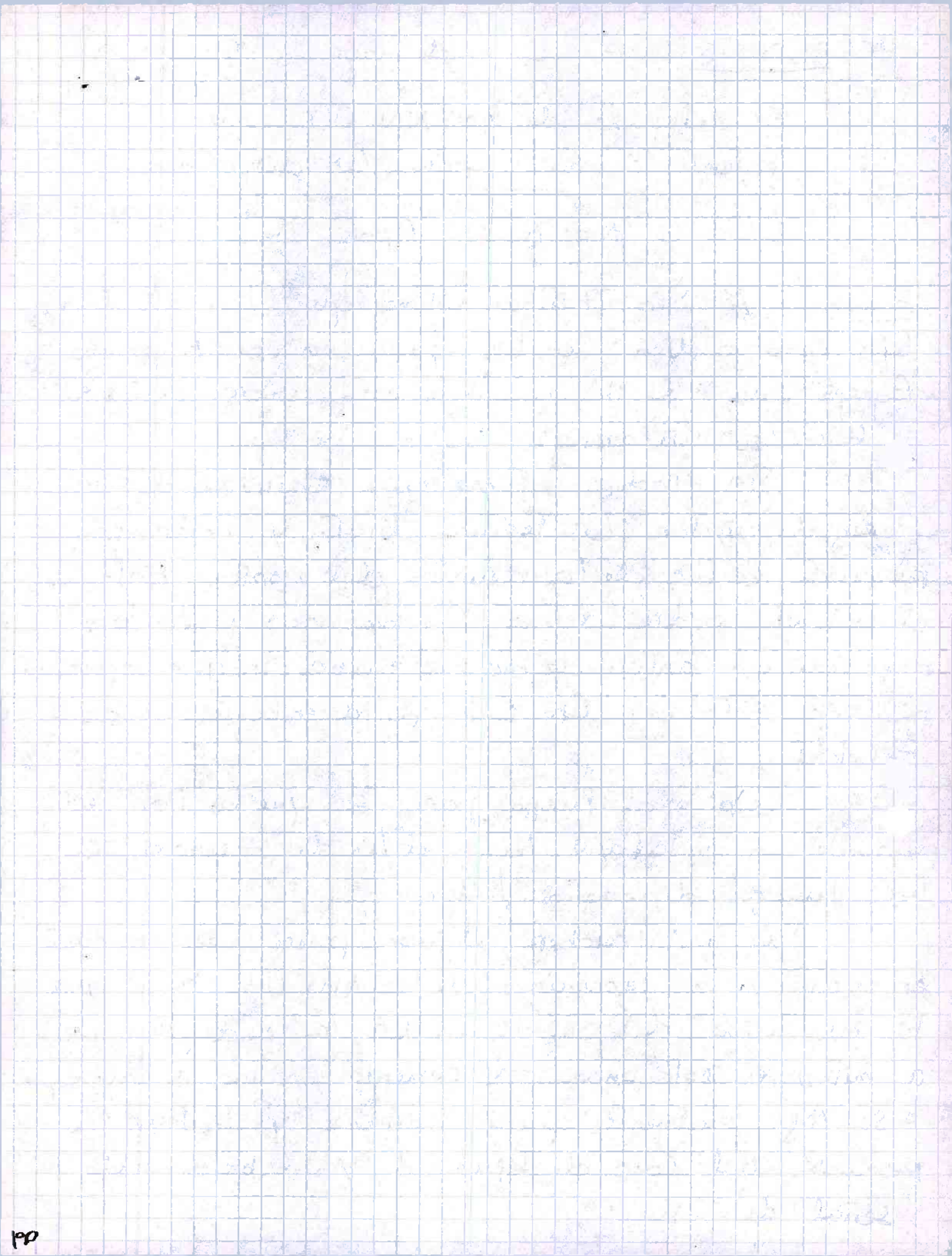
por R. W. Apple Jr.

London. La Sra. Thatcher estime que "han ido tan lejos como podían" en las negociaciones con Argentina. Agregó que "se iba a saber esta semana si iban a llegar a un arreglo pacífico o no".

Sir Anthony tiene que comunicar al Sr. Perez de Cuellar los términos brit. y traer su respuesta antes de la reunión del martes. Entonces el Gabinete podrá dejar 24 horas más para las negociaciones antes de ordenar "una mayor operación militar" - Tal vez una serie de desembarcos en las F-Irlands.

Debido al tiempo parece ser que los Brit. están pensando en un ataque hacia el fin de la semana si los esfuerzos diplomáticos fallan.

La Sra. Thatcher, dijeron, parece muy pesimista en cuanto a las negociaciones de las NN. UU. Dijo que la mediación del Sr. de Cuellar la veía fracasar a mitad de esta semana. Y comentó en una entrevista que "Si Arg. realmente quería retirarse y obedecer la resolución del Cons. de Seguridad, ya habrían visto señal de ello."



25/9/83
30/9/83

El Goh. piensa que Arg. pone deliberadamente obstáculos, con la esperanza que GB gradualmente pierda sus apallas para pelear.

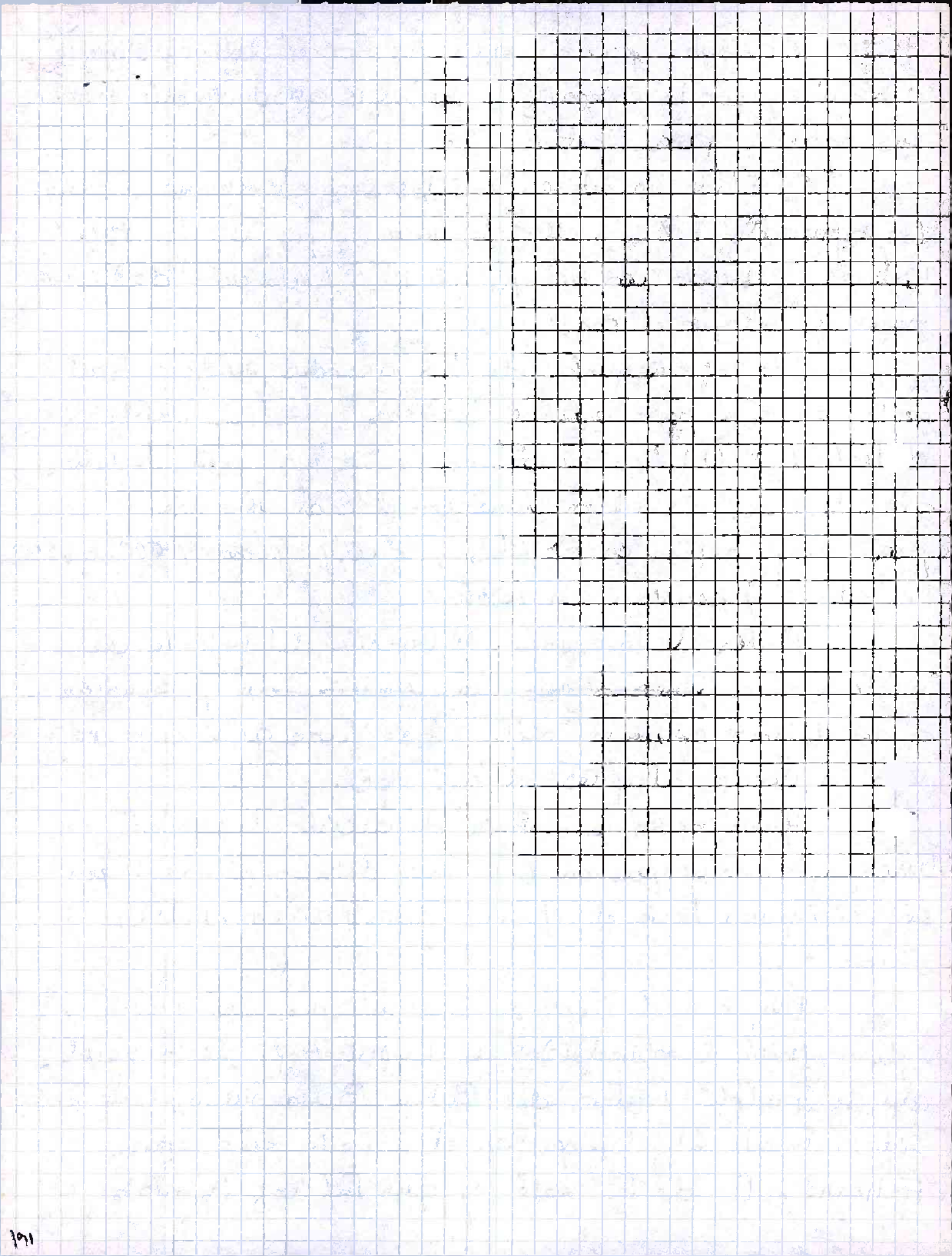
"Ellos invadieron. Ellos son el agresor. Somos los apreadidos. Es a ellos de hacer algo. Si los Arg. hubieran deseado un arreglo pacífico, hubieran dado más pasos de los que dieron."

A la pregunta de las grandes pérdidas brit. en la campaña para reformar las islas, la Sra. Thatcher contestó: "Ud. no puede combatir en estas batallas sin víctimas. Es el problema con el cual vivo día y noche pero hay brit. en las islas, con algo como 9.000 o 10.000 soldados, y cuentan con nosotros."

Antes de la reunión de urgencia del Gabinete del martes se a ~~tenía lugar una reunión~~ de preguntar a los líderes militares brit. si se tiene que emprender u o o varios ataques a las islas.

Hubo pocos comentarios de acción de combate el lunes, lo único fueron 6 aviones de combate Arg. que se dirigieron hacia el Hércules pero dieron vuelta sin atacar.

Temprano el lunes se anunció que una fragata inglesa había bombardeado un buque Arg. Se especula que se podría tratar de la Bahía Buen Suceso, que había sido atacado el domingo en el estrecho que separa la Falkland este de la oeste y que tal vez intentaba entrar.



JB (2)

en el puerto Stanley para efectuar mayores reparaciones.

El Alto Comodoro Arg. acusa a la flota brit. de haber lanzado ataques indiscriminados contra los islos Falklands.

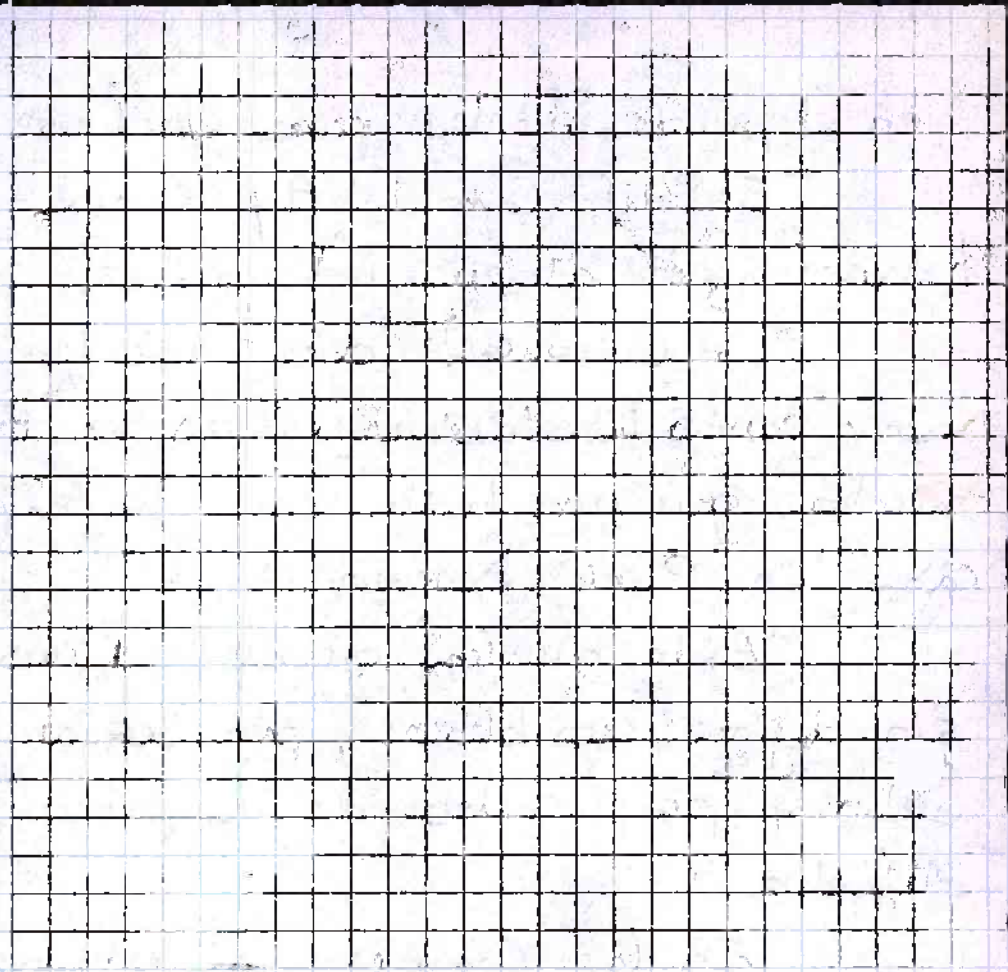
Un comunicado dice que los ~~Herberts~~ brit. ~~estro-~~pearon varias instalaciones civiles en Fox Bay el domingo mientras que una bomba caía sin explotar cerca de una casa en Puerto Darwin.

"Esto muestra que los ataques de la aviación Typhoon sin definir sus blancos, pone seriamente en peligro las vidas y propiedades de la población que ellos dicen defender."

En los Comunes, ~~ni~~ algunos miembros de todos partidos estiman que se tendría dedicar más tiempo a las negociaciones pero la Sra. Thatcher tiene poca paciencia.

Hablando para la minoría, Denis Healey de la oposición dijo que quedaba una real esperanza de un arreglo pacífico.

2



Cto J Ej — EMGE
Jef II - Icia - Dpto Ext

Fecha-Hora recepción

Destino Interno

1 2 3 4

Proceder

Nro

Fecha Hora

Recibido por

Verme previo estudio

1

Verme con antecedentes

2

Preparar contestación

3

Integrar al caso

4

Proponer acción a tomar

OBSERVACIONES

Tomar conocimiento

Coordinar

Explotación y registro

ta de Situación

Parte Subversivo

IIP

Reunión Informativa

Difundir a:

— Secr Grl

— B Icia 601

— FAA

— ARA

— Jef III - Op

— Dpto Int

Archivar

J Dpto

2do J Dpto

345 p

1489

12/12/12

139

1. The first section of the report

2. The second section of the report

3. The third section of the report

4. The fourth section of the report

5. The fifth section of the report

6. The sixth section of the report

7. The seventh section of the report

8. The eighth section of the report

9. The ninth section of the report

10. The tenth section of the report

11. The eleventh section of the report

12. The twelfth section of the report

13. The thirteenth section of the report

14. The fourteenth section of the report

15. The fifteenth section of the report

16. The sixteenth section of the report

17. The seventeenth section of the report

18. The eighteenth section of the report

19. The nineteenth section of the report

20. The twentieth section of the report

21. The twenty-first section of the report

Cdo J Ej — EMGE
Jef II - Icia - Dpto Ext

1380

Cont. 150fs.

33

Fecha-Hora recepción 26/330 18/08/82

Destino Interno

1 2 3 4

Proceder

MSS

Nro

Fecha Hora

Recibido por

Verme previo estudio

1

Verme con antecedentes

2

Preparar contestación

3

Integrar al caso

4

Proponer acción a tomar

X

OBSERVACIONES

Tomar conocimiento

Coordinar

Explotación y registro

X

Carta de Situación

Carte Subversivo

IIP

Reunión Informativa

Difundir a:

— Secr Grl

— B Icia 601

— FAA

— ARA

— Jef III - Op

— Dpto Int

— Jivar

J Dpto

2do J Dpto

Informar al J. Dpto

Alfonso 444

J. Turmo

1. Div Sit Grl
2. Div Subv Ideol y Sold
3. DISTER
4. Div C/Icia

Cdo J Ej — EMGE
Jef II - Icia - Dpto Ext

Fecha-Hora recepción

Destino Interno

1 2 3 4

Proceder

Nro

Fecha Hora

Recibido por

Verme previo estudio

1

Verme con antecedentes

2

Preparar contestación

3

Integrar al caso

4

Proponer acción a tomar

OBSERVACIONES

Tomar conocimiento

Coordinar

Explotación y registro

Carta de Situación

Parte Subversivo

IIP

Reunión Informativa

Difundir a:

— Secr Grl

— B Icia 601

— FAA

— ARA

— Jef III - Op

— pto Int

Archivar

J Dpto

2do J Dpto

374

44

[Handwritten signature]
12

